

Charles JOLIVET

LA RÉVOLUTION

DANS

L'ARDÈCHE

(1788-1795)

(Thèse pour le doctorat ès-lettres)



IMPRIMERIE E. MAZEL
: LARGENTIÈRE (ARDÈCHE) :
1930



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA RÉVOLUTION DANS L'ARDÈCHE

(1788-1795)

Charles JOLIVET

LA RÉVOLUTION

DANS

L'ARDÈCHE

(1788-1795)

(Thèse pour le doctorat ès-lettres)



IMPRIMERIE E. MAZEL

: LARGENTIÈRE (ARDÈCHE) :

1930



BIBLIOGRAPHIE

I. — Instruments bibliographiques.

- BARBIER (Ant. Alex.). — Dictionnaire des ouvrages anonymes, 4 vol. in-8. Paris 1872-1879. Un supplément par Brunet, in 8, Paris 1889.
- Bibliographie de la France ou journal de l'imprimerie et de la librairie.
- BRIÈRE (G.) et CARON (P.). — Répertoire méthodique de l'histoire moderne et contemporaine de la France depuis 1898. Depuis 1910, le répertoire est publié annuellement dans la revue d'histoire moderne et contemporaine.
- CARON (Pierre). — Bibliographie des travaux publiés de 1866 à 1897 sur l'histoire de France depuis 1789, in-8 Cornely 1912. Manuel pratique pour l'étude de la Révolution, 1912.
- HATIN (Eug.). — Bibliographie historique et critique de la presse périodique française. Paris 1866, in-8.
- LASTEYRIE (R. de). — Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques publiés par les sociétés savantes de la France (jusqu'en 1885), 6 vol. in-4. Paris 1886-1918.
- LASTEYRIE (R. de) et VIDIER. — Bibliographie annuelle des travaux historiques et archéologiques publiés par les sociétés savantes de France (à partir de 1904) in-4 Paris.
- Les manuscrits relatifs à l'histoire de la Révolution et de l'Empire dans les bibliothèques publiques des départements. Paris 1913, in-8 452 p.
- TOURNEUX (Maurice). — Les sources bibliographiques de l'histoire de la Révolution, 1898.

Inventaires d'Archives.

- SERVOIS. — Etat sommaire par séries des documents conservés aux Archives nationales, 1891.
- SCHMIDT (Charles). — Les sources de l'histoire de France depuis 1789 aux Archives nationales. Paris, Champion 1907.
- LE GRAND. — Les sources de l'histoire religieuse de la Révolution aux Archives nationales, 1913.
- A. TUETEV. — Les papiers des assemblées de la Révolution aux Archives nationales. Inventaire de la série C.
- Inventaires détaillés de diverses séries des Archives nationales par Marichal, Bourgin, Schmidt, etc. . . .
- Inventaire sommaire des séries A. B. C. D. des Archives départementales de l'Ardèche. Paris 1877, in-4.
- Répertoire numérique de la série L des Archives départementales de l'Ardèche. Largentièrre 1917.
- Inventaire des Archives de l'Hérault, série C.
- Inventaire sommaire des Archives communales de Largentièrre antérieures à 1790. Le Puy 1914, in-4.

Catalogues

Catalogue de l'histoire de France de la Bibliothèque nationale, 12 vol. in 4, 1855-1879.

Catalogue général de la Bibliothèque nationale.

Catalogue de la collection ardéchoise de la bibliothèque d'Annonay. — Annonay 1902.

Inventaire ou catalogue des imprimés du fonds Vivarois de la bibliothèque historique des Archives départementales de l'Ardèche. Largentière 1916. Ce catalogue est continué en manuscrit pour les ouvrages rentrés au fonds Vivarois de 1916 à 1929.

Catalogue de la bibliothèque de Montpellier. Fonds de Languedoc par Gaudin.

Ouvrages spéciaux à l'Ardèche du N° 4369 à 4707.

II. Documents manuscrits et imprimés*1° Archives nationales*

Convocation des Etats-Généraux. Elections et cahiers, pièces diverses :

B^a 1, 14, 45, 85, 87, 88, 89. B^{II} 9, 85, 125, 156, 163, 165, 174. C 13, 14, 25, 26, 29, 82, 132.

Procès-verbaux des assemblées électorales de 1791, 1792 et an IV ; C 135, 178, 480.

Votes populaires : Constitution de 1793 et de l'an III : B^{II} 2, 35, B^B 27. —

Motions, déclarations et adresses particulières : C 86, 121, 124, 145, 164, 187, 189, 218, 224, 265, 284, 286, 321, 323, 352.

Représentants en mission : C 251, 252, 278, 318, 331, 333, 341. — D^I § I 35, 36.

— A^F 7, 65, 82, 87, 182, 185, 186, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 250, 251, 410.

Comité de législation D^{II} 13, 14, 357, 361. — Comité de Constitution D^{IV} 1, 17, 70. B^B 157. — Comité de Division : D^{IV} bis 1, 4, 8, 19, 33, 35, 36, 40, 48,

50, 58, 80, 81, 92^b, 93, registres D^{IV} bis 1, 2, 8. NN 10. — Comité des let-

tres de cachet : D^V 1, 6. — Comité des finances : D^{VI} 13, 21, 22, 58. —

Comité des droits féodaux : D^{XIV} 1, 13. — Comité militaire : D^{XV} 4, 5, 6.

— Comité de judicature : D^{XVII} 1, 2. — Comité ecclésiastique D^{XIX} 9, 45.

— Comité des rapports : D^{XXXIX} 1, 6, 18, 42, 84. — Comité des recherches :

D^{XXXIX} bis 2, 12, 13. — Comité des trésoriers des dons patriotiques : D^{XXXIV} 5.

— Comité des pétitions : D^{XL} 1, 6, 18.

Proclamations et adresses : F 1^a, 403. — Sociétés populaires : Registres F 1^a 548, 549.

Personnel administratif : F 1^b II, Ardèche 1, 5, 17.

Esprit public et élections : F 1^c I 24 ; F 1^c III ; Ardèche 1, 6, 8, 10. — Administration départementale F² I 2, 3, 4.

Assignats : F⁴ 1051.

Police et sûreté générale. Emigrés, affaires diverses : F⁷ 3340, 3652^a, 4371, 4372, 4373, 4423, 4427, 4428, 4444, 4552, 4554, 4606, 4775²³, 4868, 4869, 4870, 4871, 4872¹⁻⁴, 6567, 7136, 7191.

Police militaire : F⁹ 1, 436.

Agriculture : F¹⁰ 330. — Subsistances : F¹⁴ 2, 3, 210, 318.

Commerce et industrie : F¹² 1345^a, 1468, 1482, 1520, 1547^b.

Ponts et chaussées : F¹⁴ 234, 528.

Instruction publique : F¹⁷ 1692.

Cultes : F¹⁹ 403, 598, 612^a, 1005. — Statistique : F²⁰ 161.

Languedoc et Vivarais : H 748¹³⁴, 942¹, 942², 995.

Municipalités : M 668, 670, 671.

Comité d'aliénation des domaines : Q², 13, 197.

Imprimés divers concernant l'Ardèche :

Régime administratif et politique, fédération de Jalès : AD^r 8, 90, 101.

Emigrés AD^{xii} 7, 12.

Adresses et pétitions : AD^{xvi} 5^b, 20.

Rapports et discours : AD^{xviii} 35, 66 ; AD^{xviii} 62, 353.

Journaux et placards : AD^{xx} 14, 347 ; AD^{xx} 75.

Sur ces 210 liasses ou registres, près de 90 n'ont apporté que des renseignements d'intérêt secondaire. 115 à 120 ont été analysés en détail et, sur ce nombre, une soixantaine ont fourni une documentation très importante.

2^o Archives départementales de l'Ardèche

Abus relatifs à l'administration de la justice : A 5.

Edits du roi, lettres patentes : B 66, 68, 77.

Elections aux Etats-Généraux : B 141, 142, 143, 143^{bis}, 144, 145.

Délibérations des Etats particuliers du Vivarais : C 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15.

Agriculture, commerce, industrie : C 18, 82, 179, 260, 261, 270^{bis}, 273, 274, 319, 355, 356, 359, 360, 362, 363, 366, 375, 687, 713, 755, 756, 757, 866, 867, 870, 908, 959, 960, 966, 982, 982, 1083, 1084, 1085, 1362, 1363, 1442, 1512, 1516, 1518, 1527 à 1536, 1541 à 1585.

Assemblées administratives du département : L 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112.

Directoire du département : L 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128.

Administration du département : L 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 167.

Correspondance départementale : L 195, 201, 202, 211, 221, 235, 236, 250.

Représentants en mission : L 254, 255, 256, 257.

Elections : L 267, 268, 271, 630, 631, 788, 789, 790, 812, 901, 902.

Administration générale : L 261, 264, 282, 283, 301, 302, 350, 351, 649, 934.

Camp de Jalès : L 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318.

Police et sûreté générale : L 321, 328, 537, 634, 635, 638, 639, 641, 791, 794, 903, 904, 909, 910.

Divisions administratives : L 344, 345, 346, 798, 799, 921.

Finances, assignats, impôts : L 370, 380, 381, 385, 386, 387, 388, 394, 395, 402, 518, 665.

Volontaires et déserteurs : L 412, 413, 414, 415, 416, 424, 427, 428, 449, 455, 456, 677, 689, 708, 826, 830, 831, 940, 947.

Cultes, réfractaires et conformistes : L 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 555, 563, 568, 722, 723, 724, 851, 852, 853, 855, 856, 857, 967, 968, 969, 970, 974, 975.

District du Coiron. — Délibérations et correspondance : L 570, 576, 589, 594, 613, 627, 628, 629.

District du Mézenc. — Délibérations et correspondance : L 736, 738, 740, 742, 743, 744, 748, 749, 764, 766, 781, 815, 835.

District du Tanargue. — Délibérations et correspondance : L 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 869, 870, 877, 879, 882, 894.

District d'Annonay : L 977, 978. District d'Aubenas : L 979.

District de Largentière : L 980, 981. District de Privas : L 982.

Il faut adjoindre à la série L quatre autres liasses non cotées dont deux se rapportent aux districts de Vernoux et de Tournon.

Sociétés populaires : 27 liasses ou cahiers de L 1042 à 1068.

Comité de surveillance : 120 liasses ou cahiers de L 1069 à 1188.

Enfin, série F, un manuscrit de 180 p. in ^{fo} non coté : observations météorologiques faites à Viviers... par Dominique Antoine Flaugergues.

Dans les séries B et C, les recherches sont faciles, grâce à un inventaire assez détaillé. Il n'en est pas de même dans la série la plus riche, la série L. Le répertoire numérique ne permet pas le plus souvent de se rendre compte de la valeur des documents contenus dans les divers dossiers.

Sur près de 450 registres ou liasses que nous avons consultés aux Archives départementales de l'Ardèche de 1908 à 1929, 150 environ présentent peu d'intérêt pour notre travail. En revanche, une soixantaine de registres contenant la correspondance et les délibérations de l'Administration du département et des districts et des procès-verbaux des diverses assemblées administratives ou électorales nous ont procuré quantité de renseignements de première importance. Il en est de même d'une centaine de liasses sur les troubles, la police, le clergé, le recrutement et les subsistances. Nous avons parcouru aussi tous les papiers des diverses sociétés populaires et des comités de surveillance qui se trouvent aux Archives départementales, mais une trentaine de numéros seulement renferment des documents intéressants.

FONDS MAZON. — Aux Archives de l'Ardèche existe un autre fonds très vaste qui nous a été lui aussi très utile. C'est le fonds Mazon. Formé de nombreuses pièces originales et d'une multitude de notes prises dans les bibliothèques et archives publiques et privées, il ne comprend pas moins de 115 gros volumes in-folio et 38 port-feuilles, registres ou carnets répartis en trois sections : une encyclopédie ou dictionnaire des notabilités et des localités de l'Ardèche en 46 volumes, une chronologie en 35 et enfin une histoire des villes du pays et des recueils divers en 72 volumes ou portefeuilles cotés F.

On trouve des renseignements sur la période révolutionnaire dans tous les volumes de l'Encyclopédie Mazon et dans une quinzaine de la série F. Ce sont : F 2, 11, 12, 16, 18, 21, 23, 24, 27, 28, 33, 36, 37, 44, 47. Onze volumes de la chronologie sont en tout ou en partie réservés aux événements de 1788 à 1795 : T 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22. Il y a là une mine inépuisable de documents très variés.

La base en est formée par les papiers du conventionnel Gleizal, lettres envoyées et reçues, et par les originaux de beaucoup de registres de sociétés populaires, de comités de surveillance, de lettres, placards, affiches, opuscules rares et une masse formidable de copies, soit in-extenso, soit en extraits, de lettres, mémoires, rapports, jugements, pétitions, délibérations des divers corps constitués ou des manuscrits de l'époque révolutionnaire.

Malheureusement, lorsqu'il s'agit de copies, Mazon qui a recueilli ses documents de 1860 à 1908, ne donne pas ordinairement de références et il est par-

fois impossible de préciser le fonds d'où ses notes sont extraites. Beaucoup de pièces, il est vrai, à l'époque où Mazon commençait ses investigations n'étaient pas encore classées ou n'avaient pas reçu des cotes définitives. C'est ainsi que longtemps avant son classement, la série L des Archives de l'Ardèche avait fourni à Mazon une ample documentation. Pour nous rendre compte de la valeur de ces reproductions, nous avons collationné minutieusement plusieurs centaines de pièces du fonds Mazon avec les originaux que nous avons retrouvés dans la série L et chaque fois nous avons pu constater la scrupuleuse exactitude du copiste. Il nous a été donné de faire assez souvent les mêmes constatations pour des extraits tirés soit des manuscrits de la Bibliothèque nationale, soit des Archives nationales et nous sommes convaincus qu'avec de la patience et beaucoup de travail, on arriverait à identifier tous les fonds d'archives où Mazon a puisé.

Le Fonds Mazon, entré aux Archives de l'Ardèche de 1908 à 1920 est donc une des sources importantes de notre travail, après les Archives nationales et les Archives départementales de l'Ardèche.

3° Archives diverses

A) Archives de l'Hérault

Etat économique du Vivarais à la fin du XVIII^e siècle. C 47, 53, 62, 64, 909, 953, 1587, 1832, 2251, 2271, 2295, 2296, 2383, 2467, 2561, 2618, 2669, 2680, 2714, 2735, 2779, 2833, 2834, 2837, 2839, 2840, 2843, 2846, 2873, 2874, 2925, 2927, 3066, 3990, 4026.

B) Archives de l'Isère

L⁵⁴ procès-verbal de la première session du département tenue à Vienne.

L⁵⁹ lutte des Girondins et des Montagnards.

C) Archives de la Lozère

Camp de Jalès L 121, 122, 127.

D) Archives communales

Valence BB 53.

Largentièrre, AA⁴, BB 44, 45, 46, 47, 4⁸, 49, 50, 51. CC 3, 24, 27, 30, 105. EE 1 G.G. 10, 13, 17, 18 HH 7.

Viviers BB 12.

Pour les autres localités, nous citons les Archives communales d'après les notes de Mazon qui a recueilli de nombreux extraits des délibérations et de la correspondance de Joyeuse, Aubenas, Privas, Bourg-St-Andéol, Les Vans, St Agrève, Antraigues, Tournon, Largentièrre, Lavoulte, Vernoux, Le Pouzin, Villeneuve-de-Berg, etc... et aussi de St Ambroix et Pont St-Espirit. (Gard).

E) Archives privées

Nous avons utilisé une multitude de manuscrits, mémoires, lettres, registres divers qui appartenaient à des collections particulières et qui en originaux ou en copies sont dispersés dans les 153 volumes du fonds Mazon.

4° Manuscrits

A) Bibliothèque nationale

Fonds de Languedoc. Collection des Bénédictins T. 8, 24, 25, 26, 28, 31, 36^{bis}, 44, 45, 51, 148.

B) Bibliothèque d'Annonay (1)

Abbé N. COLONJON. — Sur les établissements religieux existant à Annonay avant la révolution 10 p. s. d.

Abbé DARNAUD. — Mélanges historiques, bibliographiques. 1873, un volume grand in 8°.

Mathieu DURET. — Notes pour servir à l'histoire d'Annonay : 2 vol. in 4°.

Léorat PICANSEL. — Annales de la ville d'Annonay contenant le précis historique de la persécution contre la religion catholique dans la ville d'Annonay pendant la révolution : un vol. in 12.

MONNERON, aîné. — Journal des Etats-Généraux tenu par Charles Claude Ange Monneron. un vol. in 12.

Prévot. — Les deux terroristes ennemis. Pascal et Rivoire 14 p.

Jules ROUSSET. — Pièces diverses sur le Vivarais. 30 vol.

C) Bibliothèque de Vienne

Biens du ci-devant ordre de St. Ruf situés dans le diocèse de Vienne, 1790.
Procédures relatives à la sécularisation de l'ordre de St. Ruf. 2 vol. 1773.1780,

5° *Imprimés de l'époque révolutionnaire.*

Nous avons déjà mentionné à la série A D des Archives nationales, les brochures de la collection Rondonneau qui concernent le Vivarais. Les ouvrages indiqués ci-dessous se trouvent presque tous soit à la bibliothèque nationale, soit à la bibliothèque d'Annonay, soit au fonds Vivarois de la bibliothèque historique des archives départementales de l'Ardèche, souvent même dans ces trois dépôts. Nous les citons d'après le fonds où nous les avons consultés. (2) Les uns sont signés, les autres sont anonymes.

A) Noms d'auteurs.

ANTRAIGUES (Comte d'). — Adresse à l'ordre de la noblesse de France. Paris 1792 in 8. Fonds Vivarois.

Adresse à l'ordre de la noblesse du bas Vivarais. Bibliothèque nationale L b 39 1771

A. Etienne Charles Loménie, archevêque de Sens, 10 mai 1791. B. N. L d4 3566.

Dénonciation aux Français catholiques des moyens employés par l'Assemblée nationale pour détruire en France la religion catholique par Audaniel (pseudonyme de d'Antraigues). Londres 1791. in 8. F. V.

Discours d'Antraigues dans la chambre de la noblesse le 11 Mai 1789 et à l'assemblée des 3 ordres de la province de Languedoc le 10 Mai 1789, s. l. n. d. B. N. L e 29 2.064.

Discours d'un membre de l'Assemblée nationale à ses codéputés, 1789 in. 12 B. A.

Deuxième discours d'un membre de l'Assemblée nationale à ses codéputés, B. N. L e 29 1952 1er.

1) Les manuscrits et imprimés de la bibliothèque d'Annonay ont été consultés avant l'incendie de l'hôtel de ville de 1926 qui a consumé une partie de la bibliothèque

2) Abréviations. Bibliothèque nationale : B.N. ; bibliothèque d'Annonay : B.A. ; fonds Vivarois : F. V.

Suite du discours d'un membre de l'Assemblée nationale à ses codéputés (sur le remboursement des charges). B. N. L. e²⁹ 1952^{bis}.

Discours d'un membre de la noblesse à l'assemblée des trois ordres du baillage (en faveur du Comte de Moreton Chabillant) s. l. n. d. B. N. Le 23 229.

Discours et mémoires 1 vol. in 8 (formé de plusieurs brochures) F. V.

Discours prononcé dans la chambre de la noblesse le Jeudi 28 mai 1789. 16 p. B. N. Le 29-10.

Discours sur la sanction royale, 2 septembre 1789 B. N. Le 29 186.

Exposé de notre antique et seule légale constitution française. Paris 1792, in 8 72 p. B. N. L b 39 10473.

Lettre à M. de L. C. sur l'état de la France B. N. L b 42 955.

Lettre à M. Des... sur le compte qu'il doit à ses commettants de sa conduite aux Etats-Généraux. Paris 1790 in. 8-50 p. F. V.

Lettre à M. de Fontenay B. N. L b 39 10522.

Lettre à M. M. les commissaires de la noblesse de B. 1792 B. N. L b 39 10605.

Lettre aux rédacteurs du Journal de Paris, 26 août 1790 3 p. B. N. L b 39 2852.

Le pour et le contre sur la Révolution de France ou fragments des registres d'un club de Paris, 1790 in-8 35 p. F. V.

Mémoire sur la régence de Louis Stanislas Xavier, fils de France, oncle du roi et régent de France. Paris 1792 in-12 66. p. F. V.

Mémoires sur les mandats impératifs Versailles in-8 23 p. F. V.

Mémoire sur la vérification des pouvoirs, 30 mai 1789 18 p. B. N. Le 30-12.

Mémoire sur le rachat des droits féodaux, 25 août 1789 B. N. L b 39 2135.

Mémoire sur les Etats-Généraux, leurs droits et la manière de les convoquer, suivi du mémoire sur la constitution des Etats de la province de Languedoc. 1788 in-8 B. A.

Second mémoire sur les Etats-Généraux B. A.

Mémoire sur les pouvoirs que les baillages doivent donner à leurs représentants. B. N. L b 39. 1454.

Motion des commissaires conciliateurs de l'ordre de la noblesse B. N. Le 29-7.

Observations sur la conduite des puissances coalisées Hambourg 1795 in-8 39 p. F. V.

Observations sur la nouvelle division du royaume B. N. L b 39 8275.

Pièce trouvée à Venise dans le portefeuille du comte d'Antraigues et écrite entièrement de sa main. Paris in-8 22 p. F. V.

Point d'accommodement par Audainel in-8 47 p. F. V.

Protestation de d'Antraigues, député de l'ordre de la noblesse. Milan 1791 B. N. L b 39 5471.

Quelle est la situation de l'assemblée nationale ? 1790 in-8 60 p. F. V.

Réponse à un coup d'œil sur la Révolution du général Montesquiou B. N. La 32 40 p.

Mgr d'AVIAU. — Lettre pastorale de l'archevêque de Vienne (22 août 1790) 29 p. in-8 Bibliothèque Grenoble.

AYMARD — (Jean-Joseph), suppléant au tribunal du district du Coiron. A ses concitoyens. Valence, Vve Aurel in-4 15 p. F. V.

AZEMAR (d'). — Adresse à l'Assemblée nationale au nom des propriétaires riverains des fleuves 10 p. s. d. in-8 Paris B. A.

BAIGNOUX. — Projet de décret présenté à l'Assemblée nationale .. relatif aux dépenses du camp de Jalès, impr. nat. 2 p. in-8. B. A.

BARRUEL (L'abbé de) — Histoire du clergé pendant la Révolution. Londres, 1797, in-8. F. V.

Question nationale sur l'autorité et sur les droits du peuple dans le gouvernement. Paris, Bruxelles et Mons, 1792, in-12. F. V.

Le patriote véridique ou discours sur les vraies causes de la Révolution actuelle. Paris, 1789, in-8. F. V.

Mémoires pour servir à l'histoire du Jacobinisme. Hambourg, 1798-99, 5 t. en 4 vol. in-8. F. V.

Les Helviennes ou lettres provinciales philosophiques, 5 vol. in-12. Amsterdam 1789. B. A.

Lettre sur le divorce à un député de l'Assemblée nationale. 42 p. in-8. B. A.

BAUDIN. — Discours prononcé dans l'assemblée des amis de la Constitution d'Annonay le 12 mai 1791, 8 p. Annonay. B. A.

BEAUFORT, premier consul, maire. — Résumé des motifs de plusieurs délibérations de la commune de Villeneuve-de-Berg en Vivarais pour obtenir que le siège de la justice du département continue à être établi dans la dite ville. in-4, 7 p. F. V.

BOISSY D'ANGLAS. — A mes concitoyens. Paris, impr. nat. 1790. B. N. Lb39 3392.

Autographes. Documents historiques (provenant des collections de la famille Boissy d'Anglas) Paris 1914 in-8, 56 p. F. V.

Courtes observations sur le projet de décret sur le dernier degré d'instruction. Paris, impr. nat. 28 Germinal an 2 in-8, 15 p. F. V.

De notre situation présente et future (1793) s. l. n. d. in-8, 12 p. F. V.

Deux mots sur une question jugée 15 p. B. A.

Discours prononcé à l'ouverture des séances de l'assemblée administrative du département de l'Ardèche le 16 nov. 1791. Privas. Guillet s. d. in-4, 60 p. F. V.

Discours sur les principes du gouvernement actuel et sur les bases du crédit public prononcé à la séance du 7 Nivose an 3, in-8, 23 p. F. V.

Discours sur la nécessité d'annuler ou de reviser les jugements rendus par les tribunaux révolutionnaires. 30 Ventose an 3, impr. nat. in-8, 8 p. F. V.

Discours prononcé dans la séance de la Convention du 1^{er} Thermidor an 3. Privas Guillet, in-8, 15 p. F. V.

Discours sur la situation intérieure et extérieure de la République, prononcé dans la séance de la Convention du 6 Fructidor an 3. Privas, Guiremand et Gautier, s. d. in-8, 32 p. F. V.

Essai sur les fêtes nationales. Paris, impr. Polyglotte 12 Messidor an 2, in-8. F. V.

Lettre de Boissy d'Anglas non signée et sans adresse de destinataire (1788) publiée dans la Révolution française T. 1 p. 124 125.

Lettre écrite au citoyen Dumonts, vice-président du département de l'Ardèche le 28 Juin 1793. Annonay, Agard s. d. in-12, 28 p. F. V.

Lettre de Boissy d'Anglas élu procureur général syndic à MM. les admi-

nistrateurs composant le directoire de ce département, 27 septembre 1791. B. N. Lb 39 5433.

13 lettres de Boissy d'Anglas à M. de Lohme et Dayme du 12 juillet au 12 septembre 1789 publiées par Puaux dans le Bulletin de la société historique du protestantisme français. Décembre 1926.

Motion d'ordre contre les terroristes et les royalistes faite à la Convention dans la séance du 21 Ventose an 3. — Paris, impr. nat. in 8, 16 p. F. V. Note sur un article du livre rouge (concernant Montgolfier). B. N. L b 39 3231.

Observations sur l'ouvrage de M. de Colonne intitulé : de l'état de la France présent et à venir 358 p. 1791 B. A.

Opinion relative à Louis prononcée le 17 Janvier 1793. Paris, impr. nat. s. d. 3 p. F. V.

Projet de constitution pour la République française et discours préliminaire prononcé par Boissy d'Anglas au nom de la commission des onze. 5 Messidoran 3. Privas s. d. in-8. F. V.

Quelques idées sur la liberté, la Révolution, le gouvernement républicain et la Constitution française. 3 Juin 1792, in-8, 46 p. F. V.

Quelques idées sur les arts. (Paris, 25 Pluviose, an 2) in-8, 47 p. F. V.

Rapport sur la liberté des cultes. Paris, impr. nat. Ventose an 3, in-8, 16. p. F. V.

Rapport sur les opérations du comité de salut public relativement aux subsistances et à l'approvisionnement de Paris le 16 Germinal an 3, impr. nat. in-8, 14 p. F. V.

Rapport sur le Lycée républicain, fait au nom du Comité d'instruction publique. Paris, impr. nat. Brumaire an 3, 8 p. F. V.

Sur le décret du 15 Juillet 1791. s. l. mai 1792, 21 p. B. N. Lb. 39 10136.

BOISSY D'ANGLAS, ST. PRIX, GAMON, ST. MARTIN, GARILHE, CORENFUSTIER. — A leurs commettants. Paris, impr. nat. s. d. in-12, 12 p. (14 avril 1.793) B. A.

BOLLIOUD. — Avis au peuple par un citoyen. 24 p. s. l. n. d. B. A.

FERNAND DE BOVINEY. — Aux Dauphinois par un noble Viennois. s. l. n. d. 24 p. (Juillet 1789). Bibliothèque Grenoble.

Lettre à MM. les Curés du district de Vienne, réimprimée à Annonay, 15 p. 1791. B. A.

BRULART (Charles) ci-devant Sillery. — Rapport du comité des recherches de l'Assemblée nationale relatif au camp fédératif de Jalès. Paris, impr. nat. 1790, in-16, 26 p. F. V.

CAFFARELLI, préfet. — Observations sur l'agriculture du département de l'Ardèche, Privas, Guiremand, in-8, 32 p. F. V.

CHABAL, administrateur du département de l'Ardèche. — A ses concitoyens. (Privas, Guillet, 1793) in-4, 15 p. F. V.

Discours prononcé à l'ouverture de la séance extraordinaire à Privas, le 23 mai 1793. Privas, in-4, 2 p. F. V.

Discours prononcé à la séance permanente du Conseil général d'administration du département de l'Ardèche, le 20 Juin 1793. Privas, in-4, 4 p. F. V.

CHARVET. — Discours prononcé dans une assemblée publique des amis de la Constitution à Annonay, 32 p. s. l. n. d. B. A.

CHATEAUNEUF-RANDON (Général). — Proclamation aux citoyens composant l'ad-

- ministration du département de l'Ardèche. s. l. n. d. in-4, de 2 p. F. V.
- CHOMEL** (Louis-Théodore), député du Vivarais, concernant l'administration de la justice ; Toulouse 1778, in-4. F. V.
- COUTHON**. — Rapport et projet de décret au nom du comité de salut public sur l'assassinat du patriote Malignon, agent national de la commune de Cruzière-St-André. Paris, impr. nat. s. d. in 8, 10 p. F. V.
- DALMAS**, député de l'Ardèche. — Opinion de M. Dalmas sur la suspension du maire et du procureur de la Commune de Paris, prononcée à l'occasion des évènements du 20 Juin 1792. Paris, impr. nat. (1792), in-8, 16 p. F. V.
- Rapports faits à l'assemblée nationale au nom du comité de législation le 3 et 4 Janvier 1792, 2 Broch 12 p. et 11 p. B. A.
- Rapport sur la formation de la Haute Cour nationale le 22 décembre 1791 ; 16 p. impr. nat. B. A.
- A mes concitoyens sur les inculpations répandues contre moi dans l'assemblée électorale du département de l'Ardèche en 1797, 40 p. s. l. B. A.
- Réflexions de Dalmas, à l'occasion du décret d'accusation porté contre Delessart, 31 p. s. d. impr. nat. B. A.
- DAMP MARTIN**. — Les prodromes de la Révolution dans l'Ardèche et le Gard. Les masques armés, 1782-1783 ; relation inédite publiée par J. Régné. Largentière, 1915. B. N. LK² 6183.
- DELICHÈRES** (Jean-Paul). — Instruction sur la révolution par forme d'entretien à l'usage des campagnes. Viviers, 1792, in-8, 70 p.
- Discours prononcé par Delichères, 30 Frimaire 2, lors de la célébration de la fête de la Raison Montélimar s. d. B. N. L^b 40 2502.
- DUBOIS**, maire de Privas. — A ses concitoyens du département de l'Ardèche, in-4, 12 p. s. l. n. d. (1794) F. V.
- DUMONT**s, vice-président du directoire de l'Ardèche. — Discours prononcé à la séance du Conseil général d'administration de ce département, le 20 Juin 1793. Privas, Guillet, in-4. 4 p. F. V.
- Opinion prononcée à l'assemblée extraordinaire de tous les corps constitués du département de l'Ardèche, tenue à Privas du 29 Juin au 1^{er} Juillet 1793. (Privas, Guillet, 1793) in-12, 11 p. F. V.
- ENJOLRAS-LAPRADE**. — Précis justificatif pour S^r J. Enjolras-Laprade, juge de paix du canton de Coucouron, s. l. n. d. in-4, 64 p. (1801) F. V.
- FONTBONNE** (général). — Lettres inédites du général Fontbonne au représentant du peuple St Prix, publiées par Soubeyran St Prix, Lyon 1893, in 8. F. V.
- FRESSENEL** (Cl. A.). — Opinion de Fressenel, député de l'Ardèche sur la liberté et la police des cultes et leurs ministres, 20 Messidor, an V, 30 p. impr. nat. B. A.
- Projet de résolution présenté par Fressenel sur la liberté et la police des cultes, 20 Messidor, an V, 4 p. impr. nat. B. A.
- FREYCINET** et **REGARD**. — Compte-rendu de l'approvisionnement des départements de la Drôme, l'Ardèche et Vaucluse. Paris, an III, in-4, 83 p. F. V.
- GAMON**. — Discours sur les évènements qui ont eu lieu le 10 août 1792. Séance du 23 Thermidor, an 3, Paris, impr. nat. Thermidor an 3, in-8, 8 p. F. V.
- Opinion de Gamon... sur la garde départementale, novembre 1792, 19 p. impr. nat. B. A.

Rapport et projet de décret fait par le représentant Gamon au nom des comités de salut public, d'agriculture et des arts, le 25 Messidor, an 3., 4 p. impr. nat. B. A.

GARILHE (F. C. P.) député de l'Ardèche. — Motifs en répondant à l'appel nominal sur cette question : à quelle peine Louis XVI sera-t-il condamné ? Paris, impr. nat. s. d. in 8., 3 p. F. V.

GLAIZAL (1) (Claude) député de l'Ardèche. — Projets de décrets sur la peine à infliger à Louis Capet. Paris, impr. nat (1792) in. 8, 8 p. F. V.

Rapport fait à la Convention nationale. Paris, impr. nat (1793) in-8, 16 p. F. V.

Projet de décret sur les élections et les diverses assemblées. Paris, 1793, in 8, 38 p. F. V.

Coup d'œil sur la révolution française. Paris, in-8, 47 p. F. V.

Réponse du citoyen Glaizal à une partie de l'écrit signé Rouchon, Garilhe et Boisset sur les opérations de l'assemblée électorale de l'Ardèche, 32 p. s. d. B. A.

Lettres reçues et expédiées par Glaizal. Les originaux sont dispersés dans les divers volumes du fonds Mazon aux archives départementales de l'Ardèche, surtout dans la chronologie T. 19, 20, 21 et 22.

GOSSE. — La mort de Vincent Malignon, agent national de la commune de Clays (Ardèche). Nantes, an III, in-12, 41 p. F. V.

GOUPILLEAU. — Lettres intimes du conventionnel Goupilleau de Montaigu en mission dans le midi après la Terreur. 1794 1795. Nîmes 1906 B N L b 41 5471.

KENIG (J. J. H.) — Discours prononcé à Annonay. 126 p. Annonay, 25 août 1791, in-8. B. A.

LAROISSIÈRE (de) — Discours sur les Etats-Généraux, 1789., in-8, 70 p. F. V.

LACHADENÈDE. — Circulaire de Lachadenède, syndic du Vivarais sur la confection et l'envoi du rôle de la contribution patriotique. Aubenas, 12 mai 1790. B. N. L. b 39 8793.

LAJARD. — Discours prononcé aux habitants de la ville d'Andance, le 14 juillet 1790, 4 p. Valence B. A.

LAMBERT R. P. — Lettre à M. l'évêque de Viviers ou réfutation de celle qu'il a publiée dans son diocèse et du discours qu'il a prononcé pour justifier son serment civique (par le P. Lambert). Paris, Crospar 1791 in-8 de 32 p. B. N. L. d³ 3259.

2^e lettre de 54 p. sur même sujet B. N. L. d³ 3260,

3^e lettre ou réfutation de l'écrit de M. l'évêque de Viviers intitulé : examen des principes de la Con. Cle. du Clergé, in-8, de 103 p. 1792. B. A.

4^{me} lettre à M. l'évêque de Viviers ou réfutation des impiétés et erreurs que ce prélat enseigne dans l'examen des principes de la Con. Cle. du Clergé (par le P. Lambert) 1792. in-8 de 243 p. B. A.

LAVALLÉE. — (J) et Louis Brion, père et fils. Voyage dans les départements de la France. Ardèche. Paris, an VIII, 39 p. gravure et carte. F. V.

LÉORAT Picancel (l'abbé). — Annonay pendant la Terreur et Annales d'Annonay dans le Journal d'Annonay, 4 Janvier 1879, 24 Juin 1882. F. V.

1) Ce nom est orthographié Glaizal dans presque toutes les pièces imprimées, mais dans les pièces manuscrites, le conventionnel signe ordinairement Gleizal.

- LESPINASSE. — Exposé de la conduite des membres composant le directoire du département de l'Ardèche, devant le représentant du peuple Boisset. Privas, Guillet, (1793) in-4, 15 p. F. V.
- MAZON (Louis). — Adresse à la Convention nationale sur le jugement de Louis XVI. Paris. in-8., 16 p. F. V.
- MONNERON député de l'Ardèche. — Son opinion sur la création de petits assignats avec un projet de décret. Paris, 1791, in-18., 18 p. F. V.
Lettre à M. . sur l'établissement d'une banque nationale. Versailles, 1789, in-8, 24 p. F. V.
- MULLOT (l'abbé). — Précis historique des évènements qui se sont passés dans le département de l'Ardèche et du Gard depuis le 14 février jusqu'au 28 du même mois, 1791. Nîmes, 1791, in-8, 36 p. F. V.
- POURRET. — Réponse à un écrit exposant la conduite des membres du Directoire. s. l., (1793) pet. in-4., 24 p. F. V.
- ROCHEMEURE (de) syndic du pays du Vivarais. — Mémoire au sujet des justes prétentions de MM. les barons de tout le pays, pour la députation des États-Généraux de la province du Languedoc à la cour. In-fol. 5 p. B. N. L K2 1811.
- S. (l'abbé de). — Lettre d'un curé non-jureur à un curé jureur de ses amis. — s. l. n. d., in-12, 8 p. F. V.
- SABAROT (Jacques de). — A tous ses concitoyens et amis du vrai et du bien, suivi d'un colloque entre un druide, un rabin, un prêtre romain, un iman, un ministre pour la conciliation religieuse. Annonay, an IV, in-8, 20 p. F. V.
- ST-MARTIN (député de l'Ardèche). — Sa correspondance avec L. Th. Chomel, publiée par Nicod E. Privas, 1906, in-8, 56 p. F. V.
Opinion prononcée le 17 Janvier 1793. Paris, impr. nat. s. d. in-8, 3 p. F. V.
Opinion sur la révision des jugements criminels. Conseil des Cinq Cents. Séance du 3 Nivose an 7., 14 p. impr. nat. B. A.
Opinion dans l'affaire du ci-devant roi. Impr. nat. s. d., in-8., 10 p. F. V.
Opinion sur la question : Par qui seront nommés les membres du directoire exécutif ? prononcée à la Convention le 7 Thermidor, 3^e année républicaine. Paris, impr. nat., (an III), in-8., 4 p. F. V.
- SAVINE. — Discours prononcé par le citoyen Savine, évêque et président du département. Privas, P. Guillet, s. d., in-4 de 20 p. (23 mai 1793). F. V.
Discours prononcé à l'ouverture de la séance extraordinaire du conseil d'administration à Privas le 23 mai 1793. Privas in-4, 4 p. F. V.
Principes de la foi catholique et de la constitution française, rédigés par M. l'évêque de Viviers. Viviers, impr. J.J. M. Ig., 1792, in-8, 15 p. F. V.
Lettre de M. l'évêque de Viviers à MM. les curés, vicaires et autres fonctionnaires publics ecclésiastiques du département de l'Ardèche, précédée d'un discours qu'il prononça avant de prêter le serment civique, le [dimanche 6 de février, 1791 ; in-8, 41 et 16 p. F. V.
Examen des principes de la Constitution civile du clergé, XXXV et 276 p. Lyon 1792, in-8. F. V.
Lettre de M. l'évêque de Viviers à M. Chomel, commissaire du roi auprès du tribunal du district du Mézenc séant à Annonay. Viviers, impr. Ignon (25 Juin 1792) in-12, 4 p. F. V.

Mémoire touchant la célébration des fêtes chômées. Viviers 1792 in 8, 20 p. F. V.

Déclaration adressée aux fidèles et citoyens du département de l'Ardèche. Paris, 11 octobre 1797, in 8, 12 p. F. V.

Réponse de Charles Lafond Savine, évêque de Viviers à un curé de son diocèse. Paris, 27 Ventose, an V., in-12, 19 p. F. V.

SOULAVIE. — Doléances des curés de Languedoc par l'abbé Soulavie ; 15 p. s. l. n. d. B. A.

SUCHET (L.G.). — Mémoire de L.G. Suchet, chef du 4^{me} bataillon de l'Ardèche adressé à ses concitoyens. Brumaire, an III, in. 4., 11 p. F. V.

THOULOZE ex-conventionnel de l'Ardèche. — A ses concitoyens. s. l. n. d. in-12, 11 p. F. V.

VERNET (l'abbé). — Lettres apologétiques du clergé catholique du diocèse de Viviers à M. Charles Lafond de Savine, évêque assermenté abdicataire. etc... (1800) s. l. n. d. in-8, 192 p. F. V.

VINCENT (Audéol). — Histoire des guerres du Vivarais et autres contrées voisines, en faveur de la cause royale, depuis le camp de Jalès 1790 jusqu'en 1816, Privas, 1817, in-8, F. V.

B) Ouvrages anonymes

Acte d'union des gardes nationales de vingt villes, bourgs, villages et communautés du 29 novembre 1789. 21 p. s. l. B. A.

Adresse aux citoyens et arrêté du directoire sur le maintien de la tranquillité publique. Janvier 1792. Privas, Guillet, s. d. in-8 de 8 p. F. V.

Adresse de l'assemblée électorale du district de Coiron à l'Assemblée nationale portant désaveu et improbation d'un libellé intitulé : manifeste et protestation de 50.000 Français fidèles, armés dans le Vivarais pour la cause de la Religion et de la Monarchie contre les usurpateurs de l'Assemblée se disant nationale. Privas, impr. P. Guillet 1790, in-4. F. V.

Adresse de la société des amis de la Constitution établie à Annonay à l'Assemblée nationale 6 p. s. d. (1791). B. A.

Adresse de la société populaire régénérée de la Commune de Privas, chef-lieu du département de l'Ardèche à la C^{on} Nationale contre les administrateurs de ce département. Privas 10 Vendémiaire an 3 ; in-4, 6 p. F. V.

Adresse des électeurs du département de l'Ardèche à l'Assemblée nationale (1791)- in-12, 4 p. F. V.

Adresse des électeurs du département de l'Ardèche à leurs concitoyens et commettants. Bourg-St-Andéol impr. P. Guillet, in-4, 9 p. F. V.

Adresse des membres de la société des amis de la liberté et de l'égalité. Annonay, 1 novembre 1792. B.N. L ^{b40} 2487.

A. Henri-Alex. Audainel sur sa brochure. Point d'accommodement. s. l. 1791, in-8 B. N. L ^{b39} 5246.

Almanach des sans-culottes, Annonay. 1793, in-12. F. V.

A M. Boissy d'Anglas, député du Vivarais sur son homélie à ses concitoyens. Paris 1790, in-8 B. N. L ^{b39} 8760.

Annuaire de l'Ardèche de l'an x et xi. Privas, 2 vol., in-12. F. V.

- Arrêté des trois ordres du pays du Vivarais, réunis à Annonay le 27 octobre 1788, Valence, in-4, 34 p. F. V.
- Arrêtés des autorités constituées de la Commune de Privas pour protéger Toulon contre les terroristes. Privas, an III, placard. F. V.
- Arrêtés des représentants du peuple. Privas, etc.. 1793 à l'an 3, feuilles en placard, F. V.
- Arrêté du parlement de Toulouse concernant les états de Languedoc, 21 Janvier 1789., 15 p. in-8. B. N. L. b 39 1004.
- Arrêté et supplication du parlement de Toulouse concernant les états du Languedoc du 21 Janvier 1789 B. N. L. b 39 1004.
- Aux demoiselles d'Annonay., 16 p. s. l. n. d. (1791) B. A.
- A Messieurs L. P. et M. (Léorat Picansel) et (Malgontier) prêtres, en réponse à leur adresse aux citoyens d'Annonay, 13 p. s. l. n. d. (1791) B. A.
- Avis à M. le Comte d'Antraigues, député aux Etats-Généraux... par un baron en titre de baronnie dans la province de Languedoc., s. l. n. d. (Juin 1789. B. N. L b 39 1774.
- Cahier des curés de Dauphiné adressé à l'Assemblée nationale et à M. M. les députés de la province. Novembre 1789. Lyon 1789., XVI et 208 p. B. N. L b. 24 63.
- Cahier des pouvoirs et instructions que l'ordre de la noblesse du Bas-Vivarais confie à ses députés aux Etats-Généraux de la nation. 1789., in-4., 59 p. F. V.
- Cartes de Cassini pour le Vivarais et les régions voisines. 5 feuilles sur toile. F. V.
- Compte-rendu à nos commettants. Paris 7 Juin 1793 B. N. Lb 49 671.
- Compte-rendu au Comité des travaux publics du département de l'Ardèche 1791, in-4., 8 p. F. V.
- Compte-rendu des impositions et dépenses générales de la province de Languedoc d'après les départements et les états de distribution. Montpellier., 1789 B. N. L K 2 864.
- Compte-rendu des impositions et dépenses des Etats du Vivarais selon les départements de 1788 2^e partie., in-4., F. V.
- Compte-rendu du Directoire. s. l. n. d.. in-4. (1791) F. V.
- Comptes-rendus du Directoire de l'Ardèche au Conseil général d'administration Privas Guillet, 1791., 4 broch. in-fol de 16. 7, 17 et 34 p. F. V.
- Confédération de Lyon, 30 mai 1790., 92 p. Lyon 1790 B. A.
- Conspiration de Saillans avec les pièces authentiques, rédigée et imprimée par ordre du département de l'Ardèche. Privas, 1792, in-8. F. V.
- Coup d'œil approfondi sur le mémoire de M. le Comte d'Antraigues et les Etats-Généraux Amsterdam 1789. B. N. L 39 6679.
- Décret concernant les biens de l'ordre de St. Ruf dans le diocèse de Vienne. Vienne 1782, in-4, 50 p. F. V,
- Délibération du comité d'Annonay, du 12 août 1789. Lyon, Fauchaux, 1789., in-8. 8 p. F. V.
- Détails circonstanciés des excès qui ont eu lieu le 2, 3 et 4 Mai à Nismes, ainsi que le 13 juin 1790, in-12 F. V.
- Dénonciation d'un Languedocien à sa province (contre le parlement de Toulouse) Toulouse 1789. B. N. L b 39 938.

- Discours prononcé par un jeune citoyen dans la séance de la société des amis de la Constitution d'Annonay du 11 Décembre 1791. 7 p. s. l. n. d. B. A.
- Discours relatif aux événements du 31 Mai, 1 et 2 Juin à l'assemblée des 42 sociétés populaires le 24 Juin 1793. Valence. Aurel. B. N. L^b 40 3056.
- Discours sur le patriotisme dédié à M. le Comte d'Antraigues. Broch., in-8., s. l. 1789 B. A.
- Edit du roi de 1780, supprimant le bailli du Vivarais, les sièges royaux d'Annonay et de Villeneuve-de-Berg et créant une sénéchaussée royale au dit pays avec séances à Villeneuve-de-Berg. Toulouse, in-4. 7 p. et Montpellier 1782, in-4, 11 p. F. V.
- Edit du roi de 1781 créant une sénéchaussée à Annonay pour le haut-Vivarais. in-4 8 p F. V.
- Entretien d'un jeune homme avec sa femme. 22 p. s. l. n. d. B. A.
- Entretien patriotique sur la Constitution civile du Clergé. Annonay, 1792. B. A.
- Exhortation pressante aux trois ordres de la province de Languedoc. s. l. 1788 B. N. LK² 849.
- Extrait des délibérations de l'assemblée extraordinaire tenue à Privas du 20 Juin au 1^{er} Juillet 1793. F. V.
- Extrait des registres du vénérable chapitre de l'église cathédrale de Viviers du 15 mai 1789, contenant une protestation contre le règlement fait par le roi pour l'exécution des lettres de convocation pour les États Généraux, in-4 3 p. F. V.
- Extrait du procès-verbal des séances du Conseil général d'administration du 13. Juillet 1793, séant sur la grande place, à Privas (proclamation de l'acte constitutionnel) Privas P. Guillet., s. d. affiche F. V.
- Extrait du registre des délibérations des officiers de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg en Vivarais du 31 octobre 1788, relatif à la Convocation des États-Généraux par baillages et par sénéchaussées. 8 p. F. V.
- Faites courir., 8 p. Vienne 1791. B. A.
- Instruction adressée par ordre du roi au directoire du département de l'Ardèche, après son organisation. Paris, 1790, in-4., 46 p. F. V.
- L'assemblée générale des 71 sociétés populaires des départements de l'Ardèche, de Paris, de la Drôme,... à la Convention nationale. 9 septembre 1793 B. N. L^b 41; 3296.
- La vie de Boissy d'Anglas par le citoyen B. (violente satire contre Boissy — famine), Paris., s. d. in-8 B. N. Lⁿ 27; 2249.
- La ville d'Uzès mise à feu et à sang par les monarchistes, la guerre civile déclarée et détails exacts de ce qui s'y est passé.... B. N. L^b 39 9696
- Le portrait d'Eriovir par un patriote de 1789 aristocrate en 1794 ; 13 p. s. l. B. A.
- Le serment des citoyennes ou les femmes patriotes prononcé à Grenoble et réimprimé par ordre de la société des amis de la Constitution à Annonay. 15 p. s. d. Annonay. B. A.
- Les provinces au roi. Adresse des trois ordres réunis de la province du Languedoc envoyée au roi en mars 1791 suivie de l'analyse du serment. s. l. n. d. B. N. Lb¹⁰⁰ 4736.
- Lettre à M. Chouvet, curé de Chomérac, assermenté, etc... Avignon, 6 octobre 1800, in-12, 22 p. F. V.

- Lettre à M... en réponse aux observations en faveur du droit dont jouissent les barons de Languedoc. s.l. 1789. B.N. LK² 851.
- Lettre à M. le Comte d'Antraigues, député de la noblesse. s.l.n.d. signé : l'ami du peuple. B.N. Lb³⁹ 7262.
- Lettre aux habitants du département de l'Ardèche autrefois le Vivarais par les députés de ce département. Paris, 30 Juin 1790, 7 p. B. N. Lb³⁹ 3662.
- Lettre de la communauté de Jaujac à M. le Comte d'Antraigues, décembre 1789. 18 p. s. l. B. A.
- Lettre de MM. de Privas aux communautés du Vivarais. 4 p. s. l. n. d. B. A.
- Lettre d'un citoyen de la province de Languedoc à un autre citoyen de la même province. s. l. 1789. B. N. LK² 852.
- Lettres patentes nommant des conseillers pour se transporter en Vivarais à l'effet d'y constater les crimes et méfaits qui s'y commettent. Toulouse, 1766, in-4., 4 p. F. V.
- Lettres patentes du roi Louis XVI du 22 Juillet 1783 commettant quatre conseillers du Parlement de Toulouse pour se transporter dans les lieux des Cévennes, du Vivarais et du Gévaudan afin de s'enquérir de tous les abus relatifs à l'administration de la justice. Mende, 1783, 1 feuille. F.V.
- Manifeste et protestation de 50.000 Français fidèles armés dans le Vivarais, pour la cause de la religion et de la monarchie contre les usurpations de l'Assemblée soi-disant nationale. Au camp de Jalès, octobre 1790, in-8., 35 p. F. V.
- Maximum (Nouveau tableau) du prix des denrées comestibles et marchandises de première nécessité, rédigé par l'administration du district du Mézenc, séant à Tournon. Valence, an II, placard. F. V.
- Mémoire adressé à l'assemblée du département de l'Ardèche séant à Privas pour faire déclarer le bourg du Pouzin chef-lieu de canton, de préférence à La Voulte. Valence, in-8, 3 p. F. V.
- Mémoire pour les États particuliers du Vivarais contre la sénéchaussée de Nîmes, relativement à l'indemnité réclamée par les officiers de cette Cour à l'occasion de la distraction du Vivarais du ressort de la sénéchaussée de Nîmes, in 4, 25 p. F. V.
- Mémoire sur le droit qu'a la noblesse de Languedoc de nommer ses députés aux États Généraux du royaume. B. N. Lb³⁹ 6794.
- Mémoire sur la prétention des États de Languedoc d'envoyer aux États-Généraux une députation particulière s. l. n. d. B. N. Lb³⁹ 6882.
- Mémoire touchant les droits du Vivarais aux États-Généraux du royaume. Bourg-St-Andéol, 1788, in-4, 10 p. F. V.
- Observations en faveur du droit dont jouissent les barons des États de Languedoc de représenter exclusivement la noblesse aux assemblées de sénéchaussée. Paris 1788. B. N. LK² 850.
- Pétition de la société populaire de Péray-Vin-Blanc aux représentants du peuple. 20 Nivôse, an III, in-4, 11 p. F. V.
- Pétition de citoyens actifs de la ville d'Annonay, district du Mézenc du 2 février l'an IV de la liberté. B. N. Lb 39 5750.
- Pièces historiques sur le Vivarais, 15 vol. in-12. B. A.
- Précis pour les propriétaires riverains de la ville de La Voulte en Vivarais, ser-

vant de réponse à la plainte portée contre eux à l'Assemblée nationale de la part des héritiers ou représentants de feu M. le Maréchal, prince de Soubise, in-4, 6 p. F. V.

Procès-verbal de la confédération des Français à Paris, 14 Juillet 1790. 1790, in-4 de 96 p. B. A.

Procès-verbal de l'Assemblée des trois ordres du Bas-Vivaraïs tenue à Villeneuve-de-Berg le 26 mars 1789. Bourg St Andéol, in-4, F. V.

Procès-verbal de l'assemblée générale des trois ordres du Vivaraïs, tenue en la ville de Privas, les 17, 18 et 19 décembre 1788. Bourg-St-Andéol, impr. Pierre Guillet, 1789, in-8, 148 p. F. V.

Procès-verbal de l'assemblée des 42 sociétés populaires, 24-26 Juin 1793. Valence Aurel, in 4, 15 p. B. N. Lb 40 3057.

Procès-verbal de l'assemblée des 71 sociétés populaires tenue à Valence, 7-9 septembre 1793. B. N. Lb 40 3058.

Procès-verbal des commissaires pacificateurs envoyés par les départements et gardes nationales de la Drôme, de l'Isère et de l'Ardèche, auprès des armées du Gard et des Bouches-du-Rhône en suite des délibérations des 8, 11 et 12 juillet 1793. Montélimar 1793, in-4 11 p. F. V.

Procès-verbal des officiers de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg du 4 août 1788 au sujet des entreprises et inquisitions du grand baillage de Nîmes, in-8 F. V.

Procès-verbal du serment prêté par les officiers et gardes nationales du Vivaraïs et du Dauphiné réunis dans la plaine de St Péray en Vivaraïs contenant adhésion à la fédération faite dans la plaine d'Etoile. Du 26 décembre 1789. 5 p. B. A.

Proclamation des commissaires civils envoyés par le roi dans le département du Gard et autres départements voisins (16 mars) Nîmes 1791. B.N. Lb³⁹ 4723.

Proclamation du Directoire, 10 septembre 1790. Adresse à l'Assemblée nationale, 21 octobre 1790. Privas, Guillet, s. d. in-4, 4 p F. V

Proclamation du roi du 28 août 1790 sur le décret de l'Assemblée nationale, qui désigne les villes où seront placés les tribunaux des districts. Bourg-St-Andéol, impr. Pierre Guillet, in-4, 20 p. F. V.

Rapport fait au nom de la Commission nommée par la société populaire de la Commune de Tournon dans la séance du 30 pluviôse, 3^{me} année de la République. Tournon, impr. Agard, (an III), in-8, 117 p. B. A.

Récit exact de la fête civique célébrée le 12 novembre à Annonay, l'an premier de la République, suivi d'un discours prononcé par le citoyen Pourret, juge. Annonay, l'an premier, in-4, 12 p. F. V.

Recueil de pièces concernant les Etats de la province de Languedoc ouverts à Montpellier 1789, s. l. n. d. B. N. Lb 23 70

Réflexions sur l'administration des Etats de Languedoc. s. l. 1788. B. N. LK2 3125.

Règlement de la société populaire et républicaine d'Annonay... fondée le 24 Mars 1791, affichée aux Jacobins de Paris le 4 avril, même année, épurée par trois scrutins aux mois de Vendémiaire, Frimaire et Pluviose de l'an 2. 25 p. Annonay, in 8 B. A.

Règlement pour l'établissement des cantonniers sur les chemins du département

- de l'Ardèche, délibéré par le Conseil Général d'administration dans sa séance du 1^{er} Janvier 1793 Privas, impr. P. Guillet, in-4, 12 p. F. V.
- Réplique à la petite Maîtresse, 16 p. s. l. n. d. B. A.
- Réponse d'une petite Maîtresse à l'auteur de l'ouvrage intitulé : Aux demoiselles d'Annonay. Signé : Véridict., 16 p. s. l. n. d. B. A.
- Réponse de MM. les curés du district de Vienne à la lettre qui leur a été adressée par le citoyen Fornand de Bovinet, électeur.... 32 p. s. l. n. d. B. A.
- Requête au roi et mémoire pour les Etats de Languedoc. Paris 1789. B. N. L^o 23 69.
- Sociétés populaires de Nîmes. Fédéralistes du Gard. Années 1792, 1793, plusieurs broch., petit in-4 F. V.
- Supplique adressée à nos Seigneurs des Etats, par le syndic, consuls et taillables de St-Etienne-de-Fontbellon, demandant la séparation du compoix de cette paroisse de celui de la ville et paroisse d'Aubenas. Montpellier, 1787, in-4., 8 p. F. V.
- Supplique des consuls et maire de la communauté d'Aubenas, au sujet de la demande en séparation de taillabilité de la communauté de St-Etienne-de-Fontbellon de celle d'Aubenas. Réplique du consul de St-Etienne. — Montpellier, 1787., 2 broch., in-4 de 18 et 8 p. F. V.
- Sur les opérations électorales du département de l'Ardèche. 23 p. s. l. n. d. B. A.
- Tableau des mines et usines de la République. Département de l'Ardèche. Extrait du journal des mines. 56 p., in-12, an 6. B. A.
- Suite du tableau des mines et usines de la République. Département de l'Ardèche, Floréal 6. Bibliothèque de Montpellier, fonds Languedoc, n^o 4517.
- Un plébien à M. le Comte d'Antraigues sur son apostasie, sur le schisme de la noblesse. s. l. 1789, 32 p, B. N. Lb 39 1772.

6^o Journaux.

- Correspondance générale des départements de France. B. N. Lc² 486.
- Courrier d'Avignon. B. N. Lc² 65.
- Courrier de Provence. B. N. Lc² 127.
- Journal d'Annonay ou le Babillard, 14 numéros : mars-mai 1792. B. A.
- Journal du département de l'Ardèche ou le Pacificateur, 43 numéros, août-novembre 1793. B. A.
- Journal de Paris. B. N. Lc² 80.
- Journal général de France. B. N. Lc² 69.
- Journal universel de Toulouse et du Languedoc, 1790-1791. — B. N. Lc¹¹ 976 bis.

III. Ouvrages.

1^o Publications documentaires.

- AULARD. — Les actes du Comité de Salut public, 25 vol. Le dernier volume s'arrête au 28 Juillet 1795. La Société des Jacobins, 6 vol.
- G. BLOCH et A. TURTEY. — Procès-verbaux et rapports du Comité de mendicité, 1911.
- A. BRETE. — Recueil de documents relatifs à la convocation des Etats Généraux, 4 vol. et un atlas. Les Constituants 1897.

- CARON (P.) — Tableaux de dépréciation du papier monnaie, 1909. Rapports des agents des ministres de l'intérieur dans les départements, 1793, an 3. Paris 1914, 533 p.
- DEVIC et VAISSETTE. — Histoire de Languedoc. Edition Privat. Toulouse 1872-1905, 16 vol. in-4.
- DUVERGIER. — Collection des lois, décrets.... de 1789 à 1830. 30 vol. in-8.
- GERBAUX et Ch. SCHMIDT. — Procès-verbaux des Comités d'agriculture et de commerce de la Constituante, de la législative et de la Convention, 2 vol.
- GUIFFREY. — Les Conventionnels, 1889.
- J. GUILLAUME. — Procès-verbaux du Comité d'Instruction publique, de l'Assemblée législative et de la Convention.
- KUSCINSKI. — Dictionnaire des Conventionnels, 1919. — Les députés à l'Assemblée législative 1901. — Les députés au Corps législatif (an IV, an VII) 1905.
- MAVIDAL et LAURENT. — Les archives parlementaires, 81 vol. Le dernier volume s'arrête au 20 Frimaire an II.
- LECESTRE. — Abbayes, prieurés et couvents d'hommes en France. Liste générale d'après les papiers de la commission des réguliers en 1768-1902.
- MAUTOUCHET P. — Le gouvernement révolutionnaire, 1912.
- LE MONITEUR. — Réimpression en 32 volumes.
- SAGNAC et CARON. — Le comité des droits féodaux et de législation et l'abolition du régime seigneurial, 1907.
- TUETÉY. — Correspondance du ministre de l'intérieur relative au commerce et aux subsistances.
- Bulletin de la commission d'histoire économique de la Révolution.
- Liste générale par ordre alphabétique des émigrés de toute la France, 4 vol an II.

2^e Ouvrage d'intérêt général

- AULARD. — Histoire politique de la Révolution 1901, Paris. Le culte de la Raison et le culte de l'Etre suprême, 1892
- BLOCH C. — L'assistance et l'Etat à la veille de la Révolution, Paris 1908.
- CHAMPION. — La France d'après les cahiers de 1789. Paris 1897.
- CHASSIN, — Les cahiers des curés en 1789-1882.
- DAUDET Ernest. — Histoire de l'émigration pendant la révolution 1904-1907, 3 vol.
- FIGUÈRES. — Les noms révolutionnaires des communes de France, 76 p. 1901.
- LA GORCE P. — de). Histoire religieuse de la Révolution, 5 vol. 1909-1923.
- LAVISSE. — Histoire de France contemporaine. T. 1. La Révolution (1789-1792) par Ph. Sagnac T. II. La Révolution (1792-1799) par Pariset, 1920.
- LEFEBVRE G. — Les paysans du Nord pendant la Révolution française, 1927. — Les subsistances dans le district de Bergues.
- MADÉLIN. — La Révolution, 1911.
- MATHIEZ. — La Révolution française 3 vol. Paris, Colin 1925-1927. — La réaction thermidorienne. Paris, Colin 1929. — Rome et le clergé français sous la Constituante, 1910. — Les conséquences religieuses de la journée du 10 août, 1911. — La vie chère sous la Terreur, Paris 1927.
- MORTIMER TERNAUX. — Histoire de la Terreur, 8 vol. 1864-1869-1881.

- MARION (Marcel). — Dictionnaire des institutions de la France, XVII et XVIII^e siècle, in-8, IX, 564 p., Paris, Picard 1923.
- PINGAUD. — Correspondance intime du comte de Vaudrenil et du comte d'Artois pendant l'émigration 1889, 2 vol.
- PISANI. — Répertoire biographique de l'épiscopat constitutionnel, 1791-1802, Paris 1907.
- SAGNAC Ph. — La législation civile de la Révolution française, Paris 1898. — La division du sol pendant la Révolution et ses conséquences, 1904 (Rev. histoire med. et contempor. T. V.). — La constitution civile du clergé 1912 (Revue du mois).
- SCIOUT L. — Histoire de la Constitution civile du clergé, 1872, 4 vol. in-8.
- SICARD. — L'ancien clergé de France, 1903 ; 570 p. — Le clergé de France pendant la Révolution. — L'effondrement, 1912 604 p.
- WALLON. — Histoire du tribunal révolutionnaire, 6 vol. in-8, Paris 1880.
- VINGTRINNIER. — La contre-révolution, Paris 1924-1925, 2 vol.

3^e Publications d'intérêt local

- ALBIGNY (Paul d'). — Annonay. Petite notice historique, Vienne 1877, in-8, 11 p. — Les baillis royaux du Vivarais, Privas 1895, in-8, 32 p. Les industriels dans le département de l'Ardèche. — Papeterie. — Mégisserie, Privas, 1875, in-12, 68 p. — Les lettres monitoires et leur emploi dans les diocèses de Vienne et de Viviers, Privas 1880, in-8, 59 p.
- ANDRÉ Louis. — Essai sur l'histoire de la Révolution en Lozère. Marvejols, 1894, in-8. — Annuaire administratif, historique et statistique de l'arrondissement de Largentière pour 1885, Valence in-8, 248 p. — Annuaire du département de l'Ardèche pour 1830, 1839, 1844, 1855, 1856, 1860, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 75. 15 vol. in-8 ou in-12.
- AUDIGIER (P.). — L'Ardèche pittoresque. Vals-les-Bains, 1897, in-8, 42 p.
- AURENCHÉ (D^r H.). — Un mois en Vivarais. Privas, 1913, in-8, ill.
- BALLEYDIÉ (Alphonse). — Les bords du Rhône, de Lyon à la mer, in-8, 1843.
- BAUDRILLARD (H.). — Populations agricoles du midi de la France, Paris, 3^e série, 1893, in-8.
- BAUMEFORT (V. de). — Tribunal révolutionnaire d'Orange. Avignon, 1875, in-8.
- BELLET (Ch.). — Confédération des gardes nationales du Dauphiné et du Vivarais à Tournon, le 26 décembre 1789. Valence, 1913, in-8, 23 p.
- BELLET (Charles). — Histoire de Tain.
- Benôit D'ENTREVAUX (A.). — Ajoux. Privas, 1910, in-8, 20 p. — Armorial du Vivarais. Privas, 1908, gr. in-4. — Lachamp Raphaël. Privas, 1909, in-8, 18 p. — Larnas. Privas, 1909, in-8, 23 p. — Le château de Gourdan et ses possesseurs. Privas, 1910, in-8, 19 p. — Le château des Rieux, à St Alban d'Ay. Privas, 1903, in-8, 16 p. — Les châteaux historiques du Vivarais. Hennebout, 1914, in-4. — L'hôpital de Largentière. Privas, 1901, in-8, 15 p. — Notes historiques sur la paroisse de Veyras. Privas, 1895, in-8, 23 p. — Notice sur Freyssenet en Coiron, Privas, 1907, in-8, 14 p. — Notice sur la paroisse d'Alissas. Privas, 1894, in-8, 28 p. — Notice sur la paroisse de Rochessauve, Privas, 1895, in-8, 32 p. — Pierregourde et ses seigneurs

- du XIII^e au XVIII^e siècle. Privas, 1906, in-8. — St-Martin-le-Supérieur. Privas, 1903, in-8, 36 p. — St-Vincent-de-Durfort. Privas, 1911, in-8.
- BESSET (Ch. du). — Essai sur la noblesse vivaroise. Aubenas, 1913, in-8.
- BLANCHARD (Raoul). — Esquisse géographique du Vivarais. Privas, 1909, in-8, 76 p.
- BLIGNY-BONDURANT (E.). — Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Nîmes pour les Etats-Généraux de 1789. Nîmes, 1908-1909, 2 vol. in-8.
- BOISSIN (Firmin). — Les camps de Jalès. Annonay, 1896, in-8, 2^e édition. La Jacquerie dans le Vivarais de 1789 à 1793. Nantes, 1883, in-8, 30 p. — Un épisode de la Révolution dans le bas-Vivarais (massacre de l'abbé de la Molette et du Chevalier d'Entremeaux le 13 Juillet 1792). Nantes, 1883, in-8, 16 p. — Le schisme constitutionnel dans l'Ardèche, Lafont-Savine, évêque jureur de Viviers. Toulouse, 1889, in-8, 72 p.
- BOISSY D'ANGLAS. — Boissy d'Anglas et les régicides, 1905, 58 p.
- BOULE (M.). — La Haute-Loire et le Haut-Vivarais. Paris, 1911, in-16.
- BOURDIN (Louis). — Le Vivarais. Essai de géographie régionale. Paris et Lyon, 1898, in-8.
- BOURG (l'abbé C.). — Notice sur l'église de Cruas. Notre-Dame de Lérins, 1879, in-12, 76 p.
- BOURG (Joseph). — Viviers, ses monuments et son histoire. Viviers, 1904, in-12.
- BOUZON (Jacques). — Les clubs de femmes sous la Révolution. Vals-les-Bains, 1904, in-12, 27 p.
- BOYS (Albert du). — Album du Vivarais. Grenoble 1842, in-4.
- BROSSARD. — La Loire pendant la Révolution française.
- CHAREYRE, curée de Borée. — Vie de M. l'abbé Ceysson, confesseur de la foi en 93. Privas, 1888, in-8.
- CHOMEL (l'abbé A.). — Le collège d'Annonay, 1800-1880. Annonay 1902, in-8.
- CONARD (Pierre). — La peur en Dauphiné. Juillet-août 1789. Paris, 1904, in-8, 282 p.
- COSTON (baron de). — Panique due à l'invasion prétendue de 10.000 savoyards en Dauphiné en 1789. Lyon 1888, in-8, 26 p.
- COURTEAULT (Henri). — Le Bourg-St-Andéol, Paris 1909, in-4.
- DABERT (abbé). — Vie de M. Vernet, supérieur du Grand Séminaire de Viviers. Lyon, 1848, in-8.
- DAUDET (Ernest). — Histoire des conspirations royalistes du midi sous la Révolution (1790-93). Paris 1881, in-16, La conspiration de Pichegru et les complots royalistes du midi et de l'Est. 1795-1797. Paris-Plon 1901, in-8, xxiv, 394 p.
- DÉJOURS (E.). — Monographie de la commune de Champis. Valence 1907, in-16, 49 p.
- DELARBRE (Emile). — Bozas. Privas, 1909, in-8. Tournon autrefois et Tournon aujourd'hui. Privas, 1907, in-8.
- DELESTY (J. M.). — Serrières autrefois et aujourd'hui. Privas et Annonay, 1893, in-8, 263 p.
- DELON (l'abbé J. B.). — La Révolution en Lozère. Mende, 1922.
- DEVILLE, notaire à Tournon. Tableau général des notaires ayant exercé dans l'arrondissement de Tournon. Nouvelle édition par Montgolfier mise à jour au 1^{er} Mai 1904, Annonay 1903. in-8, 55 p.
- DOMAINE (le P. J. B.). — N. D. d'Ay. Histoire de son pèlerinage, Lille 1897, in-12.

- DOURILLE (de Crest). — Histoire des guerres civiles du Vivarais. Valence 1846.
- DURAND. — Histoire religieuse du département du Gard pendant la Révolution française, 1918.
- DUTIL. — L'état économique du Languedoc, 1750-1789. Paris 1911.
- FAYARD. — Histoire des tribunaux révolutionnaires de Lyon et de Feurs.
- FILHOL (l'abbé). — Histoire d'Annonay et du haut-Vivarais, Annonay, 1880, 82, 4 vol. in-8.
- FRAIOT (Victor). — Géographie de l'Ardèche précédée d'un précis historique sur le Vivarais. Privas, 1876, in-12.
- FRANCLIEU (A. M. de). — Les martyrs de l'église de Grenoble décapités à Privas en 1794 ; M. d'Allemand et M. Bac, Lyon, 1890, in-18.
- FRÉCON (P. J.). — La navigation du Rhône. Etude historique et économique. Lyon. Rey, 290 p.
- FUZIER Louis. — Cahiers de doléances de la Communauté de la Voulte. Privas. 1908, in-8 de 8 p. Confédération de la Voulte (26 décembre 1789). Valence, 1907, in-8, 20 p.
- GAFFAREL. — La mission de Maignet, en l'an II. Aix. 1912.
- GALLEY. — St-Etienne et son district pendant la Révolution, in-8, 1903.
- GARNODIER (l'abbé). — Recherches archéologiques sur St Romain de Lerps et ses environs. Valence 1860 in-8.
- GIGORD (Edouard de). — Notre-Dame D'Ay. Histoire inédite de 1789 à 1810. Privas 1902 in-8, 15 p.
- GIGORD. (Raymond de) — Les quatre mandements des Boutières en 1770. Aubenas, 1889.
Le mandement de Joanas et ses seigneurs. Lyon 1891.
La noblesse de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg en 1789, 1 vol., in-4., Lyon. 1894.
- GONNET. — Le diocèse du Puy en Velay de 1789 à 1802. Paris Hachette., 1908.
- GUIGNON (François). — La commune de Sècheras., Valence, 1903., in-12., 71 p.
- GUIRAUDEN. — Le clergé de Languedoc et l'enseignement primaire aux deux-derniers siècles. Valence.
- GOUT et VOLANE. — Histoire de l'Ardèche. Aubenas., in-16., 127 p.
- JULIAN (l'abbé P). Les demoiselles Lioud et les origines de la Providence d'Annonay. Annonay., 1898., in-8.
- HÉNNEQUIN. — La formation du département de l'Aisne, 1911.
- LABRELY (R.) — La contrebande du tabac en Languedoc au XVIII^e siècle. Bourg-St Andéol, 1911., in-8 de 15 p.
La disette en 1789 et l'émeute de Bourg-St-Andéol. 1912. in-4 de 5 p.
Souvenirs de la Terreur. Les 32 religieuses de Bollène guillotonnées en Juillet 1794. Viviers s. d. in-4 de 6 p.
- LA CHAPPELLE (Salomon de.) — Histoire des tribunaux révolutionnaires de Lyon et de Feurs établis en 1793. Lyon 1879, in-8.
- LAFAYOLLE (H) Le prieuré de St Martin-de-Valamas. Privas. 1875., in 32., 29 p.
- LA ROQUE (Louis de). — Armorial de la noblesse de Languedoc, généralité de Montpellier. Montpellier et Paris, 1860., 2 vol., in-8.
- LASCORBE. — Notice sur la baronnie de Boulogne en Vivarais, Privas, 1884., in-8., 74 p.

- LESOURD (Auguste). — Essai sur les Etats de Vivarais depuis leurs origines
Paris, 1926., in-8., 691 p.
- LEXPERT (Albert). — Géographie du département de l'Ardèche, Privas, 1893,
90 p.
Notice sur les Etats particuliers du Vivarais. Tournon 1893.
La commune de Sarras, 1888. 46 p. in-8
L'organisation judiciaire de l'ancien pays de Vivarais Aubenas 1921.
- LONGEVIALLE (H. de) et Mme Ricard, née de Rochegude.
La marquise de Villevrain (1729-1799) Lettres Privas, 1911, in-8.
- LYONNET (abbé). — Histoire de Mgr. d'Aviau du Bois de Sanzay. 2 vol. 1847 Lyon
- MALTE-BRUN. — Ardèche Paris, s. d., gr in-8., 32 p.
- GERMAIN MARTIN. — Les papeteries d'Annonay 1634 1790 Besançon., 1897.
- MASSIP (Maurice). — Le collège de Tournon en Vivarais. Paris, 1890., in-8.
- MATHEU. — Convocation des Etats-Généraux en Languedoc Montpellier 1914.,
in-8., 156 p.
- MAZON (Albin). — Mazon a publié sous son nom ou sous le pseudonyme de
Francus près de 80 brochures ou notices diverses concernant presque tout-
tes le Vivarais. On en trouvera la nomenclature complète dans le n° du 15
septembre 1908 de la Revue du Vivarais.
- MOLLIER (l'abbé). — Recherches sur Villeneuve-de-Berg. Avignon 1866., in-8.
- MONTRAVEL (L. de). — Monographie de la paroisse de Gravières. Privas, 1898,
in-8., 24 p.
Monographie de la paroisse de Meyras. Privas, 1895, in-8., 28 p.
Monographie de la paroisse de Montpezat. Privas, 1895, in-8. 16 p.
Monographie de la paroisse de Sanilhac. Privas, 1898, in-8, 27 p.
Monographie de la paroisse de La Souche Privas, 1897., in-8 28 p.
Monographie de la paroisse de Thueys., 1895, in-8, 23 p.
- NICOD (E) — Les cordeliers à Annonay. Privas, 1897., in-8., 20 p.
L'hospitalisation à Annonay. Annonay, 1903., in-8.
Les rues d'Annonay. Annonay 1893.
L'hospice d'Annonay pendant la Révolution. Privas, 1895.
- Notice historique sur M. J. M. Degaches, curé d'Annonay. Annonay, 1846., in-
18. 78 p.
- Notice sur la vie et sur les ouvrages de Jean-Gabriel Charvet. (1750-1829). Pri-
vas, 1896., in-8., 40 p.
- Notice sur N. D. de Pramalhet. Aubenas, 1876, in-12, 36 p.
- Notice sur Ovide de Valgorge Lyon, 1858, in-8.
- Petite biographie des Conventionnels avec leurs votes dans le procès de Louis
XVI, par un Jacobin converti Paris 1826, in-32.
- PINGAUD (L). Jean de Bry., 1760-1835. Paris 1909, Plon 401 p.
Un agent secret sous la Révolution et l'Empire, le comte d'Antraigues.
Paris, 1894., in-16.
- PONCER (A). — Mémoires historiques sur Annonay et le Haut-Vivarais. Anno-
nay. 1835.. 2 vol., in 8.
Mémoires historiques sur le Vivarais. Annonay., 1873. 4 vol., in-8.
- PRIVAT (Gaston). — Notice biographique sur André de Fressenel avocat, ancien
député d'Annonay. (1758-1810) Privas, 1895., in-8., 43 p.

- REBOUL (Annet). — Mœurs de l'Ardèche au XIX^e siècle, Valence, 1849. in-8.
- RÉGNÉ (Jean). — Gibier de potence, de chaîne et de roue. Notes sur le brigandage en Vivarais aux XVII^e et XVIII^e siècles. Aubenas 1913, in-8 81 p.
Histoire du Vivarais T. 1 et 2. Largentière 1914-1921.
La contrebande en Vivarais au XVIII^e siècle Aubenas, 1915, in-8. 46 p.
Situation économique et hospitalière du Vivarais à la veille de la Révolution (1786-1788) Aubenas 1914 in-8, 52 p.
- REYNIER (Elie). — Les pays du Vivarais. Largentière 1913, in-8 73 p.
La soie en Vivarais in-8 Largentière 1921.
La région Privadoise. Grenoble, 1914. in-8. 57 p.
- RIMBAUD (Ernest). — St. Jean-le-Centenier, Vals-les-Bains. 1907. in-8., 52 p.
- RIOUFOL (Maxime). — La Révolution de 1789 dans le Velay. Le Puy, 1904, in-8.
Le Velay, pendant la Révolution. Le Puy 1905, in-8.
- ROCHE (l'Abbé Aug.) — Armorial généalogique et biographique des évêques de Viviers. Aubenas 1894, 2 vol. in-8.
Mines et fonderies de la Voulte-sur-Rhône. St. Etienne 1896. in-8.
Un curieux document. Pétition qui fut envoyée à Bonaparte par les Prêtres du Vivarais. Viviers 1906., in-16, 7 p.
Inventaire du château de la Voulte-sur-Rhône. St-Etienne 1911, in-8, 40 p. St-Michel de Chabrillanouy. Privas 1912, in-8, 64 p.
- ROCHE (Aug.). — Lamastre et ses environs. Privas 1905 in-8. St-Agrève, son histoire et ses institutions à travers les âges. Privas 1909, in-16.
- ROSTAING (Léon). — La famille des Montgolfier, ses alliances, ses descendants. — Lyon 1910, gr. in-8. Les anciennes loges maçonniques d'Annonay et les Clubs. (1766-1815). Lyon 1903 in 8. Péages, douanes et impôts en Vivarais au XVIII^e siècle. Privas 1907, in-8, 18 p.
- ROUCHIER (l'abbé). — Histoire religieuse, civile et politique du Vivarais. Paris 1862, in-8.
- ROUSSET (R. P. François). — Le R. P. Rouville décapité à Privas en 1794. Privas 1888.
- ROUVIÈRE (Ch.). — La formation du département de l'Hérault. 1917, 129 p.
- ROUVIÈRE (François). — Histoire de la Révolution française dans le département du Gard. 1788-1796. Nîmes 1887., in-12.
- SARRAN (l'abbé E.). — L'abbé Pialat, confesseur de la foi dans les Cévennes à l'époque de la Révolution. Nîmes 1887, in-8.
- SOUBEYRAND DE SAINT-PRIX (Humbert de). — Hector de Soubeyrand de Saint-Prix, député de l'Ardèche à la Convention (1756-1828). Privas et Paris 1904, in-8, 46 p.
- STEIN (Henri). — Notes pour servir à l'histoire de l'imprimerie à Bourg-Saint-Andéol au XVIII^e siècle. Besançon, in-8, 15 p.
- TALLON (Marius). — Le camp de Jalès. Vienne 1879, in-8, 69 p. Catalogue des prieurs, curés et vicaires de l'église de St-Pierre-es-Liens des Vans, de 1349 à 1804. Privas 1884, in-8., 79 p. Histoire civile, politique et religieuse d'une ville du Languedoc. Les Vans. Privas, 1884-1888, 3 vol. in-12.
- TARTARY (Régis). — Le château de Maisonseule en Vivarais. Privas 1905, in-8. 55 p.

- TÉRAUBE (Gustave). — Histoire d'Uzès et de son arrondissement. Uzès 1879, in-8, 70 p.
- TOURRETTE. — Quelques mots sur Vals et ses environs. Aubenas 1864, in-12.
- VALGORGE (Ovide de). — Souvenirs de l'Ardèche. Paris 1846, 2 vol., in-8.
- VALLENTIN (du Cheylard) (Roger). — Notes historiques sur le vignoble de St-Péray. Valence 1896, in-8, 27 p.
- VALLON (J.). — St-Remèze. Curiosités naturelles, histoire. Aubenas 1913, in-8, 48 p.
- VASCHALDE (H.). — Curiosités de l'histoire du Vivarais. Montpellier 1875, in-18.
- De Launay, comte d'Antraigues, écrivain et agent politique. Privas, 1882, in-8, 70 p.
- Le Vivarais à la représentation nationale depuis le XIII^e siècle jusqu'à nos jours. — Paris 1880, in-8, 24 p.
- Le Vivarais aux Etats-Généraux de 1789. Paris 1889, in-8
- Mes notes sur le Vivarais. Privas 1873, in 8.
- Notice sur Mirabel en Coiron et ses seigneurs. Privas 1899, in-8, 31 p.
- Les mercuriales du Vivarais du 16^e au 19^e siècle. Privas 1876.
- Tombeau du maréchal d'Ornano à Aubenas. Vienne 1878.
- L'Ardèche à la Convention nationale, 1893, in-8.
- Les Volontaires de l'Ardèche 1792-1793. 1896, in-8.
- VEDEL (Léon). — Mon Canton. Paris 1880. Largentière : Notice historique. 1878.
- VILLESCHAZES (Pierre). — Privas et ses municipalités (1789-1794). Privas 1913, in-8.
- VILLEDIEU (Eugène de). — Le Coiron historique. Viviers imp. Bourg, 1911, in-4 de 26 p.
- VOGUÉ (E. M. de). — Notes sur le bas Vivarais (1893, in-12). Devant le siècle, 1896, 1 vol. in-12.
- VOGUÉ (Mis de). — Une famille vivaroise. Sancerre 1906 1912. 2 vol. gr. in-8.
- VOLANE (Jean). — En Vivarais. L'Ardèche pittoresque. Paris et Nançy. 1897-9, 2 vol. in-8.
- VOLANE (Jean). — Terre vivaraise. Paris 1910, in-4, 39 p.

4^e Périodiques et Journaux

Parmi les revues d'intérêt général ou local qui nous ont fourni d'utiles renseignements, nous pouvons citer :

- Annales du Midi. — Annales Révolutionnaires. — Annales historique de la Révolution française. — Bulletin de la société historique du protestantisme français. — Revue d'histoire moderne et contemporaine. — Revue de l'Histoire de l'église de France. — Revue de la Révolution. — La Révolution française. — Revue de la société des études historiques. — Revue des cours et conférences. — Revue du Midi. Revue du mois. — Revue historique de la révolution française.
- Annales de la société d'agriculture de la Haute-Loire. L'Ardèche littéraire.
- Bulletin d'histoire ecclésiastique des diocèses de Valence, Digne, Gap, Grenoble et Viviers.
- Bulletin de la société d'agriculture de l'Ardèche. Privas 1860 à 1882, 15 vol. in-8.
- Bulletin de la société des sciences naturelles et historiques de l'Ardèche. Privas, 1861-1877. 2 vol., in-8.

Bulletin de la société d'agriculture, industrie, sciences, arts et lettres de l'Ardèche. Privas 1879-1886. 3 vol.

Bulletin de la société d'archéologie et de statistique de la Drôme, 1866 et suiv.

Bulletin de la société d'agriculture... de la Lozère. Mende. 4 vol.

Le pays ardéchois. Annonay avril-septembre 1901. — Le pays cévenol. Aubenas 1904-1905. — Revue du Dauphiné, 1837-1839. — Revue du Dauphiné et du Vivarais. 1877 à 1881. — Revue du Lyonnais. — Revue du Vivarais. 1893-1930. C'est de beaucoup la plus importante de toutes les revues pour notre travail. De 1893 à 1908 surtout, elle a publié sous la signature de Mazon une foule de monographies, notes et documents très précieux.

Enfin, parmi les journaux locaux qui ont publié quelques articles ou feuilletons historiques, nous mentionnerons seulement : l'Ardèche républicaine ; le bas-Vivarais et le journal d'Annonay.

LA RÉVOLUTION DANS L'ARDÈCHE (1788-1795)

CHAPITRE PREMIER

Le Vivarais à la veille de la Révolution

1. L'Etat économique. — L'agriculture. — L'industrie. — Le commerce. — Les voies de communication.
2. L'administration. — Les Etats du Vivarais. — Les charges fiscales, la justice.
3. L'Etat social. — Le clergé; régulier et séculier. — Les religieuses.
La noblesse.
Le Tiers-Etat. — La haute et petite bourgeoisie. — L'ouvrier et le paysan.
Développement des idées démocratiques.

Au nord-est de la province de Languedoc, sur le rebord oriental du Massif central, s'étend le petit pays du Vivarais qui en 1790 deviendra avec quelques modifications le département de l'Ardèche. Sa configuration rappelle celle d'un grand triangle qui aurait son sommet au confluent du ruisseau de Limony avec le Rhône. Sa base serait une ligne sinueuse, incurvée vers le Sud, qui par le cours de l'Ardèche, du Chassezac, de la Borne et de l'Allier unirait Pont St-Esprit à Langogne. Le côté occidental après avoir débordé largement, au delà de Pradelles et de Coucournon, la ligne de partage des eaux, suivrait les hauts sommets du Mézenc et des Boutières, puis obliquerait rapidement vers le Rhône pour le rejoindre au-dessus du village de Limony pendant que le côté oriental se modèlerait sur le cours du fleuve jusqu'à l'embouchure de l'Ardèche ¹.

Vu des hauteurs du Mézenc, le Vivarais apparaît comme un chaos de montagnes dont les ramifications forment un vaste amphithéâtre qui s'abaisse par degrés en se rapprochant du Rhône. Tantôt ce sont de hautes masses granitiques, à l'aspect froid et sévère,

1. Lachadenède, syndic. du Vivarais, en 1788 évaluait avec quelque exagération la superficie du Vivarais à 350 lieues carrées. Cf) Mémoire touchant les droits du Vivarais aux Etats Généraux du royaume. Arch. nat. B^e 85. St-Martin en revanche la réduisait à 280. Cf) Réimpr. du Moniteur T. 3 p. 226. Elle est en réalité de près de 300.

tantôt d'énormes blocs volcaniques, pittoresques et grandioses, tantôt des calcaires secs, dénudés et tristes.

Ce territoire si tourmenté et si déchiqueté se divisait en haut et bas-Vivarais dont la rivière de l'Eyrieux marquait sensiblement la séparation. Le haut-Vivarais, au climat plus rigoureux et plus continental, c'est déjà, sinon le Nord, du moins le Centre que toutes ses relations rattachent à Lyon alors que le Bas-Vivarais au ciel plus doux et plus riant, surtout dans les basses vallées inclinées vers le Rhône, rappelle la Provence et subit l'attraction et l'influence de Nîmes et de Montpellier. Ces deux régions toutefois se complètent heureusement et ont presque toujours au cours de l'histoire suivi les mêmes destinées.

C'est dans cette petite province qui, enfermée dans son cercle de montagnes, ne communique guère avec l'extérieur que par la voie du Rhône, et qui par suite ne reçoit qu'un écho lointain et affaibli des bruits du dehors, que nous voudrions étudier les répercussions des graves événements survenus de 1789 à 1795 et suivre les transformations qu'ils apportent dans les idées, les mœurs et les sentiments de la population.

Mais pour comprendre l'esprit nouveau que la révolution propage dans le Vivarais, pour apprécier les réactions qu'elle suscite, il nous paraît indispensable de jeter au préalable un coup d'œil rapide sur son état matériel et moral à la fin de l'ancien régime.

I

Malgré le développement des centres industriels d'Annonay et d'Aubenas, le Vivarais, à la fin du XVIII^e siècle, reste un pays presque exclusivement agricole. Ce n'est cependant pas à la richesse particulière de son sol, ni aux facilités exceptionnelles qu'il offre à la culture qu'il doit ce caractère. Il n'y a de régions privilégiées que quelques plaines et dépressions et surtout les basses vallées d'alluvions, mais elles sont rares et peu étendues. Une partie notable du sol, aux pentes raides et escarpées, victime d'un défrichement inconsidéré¹, a même perdu toute terre végétale par suite de la violence des pluies et de l'impétuosité des torrents.

L'enquête de 1763 signale plus de 30.000 sétérées de terres sans valeur, entièrement abandonnées². Et s'il fallait en croire les cahiers

1. Plaintes contre le déficichement, en 1781 et 1786. — Arch. de l'Hérault C 2837 et 2840.

2. Arch. dép. Ard. C 18.

de doléances, plus d'un tiers du pays en 1789 serait complètement inculte et le reste ne produirait pas plus de 4 à 5 fois la semence ¹.

Un mémoire anonyme écrit en 1780 nous donne des détails intéressants sur la nature, la variété et l'insuffisance des diverses cultures. Il évalue le rendement total du bas-Vivarais « à 350.000 sétiers de grains divers » dont « 50.000 sétiers de froment, 30.000 d'orge, 120.000 de seigle, 10.000 de méteil, 40.000 d'avoine et 30.000 de blé sarrazin, blé d'Espagne ou maïs ». La production du haut-Vivarais s'élève à « 200.000 sétiers » mais, « la consommation estimée à 4 sétiers par tête » revient « à 550.000 sétiers de grains » pour le bas-Vivarais et « à plus de 300.000 pour le haut-Vivarais » ².

D'autres documents plus pessimistes affirment que le pays ne produit pas de blé pour plus de six mois ³, quelques-uns même disent trois mois ⁴.

Pour combler ce déficit, le bas-Vivarais fait appel au Gévaudan, à l'Auvergne et au bas-Languedoc, tandis que le Nord se ravitaillait de préférence dans le Velay et la Bourgogne, mais il n'y a guère que les habitants des bords du Rhône qui aient les moyens d'acheter du blé ; le paysan « mange assez peu de pain » et « pendant un gros tiers de l'année », il remplace les grains « qu'il n'a pas de son cru » ⁵ par les raves, les pommes de terre et les châtaignes. La pomme de terre déjà connue dans le Vivarais à la fin du XVI^e siècle ⁶ et qui s'adapte bien à des terrains maigres et froids, est signalée à tout instant ⁷ à l'approche de la Révolution comme une « denrée de première nécessité » ⁸. Le châtaignier pousse un peu partout, sur tous

1. cf. cahiers des paroisses. Arch. Ardèche, B 142, B 143.

2. Bibliothèque nationale. Collection de Languedoc. Bénédictins T. 24. Mémoire sur le Vivarais s. d. (mais écrit en 1780) f^o 23 et 24.

3. Annuaire du département de l'Ardèche pour l'an onze, p. 50. Cf. aussi les nombreuses adresses du conseil général du département ou du directoire pour demander du secours en 1792 et surtout en 1793 et 1794. Cf. encore le rapport du sub-délégué de Viviers qui donne de longs détails sur le climat et l'agriculture de la région méridionale du Vivarais en 1784-1785 Arch. Hérault L 2839.

4. Cf. manuscrit de Tournon « Topographie médicale de Tournon » cité par DELARBRE p. 249 dans « Tournon autrefois et aujourd'hui ».

5. Mémoire sur le Vivarais de 1780, f^o 23.

6. Olivier de Serres. Théâtre de l'agriculture VI-10.

7. Cf) réponse des curés au questionnaire des auteurs de l'histoire du Languedoc, de 1759 à 1761. Un bon nombre mentionnent la pomme de terre comme une récolte importante. Biblioth. nat. Collection Languedoc. Bénédictins T. 25 et 26. Le manuscrit de 1780. Bénédictins T. 24 f^o 25 précise que la production de pommes de terre dépasse 1 500.000 quintaux et celle des châtaignes 60.000 sétiers.

8. Cf) manuscrit de Tournon. Topographie médicale « On les mange souvent sans apprêt et simplement cuites à l'eau. C'est une nourriture très saine qui supplée utilement au blé. » Cf Delarbre p. 249.

les plateaux et toutes les pentes granitiques de 3 à 800 mètres d'altitude. C'est un arbre précieux pour le pays, plus important que le noyer et l'olivier qui fournissent cependant de « 15 à 20.000 quintaux d'huile » ¹.

La culture de la vigne donne elle aussi d'excellents résultats dans le Midi, sur les bords du Rhône et sur les coteaux de toutes les vallées transversales bien exposées au soleil. La récolte annuelle, variable avec les saisons, atteint « de 15 à 20.000 demi-muids, pesant de 12 à 1.500 livres » dans le bas-Vivaraïs et « de 10 à 15.000 demi-muids » dans le Vivaraïs septentrional. C'est donc de 150 à 250.000 hectolitres pour l'ensemble du pays, quantité presque comparable à celle du début du XX^e siècle. Les principaux crus, alors, comme aujourd'hui, étaient les vins de Cornas, de St-Péray, de Tournon, de Mirabel... Leur qualité était fort appréciée et si les vins du Midi trouvaient acquéreurs dans le Gévaudan et le Velay, ceux des côtes du Rhône s'expédiaient jusqu'à Paris. ²

L'importance et la valeur des cultures industrielles leur assurent une place de choix à côté des cultures alimentaires. Le chanvre était très répandu ³. On lui réservait les meilleures terres dont seuls les noms de chenebier ou chenevière trahissent aujourd'hui la destination ; mais c'est le mûrier qui l'emportait dans le bas-Vivaraïs, la vallée du Rhône et sur les plateaux jusqu'à 600 mètres d'altitude. ⁴ De 1780 à 1789, son extension est très rapide et le pays fournit de 1.200.000 à 1.800.000 livres de cocons chaque année. ⁵

À ces produits divers, il faut ajouter le rapport des magnifiques forêts qu'on trouve partout sur les plateaux, dans les hautes vallées et dans la montagne. Les plus étendues sont les futaies et taillis de Mazan, des Chambons, le bois de Païolive, la forêt de Bauzon, du Tanargue... Avec le bois de chauffage, elles fournissent

1. Mémoire de 1780 f^o 25.

2. Ibidem, f^o 24. Cf) aussi manuscrit de Tournon cité par Delarbre p. 250. Les paysans « ne boivent jamais de vin excepté les jours de fête et dans les vogues où ils se dédommagent. »

3. Arch. Ardèche L 882. Dans les comptes rendus décennaires du Tanargue de Thermidor an II à Brumaire an III, il est très souvent question de la levée des chanvres.

4. A la fin du XVIII^e siècle, on se plaint souvent que le mûrier comme la vigne empiète sur les terres à grains. Cf) arch. Hérault. C. 2250, 2251 et 2271 cf aussi Reynier. La soie en Vivaraïs. Largentière 1921.

5 Cf) mémoire de 1780, f^o 24 et annuaire de l'Ardèche pour 1830.

un excellent bois de construction. La Révolution exploitera les sapins de la Louvesc pour la reconstitution de la flotte. ¹

Et cependant le Vivarais se plaint déjà de la disette du bois. Tous les documents ² déplorent la mauvaise exploitation, le déboisement et le pillage qui sévit surtout dans les biens communaux.

Les excellents pâturages des hauts plateaux et de la montagne, les prairies du Haut-Vivarais et des vallées du Rhône et de l'Ardèche nourrissent un troupeau de près de 100.000 têtes de bovins. La vente des bœufs, veaux et génisses est pour le paysan de la montagne sa principale source de revenus et les produits de la ferme en beurre et fromages constituent la base de son alimentation ³.

Chaque famille élève encore un ou plusieurs porcs qui forment sa réserve de viande pour l'année. Si les chevaux ne se rencontrent guère que dans les basses vallées, le mulet plus robuste et au pied plus sûr est la bête de somme par excellence d'un pays aussi difficile d'accès. Les chèvres qui détruisent les taillis et contre lesquelles lutte, sans résultat d'ailleurs, l'administration durant tout le XVIII^e siècle, dépassent 60.000 têtes ⁴. Mais c'est le mouton qui l'emporte à cause de la laine plus encore que de la viande.

Malgré leur variété et leur valeur, si la population eût été réduite à ces seules ressources agricoles, elle eût pu difficilement pourvoir à tous ses besoins. Consommant presque tout sur place, le paysan manque souvent d'argent liquide pour se procurer les denrées insuffisantes et surtout les objets manufacturés qui lui sont

1. Cf) procès-verbal du directoire de l'Ardèche du 30 Floréal an 3. Arch. Ardèche L 135.

2. Cf) procès-verbal des Etats particuliers de Vivarais de 1783 à 1785. Arch. Ardèche C9 et C11.

Lettre de l'intendant au ministre le 4 septembre 1786. « J'ai vu dans le Vivarais la plus grande partie des bois détruite par cette permission de défricher. » Arch. Hérault C. 2841. Cf) encore Arch. Ardèche C. 319, 322, 355, 366 et arch. Hérault C. 2841. Cf) enfin annuaire pour l'an 11 p. 56. « La rareté et la cherté du bois de chauffage n'en sont pas moins effrayantes. »

3. Arch. Hérault C 2846. Le 8 octobre 1786, le subdélégué de Tournon se plaint que les propriétaires vendent des veaux en trop grande quantité.

4. Arch. Ardèche C 362. Toutes les paroisses en demandent la conservation. cf) aussi C 10 procès-verbal de délibérations des Etats particuliers de Vivarais, 1784. Rapport de M. de Pigneu, bailli d'Annonay sur l'expulsion des chèvres. Cf) C 982, ordonnances diverses de l'intendant sur la suppression des chèvres ; prohibition absolue dans 218 communautés, tolérance sous certaines conditions dans 33 et tolérance sans condition dans 47. cf) encore arch. Hérault C 2843. Etat des localités où il est permis de tenir des chèvres.

indispensables. Et c'est sous la pression de la nécessité, pour restreindre le plus possible ses achats, que le cultivateur a songé lorsque chôme le travail des champs à préparer lui-même les peaux de son bétail, la laine de ses brebis, le chanvre de sa propriété. C'est ce qui explique le développement immémorial de l'industrie de la toile, des draps, du cuir et plus tard de la soie et du papier ¹.

Le travail du chanvre est la plus générale et la plus dispersée de ces petites industries. Il n'est presque pas de maison où la femme n'occupe ses loisirs à filer la quenouille ou à tourner le rouet. Dans chaque village, on est sûr de trouver quelque paysan qui l'hiver se transforme en tisserand pour confectionner ces solides toiles qui assurent l'entretien du linge familial et dont le surplus alimente les marchés voisins ².

L'industrie de la laine est aussi disséminée, mais beaucoup plus importante que celle du chanvre. En 1786, dans la seule subdélégation de Tournon, elle intéresse 48 paroisses et donne annuellement 6.000 pièces d'étoffes ³. Les laines du pays, malgré les nombreux troupeaux des plateaux et de la montagne, ne fournissent même plus une matière première suffisante et le Vivarais importe de grosses quantités de laine de l'Uzémois, du Languedoc et même d'Espagne. Le haut Vivarais fournit les draps de Tournon et de Chalencon qui prennent le nom de « ratines » dans la région de Privas et de « cadis » dans le voisinage d'Aubenas et de Villeneuve-de-Berg. Cette fabrication, en dehors de ce qui est réservé à la consommation locale, laisse au commerce environ 400 pièces par an, d'une valeur de « 150 à 200 livres la pièce » ⁴.

À côté de cette industrie rurale très dispersée et en quelque sorte saisonnière et qui faute d'outillage ne pouvait donner que des produits assez grossiers, il y avait quelques centres mieux organisés, pourvus d'une main-d'œuvre plus experte qui livraient des étoffes plus fines et plus estimées ⁵.

1. cf) Notes et rapports sur l'état des fabriques de Nîmes, du Vivarais, du Velay... de 1754 à 1786. Arch. Hérault C 2383.

2. cf) Les comptes décadaires de l'agent national du Tanargues en l'an II et l'an III. Arch. Ardèche L 882.

Cette industrie aujourd'hui disparue était encore florissante il y a 50 ans.

3. Mémoire de Farconnet subdélégué sur la fabrique et le commerce des ratines en 1786 et 1787. Arch. Hérault C 2618.

4. La guerre d'Amérique avait eu pour effet vers 1780 de rendre ce travail plus rémunérateur. Mémoire de 1.780 f° 30. cf) aussi arch. Hérault C 2467. Etat des paroisses du Vivarais où l'on fabrique des ratines.

5. Arch. Ardèche C 687 et Hérault C 2779.

Viviers avait la spécialité des draps de Hollande et travaillait presque exclusivement pour l'armée ¹.

Annonay occupait une douzaine de foulons, 4 fabriques de teinture, 4 moulins à friser et 5 ou 6 maîtres tondeurs, mais on reprochait à sa teinture de n'avoir ni la délicatesse et la fixité, ni la finesse et la solidité des couleurs de Suisse et d'Allemagne ².

La plus célèbre sans conteste et la mieux outillée des manufactures de draps était celle d'Aubenas fondée au début du XVIII^e siècle par le pays de Vivarais et vendue pour 38.500 livres au sieur Goudard en 1735 » ³. Jusque vers 1780, elle n'employait guère que les belles laines d'Espagne et la plus grande partie de sa production était réservée aux Echelles du Levant ⁴. Mais, à la suite de transformations diverses, à la veille de la Révolution, en même temps que des draps fins, « les Londrins seconds », elle fabriquait aussi les qualités communes : les ratines, les serges, les cadis à l'usage de sa clientèle moins aisée ⁵.

Au tissage de la laine, Annonay et Aubenas avaient depuis longtemps adjoint « l'ouvraison » du coton. Une confection importante de bas et bonnets dont la vente était fort rémunératrice prospérait à Annonay sans pouvoir cependant rivaliser avec « la manufacture royale des toiles, indiennes et mouchoirs de coton peint » d'Aubenas. On comptait dans cette ville et dans les environs plus

1. Mémoire de 1780, f^o 31. En 1768, le sieur Auresche reçoit une gratification de 4.000 l. de la province et de 3.000 des Etats particuliers du Vivarais.

cf) aussi arch. Ardèche C 144.

2. Annonay se plaint amèrement de n'avoir jamais reçu la moindre gratification. cf) Mémoire de 1780 f^o 31.

cf) aussi inspection des manufactures. Etat des bureaux de visite du haut et du bas-Vivarais par Leblanc inspecteur général 1778. Arch. Hérault C 2561.

3. Arch. Ardèche C 958. Le pays de Vivarais y avait dépensé plusieurs centaines de mille livres.

cf) Lachadenède. Compte-rendu des impositions et dépenses des Etats particuliers de Vivarais, Bourg-St-Andéol 1790 ju-4, arch. nat. B a 85.

4. En 1780, elle consommait « 600 quintaux de laine d'Espagne » et produisait « 100 balles ou 200 balles de 10 demi pièces » à destination des Echelles du Levant. Elle jouissait de la gratification annuelle de 2.400 l. que le Languedoc accorde aux manufactures royales.

cf) Mémoire 1780 f^o 31. cf) aussi règlement concernant la vente des draps fabriqués en Languedoc à la destination du Levant. 1784 arch. Ard. C 261. En 1776, les Etats-Généraux de Languedoc accordent au directeur de la manufacture royale des draps d'Aubenas 4.000 l. pour l'indemniser d'une partie des pertes que lui causa l'incendie du 3 mars 1775. Arch. Ardèche C 322.

5. Annuaire de l'an XI p. 52. cf) aussi arch. nat. F 12 1345 A, la réponse des districts en Nivôse an 3 à la circulaire du 21 Frimaire relative à la fabrication des étoffes de laine.

de 160 métiers. Un atelier spécialement destiné « à dessiner, graver, imprimer et blanchir les indiennes » voisinait avec une fabrique de teinture pour peindre le coton en pourpre « façon d'Andrinople, secret inconnu à tout autre » ¹.

Le travail de la soie se présente en Vivarais sous la double forme de la filature et du moulinage.

En 1789, la filature, qui avait bénéficié du développement intense de l'élevage des vers-à-soie, était beaucoup plus active et surtout beaucoup plus disséminée que de nos jours. Les moindres villages avaient leurs petits ateliers. Le souvenir en subsiste encore dans les nombreuses appellations de filatures, filages, que l'on trouve fréquemment au pays du mûrier. De riches particuliers ou des gens d'affaires achetaient les cocons et les faisaient filer sur place ². Malheureusement les procédés trop primitifs, l'outillage trop rudimentaire et surtout l'inexpérience d'un personnel sans formation technique entraînaient beaucoup de malfaçons, de déchets et de gaspillage de la matière première. Cette filature inférieure portait le nom de trame, tramette ou poil d'Alais. En 1780, elle absorbait 7800 quintaux de cocons et rendait 400 quintaux de soie d'une valeur de près d'un million. Un travail plus soigné, fait dans de meilleures conditions, donnait 300 quintaux de trame superfine estimée à plus de 810.000 livres ³.

Le moulinage de la soie était moins actif et plus groupé que le filage. En 1785, on ne comptait pas moins de 91 mouliniers faisant tourner 410 moulins dont 61 à Privas et 65 dans les paroisses voisines et 50 à Aubenas ⁴. Cette dernière ville possédait une manufacture royale utilisant les moulins Vaucanson « qui, par la douceur, l'uniformité de leur marche, donnent le tord le plus uni, le dévidage le plus simple et en tout genre la perfection la plus complète » ⁵. Le gouvernement de Languedoc avait concouru à son installation par de puissants secours ⁶. Ces subsides n'avaient d'ailleurs

1. cf) Mémoire de 1780, f° 32.

2. Arch. municipales de Largentière H H 7. Requête des maire et consuls de Largentière en 1786 à Ballainvilliers intendant contre le monopole effroyable des acheteurs de cocons envers les particuliers malaisés.

3. Mémoire de 1780 f° 28 et 29. cf) arch. Ardèche C 13. Mémoire de Lachadenède sur le commerce des soies 1787. cf) aussi C 14 mémoire sur les moyens pour perfectionner le commerce des soies et en assortir la récolte, 1788.

4. Arch. Hérault C 2295.

5. Mémoire de 1780 f° 29.

6. Arch. Ardèche C 142 et C 144.

pas empêché le fabricant qui avait vu trop grand d'y engloutir sa fortune personnelle et de s'y ruiner. En 1780, la manufacture de soie était réduite au quart de sa production normale, mais, à la veille de la Révolution, il semble qu'elle ait retrouvé une part de sa prospérité passée ¹.

La mégisserie et la tannerie ne sont pas localisées, comme de nos jours, dans la région annonçenne. De 1780 à 1785, on signale de nombreux ateliers de même nature, mais de moindre importance à Privas, Vallon, Bourg-St-Andéol, Tournon, Alissas, Chomérac, au Cheylard, à Villeneuve-de-Berg, Vals, Largentière, Salavas ² et Aubenas. Le développement de cette vieille industrie avait été si rapide au XVIII^e siècle que, pour alimenter sa fabrication, Annonay devait acheter tous les ans une grande quantité de peaux dans le Velay et l'Auvergne. Cette industrie eût été des plus florissantes si les droits fort élevés sur les cuirs ³ et surtout les tracasseries des commis n'eussent apporté de grandes entraves à son extension.

Les papeteries d'Annonay ⁴ enfin étaient réputées pour faire le meilleur et le plus beau papier du royaume. Elles pouvaient supporter avantageusement la comparaison avec celles de Hollande. Aussi la Révolution mettra-t-elle à contribution l'habileté de leur main-d'œuvre et la perfection de leur outillage pour la fabrication du papier d'assignat⁵. En 1780, les Johannot et les Montgolfier ont quatre grandes usines à Annonay qui reçoivent « les chiffons de la Bourgogne et des provinces voisines et la colle des fabricants en cuir et en peau de la ville même ou du voisinage »⁷. Les papeteries de Vals et d'Antraigues sont peu estimées et végètent péniblement faute de matériel et d'ouvriers expérimentés.

Enfin, malgré une activité bien réduite, il convient de mentionner l'industrie minière. Les ressources du pays en houille et en minerais sont médiocres et ni les gisements de fer de Privas, de Veyras, du Pouzin, ni les houillères de Prades, les seules qui soient

1. Arch. Hérault C 2295 et 2296 et arch. Ardèche C 959.

2. Arch. Ardèche C 1541 à 1548. Livres portatifs pour l'enregistrement jour par jour des actes de charges et décharges des cuirs et peaux de 1780 à 1790.

3. En 1781, le total des droits perçus sur les cuirs et peaux déclarés par les mégissiers d'Annonay s'élève à 25.052 l. 17 s. 8 d. Arch. Ardèche C 1542.

4. Cahier de doléances du Tiers-état d'Annonay. Arch. Ardèche B 145.

5. Demandes de subventions de Montgolfier. Arch. Ardèche C 143 et C 960.

6. Réimpr. du Moniteur T 11 p. 552.

7. Mémoire de 1780 f^o 33. « Cette industrie fait la richesse d'Annonay où elle fait fleurir toutes les autres branches ».

exploitées, n'ont donné jusqu'alors de résultats bien encourageants¹. Les Etats particuliers du Vivarais ont beau accorder à maintes reprises des subsides et subventions², l'extraction trop primitive reste déficitaire et, en 1788, la production du charbon ne dépasse guère 40.000 quintaux³.

C'est l'ensemble de ces divers produits agricoles et industriels qui, par le jeu du commerce et des échanges, permet de pourvoir à l'entretien et au développement d'une population de près de 250.000 âmes. Le blé, le seigle, l'avoine, les pommes de terre, les châtaignes, le bétail et les autres denrées ne sortent guère du pays. Celles qui ne sont pas consommées à la ferme même sont portées aux divers marchés de la région et alimentent les bourgs et les centres industriels qui en retour livrent au cultivateur les objets manufacturés dont il a besoin.

Un actif commerce d'exportation donne au pays le moyen de se procurer au dehors les produits agricoles et les matières premières que son propre sol ne saurait lui fournir en quantité suffisante. S'il vend des cocons et de la soie au Dauphiné et au Lyonnais⁴, du vin, des cotonnades et des draps au Velay et à l'Auvergne, des cuirs et du papier⁵ à Grenoble, à Marseille et à Paris, il en reçoit en échange avec le blé pour sa subsistance, la laine, les chiffons, les peaux et le coton que réclame son industrie.

Malgré les difficultés et les obstacles que suscitait la multiplicité des péages et des douanes⁶, ces échanges lointains avaient

1. On signale aussi des mines de plomb à Chièzes, paroisse de St-Jeure en Vivarais. Le 16 Juillet 1761, elles sont concédées pour 20 ans à Ravel et Abrial d'Annonay. Il est question encore de mines à Peogries, à Boulieu, à St-Marcel, à St-Maurice près de Privas, à Vernoux. cf) aussi mémoire de Blachère, subdélégué d'Aubenas, sur les mines de son arrondissement le 22 octobre 1788. Arch. Hérault C 2714.

2. Procès-verbaux des Etats particuliers de Vivarais. Arch. Ardèche C 11 et C 14. cf) aussi Arch. Hérault C 2735.

3. D'après le procès-verbal des Etats particuliers de Vivarais de 1789, on avait extrait du 21 mai 1788 au 20 mai 1789 exactement 42054 quintaux. Arch. Ardèche C 366.

4. Les cocons qui ne sont pas filés sur place sont vendus dans le Dauphiné et toute la soie grège et moulinée aux fabricants de Lyon.

5. Mémoire de 1780 f^o 33. « Le papier d'Annonay a sa destination pour Paris, Avignon, Marseille, Lyon, le bas-Languedoc et même l'Italie et l'Espagne ».

6. Les principaux péages par terre ou par eau le long du Rhône sont Serrières, Peyraud, St-Vallier, Tournon, la Roche de Glun, Châteaubourg, Valence, Charmes, Lavoulte, Baix, Rochemaure, Le Teil.

cf) Arch. Ardèche C 966. Mémoires sur les péages du Rhône relativement au charbon de terre... Lyon 1788.

pris une remarquable extension au cours du XVIII^e siècle et s'étendaient jusqu'à la Suisse, l'Italie, l'Espagne, l'Angleterre et les Echelles du Levant. Malheureusement le Vivarais n'a pas de bonnes voies navigables. Il a fallu renoncer aux essais de flottage qui, à plusieurs reprises, avaient été tentés sur l'Ardèche et les autres torrents du pays ¹. Seul, le Rhône ouvre une voie d'eau assez médiocre mais praticable. La batellerie, beaucoup plus active que de nos jours, réussit, malgré un aménagement insuffisant, à assurer un important trafic. Mais, en dehors du fleuve, tout le commerce en est réduit à emprunter les voies de terre qui, malgré les efforts méritoires du pays, restaient bien défectueuses.

C'était, en effet, un grave problème que de s'élever des bords du Rhône aux hauts plateaux du Velay et du Gévaudan et l'établissement de communications transversales, coupant des vallées profondes et abruptes, ne comportait pas moins de difficultés. Aussi la pénétration intérieure du pays avait-elle été fort tardive. Jusqu'à la fin du XVII^e siècle, le Vivarais n'avait guère à sa disposition que la route pratiquée sur la rive droite du Rhône. Les diverses régions n'étaient reliées que par de mauvais sentiers et des pistes impraticables aux charrettes et presque tous les transports devaient se faire à dos de mulet ².

A partir de 1740, le pays fait de grands sacrifices pour le développement de son réseau vicinal ³. Mais, comme les besoins à satisfaire étaient nombreux et pressants et les ressources restreintes, on se préoccupa de multiplier les communications plutôt que de les rendre commodes et pratiques. Les routes escaladent rapidement les plateaux, franchissent les vallées, suivent les crêtes et passent de l'une à l'autre par des descentes et des montées très raides ⁴.

A la fin de l'ancien régime, le Vivarais peut se vanter d'avoir créé près de 300 lieues de routes ⁵, mais « tous ces chemins ne sont

1. Arch. nat. F 14 528.

2. Arch. Ard. C 755. cf) Mémoire du syndic du Vivarais adressé à M. Joubert en 1740. cf) aussi arch. Hérault C 3117 sur les chemins du Vivarais à la fin du XVII^e siècle.

3. Cf) Mémoire du département de l'Ardèche au Comité des finances le 26 février 1791 sur les malheurs du département.

Arch. nat. D VI 21. cf) aussi arch. Hérault C 3066 et 3990.

4. cf) Mémoire concernant les chemins construits ou à construire en Vivarais en 1774. Arch. Ardèche C 755.

cf) Mémoire de Lachadenède sur l'insuffisance des moyens pour répondre aux demandes de chemins. Arch. Ardèche C 756. cf) aussi C 866-867 et 870.

5. cf) Arch. Nat. F 14 234.

que des tracés sans chaussée, sans empiérement, sans pavés, sans fossés, sans aqueducs, creux et pourris dans les vallées, étroits, rapides et scabreux sur les croupes des montagnes où ils sont soutenus par de faibles murs à pierres sèches. Leur largeur est communément de 9 pieds pour 2 toises, leur pente depuis 6 jusqu'à 10 pouces par toise claire de chemin..... on trouve seulement pour les ravins des pavés en gondole ou des ponts informes, la plupart à pierres brutes » ¹.

On comprend, sur de pareils chemins, les dégradations que devait causer la moindre averse. Avec les trombes d'eau ² et les inondations si fréquentes dans un pays aussi accidenté, le dégât devenait vite un désastre presque irréparable ³.

De 1775 à 1789, le Vivarais engage tous les ans de grosses sommes pour la réfection complète des routes les plus fréquentées ⁴ de Pont-St-Esprit à Aubenas, du Pont du Pape à St-Agreve, de Serrières à St-Bonnet par Annonay.... En 1788, son budget routier s'élève à 170.000 livres ⁵. Le Languedoc, de son côté, a entrepris la réparation de la route des bords du Rhône, si vitale pour le commerce, et le Vivarais participe aux dépenses pour un cinquième.

En un mot, à la veille de la Révolution, malgré ses lacunes et ses imperfections, le réseau vicinal dans ses grandes lignes est constitué. Il serait même strictement suffisant pour le trafic de l'époque, mais à condition d'un entretien régulier ⁷ et fort coûteux. C'est ce que les circonstances ne permettront pas de faire dans les premières années de la Révolution et les chemins se détérioreront rapidement, les ouvrages d'art tomberont en ruines et tout le béné-

1. Mémoire de 1780, f° 37. « Ces ponts étaient au nombre de 262 de 7 toises d'ouverture et au-dessus ». En 1767, il est question de 248 ponts. Arch. Ardèche C 757. cf) aussi C 1442.

2. L'Ardèche le 10 septembre 1857 à la suite d'un orage roula jusqu'à 7000 mc. à la seconde alors que son débit moyen aux bases eaux est de 6 mc.

3. cf) Procès-verbaux de vérifications des pertes occasionnées par les intempéries des saisons et les inondations. Arch. Ardèche C 713. En 1773, pertes évaluées à 1.938.912 l. ; en 1777 : 5.914.000 l. ; en 1778 : 2.481.178 l. cf) aussi procès verbaux des Etats de Vivarais C 9 à C 14.

4. En 1776, le Vivarais demande l'autorisation d'emprunter 225.000 livres. Arch. Hérault C 4026, cf) arssi Arch. Ardèche C 1518.

5. cf) Lachanède. Compte-rendu des impositions et dépenses. Arch. nat. B₁ 85.

6. Mémoire de 1780, f° 38.

7. Les baux à forfait pour l'entretien ordinaire en 1780 s'élèvent à 36.750 livres et les réparations extraordinaires de 20 à 25.000 livres. cf) Mémoire de 1780, f° 38.

lice de l'effort et des dépenses des quinze ou vingt dernières années sera presque entièrement perdu ¹.

Dans l'ensemble, l'économie du pays a été assez peu modifiée depuis le XVIII^e siècle. Malgré des transformations indéniables, la prédominance de l'agriculture et le rapport étroit qui existe entre l'industrie et les produits du sol sont aussi apparents aujourd'hui dans le Vivarais qu'à la fin de l'ancien régime. Si le commerce est devenu plus actif, il le doit surtout à la facilité plus grande des communications.

II

C'est dans le régime administratif que la Révolution a marqué le plus fortement le pays de son empreinte. Par désir d'uniformité et par besoin de simplification, elle a si bien fait table rase du passé qu'il est difficile de retrouver dans l'organisation actuelle quelques traces et vestiges de l'ancienne administration.

Celle-ci était d'ailleurs assez complexe. Le Vivarais ne constitue pas une véritable province. Depuis le moyen-âge, et toujours un peu à contre-cœur, il est incorporé au Languedoc et relève de la généralité de Montpellier. C'est l'intendant qui par lui-même ou par ses subdélégués de Tournon et d'Aubenas a la haute main sur son administration. Ce sont les Etats de Languedoc qui fixent sa quote-part d'impôts et trop souvent à son gré interviennent dans ses affaires.

Pour soutenir ses intérêts particuliers et prendre sa part des charges communes, le Vivarais délègue chaque année quatre représentants à l'Assemblée des Etats-Généraux de Languedoc ; le syndic du pays, l'évêque de Viviers pour le clergé, le baron de Tour, réputé premier baron ² de Languedoc, pour la noblesse, et le consul de la ville en tour pour le Tiers-Etat.

Sa subordination au Languedoc n'est cependant pas si étroite que son administration particulière ne se distingue de celle des autres diocèses de la province par quelques traits originaux.

Il a gardé ses Etats dont il est très fier, car, malgré les vices de leur organisation, ils assurent la défense de ses droits, sauvegardent ses intérêts et maintiennent dans le pays un peu de vie politique. Ils ont cette particularité de ne grouper que les représen-

1. « Ces diverses routes sont la plupart devenues aujourd'hui impraticables ». cf) Annuaire de l'an 11 p. 55.

2. Histoire générale de Languedoc. liv. XLII Ed. Privat T. XI p. 912. Séance des Etats de Languedoc à Pezenas en 1612. On fixe que le baron de tour du Vivarais sera le premier et le baron de tour du Gévaudan le second.

tants des deux ordres de la noblesse et du Tiers-Etat. Le clergé n'est pas représenté ¹, Seul, l'évêque de Viviers envoie son bailli, ordinairement son vicaire général, qui pour être reçu siège non pas comme délégué de l'évêque, mais comme bailli de Viviers ².

La noblesse d'ailleurs n'intervient en aucune façon dans le choix de ses délégués. Seules 14 baronnies du pays donnent entrée aux Etats particuliers du Vivarais. Et encore, à part le président de l'assemblée qui peut siéger en personne, les titulaires des baronnies sont d'après un usage immémorial et qui fait autorité, remplacés par leurs baillis ou leurs bailes ³, qui peuvent même céder la place à des lieutenants.

De ces 14 baronnies, 12 à tour de rôle ⁴ permettent à leurs propriétaires ou à leurs baillis de prendre part aux délibérations des Etats-Généraux de Languedoc. Les deux autres, celles de Pradelles et de Lagorce, assistent seulement aux Etats de Vivarais.

Le Tiers est représenté par les délégués de treize villes qui envoient d'ordinaire leur consul, mais peuvent désigner tel autre personnage qui leur agréé, la seule condition requise par l'usage est que le mandataire sache écrire ⁵. De ces 13 villes, 8 seulement ⁶ ont accès aux Etats de Languedoc dans les mêmes conditions que les baronnies de Tour. C'est ce privilège qui leur vaut l'honneur exclusif, quelle que soit leur importance, d'être réputées villes principales du Vivarais, honneur qui est refusé à des centres comme Privas et Aubenas au profit de deux humbles villages : Montlor et Boulogne ⁷.

1. Réclamations des cahiers du clergé d'Annonay et Villeneuve-de-Berg. — Arch. dép. Ardèche B 142 et B 145.

2. cf) Le Sourd, Essai sur les Etats de Vivarais, p. 68, 69 et 70.

3. Le nom de bailli est en général réservé aux baronnies de tour et celui de baile aux deux baronnies de Lagorce et de Pradelles.

4. Au XVIII^e siècle, les baronnies de Tour étaient : Vogüé, Aubenas, Crusol, Montlor, Lavoulte, Tournon, Largentière, Boulogne, Joyeuse, Chalencon, St-Remèze et Annonay.

5. cf) Le Sourd, Essai sur les Etats du Vivarais, p. 84.

6. Ce sont : Bourg-St-Andéol, Tournon, Viviers, Montlor, Boulogne, Largentière, Joyeuse et Annonay. « Ces huit villes sont les seules du pays de Vivarais qu'on doit regarder comme villes principales aux termes des délibérations des Etats, interprétatives de l'édit de 1774 rendu sur l'achat des offices municipaux ».

cf) Mémoire de 1780 f^o 35. Les villes qui n'ont que le droit d'entrée aux Etats particuliers sont Pradelles, Chalancon, Rochemaure, le Cheylard et St-Agrève. cf) Mémoire f^o 35.

7. Une raison historique explique cette anomalie. Ce fut pour punir Privas de sa révolte sur Louis XIII et Aubenas de sa participation à la rébellion de Roure en 1670 que leur privilège fut transféré à ces deux villages.

Les Etats particuliers comprenaient donc le baron de Tour ou son subrogé président des Etats, 13 baillis ou bailes envoyés des baronnies, 13 consuls des villes ou bourgs, le bailli de Viviers et enfin les officiers des Etats qui, pas plus que le président, n'ont voix délibérative. Ces officiers sont au nombre de six : le syndic, véritable représentant du pays et membre le plus important des Etats, le greffier, rédacteur de tous les actes qui intéressent l'administration, le receveur en exercice des deniers royaux et des deniers du pays, le sénéchal ou son lieutenant et le premier consul de Viviers ¹. Les Etats du Vivarais constituent ainsi une assemblée de 34 membres dont 27 ont voix délibérative ².

La session annuelle ³ dure huit jours et ne peut avoir lieu qu'après la clôture des séances des Etats du Languedoc. Les convocations sont envoyées par le greffier sur l'ordre du baron de Tour qui réunit ordinairement les Etats dans un lieu proche de sa résidence, parfois même son propre château ⁴.

Les séances ont lieu matin et soir, mais assez souvent la matinée est réservée aux Commissions pour l'étude des affaires qui leur sont renvoyées. Chaque Commission fait son rapport à l'assemblée générale qui tranche en dernier ressort.

A la fin de la session, les Etats procèdent à la nomination des grands fonctionnaires du pays : syndic, greffier, receveur, inspecteurs ; mais les changements sont fort rares et les mêmes personnages sont généralement maintenus, si bien que certaines charges deviennent en fait presque héréditaires dans les mêmes familles.

Dans les intervalles des réunions, c'est le baron de Tour et le syndic qui sont les commissaires ordinaires du pays et s'occupent avec diverses commissions de « l'administration municipale du diocèse » ⁵.

Les états particuliers jouent ainsi un rôle important dans la

1. La ville de Viviers avait ainsi 2 députés du Tiers aux Etats : l'un, le premier consul, commissaire ordinaire, l'autre premier opinant du Tiers. Le sénéchal avait hérité des droits du bailli de Vivarais.

2. cf) Procès-verbal des Etats particuliers. Arch. Ardèche C 9 à C 15.

3. L'assemblée annuelle prend le nom d'Etats de l'ordinaire. Dans certaines circonstances graves, d'autres assemblées peuvent avoir lieu, parfois même en dehors du Vivarais, mais ces assemblées extraordinaires sont de rares exceptions.

cf) Le Sourd. Essai sur les Etats de Vivarais, p. 122.

4. cf) Arch. Ardèche C 274. Ordonnance des commissaires du roi pour défendre de tenir les assemblées d'assiette en Vivarais dans les châteaux ou autres maisons des barons de Tour.

5. cf) Le Sourd. Essai sur les Etats de Vivarais, p. 134-135.

vie économique du pays. Ils prescrivent les travaux publics, surveillent l'entretien des routes et chemins et décident des constructions nouvelles. Ils portent un grand intérêt au développement du commerce et de l'industrie et savent à l'occasion encourager les initiatives par des secours ou des gratifications opportunes. Ils ont à leur disposition le budget spécial du diocèse ¹ et ils subviennent aux dépenses particulières du pays ainsi qu'au paiement des intérêts de la dette. ² Enfin, ils font la répartition entre les diverses communautés des impôts assignés au Vivarais par les Etats du Languedoc.

Et ces impôts sont aussi lourds que variés. Aux charges royales, provinciales ou diocésaines, il faut ajouter les obligations particulières des paroisses, les frais de perception, les droits féodaux, la dime et enfin la masse des contributions indirectes, objets domaniaux et monopoles, plus onéreuses, plus écrasantes encore que les contributions directes.

Le montant des impositions royales et provinciales pour l'année 1780 « tant de deniers ordinaires, capitations et vingtièmes » s'élevait « pour l'ayde, octroy, crue et préciput » à la somme de 1.279.251 l. 7 s. 10 d. ³ et « pour les objets domaniaux ⁴, droits de contrôle ⁵, postes, tabac, gabelles, droits sur les cuirs » à 1.865.000 l., soit un total de 3.144.251 l. Leur progression était assez rapide puisqu'en 1788 pour les seuls impôts directs, nous trouvons le chiffre ⁶ de 1.570.684 l. C'était une augmentation de près de 300.000 livres en huit ans. Les « objets domaniaux » avaient dû croître dans les mêmes proportions puisque le mémoire de La Chadenède de 1788 ⁷ prétend que les obligations du pays résultant des impôts indirects sont au moins deux fois plus fortes que celles des impôts directs. A défaut de chiffres précis, il semble qu'on n'exa-

1. En 1788, ce budget particulier s'élève à 246.520 l. 10 d. pour le diocèse. Il s'agit ici du diocèse civil de Viviers, c'est-à-dire de tout le Vivarais fiscal. Arch. nat. B a 85.

2. cf) Mémoire de 1780 f° 36. « Les anciennes dettes du pays contractées en différents temps et pour différents objets montent à 1.098 357 l. 11 s. 8 d.

3. cf) Dans le mémoire de 1780 f° 36, le tableau des impositions de 1780.

4. Détail des objets domaniaux pour 1780 : « Droits de contrôle : 400.000 l., les postes 20 000, le tabac 120.000 ; les gabelles 1.000.000 ; les droits sur les cuirs 25.000 ; les péages 300.000. » cf) Mémoire de 1780 f° 47.

5. Il y avait vers 1780 dans le Vivarais 130 à 140 bureaux de contrôle : 7 bureaux de poste desservis par des piétons ; 4 entrepôts de tabac (Tournon, Annonay, Privas, Aubenas) et 250 bureaux, 7 greniers à sel et 150 bureaux de distribution. Mémoire f° 45 et 46.

6. Impositions et dépenses des Etats de Vivarais en 1788 par Lachadenède, arch. nat. Ba 85.

7. Arch. nat. Ba 85.

gère pas en évaluant à près de 4.000.000 de livres ¹ les sommes que le peuple du Vivarais versait dans les coffres du roi ou de la province ² à la veille de la Révolution.

Le chiffre des charges paroissiales est plus difficile à déterminer. Leur objet était de pourvoir aux dépenses locales : entretien et réparation des édifices municipaux : maison commune, clôstre, église, place couverte..... gages du maître d'école, traitement du greffier, du valet de ville. Souvent même il fallait compléter la congrue du curé et du vicaire, pourvoir à leur logement, entretenir la lampe du sanctuaire quand ces frais du culte, comme il arrivait fréquemment, n'étaient pas intégralement payés par les collecteurs de la dîme.³

Ces frais divers étaient fort variables d'une paroisse à l'autre. D'une manière générale, le budget municipal était proportionnellement plus élevé dans les villes ou centres importants que dans les petites communautés de campagne. Le relevé des impôts particuliers des paroisses nettement rurales montre bien que sur ce point les paysans poussaient l'économie jusqu'à la plus extrême parcimonie.⁴ C'est ainsi que St Victor ⁵ réserve 228 livres pour les dépenses locales sur un total de 6.512, St Félicien 193 sur 5.421 ; Colombier ⁶ 159 sur 3.000.

Les redevances féodales et la dîme constituaient une charge bien autrement lourde. Les premières étaient rarement perçues en argent ; mais elles exaspéraient le paysan par leur variété et leur nombre ⁷ et parfois le ruinaient. Nous savons, en effet, pour ne citer qu'un exemple, que d'Antraigues dont les revenus de 1780-1790 s'élevaient annuellement à 38.068 livres ne recevait pas

1. Le Vivarais payait le septième des charges du Languedoc. Arch. nat. Ba 85.

2. Tous les versements étaient faits au trésorier de la bourse de Languedoc. Cf) Le Sourd op. cit. p. 196.

3. A Largentièrre en 1788, la dîme ne rapporte que 5 à 600 livres. C'est à la communauté à compléter. Elle refuse de faire le traitement des Vicaires en 1788 cf) Mazon. Revue du Vivarais 15-3-1903.

4) Dans les campagnes, les charges locales vers 1788 ne dépassent guère 4 à 6 % du total des impôts royaux et provinciaux. Les frais de perception, calculés ordinairement sur le pied de 10 deniers par livre, contribuaient à grever ce total de 4 %.

5. Arch. Ardèche L 815

6. Revue du Vivarais 15-12-94.

7. A St Laurent-sous-Coiron, il n'y avait pas moins 34 seigneurs ou coseigneurs, arch. nat. DXIV 1 ; à St Victor 17, arch. Ardèche L 402. De plus les mesures pour le paiement des censives variaient dans un même mandement. A St Laurent-sous-Coiron, on en comptait quatre différentes. Arch. nat. DXIV 1

moins de 27.750 livres en droits féodaux.¹ Beaucoup de bourgeois d'ailleurs avaient acheté eux aussi des rentes, censives, péages et ils n'étaient pas les moins àpres dans leurs exigences.² Et si quelques-uns de ces droits s'étaient spontanément éteints par défaut de perception, les paysans, à la fin du XVIII^e siècle, reprochaient à beaucoup de seigneurs de profiter de leur ignorance, lors des nouvelles reconnaissances, pour rétablir des redevances prescrites et surtout pour en majorer le taux primitif.³

La dîme à son tour était loin d'être partout uniforme. Ici, elle ne portait que sur les grains ; là, elle était perçue aussi sur la paille, le vin, les fruits, les animaux.⁴ Presque toujours affermée, elle se payait d'ordinaire en argent, mais sa perception était fort onéreuse car les fermiers en sous-louaient généralement la levée, et les bénéfices de ces divers intermédiaires étaient toujours en fin de compte supportés par le paysan.

Les documents trop épars et trop fragmentaires ne permettent pas de donner pour le Vivarais un relevé précis et global des droits féodaux et de la dîme. Mais que leurs charges fussent particulièrement lourdes, il suffira pour le montrer de citer l'exemple d'une petite ville comme Annonay et d'une paroisse rurale de moyenne importance comme St Victor.

A Annonay, la dîme appartenait au prieur, et pour un territoire fort exigü, elle lui rapportait 1200 livres pour le blé, 600 pour la paille et 480 pour le vin. Le prieur possédait en outre des droits de lods ou de mutation sur la plupart des maisons de la ville, ordinairement perçus au dixième, la directe de certains immeubles⁵ et quelques censives dont nous ignorons le rapport. Le seigneur percevait la leyde des grains, huile et fromages apportés à Annonay qui, depuis 1781, était remplacée par une rente de 200 setiers de froment, un droit de boucherie,⁶ un droit de troussage sur le foin qui lui valait 420 trousses. Il percevait encore le droit d'aubaine, le droit de ponceau, un droit de péage sur le chemin d'Andance à Bourg Argental, le droit de chasse et enfin un droit de corvée qui

1. cf Pingaud. Un agent secret de l'émigration, 2^{me} édition, Paris 1894 p. 42

2. Arch. Ardèche B 145.

3. cf) manuscrit de l'abbé Tardieu du 16 Janvier 1790. arch. nat. DXIV 1.

4. Nicod. Revue du Vivarais 15-12-94.

5. Les immeubles bâtis sur les fonds ayant appartenu aux archevêques de Lyon, possesseurs primitifs.

6. Le Seigneur avait droit à la langue des animaux abattus.

obligeait les Annonéens à prêter leurs bêtes de bât deux journées par an.¹

A St Victor, les seules rentes directes payées par les habitants de la paroisse sont évaluées dans l'état des biens nobles² à 2300 livres, et une note précise qu'on n'y a pas compris « les droits de fouage, moulinage, etc. »... La dîme était affermée 3000 livres par le chapitre de St Barnard de Romans.³ Si on ajoutait à ces 5300 livres de dîmes et de rentes directes les autres droits féodaux dont la valeur n'est pas précisée, les dépenses locales,⁴ les frais de levée et les bénéfices des fermiers⁵ et sous-fermiers, il est probable qu'on ne serait pas loin d'atteindre un chiffre égal et peut-être supérieur au total des impôts directs royaux, provinciaux et diocésains qui s'élevait en 1790 à 6314 livres. Et il faut noter que ces diverses charges ne pèsent pas également sur tous les individus et sur toutes les fortunes. Les biens nobles sont exempts de certaines contributions royales et provinciales et ne paient ni dîmes, ni redevances féodales et, pour St Victor, on calcule que cet allègement s'élève à 1400 livres.⁶ C'était donc non pas la totalité, mais à peine les trois quarts des revenus qui étaient assujettis à ces obligations fiscales qui, en 1790, atteignent ou dépassent 12.000 livres. Or, en l'an X, le total des impôts directs n'excède pas pour l'ensemble des biens de la commune le chiffre de 6.780 francs⁷. C'était donc une réduction de moitié au moins apportée à la petite propriété rurale par la Révolution.

Il serait téméraire de généraliser ces cas particuliers et d'affirmer que les charges des autres communautés du Vivarais étaient aussi lourdes. Il n'en est pas moins vrai cependant que le fardeau qui résultait de la multiplicité et de la variété de ces impôts était

1. Nicod. Les droits du seigneur et la dîme à Annonay. Revue du Vivarais du 15.12-18.4.

2. Etat des biens privilégiés situés dans l'enclave de la Communauté de St Victor, des produits de la même qualité et du nom des propriétaires. » fait à St Victor le 29 mars 1790. Arch. Ardèche L 402.

3. Le chapitre de St Barnard en plus de la dîme percevait des rentes directes évaluées à 264 l. 1 d., cf) L 402.

4. Détail des impositions de St Victor en 1790; au roi 2491 l. 9 s. 6 d; à la province 2874 l. 3 s. 6 d.; au diocèse 947 l. 18 s. 8 d.; Charges locales 228 l. cf) Arch. Ardèche L 815.

5. D'après le bail de la dîme du 1^{er} Janvier 1787, le fermier de St Victor payait au curé de la paroisse une congrue de 500 livres et 250 livres au vicaire. Il devait en plus pourvoir à l'entretien de l'église. Arch. Ardèche 743.

6. Arch. Ardèche L 402.

7. Annuaire de l'Ardèche de l'an X-

écrasant pour la population peu fortunée des campagnes, et on comprend que le fisc, dont les exigences croissaient de jour en jour sans arriver à combler le déficit, ait soulevé dans le pays un concert unanime de réclamations ¹ et de plaintes. La perception des droits féodaux surtout entraîne à tout instant des contestations et des procès qui, par leur longueur et les frais qu'ils occasionnent, excitent les passions et les rancunes et trop souvent aussi amènent la ruine des malheureux plaideurs imprudemment engagés dans le maquis de la procédure. ²

La raison en est que l'administration de la justice est aussi compliquée et aussi vicieuse que la répartition des impôts. A une foule de ressorts judiciaires qui se croisent et s'enchevêtrent et dont la compétence reste vague et incertaine correspondent des conflits de juridiction, des pertes de temps, des frais considérables et souvent l'impunité des coupables.

Jusqu'en 1781, toutes les terres du pays ressortissaient au présidial de Nîmes qui depuis 1673 avait dépouillé le baillage de Vivarais d'une partie de ses attributions judiciaires ³. Mais les inconvénients, les dommages et les abus qu'entraînaient l'éloignement du sénéchal et surtout la négligence des juges de Nîmes avaient été la source de tant de difficultés et de désordres qu'en mai 1780 et en février 1781, le roi, sur les sollicitations pressantes et motivées des Etats, ⁴ s'était décidé, à la grande colère des officiers du présidial, à créer les deux sénéchaussées de Villeneuve-de-Berg et d'Annonay ⁵. Leur compétence était sensiblement la même que celle des autres sénéchaussées. Toutefois « les appellations des sentences..... en matière présidiale » devaient être portées devant le présidial de Nîmes au lieu du parlement de Toulouse.

Sans entrer dans le détail des diverses juridictions ecclésiasti-

1. cf). Les cahiers des paroisses et le cahier des trois ordres des deux sénéchaussées. Arch. Ardèche B 142 et 145.

2. Cahier du clergé de Villeneuve-de-Berg. Justice art. 1. Arch. dép. Ard. B 142. Cf) aussi Arch. Hérault, C 62.

3. Le taux de sa compétence n'excède pas 50 livres.

4. Louis Théodore Chomel, avocat du roi à Annonay, fut envoyé en 1775 à Paris pour supplier le roi d'accorder au cours d'Annonay et de Villeneuve-de-Berg les attributions présidiales.

Cf) procès-verbal des Etats particuliers de 1773. En 1778 Chomel publie un « mémoire pour les Etats particuliers du Vivarais concernant l'administration de la justice dans ce pays ». Fonds Vivarois n° 583.

5 Arch. Ardèche B 66. Edits du roi de mai 1780 et de février 1781 et procès-verbaux d'installation des deux sénéchaussées les 4 et 18 juillet 1781 Cf) aussi arch. Hérault C 53.

ques ¹, prévôtales ², administratives, fiscales ³, commerciales et maritimes ⁴ qui n'ont rien de spécial au pays, il convient cependant de mentionner la multitude des justices seigneuriales. On en compte plus de 400 ⁵ dans le Vivarais. Et, si en matière criminelle, la justice seigneuriale ne comprend plus guère que des droits de police, elle a conservé ses attributions en ce qui concerne le cens et les redevances féodales. Sans doute le seigneur ne rend pas la justice lui-même. Les arrêts du parlement l'obligent à choisir ses officiers parmi les gradués des diverses universités. Malheureusement leur formation juridique, leur valeur et leur dignité professionnelle étaient moins apparentes que leurs titres.

D'ailleurs, en raison de l'exiguité de ces nombreuses justices et de la modicité de leurs revenus, beaucoup de leurs officiers sont attachés à plusieurs seigneuries et souvent à des titres divers. Les mêmes personnages peuvent ainsi suivant les lieux cumuler les fonctions de juge, procureur, greffier, avocat et notaire. ⁶ Cette multitude famélique mal payée par le seigneur ne vit que de l'exploitation des procès. ⁷

Souvent le seigneur par économie n'a pas de salle d'audience, parfois c'est un grenier ou une mesure en ruines. Aussi, dit le mémoire de 1780, « on ne fait presque pas d'auditoire » ⁸, mais on multiplie les procédures inutiles et vexatoires. De même, pour ne pas entretenir de prisons seigneuriales, le juge ne prononce guère que des amendes et les frais s'accumulent au point de dépasser la valeur du litige. C'est l'arbitraire le plus complet. « Les tarifs de patrocine sont presque aussi différents qu'il y a de juridictions diverses. Les vexations des gens d'affaires entretenues et couvertes

1. Les trois officialités de Vienne, Valence et Viviers.

2. Le Vivarais au XVIII^e siècle dépendait du grand prévôt du Puy qui avait un lieutenant à Annonay et tenait ses assises alternativement à Villeneuve-de-Berg et Annonay assisté par les officiers des deux sénéchaussées qui ont le droit de juger sa compétence. Cf) mémoire de 1780 f^o 18 et édits de création des sénéchaussées. Arch. Ardèche B 66.

3. Il y a deux juges conservateurs de l'équivalent ; l'un à Annonay, l'autre à Aubenas.

4. La maîtrise des eaux et forêts de Villeneuve-de-Berg est supprimée en mai 1788 cf) organisation judiciaire du Vivarais par Lexpert. Aubenas 1921 p. 65.

5. Cf) Arch. Ard. C 1084. Etat des justices seigneuriales du Vivarais en 1784.

6. Lettres patentes du 22 Juillet 1783 citées par Poncer. Mémoire sur le haut Vivarais T. I p. 218-219. cf) aussi arch. Ardèche C 260.

7. Coup d'œil d'un avocat (St Martin) sur les causes qui ont tant multiplié les procureurs dans le Vivarais. Arch. Ardèche C 1084.

8. Mémoire de 1780 f. 20.

par ces tarifs sont la ruine et le désespoir des peuples. »¹ La négligence ou la mauvaise foi provoquent de véritables abus de confiance. Les exploits ne sont pas signifiés avec exactitude en sorte que souvent « un débiteur condamné par défaut se trouvait exécuté dans ses meubles ou dépouillé de ses biens sans avoir pu recourir à un défenseur. »²

De plus les peines prononcées par ces diverses juridictions sont trop rigoureuses. Il n'y a pas de proportion entre la faute et le châtement. Le moindre acte de contrebande, la moindre résistance à l'autorité n'entraîne rien moins que les galères. Aussi les coupables s'efforcent-ils de se soustraire par la fuite à tout jugement.

Pour se mettre à l'abri des incursions de la police, ils constituent de véritables bandes qui, à plusieurs reprises, terrorisent la région. En 1783, les « Masques armés » rançonnent et malmènent les praticiens, juges, avoués et notaires. Ils pillent leurs maisons : aux Vans, à Chandolas, à Lablachère, à St-André de Cruzières, à Malbos, à Bonnevaux, etc... Ils brûlent les Archives des juges et procureurs, ouvrent les prisons et mettent en liberté ceux qu'ils considèrent comme des compagnons d'infortune³.

Pour les réduire, il faudrait une police nombreuse et l'appui de la population. Les deux font défaut. Les paysans trouvent plus avantageux de composer avec les bandits et d'acheter, au prix de quelques sacrifices, leur bienveillante neutralité.⁴

La police de son côté est insuffisante. Pour le maintien de l'ordre et de la sécurité publique, le lieutenant de prévôt en Vivarais ne dispose que de 9 brigades de maréchaussée, composées chacune de 4 hommes et 4 chevaux, commandées par deux exempts, 3 brigadiers et 4 sous-brigadiers formant ensemble 36 hommes à cheval. Annonay, Tournon, Le Cheylard, Chalencon, Privas, Aubenas, Montpezat, Villeneuve-de-Berg et Joyeuse ont chacun une brigade. Cette répartition prête à la critique. Les bords du Rhône et la montagne sont presque entièrement dégarnis et, avec la difficulté des communications, le service de la maréchaussée à cheval est presque impossible dans un pays aussi tourmenté.⁵

1. Mémoire de 1780 f. 20

2. Arch. Ardèche A 5. Enquête faite par les conseillers du parlement de Toulouse dans les Cévennes, Vivarais et Gévaudan sur les abus relatifs à l'administration de la justice, impr Toulouse 7 p.

3. Journal de ce qui s'est passé dans les Cévennes et le Vivarais lors des attroupements qui ont eu lieu dans ces contrées en 1783. Arch. Hérault C 47.

4. cf) arch. de l'Hérault C 1587.

5. Mémoire de 1780 f° 19, cf) aussi mémoire Guilhaumon, manuscrit, Arch. Ardèche, non coté.

Autrefois, la maréchaussée pouvait dans les cas graves faire appel au département militaire du Vivarais. Le pays avait à sa disposition une vraie petite armée répartie en un certain nombre de garnisons, mais, si le département militaire subsiste encore comme vestige du passé, depuis longtemps il n'a plus de troupes. En 1789, il y a bien un commandant particulier du Vivarais, le marquis de Lemps qui réside à Tournon, avec un commandant en second, le marquis de Gras, capitaine de cavalerie, mais leurs fonctions ne sont plus que des sinécures grassement rétribuées qui ne comportent aucun commandement effectif.

En cas de troubles, cet état-major doit prêter main-forte à la maréchaussée avec le concours des habitants et des milices bourgeoises. ¹ Il peut requérir les troupes de ligne mais, avant 1784, il n'y a pas de garnisons stables ² dans le pays, et, en 1789, on ne trouve encore que quelques rares compagnies sans liaison, disséminées dans tout le Vivarais.

Des réformes importantes s'imposaient si l'on voulait voir « moins de crimes impunis, moins de désordres, moins de rixes et de tumultes qui donnent au pays de Vivarais une réputation si mauvaise... ».

Et ce sont justement ces mêmes doléances que nous retrouverons presque identiques au printemps de 1789 dans les cahiers des trois ordres. C'est que tous, à des degrés divers, aussi bien nobles que bourgeois, clercs et paysans souffrent du désordre et de l'anarchie qui en résulte.

III

Cette division traditionnelle de la population en trois ordres semble, à première vue, indiquer une société vraiment organisée et hiérarchisée où chaque classe soumise aux mêmes charges jouirait des mêmes droits et formulerait les mêmes revendications.

La réalité est bien différente. Si la noblesse et le clergé groupent l'ensemble des privilégiés, tous leurs membres sont loin de participer également aux mêmes grâces et aux mêmes avantages. Les prérogatives théoriques de certains nobles et du bas-clergé ne les empêchent pas de former à côté des paysans et des ouvriers un prolétariat parfois fort misérable, tandis que la haute et riche bour-

1. Les milices bourgeoises n'existent guère que sur le papier et seulement dans les grands centres.

2. Depuis 1785, on trouve dans le budget des Etats particuliers une somme de 2.000 livres pour fournitures de bois et chandelles aux troupes en station dans le Vivarais, cf) arch. Ardèche C 11 à C 15 cf) encore C 1362 et 1363.

3. Mémoire de 1780 f° 19.

geoisie, pour être privée decertains droits politiques, n'en constitue pas moins une classe réellement favorisée. Qu'il s'agisse du clergé, de la noblesse et du tiers, les conditions d'existence matérielle et morale varient à l'infini dans chaque ordre et expliquent les tendances diverses de chacun de leurs éléments.

Le premier ordre comprend dans le Vivarais, à côté du haut et bas clergé des trois diocèses de Vienne, Valence et Viviers, de nombreux représentants des ordres religieux auxquels on peut adjoindre les congrégations de femmes. Religieux et religieuses, haut et bas clergé séculier forment ainsi quatre classes bien distinctes dont l'influence et la vitalité ne se mesurent pas à la fortune, mais à la valeur morale, à l'esprit de foi et au dévouement.

Les ordres religieux sont en pleine décadence et se débattent péniblement contre la désaffection et l'hostilité générale. Sans doute, les couvents et les monastères ¹ ne manquent pas, ni la variété des ordres.

Mais si les maisons abondent, elles meurent d'inanition. Quelques rares vicillards prolongent péniblement la lente agonie des célèbres abbayes de Cruas, des Chambons, de Mazan et de Bonnefoy ². La jeunesse ignore les monastères et laisse vides leurs novicats. C'est la décrépitude incurable, l'extinction prochaine. Déjà, dans le pays, résonnent comme un glas de mort les fermetures de plus en plus nombreuses de couvents devenus déserts. ³

Et cependant leur fortune reste considérable. Ce sont, avec les dîmes et redevances féodales que les religieux perçoivent dans quantité de paroisses, ⁴ d'immenses domaines ruraux, de grands pâtu-

1. Mémoire de 1780, f° 21. « Il y a aussi 12 couvents de Cordeliers, Récollets, Capucins, Augustins, Carmes ou frères prêcheurs, » Tous les centres importants en possèdent : Annonay, Tournon, Aubenas, Joyeuse, Bourg-St-Andéol, etc...

cf) encore collection de Languedoc Bénédictins T. 45 et T. 51. nomenclature des divers ordres religieux dans le Vivarais. cf) aussi arch. Ardèche, série H.

2. Le couvent des Récollets de Largentière est vide, cf) Délibération de la communauté de Largentière le 24 février 1789, arch. Largentière B B 47. Les Récollets à Privas n'ont plus qu'un gardien, cf) procès-verbal du directoire 11 février 1791 Arch. Ardèche L120. En 1768, l'abbaye de Cruas a 2 religieux, les Chambons 9, Bonnefoy 6

cf) Abbayes, prieurés et couvents d'hommes en France. d'après les papiers de la Commission des Réguliers en 1768 par Léon Lecestre, 1902.

3. En 1775, sécularisation de l'ordre de St Ruf qui avait de nombreux bénéfices dans le Vivarais. Les Célestins de Colombier subissent le même sort quelques années plus tard, cf) Mémoire de 1780 f° 12-15 cf) aussi Procédures relatives à la sécularisation de l'ordre de St Ruf. 1773-1780 manuscrit bibliothèque de Vienne.

4. Mémoire de 1780 f° 12-15, en 1768, les revenus des Chambons sont évalués à 13.000 l. ; de Mazan 9.200 ; de Bonnefoy 10.142. cf) Léon Lecestre op. cit.

rages, de belles forêts surtout dans la montagne qui excitent la convoitise des paysans.¹

Longtemps ils ont mis eux-mêmes en valeur ces propriétés : ils ont défriché les forêts, transformé des régions incultes en riches terres à blé ou en vignes productives, construit des routes et répandu l'aisance autour d'eux ; mais, depuis de longues années déjà, leur rôle économique est terminé. Incapables de continuer eux-mêmes l'exploitation de ces biens, ils ont fait appel pour les remplacer à de nombreux fermiers qui, peu surveillés, réalisent à leur détriment de grosses fortunes sans leur en garder la moindre reconnaissance.

Mais, s'ils ont perdu toute influence économique, ils n'ont pas su conserver grand chose de leur antique prestige religieux. Titulaires d'un quart au moins des églises du Vivarais,² ils ont autrefois assuré par eux mêmes le service paroissial et évangélisé les populations, mais la rareté de sujets et le manque d'idéal et de zèle les a obligés presque toujours à faire appel à des séculiers. Très vite, ils ont perdu tout contact avec les fidèles sans acquérir la sympathie de leurs délégués.

Quant au peuple qui ne voit plus les services rendus, mais qui continue à payer en maugréant dîmes, rentes et droits féodaux, il en vient à les juger des inutiles et des parasites qui dévorent sans profit le plus clair de son revenu.

Leur existence s'écoule ainsi vide et mesquine, en butte à une hostilité à peine déguisée. Ils ne pourraient s'imposer que par l'ascendant de la science ou de la sainteté et trop souvent l'une et l'autre font défaut.

Leur vie intellectuelle ne rayonne plus au dehors. On rencontre encore parmi eux quelques fins lettrés, d'excellents latinistes, des hommes d'un goût très sûr, mais ils deviennent chaque jour plus rares, et les monastères trop anémiés ont cessé d'être des centres de culture. Les bibliothèques et les archives des Chambons, de Mazan, ne forment plus guère d'érudits ni de savants, et leurs riches trésors gisent inexplorés et abandonnés.

La piété elle-même s'est affaiblie. S'il y a encore de belles et nobles âmes, il n'y a plus de vie religieuse intense. La masse sans

1. Sur mise en demeure de l'administrateur des domaines nationaux, l'administration du département le 9 Floréal an 2 casse l'adjudication de 12 domaines de Mazan et Bonnefoy faite à Bernardy pour 300.000 livres.

cf) procès-verbal du directoire. Arch. Ardèche L 130.

2. cf) Mémoire de 1780, f° 12-15, liste pour le diocèse de Viviers.

envolée ni idéal se traîne dans une banale régularité qui maintient les bonnes mœurs et évite le scandale. La franc-maçonnerie fait des adeptes dans ses rangs, et les idées d'indépendance et de liberté s'infiltrèrent avec le scepticisme jusque dans les cellules. ¹ On ne sent plus de la part des religieux un grand attachement à leurs maisons. S'ils y restent, c'est surtout par habitude, par crainte de l'inconnu ; mais la plupart, sans demander la sécularisation, seront tout disposés à accepter la liberté offerte, ² pourvu qu'on leur assure des moyens d'existence.

L'esprit est tout autre dans les congrégations de femmes. Leurs nombreux couvents débordent de vie, de jeunesse et d'activité. Il n'y a pas de bourg un peu important dans le Vivarais qui ne compte une ou plusieurs maisons de religieuses contemplatives, hospitalières ou enseignantes. Dans les centres : à Annonay, à Tournon, à Viviers, à Villeneuve-de-Berg, elles dirigent les hôpitaux ou les maisons de charité ; dans les campagnes, elles veillent à l'entretien de l'église, s'improvisent garde-malades et assistent les pauvres et les déshérités. Mais l'enseignement reste le principal but assigné à leur dévouement. En 1780, on compte deux pensionnats à Annonay, un à Tournon, un à Aubenas, un à Pradelles, un à Largentièrre, un à Viviers et deux à Bourg-St-Andéol. ³ Et si le pensionnat est ordinairement réservé aux enfants de la noblesse et de la bourgeoisie, il est bien rare qu'il n'abrite pas à son ombre une modeste école gratuite pour les enfants du peuple.

Dans les paroisses rurales, il y a toute une floraison de petits ordres locaux qui, sous des noms divers, dispensent l'enseignement et l'éducation aux filles de la campagne. La congrégation du St-Sacrement de Boucieu en 1790 ne comprend pas moins de 63 religieuses dont plus de 40 dirigent des « petites écoles » dans une vingtaine de localités des environs ⁴. Sous la Terreur, les regis-

1. Revue du Vivarais 15-5-1897. E. Nicod. Les Cordeliers à Annonay. Le Père Pourret « fut en butte à la partie du clergé la plus rigoriste qu'il blâmait ouvertement de donner des déjeuners aux dames dans son appartement » de « profaner la cellule du P. Léorat et d'être membre de la loge maçonnique. »

2. Ils refuseront de se réunir à des membres d'autres ordres pour continuer la vie commune. cf) assemblée administrative du département de 1791. Le département le 25 novembre 1791 décide la vente de la maison des Capucins de Villeneuve-de-Berg. Arch. Ardèche L. 107.

3. Mémoire de 1780, f° 21. On en signale quelques autres à Boulieu, à Sattilleu, au Cheylard.

4. En particulier à Rochepaule, à St-Victor, à Desaignes, à Macheville, à Ardoix, à Arlebosc. cf) Arch. nat. DXIX 9 dossier 139.

ties des sociétés populaires et des comités de surveillance signalent des « ex-religieuses, maîtresses des petites écoles » dans tous les chefs-lieux de canton et jusque dans les plus humbles paroisses ¹.

Toutes ces congrégations font preuve d'une vitalité² de bon augure pour l'avenir. En 1790, près d'un quart des religieuses sont âgées de moins de trente ans³. Cette abondante jeunesse dénote un recrutement facile et de nombreuses vocations. Les grands ordres, comme les dames de St-Benoit, les Dominicaines, les Ursulines, attirent de préférence les jeunes filles de la noblesse et de la bourgeoisie⁴ qui ont été élevées dans leurs pensionnats, tandis que les petites congrégations locales, connues et appréciées des campagnes, voient surtout affluer dans leurs noviciats des recrues d'origine paysanne.

A part de rares exceptions, ces couvents sont modestes⁵, simplement meublés; rien n'y trahit la richesse et le luxe, on y remarque seulement une décente simplicité. Dans les campagnes, les religieuses possèdent d'ordinaire quelques biens immeubles de faible importance constitués et entretenus par les maigres dots de ces filles de cultivateurs⁶. Dans les villes, le plus clair de leurs ressources provient des rétributions de leurs pensionnaires. Quelques-unes, comme les Clarisses d'Annonay⁷, pratiquent plus que la

1. cf) surtout les registres des comités de surveillance d'Aubenas. Arch. Ardèche L 1074 et 1075; de Bourg St Andéol L 1087 et 1088; de St Pierreville L 1153; de Villeneuve de Berg L 1179 et 1180.

2. Arch. nat. D XIX 9. A Annonay, 31 religieuses au couvent des « Ste-Marie » à Annonay et 10 Clarisses. A Pradelles, le couvent N. D. comprend 29 religieuses; à Bourg-St-Andéol 32. A Aubenas 9 Dames de St Benoît; 20 Dominicaines à Viviers, 26 Ursulines à St-Andéol; à Largentièrre 21 au couvent N.D.; 25 à Tournon. La congrégation du St Sacrement de Boucieu compte 63 membres.

3. Arch. nat. D XIX 9. 7 sur 29 à Pradelles; 7 sur 32 à Bourg St-Andéol, 14 sur 63 à Boucieu, 5 sur 21 à Largentièrre.

4. Dereboul qui sera député à l'Assemblée législative a une sœur et 3 filles religieuses à Bourg-St-Andéol, cf) Arch. Ardèche L 1087. Renseignements sur les suspects détenus à la maison d'arrêt.

Le conventionnel Gleizal intervient souvent pour activer le règlement de pensions de religieuses appartenant à sa famille. cf) Fonds Mazon. Chronologie T. 19 20 et 21.

5. L'inventaire de la bibliothèque du couvent de Largentièrre ne signale que 80 ouvrages de piété ou d'enseignement. Arch. de Largentièrre GG 13.

6. Procès-verbal du directoire du 22 Vendémiaire an 3. Arch. Ardèche L 132 Ventes des biens de religieuses.

7. cf) enquête faite par les officiers municipaux d'Annonay le 7 décembre 1790 citée par Rostaing. Les anciennes loges d'Annonay et les clubs. Lyon 1903 p. 107.

pauvreté, elles connaissent la misère et le dénûment. Ne pouvant compter que sur la charité publique, elles doivent vivre avec quelques sous par jour et même le pain du lendemain ne leur est jamais assuré.

Aussi leur fortune n'inspire-t-elle ni jalousie, ni envie ; les services rendus et surtout la dignité de leur vie leur concilient la confiance et la sympathie, le respect et la vénération de tous. Et elles le méritent par leur attachement à leur œuvre et à leur vocation. Elles ont conservé une vie religieuse intense et l'habitude de juger tous les événements du point de vue surnaturel. L'esprit du siècle ne semble pas avoir pénétré jusqu'à elles.

Aussi la Révolution trouvera-t-elle peu de défections dans leurs rangs. Les « maîtresses des petites écoles » continueront jusqu'au plus fort de la Terreur leur mission de dévouement auprès des enfants. Même expulsées de leurs communautés, elles conserveront ce qu'elles pourront de la vie commune et persisteront au péril de leur liberté et de leur vie ¹ à se faire les dévouées et inlassables auxiliaires des prêtres fidèles.

Le clergé séculier partage l'activité, le zèle et la popularité des religieuses. Très mêlé à la population, vivant de sa vie, aux prises avec les mêmes difficultés matérielles, il a gardé une grosse influence sur la masse rurale très attachée à sa foi et à sa religion.

A la veille de la Révolution, le Vivarais comprenait 350 paroisses dont 210 pour Viviers, 80 pour Vienne et 60 pour Valence ². De formation et de tempérament assez divers, les prêtres de ces trois diocèses avaient assez peu de rapports entre eux. Mais, c'étaient les différences de recrutement et de fortune plus que de diocèse qui avaient contribué à établir des classes et des groupes bien distincts dans ce clergé.

Les évêques appartiennent tous à la noblesse. L'archevêque de Vienne, Lefranc de Pompignan, séjourne à la cour et ne paraît que de loin en loin dans son diocèse. D'ailleurs, comme celui de Va-

1. 18 religieuses seront incarcérées à Bourg-St-Andéol. Arch. Ardèche L 1087 ; d'autres à Viviers et à Beauchastel pour refus de serment ; 3 seront guilotinées à Privas en thermidor an II pour avoir donné asile à des prêtres proscrits. cf. Fonds Mazon chr. T. 18. jugement du 20 Messidor, an 2.

2. Mémoire de 1780, f° 16 ; les paroisses calquées le plus souvent sur d'antiques fiefs ou d'anciennes justices seigneuriales avec d'in vraisemblables enclaves sont très inégales. Quelques-unes sont tout à fait minuscules : St Martin d'Arc a 9 feux et une quarantaine d'habitants ; Belvezet 9 feux et 36 habitants, Mas de Mauras 8 feux et 32 habitants. cf) Mémoire de 1780 f. 4 et 6.

tence, ¹ il ne se préoccupe que médiocrement de la portion de son troupeau de la rive droite du Rhône. L'évêque de Viviers, de Savine, est plus connu. Jeune encore, intelligent et distingué, il est très aimé de ses curés ² parce que foncièrement bon et mettant toujours son point d'honneur de grand seigneur à accueillir avec beaucoup de grâce et d'affabilité ses subordonnés. Cependant son caractère fantasque et inconstant ³ et la bizarrerie de ses idées ne laissent pas que d'inquiéter sérieusement une partie de ses collaborateurs.

Mais, en général, ses relations avec ses prêtres sont si restreintes que la plupart ignorent pratiquement leur chef hiérarchique. Peu de curés ou de bénéficiaires ⁴ sont à la nomination de l'évêque. Le choix dépend d'ordinaire d'un patron religieux ou laïque, parfois d'un simple paysan ⁵, et l'évêque n'intervient le plus souvent que pour donner les pouvoirs de juridiction.

Les autres membres du haut clergé, vicaires généraux, chanoines, curés décimateurs, sont en contact plus fréquent avec le clergé des campagnes. Mais les bénéfices importants qui leur sont réservés, l'éclat et le prestige des chapitres de Viviers, Annonay et Tournon élaboussent et irritent un peu la masse des petits curés et vicaires fort peu rentés. Ce n'est pas d'ailleurs que ces charges et dignités soient très lucratives : à Viviers, les chanoines en 1780 avaient à peine 1500 livres de revenus ⁶ et 535 seulement après 1785 ⁷. Annonay ⁸ et Tournon ne devaient pas être plus favorisés,

1. cf) Mémoire de Chantemerle sur l'épiscopat de Mgr. de Messey évêque de Valence par l'abbé Blain. Bulletin d'histoire ecclésiastique .. des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers. 4^e année p. 296.

2. L'abbé Vernet nous en apporte de fréquents témoignages dans les « lettres apologétiques du clergé catholique... à M. Lafond de Savine » s. l. n. d. in-8. Fonds Vivarois n° 2185 cf) p. 44 et 54.

3. cf) Lettre sur la non-élection de Malosse impr. s. l. n. d. 5 p. Arch. Ardèche. Fonds Mazon chron. T. 12.

4. Sur 80 prieurés simples, six seulement sont à la nomination de l'évêque. cf) Mémoire de 1780, f° 12-15.

5. La chapelle des cinq Plaies à Niegles a pour patron deux paysans. Cf) lettre de Malosse le 20 septembre 1759 aux rédacteurs de l'histoire de Languedoc. Bénédictins T. 25.

6. A Viviers, chapitre cathédral composé de 22 chanoines ; les canonicats n'y valent pas plus de 1500 livres et les dignités n'y sont guère plus considérables. Collection de Languedoc. Bénédictins T. 24 f° 51.

7. Avec l'augmentation des congrues, il ne restait à chaque chanoine que 535 livres. Et sur ces 535 l., il faut déduire les frais d'un logement, les tailles, la part des pauvres. Aussi, pour pouvoir vivre demandent-ils la réunion de bénéfices. Cf) mémoire en faveur du chapitre de Viviers sur l'édit du roi portant augmentation des congrues. Revue du Vivarais du 15 juin 1900.

8. Les revenus des chanoines d'Annonay n'atteignaient pas le chiffre auquel fut fixé leur pension. 797 livres, cf) Picansel, annales d'Annonay, manuscrit, bibliothèque d'Annonay.

mais d'ordinaire une fortune personnelle plus ou moins importante vient s'ajouter à leur prébende, et comme la plupart ont des demeures confortables, qu'ils sont un peu hautains, le bas clergé les croit plus riches qu'ils ne sont en réalité. Et la jalousie, pour ne point trop se manifester au grand jour, n'en accomplit pas moins son travail sourd de désagrégation sociale, et, au moment du danger, on ne verra pas les éléments divers de ce clergé, se grouper, se serrer les uns contre les autres pour faire front dans l'attaque.

D'ailleurs, ce qui froisse le plus le bas-clergé, c'est moins peut-être le bien-être matériel du haut clergé et des chapitres que l'exclusivisme de leur recrutement ¹. Aucune place n'est laissée au mérite, toutes sont attribuées à la naissance et à la faveur. Le pauvre curé de campagne est choqué de voir tant de jeunes prêtres qui gaspillent inutilement dans l'oisiveté et la paresse les meilleures années de leur vie sacerdotale alors que le ministère offrirait un si large champ à leur activité et à leur zèle. Et il se surprend à regretter que les charges sédentaires du canonat qui conviendraient si bien aux vétérans du sacerdoce affaiblis par l'âge ne soient pas un but, une récompense, une retraite, mérités par les longs services rendus ².

Ce sont en effet les « pasteurs de second ordre » qui sont les vrais pasteurs des âmes. Ce sont eux qui, à quelques exceptions près, supportent tout le poids du ministère. Ils ont pour auxiliaires de nombreux vicaires ³ et quelques prêtres habitués et « matinaliers » ⁴ dans les centres importants.

Il n'est pas possible dans l'état actuel des renseignements de donner des chiffres précis, mais il ne paraît pas exagéré d'évaluer à 900 ⁵ au moins les membres du clergé séculier. En y ajoutant les

1. En 1788, au début de la séance du 19 juin, des Etats du Vivarais, le baron de Fages Vismale présente un mémoire sur l'établissement d'un chapitre noble en Vivarais. Arch. Ardèche C 14.

2. Cahiers de doléances du clergé d'Annonay et de Villeneuve-de-Berg. Arch. Ard. B 142 et B 145 cf) encore Soulavie. Doléances des curés de Languedoc 15 p. s. l. n. d. Collection Rousset. Bibliothèque d'Annonay.

3. Les paysans réclament souvent un vicaire pour avoir deux messes. Cf) pétition de St-Jeure le 1^{er} mai 1792 demandant le rattachement à sa paroisse de Royol et des hameaux voisins afin d'avoir un vicaire. Arch. Ardèche L 798. Souvent aussi, un vicaire dessert une chapelle isolée ou éloignée de l'église paroissiale.

4. On en trouve à Villeneuve-de-Berg, à St Privat, à St-Félicien, etc....

5. Les curés, vicaires et desservants des diverses chapelles avec les prêtres habitués, aumôniers de diverses communautés, professeurs, devaient atteindre, sinon dépasser, le chiffre de 700. Les chanoines, dignitaires divers, prêtres retirés ou sans emploi, près de 200. Au milieu du XVIII^e siècle, le diocèse de Viviers à lui seul avait 550 prêtres dans le ministère. cf) collection Languedoc. Bénédictins T. 51.

représentants du clergé régulier, ce serait donc un total d'un millier de prêtres et peut-être davantage pour le Vivarais, soit un chiffre presque double du clergé actuel.

La condition matérielle de ce clergé, issu du peuple, est loin d'être brillante. Les prêtres habitués, au dernier degré de la hiérarchie, forment le véritable prolétariat de la cléricature sans aucun avenir devant eux. Il leur est alloué quelques fondations minimales, des prestations en nature, un peu de casuel et les honoraires de messes dont le taux varie de 5 à 10 sols.

Les vicaires, plus favorisés, peuvent aspirer à une cure et leur traitement vient d'être porté à 500 livres par le décret de 1786.¹

Les curés à portion congrue doivent recevoir 700 livres, mais, pas plus que les vicaires, ils ne sont sûrs d'être payés intégralement. Souvent le décimateur ne fait qu'une partie du traitement et laisse à la communauté le soin et la charge de le compléter². Si encore le clergé pouvait disposer dans son intégralité de ces maigres ressources, mais il doit en distraire une part pour les impôts, la taille,³ le don gratuit, la capitation sans parler de son budget de charité pour les pauvres et les déshérités de sa paroisse.

En somme, les congruistes n'ont que le strict nécessaire et la plupart doivent compter sur le revenu du clos, de la terre, ou au moins du petit jardin qui est généralement annexé au presbytère. Quant au casuel, s'il est productif dans les villes, il se réduit à bien peu de chose dans les campagnes. Malheureusement pour le curé, sa pauvreté ne lui permet pas d'en faire l'abandon. Il se voit forcé d'exiger avec ténacité ses moindres droits.⁴ De là, des conflits pénibles, parfois des procès⁵ avec les paysans qui, peu fortunés eux aussi, avarés et rapaces, ne se résignent pas facilement à ouvrir leur bourse.

Souvent le presbytère, l'église et la sacristie mal entretenus menacent ruine. Les ornements convenables manquent pour la di-

1. Et cependant le bail du 1^{er} Janvier 1787 ne prévoit que 500 l. de congrue au curé de St Victor et 250 l. au vicaire. Le fermier doit assurer l'entretien de l'église. Arch. Ardèche L 743.

2. Cf) protestations de Largentièrre, cf) Mazon, Revue du Vivarais 15-3-1903.

3. Curé ordinairement taxé à 30 l. même à 60 livres ; les vicaires de 10 à 30 livres ; cf) Cahiers du clergé de la sénéchaussée du Puy. Arch. nat. B III 125.

4. La plupart des cahiers des paroisses demandent la suppression du casuel. Arch. Ardèche B 142 et B 143.

5. Cf) Les difficultés du curé de Dompnac avec ses paroissiens. Arch. Ardèche L. 119 et 120.

gnité du culte. Le décimateur refuse d'y pourvoir, la communauté ne veut pas s'en charger ; le curé, trop pauvre pour y remédier, souffre de ce dénûment et s'aigrit peu à peu. Aussi, de plus en plus, prête-t-il une oreille complaisante à ces idées nouvelles qu'il comprend mal, mais qui l'attirent en préconisant une justice plus égale, une répartition plus équitable des avantages sociaux. Très vite, il en deviendra un adepte fervent et intéressé. Et on comprend que la Constitution civile par l'offre d'un traitement avantageux soit une terrible tentation pour ce clergé misérable.

C'est à cette situation précaire et difficile qu'il faut en grande partie imputer les insuffisances et les lacunes de sa culture intellectuelle. Il a reçu dans les séminaires une solide formation scolaire et dogmatique et il vit presque exclusivement sur ces réserves. Le manque de livres, les soucis de la vie matérielle comme aussi les labeurs du ministère lui enlèvent la possibilité et même le désir et la volonté de développer ses connaissances.

Il y a cependant d'honorables exceptions. Les Malosse, les Soulavie, les Roux, les Denant ¹, sont fort instruits et se tiennent au courant de toutes les productions nouvelles, littéraires ou scientifiques. Ce sont d'ailleurs presque les seuls qui avec le haut clergé aient suivi les polémiques ardentes au XVIII^e siècle. Et c'est surtout dans ce milieu cultivé que le gallicanisme et le jansénisme ont fait des adeptes. Si le bas clergé a subi le contre-coup de ces discussions, c'est presque à son insu. Pour lui, le Gallicanisme consiste bien plutôt dans une ignorance de Rome que dans une méconnaissance doctrinale. Mais cette ignorance même ne sera pas sans influencer sur son attitude au cours de la Révolution. Elle expliquera en partie que les brefs du Souverain Pontife condamnant la Constitution civile passent inaperçus du plus grand nombre ou du moins ne produisent sur eux qu'une faible et fugitive impression. Quant au Jansénisme, s'il s'est insinué dans le clergé, c'est moins comme doctrine que comme tournure d'esprit. Ce sont les plus belles âmes, en effet, les plus sévères pour elles-mêmes qui inclinent vers ce rigorisme pratique la conduite de leur vie.

Ce clergé est surtout très charitable et très dévoué, toujours prêt à venir en aide à l'indigence et au malheur. Jamais le pauvre

1. Malosse est le conseiller d'Antraigues ; Denant, curé de Largentière, avait une importante collection minéralogique de la région. Revue du Vivarais du 15 9 1903. Mazon.

ne frappe inutilement à sa porte ¹. Dans les villes, chanoines et curés multiplient les fondations scolaires ou hospitalières. Dans les campagnes, le curé est le conseiller écouté de ses paroissiens et souvent l'arbitre de leurs différends.

Seule, cette influence profonde du clergé sur les fidèles peut, avec l'ardeur de leur foi, expliquer l'évolution des esprits et la réaction de l'âme populaire devant les formes religieuses nouvelles que la Révolution essaiera d'imposer au pays.

Nous avons moins de renseignements sur la noblesse. A la différence du clergé, cet ordre ne possède ni cadres territoriaux, ni véritable hiérarchie. C'est une masse inorganique où se meuvent, sans aucun lien de solidarité, des groupes très variés.

Les qualités morales aussi bien que la culture intellectuelle et la fortune sont fort inégalement réparties. Quelques-uns sont très instruits et d'esprit très ouvert, d'autres fort ignorants et très bornés. A côté de vieilles familles très saines qui ont conservé jalousement, quoique avec un peu d'étroitesse, les meilleures traditions de leurs ancêtres, l'esprit libertin et le scepticisme se sont développés, surtout parmi ceux qui ont fait de longs séjours à l'armée. De leurs pérégrinations et aventures diverses, ils ont rapporté un esprit voltairien et des mœurs très libres qui scandalisent un peu le clergé, offusquent les paysans et inquiètent leurs familles.

Il est difficile d'établir des distinctions nettes entre les 150 à 200 ² familles nobles du pays. Leur condition matérielle varie à l'infini : depuis le puissant baron de Tour, possesseur d'une immense fortune, jusqu'au modeste hobereau, au manoir branlant, on passe par tous les intermédiaires. La plus large aisance voisine avec la plus humble médiocrité et parfois la plus noire misère.

A défaut de la haute noblesse de cour, les grandes familles établies depuis un temps immémorial dans le pays sont nombreuses : les Vogüé, les la Tourrette, les Brison, les Balazuc, les Pampebonne, les Joviac et les divers barons de Tour en sont les principaux représentants. La plupart ont suivi la carrière des armes et sont parvenus à des grades élevés. La Tourrette est colonel, du

1. Les cahiers des paroisses demandent une augmentation des congrues afin que le curé puisse plus facilement venir en aide aux malheureux. Arch. Ardèche B 142 et 143.

2. cf) Listes de la noblesse de la sénéchaussée d'Annonay et Villeneuve-de-Berg et assignations données. Von der Haeghen, dans son mémoire sur les recherches de la noblesse en Vivarais au XVII^e siècle ne trouve que 149 familles nobles.
cf) Revue du Dauphiné et Vivarais 1908-1909, p. 121.

Roure et Voguë sont maréchaux de camp. Leurs cadets occupent les riches abbayes, les canonicats bien rentés ou même postulent et obtiennent des évêchés.

Quelques-uns sont fixés à demeure dans le Vivarais, la plupart passent une partie de l'année à Versailles et à Paris, mais reviennent tous les ans pour quelques mois dans leurs magnifiques résidences de campagne. Le retour des Brison à Largentière, des Voguë à Aubenas, est le signal de fêtes et de réjouissances qui sont un évènement attendu et une source de profit pour le pays. Ce sont de grands seigneurs, souverains au petit pied, pleins d'ailleurs de grâce, de bonhomie et de laisser aller. Aussi généreux que riches, ils ont rendu de grands services, embelli les villes de leur résidence, fondé des hôpitaux, bâti des églises, soutenu des collèges et ils continuent à faire de larges et abondantes aumônes ¹. Ils sont connus en haut lieu, bien en cour et toujours prêts à mettre leur crédit au service de la petite patrie ². Aussi ont-ils gardé un grand prestige et une grosse autorité et, comme ils évitent le contact journalier, ils ne suscitent guère de jalousie, ni d'antipathie, au moins dans la classe populaire.

La grande majorité se rattache à la petite noblesse terrienne, bien déchue de son ancienne splendeur. L'entretien de leurs châteaux délabrés, la nécessité de doter les filles, de caser les cadets, ont épuisé leurs ressources et, à la fin du XVIII^e siècle, beaucoup sont aux prises avec des difficultés matérielles inextricables ³. Le préjugé qui les empêche de se livrer au négoce et à l'industrie achève de les ruiner. Seule, la carrière des armes leur reste ouverte, mais leur peu de considération, leur manque de prestige, la bassesse de leur rang, les condamne à végéter dans les grades subalternes de cornette, de lieutenant ou parfois de capitaine, et ils se retirent avec une maigre pension militaire qui leur permet difficilement de mener la vie de gentilhomme campagnard.

C'est cette vie étiolée et terre à terre qui explique leur jalousie et leur hostilité tenace contre la noblesse qui jouit de la fortune et

1. Delichères reprochera à la comtesse de Voguë d'entretenir sa popularité par ses largesses. Manuscrit de Delichères p. 87. Arch. Ard., Fonds Mazon F 44.

2. C'est à leur crédit qu'on a eu recours pour obtenir l'établissement des deux sénéchaussées d'Annonay et de Villeneuve-de-Berg.

3. Beaucoup en sont réduits à cultiver eux-mêmes leurs propriétés pour faire subsister leur famille en général très nombreuse. cf) Manuscrit d'Almeyras, cité par Mazon Chr. 19. Nicolas de Reboul a 18 enfants ; François de Glo de Besses 14 ; de Monteils Corsas 12. cf) Revue du Dauphiné et Vivarais 1908-1909 p. 120

des honneurs ¹. On sent la rancune du parent pauvre qui ne pardonne pas aux privilégiés d'accaparer les hauts grades et de se réserver les faveurs et les pensions de la Cour. On comprend dès lors que cette noblesse à moitié indigente, par dépit d'abord, par intérêt ensuite, écoute, avec une sympathie non exempte cependant d'une certaine inquiétude, les attaques violentes et les diatribes enflammées d'un d'Antraigues contre les vices et les injustices du régime.

A cette noblesse de vieille extraction s'ajoute sans toutefois se confondre encore avec elle une autre noblesse plus jeune, plus active et plus cultivée. C'est la noblesse de robe qui ménage la transition avec la bourgeoisie dont elle est issue. Elle peuple les sénéchaussées, les parlements, les offices royaux et elle accapare déjà une grande partie des biens nobles. Et l'exemple est suivi. C'est l'ambition de tout bourgeois à la fin de l'ancien régime de s'élever au dessus de sa condition sociale par l'occupation des charges qui confèrent la noblesse.

Ces divers groupes de nobles et d'anoblis longtemps juxtaposés et même hostiles semblent se rapprocher à la veille de la Révolution. La noblesse terrienne se laisse de plus en plus pénétrer par la noblesse de robe qui lui infuse un sang nouveau. Les mariages entre nobles, anoblis et bourgeois sont fréquents en Vivarais. ² Ils flattent l'orgueil des uns et redorent le blason des autres et ainsi peu à peu s'estompent les frontières qui séparent la haute bourgeoisie de la noblesse.

En 1789, il est déjà bien difficile de faire le départ entre la noblesse authentique et la noblesse usurpée. Malgré les réclamations du tiers ³ hostile aux transfuges de son ordre qui cherchent à en esquiver les charges et les obligations ; malgré les protestations de quelques vieux nobles intransigeants, pleins de dédain ⁴ pour ces anoblis de fraîche date, aucune enquête, aucune recherche de faux nobles n'aboutit durant le XVIII^e siècle. La demande faite à l'assemblée de la noblesse de Villeneuve-de-Berg sera prudemment écartée par la majorité. Elle menaçait trop de situations acquises et risquait de jeter le discrédit sur un ordre déjà si discuté.

1. Cahier de la noblesse de Villeneuve-de-Berg, arch. nat. BIII 163.

2. Cf) Revue du Vivarais 15-10 1895. Benoît. Notice sur Rochessauve et Rocles. Revue du Vivarais 15-11 1911.

3. Cf) Cahiers du tiers-état de Villeneuve-de-Berg arch. Ardèche B 142 et de la noblesse arch. nat. B III 163.

4. Lettre de Lagorge pour régler les rangs à l'assemblée de la noblesse. Arch. nat. Ba 85.

5. Cf) Manuscrit de St-Arcons. Arch. Ardèche. Fonds Mazon Chr. 12. *

Il n'y a pas davantage d'union ni de solidarité entre les divers éléments du tiers. Les paysans et ouvriers constituent une classe inférieure et misérable à côté de la haute bourgeoisie industrielle et commerçante dont les ambitions et les visées sont à la mesure de sa fortune et de son talent.

C'est surtout dans les centres comme Annonay, Tournon, Aubenas, Viviers et Bourg-St-Andéol qu'on rencontre les membres les plus actifs de cette bourgeoisie. Il y a là de vieilles familles aux traditions d'ordre et de travail et d'une grande dignité de vie. Les enfants reçoivent une éducation solide dans les divers collèges du pays¹ et vont compléter leur formation intellectuelle à Montpellier, Lyon, Toulouse et Paris. Il s'est formé ainsi une élite de savants, de lettrés et d'inventeurs dont les principaux représentants sont les naturalistes Faujas de St-Fonds et Dalmas, les astronomes Flaugergue, les frères Montgolfier, les Boissy d'Anglas, les Soulavie qui peuplent les académies et les sociétés savantes.

Mais, en général, c'est moins du côté de la science désintéressée que du côté du commerce et de l'industrie qu'ils dirigent leur activité. Ce sont eux qui ont fait la prospérité des villes d'Annonay et d'Aubenas. Possesseurs de capitaux importants, audacieux et entreprenants, ils ne craignent pas d'aller chercher au loin de nouveaux débouchés à leur commerce comme aussi des procédés spéciaux pour le perfectionnement de leur industrie. Ils ont le goût des voyages, des risques et des aventures².

Leur fortune et le désir d'asseoir leur influence les portent à devenir une puissance terrienne. Aussi profitent-ils des difficultés pécuniaires de la noblesse pour acquérir peu à peu ses terres et ses châteaux. Malgré les impôts très lourds qui grèvent la propriété, elle leur donne la considération et l'autorité qu'ils recherchent. Leur situation prépondérante leur permet déjà de jouer un rôle important dans l'administration du pays. Ils sont juges royaux, baillis, procureurs, consuls, échevins, maires de leur ville, délégués aux Etats particuliers ou aux Etats Généraux de Languedoc. Leurs cadets accaparent les chapitres d'Annonay, de Tournon, de Viviers et la plupart des titulaires des cures et des bénéfices bien rentés sortent de leurs rangs.

1. Cf) Mémoire de 1780 ^{fo} 21-22. Les principaux collèges du pays étaient placés à Annonay, Bourg-St-Andéol, Joyeuse, Aubenas et Tournon. Deux séminaires : l'un à Viviers, l'autre à Bourg-St-Andéol assuraient la formation du clergé.

2. Les Monneron vont faire fortune dans l'Inde. Les Montgolfier vont recruter des ouvriers qualifiés jusqu'en Hollande.

Tous ces avantages sont une raison de plus de s'indigner contre les privilèges dont ils ne profitent pas. Peu révolutionnaires au fond, ils sont surtout sensibles aux petits froissements d'amour-propre. Ils sont humiliés de se voir exclus des fonctions, charges et dignités qui exigent un certain nombre de quartiers de noblesse. Aussi seront-ils à la tête du mouvement libéral et réformateur aussi longtemps que leur intérêt personnel ne sera pas menacé par les idées d'égalité, mais déjà la suppression des droits féodaux sera aussi sensible à la haute bourgeoisie qu'à la noblesse ¹. Leur conservatisme un peu étroit et borné les arrêtera bientôt. Ils se contenteront, avec beaucoup d'habileté d'ailleurs, de jouer un rôle modérateur, sans toutefois trop se compromettre, et céderont la place à la petite bourgeoisie moins riche, moins instruite, mais non moins ambitieuse.

En attendant, elle a envahi les diverses professions libérales : avocats, médecins, notaires, juges seigneuriaux et praticiens multiples. Elle ne dédaigne même pas les profits des fermiers et sous-fermiers de la dime ou des collecteurs d'impôts. Peu scrupuleuse sur le choix des moyens ², elle veut avant tout s'élever et s'enrichir. Très infatuée de sa science assez courte, elle a grande confiance dans son talent et son savoir-faire et elle est aigrie et mortifiée de végéter dans des postes inférieurs.

Les uns et les autres, à des degrés divers, se font à la veille de la Révolution les propagateurs des idées nouvelles. Tous sont de grands lecteurs de l'Encyclopédie et de Rousseau. La plupart ont subi l'influence de la franc-maçonnerie. Les loges d'Annonay, de Tournon et du bas-Vivaraïs ont recruté de nombreux affiliés dans leurs rangs. Et si l'on en croit Picansel, ³ ce serait la franc-maçonnerie qui, sans avoir un caractère antireligieux bien marqué, serait cependant responsable de la décadence de l'idée religieuse dans une partie de la bourgeoisie. Cette décadence devient chaque jour plus sensible dans les villes et principaux centres du pays. Le devoir dominical et surtout le devoir pascal sont assez fréquemment

1. Cf) leur opposition à la faculté de rachat des droits féodaux à l'assemblée du Tiers-Etat d'Annonay ; arch. Ardèche B 145. Protestation de Delholme contre le rachat obligatoire de certains droits féodaux. Cf) lettres de St-Martin à Th. Chomel du 1 et 22 avril 1791. Le représentant St-Martin. Sa correspondance avec Chomel. Privas 1906 in-8-56 p Fonds Vivarois n° 1470.

2. Ce sont les exagérations des praticiens qui provoquent le soulèvement des masques armés. Arch. Ardèche C 1084.

3. Annales d'Annonay par Léorat Picansel, Manuscrit, bibliothèque d'Annonay.

négligés. Et même si la bourgeoisie fait encore les gestes religieux, la foi est de plus en plus languissante et le scepticisme pratique se développe au contact de la littérature du XVIII^e siècle.

La seule classe qui ne profite d'aucun privilège est la grande masse laborieuse et pauvre des artisans et paysans. L'élément ouvrier qui ne comptait guère un siècle auparavant s'est développé rapidement avec la grande extension qu'a prise l'industrie au cours du XVIII^e siècle. A Annonay, la mégisserie, la tannerie et la papeterie occupent plus d'un millier de travailleurs. A Aubenas, les trois manufactures royales de soie, laine et coton, font vivre en 1780, dans la ville même ou les paroisses voisines, plus de 2.500 ouvriers et fileuses. Une centaine sont employés à la manufacture de draps et de teinture. Enfin, les fabriques diverses de Privas, Tournon, Bourg St Andéol, Viviers, Vals et Antraigues, fournissent encore un contingent notable. C'est en somme de 4 à 5.000 personnes dont la situation matérielle et le pain quotidien sont à la merci du chômage et de la maladie. Beaucoup de ces ouvriers d'ailleurs, au moins dans l'industrie textile, sont des femmes et des enfants « peu propres aux travaux de la campagne ». ¹

Les salaires qui n'ont guère progressé au cours du XVIII^e siècle sont souvent insuffisants, avec l'augmentation générale du prix de la vie², à assurer une honnête subsistance à l'ouvrier et à sa famille. Seules, quelques rares corporations comme les papetiers³ ont réussi à améliorer sensiblement leur situation. En général, la journée de travail varie de 10 à 20 sous pour les hommes et de 8 à 12 pour les fileuses et tourneuses, suivant leur habileté. Quant aux enfants, le patron s'estime généreux en leur octroyant de 5 à 6 sols. Les gages d'un moulinier atteignent 600 livres par an, mais à Aubenas, on ne compte pas plus de 5 ou 6 employés réputés qui arrivent à gagner de 30 à 40 sous par jour. Aussi, les salaires des ouvriers en soie ne dépassent-ils pas, en 1780, de 2 à 300.000 livres par an, alors que la valeur des soies filées et moulignées s'élève à plus d'un million et demi. ⁴ On voit combien faible était la proportion du prix de la main-d'œuvre dans l'estimation d'un produit.

1. Mémoire de 1780 f° 32 et 33.

2. cf) Le prix moyen des denrées en 1780. Mémoire de 1780 f° 25 et 26.

3. Les papetiers formaient une classe d'ouvriers privilégiés, très remuants et conscients de leur force. A plusieurs reprises, au XVIII^e siècle, ils suscitent de grosses difficultés à leurs patrons à Annonay et ailleurs.

cf) arch. Hérault C 2669, 2678 et 2680.

4. Mémoire de 1780 f° 30.

D'ailleurs, aucune protection de l'ouvrier ni pour la durée de la journée qui se prolonge parfois au delà de 15 heures, ni pour le travail trop pénible imposé à des enfants trop jeunes au détriment de leur santé et de leur développement physique. Aucune garantie non plus contre les accidents professionnels. Le malheureux qui vient à être blessé n'est plus qu'une épave vouée à la misère et qui ne peut compter que sur la charité publique.

Le sort des travailleurs des champs n'est guère plus enviable. Sans doute, on connaît assez la tendance du paysan à se plaindre à tout venant et à toujours pousser au noir le tableau de sa situation. L'habitude de crier famine et d'étaler sa misère, qu'il n'a pas encore perdue, est surtout de mode à la fin de l'ancien régime.¹ Il n'en est pas moins vrai cependant qu'avec un travail particulièrement dur, il arrive difficilement à résoudre le grave problème du pain quotidien.

Il n'est pas possible de préciser exactement la distribution de la terre en Vivarais à la veille de la Révolution. Mais, si une bonne part appartient à l'église, si la noblesse et la bourgeoisie y possèdent de vastes domaines, il semble bien cependant que la moyenne et la petite propriété détiennent la plus grande partie du sol.²

La majorité des cultivateurs sont des exploitants directs qui font valoir leur domaine avec l'aide de leur famille et parfois d'un ou deux domestiques et d'un berger. Le nombre des fermiers est assez élevé. C'est le régime ordinaire des biens ecclésiastiques et les tenanciers de ces grosses exploitations passent pour plus heureux et plus fortunés que les petits propriétaires. Le métayage est encore assez commun dans la propriété noble ou bourgeoise. Quoiqu'il paraisse plus avantageux au possesseur du sol qu'au métayer, le travailleur pauvre, mais actif et chargé de famille, le recherche volontiers.

Les journaliers qui n'ont que leurs bras seraient les plus misérables si le nombre n'en était très restreint. Celui qui n'a rien pré-

1. cf) Cahiers des paroisses. Arch. Ardèche B 142. « Un mémoire de 1788 trace ainsi le tableau de la situation des habitants du Vivarais. « Vivant pour la plupart dans les neiges et les frimas, manquant même de vêtements, confondus avec leurs troupeaux au fond des écuries, leur unique asile, vendant toutes leurs récoltes pour acquitter l'impôt... ». Arch. Ardèche B 141.

2. cf) collection de Languedoc. Bénédictins T. 148 Mémoire pour les Etats particuliers du Vivarais concernant l'administration de la justice dans ce pays. Toulouse, imprimerie Rayet 1778, in-4, 120 p. par Chomel. « Le sol est presque tout possédé par le peuple ». p. 3

fèrera toujours s'engager comme domestique de ferme en attendant de s'élever à la condition de métayer ou de petit fermier ; mais, le plus souvent, le journalier possède déjà quelque lopin de terre dont le revenu est insuffisant à assurer sa subsistance. Au moment des travaux, il va chercher un salaire d'appoint à la grosse exploitation voisine et, à la mauvaise saison, il se transforme en tisserand et ouvrier en laine. En 1794 et 1795, les districts accuseront 7 à 8.000 de ces ouvriers occasionnels, hommes ou femmes, et celui du Mézenc précisera que « la fabrication actuelle n'est pas le tiers d'il y a cinq ans. » ¹ Et c'est le produit de ce travail qui jalousement économisé doit aider ce journalier à réaliser son rêve le plus tendrement caressé : acquérir un coin de terre ou arrondir son petit domaine.

Le cultivateur a la passion de la terre. ² Au village on se dispute le moindre lot qui est à vendre et les mutations de propriétés sont fréquentes. Le nombre des propriétaires augmente avec la population. Mais le morcellement devient excessif et on comprend la convoitise du paysan devant ces immenses domaines de l'église ou de la haute noblesse qu'il voit mal travaillés, mal cultivés, parfois même en friches !

Cette terre, si avarement mesurée à chacun, est mise en valeur au prix d'un travail énorme et d'une ténacité quitient du prodige. ³ Ni la stérilité du sol, ni la rapidité des pentes, ni les dévastations des torrents n'arrêtent ni ne découragent le paysan. Il fait l'admiration de tous ceux qui l'ont vu « diviser le flanc des montagnes en échelons, les soutenir par des terrasses, élever murailles sur murailles, transporter à une hauteur considérable les pierres pour les construire, les terres pour les garnir, les fumiers pour les engraisser, » ⁴ mais sa pauvreté le prive des moyens de renouveler son outillage et de faire sur son champ les réformes qui en augmenteraient la valeur et en doubleraient le produit. Il ne lui vient d'ail-

1. Arch. nat. F 12 1345 A. Tableaux concernant la fabrication des étoffes de laine envoyés par les districts en Nivôse, an 3. Avant la Révolution, déclare encore le district du Mézenc, un fabricant « aurait fait faire plus aisément dix pièces qu'à présent une par la rareté des bras ou matière. »

2. Arch. Hérault C 2561. Etat des bureaux de visite du haut et bas Vivarais par Leblanc. 1778.

3. Arch. Hérault C 2837. Note du 15 mars 1781 du subdélégué Farconnet sur la culture des terres dans le haut Vivarais (cf) aussi arch. Hérault C 2839. Note du subdélégué de Viviers sur le bas Vivarais en 1784-1785.

4. Observations sur l'agriculture du département de l'Ardèche par Caffarelli préfet, 16 Germinal an IX. Privas, Guiremand in-8, 32 p. Fonds Vivarois N° 448.

leurs pas à l'idée qu'il soit possible de modifier ou de rajeunir ses procédés de culture. Il ne connaît que sa vieille charrue du moyen-âge, son « araire » qui égratigne la terre plutôt qu'il ne la retourne,

Aussi, avec un labeur considérable, n'obtient-il que de maigres résultats qui lui permettent difficilement de subsister en temps ordinaire. Une série de mauvaises récoltes qui, à la suite d'intempéries diverses, s'abattent sur lui à la veille de la Révolution, achèvent de rendre sa situation matérielle tout à fait critique. En 1788, la sécheresse avait brûlé sur pied les récoltes. Dans la montagne, les blés et les fourrages avaient été presque complètement anéantis. Dans les plaines et les vallées, les inondations de l'automne avaient tout ravagé. Pour mettre le comble à la détresse, l'hiver 1788-1789 fut le plus rigoureux qui eût sévi depuis 1709. Des forêts entières de châtaigniers périrent. Dans le midi, la vigne et l'olivier furent particulièrement éprouvés ².

Toutes ces difficultés éclairent bien des traits du caractère du paysan. Elles expliquent son àpreté au gain et les longues brouilles entre voisins et parents au sujet de litiges parfois de minime importance. Quand il se croit victime d'une injustice, il ne pardonne pas facilement. Les rixes sont fréquentes et les animosités entre familles et localités, dont les motifs se perdent dans la nuit des temps, passent de générations en générations, comme des traditions pieusement reçues et jalousement transmises. En avril 1790, les habitants de Bozas refuseront, lors des assemblées primaires, d'aller voter à Arlebosc, ³ à cause des vieilles rancunes de village. Aux Nonnières et à St Prix, on se battait chaque fête et chaque dimanche ⁴. Et si parfois des accidents regrettables se produisaient, ce qui n'était point rare, le coupable, pour éviter des explications inquiétantes avec la police, disparaissait, gagnait les bois et allait grossir les bandes de brigands ou de contrebandiers si nombreux dans le pays.

En retour, ce paysan est généralement honnête, frugal, économe, pitoyable aux malheureux et volontiers hospitalier. C'est sur-

1. cf) manuscrit de Delichères p. 6. Cahiers de doléances des paroisses. Arch. Ardèche B 142 cf) nombreuses allusions dans divers mémoires de 1791 et 1792.) Arch. nat. Dv1 21 et Dv1 58.

2. procès-verbal de vérification des dommages de l'année 1789. Pertes pour le diocèse de Viviers évaluées à 1.707.402 livres, Arch. de l'Hérault C 2873. cf aussi C 2874 perte des oliviers par suite de la rigueur de l'hiver 1788-1789.

3. cf) lettre de Montgolfier du 15 avril 1790. arch. nat. F1011 Ardèche 1.

4. arch. Ardèche C 1512.

tout un traditionnaliste un peu borné qui a horreur de toute innovation. Il répète machinalement les mêmes gestes que ses ancêtres. Tout ce qui ne rentre pas dans le cadre ordinaire de sa vie l'inquiète et l'irrite comme une menace pour sa tranquillité ou une incursion intempestive dans ses affaires. C'est cette crainte instinctive, qui provoque une défiance presque morbide de l'étranger, qu'on retrouvera si souvent au cours de la Révolution.

La force de la tradition et l'empreinte du passé éclatent plus nettement encore dans l'expression de ses sentiments religieux. Les divisions entre catholiques et protestants, si sanglantes au XVI^e et XVII^e siècle, sont assoupies, elles ne sont pas oubliées ; le feu couve encore sous la cendre. Les deux confessions vivent extérieurement en bonne harmonie ; on constate même quelques mariages mixtes, mais, en général, catholiques et protestants ont peu de rapports entre eux. S'il y a juxtaposition, il n'y a pas eu compénétration réelle.

D'ailleurs, la présence ou la proximité des protestants a pour effet de maintenir plus ardente la foi catholique. Il semble qu'en face de la négation, l'affirmation stimulée se dresse plus résolue et plus intransigeante. C'est ce qui explique la multiplicité de ces confréries du St Sacrement établies dans un grand nombre de paroisses au XVII^e siècle et qui, à la fin de l'ancien régime, groupent encore un noyau très compact de fidèles, aussi bien dans les villes que dans les campagnes ¹. Elles ont leurs chapelles spéciales et c'est dans leur vieux costume si pittoresque que les confrères tiennent à participer à toutes les manifestations religieuses. Jusqu'au plus fort de la Terreur, on les verra se réunir encore dans la montagne et même dans des centres importants comme Aubenas ².

Même une moralité plus ou moins entamée, des mœurs assez libres s'allient à une pratique religieuse régulière. Le paysan du Vivarais tient à sa religion comme au legs le plus précieux de ses ancêtres et il ne permettra pas facilement qu'on touche à ses prêtres. Le dimanche est pour lui comme une oasis de fraîcheur et de repos après le dur labeur de la semaine. C'est le seul jour où le campagnard revienne au village, retrouve ses amis, reprenne contact avec la civilisation et le monde extérieur. Si parfois il en profite pour

1. Revue du Vivarais 15-9-1911.

2. Correspondance du comité de surveillance. Lettres du 8 et 16 Pluviôse, an 2. Arch. Ardèche L. 1077. cf) aussi lettre d'Enjolras à Gleizal le 16 Fructidor an 2. Fonds Mazon. Ch. 21.

faire de trop longues stations au cabaret, du moins, cette rupture de la monotonie et du terre à terre de son existence quotidienne, en mettant un peu de variété et d'idéal dans sa vie, l'empêche de s'abrutir dans le matérialisme pratique.

Mais si la foi religieuse du paysan reste intacte, sa culture intellectuelle est presque aussi rudimentaire qu'au moyen-âge. Le paysan ne comprend pas l'importance et le prix de l'instruction. Ses aspirations ne vont pas au-delà des nécessités matérielles. Ce n'est pourtant pas que les moyens de s'instruire lui fassent défaut. Quoiqu'il soit bien difficile d'établir des statistiques précises, il est certain qu'un grand nombre de communautés du Vivarais, même de très petites localités, étaient pourvues d'écoles à la fin du XVIII^e siècle ¹.

Les écoles de filles étaient presque entièrement entre les mains des congrégations de femmes et l'administration se repose sur elles du soin de les organiser et les diriger. Les écoles de garçons plus nombreuses encore sont le plus souvent en tout ou en partie à la charge de la paroisse. Les « régents des petites écoles » profitent parfois d'une maigre fondation ou bénéficient d'une subvention payée par le fermier des dimes, mais en général, c'est la communauté qui assure ou parfait leurs gages. Dans les états des dépenses locales de 1790 et dans les années antérieures, il est bien rare qu'on ne trouve pas un article pour le maître d'école. Le traitement toutefois est bien misérable, il varie en général de 50 à 100 livres par an, ² mais l'usage autorise une rétribution scolaire de 5 à 10 sous par mois de la part des parents dont les enfants fréquentent l'école.

Le recrutement des maîtres se fait au hasard des évènements. ³ Souvent, le « précepteur de l'enfance » sait à peine lire et écrire. Parfois, c'est un ancien soldat qui, son congé terminé, plutôt que de reprendre le rude labeur des champs, préfère s'improviser instituteur. Il lui arrive aussi d'exercer un autre métier et de ne consacrer à l'enseignement que ses heures de loisir.

La fréquentation de ces écoles n'est guère assidue. Dans les vil-

1. Arch. nat. F 20 161. Un mémoire de l'an 13 prétend qu'avant 1789, chaque commune du Vivarais avait son école primaire.

2. Cf) arch. Ardèche C 1527 à 1537. Nombreux renseignements sur les précepteurs des petites écoles et leur traitement. Dans le rôle des impositions de Macheville en 1771-1779, 1780, dépensé de 60 livres pour les gages du « précepteur de la jeunesse. » Cf) Roche. Lamastre et ses environs p. 64. Privas 1905 in-8.

3. On ne trouve trace de frères des écoles chrétiennes qu'à Privas, aux Vans et à Vernon.

les cependant, on y prête une attention plus éveillée. Petits bourgeois, artisans et même ouvriers se préoccupent d'y envoyer leurs enfants et les officiers municipaux exercent parfois un droit de contrôle assez strict. Mais, dès que l'ouvrier ou l'artisan peut tirer parti de l'activité de ses enfants, l'école devient un accessoire de luxe réservé à la classe aisée et, trop souvent, l'instruction s'arrête au moment où elle commencerait à donner des fruits.

La négligence, l'insouciance et surtout l'intérêt mal compris des parents sont plus frappants encore dans les campagnes. Si le paysan consent à envoyer ses enfants auprès du régent, ce sera seulement l'hiver, à la mauvaise saison, quand chôme le travail des champs. Et encore la pluie, la neige, le froid, les difficultés des chemins seront toujours de bonnes excuses pour les retenir à la maison. En été, dès qu'ils peuvent se rendre utiles à la ferme, ils travaillent aux champs avec le père, guident l'attelage ou paissent le bétail. L'école est alors réduite à la fréquentation des rares fils d'artisans qui ne trouvent pas avantage à employer autrement leurs enfants.

Les résultats d'une organisation aussi rudimentaire ne sauraient être bien merveilleux.¹ A part de très rares exceptions, on ne trouve d'instruction solide que dans les classes privilégiées et dans la bourgeoisie et, à égalité de condition, la femme est moins instruite que l'homme. Il suffit de parcourir les registres des notaires pour se rendre compte que la proportion des femmes qui ne peuvent signer leur contrat de mariage parce que « illitrées » est bien supérieure à celle de leurs conjoints.²

Grâce aux procès-verbaux des élections du premier degré en 1789 et des cahiers des paroisses, on remarque que, d'une manière générale, un peu plus d'un tiers des électeurs qui assistent aux assemblées primaires signent le procès-verbal ou le cahier de doléances³. Outre que ces signatures n'indiquent pas un savoir bien développé, on ne saurait même pas en conclure que le tiers de la population mâle a reçu les premiers éléments de l'instruction, car tout le monde

1. Et cependant en 1773, le subdélégué de Montpellier attribue le dépeuplement des campagnes au développement de l'instruction et se plaint que maîtres et maîtresses d'école ne servent qu'à faire des déclassés. Arch. Hérault C 2833 et 2834.

2. De même pendant la terreur, les pétitions écrites par les femmes dénotent une instruction beaucoup plus rudimentaire que celle de leurs frères ou maris, cf) arch. Ardèche L 1088 et E 1098.

3. Ainsi à St-André de Cruzières 63 présents et 23 signatures ; à Gravières 90 présents et 55 signatures ; à Naves 31 et 20 ; à Aizac 43 et 16 ; à Asperjoc 46 et 9, à St-Alban-d'Ay 59 et 22 ; arch. Ardèche B 142 et 143 bis.

n'assiste pas à l'assemblée. Il n'est question que de « la partie la plus saine de la population », c'est-à-dire les propriétaires et les artisans. Les ouvriers et journaliers en sont exclus et c'est justement dans ces dernières classes qu'on compte, semble-t-il, le plus grand nombre d'illettrés ¹. Les députés du premier degré ne sont même pas tous capables d'écrire leur bulletin de vote, puisque à la réunion d'Annonay, le 20 mars 1789 ², on dut prévoir un règlement spécial pour leur permettre de voter. Les renseignements tirés des procès-verbaux des Sociétés populaires et des Comités de surveillance confirment ces données ³. Dans toutes les paroisses, même les plus petites, il y a un petit noyau de paysans ou artisans, sachant lire et écrire, parmi lesquels se recrutent les officiers municipaux.

En somme, on ne serait probablement pas très éloigné de la vérité en affirmant que dans l'ensemble du Vivarais, un peu plus d'un quart des hommes faits ont fréquenté l'école primaire. La proportion semble un peu plus forte parmi les jeunes, ce qui indiquerait un progrès, un relèvement du niveau intellectuel dans les années qui ont précédé la Révolution. Mais si l'instruction reste bien arriérée, elle est toujours en rapport étroit avec la condition matérielle de la population et avec les facilités qui lui sont offertes. Les habitants des bourgs et villages à proximité de l'école en profitent plus que les paysans perdus au fond des campagnes, le propriétaire aisé plus que l'ouvrier ou le journalier.

Le paysan reste donc un paria aussi bien au point de vue intellectuel qu'au point de vue matériel. Des réformes s'imposaient, mais ce n'était pas le peuple qui pouvait en prendre l'initiative. Si, depuis quelques années, il a une conscience plus nette de son infériorité et en souffre davantage, il n'ose pas encore manifester ouvertement son mécontentement ; mais il est prêt à applaudir dans la bouche d'autrui toutes les revendications dont il sent la nécessité et à s'y associer. Ce sont, en effet, les privilégiés qui les premiers élèvent la voix, non pas la haute noblesse, ni le haut clergé, trop loin du peuple et souvent indifférents à son sort, mais la moyenne noblesse et la bourgeoisie éclairée et instruite, pénétrées des idées de

1. Il est vrai qu'en retour, il a dû y avoir des paysans qui pouvant signer ont négligé de le faire. On connaît assez la répulsion du paysan à donner une signature.

2. Arch. Ardèche B 145.

3. Dans les petites communes, on trouve ordinairement 2 ou 3, quelquefois 4 membres sur 12 du Comité de surveillance qui se déclarent « illittrés ».

liberté et d'égalité qu'a mises à la mode la guerre d'Amérique. Leur désintéressement d'ailleurs est sujet à caution. Elles songent à leur propre intérêt beaucoup plus qu'à celui des classes rurales, en colportant sous le manteau les lettres enflammées de d'Antraigues et les attaques violentes du Parlement contre la Cour et le ministère. Mais ces libelles commentés par la petite bourgeoisie atteignent le bas-clergé qui en porte l'écho jusque dans les chaumières.

Peu à peu, une opinion publique se forme et des éléments de plus en plus nombreux s'intéressent à la gestion des affaires. C'est pour satisfaire cette curiosité et ce désir de contrôle que les Etats du Vivarais décident, en 1781, de faire imprimer le procès-verbal de leurs délibérations ¹. L'opposition contre le rôle prépondérant de la noblesse et l'omnipotence des privilégiés s'accroît, et des velléités d'indépendance descendent jusque dans les classes populaires. En 1788, les habitants de la Blachère, aussi bien paysans que bourgeois, n'hésitent pas à élever une protestation unanime contre les lettres patentes du roi qui changeaient le nom de la Blachère en celui de St-Julien de la Saumès, sur la demande de M. de Chanaillès, marquis de la Saumès². A Aubenas, en 1783, la population, malgré l'opposition du Comte de Vogué, obtient un arrêt du parlement de Toulouse qui la maintient dans le droit d'élire ses consuls sans le concours du seigneur ³. En 1788, les Etats particuliers, sous la pression des campagnes, décident de prier les évêques de Viviers, Valence et Vienne de supprimer certaines fêtes du printemps et de l'été qui gênent les travaux et entravent la levée des récoltes ⁴.

Un autre témoignage très net de cet éveil des idées démocratiques nous vient de Largentière en 1787. Le conseil politique de cette ville était composé de six membres: trois de la noblesse, deux de la bourgeoisie et un du peuple. Le 14 avril 1787, ⁵ le troisième consul Bastide se plaint que la troisième classe, étant la plus nombreuse et ayant le moins de crédit, n'a plus aucun conseiller alors qu'elle devrait en avoir au moins autant que les deux autres. De plus, « pour prouver à quel point on méprise le peuple qu'il a l'honneur de représenter, il observe que le valet de ville n'a pas pris

1. Arch. Ardèche C 360.

2. cf) arch. Hérault C 909. Lettres de Lamoignon et de Barentin à ce sujet.

3. Requête du comte de Vogué pour obtenir la cassation de cet arrêt.

cf) Arch. Hérault C 953 ; cf) aussi la protestation des habitants de St-Remèze contre le comte de Rochemaure. Arch. Ardèche C 1536 4.

4. Arch. Ardèche C 7.

5. Arch. de Largentière BB 45.

« la peine de l'avertir lorsqu'il a fait sa tournée pour avertir les autres membres du conseil, et qu'il est venu lui dire de venir à l'hôtel de ville au moment seulement où l'assemblée y était déjà. »¹

Le procès-verbal déclare que l'assemblée a trouvé l'exposé du sieur Bastide ridicule, mais on nomme néanmoins un conseiller politique pour le « troisième état ». Appuyé par une pétition revêtue de 116 signatures, Bastide continue sa campagne contre la noblesse en dénonçant les abus de l'ancien maire « du premier état ». N'ayant pas obtenu satisfaction, il revient à la charge le 6 novembre 1787. Il déclare « que le peuple se plaignait amèrement de ce que, « payant plus de la moitié des impositions, on lui faisait l'injustice « de ne prendre son avis que par la voix d'un seul conseiller ; que, « depuis qu'il est consul, les trois quarts des personnes de son état « se plaignaient sans cesse à lui et lui disaient qu'il devrait s'adresser à M^{gr} l'intendant pour qu'on leur donnât au moins autant de « conseillers que chacun des deux ordres en avait... » Il est si fatigué des reproches qu'il reçoit tous les jours à ce sujet que si on lui refuse satisfaction, il donnera sa démission et on sait bien qu'on ne trouvera personne qui veuille le remplacer. Il demande donc un deuxième conseiller pour « la troisième échelle ». Il réclame de plus la radiation des mots insultants insérés dans le procès-verbal du 14 avril 1787, portant que « l'assemblée a trouvé l'exposé du sieur Bastide ridicule... »... « et qu'on n'aurait pas écrit si on ne s'était « habitué depuis longtemps à mépriser le peuple contre toute justice et contre les intentions du roi qui veut qu'on ait des égards « surtout pour ceux de ses sujets qui paient le plus d'impositions. »²

Le conseil est très divisé. La bourgeoisie appuie la réclamation de Bastide. Le maire finit par donner sa démission ainsi que les trois conseillers nobles. Le conseil accepte la démission du maire, mais « la Communauté ne peut ni ne doit accepter la démission « combinée de MM. les conseillers du premier état et en conséquence ils seront toujours comptés parmi les conseillers politiques. » Mais, « considérant que c'est par un abus d'autorité que, « dans le siècle dernier, on a donné quelquefois au troisième consul un conseiller du premier état, » le Conseil donne raison à Bas-

1. Ibidem.

2. Arch. de Largentière BB 45.

tide et décide que désormais le troisième consul aura deux conseillers de son état. ¹

Ces revendications de la population de Largentière ne constituent pas un fait isolé. Un peu partout, mais surtout dans les petites villes, où le peuple plus cultivé a davantage le sentiment de sa force, il réclame un rôle en proportion de son importance et de ses charges, malgré l'opposition de la noblesse qui ne consent pas facilement à voir décroître son influence et son crédit.

Cet éveil des idées démocratiques est à la fois l'aboutissement d'un long travail de transformation qui s'est peu à peu opéré dans l'esprit populaire à la fin du XVIII^e siècle et surtout l'apprentissage du rôle qu'allaient jouer la bourgeoisie et le peuple au détriment de la noblesse au cours de la Révolution.

1. Arch. de Largentière BB 45 et BB 46.

CHAPITRE II

La Convocation des Etats-Généraux dans le Vivarais

1. L'opinion du Vivarais et les Etats-Généraux. L'influence de d'Antraigues et de Boissy d'Anglas.
2. L'assemblée des trois ordres à Annonay.
3. Les revendications locales et générales du Vivarais et la lutte contre ses adversaires.
4. L'assemblée des trois ordres à Privas. Les résultats.

L'annonce des Etats-Généraux marque pour le Vivarais un éveil progressif de l'opinion publique dans les différentes classes de la société. Stimulés par la crainte d'être privés de toute représentation, le clergé, la noblesse et le tiers-état se rapprochent, se groupent et s'organisent pour la défense de leurs intérêts communs et des revendications générales de la petite province.

I

L'arrêt du Conseil du 5 juillet 1788 ¹ avait passé presque inaperçu, mais le développement de l'enquête prescrite sur les réunions antérieures et l'apparition de nombreux mémoires ne tardent pas à attirer l'attention des esprits qui suivent de près les vicissitudes de la politique. Aussitôt une grave question se pose ; le Vivarais sera-t-il représenté aux Etats-Généraux ? Jouira-t-il comme les autres de l'avantage de faire entendre lui-même ses doléances particulières à l'assemblée des trois ordres de la nation ? Le précédent de 1614 légitime toutes les appréhensions. Aucun député de la région ne fut appelé aux derniers Etats. Et on connaît assez à la fin de l'ancien régime la force de la tradition et la tyrannie de l'usage ² qui fait loi. Quel que soit le mode de convocation, le pays redoute de voir ses droits méconnus et ses intérêts compromis.

1. L'arrêt du Conseil du 5 juillet sur la convocation des Etats-Généraux prescrivait une immense enquête sur les circonscriptions qui avaient servi aux dernières élections de 1614. Il fut complété par l'édit du 8 août 1788 qui fixait la date de la Convocation au 1^{er} mai 1789. Arch. Ard B 141 et C 1516.

2. Le parlement de Paris le 25 septembre 1788 avait exprimé le vœu que les Etats fussent « régulièrement convoqués et composés et ce suivant la forme observée en 1614. » Arch. nat. A D ¹ 8.

Si le roi invite les provinces à désigner des délégués, que pèseront en haut lieu les vieilles prétentions du Vivarais à l'autonomie ? N'est-il pas évident pour tous que, depuis le moyen-âge, il a été englobé bon gré, mal gré, dans le Languedoc ? Dès lors, n'est-il pas à craindre qu'il ne soit oublié encore une fois ou confondu et noyé dans la grande masse du Languedoc ? C'est d'ailleurs ce que réclament avec insistance les barons des Etats. Au nom de leurs antiques privilèges, ils revendiquent hautement le droit de choisir eux-mêmes tous les représentants des trois ordres à l'assemblée de la nation. ¹ Et même, si le Vivarais était appelé à l'honneur d'une députation particulière, il aurait encore à déjouer les intrigues de ses Etats Particuliers. Ces derniers ne songent-ils pas déjà à demander une réunion extraordinaire pour rédiger le cahier de doléances et nommer les députés ? ² Sans doute, cette décision serait moins humiliante et semblerait respecter les droits essentiels de la petite province ; elle n'est pas faite cependant pour satisfaire les aspirations de l'opinion publique qui veut avant tout une délégation librement élue et vraiment représentative des trois ordres.

Si la convocation a lieu par sénéchaussée, le pays n'est guère plus rassuré. Ses deux sénéchaussées dont il est si fier et qu'il a eu tant de peine à obtenir, sont de création bien récente. ³ Pendant plusieurs siècles, il a été compris dans le ressort de Beaucaire et de Nîmes, et cette dernière ville fait sonner bien haut le précédent de 1614 pour attirer à elle la députation du Vivarais. Elle agit éner-

1. Mémoire de Godescart de Lile publié par d'Antraigues à la suite de son 2^e mémoire. 3^e édition, p. 103 à 124. Mémoire des barons annuels des Etats-Généraux de Languedoc et des barons de Tour du Vivarais pour présenter les cahiers de doléances aux Etats-Généraux. Arch. Ard. C 273. Requête au roi et mémoire pour les Etats de Languedoc. B. N. L e 23 69.

2. 22 octobre 1788. Assemblée des commissaires du Vivarais à La Gorce, lettre de La Chadenède à Necker le 2 novembre. Mémoire de La Gorce du 14 novembre. Lettre de Rochemaure à Villedeuil le 30 novembre 1788. Arch. nat. B^a 85. Mémoire de M. de Rochemaure... au sujet des justes prétentions de MM. les barons de tour (du Vivarais) pour la députation des Etats Généraux. B. N. L K² 1811.

3. Sur la demande des Etats particuliers de Vivarais, un édit du roi de mai 1780 supprime les sièges royaux d'Annonay et de Villeneuve-de-Berg et les remplace à la date du 1^{er} janvier 1781 par une sénéchaussée royale établie à Villeneuve-de-Berg. Un autre édit du roi de février 1781 restreint la juridiction de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg au Bas-Vivarais et crée pour le Haut-Vivarais une autre sénéchaussée à Annonay. L'installation des deux sénéchaussées eut lieu les 4 et 18 juillet 1781. cf) arch. Ard. B 66.

4. Lettre de Chomel à Lachadenède 12 octobre 1788. Arch. Ard. B 141.

giquement à Paris et à Versailles pour être maintenue en possession d'un privilège qu'elle considère comme un droit hérité du passé. Et cette menace n'est que la préface d'un danger plus grave encore : Nîmes réclame déjà l'établissement dans son sein d'un présidial souverain qui étendrait sa juridiction sur toutes les régions jadis rattachées à Beaucaire. Ce serait la perte de l'autonomie judiciaire et la ruine des sénéchaussées de Villeneuve-de-Berg et d'Annonay.

L'inquiétude s'accroît avec la seconde assemblée des notables. Pas un seul membre des trois ordres du diocèse ¹ n'a été invité à cette réunion. Aussi le Vivarais est-il « justement alarmé... d'une omission qui peut lui faire craindre de voir ses droits méconnus. » ²

C'est alors que sous l'influence et l'action énergique de quelques citoyens clairvoyants et audacieux, un sursaut de patriotisme local vient secouer l'inertie de la masse. Des chefs jeunes et ardents se lèvent qui vont dénoncer les menées insidieuses des adversaires, déjouer leurs intrigues, préciser les justes revendications du pays et discipliner toutes les énergies et toutes les bonnes volontés.

Les deux hommes qui s'imposent par leur personnalité et que tout le Vivarais acclame comme ses chefs en ces mois de lutte passionnée, ce sont : le comte d'Antraigues et Boissy d'Anglas. Le premier est plus connu : ami des philosophes, conseiller écouté de Mirabeau, pamphlétaire de génie, il atteint immédiatement à la célébrité en bataillant de l'extérieur ³ et en s'adressant au grand public. L'autre, plus modeste, exerce son activité sur un théâtre plus restreint, mais, si son nom est moins populaire, son prestige moins éclatant, son action est peut-être plus féconde parce que plus persuasive et plus habile. Antraigues, par sa naissance et ses prétentions, se réclame de la noblesse. C'est un noble aigri qui ne s'est lancé dans le mouvement réformateur que pour abattre les privilèges qui lui sont refusés, toujours prêt d'ailleurs à rallier l'ancien régime dès que son intérêt et surtout son amour-propre y trouveront leur compte ⁴. Boissy d'Anglas est le représentant fidèle de cette

1. Le diocèse civil comprenait l'ensemble du Vivarais fiscal et par suite était beaucoup plus étendu que le diocèse religieux.

2. Arrêté des trois ordres du pays de Vivarais du 27 octobre 1788. Arch. nat. B¹ 14 liasse 2 bis.

3. D'Antraigues ne vient en Vivarais qu'à la fin février 1789, cf) sa lettre à Bernardin de St Pierre du 17 février 1789 publiée par Pingaud dans la revue du Vivarais du 15-9-1894 ... « Je suis obligé d'aller en Vivarais dans trois jours pour les élections des Etats-Généraux ».

4. Déjà dans son second mémoire, il abandonne la plupart de ses déclarations démocratiques.

bourgeoisie riche et cultivée qui rêve de l'avènement d'un monde nouveau au profit de ses ambitions. Tous les deux, en effet, travaillent surtout pour eux-mêmes, mais alors que le but de d'Antraigues est purement égoïste, l'idéal de Boissy d'Anglas est plus élevé, sinon plus désintéressé. Un abîme d'ailleurs sépare leurs idées et leurs conceptions politiques et sociales, mais il arrive que l'esprit de parti et la lutte sur le terrain précis et limité des doléances locales masquent quelque temps ces divergences. Les circonstances veulent qu'ils rencontrent sur leur route les mêmes obstacles et les mêmes adversaires. Ils uniront leurs efforts pour les renverser au profit d'objectifs différents. Ils chemineront ainsi quelques mois ensemble pour s'engager ensuite dans des voies opposées qui les sépareront de plus en plus.

A leurs côtés se presse un brillant état-major de nobles et de bourgeois qui, en servant avec intelligence les intérêts de la petite patrie, acquièrent une grande influence et un ascendant durable sur leurs concitoyens, mais dont la notoriété ne dépassera pas les frontières de la province. C'est Lachadenède¹, syndic du Vivarais ; c'est Espic, Madier de Montjau, le prieur Malosse, qui reçoivent l'impulsion de d'Antraigues et sont ses porte-parole et ses interprètes dans le bas-Vivarais. Ce sont eux qui décident les officiers de la sénéchaussée, nobles et bourgeois, à se jeter dans la mêlée. Lachadenède surtout a la mission délicate et difficile de désarmer les préventions des barons de Tour et de la vieille noblesse contre d'Antraigues. Malosse agit efficacement sur le clergé et, malgré quelques résistances, entraîne dans son sillage un groupe compact de curés et de prieurs ralliés aux idées nouvelles². A part, trop indépendants pour recevoir un mot d'ordre et d'ailleurs trop défiants pour accepter la direction de d'Antraigues, Delichères³ et ses amis servent la même cause et luttent en tirailleurs. Dans le haut-Vivarais, les plus actifs sont : Chomel, avocat du roi, Delholme, président du tribunal de la sénéchaussée, Monteil de Corsas et surtout

1. cf) la correspondance de d'Antraigues avec Lachadenède publiée par Pingaud dans la revue du Vivarais en 1894.

2. En février 1789, Malosse et ses partisans tiennent une grande réunion à Aubenas où ils prennent l'engagement de ne voter que pour des prieurs ou curés à l'assemblée de la sénéchaussée. cf) relation sur la non-élection de Malosse. impr. in. 4 de 5 p.s. l. n. d. Fonds Mazon, ch. 12.

3. Delichères n'a jamais cru à la sincérité des idées libérales et réformatrices de d'Antraigues cf) Manuscrit de Delichères, histoire d'Aubenas. Fonds Mazon F 44 p. 8.

le jeune marquis de Satillieu. C'est lui qui, par son charme attirant et son ardeur juvénile, conquiert les privilégiés d'abord un peu inquiets des idées et des tendances bourgeoises et calvinistes de Boissy d'Anglas.

II

Dès le mois d'octobre, Boissy d'Anglas prend la direction du mouvement. Tout de suite, il se préoccupe de frapper l'opinion par une grande manifestation collective des trois ordres à Annonay. C'est cette assemblée d'Annonay qui va lancer le mot d'ordre à tout le Vivarais et ouvrir cette magnifique campagne politique qui se propagera rapidement, atteindra toutes les classes de la société et fera enfin éclater l'unanimité du pays à la réunion triomphale de Privas.¹ Et c'est dans l'intervalle de ces deux assemblées que se placent la plupart des péripéties d'une lutte souvent difficile, où les meneurs ont besoin de faire preuve de beaucoup de tact et de prudence en même temps que d'entrain et d'enthousiasme pour émouvoir l'indifférence des masses tout en apaisant les susceptibilités et les petites jalousies personnelles ou locales.

La réunion d'Annonay fut discrètement préparée par Boissy d'Anglas. Pour ne pas éveiller inutilement l'attention et les défiances de l'autorité, il néglige toute autorisation préalable. Le 27 octobre, une séance préliminaire a lieu dans une maison privée. Les assistants ne sont pas très rassurés sur la légalité de leur initiative. Beaucoup redoutent les conséquences fâcheuses d'une telle manifestation d'indépendance. Le procès-verbal² se fait l'écho de ces inquiétudes : « Les règles doivent être suivies dans les cas prévus ; dans ceux qui ne le sont pas, le droit naturel doit dicter la conduite à tenir. » « On dit que cela nous mènera tout droit à la Bastille, ajoute Boissy d'Anglas. Il ne faut pas le dire, de peur de leur en faire naître l'idée, mais cela serait bien fâcheux. »³

On nomme dix commissaires pour rédiger le projet d'arrêté : un membre du clergé : Colonjon, deux de la noblesse : Satillieu et

1. cf) Procès-verbal de l'assemblée général des 3 ordres du Vivarais tenue en la ville de Privas les 17, 18 et 19 décembre 1788. Bourg-St-Andéol, impr. Pierre Guillet 1789, in. 8^e. Fonds Vivarois.

2 Arch. nat. B^a 14 liasse 2 bis.

3. Lettre de Boissy d'Anglas, non signée et sans désignation de destinataire, tirée de la collection d'autographes d'Aug. Dide et publiée par L. Bresson dans la Révolution française, T. I p. 124-125 Cette lettre vise l'assemblée d'Annonay et non celle de Privas comme le croit L. Bresson.

de Canson et trois du tiers : Boissy d'Anglas, Monneron et Chomel. En même temps, on envoie des convocations aux diverses communautés du haut-Vivaraïs pour les inviter à l'Assemblée générale du 30 octobre.¹

Les délégués se réunissent cette fois à l'hôtel de ville. « Notre séance était nombreuse et tumultueuse, écrit Boissy d'Anglas. A trois heures et demie, je n'avais pas diné et j'avais une extinction de voix J'ai parlé, crié, discuté, disputé pendant six heures; cependant nous étions tous d'accord, mais il fallait réchauffer les tièdes et calmer les forcenés. Il n'y avait que moi de sage.... J'ai été tour à tour calme et forcené suivant l'occurrence.... Il (l'arrêté) avait été médité dans un comité et nous l'avons apporté tout fait. Il a été adopté sans opposition et avec enthousiasme... J'ai fait depuis huit jours un travail incroyable, disputé le jour, travaillé toutes les nuits. Je ne me croyais pas autant d'aptitudes, je suis content de moi.... »²

Il pouvait l'être, en effet, car, grâce à lui, grâce à son activité fiévreuse en même temps que réfléchie, les revendications du Vivaraïs résumées dans l'arrêté d'Annonay allaient recueillir l'assentiment général de toute la province et créer cette unité morale qui durera aussi longtemps que le succès paraîtra incertain. Et Boissy qui ne s'oublie pas conclut : « ... Je me conduis bien et j'irai aux Etats-Généraux ou à la Bastille peut-être... »

L'arrêté se borne à demander pour le Vivaraïs « l'avantage d'être représenté aux Etats-Généraux par un nombre suffisant de députés pris dans ses trois ordres et élus par un suffrage libre et volontaire. »³ Mais, pour bien montrer que ce n'est là qu'un point de départ, le début d'un long effort, les organisateurs font décider la création d'une commission de 24 membres⁴ pour élaborer le programme définitif et activer la propagande dans tout le Vivaraïs. « L'intérêt de tous les habitants, soit du haut Vivaraïs, soit du bas Vivaraïs, étant essentiellement le même, il a été arrêté de leur faire connaître le vœu de cette assemblée et les inviter à faire cause commune par leur adhésion ». Le marquis de Satillieu, le baron de la

1. Procès-verbal de la réunion des 3 ordres à Annonay du 27-30 octobre 1788

2. Lettre de Boissy d'Anglas.

3. Arrêté des trois ordres du pays de Vivaraïs du 27 octobre 1788 ; arch Nat. B¹ 14.

4. 12 membres seulement sont pris dans l'assemblée d'Annonay, les 12 autres places sont réservées aux adhérents futurs. En fait, ce ne fut qu'à l'assemblée de Privas qu'on compléta la Commission qui comprit 4 membres du clergé, 8 de la noblesse et 12 du tiers.

Roque, Jullien du Vivier et Fournat de Brézénard sont désignés pour cette mission patriotique dans le midi, pendant que Monteil de Corsas s'assurera du concours du haut-Vivarais. Et l'assemblée se sépare après avoir expédié des copies de son arrêté aux personnages les plus en vue de la province ou du ministère ¹.

Les commissaires d'Annonay partent aussitôt et reçoivent partout un accueil chaleureux et enthousiaste. Les municipalités réunies en conseil général attendent à la maison commune ces messagers de bonnes nouvelles. Les délégués exposent l'objet de leur mission ; ils insistent sur l'importance et la nécessité de grouper en un solide faisceau toutes les forces isolées pour revendiquer avec plus d'efficacité les droits essentiels du pays. On applaudit à leur zèle ; sur le champ, on rédige une « délibération unanime » d'adhésion aux arrêtés d'Annonay et, dans un élan de fraternité démocratique, nobles, curés, bourgeois et paysans signent comme à Annonay « sans distinction d'ordre ni de rang. » ²

Cet entrain communicatif et conquérant ne laisse pas cependant que de soulever des préoccupations et des inquiétudes. Les vieilles jalousies qui, de tout temps, ont mis aux prises le haut et le bas Vivarais, risquent de se réveiller et de compromettre l'unité de vues si nécessaire au succès. Certaines personnalités défiantes par nature, toujours inclinées au soupçon, semblent redouter que la région d'Annonay ne veuille abuser de son initiative pour accroître son crédit et imposer aux électeurs les candidats de son choix aux États-Généraux. Largentière, le 9 novembre, avant de signer l'arrêté du 27 octobre, tient à avoir sur ce point une franche explication avec les commissaires ³. Malgré la loyauté de leurs déclarations, ceux-ci ne parviennent pas à rassurer entièrement toutes les susceptibilités, et ce sera en partie pour faire taire ces rivalités renaissantes

1. Avant de se séparer, l'Assemblée d'Annonay décide d'envoyer le jour même le dit arrêté avec une lettre signée du président Dayme et du secrétaire Boissy d'Anglas à M. de Villedieu, à Necker, à l'archevêque de Narbonne, au comte de Périgord, au président et au procureur général du Parlement de Toulouse, à l'intendant de Languedoc et au comte de Montchenu.

2. De nombreuses délibérations de ce genre jalonnent la marche des Commissaires d'Annonay. Délibération de Tournon le 3 novembre avec 23 signatures. Lavoulte 4 novembre, 35 signatures ; Chomérac le 6 et 24 signatures ; Privas le 7 et 27 signatures ; Aubenas le 8 novembre et 35 signatures ; le Pouzin le 8 novembre ; Joyeuse le 9 novembre ; Largentière le 9 novembre ; Bourg-St-Andéol le 12 ; Villeneuve de-Berg le 16.... A. N. B¹ 14. cf) aussi arch. ard. C. 1516.

3. Archives municipales de Largentière BB 46.

que la prochaine réunion des trois ordres se tiendra à Privas pour rétablir l'équilibre et donner tous les apaisements légitimes aux diverses régions.

En attendant, la campagne se développe, s'amplifie et gagne de proche en proche jusqu'aux communautés les plus excentriques¹. Une multitude d'adresses et de délibérations sollicitent de tout côté l'opinion publique et vont encombrer les bureaux des ministères ou de l'assemblée des notables².

III

Dans l'ardeur même de la lutte, une véritable division du travail s'opère pour éviter la confusion. Chacun, suivant ses talents ou ses antipathies, concentre ses attaques contre un adversaire spécial du Vivarais. Pendant que la noblesse avec d'Antraigues s'élève avec vigueur contre les Etats de la province, les officiers des sénéchaussées et le syndic du pays s'efforcent de ruiner les prétentions de Nîmes, et la bourgeoisie, tout en demandant réparation de toutes les injustices locales, élargit le débat et complète son programme de toutes les revendications générales du tiers.

C'est au moment même de la réunion d'Annonay que d'Antraigues lance dans le public son virulent mémoire « sur les Etats-Généraux, leurs droits et la manière de les convoquer. »³ Il retentit dans la France entière comme un vigoureux coup de clairon sonnant la charge contre le despotisme et l'illégalité. Trois éditions⁴ furent épuisées en quelques mois, et, jusqu'aux élections, ces pages passionnées resteront un arsenal inépuisable d'arguments contre les Etats de Languedoc et de Vivarais. Après avoir mis en relief les abus et les vices de leur organisation, d'Antraigues déclare qu'ils ne sont qu'une oligarchie illégale en droit et absolument soumise au

1. Parmi les 30 juridictions qui, à défaut de délibération, font certifier leur adhésion par le juge, on trouve St Agrève, St Michel-le-Rance, Chanéac, Veyrines, ... La Bâtie d'Andaure, ... A. N. B^a 14.

2. Arch. nat. B^a 14, B^a 85, B^{III} 9, B^{II} 156.

3. « Cet écrit commencé sous un ministère ennemi de la nation a été terminé sous de plus heureux auspices. » préface du mémoire p. II. « J'ai destiné cet écrit à mes compatriotes » préface p. III. Note du 12 octobre. « On achevait d'imprimer cet écrit quand l'arrêt du 5 octobre m'est parvenu » p. 271. Boissy d'Ang'as le fait demander au début de novembre (cf) lettre citée par la Révolution française. T. 1 p. 124-125.

4. Deux éditions parurent en 1788 ; la 3^e en 1789 ; les deux dernières seules étaient signées. Nous citons d'après la 1^{re} édition 279 p. in-8 s. l. 1788. Bibliothèque d'Annonay.

bon plaisir du roi en fait. Le droit naturel et l'usage du passé ¹ condamnent également leur prétention de désigner les représentants des trois ordres.

Le mémoire donne aussitôt le ton à la polémique et tous les ordres, tous les corps constitués ² se lancent dans la mêlée à la suite de d'Antraigues. La lutte est vive et passionnée. Les Etats de Languedoc sont puissants et leur président-né, l'archevêque de Narbonne, jouit d'une grosse influence dans les conseils du gouvernement. Ils tiennent tête à l'orage et saisissent à leur tour le public par des mémoires ³ habiles. Mais ils ont beau accumuler les raisons historiques qui, à leurs yeux, justifient leurs privilèges, leur cause perd du terrain et l'opinion leur devient de jour en jour plus hostile. Bientôt assaillis et submergés par ce flot d'impopularité, ils battent prudemment en retraite.

« Il se répand en Vivarais, écrit d'Antraigues, dans un second Mémoire que les Etats de Languedoc, convaincus eux mêmes de l'impossibilité de soutenir la perpétuité d'un abus aussi révoltant, mais toujours désireux d'en conserver une partie, veulent légitimer l'élection qu'ils prétendent faire de nos représentants aux Etats-Généraux, en proposant aux diocèses de Languedoc de choisir dans chaque diocèse..... autant de représentants qu'il y a de membres de ces mêmes diocèses dans la Commission royale portant le nom d'Etats de Languedoc, afin que cette assemblée composée de personnages aussi différents procède au choix des représentants de la province aux Etats-Généraux. ⁴..... « Mais à quel peuple croit-on avoir

1. 1^{er} Mémoire p. 243.

1. Arch. nat. C. 13 Nombreux mémoires sur le droit qu'a la noblesse de Languedoc de nommer ses députés aux Etats-Généraux du royaume par le marquis de Gudanes. Observations sur l'ordre de la noblesse en Languedoc. Etat des abus les plus journaliers et les plus communs de l'administration des Etats de la province de Languedoc. Mémoire contre les prétentions des Etats de Languedoc par Resseguier.

3. Arch. Ard. C 273. Mémoire des barons annuels des Etats de Languedoc, et des barons de tour du Vivarais sur leurs droits d'être députés à la Cour pour présenter le cahier de doléances, 1788. Observations en faveur du droit dont jouissent les barons de Languedoc de représenter exclusivement la noblesse aux assemblées des sénéchaussées et à celles des Etats de la province par Godescart de Lile. Cité par d'Antraigues. 2^e Mémoire in-8° s. l. 1789 p. 103 à 124. B. A.

4. Deuxième Mémoire de d'Antraigues. Note p. 62. Ce mémoire porte des titres différents et des introductions diverses suivant les éditions. La bibliothèque d'Annonay possède quatre éditions différentes de ce mémoire : l'une in-8 imprimée en Vivarais s.d. ; une autre de 112 p. s. d. ; une de 54 p. s. l. 1789 et une 4^{me} de 124 p. s. l. 1789. Cette dernière édition est précédée d'un avertissement de XXIX pages qui a pour but de réfuter un second mémoire de Godescart, postérieur à

à faire ? Dépend-il des sénéchaussées de cette province d'admettre au nombre des votants des gens qui n'ont aucun droit de voter.... puisqu'ils ne sont les représentants d'aucun des ordres. » ¹ Et d'Antraigues conclut : « Ou nous aurons le choix libre de nos représentants dans chacune de nos sénéchaussées, ou nous n'aurons pas de représentants légaux aux Etats-Généraux, et, en ce cas, ne coopérant point à leurs décrets, ils ne sont point obligatoires pour nous. » ²

La noblesse de la sénéchaussée de Toulouse, à son tour, charge le 13 janvier 1789 son syndic de protester contre toute nomination que pourraient faire les Etats de Languedoc, « de la tenir pour nulle et faite par des gens sans pouvoir et incapables de conférer un caractère représentatif qu'ils n'ont pas eux-mêmes. » ³ Pour la Cour des aides de Montpellier, les Etats de Languedoc ne sont plus qu'« un corps sans réalité, une assemblée sans caractère, une administration sans pouvoir. » ⁴ Quant au parlement de Toulouse, il ne se borne pas à condamner les prétentions des Etats, il déclare qu'il est urgent de donner une nouvelle organisation plus légale à la province. ⁵

Devant cette avalanche de mémoires, d'arrêtés et de protestations diverses, les Etats de Languedoc restreignent encore leurs exigences. Ils supplient le roi de leur conserver au moins 6 députations sur 18 et ils se résigneront à abandonner une députation libre à chacune des 12 sénéchaussées du Languedoc. ⁶ Cette dernière concession ne fait que souligner leur désarroi sans désarmer leurs adversaires. Ils ont beau crier à l'injustice ⁷ et avoir recours à la voie d'autorité pour faire casser l'arrêté de la Cour des aides ⁸ comme injurieux, ils sont incapables d'enrayer l'offensive victorieuse qui

celui qui est réfuté dans le cours de l'ouvrage. Cette dernière édition dut paraître avant le 17 février 1789. Cf) lettre de d'Antraigues à Bernardin de St Pierre publiée par Pingaud dans la revue du Vivarais du 15-7-1894. Nous citons d'après cette édition de XXIX et 124 pages.

1. 2^e Mémoire.... note p. 63.

2. 2^e Mémoire.... note p. 64.

3. Arch. nat. C 13 liasse 23.

4. Arrêté du 22 décembre 1788. Arch. nat. BIII 85.

5. Arch. nat. C 13 Mémoire du 21 janvier 1789.

6. 22 Janvier 1789. A. N. C. 13 Le 23 janvier, nouveau mémoire en faveur des Etats de Languedoc par Albisson.

7. 26 Janvier 1789, A. N. C. 13, protestation contre le mémoire du Parlement de Toulouse du 21 janvier.

8. Arrêt du Conseil d'Etat du roi du 13 février qui casse l'arrêté de la Cour des aides cf) histoire de Languedoc. édition Privat. T. XIII p.129.

les pourchasse dans leurs derniers retranchements. ¹ Ce n'est plus seulement une limitation de leur pouvoir, une réorganisation que réclament maintenant avec d'Antraigues tous leurs adversaires, mais bien leur anéantissement total, ² ou au moins une transformation radicale. Leur cause est perdue dans l'opinion et le danger pour le Languedoc et par suite pour le Vivarais semble conjuré ³ de ce côté-là.

A l'intérieur du pays, si on suit de près la lutte contre les Etats de la province, on ne prend cependant qu'une part assez faible à la polémique. On se repose sur la noblesse et d'Antraigues du soin de mener la bataille et de réduire cet adversaire. Les municipalités et les sénéchaussées se préoccupent davantage des manœuvres de Nîmes ⁴ pour ravir au Vivarais sa députation et attenter à son indépendance judiciaire. C'est à elles qu'incombe la tâche de réfuter « le précédent de 1614 » et de démontrer que les prétentions de Nîmes sont en contradiction avec les droits, les aspirations et les intérêts du Vivarais.

Dès avant l'assemblée d'Annonay, les historiens et les chercheurs se mettent à l'œuvre. Ils fouillent les archives, exhument les vieilles ordonnances et les anciens usages pour établir les droits historiques du Vivarais. Le 12 octobre, l'avocat du roi Chomel envoie à Lachadenède pour la rédaction de son mémoire un extrait des instructions ⁵ données à de Serres, juge royal du Vivarais, député par le tiers-état du pays aux Etats de Blois. De Serres prit séance ⁶ avec les députés de la sénéchaussée du Puy, alors que Nî-

1. Arch. nat. H 748-134 Note des actes de protestation signifiés à M.M. les syndics généraux de la province de Languedoc et au greffe des Etats. Janvier 1789.

2. Arch. nat. C 13 Délibération prise par les syndics des trois ordres de différents diocèses de la province de Languedoc assemblés à Montpellier le 27 janvier 1789.

3. Les Etats particuliers sentent si bien ce discrédit que, pour ne pas être entraînés dans le même désastre, ils tentent tardivement de séparer leur cause de celle des Etats de Languedoc, en se déclarant indépendants. Tentative bien vaine car leur impopularité est égale, mais ils n'ont jamais constitué un danger bien grave pour le pays et ce n'est que timidement qu'ils ont manifesté le désir de désigner la députation du Vivarais. Finalement, presque tous leurs membres se rallient aux revendications du pays.

4. Antraigues intervient cependant contre Nîmes qui voudrait « nous ravir nos juges suprêmes et nous arracher un des privilèges qui nous tient le plus à cœur.... d'être jugés en matière d'appel par le parlement de Toulouse » 2^{me} Mémoire. note p. 87.

5 Arch. Ard. B 141

6 On a bien soin de ne pas signaler qu'il ne fut reçu qu'à titre provisoire et « sans tirer à conséquence pour l'avenir ». Arch. Ard. B 141.

mes et Montpellier occupés par les protestants n'étaient même pas représentés. Lachadenède démontre encore avec preuves à l'appui que le Vivarais a été invité aux Etats-Généraux de 1560, 1576 et 1588.¹ L'argument de 1614 est donc sans valeur puisque les droits du Vivarais sont établis par des usages antérieurs. D'ailleurs l'importance du diocèse, le chiffre des impôts, l'établissement d'une sénéchaussée divisée en deux sièges et enfin la situation particulièrement critique du Vivarais exigent qu'il soit représenté aux Assemblées nationales « par des propriétaires ou domiciliés du pays même. »² « Et sous quel prétexte voudrait-on l'obliger à remettre ses intérêts en des mains étrangères quand le Béarn et l'Aunis qui ne le surpassent ni en population, ni en surface, doivent jouir de l'avantage inappréciable d'être représentés et défendus par des concitoyens éclairés de toutes les notions locales, par des députés animés du droit le plus actif, celui de la propriété... Hé, quels autres que les témoins journaliers, quels autres que des compagnons d'infortune se feraient une juste idée d'un territoire aussi singulièrement montagneux... d'une culture aussi pénible, d'un sol aussi ingrat, de cette immensité de biens incultes et abandonnés. »³

Et toutes les municipalités⁴ de reprendre en les développant les arguments de Lachadenède étayés de ceux de d'Antraigues : « Nul ne peut disposer des intérêts de celui qui ne l'en a pas chargé, »⁵ dont le principe se trouvait déjà dans l'arrêté d'Annonay.

Devant cette levée de boucliers, Nîmes à son tour cède du terrain. Elle ne s'oppose plus à ce que le Vivarais ait des députés particuliers, elle demande seulement qu'en vertu de ses anciennes prérogatives, l'assemblée des trois ordres ait lieu devant le sénéchal de

1. Mémoire de Lachadenède 25 octobre 1788. Arch. nat. Ba 85.

2. Mémoire de Lachadenède. cf) aussi arch. nat. Bm 174. Délibération de Vallon du 23 novembre 1788 adressée au garde des sceaux avec un mémoire fort curieux demandant que ce soit les propriétaires et non les éléments des divers ordres qui nomment les députés aux Etats-Généraux. Les 55 signataires de ce mémoire réclament des élections non par sénéchaussée, ni par diocèse, mais par district où seraient envoyés des délégués à raison d'un par cinquante feux et on joindrait aux députés élus aux Etats-Généraux les syndics des pays ou diocèses. Ce mémoire semble inspiré par Lachadenède, syndic du Vivarais,

3. Mémoire de Lachadenède.

4. Délibération de la Communauté de Villeneuve-de-Berg 16 nov. 1788. A. N. B^a 85; du 30 nov. avec 120 signatures Bm 174. Annonay 7 nov. 30 nov. 1788 A. N. B^a 14. Bourg-St-Andéol, 23 décembre. A. N. C¹³. Vallon, 23 novembre A. N. Bm 174, du 23 décembre B^a 85

5. Procès-verbal de l'assemblée des trois ordres à Privas, impr. Guillet. Bourg-St-Andéol, 1789, 148 p.; p. 96.

Nîmes. La réponse était facile. Après l'érection de la sénéchaussée du Puy, il était constant que les députés du Velay avaient toujours été élus devant leur sénéchal particulier. C'était donc devant le sénéchal du Vivarais et non plus devant celui de Beaucaire et Nîmes que devaient se réunir les trois ordres du diocèse. Le bon sens, d'ailleurs, à défaut de précédent historique, suffirait à condamner une exigence aussi inconsidérée. Ne serait-ce pas une vexation mesquine et des dépenses superflues que d'imposer inutilement à des citoyens déjà misérables un voyage aussi long et aussi coûteux ? ¹

Enfin pour parer à la menace de tutelle judiciaire que Nîmes fait planer sur les deux sénéchaussées, les officiers de justice d'Annonay et de Villeneuve-de-Berg s'empressent de réclamer pour elles l'attribution présidiale avec appel immédiat au parlement de Toulouse ². Cette initiative était de nature à leur concilier la sympathie du parlement toujours très chatouilleux sur les questions de juridiction et hostile à tout démembrement de son ressort ³.

Mais cette campagne en se développant fait apparaître de nouvelles injustices à réparer. Si on conquiert la présidialité, il serait illogique que tout le Vivarais n'en profite pas ⁴. Et ainsi s'amorce la question du rattachement judiciaire des Communautés Vivaroises qui relèvent du Puy. Si cette attribution se concevait lors de la création de la sénéchaussée du Velay pour rapprocher la justice des justiciables, elle ne peut plus se défendre depuis l'érection des sièges d'Annonay et de Villeneuve-de-Berg. Elle est contraire à la fois aux intérêts particuliers des paroisses séparées du Vivarais et aux intérêts généraux de la petite province.

L'habileté des chefs est de faire mener cette campagne de réintégration par les communautés mêmes qui font l'objet du débat ⁵. Elles demandent au moins, comme mesure préliminaire, si la convocation

1. Mémoire de Lachadenède.

2. Délibération de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg 31 octobre 1788 arch. nat. B^a 85 ; d'Annonay le 20 décembre 1788, arch. nat. B^a 14.

3. L'antipathie contre Nîmes est si forte qu'on est bien décidé, si on ne peut obtenir le droit d'appel à Toulouse, à réclamer Montpellier. Lettre de d'Antraigues à Lachadenède du 12 avril 1789 publiée par Pingaud dans la revue du Vivarais du 15-9 1894 p. 420.

4. Le Vivarais fiscal était beaucoup plus étendu que le Vivarais judiciaire. Une quarantaine de communautés étaient rattachées à la sénéchaussée du Puy.

5. Délibération de Vanosc, 25 février 1789, de Monestier, 15 mars 1789 ; de St Julien-Vocance du 22 février ; de St Agrève du 16 mars 1789 ; de St Martin-de-Valamas.... etc., qui rappellent des délibérations antérieures. Arch. dép. Ard. B 143 bis. Délibération de Villevocance du 1 mars. A. N. B¹ 174.

a lieu par sénéchaussée, d'être invitées à Annonay et à Villeneuve-de-Berg pour contribuer avec les autres paroisses du Vivarais au choix de leurs députés aux États Généraux. Elles protestent d'avance contre l'obligation de se rendre au Puy où aucun intérêt ne saurait les attirer.¹

C'est encore au nom de l'intérêt, mais de l'intérêt général de la nation, que la bourgeoisie et les municipalités des grands centres font progressivement une part de plus en plus large dans leur programme aux revendications générales du tiers. La plupart des délibérations développent longuement toutes les raisons sociales et philosophiques qui imposent avec la suppression des privilèges le doublement du tiers et le vote par tête² aux États-Généraux.

D'Antraigues lui-même dans son premier mémoire avait tracé la voie : « Le Tiers, dit-il, est le peuple, et le peuple est la base de l'Etat, il est l'Etat lui-même..... » « C'est dans le peuple que réside la toute puissance nationale. » Il faut donc que le nombre de ses députés égale au moins celui des deux autres ordres réunis afin que « l'intérêt public prédomine toujours dans une assemblée qui cesserait d'être nationale si jamais l'intérêt de quelque ordre que ce soit infirmait ou annulait la volonté du peuple. » L'Assemblée nationale devra observer dans sa sagesse « que la forme qui conserve à chaque voix toute sa valeur est la plus populaire et conséquemment la meilleure. »³ Ce sont ces déclarations de d'Antraigues qui font sa popularité.

Au début, la question n'intéressait guère que la bourgeoisie et la noblesse ; peu à peu, le clergé plus réservé finit par s'émouvoir à son tour. Il signe l'arrêté d'Annonay, et c'est surtout par son intermédiaire que le paysan connaît le bruit et l'agitation que soulèvent les réclamations du Vivarais. C'est le curé le plus souvent qui lit et commente les adresses, arrêtés et pamphlets divers lancés dans le public. La population rurale accueille avec sympathie des réformes qui, avec un allègement de ses charges, lui promettent plus d'égalité et plus de justice. Lorsqu'il s'agit de prendre une délibération ou de donner une adhésion, si elle laisse la plume au bourgeois, elle

1. Délibération de St Agrève et des communautés du marquisat de la Rivoire Arch. dép. Ard. B 143 bis. cf) leurs réclamations à l'assemblée de Privas. Procès-verbal de Privas p. 52 et 63.

2. Villeneuve-de-Berg 30 novembre 1788. A. N. C13. Annonay 2 novembre A. N. B^a 14. Vallon 23 novembre ; Viviers 30 novembre A. N. B^{int} 174 ; Bourg-St-Andéol le 23 décembre 1788. A. N. B^a 85 ; le 30 déc. A. N. B^a 89.

3. premier mémoire p. 246, 247 et 250.

se rallie sincèrement à la proposition et souvent l'appuie de sa signature¹. Et ainsi toutes les classes prennent une part inégale sans doute mais réelle à cette ardente polémique où chacun lutte à sa manière avec son tempérament et avec les armes qu'il a à sa disposition.

Les résultats locaux sont manifestes. D'abord, tous les adversaires du Vivarais qui prétendaient lui imposer leurs vues battent en retraite devant cette unanimité de l'opinion publique où pas une note discordante ne vient rompre l'harmonie.

IV

Le pays est mûr pour une grande manifestation collective qui sera le dernier acte et le couronnement de cette campagne patriotique qui a eu son point de départ à Annonay. Mais la réunion de Privas aura un caractère nettement différent. L'assemblée d'Annonay, issue de l'initiative de quelques particuliers sans mandat, ne s'adressait qu'à une partie du Vivarais et n'avait groupé qu'un nombre restreint de bourgeois, de nobles et de curés². Celle de Privas intéresse toutes les classes de la société. Elle est précédée de nombreuses délibérations de municipalités³ qui envoient des délégués. Il n'est pas de bourg important qui ne se fasse représenter⁴. Ceux qui hésitent à charger le budget municipal en envoyant des députés adhèrent par avance à toutes les décisions.

Malgré un froid très rigoureux, malgré les difficultés d'un voyage long et pénible et les lourdes dépenses d'une assemblée qui durera trois jours, on y comptera plusieurs centaines de membres⁵ venus de tous les coins du pays. C'est que chacun se rend compte de la

1. Cf) Les nombreuses délibérations des villes et communautés mentionnées à la suite de l'arrêté des trois ordres du pays de Vivarais à Annonay. impr. s. l. n. d. 16 p. cf) aussi les adhésions à l'assemblée de Privas. Procès-verbal de l'assemblée des trois ordres à Privas p. 122-148.

2. Le premier imprimé des arrêtés du 27 octobre ne portait que 64 signatures. Sa réimpression porte 270 signatures sans compter les délibérations d'adhésion collective. impr. s. l. n. d. 16 p.

3. 47 municipalités prennent des délibérations et envoient des députés. 14 paroisses voisines de St-Agrève adhèrent à la délibération de St-Agrève et chargent ses députés de leurs pouvoirs. 7 prennent des délibérations sans envoyer de députés et 25 envoient une adhésion certifiée par le juge. cf) procès-verbal de l'assemblée de Privas p. 122-133.

4. D'après Delichères, plus de 25 citoyens d'Aubenas s'y trouvaient. Manuscrit de Delichères p. 4.

5. Le procès-verbal imprimé porte 445 signatures, mais l'assemblée ne dut pas comprendre plus de 300 membres.

grandeur du but poursuivi. Il ne s'agit pas tant, en effet, de dresser une élégante synthèse des doléances particulières de la province ou de tranquilliser quelques susceptibilités de clocher que de faire éclater le parfait accord du Vivarais tout entier dans l'abandon général de toutes les prérogatives exclusives et de proclamer l'unanimité des diverses classes de la société dans leurs justes revendications aussi bien générales que locales.

Dès la première séance le procès-verbal note que « les trois ordres se sont assemblés sans distinction de rang ni d'ordre et sans observer aucune préséance entre les personnes ¹ ». Mais, pour ménager l'orgueil de la noblesse, pour faciliter les concessions pénibles à son amour-propre, les organisateurs de la réunion agissent avec une prudence, une souplesse et un tact consommé. Non seulement ils acclament comme président le Comte de Balazuc, universellement estimé, mais tous les orateurs du tiers semblent avoir à tâche de mettre en relief la valeur, le désintéressement des divers membres de la noblesse et de l'ordre tout entier. Tous font un éloge dithyrambique de d'Antraigues et de son mémoire, « cet ouvrage fameux, s'écrie Dalmas, qui passera à la dernière postérité et qui rallumerait dans tous les temps le feu du patriotisme, s'il venait jamais à s'éteindre ² ». C'est Boissy d'Anglas qui fait agréer la proposition de voter des félicitations à l'illustre pamphlétaire ³. C'est encore lui qui, avant d'amorcer la discussion sur le vote par tête, module un couplet habile sur l'union des trois ordres du Vivarais et sur l'honneur de la noblesse qui « renferme les plus riches propriétaires et les citoyens les plus éclairés », qui « n'a dans cette province aucun avantage particulier » et qui « contribue par ses subsides à la prospérité d'un état qu'elle défend par sa valeur, qu'elle éclaire par ses lumières, qu'elle honore par ses vertus ». Elle n'est, comme le tiers-état, « composée que de citoyens ». Elle doit donc, comme lui, demander que « la classe des non-privilégiés dont elle fait partie ne soit pas sacrifiée à celle qui a des privilèges ». Les intérêts du tiers et de la noblesse sont inséparables : « que la noblesse défende donc le tiers-état par l'éclat de son illustration et le tiers-état lui offrira, à son tour, et son importance et son nombre. »⁴

Même dans ses violentes attaques contre les Etats du Langue-

1. Procès-verbal, p. 3.

2. Procès verbal p. 24.

3. Procès-verbal p. 84.

4. Discours de Boissy d'Anglas. procès-verbal p. 36 38.

doc et du Vivarais qui ne peuvent que résonner agréablement aux oreilles des gentilhommes présents, Boissy, pour incliner les détenteurs des baronnies au sacrifice de leurs privilèges, a grand soin d'éviter tout froissement d'amour-propre : « En attaquant l'administration vous respecterez les administrateurs et sans doute l'élection libre appellera la plupart d'entre eux à remplir les fonctions qu'ils ne tenaient que d'un droit abusif. » ¹ Après une invitation aussi délicate et des promesses aussi rassurantes, ils auraient mauvaise grâce à bouder et à hésiter.

Dalmas de son côté en soutenant le doublement du tiers ne croit pas qu'une demande aussi légitime puisse trouver de contradicteur « dans une assemblée aussi éclairée que celle-ci. » ²

Mais la grande habileté des réformateurs est de faire proposer et soutenir la plupart des demandes favorables au tiers par des membres de la noblesse ou du clergé. Le désintéressement des ordres privilégiés aura ainsi l'air plus spontané. C'est l'abbé Colonjon ³, chanoine et capiscol de la collégiale d'Annonay, qui réclame l'égalité de l'impôt et la suppression des privilèges et des distinctions aussi bien locales ⁴ que personnelles. Mais c'est surtout le marquis de Satillieu qui joue le premier rôle à l'assemblée de Privas. Tous les chefs du mouvement, Boissy d'Anglas en tête, s'effacent discrètement derrière le jeune commissaire, plus qualifié que tout autre pour endormir les préoccupations de la noblesse et la rallier au programme du tiers. C'est lui qui, toujours à l'unanimité, fait agréer, avec le doublement du tiers, le vœu qu'« aux Etats-Généraux, les voix soient comptées par tête et non par ordre dans tous les cas. » ⁵ Satillieu par son activité débordante, sa grâce souriante, sa bonhomie distinguée, a conquis tous les cœurs. La réunion de Privas dont il a été le principal promoteur ⁶ se termine pour lui en apothéose. Toutes ses propositions sont acclamées, ses moindres déclara-

1. Procès-verbal p. 76. Dans ces diverses interventions à l'assemblée de Privas, Boissy d'Anglas reprend presque dans les mêmes termes les arguments qu'il a développés dans son « adresse au peuple Languedocien par un citoyen du Languedoc. » Novembre 1788 29 p. Bibliothèque nat. L b 39 6542 ouvrage anonyme dont Boissy d'Anglas n'avouera la paternité qu'un an plus tard.

2. procès-verbal p. 26.

3. procès-verbal p. 53.

4. Pour réaliser l'union des régions aussi bien que des classes et des individus on proscriit désormais toute distinction entre le haut et le bas Vivarais. Procès-verbal p. 57.

5. Procès-verbal p. 60.

6. Cf) Sa lettre à Tauriers le 5 décembre 1788. Arch. Ard. B145.

rations soulèvent des tonnerres d'applaudissements. L'Assemblée, dans un élan de sympathie, va jusqu'à lui offrir une couronne civique que sa finesse et un sens très éveillé du ridicule plus que sa modestie lui font prudemment refuser.¹

Et ainsi à toutes les séances la cordialité la plus communicative règne parmi les assistants. On n'y entend ni réclamation, ni protestation. Les réserves même les plus timides sembleraient de mauvais goût. Les gentilshommes, saturés d'éloges et de compliments, entraînés par la surexcitation du milieu, font assaut d'abnégation et de dévouement. La réunion de Privas est vraiment pour la noblesse Vivaroise une anticipation de la nuit du 4 août. Non seulement, elle accepte l'égalité de l'impôt, mais le doublement du tiers et le vote par tête lui paraissent presque insuffisants. Elle réclame elle-même la suppression de toutes les inégalités, de tous les privilèges. Elle se grise de concessions. Dans l'enthousiasme, elle promet beaucoup plus qu'elle ne sera décidée à tenir une fois le calme et le sang-froid revenus.² Si, à présent, elle ne songe guère à calculer ses intérêts, dans quelques jours, elle s'apercevra avec stupeur qu'elle a tout cédé, tout abandonné, sans autre compensation que de bonnes paroles. Jamais la bourgeoisie n'aurait pu rêver un pareil triomphe pour ses idées.

Avec le doublement du tiers et le vote par tête, l'assemblée reprend dans ses arrêtés les diverses revendications qui ont alimenté la campagne des derniers mois. Elle ne se borne pas à renouveler les vigoureuses protestations de d'Antraigues contre les prétentions des Etats de Languedoc ; à l'unanimité, elle supplie le roi de transformer cecorps « illégal dans son principe, abusif dans son organisation, illusoire dans ses effets³ ». Elle condamne les ambitions de Nîmes, réclame la présidialité pour les deux établissements judiciaires du diocèse, demande le rattachement au Vivarais des paroisses qui relèvent du Puy, et, une fois de plus, revendique pour le pays une députation libre, prise dans son sein en raison de son importance et élue par les trois ordres réunis au chef-lieu de leurs sénéchaussées. Et l'assemblée clôt ses séances en déclarant « que les trois ordres du Vivarais inséparablement unis dans leurs droits.

1. Procès-verbal p. 87.

2. cf) Les cahiers de la noblesse d'Annonay (arch. Ard. B 145) et surtout de Villeneuve-de-Berg Arch. nat. B III 163.

3. Procès-verbal p. 96 cf) adresse au peuple Languedocien p. 4.

respectifs se promettent réciproquement l'appui mutuel que se doit-vent des citoyens de la même patrie ¹ ».

Après la réunion de Privas, la campagne ne peut plus se maintenir au diapason où l'enthousiasme l'a portée. L'arc trop tendu aspire à reprendre son état normal. On se préoccupe surtout de sauvegarder l'union sacrée qui reste la première condition du succès. « C'est notre concorde qui sera notre salut, » écrit Espic aux communautés du bas-Vivarais. « Ce bien si désirable ne peut s'opérer que par l'unanimité des réclamations, il n'y a qu'un cri général qui puisse se faire entendre aux pieds du trône ² ».

Le pays le comprend. Du 19 décembre aux premiers jours de février, plus de 60 paroisses, presque toutes du bas-Vivarais, souscrivent aux décisions de l'assemblée ³ et les adhésions individuelles aux arrêtés de Privas arrivent en masse de toutes les classes de la société. « Prieurs, chanoines, curés, hommes d'épée, hommes de robe, bourgeois, marchands, artisans, tous y mirent leur nom. Le moindre gentilhomme y releva sa noblesse par quelque qualificatif. Ce ne sont tous que des marquis, des comtes, des vicomtes, des barons, des chevaliers ⁴ ». La Tour-Maubourg, Vogüé et la Tourette ont déjà en pleine séance sacrifié, par l'intermédiaire de leurs baillis, les prérogatives de leurs baronnies. Par souci de popularité, ils renouvellent leur adhésion en termes plus explicites et leur exemple est suivi par Rochemaure ⁵. Seuls des barons de Tour, le duc d'Uzès et Brison n'ont pas fait connaître leurs intentions, non plus d'ailleurs que les barons de Pradelles et de la Gorce, mais on juge plus politique de jeter un voile pudique sur ces réserves tacites ; et, à lire le procès-verbal ⁶ qu'on envoie partout, on ne perçoit que la concorde et l'union la plus étroite des régions qui ont abdiqué tout particularisme, des ordres qui ont renoncé à toute prérogative et des individus qui ont abjuré toute distinction.

1. Procès-verbal p. 101.

2. Lettre d'Espic à plusieurs communautés du bas Vivarais, insérée à la suite du procès-verbal de l'assemblée des trois ordres p. 140-141.

3. Procès-verbal p. 143-148.

4. Léorat Picansel. *Annales d'Annonay*. Copie de Darnaud p. 2. Manuscrit de la bibliothèque d'Annonay.

5. Adhésions de Vogüé pour ses 4 baronnies de Vogüé, Aubenas, Montlor et Joyeuse de la Tour Maubourg, de la Tourrette, de Rochemaure. Procès-verbal p. 136-138.

6. Note de la page 138 du procès-verbal. Il ne manque au Vivarais que l'adhésion des héritiers de M. de Soubise pour les baronnies de Tournon, Annonay, Lavoulte, dont l'intention ne peut être manifestée qu'après le partage qui aura déterminé les lots respectifs.

La campagne à bout de souffle dans le Vivarais continue sur un autre terrain. Il s'agit maintenant de tirer parti en haut lieu de cette unanimité pour faire pression sur le gouvernement au nom de l'opinion publique. C'est à Versailles, auprès de la cour, des ministres et du roi de quidépends la réalisation du programme de Privas, que l'action va se poursuivre. C'est là qu'il importe de contrebalancer l'influence des adversaires qui, eux non plus, ne restent pas inactifs et de se concilier l'appui des personnages influents dans les conseils du gouvernement.

Déjà, les Etats particuliers du Vivarais, dès le mois d'octobre, avaient chargé le comte de Rochemaure¹ d'agir auprès des ministres et des notables pour la défense des droits du pays. Et Rochemaure avait fait preuve d'une activité méritoire. C'est lui qui, dans la première période de l'agitation, transmet les délibérations, les mémoires et les arrêtés des assemblées locales. Il tient un bureau de renseignements qui fournit aux chefs des arguments et des précisions utiles pour l'issue de la campagne². D'Antraigues de son côté, bien que brouillé avec son oncle St-Priest, à la suite de son premier mémoire, et mal vu de la cour³ et des notables, à cause de ses attaques furibondes contre l'ancien régime, a conservé de nombreux amis dans les ministères. Il est l'inspirateur et le confident de tous les réformateurs et partisans des idées nouvelles. Depuis longtemps lié avec Necker, il intervient fréquemment auprès de lui en faveur de ses compatriotes et appuie leurs demandes avec d'autant plus de zèle qu'elles sont l'expression fidèle de ses propres désirs.

C'est à lui et au Vicomte de Monteil, qui vient d'être nommé sénéchal d'épée du Vivarais, ⁴ que songe l'Assemblée de Privas le 18 décembre pour défendre en haut lieu le bien fondé de ses revendications. Le lendemain, elle se ravise et devant l'importance pri-

1. Ce nom est orthographié dans les pièces manuscrites ou imprimées, tantôt Rochemore, Rochemure, Rochemaure ou Rochemeure.

2. Pièces justificatives à l'appui du mémoire du pays du Vivarais. Impr. 20 p. in-4° Bourg-St Andéol. Guillet 1788 « M. le Comte de Rochemaure, nommé par les derniers états particuliers pour aller à Paris, et qui dans ce moment s'y trouve, sera prié d'y séjourner durant l'assemblée des notables et de solliciter de toutes ses forces le maintien du droit du pays pour la députation aux Etats du royaume ». Délibération de la Com. interm. du 22 octobre 1788. A. N. Ba 14.

3 cf) Pingaud. Un agent secret sous la Révolution et l'Empire. Le comte d'Antraigues, in-8 2^e édition 1894 p. 55

4. Nommé le 13 décembre 1788, mais la nouvelle n'en était pas encore parvenue à l'assemblée de Privas. Histoire générale de Languedoc continuée par Roschad T. XIII p. 128.

mordiale de la question, elle juge opportun de renforcer l'influence de ses avocats naturels par l'envoi d'une délégation directe composée du membre le plus représentatif de chaque ordre : l'abbé de Pampelonne, Satillieu et Boissy d'Anglas.¹

Tous ces efforts ne furent pas inutiles. Quelques jours après la réunion de Privas, le pays avait la satisfaction d'apprendre que le Roi, malgré l'avis des notables et sur le conseil de Necker, venait par son arrêté du 27 décembre² de faire droit à l'une de ses plus ardentes réclamations. Le doublement du tiers était acquis. C'était la réalisation, quoique avec des modalités différentes³, d'un des articles les plus importants de l'arrêté de Privas. Ce premier succès en présageait d'autres. C'était déjà une première infraction à l'usage de 1614, la première brèche au dogme tyrannique du précédent. Le Vivarais l'accueille comme la préface d'autres modifications qui l'intéressent plus directement.

D'ailleurs, les nouvelles reçues de Versailles sont encourageantes et, en janvier, le pays voit croître ses espérances. Necker et St Priest dans leurs réponses⁴ aux délibérations et aux arrêtés, sans avoir qualité pour trancher les difficultés, laissent entrevoir à leurs correspondants qu'ils obtiendront satisfaction. C'est du moins ainsi que le public interprète la moindre parole banale d'intérêt ou les multiples accusés de réception. Déjà, la nomination d'un sénéchal d'épée du Vivarais fait bien augurer de l'avenir et, par les indiscretions des bureaux, indiscretions fidèlement transmises par la députation, on croit savoir que le roi s'est arrêté à la convocation par sénéchaussée.

Enfin, les lettres de convocation⁵ paraissent le 24 janvier. Sans régler encore la question dans les pays d'Etats comme le Languedoc, elles prescrivent dans le reste du royaume une élection par bail-

1. Procès-verbal de l'assemblée des 3 ordres à Privas p. 91. « On fournit aux frais de la députation par une contribution volontaire dans toutes les communes. L'excédent servit aux frais d'impression du procès-verbal. » Cf) Manuscrit de Delichères p. 5. Les dépenses faites par Satillieu, Boissy d'Anglas et Pampelonne s'élevèrent à 3.389 l. cf) compte rendu du directoire pour 1790. Arch. Ard. L350.

2. A. N. Ba 1. Délibération d'Annonay du 31 janvier 1789 pour exprimer sa reconnaissance au sujet du résultat du conseil du 27 déc. 1788. Arch. Nat. Ba 89.

3. Les arrêtés de Privas demandaient une proportion de 1/6 pour le clergé, 1/3 pour la noblesse et 1/2 pour le tiers. Pour réduire chaque députation à 4 membres, l'arrêté du 27 décembre avait adopté la proportion de 1/4 pour le clergé, 1/4 pour la noblesse, 1/2 pour le tiers.

4. A. N. Ba 14, Ba 85.

5. A. N. Ba 1.

lage ou sénéchaussée. Il ne paraissait guère vraisemblable que les 12 sénéchaussées du Languedoc soient exclues d'un droit reconnu aux autres. La question fut définitivement tranchée le 7 février 1789 et cette fois « le règlement fait par le roi pour l'exécution des lettres de convocation » donnait satisfaction à l'ardente campagne des trois ordres du Vivarais : « Sa Majesté a reconnu que depuis l'année 1483, les lettres de convocation ont toujours été adressées aux Sénéchaux de cette province, que les cahiers, les doléances et le choix des députés aux Etats-Généraux ont été faits constamment par sénéchaussée et que, dans les listes des représentants du Languedoc aux précédents états, on voit indistinctement des membres des Etats de la province et des personnes qui n'en faisaient pas partie. Sa Majesté est donc persuadée qu'elle ne porte aucune atteinte aux droits réels des Etats.... ; en conséquence, (elle) ordonne que les lettres de convocation du 24 janvier soient incessamment envoyées au gouverneur de la province de Languedoc qui les fera passer aux sénéchaux de la province et, en leur absence, à leurs lieutenants pour être exécutées suivant leur forme et teneur dans toutes les sénéchaussées indiquées par l'état annexé au présent règlement. » ¹

Et l'état, par ordre alphabétique, porte bien Annonay et Villeneuve-de-Berg, Annonay avec une députation, et deux à Villeneuve-de-Berg, ce qui correspondait à l'importance relative des deux sénéchaussées.

La cause des Etats de Languedoc était définitivement perdue. Pour toute consolation, on leur laissait entrevoir la possibilité, dans un avenir incertain, d'examiner leur désir d'envoyer quelques députés choisis parmi les Barons de la province. Pour adoucir la déception de Nîmes, on finit par lui concéder une quatrième députation. ²

Le Vivarais était satisfait. Il obtenait enfin cette représentation directe librement élue par les trois ordres réunis dans ses deux sénéchaussées. Sans doute, il n'était question dans les lettres de convocation ni de l'intégralité de la petite province, ni de la présidialité des deux sénéchaussées, ni du vote par tête aux Etats-Généraux, mais si ces questions restaient en suspens, elles n'étaient du moins pas tranchées contre son vœu. Outre que les lettres de convocation pouvaient difficilement régler tous ces points de détail, le pays

1. A. N. B³ 1.

2. Par ordonnance du 8 mars 1789. Arch. nat.... B³ 1.

avait désormais le moyen de poursuivre leur réalisation. Ce serait la tâche de ses députés aux Etats-Généraux que de continuer la lutte sur ce terrain et nul ne croyait qu'après ce premier triomphe le succès pût faire le moindre doute. Un enthousiasme ardent pénètre toutes les âmes et passe dans tous les cœurs. On se croit à la veille de l'âge d'or. Les illusions les plus naïves, comme les espoirs les plus fous, hantent tous les esprits. Et c'est dans cette exaltation de la victoire que la bourgeoisie et le peuple vont préparer la campagne électorale et faire les élections des députés dans les deux sénéchaussées du Vivarais.

CHAPITRE III

La campagne électorale. Les assemblées des paroisses.

1. L'évolution des trois ordres et les tendances diverses au sein de chaque ordre. — Clergé. — Noblesse. — Tiers-état.
2. Les assemblées des paroisses et l'élection des délégués.
3. Les cahiers des paroisses. — Leur petit nombre. — Influences qui se sont exercées dans leur rédaction. — Leur valeur documentaire. — Les vœux exprimés.

I

L'unanimité du Vivarais si magnifiquement célébrée à l'assemblée de Privas ne subsiste pas longtemps. Sans oublier les revendications générales du pays, les trois ordres désormais se préoccupent surtout de leurs doléances particulières, et, comme leurs intérêts réciproques sont souvent en conflit, leur évolution a pour résultat de mettre de plus en plus en relief leurs divergences. Tandis que le tiers, continuant hardiment son mouvement ascensionnel, dégage avec précision ses idées politiques et sociales et entraîne même le clergé dans son sillage, la noblesse commence à s'effrayer de ces aspirations des bourgeois, petits curés et paysans.

Au sein même de chaque ordre, des tendances diverses apparaissent déjà, encore atténuées et voilées, mais dont le développement ne tardera pas à briser ces cadres artificiels que l'état social impose encore. Enfin les ambitions personnelles, tout en se déguisant avec soin, sont de plus en plus vivaces. Il ne s'agit plus seulement de savoir si telle ou telle idée triomphera ; mais aussi, devant l'imminence des élections, quel en sera le représentant aux Etats-Généraux. Cette campagne prend d'ailleurs un caractère bien différent suivant les régions. Plus calme, plus modérée dans le nord, malgré l'activité du tiers, elle est beaucoup plus ardente dans le midi où les partis apparaissent plus tranchés et plus intransigeants.

Le clergé, qui dans la période préparatoire n'a joué qu'un rôle timide et effacé, semble sortir de sa torpeur et prendre, au moins par certains de ses éléments, un intérêt plus grand aux graves problèmes qui se posent. Le haut-clergé se groupe autour de deux hommes d'une personnalité bien accusée qui seraient à même de jouer un rôle honorable aux Etats-Généraux : Mgr. de Savine et l'abbé de Glo de Besses, mais ni l'un ni l'autre ne songent à se créer un parti et

ils auraient des scrupules à faire acte de candidat. Ils n'ont pas l'air d'ailleurs de tenir beaucoup à un mandat sinon comme une marque d'honneur et de déférence de la part du Clergé, et en somme, le haut clergé hésitant, indécis et vaguement inquiet se tient à l'écart de l'agitation électorale.

Des ambitions plus remuantes s'agitent dans le bas et le moyen clergé. Jusqu'alors « les pasteurs du second ordre » se sont bornés à observer et à écouter ; mais les réformes préconisées sonnent agréablement à leurs oreilles lorsqu'elles parlent d'égalité et de répartition plus équitable des biens d'église¹. L'initiative ne vient pourtant pas des petits curés et vicaires, trop peu cultivés et surtout trop habitués à courber la tête devant les puissants et riches décimateurs. Ce sont des anciens professeurs, quelques curés et prieurs, plus indépendants et plus instruits, qui prennent la direction du mouvement.

Dans le Nord, cette campagne ne prend pas une grande extension. Les curés n'ont pas de chef pour personnifier leurs revendications. Tout en aspirant vaguement à un nouvel ordre de choses, les hommes les plus influents se dérobent. Picansel², le nouveau curé d'Annonay, très aimé de ses confrères, est prudent, timoré et sans ambition. Il se borne à prêcher, suivant l'évangile, le rapprochement des esprits. C'est un théologien, un apôtre ; ce n'est pas un chef de parti. Dode, curé de St-Péray, est un timide lui aussi. Plus apprécié pour son zèle et la solidité de son jugement que pour l'éclat de ses qualités, il n'a pas la flamme et l'énergie qui conviennent à un entraîneur. Colonjon³, plus ardent et plus ambitieux, aurait davantage les

1. cf) Arch. nat. B³ 89. Mémoire des curés à portions congrues du Vivarais du 24 novembre 1788. Ils demandent à être représentés aux Etats-Généraux et une répartition plus égale des décimes.

2. Henri Léorat Picansel naquit à Annonay le 24 novembre 1741. Après de brillantes études à Tournon, il fut quelque temps régent d'humanités au même collège. En 1774, il est nommé à la cure de St-Julien Molin Molette et promu à celle d'Annonay en 1786. Il prête un serment restrictif. L'assemblée électorale du Mézenc au mois de juin 1791 nomme à sa place l'abbé Battandier, qui donne sa démission. Sur la demande de Colonjon, devenu maire d'Annonay, l'évêque de Viviers désigne au mois d'août un curé commis, l'abbé Seguin, qui, le 20 septembre 1791, est confirmé comme curé titulaire par l'assemblée électorale du Mézenc. Picansel quitte Annonay en 1792, se réfugie à Lyon, puis passe à l'étranger. Il reprend possession de sa cure en 1803 sur les demandes réitérées des Annonéens malgré les préventions du préfet. Il mourut à Annonay le 23 mai 1823.

3. Colonjon devient maire d'Annonay après la démission de Gacou. Il fait remplacer Picansel, prête tous les serments et se réconcilie avec l'Eglise à ses derniers moments le 13 avril 1801. cf) Histoire d'Annonay par l'abbé Filhol. Annonay 1880-1882, 4 vol. in-8 T. 3. pièces justificatives n° XVII p. 562-563.

allures d'un rhéteur, mais on sait trop dans le clergé que ses difficultés avec Picansel proviennent surtout de son dépit de n'avoir pu arriver à la cure d'Annonay. Le prieur de St-Clair, Gros¹, et le prieur d'Annonay Popon², manquent d'autorité et d'ascendant sur leurs collègues. Et voilà pourquoi l'action du clergé dans le haut Vivarais reste terne, peu active, sans manifestation extérieure, sans histoire. Il n'y a pas de vraie campagne électorale, aucun indice de lutte ardente, pas de propagande soutenue.

La situation est tout autre dans le bas Vivarais. Le parti des réformes a à sa tête des hommes intelligents et énergiques qui entendent se faire rendre justice. Le prieur de Niegles, Malosse, naguère encore conseiller de d'Antraigues, grand lecteur des philosophes, gallican convaincu, en est le principal inspirateur. Ce parti qui s'est déjà compté à l'assemblée de Privas s'organise définitivement à la réunion d'Aubenas en février 1789. A l'unanimité, ses adhérents prennent l'engagement de ne donner leurs voix aux prochaines élections qu'à des prieurs ou curés à l'exclusion de tout membre du haut clergé.³ Leur campagne est suivie avec sympathie et leur cause serait assurée du succès si déjà on ne percevait de graves rivalités de personnes. Pour ne pas se diviser, on évite les précisions, on se garde de briguer ostensiblement un mandat, mais Malosse,⁴ Pascal,⁵ prieur de Colombier, Roux,⁶ prieur de St Maurice, Saladin⁷, curé de Privas, intriguent en sous-main pour déprécier leurs collègues et évincer leurs concurrents. A côté d'eux, Chouvet, curé de Chomérac, cherche lui aussi à recruter des partisans et fait une discrète, mais active propagande. Pampelonne, à son tour, quoique du conseil de l'évêque, a des intelligences dans

1. Gros est le porte-parole du bas-clergé à l'assemblée de la sénéchaussée d'Annonay. Il meurt au début de 1791. cf) procès-verbal de nomination aux cures vacantes du 12 juin 1791. Arch. Ard. L 852.

2. Prête serment et ne joue aucun rôle sous la Révolution.

3. Cf) relation de ce qui s'est passé dans la chambre de l'ordre du clergé convoqué à Villeneuve-de-Berg par M. le Sénéchal le 26 mars 1789. — impr. s. l. n. d. 5 p. Fonds Mazon chr. 12.

4. Malosse, prieur de Niegles (ancien professeur de rhétorique au Puy,) était déjà à Niegles en 1759. Il prête serment et meurt en 1792. Arch. Ardèche L 570.

5. Pascal, prieur de Colombier (actuellement commune de St-Pierre-de-Colombier, canton de Burzet), prête un serment restrictif et est déclaré réfractaire le 28 avril 93 par Gleizal. Arch. Ard. L 557 et L 970.

6. Roux prieur de St-Maurice Terlin (St Maurice d'Ardèche) prête un serment restrictif. Arch. Ard. L 967.

7. Saladin prête serment mais se rétracte en 1795. Arch. Ard. L 722.

la classe avancée. Il bénéficie du prestige de son rôle à l'assemblée de Privas, et son ambassade à Versailles contribue à mettre sa personnalité en relief.

L'élaboration de son programme amène le bas clergé à se rapprocher du tiers dont les intérêts sont identiques aux siens. Il a pris nettement parti à Privas pour les réformes démocratiques et il est prêt à favoriser les revendications sociales des paysans. Il le fait par conviction sans doute, mais aussi par nécessité politique, parce qu'il aura besoin aux États-Généraux de l'appui des députés du tiers pour vaincre les résistances du haut clergé, détenteur de la fortune et des dignités, et pour obtenir l'amélioration matérielle de son sort.

Cette évolution du bas clergé inquiète et scandalise les privilégiés. La noblesse en particulier y voit un grave danger. Submergé par la masse des congruistes, le clergé n'est plus pour elle un allié sûr, surtout avec le vote par tête. Elle comprend la faute qu'elle a commise en donnant étourdiment son adhésion à un point aussi délicat. Aussi voudrait-elle à la fois diminuer l'influence du clergé aux États-Généraux, réduire le chiffre des curés dans le premier ordre¹ et reprendre les concessions imprudemment faites à l'assemblée de Privas. La plupart de ses membres peuvent être démocrates en paroles, hostiles au gouvernement qui ne leur donne pas les satisfactions attendues, mais ils restent très attachés aux idées traditionnelles de leur caste, et, devant la menace que les revendications du tiers, allié au bas clergé, font peser sur leurs intérêts matériels et moraux, les uns après les autres voient leur ardeur réformatrice se tempérer, s'assagir, puis finalement tomber et s'éteindre. Et ainsi le retour en arrière se généralise et l'unité de la noblesse, à l'inverse des autres ordres, va se reconstituer dans le Vivarais au profit du parti de la résistance.

Le principal agent de cette restauration est de Vogüé. Le premier, il a pressenti l'imprudence qu'il y avait à se diviser en groupes hostiles, en face d'un tiers avide de réformes, et il prend résolument à tâche de rétablir le front de la noblesse en gagnant d'Antraigues par d'opportunes concessions. Il comprend que, pour satisfaire l'amour-propre froissé de l'ardent pamphlétaire, pour apaiser son dépit et faire tomber toutes ses préventions, les barons doivent se résigner à l'abandon de leurs privilèges exclusifs. Et lui, le plus puissant des seigneurs du pays, possesseur des quatre baron-

1. Cf) cahier de l'ordre de la noblesse de Villeneuve-de-Berg. Arch. nat. B III 163.

nies de Vogüé, Montlor, Aubenas et Joyeuse, s'empresse de donner l'exemple en se ralliant à une réorganisation plus représentative des trois ordres des Etats de Languedoc et de Vivarais. C'est sans doute une adhésion aux arrêtés de Privas, c'est surtout un sacrifice fait à l'unité de la noblesse et à la jalousie de d'Antraigues. Il intervient énergiquement auprès des autres barons, ses amis, et finit par amener à résipiscence même La Gorce, le plus obstiné et le plus intransigeant de tous.¹

Désormais, les obstacles qui s'opposaient à l'ambition de d'Antraigues sont aplanis. Ses rancunes contre les Etats de Languedoc peuvent rester vivaces et implacables, ses déclamations contre l'ancien régime n'ont plus d'objet. Aussi le voit-on insensiblement renier les idées qui ont fait sa popularité et devenir bientôt le plus ferme soutien des prérogatives de son ordre.

Cette évolution est nettement marquée dans les diverses éditions de son second mémoire². C'est au moment même où il signe les arrêtés de Privas qu'il semble s'être donné la mission de les réfuter. En octobre 1788, il préconisait le vote par tête ; à la fin janvier 1789, il veut seulement examiner « s'il n'existerait pas un moyen légal et déjà mis en usage de concilier les provinces qui veulent opiner par ordre avec celles qui veulent opiner par tête. »³ En tout cas, il s'oppose à ce qu'on fasse trancher le différend à la première assemblée par acclamation ; il ne veut pas de la lutte des poitrines fortes contre les poitrines faibles. Après avoir soutenu la proposition de faire élire les députés des trois ordres dans une assemblée commune où le tiers aurait autant de votants que les deux premiers ordres, il déclare qu'il a reconnu l'impossibilité pratique⁴ d'un tel mode d'élection. Enfin, le mandat impératif devient pour lui le correctif obligé du doublement du tiers, et l'objection qu'un mandat de cette nature risquerait d'entraver toute réforme ne semble pas le préoccuper⁵. Il en prendrait aisément son parti. On sent qu'après avoir acclamé les Etats-Généraux, d'Antraigues n'est pas loin de s'en défier et peut-être d'en souhaiter secrètement l'échec.

La noblesse de vieille souche, malgré tout, continue à se dé-

1. Arch. Ard. B141. Renonciation de MM. de Vogüé, de Brison et de La Gorce aux privilèges que leur confèrent leurs baronnies.

2. cf) surtout l'avertissement en XXIX pages qui se trouve en tête de la dernière édition imprimée à la fin de janvier 1789 ou au début de février.

3. Second mémoire. Avertissement p. XXIII.

4. Second mémoire. Avertissement p. V.

5. Second mémoire p. 88.

fier de d'Antraigues et de son zèle de néophyte et se groupe autour de Vogüé. Ce dernier toutefois, s'il laisse agir ses amis, ne daigne pas incliner sa fierté jusqu'à faire acte de candidat.

Les mêmes tendances se manifestent dans la noblesse du haut-Vivarais, mais d'une manière plus atténuée. Là aussi, les réformateurs, comme de Serres, de Canson, Monteil, La Roque, tempèrent leur zèle et se réfugient dans un silence prudent. Satillieu est à Paris et ne rentrera qu'au début de mars. Il reste l'homme le plus en vue, quoique son rôle à l'assemblée de Privas ait soulevé contre lui, les défiances d'une partie des gentilshommes. On trouve qu'il a fait bon marché des privilèges de l'ordre ; on s'inquiète de ses avances au tiers et son immense popularité le dessert auprès des vieux traditionnalistes qui s'effarouchent des idées nouvelles. Ses amis néanmoins lui restent fidèles et soutiennent énergiquement sa candidature ¹.

En un mot, le mouvement réformateur, si actif à la fin de 1788, n'était qu'une mode sans consistance qui n'avait fait qu'effleurer la noblesse du Vivarais et exciter ses instincts frondeurs sans pénétrer profondément ses convictions. Depuis quelques semaines, une évolution lente mais progressive s'opère en elle et, si elle n'ose pas encore combattre trop ouvertement les idées qu'elle a acclamées à la réunion de Privas, on la sent prête à la veille des assemblées de sénéchaussées à appuyer contre elles tout mouvement d'opposition et de réaction ².

Déjà, elle trouve des alliés inattendus jusque dans les hautes classes du tiers. Ces bourgeois, possesseurs, eux aussi, de nombreux droits féodaux, redoutent la menace des convoitises déchainées et, pas plus que celui de la noblesse, leur désintéressement ne va jusqu'à sacrifier aux idées qui leur sont chères leurs avantages particuliers et leurs intérêts pécuniaires ³. Ils voudraient limiter les réformes à des

1 Lettre du 14 mars 1789 de Jean-François de Mercure, seigneur de Rochessaube, à M. de Montrond, citée par A. Benoit dans la revue du Vivarais 15-10-1895... « Il est de la plus haute importance de ne pas donner nos voix pour députés aux États-Généraux aux barons des États de la province... je vous demande la vôtre pour le marquis de Satillieu qui la mérite pour toutes sortes de raisons et nous la lui devons par reconnaissance et par l'intérêt que nous devons prendre à notre patrie... »

2 Lettre de St-Sernin de Borne qui écrit de Joyeuse à Necker pour dénoncer les cabales qui se trament au sujet des États Généraux entre les grands, le haut clergé et la haute noblesse. Arch. nat. H 942 2.

3 Delolhme, président de l'ordre du tiers et du tribunal de la sénéchaussée, protestera en 1791 contre la loi qui permet le rachat des droits féodaux. cf) correspondance de St-Martin avec Chomel publiée par Nicod. Privas 1906 in-8 56 p. Lettres du 1^{er} et 22 avril 1791.

transformations politiques et administratives qui leur permettraient de jouer un rôle en rapport avec leur fortune et leur intelligence des affaires. Madier de Montjau et les officiers des deux sénéchaussées sont les principaux représentants de ce parti modéré.

Mais ils ont à compter avec une petite minorité plus radicale composée surtout d'avocats, de praticiens, d'hommes de loi et de riches propriétaires qui aspirent à sortir de leur médiocrité. Pour satisfaire leurs ambitions, ils ont besoin du concours des classes rurales et ils sont prêts, pour capter leur confiance et gagner leurs suffrages, à appuyer tous les bouleversements économiques que souhaitent les paysans. Ils vont résolument de l'avant, et Delichères à Aubenas et Sabathier à Vernoux n'hésitent pas à poser la question de la suppression de certains droits féodaux et le rachat des autres. Ils veulent détruire les privilèges onéreux pour le peuple sans souci des intérêts de la haute bourgeoisie et de la noblesse.

D'autres réformateurs verraient sans déplaisir, et même avec une secrète sympathie, de profondes réformes sociales, mais ils se gardent bien d'orienter le tiers de ce côté. Modérés par tempérament, politiques habiles, ils ont le sens des possibilités réalisables, et, avant tout, ils redoutent les conséquences d'une rupture ouverte avec la noblesse. Ils espèrent encore l'amadouer par de bonnes paroles et la décider au moins à persévérer dans les résolutions de Privas en inscrivant dans son cahier le vote par tête. C'est Boissy d'Anglas qui inspire cette tendance juste milieu. Comme il est le chef le plus en vue qui, par son activité et les services rendus, a su se ménager des intelligences dans tous les groupes, il est tout désigné pour être non seulement le trait d'union entre les ordres, mais aussi le centre d'attraction et le conciliateur des diverses nuances du tiers.

Voilà pourquoi Boissy d'Anglas, loin de favoriser le mouvement extrémiste, cherche à l'enrayer par prudence et par politique, tout en ayant bien soin de ne pas rompre avec lui. Il est aidé dans cette tâche difficile par ses amis de la première heure. Dans le Nord, c'est Chomel ¹, Monneron, St-Martin et tous les bourgeois d'Annonay. Dans le bas Vivarais, c'est surtout Espic qui jusqu'alors n'a

1. Chomel, avocat du roi au tribunal de la sénéchaussée d'Annonay conserve ses fonctions au tribunal du district du Mézenc, séant à Annonay en 1791. Elu député suppléant à la Convention il ne siègea pas. Il avait été député à Paris pour la question du baillage et à son retour, en 1778, il avait publié son « mémoire pour les Etats Particuliers du Vivarais concernant l'administration de la justice ». 1 vol. in-4. Toulouse 1778. B. A.

été que la doublure de d'Antraigues et qui depuis l'assemblée de Privas subit l'ascendant de Boissy d'Anglas, tout en ménageant la transition entre les deux. Bon tacticien, adroit, retors, habitué de la chicane, ayant une certaine connaissance des hommes, il réussit dans le Midi à maintenir l'union extérieure du tiers, aussi éloigné du conservatisme étroit de Madier de Montjau que des impatiences de Delichères. Et ainsi, grâce à Boissy d'Anglas, le tiers sortira sans trop de difficulté de la crise de croissance qui menaçait de l'émietter et de le morceler en plusieurs partis hostiles.

Ces rivalités de doctrines et de personnes se compliquent encore de susceptibilités régionales et, malgré les arrêtés de Privas, la politique de clocher continue à jouer un grand rôle. Si dans le haut Vivarais, la prépondérance d'Annonay n'est pas contestée, dans le sud les jalousies de Bourg-St-Andéol, Villeneuve de Berg, Aubenas, Largentière et Privas sont tenaces et inexorables. Chaque centre, pour assurer la défense de ses intérêts particuliers, cabale contre ses voisins et met tout en œuvre pour faire triompher son candidat local ¹.

La lutte se poursuit ainsi plus âpre et plus épineuse dans le bas Vivarais. Le tempérament plus froid et plus réservé dans le Nord, plus entreprenant et plus exalté dans le Midi, y est sans doute pour beaucoup, mais il faut convenir aussi qu'à Annonay, les initiateurs du mouvement bénéficient de l'avance prise, et que la popularité de Boissy d'Anglas et de Satillieu rejette forcément dans l'ombre leurs compétiteurs éventuels. A Villeneuve de Berg, au contraire, il y a moins de personnalités marquantes et plus de candidats que de mandats. Cette campagne met en relief les tendances diverses de chaque parti et prépare les évolutions différentes qui se produiront au cours de la Révolution. Toutes les orientations futures, ainsi que les réactions variées du haut et du bas Vivarais, sont déjà perceptibles en ce printemps de 1789.

Telle est la situation au moment où vont se réunir les assemblées de paroisses. Pour la première fois, le paysan, jusqu'alors simple spectateur, va intervenir directement dans le débat. Sans doute, ce sera encore la bourgeoisie qui tiendra à rester son inspiratrice pour en recueillir le profit politique, mais le peuple des campagnes pourra parler lui-même et souligner, dans ses cahiers, les revendications et les doléances qui lui tiennent le plus à cœur.

1. Delichères sera victime de ces rivalités locales. Espic s'impose à Aubenas et jamais les autres petites villes du pays ne pousseront le désintéressement jusqu'à tolérer deux députés à Aubenas.

II

Dès la fin février, les journaux et les relations particulières avaient divulgué la teneur des lettres royales du 24 janvier et du 7 février 1789. On connaissait à l'avance la composition de ces assemblées locales ainsi que le chiffre des députés primaires de chaque paroisse. La part avait été faite très large aux paysans¹, puisque chaque communauté suivant le nombre de ses « feux » se voyait attribuer de 2 à 4 délégués. Le tableau, annexé au règlement du 7 février², ne faisait exception que pour la ville de Bourg St Andéol qui aurait 6 représentants à l'assemblée de la sénéchaussée. Annonay, froissée d'être ainsi méconnue, réclama³ aussitôt auprès de Necker et, grâce à l'influence de Boissy d'Anglas encore à Paris, obtint 8 députés, mais la démarche trop tardive d'Aubenas ne put être prise en considération.⁴

Tous ces détails étaient déjà réglés lorsque le 4 mars parvinrent enfin les lettres officielles de convocation⁵. Le sénéchal fit diligence ainsi que Tavernol de Barrès, son lieutenant de Villeneuve de Berg, pour les faire imprimer et les adresser aux diverses communautés. La publication au prône eut lieu les dimanches 8 et 15 mars dans la sénéchaussée d'Annonay, mais à cause des lenteurs de l'impression et des difficultés d'accès elle dut être retardée jusqu'au 22 mars dans plusieurs villages du bas Vivarais. Les paroisses se réunissent aussitôt⁶.

Malgré la nouveauté du fait et la curiosité qu'elle devait susciter, on ne remarque pas un grand empressement de la part des paysans à assister à ces séances. Lorsque le procès-verbal donne le

1. Tous ceux qui payaient une contribution directe étaient électeurs.

2. Arch. nat. B³1.

3. Lettre de Desfrancois de Lohme le 27 février 1789 à Necker. Lettre et mémoire de Gacou du même jour à Necker. Necker dans sa réponse à de Lohme suggère de remédier à la disproportion dont Annonay se plaint lors de la réduction à 200 des députés du tiers. Grâce à l'activité de Boissy d'Anglas, Annonay obtenait satisfaction. cf) Lettre de Necker à M. Gacou, premier consul, maire d'Annonay, le 12 mars 1789. A. N. B³ 14.

4. Réclamation d'Aubenas le 1^{er} mars. Lettre de Cornuscle, premier consul, maire d'Aubenas, à M. le Directeur général des finances. Arch. nat. B³11 165.

5. Le sénéchal n'arrive à Annonay que le 6 mars. Les lettres de convocation reçues par le président du tribunal de la sénéchaussée furent enregistrées le 6 et publiées au prône d'Annonay et dans les paroisses voisines le 8 mars.

6. Arch. Ard. B143. Procès-verbaux de la nomination des députés des paroisses du haut Vivarais.

nom des électeurs présents, on constate que rarement leur nombre est en rapport avec l'importance de la paroisse ². En général, ces assemblées groupent de préférence les habitants du bourg, des hameaux et des fermes les plus voisines du chef-lieu. Rarement dans les campagnes la discussion est vive, plus rarement encore on signale de l'agitation et des troubles. Et presque partout, les députés du premier degré sont choisis parmi les officiers municipaux de la Communauté ³.

Dans les petites villes, l'affluence est plus compacte ⁴ et les assistants sont moins passifs. ⁵ Il y a là une nombreuse petite bourgeoisie lettrée qui cherche à faire prévaloir ses idées. Les beaux parleurs abondent. Certains visent à la popularité et se sont déjà fait un parti.

Si l'élaboration du cahier ne suscite pas trop de difficultés, ⁶

1. St-Alban d'Ay 59 présents ; Aizac 43 ; Asperjoc 46 ; St-André de Cruzières 63 ; St-Victor 50...

2. Faut-il en conclure à une abstention calculée par désintéressement des affaires publiques ou doit-on incriminer seulement la timidité naturelle du paysan ? Ne serait-ce pas, au contraire, que la liste de ceux qui ne paient aucun impôt direct est plus longue qu'on ne serait en droit de s'y attendre ? Ce serait alors une nouvelle preuve de l'état de misère et de pauvreté du pays. Mais d'autres explications semblent plus plausibles encore. D'abord, il est certain que beaucoup d'officiers municipaux n'ont pas hésité à exagérer l'importance de leur paroisse pour satisfaire les petites ambitions locales et augmenter le nombre de leurs députés, ce qui explique en partie la disproportion entre le chiffre des assistants et celui des « feux ». De plus, ces assemblées furent souvent convoquées presque à l'improviste à l'arrivée du juge chargé de les présider et il est probable que beaucoup de citoyens parmi les plus éloignés ne furent même pas prévenus en temps utile. Enfin, il semble bien qu'un certain nombre de cultivateurs aient hésité à sacrifier une journée de travail pour une assemblée dont ils ne saisissent pas toute l'importance.

3. On signale cependant des élections de curés à St Agrève et à St Julien de Chatelneuf. Ce choix s'explique peut-être par la nécessité d'avoir des députés capables de plaider auprès du sénéchal et de l'assemblée de la sénéchaussée la cause de ces deux paroisses qui avaient été convoquées au Puy et qui veulent voter à Annonay.

4. A Joyeuse, à la réunion du 19 mars, on compte 120 assistants et 140 à celle du 22 mars. cf) Archiv. Joyeuse, Fonds Mazon, F 12. A Largentière cependant, on se plaint du petit nombre des assistants. Arch. Largentière B B 47.

5. A Largentière le 15 mars, il y eut de vives contestations au sujet de la présidence de l'Assemblée et la séance dut être levée. Une nouvelle réunion eut lieu le 22 mars. Arch. Largentière AA 4 et BB 47.

6. A Aubenas, des conférences préliminaires entre les principaux représentants du tiers préparèrent le cahier : « On y présenta un long cahier tout dressé par M. Barthelemy. Il y avait de bonnes choses, mais point de ces vues politiques et de cet esprit philosophique qui devait présider à la Révolution. Il en fut dressé un autre avec beaucoup de soin et d'étendue. Nous avions l'amour-propre de penser qu'il dût servir de boussole à l'assemblée du baillage. » Manuscrit de Delichères p. 7.

si on s'entend assez facilement sur les revendications générales ou locales, les passions politiques, et surtout les rivalités d'influence et de personnes, s'exaspèrent au moment de l'élection des députés. A Joyeuse, en particulier, où la bourgeoisie est très divisée, les réformateurs, avec Dussargues et Dusserre, sont en lutte ardente contre la fraction bourgeoise plus conservatrice qui détient la municipalité. Comme chaque parti a su grouper ses clients, la séance devient orageuse, la discussion s'envenime, des troubles s'ensuivent et une scission se produit. Pour protester contre la partialité du président, la faction hostile à la municipalité quitte l'assemblée et élit à son tour des délégués, si bien qu'avec un seul cahier il y a deux groupes de députés qui prétendent chacun représenter leurs concitoyens à l'assemblée de la sénéchaussée.¹

Le cas fut-il unique ? La rareté et la sobriété des documents ne permettent pas de l'affirmer. Les procès-verbaux d'élection sont muets sur ces manifestations diverses de l'opinion et ce n'est que par exception que les registres des municipalités relèvent des faits particuliers.

III

De même, les cahiers qui pourraient sinon nous donner le ton de la discussion et des passions qui s'agitent, du moins nous renseigner sur l'état d'esprit et la situation matérielle et morale du pays, ont disparu pour la plupart. Ceux de la sénéchaussée d'Annonay confiés² avec le cahier général du tiers à Boissy d'Anglas et à Monneron sont restés introuvables. Ce n'est que par l'effet d'un heureux hasard que les revendications de Brujac et St Sylvestre se sont égarées dans les procès-verbaux d'élection. Il faut y ajouter les doléances des communautés du marquisat de la Rivoire,³ de St Agrève,⁴ de St Martin de Valamas⁵ et des paroisses limitrophes

1. Les députés du parti scissionnaire étaient : Pellier de Sampzon, Decombes, Dussargues de Planzolles et Dusserre. Ils ne furent pas admis. Arch. Joyeuse. Fonds Mazon F 12. Ils deviendront plus tard les chefs du parti révolutionnaire avancé à Joyeuse.

2. Procès-verbal de l'assemblée de la sénéchaussée d'Annonay. Arch. Ard. B 145.

3. Le marquisat de la Rivoire comprend les communautés de Villevocance, Vocance, St Julien Vocance, Vanosc et le Monestier.

4. St Agrève et les paroisses voisines : St Romain, Devesset, St Jean Roure, St André-les-Effangeas, ne présentent qu'un seul et unique cahier. Cf) Arch. Ard. B 143 bis.

5. St Martin de Valamas avec St Julien de Chatelneuf en Boutières, Chanéac et La Chapelle sous Chanéac. cf) arch. Ard. B 143 bis.

qui, rattachées malgré elles au Puy, vinrent néanmoins assister à l'assemblée des trois ordres de la sénéchaussée d'Annonay.

La région du bas Vivarais est un peu plus riche. Près de 70 cahiers ont survécu en y comprenant ceux des villages de l'Uzérois¹ qui, en 1790, furent rattachés au département de l'Ardèche. C'est à peine pour l'ensemble du Vivarais 80 cahiers sur près de 320 communautés.

Si encore cette minorité de témoins traduisait avec simplicité les sentiments des paysans, il serait possible d'apprécier à leur lumière les idées sociales, politiques et économiques des masses rurales ; mais rares sont les rédactions d'inspiration purement locale. La plupart, aussi bien dans leur composition matérielle que dans les réclamations exprimées, accusent des influences diverses,² mais étrangères à la paroisse.

Contrairement à ce qu'on pourrait attendre d'un pays aussi religieux, l'action du clergé ne s'y manifeste guère. Nulle part, on ne voit les curés remplir les fonctions de président et de secrétaire à ces assemblées. Le procès-verbal mentionne rarement leur présence et presque jamais le texte ne trahit leur intervention.

En retour, l'influence des villes et de la bourgeoisie est indéniable. Au cours de la campagne qui a précédé la réunion de Privas, les principaux centres ont pris l'habitude d'envoyer des extraits de leurs délibérations aux bourgades voisines pour réclamer leur adhésion et leur appui. Elles agissent de même lors de l'élaboration des cahiers. Pour guider l'inexpérience des assemblées rurales, elles leur communiquent leurs propres revendications et les paysans se bornent souvent à adapter ou à reproduire en tout ou en partie les doléances de leur métropole.³

Même lorsqu'on ne peut saisir aussi nettement l'influence exercée, les pétitions des paroisses ne sont pas pour cela plus spontanées. Presque toujours un modèle leur est imposé. La preuve en est que dans la plupart des rédactions qui subsistent, on retrouve

1. Les Vans, Berrias, Becdejun, Chambonas, Naves, St André de Cruzières, St Sauveur de Cruzières et Gravières. cf) B 141.

2. D'Antraigues avait fait distribuer des modèles de cahiers imprimés : « Il craignait surtout qu'on ne demandât l'abolition des droits dépendant de la haute justice et M. Espie lui ayant communiqué un projet dans lequel se trouvait un article concernant les fiefs, il l'avait engagé à le supprimer. » Manuscrit de Delichères p. 8.

3. cf) St Agrève et les paroisses limitrophes, Villeneuve-de Berg et St Jean Rivoire, St Martin de Valamas et les mandements voisins....

les mêmes idées, les mêmes réclamations, le même style, souvent les mêmes mots, parfois les mêmes articles et il n'est pas rare de rencontrer des cahiers entiers qui se sont copiés textuellement. C'est le cas en particulier d'un certain nombre de paroisses qui se sont réunies sous la présidence d'un même juge. Ainsi Champanhet qui étend sa juridiction sur Antraigues, Aizac, Asperjoc, Saint Martin de Vals, Juvinas et Laboule, dicte à toutes ces communautés des délibérations non seulement d'inspiration analogue, mais de teneur à peu près identique ne comportant d'ailleurs que des vœux d'intérêt général. Il en est de même des agglomérations qui suivent les suggestions de Méans : Aps, Aubignas, St Pons, St Martin l'Inférieur, St Martin le Supérieur, Sceautes. ¹

Parfois, pour rompre la monotonie de la rédaction, le juge communique aux diverses assemblées des variations sur un même thème. Ainsi Darbres et Freyssenet, dont les débats sont dirigés par Michel, présentent des doléances semblables mais Freyssenet condense en 13 articles ce que Darbres délaie longuement en 38. ² On pourrait faire les mêmes observations pour les réunions présidées par Meynier, Bouesser, Mamarot, Espic.... Et à examiner les procès-verbaux d'autres paroisses qui ne mentionnent pas le nom de leur président, il ne serait pas téméraire de conclure de l'identité ou de la similitude de la plupart des vœux exprimés que Berzème, Lussas, St Laurent en Coiron et St Gineis sous Coiron ont délibéré sous la pression d'un même juge ³.

D'ailleurs, même avec des présidents différents, de nombreuses assemblées primaires rédigent des cahiers qui ont de grandes analogies entre eux. La raison en est que tous ces petits bourgeois qui imposent leurs vues aux paysans appartiennent à la même caste. Ils ont subi les mêmes influences et ils présentent tous les mêmes demandes, parfois dans les mêmes termes, parce que tous adaptent un même modèle qui a déjà servi de guide à toutes les villes et tous les centres importants du pays et ce modèle n'est autre que l'arrêté des trois ordres de Privas qui est devenu le bréviaire et le vade-mecum de la bourgeoisie du Vivarais ⁴.

1. Arch., Ard. B 142.

2. *ibidem*....

3. C'est probablement Vacher qui est de Berzème et qui sera élu suppléant du tiers de Villeneuve-de-Berg.

4. On trouve aussi parfois dans certains cahiers des réminiscences ou de vrais extraits des mémoires du Comte d'Antraigues. Ainsi la paroisse d'Antraigues demande la diminution progressive des troupes, car « les gens de guerre sont les

Faut-il en conclure que ces cahiers n'ont aucune valeur documentaire et ne reflètent nullement les idées et l'état d'esprit des populations rurales ? Il serait inexact de le prétendre même pour ceux, — un tiers environ, — qui ne comportent que des revendications d'ordre général et politique. Ces considérations sans doute laissent bien indifférent le petit cultivateur qui les signe, sans les comprendre, ou du moins sans en voir l'utilité pratique. Mais il faut remarquer cependant que les diverses classes du tiers ont des intérêts communs et que, parmi les vœux qui tiennent le plus à cœur à la bourgeoisie, un certain nombre qu'on retrouve dans presque tous les cahiers, comme l'égalité dans la répartition de l'impôt, le rapprochement de la justice des justiciables, la liberté du commerce, la diminution du prix du sel sont bien accueillis du paysan qui y donne joyeusement son adhésion.

De plus, il arrive qu'une assemblée n'accepte pas dans son intégralité et sans changement le modèle proposé. Parfois, sur la demande des assistants, on ajoute un préambule et quelques articles particuliers ¹ qui nous renseignent sur l'état d'esprit et l'opinion de la classe aisée des campagnes ou sur la situation et la misère de la classe inférieure. Les imitations absolument serviles restent l'exception ².

Quelques cahiers enfin, peu nombreux il est vrai, sont nettement et exclusivement d'inspiration paysanne ³. On les reconnaît à l'écriture, au style des procès-verbaux, mais aussi et surtout à la nature des doléances qui sont presque toutes d'ordre économique. Mais même alors, il est rare que les paysans, pour se concilier la sympathie de la bourgeoisie, ne fassent pas une part à ses revendications d'ordre administratif et social ⁴. Et ainsi, l'ensemble des

agents du despotisme. » De même, l'affirmation que « depuis trois siècles, il n'y a presque pas eu une guerre pour la défense des foyers » est inspirée du premier mémoire.

1. St-Sernin ajoute un post-scriptum pour demander la suppression du casuel et l'attribution de droits judiciaires aux consuls. Pradons et Chauzon, après des doléances purement politiques, soulignent les désastres causés par les inondations et l'impossibilité où sont les habitants de payer les impôts. Arch. Ard. B 142.

2. Les cahiers de Villevocance, Vanose et le Monestier, après 15 articles identiques, présentent quelques réclamations particulières. Arch. Ard. B 143 bis. D'ailleurs, les mêmes revendications locales s'expliquent assez souvent dans les paroisses limitrophes par la similitude de la situation et l'identité des besoins.

3. St-André-de-Cruzières, St-Sauveur-de-Cruzières, Gravières, Becdejun, Chambonas, Les Vans. Arch. Ard. B 141.

4. Cf. Les cahiers de l'Uzérois, surtout celui des Vans.

cahiers nous apparaît en somme comme le résultat d'une collaboration inégale des classes bourgeoises et rurales. La bourgeoisie a imposé ses idées philosophiques, ses conceptions politiques et son style et le paysan a souligné sa misère et a fourni quelques suggestions d'intérêt local.

Les vœux politiques et administratifs d'inspiration bourgeoise, qui occupent une place prépondérante dans la plupart des cahiers, ne font que reproduire les principaux articles de l'arrêté de Privas et se retrouveront presque intégralement dans le cahier général du tiers¹. Le paysan laissé à lui-même ne s'élève guère au-dessus des horizons de sa classe ou de sa paroisse². Le tableau qu'il fait de sa situation matérielle est fort sombre et il serait exagéré de le croire sur parole. Ce sont toujours les mêmes plaintes sur l'aridité du sol, sur le fléau des intempéries : gelée, grêle, inondations ou sécheresse qui ruinent l'agriculture et réduisent le cultivateur à la famine³. Les secours sont trop parcimonieusement mesurés et trop inégalement répartis⁴. Aussi la plupart ont-ils des dettes qu'ils sont incapables de payer et leurs biens sont saisis et vendus⁵.

Les récriminations sur le mauvais état des communications sont générales. Les paroisses manquent de chemins de traverse, pour exploiter leurs champs et vendre leurs produits, alors qu'on construit, à grands frais et à leurs dépens, de belles routes dont elles ne profitent pas⁶. Les péages, les droits d'entrée qui pèsent sur les marchandises portées à certains marchés sont pour l'agriculture et le commerce une gêne intolérable dont la suppression s'impose.⁷

Il convient aussi de prendre des mesures urgentes contre les importations qui drainent l'argent du pays et inondent la région de produits inutiles qui ruinent les industries locales. Les cahiers de l'Uzérois surtout sont unanimes à demander la proscription du coton et de la mousseline, principaux obstacles au développement

1. Cf. Le cahier du tiers-état d'Annonay. Arch. Ard. B 145 et de Villeneuve-de-Berg. Arch. Ard. B 142.

2. Aizac, St Martin de Valamas, St Julien de Chateauneuf, Chanéac et La Chapelle sous Chanéac, pour ne pas affaiblir l'influence des campagnes aux assemblées de sénéchaussée, défendent toute réduction de députés primaires, arch. Ard. B142 et B143, bis

3. Cf. Tous les cahiers de l'Uzérois, ceux de St Andéol-de-Berg, St Andéol-de-Bourlenc, Chazeaux, Balazuc, Chauzon, Ailhon et Lentillères, etc.

4. Cf. Naves, Gravières.

5. Cf. Becdejun, St Sauveur-de-Cruzières, Gravières...

6. St André-de-Cruzières, Ruoms, St Silvestre, Gravières...

7. Les Vans protestent contre les droits d'entrée des châtaignes sur le marché des Vans.

de l'industrie soyeuse et par suite de l'élevage du ver-à-soie. En retour, il faut interdire toute exportation des grains et des autres produits de première nécessité dont le pays est insuffisamment pourvu. Le moyen d'ailleurs le plus efficace de développer la culture des céréales est de défendre absolument la plantation de la vigne dans les terrains qui peuvent produire du blé¹. St Silvestre veut compléter ce programme protectionniste à outrance en imposant aux évêques et abbés l'obligation de dépenser au moins les deux tiers de leurs revenus dans le pays pour ne pas le priver de son numéraire.²

Mais c'est l'impôt qui est la grande préoccupation du paysan. Il se plaint amèrement d'être pressuré par l'Etat, les seigneurs et l'église et de payer en redevances au moins la moitié de son revenu. Les cahiers sont unanimes à réclamer une modération et surtout une plus juste et plus équitable répartition des charges fiscales. Beaucoup font remarquer que capitation, taille, vingtièmes et industries pèsent presque exclusivement sur la classe la plus misérable alors que la noblesse et le clergé³ qui occupent les meilleurs fonds et les rentiers qui ont de gros revenus ne paient presque rien⁴. Le paysan ne se borne pas à gémir, il indique les réformes à faire, des emplois à supprimer surtout des agents du fisc⁵, qui ruinent l'Etat et exaspèrent le peuple, des économies à réaliser par l'abolition de toute pension non militaire⁶, de toute gratification aux villes pour des embellissements dont les campagnes font les frais sans rien recevoir en retour⁷.

Quant aux impôts indirects, presque tous réclament la suppression de la gabelle et demandent que le sel, qui est une denrée de première nécessité, soit rendu marchand. La milice enfin reste un

1. Cahiers de l'Uzérôis.... La crainte de manquer de grains, est une véritable obsession pour ce pays pauvre. Durant toute la Révolution, les administrations demanderont qu'on réserve exclusivement aux céréales les terres susceptibles d'en produire. Cf. les réclamations du Conseil Général d'administration du Tarn-et-Garonne. Il va jusqu'à demander une « loi qui ordonne que les mûriers et les vignes plantés dans les champs que la nature a faits pour produire du blé soient arrachés ». Arch. Ard. L860 procès-verbal du 20 Brumaire an 2.

2. Arch. Ard. B143.

3. St André-de-Berg cite l'abbé de Mazan qui possède une grande partie des terres de la paroisse. Balazuc se plaint d'être écrasé d'impôts parce qu'une partie notable de ce mandement « tenue noblement » ne contribue pas aux impôts royaux. Arch. Ard. B142

4. Vanosc, le Monestier.... Cf. B143 bis.

5. Beaumont, Donnac... Cf. B142.

6. St Silvestre. Cf. B 143

7. St André-de-Cruzières, St Sauveur-de-Cruzières, Gravières. Cf. B 141

cauchemar pour le paysan qui redoute toujours de se voir enlever ses fils. Berzème se plaint que le tirage soit fait d'une manière abusive. St Julien de Châteauneuf et Brussac demandent sa suppression, Berrias, pour concilier tous les intérêts, préconise un impôt spécial sur les célibataires dont le revenu servirait à payer des volontaires. Ce serait tout avantage pour le pays qui garderait ses enfants et se débarrasserait ainsi des mendiants et des vagabonds qui sont un fléau et un danger toujours inquiétant. ¹.

Quelle que soit la vivacité des réclamations au sujet des impôts royaux, jamais dans les cahiers, on ne rencontre un mot contre la personne du roi. Peu connu, mais aimé et respecté, il conserve tout son prestige aux yeux des paysans. Une seule fois, on trouve son nom dans une sorte de brouillon non signé, addition au cahier d'Antraigues, qui porte cette note originale, d'ailleurs d'inspiration bourgeoise : « Éviter de rabaisser le pouvoir monarchique au point que l'état risque de devenir aristocratique. Pour éviter que le parlement et la noblesse ne prennent trop d'autorité, les communes devront prendre l'intérêt du Roi. » ².

Au sujet des redevances seigneuriales et de la dime, les cahiers font écho aux nombreux pamphlets qui dénoncent les abus des droits féodaux. Le paysan les trouve de plus en plus intolérables. Déjà, il est question de l'augmentation des censives, des usurpations des seigneurs ³ et des vexations de leurs fermiers. Beaucoup de paroisses revendiquent la liberté de moudre leurs grains au moulin de leur choix et l'abolition du droit exclusif de chasse et de colombier, sans souci de la propriété originelle ou au moins la facilité du rachat ⁴. Les justices seigneuriales soulèvent moins de critiques. Seul St Silvestre ⁵ en exige la disparition comme partiales et onéreuses, mais Gravières, Chauzon et Balazuc veulent qu'on oblige les seigneurs à rendre la justice dans les villes les plus voisines de leurs terres. Pour diminuer les frais des procès, la plupart des cahiers deman-

1. Arch. Ard. B 142 et B 143 bis.

2. Ibidem B 142.

3. St Julien de Châteauneuf proteste contre le fait qu'il y a encore des sujets corvéables à merci et à volonté de leurs seigneurs « étant dans ce cas ». Les Vans se plaignent des droits usurpés par les seigneurs, St. Andéol de Bourlenc des vexations des fermiers.

4. St Germain, St Martin l'Inférieur, St Martin le Supérieur, Aps, Balazuc, Aubignas, Vanose, Monestier, Chauzon, etc.. Cf) B 142.

5. Arch. Ard. B 143.

dent que les juges ou même les consuls puissent prononcer en dernier ressort pour les litiges de minime importance ¹.

Enfin, presque tous déclarent que la dime atteint trop de denrées et que son taux est excessif. Naves réclame sa suppression lorsqu'elle ne profite pas directement au clergé ; Aps préconise son remplacement par une imposition municipale ; la plupart demandent sa modération et son uniformité. Balazuc la voudrait réduite au quarantième ou au trentième, mais à un seul fruit et défalcation faite de la semence. Plusieurs sollicitent la réunion de bénéfices à leur paroisse pour améliorer le sort matériel du bas clergé, afin que le curé puisse faire des aumônes plus abondantes et entretenir une école ². De plus ce serait le moyen de supprimer le casuel qui paraît nettement odieux au paysan ³. Parfois, au contraire, on sent passer à travers les cahiers comme un léger souffle d'anticléricalisme. Sans doute, il faut souvent imputer cet état d'esprit au juge ou au bourgeois voltairien qui a tenu la plume, mais il n'est pas douteux que ce sentiment de défiance traduit bien la pensée intime du paysan qui, malgré sa foi profonde, est resté volontiers frondeur à l'égard de son clergé. Il traite son curé un peu comme le seigneur lorsqu'il s'agit d'ouvrir sa bourse. Le cahier de Chauzon trouve que son curé qui lui prêche le détachement des biens de ce monde vit trop à l'aise, trop en bourgeois : 1200 livres de rente, sans compter le casuel et les messes, lui paraissent un scandale intolérable. Un traitement de 700 livres serait bien suffisant, à son avis, et il croit faire preuve de générosité en concédant à la rigueur au curé un petit jardin ⁴. Il s'agit évidemment d'un curé décimateur et non d'un congruiste. C'est donc une exception et d'ailleurs cet exemple est unique dans les cahiers ⁵.

Au contraire, l'hostilité contre les ordres religieux est presque

1. Gravières demande que les juges inférieurs soient souverains jusqu'à 50 l. Arch. Ard. B 141.

2. Quelques cahiers seulement parlent de la nécessité d'établir un nouveau plan d'enseignement : Vogüé, Beaumont... Les autres ne font pas allusion à l'enseignement, ni primaire, ni supérieur. Cependant Berzème réclame des notaires gradués pour que les fortunes et les héritages ne soient pas exposés à la dilapidation par vice de forme. cf) B 142.

3. Cahiers de Beaumont, Aps, Aubignas, St-Jean-le-Centenier, St-Sernin, Donnac, Tauriers, Ailhon et Lentillères, Gravières, Vanose, le Monestier.

4. St-Germain spécifie aussi que le curé ne doit pas posséder d'autre terre qu'un jardin. Arch. Ard. B 142.

5. Villevoisance demande cependant que les paroissiens soient autorisés à choisir leur curé. Arch. Ard. B 143 bis.

générale¹. On leur reproche d'accaparer les meilleures terres et les fonds les plus fertiles. Quelques cahiers² d'inspiration bourgeoise demandent leur suppression et la vente de leurs biens, et on sent que les paysans envieux de leurs propriétés ne seraient pas fâchés de profiter de l'occasion pour arrondir leur petit domaine.

Telles sont les principales réclamations des ruraux dans les cahiers qui ont subsisté. Sans doute, si le nombre en était plus grand, le tableau serait plus complet. Beaucoup de traits qui sont à peine esquissés seraient précisés et mis en relief, mais, malgré les difficultés qu'il y a à distinguer ce qui est imposé de ce qui est spontané dans ces revendications, on voit que le paysan fait à sa manière le procès du régime féodal et de tout l'ancien régime. Au point de vue économique, il aspire à un ordre de choses moins dur et moins pénible pour lui et, pour la première fois, il le dit nettement.

3. Si les moines sont franchement impopulaires, on ne trouve jamais dans les cahiers un mot contre les religieuses.

4. Chauzon, Donnac, Beaumont, Ailhon et Lentillères, etc.

CHAPITRE IV

Les assemblées des sénéchaussées

1. La tenue des assemblées. — Difficultés relatives aux Convocations. — Les rapports des ordres entre eux. — Vérification des pouvoirs et élaboration des cahiers.

2. L'élection des députés. — Tiers. — Noblesse. — Clergé. — Vive agitation dans la chambre du clergé de Villeneuve-de Berg.

3. Les cahiers. — Vœux généraux communs aux trois ordres. Vœux communs du Tiers et du Clergé, du Tiers et de la Noblesse, du Clergé et de la Noblesse. Vœux particuliers de chaque ordre. — Les divergences.

I

Les assemblées des sénéchaussées se réunissent à quelques jours d'intervalle dans le haut et le bas Vivarais. Si, en raison de l'affluence et des passions politiques, les débats furent parfois très vifs, ni les difficultés relatives aux convocations, ni la rédaction des cahiers, ni même l'élection des députés ne soulevèrent de troubles graves. Malgré les sombres pronostics de quelques pessimistes ¹, malgré la violence des compétitions, la concorde entre les ordres se maintint et l'union extérieure des éléments divers de chaque ordre ne fut pas rompue.

D'après les lettres royales, ce n'était pas tout le Vivarais, mais seulement le Vivarais judiciaire qui était convoqué à Villeneuve-de-Berg et à Annonay. Les 48 ou 50 ² paroisses, mandements ou juridictions justiciables du Puy ainsi que les enclaves du Forez ³ et du Dauphiné ⁴ devaient aller voter dans leurs sénéchaussées respectives ⁵. Et cependant, soit ignorance, soit incurie, il y eut des exceptions inexplicables. Rochepaule en particulier et Lafarre qui relevaient du Velay, portées sur la liste des communautés invitées

1. Lettre de la Gorce le 18 Février 1789 « Si on ne règle pas les rangs des gentilshommes à la Convocation, on s'égorgera. » A. N. Ba 85.

2. Le chiffre est très difficile à préciser parce que paroisses, mandements et juridictions sont loin d'être synonymes. Souvent dans une même paroisse, il y avait plusieurs juridictions et mandements différents que les documents ne distinguent pas toujours.

3. Palharez, Rochebloine et Colombier le Jeune.

4. Champagne.

5. Les enclaves du Forez et du Dauphiné obéissent docilement aux lettres de convocation.

à Annonay ¹, s'empressèrent de profiter d'une erreur qui favorisait leurs secrets désirs.

L'attitude des autres paroisses détachées du Vivarais fut assez variée, aussi bien dans le Nord que dans le Midi. Pendant que les unes vont au Puy en déclarant qu'elles sont et veulent rester du Vivarais ², d'autres demandent leur maintien au Puy et désavouent les pétitions contraires qu'on fait circuler dans leur ressort ³. D'autres, sous prétexte qu'elles n'ont aucun intérêt dans le Velay, refusent de s'y rendre et se présentent à Annonay ⁴ et à Villeneuve-de-Berg ⁵ pour prendre part aux travaux de l'assemblée. Dans le haut-Vivarais, ces dernières se groupent autour de St Agrève qui devient le porte-parole et l'avocat de leurs revendications. Elles prétendent avoir les mêmes droits que Rocheпаule et Lafarre et protestent contre une inégalité de traitement que rien ne justifie.

Le 20 mars, les députés de St Agrève, pour eux et les députés des paroisses voisines, adressent une requête au sénéchal, demandant la jonction de leurs cahiers à ceux des autres communautés de la sénéchaussée d'Annonay et leur admission au vote. L'embarras du sénéchal est visible. Cependant sur l'avis favorable du procureur du roi, il ordonne la réunion des cahiers, mais reste muet sur la question de la participation à l'élection des députés. ⁶ Le lendemain une nouvelle réquisition ayant obtenu gain de cause, le 22 et le 23

1. Cf. Arch. Ard. B. 143 bis. — Protestation de St Agrève et des paroisses voisines.

2. La plupart des paroisses, mandements ou juridictions des environs de Pradelles : Ste Eulalie, St Paul de Tartas, Le Cellier du Luc, le Béage, le Cros de Géorand, Villesèche, La Villate et Belvezet, Vazeilles et Issarlès, Mas de Mauras, Bonnefoy et St Martin, St Martial taillable, Concoules, Lesperon, St Arcons de Barges, Arlempdes, St Alban en montagne, St Clément sous Pradelles, Lanarce, Borée et Contagnet. Arch. nat. B III 156.

3. Instructions et demandes particulières de la partie du Vivarais dépendant du Puy. — Arch. nat. B III 125. art. 3. — Protestation des habitants des bourgs, mandements et juridictions de Fay, Chanderolles et Mézenc, Lavarenne, Chate-loubé, le Prat et Arsac, Bonnefont, des paroisses des Vastres et St Clément sous Fay contre toutes délibérations et signatures surprises par les habitants de St Agrève.

4. St Agrève, Devesset, St Jean Roure, St Romain le Désert, St André des Effangeas, les paroisses du marquisat de la Rivoire : Vocance, Villevoacre. St Julien-Vocance, Vanosc, le Monestier et celles de St Martin de Valamas, St Julien de Châteauneuf en Boutières, Chanéac et la Chapelle sous Chanéac. Arch. ard. B 143 bis.

5) Pradelles, Coucouron et Montlor, Issarlès taillable. Mazan bas mandement, St Cirgues en Montagne, La Chapelle Graillouse. Arch. nat. B III 156.

6. Arch. Ard. B 143 bis

mars, les paroisses du marquisat de la Rivoire, St Martin de Valamas, St Julien de Châteauneuf, Chanéac et la Chapelle-sous-Chanéac font entendre les mêmes réclamations et remportent le même succès.¹

Le précédent d'Annonay dut faire autorité à Villeneuve-de-Berg, car nous ne trouvons pas trace de difficultés pour l'acceptation de Pradelles,² Coucouron, Montlor, Issarlès, St Cirgues en montagne et la Chapelle Graillouse. Et ainsi une trentaine de ces paroisses ou mandements contestés entre le Vivarais et le Velay se rendent au Puy pendant que les autres réussissent à faire prévaloir leurs droits de voter à Annonay et à Villeneuve-de-Berg³.

Dans les ordres privilégiés, les convocations ne revèlent pas moins de négligence et de désordre. A Villeneuve-de-Berg, pour la noblesse en particulier, la liste des présents et des représentés ne rappelle que de fort loin la liste des invités⁴, et même dans le premier ordre, les plaintes et doléances ne manquèrent pas surtout de la part de quelques éléments du haut clergé. Les curés et prieurs étaient favorisés :⁵ ils avaient droit de vote direct et personnel. Les communautés religieuses de femmes pouvaient se faire représenter. Quant aux chapitres, ils furent profondément humiliés de la faible délégation qui leur était attribuée. Celui de Viviers protesta, inutilement d'ailleurs, qu'il était lésé dans ses droits et que le chiffre de ses députés ne correspondait ni à sa dignité, ni à son importance⁶.

L'empressement à assister à ces assemblées de sénéchaussée fut si grand dans tous les ordres qu'il n'y eut presque pas d'abs-

1. Ibidem.

2. Deux députés de Pradelles : Champalbert, et Leblanc, firent même partie de la commission chargée de la rédaction du cahier du tiers. Cf.) procès-verbal de l'assemblée générale des trois ordres du bas Vivarais réunis à Villeneuve-de-Berg le 25 mars 1789 arch. Ard. 141

3. Toutes les communautés qui votent dans le Vivarais, sauf Pradelles, resteront à l'Ardèche ; les autres seront partagées en partie presque égale entre la Haute-Loire et l'Ardèche. Les trois paroisses du Forez et celle du Dauphiné seront toutes les quatre rattachées à l'Ardèche.

4. Cf) Liste des assignations données et tableau des pouvoirs vérifiés. arch. Ard. B 141

5. S'ils étaient éloignés de plusieurs lieues du chef-lieu de la sénéchaussée, ils devaient se faire représenter à moins qu'ils n'aient vicaire ou desservant résidant dans leur paroisse. Cf) modèles d'ordonnance à rendre par le sénéchal. — Arch. Ard. B 141.

6. Protestations du clergé de Viviers contre le règlement fait par le roi pour l'exécution des lettres de convocation... déposées au greffe le 17 Juin 1789. arch. ard. B 141.

tentions. Villeneuve-de-Berg ne donne défaut que contre les trois communautés de Salavas, St-Julien Lachamp et Goudoulet ¹ et contre 18 députés du tiers et 11 du clergé ². Annonay ne signale même aucune absence. Aussi la réunion générale des trois ordres fut-elle très nombreuse. Le clergé groupe 105 électeurs dans le haut-Vivarais dont 41 par procuration ³ et 228 dans le bas Vivarais avec une centaine de représentés ⁴. Le procès-verbal d'élection de la noblesse parle de 104 votants à Annonay et de 145 à Villeneuve-de-Berg. Le tiers comptait 243 députés primaires dans la première séance et 446 ⁵ dans la seconde, mais, aussi bien dans le Nord que dans le Midi, à mesure que les séances se prolongent, les députés des campagnes s'égrènent et beaucoup, à cause des frais de séjour trop élevés, disparaissent avant la clôture de l'Assemblée. Aux derniers scrutins, la diminution est sensible, surtout parmi les paysans. ⁶ La plupart des délégués des paroisses sont peu fortunés et l'indemnité promise leur paraît bien aléatoire. De plus, les travaux des champs deviennent urgents et les ruraux se trouvent dépaysés dans cette société de bourgeois qui les regardent de haut et les traitent avec une commisération méprisante.

Les lettres de convocation prévoyaient la possibilité d'une réunion commune des trois ordres pour rédiger ensemble leurs cahiers et élire leurs députés. Le tiers aurait favorablement accueilli toute proposition de ce genre. Le clergé n'y eût fait aucune objection, mais la noblesse avec d'Antraigues y était nettement hostile. Aussi, pour ne pas mettre en relief cette divergence d'opinions, on évita de se prononcer sur un point aussi délicat. La noblesse ⁷ fit valoir qu'en

1. Il y eut 192 communautés représentées. — Arch. Ard. B 141.

2. Contre l'abbé de Mazan, les prieurs de Ruoms, Rochemaure, Rompon, Gourdon et St Priest, Gluyras, Le Cheylard, St-Laurent-sous-Coiron, Montpezat, Antraigues et contre les moines de Mazan. Procès-verbal de l'assemblée des trois ordres de Villeneuve-de-Berg. Arch. Ard. B 141.

3. Arch. Ard. B 144.

4. D'après le chiffre des votants lors de l'élection de Mgr. de Saviue qui a 116 voix contre 112 à Malosse (Relation de ce qui s'est passé dans la chambre de l'ordre du clergé p. 4 note). La liste nominale ne porte que 226 noms. D'après les assignations données, il n'aurait dû y en avoir que 218. Les curés et prieurs étaient au nombre de 191. Arch. Ard. B 141.

5. Arch. Ard. B 145 et B 141.

6. A Annonay, 215 votants prennent part à l'élection du député suppléant alors qu'il y en avait eu 242 pour les députés titulaires. Arch. Ard. B 145.

7. Procès-verbal de la chambre de la noblesse de Villeneuve-de-Berg. Arch. nat. Ba 85, de la noblesse d'Annonay. Arch. Ard. B 145.

discutant à part les divers articles de son cahier, il lui serait plus facile de donner au tiers des preuves de sa sympathie par le sacrifice volontaire et spontané de certains de ses privilèges. Le clergé de Villeneuve-de-Berg laissa bien entendre qu'après l'élaboration de son cahier, il accepterait volontiers, ¹ avec l'adhésion des autres ordres, une députation faite en commun, mais la proposition ne fut pas reprise et chaque ordre procéda séparément dans sa chambre, non seulement à la vérification des pouvoirs de ses membres et à la rédaction de son cahier, mais encore à l'élection de ses députés.

L'accord le plus cordial ne cessa d'ailleurs de régner dans les rapports des divers ordres entre eux. Il semble même que plus l'opposition des idées et des sentiments s'accroît, plus les mots d'union, de concorde et de fraternité se multiplient. Ce ne sont que députations variées, harangues et congratulations réciproques. Les privilégiés veulent donner au tiers l'impression qu'ils traitent d'égal à égal avec lui. Ils s'empressent de lui communiquer toutes les décisions qui peuvent lui être agréables comme l'acceptation de l'égalité de tous devant l'impôt, l'abandon des privilèges des barons de Vogüé, Lagorce et Brison ² et leur adhésion aux arrêtés de Privas. Ils espèrent ainsi amadouer le tiers et enchaîner des réclamations trop inquiétantes de sa part. Le tiers, à son tour, fait assaut d'amabilités, de compliments, de flatteries même à l'adresse de la noblesse et du clergé. Il remercie Antraigues du rôle bienfaisant pour le pays qu'il a joué à Paris et lui envoie une délégation pour le féliciter de son élection. ³

Un incident regrettable fut l'occasion à Villeneuve-de-Berg de resserrer encore les liens d'affectueuse sympathie des divers ordres. Le 27 mars, deux députés du tiers qui, par économie, allaient coucher à St-Jean-le-Centenier, furent attaqués sur la route par des bandits, et l'un d'eux, Pierre Barbut, député du Travers, fut tué d'un coup de pistolet et l'autre Talagrand, député du Val d'Aurelle,

1. Procès verbal de la chambre du clergé. Arch. nat. C 25 172.

2. La noblesse de Villeneuve-de-Berg rejette à l'unanimité la protestation de du Roure faite par son représentant de Chalendar de St-Laurent de « s'opposer, et même protester contre toutes instructions qui pourraient être données aux députés qui seraient élus pour les États-Généraux tendant à priver les prélats et barons de leurs droits en l'administration de cette province. » Elle la déclare contraire à l'article 21 du règlement du 24 janvier portant que les représentés ne pourront voter par leurs procureurs que pour la nomination des députés. Arch. nat. Ba 85.

3. Procès-verbal de l'assemblée générale des trois ordres à Villeneuve-de Berg séance du 4 avril 1789. Arch. Ard. B 141.

grièvement blessé¹. Les témoignages de condoléances affluèrent aussitôt. Le clergé prit l'initiative d'un service funèbre solennel présidé par l'évêque lui-même et tous les privilégiés se firent un devoir d'y assister. La noblesse écrivit au ministre² pour demander un secours pour le survivant et pour la famille du défunt, et elle réclama l'attribution du jugement des coupables à la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg pour faire un exemple sur les lieux mêmes du crime³.

À l'intérieur de chaque ordre, on ne constate plus cette cordialité apparente qui voile les différends. Les âmes se montrent à nu, les compétitions se révèlent passionnées et les violentes discussions risquent à certains moments de dégénérer en bagarre. Néanmoins, les divers ordres réussissent à étouffer tout éclat et ne laissent rien transpirer au dehors des rivalités intestines qui les déchirent. A Villeneuve-de-Berg, la noblesse, pour éviter des indiscretions néfastes à son prestige, impose à tous ses membres le serment de garder inviolablement le secret sur les débats qui auront lieu, soit dans l'assemblée, soit dans les commissions et menace d'exclusion « tout gentilhomme qui s'avilirait au point de le violer. »⁴

La vérification des pouvoirs ne souleva quelques difficultés que dans la noblesse de Villeneuve-de-Berg. Les gentilshommes de vieille extraction, inquiets de voir l'ordre de jour en jour plus envahi par des éléments douteux, voulurent profiter des circonstances pour procéder à une recherche des usurpateurs de la noblesse, mais l'intervention de Vogüé et surtout l'habileté de d'Antraigues pour se ménager des partisans⁵, firent adopter un règlement provisoire large et libéral qui renvoyait à des temps plus propices la solution définitive d'une question aussi irritante.

1. Procès-verbal du 4 avril 1789. Arch. Ard. B 141.

2. Lettre de la noblesse adressée le 6 avril 1789 par le comte de Balazuc au garde des sceaux. Arch. nat. B III 156.

3. Le jugement prévôtal du 3 octobre 1789 condamne à l'amende honorable « nue-tête et en chemise, la corde au cou » et à la roue Pierre Chaumel de Gras. Jugement exécuté le 5 octobre 1789. Grand placard impr. Fonds Mazon chr. 12.

4. Procès-verbal de la chambre de la noblesse. Arch. nat. Ba 85.

5. « Que de faux titres ménagés par d'autres à cette occasion pour s'acquérir le droit d'être sur la liste, tels que : Bernardy, Bonnet des Arcis... etc... Ils y étaient autorisés par les facilités que leur donnait le comte d'Antraigues, l'un des secrétaires et vérificateurs... ». Manuscrit de Delichères, p. 15. — Bernard de St-Arcons de son côté déclare que « dans la vérification des titres de noblesse, L. se montra difficile, ce qui éloigna plusieurs prétendants. Vogüé lui observa qu'il avait tort, que la bonne politique était au contraire de la renforcer (la noblesse) par le nombre. » Manuscrit de St-Arcons. Fonds Mazon chr. 12.

La rédaction des cahiers fut plus orageuse, surtout dans le tiers. Elle fut préparée par une commission plus ou moins nombreuse suivant les ordres et les sénéchaussées. Si la noblesse d'Annonay se contente de six commissaires, celle de Villeneuve-de-Berg en désigne quinze. Le clergé du haut Vivarais, pour satisfaire les éléments des divers diocèses et tenir compte de la proportion du haut et bas clergé régulier et séculier, en nomme sept et celui du bas-Vivarais seize après un violent débat où le parti des prieurs et curés impose ses idées et ses candidats. Le tiers d'Annonay choisit douze commissaires appartenant tous à la haute bourgeoisie conservatrice à l'exclusion des démocrates et des ruraux, celui de Villeneuve-de-Berg forme une commission de 40 membres où il admet quelques rares paysans enrichis.

Ces commissaires consacrent une journée ou deux à l'élaboration du projet. ¹ La discussion en assemblée générale fut assez longue et parfois très vive. ² Les ordres attachent, semble-t-il, autant sinon plus d'importance à la rédaction de leur cahier qu'à l'élection des députés. A Annonay, les séances du tiers sont particulièrement agitées. La minorité démocrate et paysanne exclue de la commission tente un vigoureux effort avec Sabatier de Vernoux pour accentuer les dispositions réformatrices du projet. Trois fois elle revient à la charge au sujet des droits féodaux, trois fois la majorité bourgeoise conservatrice finit par imposer la loi du nombre. Par son obstruction, elle fait rouvrir encore la discussion après la clôture des débats. Et, malgré les protestations du président Delholme, quelques-uns de ses membres, possesseurs de redevances féodales, obtiennent l'insertion en marge du procès-verbal d'une note favorable à leur rachat. ³ A Villeneuve-de-Berg, s'il faut en croire Delichères, le parti avancé fut si terrorisé par les menaces de ses adversaires qu'il n'osa même pas défendre ses droits, ni même exposer ses re-

1. Nous sommes mal renseignés sur les débats de ces commissions. Aucun procès verbal, ni indiscrétion privée ne nous donne le moindre détail.

2. Pour la discussion des cahiers en assemblée générale. cf) procès-verbal du tiers à Annonay et protestation de Delhome, président du tiers. Arch. Ard. B 145, Cf) aussi manuscrit de Delichères.

3. Arch. Ard. B 145. Procès-verbal du 24 mars 1789 « trois ou quatre membres de l'assemblée ayant demandé la parole, nous ont prié de leur donner acte du consentement qu'ils donnaient en leur qualité de seigneurs directs que les rentes fussent rachetables. »

vendications. « On ne parlait de rien moins que de nous assassiner ; aussi prîmes-nous le parti de garder le silence. » ¹

II

Une fois les cahiers rédigés et sanctionnés par l'Assemblée générale de chaque ordre, on procède à l'élection des députés qui, fort calme à Annonay, fut très agitée à Villeneuve-de-Berg. Dans le tiers, on évite de poser la question de la réduction des députés à 200, devant la répugnance générale et l'hostilité déclarée de la masse des paysans. Les ruraux sentaient très bien, en effet, que cette opération ne pouvait s'exécuter qu'au profit de la bourgeoisie urbaine et au détriment des campagnes. Plutôt que d'accepter cette humiliation et cette déchéance, beaucoup de députés avaient reçu l'ordre formel de leurs communautés de quitter l'assemblée. Pour éviter le trouble, l'agitation et le désordre que n'aurait pas manqué de susciter cette scission, la bourgeoisie qui se sentait d'ailleurs très forte évita cette exaspération aux paysans.

A Annonay, malgré la vivacité des polémiques et le mécontentement profond que la rédaction des cahiers a soulevé, Boissy d'Anglas ² conserve sur la majorité des électeurs une grosse influence

1. Manuscrit de Delichères p. 11. 12. « Delières le 27 déclara qu'il était chargé de dénoncer au procureur général toutes les motions qui seraient faites contre les privilèges du parlement et d'en désigner les auteurs, ce qui souleva les ennemis des abus mais les força au silence et dirigea quelques-uns des articles du cahier. »

2. François Antoine Boissy d'Anglas naquit le 8 novembre 1756 à St Jean Chambre. Il était avocat en parlement, maître d'hôtel de Monsieur, Comte de Provence, membre de nombreuses sociétés littéraires et savantes, quand il fut élu député aux Etats-Généraux. Sous l'assemblée législative, il remplit les fonctions de procureur général syndic du département de l'Ardèche. Appelé à la Convention, il siégea au centre, vota pour la détention du roi et combattit les Montagnards. Il se tint à l'écart pendant la Terreur et joua un rôle actif après le 9 Thermidor. Il présidait la Convention le 1^{er} Prairial, an III, lors de l'insurrection des faubourgs. En Vendémiaire an IV, il fut élu par 72 départements. Sorti en l'an V, il fut réélu à Paris. Ses tendances royalistes le firent condamner à la déportation à la suite du coup d'état du 18 Fructidor. Il put s'échapper, se réfugia en Angleterre et revint en France après le 18 Brumaire.

Membre du tribunal en 1801 et du sénat conservateur en 1805, il fut créé comte par Napoléon le 26 août 1808. La première restauration le fit pair de France et il conserva son titre pendant les Cent-Jours et sous la deuxième Restauration. Il mourut à Paris le 20 octobre 1826.

et il n'a pas de peine à l'emporter ainsi que Monneron. ¹ Ils groupent les voix de toute la haute bourgeoisie et d'une notable partie des ruraux, mais ils ne réussissent pas à rallier les suffrages de la petite minorité démocrate dont ils n'ont pas osé appuyer les revendications². Monneron ne paraît pas s'être préoccupé beaucoup de sa candidature. Il ne fait pas partie de l'assemblée de la sénéchaussée et, au moment des élections, il est absent d'Annonay. Pour prévenir le danger d'une représentation incomplète, le tiers désigne un suppléant, St-Martin³, qui reflète d'ailleurs les mêmes idées.

A Villeneuve-de-Berg, les élus sont aussi des modérés. Espic, un des promoteurs du mouvement dans le bas Vivarais, s'impose à tous et finit par grouper sur son nom la presque unanimité des suffrages ⁴. Même Delichères qui le trouve trop tiède fait, par patrio-

1. Charles Claude Ange Monneron naquit à Antibes le 15 avril 1735 et mourut à Annonay le 30 mai 1799. Il n'avait pas moins de 19 frères ou sœurs. Deux de ses frères siégèrent avec lui à l'Assemblée constituante : Jean Louis, né à Annonay le 12 septembre 1742, fut élu par les Indes orientales, Pierre Antoine, né à Annonay le 26 Janvier 1747, par l'Île de France. Un troisième Jean François Augustin né à Annonay le 24 décembre 1756 fut député de Paris à l'assemblée législative. Leur mère était parente de Dupleix, ce qui explique les nombreux voyages et les fréquents séjours des frères Monneron aux colonies. Claude Ange remplit diverses fonctions à Pondichéry de 1757 à 1786. Elu député du tiers d'Annonay, il s'occupa de questions financières, mais, bientôt découragé, il ne joua qu'un rôle très effacé à l'assemblée. Il a laissé un curieux journal des Etats Généraux qui s'arrête au 12 septembre 1789.

2. Boissy d'Anglas est élu par 163 voix et Monneron par 164 sur 242 votants. Cf)procès-verbal d'élection des députés du tiers état d'Annonay. Arch. nat C 14.

3. François Jérôme Riffard St Martin naquit à Gilhoc en 1745. Avocat en parlement et juge de Colombier le Vieux pour M. de Brison, il fut un des douze commissaires chargés de rédiger le cahier du tiers. Elu député suppléant par 135 voix sur 215 votants, il remplace à la date du 4 décembre 1789 Dode démissionnaire. Il vote régulièrement avec la gauche de l'Assemblée. En 1791, il est nommé président du tribunal criminel de l'Ardèche et le 5 septembre 1792 député à la Convention. Il vote pour la détention de Louis XVI et soutient les Girondins dans leur lutte contre la Montagne. Il disparaît sous la Terreur et ne joue qu'un rôle secondaire après le 9 Thermidor. En vendémiaire an IV il n'est pas réélu dans l'Ardèche, mais porté sur la liste supplémentaire de trois autres départements ; il siège au conseil des 500. Sorti en l'an V, il n'est réélu qu'en l'an VI. Il siège ensuite au corps législatif, est jugé au tribunal civil de la Seine et meurt à Paris en 1814, laissant une fille mariée au général Rampon.

4. Jean André Espic naquit à Aubenas le 29 mai 1738. Il fit ses études à Nîmes et son droit à Toulouse. Avocat en parlement, il était en 1788 un des hommes les plus en vue de la région d'Aubenas. Il joua un rôle important à l'assemblée de Privas. A l'assemblée générale des trois ordres de Villeneuve-de-Berg, il représente la communauté de St-Sernin sous Aubenas. Il fut commissaire rédacteur du cahier du tiers et élu au premier tour député aux Etats-Généraux par 396 voix sur 411 votants. A l'Assemblée nationale, il vote avec la droite et n'aborde jamais

tisme local, voter ses partisans plus avancés pour le candidat d'Aubenas. La lutte est beaucoup plus vive et le résultat plus incertain pour les autres sièges. « Rouchon de Bourg St-Andéol était désigné, écrit Delichères, il était porté, mais il eut la maladresse, au moment où le scrutin s'ouvrait, de s'opposer à une motion faite pour fixer au même taux la rétribution des députés des campagnes et des villes. Ceux des campagnes, révoltés contre lui, qui avaient déjà mis son nom sur leurs bulletins, les refirent de suite. Il perdit leur confiance ¹ ». Madier de Montjau, bourgeois conservateur teinté de noblesse, profita du manque de tact de son collègue, mais ne réussit qu'au second tour à recueillir péniblement une faible majorité ². Près de la moitié de l'assemblée lui refusa sa confiance, et, dans son discours de remerciement, Madier se plaint amèrement des « libelles infâmes », qu'on a lancés contre lui et des « calomnies atroces » qu'on a vomies sur son compte. Delichères souligne malicieusement dans « ses notes sur Aubenas » que « l'événement a justifié que ce libelle avait été seulement maladroit ³ ».

Dubois Maurin ⁴, soutenu par la région de Villeneuve-de-Berg,

la tribune. En 1791, Espic revient à Aubenas, exerce sa profession d'avocat et reste en dehors des querelles politiques. Il meurt le 15 Germinal an VIII à Aubenas à l'âge de 62 ans. cf) Vascalde. *Le Vivarais aux Etats-Généraux* Paris 1889, in-8, pour toutes les biographies des députés de Villeneuve-de-Berg aux Etats-Généraux.

1. Manuscrit de Delichères p. 13.

2. Noël Joseph Madier de Montjau naquit à Bourg St-Andéol le 16 mars 1755. Il prit part à la réunion de Privas comme premier consul, maire de Bourg St-Andéol. Le 3 avril, il est élu député du tiers par 224 voix sur 413 votants. Dans les premiers mois de l'Assemblée nationale, il intervient souvent dans les discussions, vote avec la droite et signe toutes les protestations de la minorité. Il se cache pendant la Terreur et reparaît après le 9 Thermidor. Elu en Vendémiaire an IV il siège au conseil des 500. Condamné à la déportation le 19 Fructidor, il se réfugie à Barcelone et rentre en France après le 18 Brumaire. Il vit dans la retraite sous le Consulat et l'Empire. En 1815, Louis XVIII le nomme conseiller à la cour royale de Lyon. Il meurt le 21 juin 1830.

3. Manuscrit de Delichères p. 13.

4. Pierre Dubois Maurin naquit à Jaujac le 22 janvier 1735. Il fut reçu avocat en parlement et devint conseiller du roi au baillage et siège royal de Villeneuve-de-Berg. Il était doyen des conseillers de la sénéchaussée quand il fut élu député aux Etats-Généraux. Il ne parut jamais à la tribune. A la fin de la session, il revint à Villeneuve-de-Berg et le 11 avril 1792, il fut désigné par le département pour remplacer, comme maire de cette ville, Malmazet suspendu de ses fonctions. Le 28 novembre 1792, il est élu juge au tribunal du Coiron. En 1795, il se retire à Jaujac où il meurt le 15 Frimaire an X.

et Defrances ¹, appuyé par Privas, bénéficièrent des rivalités de clocher ² dont furent victimes, au contraire, Delichères et Dalmas, tous les deux d'Aubenas. Enfin, à la pluralité des voix, on désigna Vacher et Monfoy comme suppléants ³.

Dans la noblesse, où les divisions intestines restent très aiguës et les débats fort acerbes, Antraigues a besoin de beaucoup de souplesse et de diplomatie pour imposer sa candidature, Vogüé, Joviac, Pampelonne, sont pour lui de dangereux concurrents, mais Antraigues est un habile manœuvrier à qui les moyens importent peu et qui ne craint pas de descendre jusqu'au chantage. Bien qu'il soit sincèrement rallié à toutes les idées et à tous les préjugés de la noblesse, ses coquetteries avec le tiers, en laissant planer un doute sur ses dispositions, servent utilement sa cause et jusqu'au dernier moment pour faire pression sur son ordre, il jouera de la menace d'une élection par le tiers, soit à Paris, soit à Villeneuve-de-Berg ⁴. Il voudrait être élu le premier « par crainte d'éprouver des difficultés dans la concurrence comme second ⁵ ». Il essaie de jouer alternativement Vogüé et Joviac, en se servant successivement de l'un pour affaiblir le parti de l'autre. Mais Vogüé avait trop de prestige pour ne pas l'emporter facilement au premier tour ⁶. Le second siège fut vive-

1. Pierre Simon Defrances naquit à St-Priest le 28 novembre 1734. Il fit ses études de droit à Toulouse et vint se fixer à Coux près de Privas. Le 6 avril 1789 il est élu député du tiers. Il n'intervient jamais dans les débats à l'Assemblée nationale. Rentré à Coux en 1791, il devient maire de sa commune jusqu'en 1811. Il meurt à St-Priest le 6 novembre 1819 à l'âge de 85 ans.

2. cf) manuscrit de Delichères p. 13 et 14. « Maurin... fut élu par l'effet de la cabale. Certes, c'était un honnête homme mais nul pour le talent et il en convenait de bonne foi ». « Defrances de Coux, homme de bien, mais sans talent, fut nommé et il était loin de s'y attendre. Il ne paraissait pas l'avoir désiré ». « Roure de Largentière était aussi porté, mais Roure de Chalabrèze, son parent, ayant employé l'intrigue la plus manifeste et faisant publiquement les billets dans la chapelle de la Vierge sous les yeux du prétendant, cette manœuvre fut dénoncée et il fut écarté. Il n'osa même pas se défendre et depuis on l'a appelé l'avocat de la Vierge ».

3. Vacher est élu par 113 voix et Monfoy par 92. Ni l'un ni l'autre ne siègeront à l'Assemblée constituante, mais Vacher sera élu à la Législative et Monfoy en l'an IV deviendra président de l'administration du département.

4. cf) manuscrit de Bernard de St-Arcons, Fonds Mazon ch. 12.

5. cf) manuscrit de Delichères p. 14.

6. cf) Cerice François Melchior de Vogüé naquit à Vogüé le premier décembre 1732. Il est maréchal de camp en 1780 et gouverneur de Montmédy après la mort de son père. Il signe les arrêtés d'Annonay et de Privas et est élu député de la noblesse de Villeneuve-de-Berg le 4 avril 1789. Il émigra en 1792 et ses biens furent confisqués. Rentré en France en 1801, il meurt le 16 décembre 1812.

ment disputé et, malgré l'appui de gentilshommes d'une noblesse assez douteuse, Antraigues ne triompha avec beaucoup de peine de Joviac qu'au deuxième tour de scrutin¹ et par arrangement, « pour faire cesser des débats trop vifs durant lesquels Antraigues fut provoqué en duel par le chevalier de Malhan² ». Joviac et Pampelonne furent élus députés suppléants³ ».

À Annonay, la lutte fut plus calme, mais, malgré sa popularité, Satillieu ne réussit pas à désarmer les préventions de la vieille noblesse qui lui refuse son concours et il n'est élu⁴ qu'à la faible majorité de 62 voix sur 104 votants. Il profite de ce qu'aucun autre personnage en vue ne se soucie de lui disputer le mandat.

Les compétitions furent plus violentes encore dans le clergé, sinon à Annonay, du moins à Villeneuve de Berg. Dans le haut Vivarais, on ne peut signaler qu'une escarmouche⁵ entre le haut et le bas clergé au sujet de la présidence de l'ordre. Barjac la réclame comme doyen

1. Louis de Launai, comte d'Antraigues, naquit le 25 novembre 1753 à Montpellier. Il termina ses études à Paris au collège d'Harcourt et servit quelque temps dans l'armée au Royal Piémont. Voyageur curieux et gentilhomme lettré, il se lia avec Malesherbes, d'Alembert, Bernardin de St-Pierre, Mirabeau, Voltaire et Rousseau. En 1788, son premier mémoire sur les Etats-Généraux lui valut une grande popularité. Député de la noblesse de Villeneuve-de-Berg, il se montra à Versailles le défenseur le plus ardent des privilèges de son ordre. Au mois de février 1790, il émigra en Suisse. Pendant 22 ans d'exil, il fut « tour à tour ou simultanément au service des Princes, de l'Espagnol, du Napolitain, du Russe, de l'Autrichien, de l'Anglais, n'ayant jamais moins de deux maîtres qu'il sert et trahit de chaque main ». Il mourut assassiné à Londres le 22 juillet 1812.

cf) Pingaud. Un agent secret sous la Révolution et l'Empire, le Comte d'Antraigues. Paris in-8, 2^e édition 1894. De Vogüé. Devant le siècle. Paris in 12, 1896. Correspondance de d'Antraigues publiée par Pingaud dans la revue du Vivarais en 1894.

2. Manuscrit de Delichères p. 15.

3. Le procès verbal ne donne aucune précision sur le nombre de voix recueillies par chaque candidat. Jacques Joseph baron de Pampelonne était le frère de l'abbé de Pampelonne, député du clergé. Il naquit le 6 janvier 1738 à St Martin l'Inférieur. Le 26 mars 1789, il est désigné comme vérificateur des titres de noblesse des membres de son ordre. Elu député suppléant, il ne siégea pas. Jean Antoine d'Hilaire de Toulon, marquis de Joviac, chevalier de St Louis, maréchal de camp, élu député suppléant, commanda en émigration la brigade des gentilshommes d'Auxerrois, mourut le 10 juin 1805.

4. François Charles Antoine du Faure, marquis de Satillieu, naquit le premier octobre 1752. Il fut élève de l'école royale du génie de Mézières et nommé lieutenant en 1771 et capitaine en 1779. En 1788, il joue un rôle important aux assemblées d'Annonay et de Privas. Député de la noblesse, il n'intervient jamais dans les débats à l'Assemblée nationale. Rentré dans son château de Satillieu, il s'occupa de recherches historiques. En l'an X, il est président du conseil général de l'Ardèche. Il meurt le 4 mai 1814.

5. Arch. Ard. B145. Procès-verbal de l'assemblée du clergé à Annonay.

de l'église collégiale de Tournon et Gros, prieur de St Clair, orateur du bas clergé, combat ses prétentions. Le sénéchal décide provisoirement en faveur de Barjac et les curés ne reviennent pas à la charge. Dès le premier tour de scrutin, Dode ¹, curé de St Péray, est élu.

A Villeneuve de Berg, la lutte présente un caractère d'acharnement inouï. Deux partis bien tranchés se trouvaient en présence : le haut clergé qui compense l'infériorité du nombre par l'étroite discipline de ses adhérents et le choix judicieux de ses candidats, l'évêque et de Besses ; le bas clergé, fort de la masse des congruistes, qui est bien résolu à ne désigner que des curés ou des prieurs. Malheureusement il n'a pu s'entendre à l'avance sur le nom de ses mandataires et depuis longtemps déjà des rivalités sourdes font leur œuvre de désagrégation dans ce bloc plus imposant que compact ². A l'heure du scrutin, les ambitions personnelles risquent de l'émietter en factions hostiles. Le bas clergé cependant débute par deux succès marqués sur le parti adverse. Il fait à l'évêque l'affront de récuser tous les commissaires vérificateurs qu'il propose, pour ne désigner que des curés et prieurs, et, à la commission chargée de préparer le cahier, il ne laisse que deux places sur seize au haut clergé et au clergé régulier.³ -

Mais bientôt des divergences de tactique viennent mettre aux prises des tempéraments différents. Barre appuyé par Pascal, prieur de Colombier, lance un libelle très violent contre les chapitres et les religieux ⁴. Malosse, prieur de Nieigles, qui semblait jusqu'alors avoir partie liée avec Pascal, a peur d'effaroucher et d'alarmer les curés de campagne et il proteste sans ménagement contre ces accu-

1. Jacques Antoine Dode naquit à Etoiles (Drôme), le 16 février 1746, fit de brillantes études à Valence et fut nommé curé de St-Péray le 12 août 1746. Commissaire rédacteur du cahier du clergé, il est élu le 26 mars 1789 député de son ordre aux Etats-Généraux. Bientôt découragé, il démissionne après les événements des 5 et 6 octobre et est remplacé par St Martin. Il revient à St Péray. Sa dernière signature sur les registres paroissiaux est du 8 décembre 1790. Il quitte St Péray le 1^{er} Janvier 1791, se retire à Etoiles où il meurt le 9 février 1802. cf) Bulletin d'histoire ecclésiastique des diocèses de Valence. Digne, Gap... Juillet-Août 1882.

2. D'après la liste des membres qui composent l'ordre du clergé. Arch. Ard. B. 141, il y avait à Villeneuve de Berg 125 curés et prieurs présents et 66 représentés contre 18 bénéficiers, 11 députés des divers « corps religieux des deux sexes », 2 députés du chapitre, un de l'université, 2 des prêtres habitués et l'évêque.

3. Procès-verbal des séances du clergé. Arch. Ard. B 141.

4. Relation de ce qui s'est passé dans la chambre du clergé à Villeneuve de-Berg impr. in-4. s. l. n. d. 5 pages. Fonds Mazon chr. 12 p. 2.

sations odieuses et maladroites. Barre et Pascal ne lui pardonnent pas cette blessure d'amour-propre. La jalousie aidant, l'union des deux prieurs qui devait assurer leur succès se rompt et ils deviennent les chefs de deux groupes rivaux qui vont se faire une guerre sans merci. Malosse se rapproche de Chouvet qui cherche lui aussi, mais plus discrètement, à calmer les exaltés et à rassurer les timides. De son côté, Pascal fait cause commune avec Roux, prieur de St Maurice, qui se croit fait pour une députation. Cette rivalité de Malosse et de Pascal devient rapidement de l'inimitié et de la haine, « Chaque fois que Malosse élevait la voix, Pascal changeait de place, sautait, bondissait et témoignait d'une grande impatience » ¹. Le bas clergé s'affaiblit de toutes ces divisions et bientôt le trouble et le désarroi se mettent dans ses rangs. Beaucoup de curés de campagne, décidés à donner leurs voix à ceux qui se présentaient comme leurs défenseurs, sont étonnés de ces ambitions, scandalisés de ces luttes intestines et écœurés de ces procédés de polémique.

Le parti de l'évêque, malgré ses premiers échecs, voit l'avantage qu'il peut tirer de la scission de ses adversaires et reprend courage. Au premier tour de scrutin cependant, la personnalité de Malosse s'impose et, malgré les voix égarées sur Pascal, il arrive en tête, mais sans atteindre la majorité absolue. Si les dissidents se ralliaient à Malosse, le succès était assuré. Pampelonne tente une conciliation, mais la jalousie, l'amour-propre froissé ne voulurent pas se plier à une discipline indispensable. « Vous eussiez vu alors M. le Curé de St-Maurice, le prieur de Vals et celui de Colombier se parler à l'écart avec un visage allongé et qui annonçait le plus grand désespoir ² ». Par dépit, ils « s'adressent au parti de notre évêque et, d'un commun accord, il fut convenu qu'ils se réuniraient tous pour ne voter qu'en faveur de Sa Grandeur et de M. Roux. L'expédient était bon, mais il ne suffisait pas parce qu'il ne renfermait pas le plus grand nombre. Ils prirent le parti de cabaler. Ils passèrent la nuit à heurter d'une porte à l'autre et, pour intimider les consciences timorées, ils répandent les ombrages sur les sentiments de M. Malosse. Quoique chacun fut convaincu du contraire, plusieurs se laissèrent éblouir par le verbiage boursoufflé de M. Roux » ³. Et le lendemain, l'évêque, grâce à la défection des amis de Pascal, battait péniblement Malosse à quatre voix de majorité.

1. Relation de ce qui s'est passé dans la chambre du clergé, p. 3.

2. Relation p. 4.

3. Relation p. 4.

« Cette aventure répandit la consternation sur tous les fronts; chacun se reprochait son inconstance et son infidélité, chacun crie à la trahison. Déjà le dépit tourne contre l'auteur de la cabale, personne ne veut l'entendre nommer et, au deuxième scrutin, M. Chouvet, curé de Chomérac, fut élu député » ¹. Chouvet ², plus souple que Malosse et moins compromis, avait habilement manœuvré. Profitant de l'émotion soulevée par l'élection de l'évêque, il avait su gagner à sa candidature quelques dissidents et l'intrigue de Roux échoua lamentablement ³.

Un dernier vote eut lieu pour la désignation d'un député suppléant. Deux vicaires généraux de l'évêque se trouvèrent en compétition : l'abbé de Besses, « l'homme le plus capable après l'évêque et plus propre que l'évêque à la science de la politique et de l'administration » ⁴ et l'abbé de Pampelonne soutenu par les amis de Malosse. « Ce fut là que nos chefs cabalistes firent leurs derniers efforts. M. l'abbé Blanc se fit marchand de billets, il les distribuait même gratis et se présentait à la place des absents, disant avoir commission de voter pour eux. Non content de cela, il en jetait dans le bassin lorsque les scrutateurs les ouvraient. Ils eurent beau se plaindre, ils ne reçurent que des propos menaçants ». ⁵ Néanmoins de Pampelonne ⁶ fut élu et remplaça l'évêque qui, froissé sans doute de sa petite majorité due à la division de ses adversaires, refusa le mandat. En somme, malgré la défaite de Malosse, le

1. Relation p. 4.

2. Mathieu Chouvet naquit le 3 septembre 1732 à Coucouron. Curé de Chomérac, il assiste à l'assemblée des trois ordres à Privas, Commissaire rédacteur du cahier du clergé, il est élu député le 3 avril 1789. Il prête serment à la Constitution civile du clergé à la tribune de l'Assemblée. Il revient à Chomérac en octobre 1791 mais n'exerce aucun ministère. Il n'est pas inquiété sous la Terreur. Il reprend sa cure après Thermidor et devient un des chefs de l'Eglise constitutionnelle. Ayant refusé de se soumettre lors du Concordat, il est privé de sa cure. Il reste cependant à Chomérac où il meurt le 23 novembre 1813.

3. « Ah ! ce fut alors que le désespoir s'empara de M. Roux. Rougissant et pâlisant en même temps, je brûle, dit-il, à un de nos messieurs. Il partit aussitôt la honte sur le front et la rage dans le cœur ». Relation p. 4.

4. Manuscrit de Delichères p. 16.

5. Relation p. 5.

6. Antoine Jacques de Pampelonne, né vers 1750 à St-Martin-l'Inférieur, archidiacre et chanoine de Viviers, fut élu député suppléant du clergé le 3 avril 1789. Il remplace de Savine et vote constamment avec la gauche. Il prête serment à la Constitution civile du clergé et n'exerce plus aucune fonction ecclésiastique. Il abdique en l'an II et se marie. Dès 1792, il établit une fonderie de canons à Lyon, puis à Valence. En 1806, il est chef de division des hôpitaux au ministère de la guerre. Le 6 décembre 1814, une ordonnance royale le nomme administrateur des Monnaies. Il meurt à Paris en 1820.

bas clergé l'emportait, mais rarement on vit une assemblée aussi tumultueuse ; il y avait trop d'ambitions déchainées, trop de jalousies et de rivalités et pas assez de talents ¹.

Dans les dernières séances, aussi bien à Annonay qu'à Villeneuve-de-Berg, chaque ordre vote des subsides à ses députés et leur alloue des indemnités de voyage ². Dans le bas Vivarais, le tiers fixe à six livres par jour les frais de déplacement des délégués des paroisses ; celui d'Annonay, plus économe des deniers du pays, n'avait octroyé que 4 livres ³. La plupart des électeurs acceptèrent leur taxe ⁴, quelques-uns en faisant remarquer qu'elle compensait à peine la moitié de leurs dépenses ⁵. D'autres, par désintéressement ou par souci de popularité, en firent don à l'Etat où à leur communauté en faveur des pauvres ⁶. Le paiement ⁷ n'eut lieu qu'en octobre 1789.

1. « Je ne finirais pas si je vous racontais toutes les intrigues, qui rendirent notre assemblée tumultueuse : les uns, par la seule démangeaison de parler, criaient à tout instant ; d'autres, au contraire, stériles en bonnes raisons, ne voulaient pas entendre discuter nos droits.... Ah ! que dira le public de ce brigandage.... » Relation p. 5.

2. A Villeneuve-de-Berg, la noblesse leur accorde 35 louis pour le voyage et 10 livres par jour durant la session des Etats ; le clergé 500 livres pour le voyage aller et retour et 12 livres par jour ; le tiers 20 louis pour la route et 12 livres d'indemnité journalière et arrête même de faire une avance de 3 mois à ses députés, à prendre sur les dépenses imprévues ou autres fonds libres du pays. A Annonay, le tiers donne 240 livres pour l'aller et autant pour le retour et 12 livres par jour, mais ses députés recevront 8 jours de séjour avant l'ouverture et autant après la clôture des Etats. La noblesse prévoit pour son député les mêmes subsides que le tiers accorde aux siens. Cahier noblesse art. 22. Le clergé d'Annonay reste muet sur cette question. cf) procès-verbaux de Villeneuve-de-Berg et d'Annonay. Arch. Ard. B 141 et B 145.

3. cf) procès-verbaux des deux sénéchaussées.

4. A Annonay, il y eut 41 députés primaires qui renoncèrent à leur taxe et 14 à Villeneuve-de-Berg, arch. Ard. B 144.

5. Les 4 députés de Chalencon déclarent : « Quoique la taxe soit très inférieure à nos déboursés, nous l'acceptons ». Ceux de St-Jean Chambre : « Quoique la présente taxe n'équivalle pas à la moitié de notre dépense, nous y acquiesçons. » 3 députés sur 4 de Boffre la trouvent insuffisante... B 144.

6. « Je fais abandon de ma taxe au profit de la nation ». Cros d'Empurany, « du trésor royal » Dubesset de la Mastre.... « au curé pour la distribuer aux pauvres de notre communauté » députés de Champis et Durel d'Empurany.... B 144.

7. Les frais de l'assemblée de la sénéchaussée d'Annonay ne s'élevèrent qu'à 8.816 l. 19 s. dont 8.000 l. 19 d. pour la taxe des députés, 175 l. pour les frais d'impression et 11 l. pour le local. A Villeneuve-de-Berg, 34.168 l. pour la taxe des députés, 258 l. 12 d. pour frais d'impression et 100 livres pour le secrétaire, ce qui fait un total de 34.526 l. 126 d. Arch. Ard. B 144.

Enfin, chaque sénéchaussée charge ses députés, de correspondre fidèlement avec le comité formé par les 3 ordres du Vivarais. A Villeneuve-de-Berg, l'Assemblée générale décide que, dans les 40 jours de la clôture des Etats Généraux, les députés viendront rendre compte de leur mandat à leurs commettants¹. Dans le haut Vivarais, le tiers et la noblesse, pour garantir leurs élus contre toute tentative de corruption de la part du ministère et de la cour, font défense à leurs députés « d'accepter ni solliciter aucune grâce pendant la durée des Etats ainsi qu'ils seront tenus de l'affirmer par serment. »²

Avant de clore les assemblées, dans une réunion générale des 3 ordres, les députés élus viennent en grande pompe prêter serment « d'observer avec zèle, honneur et fidélité la commission dont ils sont chargés. »³ Et le sénéchal à Annonay et son lieutenant à Villeneuve-de-Berg leur remettent les cahiers.

III

Ces cahiers qui ont mis aux prises des conceptions diverses et soulevé de si vives discussions, aussi bien à Annonay qu'à Villeneuve-de-Berg, reflètent bien, dans l'ensemble, les tendances bourgeoises et conservatrices des commissaires. Ce sont les Boissy d'Anglas, les Antraigues, les Espic, les Satillieu, les Malosse, qui se sont réservé une part prépondérante dans leur rédaction. Ce sont des politiques habiles qui, même dans leurs divergences, ont la coquetterie de maintenir les apparences de l'union et qui tiennent à donner l'impression à un observateur superficiel que la fraternité et la concorde des derniers mois de 1788 subsistent encore. C'est cette volonté bien arrêtée d'éviter toute rupture grave de conséquences qui bride les réclamations intempestives et inspire ces concessions mutuelles, de forme plus que de fond, ces communications fréquentes, ce souci du tiers de ne rien insérer dans son cahier qui puisse froisser l'orgueil de la noblesse et l'inquiéter dans ses biens et ses prérogatives, comme aussi cette préoccupation des privilégiés de ménager les susceptibilités de la bourgeoisie et de donner satisfac-

1. Procès-verbal de l'assemblée des 3 ordres à Villeneuve de-Berg. Arch. Ard. B 141.

2. Mandat du tiers. Arch. Ard. B 145.

3. Procès-verbaux des assemblées de sénéchaussée.

tion à quelques-unes de ses revendications. Et ainsi les cahiers des divers ordres nous apparaissent comme un compromis entre les idées moyennes de la noblesse, de la bourgeoisie et du clergé.

Chaque cahier comprend deux parties distinctes : le cahier proprement dit et le mandat à Annonay, les points principaux et les instructions à Villeneuve-de-Berg.

Dans l'ensemble, les cahiers de Villeneuve-de-Berg sont mieux rédigés, plus complets et ont davantage de points communs que ceux d'Annonay. Le clergé du bas Vivarais semble avoir connu le petit opuscule de Soulavie, ancien vicaire de Largentière : « Do-léances des curés de Languedoc », ¹ et y faire parfois d'assez larges emprunts. Après un préambule important, il divise ses revendications en six chapitres : ² impôts, justice, administration, bénéfices et biens ecclésiastiques, religion, discipline et juridiction ecclésiastique, études. Le clergé d'Annonay traite les mêmes questions, mais son cahier, mal composé et confus, ne donne pas une haute idée de la culture de ses rédacteurs. ³

Dans le cahier de la noblesse de Villeneuve-de-Berg, on sent, à tout instant, les idées et même le style du comte d'Antraigues. Une première partie nettement impérative précise les points essentiels qui enchaînent strictement la liberté de ses mandataires. « Il n'est permis, en aucun cas, à ses députés de s'en écarter... les commettants ne les envoyant pas aux États-Généraux pour y donner leur opinion, mais pour y annoncer la leur, la soutenir, ne la jamais abandonner. » ⁴ Les instructions qui suivent ont « pour objet de les guider dans la carrière qu'ils ont à parcourir... ». Les députés doivent les méditer et « se pénétrer des principes qui les ont dictées pour qu'ils deviennent les règles de leur conduite. » ⁵ La noblesse d'Annonay est moins autoritaire et laisse une plus grande latitude à son député aussi bien dans le cahier proprement dit que dans le mandat. ⁶

Le cahier du tiers du bas Vivarais ⁷, s'il est moins savamment rédigé que ceux du clergé et de la noblesse de la même sénéchaus-

1. Impr. s. l. n. d. 15 pages. Bibliothèque d'Annonay.

2. Arch. Ard. B 142.

3. Arch. Ard. B 145

4. Cahier de la noblesse de Villeneuve-de-Berg, préambule. Arch. nat. Ba 85 et Bui 163.

5. Ibidem. Conclusion.

6. Arch. Ard. B 145

7. Arch. Ard. B 142.

sée, est plus complet. Il comprend lui aussi deux parties : l'une plus importante, impérative à sa manière, l'autre, moins essentielle et plus directive. Le tiers du haut Vivarais ¹ ajoute à son cahier en 70 articles un mandat qui ne fait que résumer en quelques points le principal de ses revendications.

Chaque ordre, on le comprend, traite plus particulièrement les questions qui intéressent spécialement ses membres ; on trouve cependant dans les divers cahiers une série de vœux judiciaires, fiscaux ou administratifs d'intérêt général ou local, communs aux trois ordres.

Au point de vue judiciaire, une refonte du code civil et criminel dans un sens plus humanitaire, le rapprochement de la justice des justiciables, la diminution des frais et la suppression des tribunaux d'exception et des lettres de cachet s'imposent à tous, de même que la présidialité des deux sénéchaussées du Vivarais avec appel au parlement de Toulouse. L'intérêt général exige encore, avec l'abolition de la vénalité des charges, la constitution de bureaux de pacification et le jugement en dernier ressort et sans assignation de toutes les affaires de peu d'importance. Et pour éviter beaucoup de procès qui trop souvent surgissent pour vice de forme, les trois ordres préconisent la réduction et surtout un choix plus judicieux des notaires ². Tous enfin réclament avec insistance que « la liberté, la vie, l'honneur et les propriétés des citoyens soient essentiellement assurés ».

Mais c'est la question fiscale qui, plus que toute autre, retient l'attention des divers ordres. Tous défendent formellement à leurs députés de consentir aucun subside pour un temps illimité. Tous flétrissent l'arbitraire et appellent une réforme du code fiscal fondée sur le principe de l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt. Le rentier et le commerçant ne doivent pas être exonérés au détriment de l'agriculteur. Mais les charges actuelles sont trop lourdes et il est indispensable de les modérer, en éliminant de préférence les impôts indirects, comme l'équivalent et la gabelle, les douanes et les

1. Arch. Ard. B 145.

2. Le cahier du clergé d'Annonay reste dans les généralités et ne parle pas d'une manière explicite de la présidialité à accorder aux sénéchaussées du pays, ni de la réduction des notaires.

3. Cahiers d'Annonay. Clergé, art. 2. Tiers, art. 2, noblesse art. 13 et 14 cahiers de Villeneuve-de-Berg. Clergé, préambule art. 1 et 2, noblesse art. 1 et 6 tiers, art. 2.

péages à l'intérieur du pays et de fixer clairement les droits de contrôle en les atténuant. Si la nécessité oblige à créer de nouvelles contributions, les représentants préféreront celles dont la perception est la plus facile et la plus économique. Le moyen d'ailleurs le plus simple et le plus efficace d'éviter les emprunts ruineux et de relever les finances, c'est de comprimer les dépenses par la suppression des fonctions inutiles et des pensions abusives et la fixation précise de la somme allouée à chaque département. Et pour permettre à l'opinion publique un contrôle régulier de la gestion des deniers publics, les trois ordres demandent la publication annuelle d'un compte général des finances avec la liste détaillée des pensions et gratifications accordées par le roi ¹.

Mais la concession de tout subside au gouvernement reste subordonnée à deux conditions expresses : le retour périodique des Etats Généraux et la complète transformation des Etats de Languedoc et de Vivarais. ²

Tels sont les points généraux sur lesquels il y a concordance de vues. Sur les autres questions, les omissions et les divergences abondent. Le tiers et le clergé se rencontrent cependant pour demander une nouvelle constitution où les droits du roi et de la nation seront clairement précisés, les trois ordres représentés et le vote par tête admis. Ils poursuivent l'amélioration du sort du bas-clergé par une augmentation des congrues qui permettra la suppression du casuel et des quêtes. Les décimateurs devront pourvoir aux diverses dépenses du culte, à l'entretien de la sacristie et du presbytère et réserver une part de la dîme pour le soulagement des pauvres et l'assistance des vieux prêtres. Les bénéfices simples, à la mort des titulaires, seront supprimés ou réunis aux cures. Enfin, ils inscrivent à leur programme la lutte contre la mendicité, la suppression de la milice ³ et l'élaboration d'un nouveau plan d'enseignement.

Le tiers et la noblesse se préoccupent plus que le clergé d'assurer la liberté individuelle et la liberté de la presse. Ils réclament

1. Le clergé d'Annonay se borne à demander la réduction et la fixation des dépenses de chaque département, art. 17.

2. Tous les cahiers insistent sur ce dernier point. A cette transformation, le clergé gagnera une représentation dans les Conseils du Vivarais qui jusqu'alors lui était refusée ; le tiers y voit surtout le triomphe du principe d'égalité et du libre-choix des députés et la noblesse une revanche contre les orgueilleux barons de Languedoc et de Vivarais.

3. Le clergé d'Annonay ne parle pas de la milice.

la reconstitution de l'unité du Vivarais par le rattachement aux sénéchaussées d'Annonay et de Villeneuve-de-Berg des paroisses qui relèvent du Velay, Forez et Dauphiné. Les deux ordres sont intéressés à la recherche des usurpateurs de la noblesse qui s'efforcent de sortir de leur classe par vanité et aussi pour en éviter les charges. Ils sont d'accord pour maintenir en d'étroites lisières les agents du pouvoir exécutif et pour obliger les ministres à rendre compte de leur gestion ¹ et ils demandent un procès-verbal circonstancié des séances des Etats pour éclairer l'opinion publique. Enfin, ils préparent la suppression des ordres religieux en défendant aux monastères de recevoir des novices et en promettant une pension avantageuse aux moines qui accepteront la sécularisation. ² Quant à leurs biens, le tiers propose qu'ils soient vendus au profit de l'état et la noblesse qu'ils soient employés à des objets de charité.

Il semble qu'il y ait moins de points de contact entre le clergé et la noblesse. L'un et l'autre cependant insistent plus que le tiers sur la défense de la propriété, sur le respect et l'influence à accorder à la religion et à ses ministres. Ils demandent encore la légalisation de la pratique commune du prêt à jour pour tranquilliser les consciences et éviter l'usure occulte.

Mais, en dehors de ces vœux généraux et communs qui intéressent tout le pays, chaque ordre s'occupe plus spécialement dans son cahier des besoins particuliers de ses membres. C'est ainsi que le tiers préconise l'égalité absolue des ordres, la libre accession de tous les citoyens à tous les emplois même militaires, et réclame la création générale de municipalités fondées sur l'élection. S'il consent à ce que le clergé et la noblesse conservent certaines prérogatives et privilèges honorifiques, comme la présidence des états provinciaux, il s'oppose énergiquement aux « distinctions humiliantes pour le tiers ³ qui avilirent le troisième ordre aux Etats-Généraux de Blois et de Paris. »

Dans l'intérêt du commerce et de l'industrie, il condamne les droits sur les cuirs et les fers et demande l'abrogation des privilèges exclusifs accordés à Marseille et même la destruction des mai-

1. Le tiers et la noblesse de Villeneuve-de-Berg vont même jusqu'à demander la mise en accusation des anciens ministres. Cahier du tiers; points secondaires art. 1. noblesse, art. 17.

2. « Les religieux pour annoncer à cet égard leur volonté délibéreront par tête. » Noblesse de Villeneuve-de-Berg. cahier, art. 40.

3. Cahier du tiers d'Annonay art. 47 ; de Villeneuve-de-Berg, art. 63.

trises des arts et métiers. Au point de vue judiciaire, si le cahier de Villeneuve-de-Berg, sur l'inspiration d'Espic qui veut donner satisfaction à Antraigues, accepte le maintien sous certaines conditions des justices seigneuriales, celui d'Annonay leur est nettement hostile. Il les proscriit comme inutiles et vexatoires et veut que la police soit remise aux officiers municipaux.¹ Pour les droits féodaux, malgré la modération de la bourgeoisie qui craint d'effaroucher la noblesse, elle exige l'abolition des corvées, le rachat de certaines rentes seigneuriales, tant laïques qu'ecclésiastiques, ainsi que « les droits extraordinaires, tels que : leydes, fouages, banvins, banalités, gélinage, civerage, vingtin, » etc. . et même pour « ceux dont la cause ne subsiste plus, la suppression sans indemnité. »² Les rentes seigneuriales seront prescrites après 50 ou 60³ ans et les nouvelles reconnaissances ne pourront avoir lieu que tous les 40 ans. Si les seigneurs les désirent plus fréquentes, elles devront se faire entièrement à leurs frais. Quant à la dîme, elle sera réduite au trentième et restreinte aux gros fruits et tous les biens sans exception y seront assujettis. Enfin les annates seront supprimées et il sera défendu aux sujets du roi de recourir à la cour de Rome : les dispenses seront accordées gratuitement par les évêques.⁴

Les cahiers du clergé, tout en étant moins explicites en général que ceux du tiers au point de vue économique et social, présentent dans l'ensemble les mêmes revendications ; le droit commun pour le clergé, une représentation équitable aux Etats-Généraux et dans les administrations municipales. Ils ne formulent guère de vœux spéciaux qu'au point de vue de l'enseignement, de la religion et de l'assistance qu'ils mettent à réclamer le relèvement de la situation matérielle et morale du bas clergé.

Le clergé n'aborde pas la question de l'enseignement primaire, mais il ne peut s'empêcher de constater la décadence des collèges depuis l'expulsion des Jésuites. Il condamne les universités déchues qui continuent à délivrer à prix d'argent des diplômes qui ne garantissent aucune science ni compétence et il déclare qu'il est urgent d'y porter remède. Au point de vue de l'organisation ecclésiastique, le maintien des patrons laïques, et surtout protestants, lui paraît

1. Cahier du tiers de Villeneuve-de-Berg, art. 26, d'Annonay art. 28 et 36.

2. Cahier du tiers d'Annonay art. 56 ; de Villeneuve-de-Berg art. 40.

3. La noblesse de Villeneuve-de-Berg demande 100 ans. Cahier art. 26.

4. Cahier du tiers de Villeneuve-de-Berg art. 59 ; d'Annonay art. 61.

5. Le cahier du clergé de Villeneuve-de-Berg est beaucoup plus explicite que celui d'Annonay qui se tient dans de vagues généralités.

une anomalie¹ qui heurte et la raison et la foi. Il est de toute nécessité de rendre la collation des cures aux évêques qui devront s'occuper d'une nouvelle répartition des paroisses. L'autorité civile doit se borner à protéger la religion, à réprimer la licence scandaleuse des écrivains et le débordement des mœurs publiques, sans s'ingérer dans les questions religieuses. Le clergé de Villeneuve-de-Berg proteste contre l'usage abusif des juges royaux et même seigneuriaux de contraindre, pour les sujets les moins importants, les officiaux, par la saisie de leur temporel, à accorder, contre leur conscience, les monitoires comme auxiliaires de la justice². Le moyen de rendre à la religion son influence et son prestige serait de rétablir les conciles provinciaux et nationaux.³

Quant au pape, le clergé semble l'ignorer totalement. Ni le cahier d'Annonay, ni celui de Villeneuve-de-Berg n'y font la moindre allusion. Ils évitent aussi de se prononcer nettement sur la question des ordres religieux. Les curés partagent à leur sujet la jalousie et l'hostilité générale, mais ils ont la pudeur de ne pas le manifester ouvertement. Le clergé du bas Vivarais parlant de la réforme des religieux, la réclame, si elle est possible, ce qu'il ne croit guère, et dans ce cas, se résigne à leur disparition, mais il a soin de spécifier que leurs biens, contrairement aux exigences du tiers et de la noblesse, reviendront à la masse du diocèse et resteront entre les mains du clergé.⁴

Le moment est venu d'ailleurs d'étudier une meilleure répartition des biens et revenus ecclésiastiques aussi bien réguliers que séculiers. Ils doivent être rendus à leur première destination et réservés pour la plus grande part aux prêtres qui s'acquittent du ministère des âmes. S'il convient de ne pas dépouiller les bénéficiaires actuels, il doit être défendu de réunir plusieurs bénéfices importants sur la même tête. D'autre part, le clergé se préoccupe d'assu-

1. Cahier du clergé de Villeneuve-de-Berg. Bénéfices et biens ecclésiastiques art. 12. « Il est indécent et contraire au bien de la religion que ceux qui ne sont pas soumis à l'église catholique entreprennent de nommer ses ministres en vertu des droits de patronage qui appartiennent à leurs familles »...

2. Cahier du clergé de Villeneuve-de-Berg « Religion, discipline, juridiction, ecclésiastique, art. 4.

3. Clergé Villeneuve-de-Berg. Religion, discipline, art. 2 Clergé Annonay art. 30.

4. Clergé de Villeneuve-de-Berg. « Bénéfices et biens ecclésiastiques », art. 7 et 8.

rer une honnête subsistance aux prêtres âgés ou infirmes ¹. Celui de Villeneuve-de-Berg verrait avec satisfaction les vétérans du sacerdoce trouver une retraite honorable dans les chapitres et, pour empêcher qu'une jeunesse oisive et peu édifiante n'envahisse ces places, il demande que nul ne puisse être élevé au canonicat s'il n'a exercé au moins dix ans le ministère paroissial ². Enfin, le clergé des deux sénéchaussées est unanime à demander que les prieurs et curés voient leur importance et leur influence s'accroître au sein de l'ordre ³. Annonay voudrait même que les curés soient appelés en nombre égal à celui des évêques dans les assemblées générales du clergé ⁴.

Ces revendications n'ont rien de révolutionnaire. Si elles visent à relever la situation du bas clergé, à détruire les abus les plus criants dans la répartition des biens, elles restent bien modérées et bien timides, et il serait inexact et injuste de les considérer comme une préface ou une préparation éloignée aux transformations radicales de la Constitution civile du clergé.

Les tendances de la noblesse sont plus particularistes et plus défiantes de toute innovation. Sans doute, dans quelques détails, elle fait preuve d'esprit de prévision et marque un sens très avisé des nécessités du moment en demandant l'unification des poids et mesures, l'inviolabilité des correspondances et même l'aliénation des biens communaux, mais, sous l'influence de d'Antraigues, elle éprouve une inquiétude grandissante au sujet des Etats-Généraux et des réformes qu'on attend d'eux. Aussi, s'efforce-t-elle de réduire le plus possible leur autorité par un mandat strictement impératif et limité à un an. ⁵ Et pour éviter les abus de pouvoir des Etats et leur tendance au despotisme, elle spécifie nettement qu'on proscrira toute commission intermédiaire ⁶. Cette défiance des Etats-Généraux, indice d'un conservatisme étroit et borné, se double d'une hostilité tenace contre le ministère. Elle feint de redouter « l'abus que les ministres peuvent faire des troupes étrangères à la solde de la nation ». Elle en défend absolument l'emploi contre les citoyens, même

1. Clergé de Villeneuve-de-Berg. Bénéfices et biens ecclésiastiques, art. 3 et

4. Clergé d'Annonay art. 12.

2. Clergé Villeneuve-de-Berg. Bénéfices et biens ecclésiastiques, art. 6.

3. Clergé Annonay art. 28. Clergé Villeneuve-de-Berg. Bénéfices et biens ecclésiastiques, art. 7.

4. Clergé Annonay, art. 31.

5. Noblesse de Villeneuve de Berg art 14. La noblesse d'Annonay étend leur mandat jusqu'à trois ans. art. 6.

6. Noblesse de Villeneuve-de-Berg art. 14. La noblesse d'Annonay est muette sur ce point.

pour fait d'émeute et de révolte ¹. Enfin, elle fait effort pour lier sa cause à celle du roi ².

Au point de vue social, on trouve peu de libéralisme dans les cahiers de la noblesse, mais surtout des revendications intéressées en faveur des membres indigents de l'ordre. Elle proteste contre les dispositions des chapitres nobles qui, par leur règlement, exigent un nombre trop élevé de quartiers de noblesse, et contre l'accaparement de l'école de St-Cyr par la haute noblesse ³. Elle n'arrive pas à s'élever jusqu'à l'intérêt général. C'est ainsi que, si elle demande que personne ne puisse être privé de son emploi sans jugement, elle en fait immédiatement l'application pratique en intervenant en faveur de Moreton ⁴. Si elle réclame le droit commun pour les protestants, c'est afin que les gentilshommes de la religion réformée qui ont servi dans l'armée puissent prétendre à la distinction du mérite militaire ⁵. Si elle fait des concessions au tiers, elle en exige immédiatement le salaire. Elle n'abandonne les privilèges, soit de l'ordre, soit de la province, que conditionnellement. Dans son esprit, et le cahier de Villeneuve-de-Berg le dit en propres termes, c'est une espèce de contrat avec le tiers par lequel celui-ci doit s'engager à respecter « les propriétés que le temps et la possession ont rendues sacrées »⁶. Toute atteinte à ces droits, comme le rachat forcé des censives, la conversion des prestations en grains en prestations pécuniaires, serait considérée comme un attentat à la propriété et entraînerait la rupture et la dénonciation du traité. Les députés se retireraient en déclarant que « l'ordre de la noblesse réclame dès ce moment tous ses privilèges et n'entend et ne veut se dépouiller d'aucuns. »⁷

Malgré ses vues égoïstes, la noblesse fait effort pour maintenir au moins dans les grandes lignes l'union extérieure des ordres. Même sur le point le plus important du vote par tête, elle évite de manifester clairement sa véritable pensée. Elle voudrait concilier les contradictoires et répudier les arrêtés de Privas tout en leur donnant une adhésion verbale. La noblesse d'Annonay accorde le

1. Noblesse de Villeneuve-de-Berg art. 10 et 17.

2. Cahier de la noblesse de Villeneuve-de-Berg. Préambule.

3. Noblesse Villeneuve-de-Berg art. 29. Noblesse Annonay art. 18.

4. Noblesse Villeneuve de-Berg art 59. Noblesse Annonay art. 17.

5. Noblesse Villeneuve-de-Berg art. 38. Noblesse Annonay instructions particulières.

6. Noblesse Annonay art. 5 et 21 et Villeneuve-de-Berg pouvoirs art. 1.

7. Noblesse Villeneuve-de-Berg art. 19.

vote par tête « pour tous les objets relatifs à l'impôt et à son emploi », mais « elle se réserve de voter par ordre sur tous les objets qui peuvent intéresser l'existence et les prérogatives légitimes de chaque ordre. »¹ Villeneuve-de-Berg tient à conserver « l'ancienne manière de délibérer aux Etats-Généraux », tout en laissant entrevoir une modification de son point de vue pour l'avenir. « Au cas qu'il s'élève des difficultés sur la perpétuité de cette manière de délibérer, les députés sont autorisés à se prêter à tous les moyens conciliatoires propres à rétablir l'union et la concorde entre tous les ordres et à se soumettre à ce qui sera décidé à cet égard par les Etats-Généraux ».²

Si, par le vague de la rédaction, la noblesse réussit à masquer le désaccord qui la sépare des autres ordres sur ce point capital, on voit très bien son sentiment intime qui est nettement hostile à cette solution libérale. Si encore elle pouvait compter sur les bonnes dispositions du premier ordre pour faire échec à la poussée égalitaire qu'entraînerait le vote par tête ! mais le clergé n'est plus pour elle un allié sûr. L'influence prépondérante des curés et prieurs entraîne l'ordre tout entier à la remorque des communes. C'est pour conjurer cette menace et reformer le bloc des privilégiés qu'elle demande avec insistance, avec une réorganisation de l'ordre du clergé,³ une modification de l'importance relative des ordres. « Les curés ont un intérêt directement opposé à celui des évêques et autres bénéficiaires..... en conséquence, il est constitutionnel que, dans l'ordre du clergé, il y soit appelé plus d'évêques et de bénéficiaires et moins de curés, comme il est de toute justice que dorénavant l'ordre de la noblesse soit représenté par une quantité de députés supérieurs à ceux du clergé, les membres de cet ordre n'étant qu'usufruitiers et ceux de la noblesse étant propriétaires. »⁴ Sur ce dernier point, elle reprend l'arrêté de Privas qui prévoyait pour chaque députation un membre du clergé, deux de la noblesse et trois du tiers-état.⁵

Dans l'ensemble, la noblesse de Villeneuve-de-Berg, sous l'instigation du comte d'Antraigues qui brûle aujourd'hui ce qu'il ado-

1. Noblesse Annonay art. 3.

2. Noblesse Villeneuve-de-Berg art. 2.

3. L'opposition sur ce point est formelle entre les cahiers du clergé et ceux de la noblesse.

4. Cahier de la noblesse de Villeneuve-de-Berg art. 39, noblesse d'Annonay art. 4.

5. Procès-verbal de l'assemblée de Privas, p. 100.

rait hier, est plus âpre¹ dans ses réclamations que celle d'Annonay qui se laisse entraîner presque malgré elle par la bonhomie souriante et le libéralisme conciliateur de Satillieu².

En fin de compte, malgré les efforts communs pour maintenir la bonne harmonie entre les ordres, dans l'édifice de l'alliance si fraîchement scellée à Annonay et à Privas, de graves lézardes apparaissent. Les oppositions d'idées et de tempérament se précisent. Le tiers comprend que le comte d'Antraigues et la noblesse ont déserté la cause de la liberté et de l'égalité. S'il évite de le proclamer, s'il bride même les plus ardents de ses meneurs contre eux, c'est qu'il croit politique de ne pas mettre en relief les divergences et de ne pas élargir le fossé qui les sépare déjà. C'est ce qui explique que la réputation de libéralisme du comte d'Antraigues survive quelque mois à son évolution dans l'esprit de la masse. Le clergé pour le moment reste encore le pont entre le tiers et la noblesse, moins ardent dans ses revendications que le premier, plus désintéressé que la seconde. D'accord avec le tiers, au grand scandale de la noblesse, il ira de l'avant et entraînera la plus grande partie de ses membres dans la poursuite des réformes et la destruction de l'ancien régime.

Et ainsi l'évolution politique et sociale du clergé du Vivarais aura été très différente de celle de la noblesse. Celle-ci, après avoir lancé le mouvement des réformes, hésite, tergiverse, revient en arrière et, finalement se cantonne dans une opposition aveugle. Le clergé, timide au début, prend vite conscience de l'identité de ses intérêts avec ceux du tiers et se rapproche de plus en plus de lui en ce printemps de 1789. Le tiers, qui a suivi l'impulsion donnée par la noblesse, retire tout le profit de la campagne commune, mais, pour lui aussi, sous l'impulsion des événements extérieurs, l'évolution sera plus rapide que ne le pensent ses chefs ; et même les désirs et les aspirations du petit parti démocrate qui incarne les tendances paysannes ne tarderont pas à être dépassés. La Révolution que la haute bourgeoisie aurait voulu limiter à la question politique débordera de plus en plus dans le domaine social et économique et les partis en subiront le contrecoup : ils se briseront et se fractionneront en groupes divers qui évolueront différemment.

1. Elle s'oppose formellement à ce que les Etats-Généraux connaissent de l'organisation municipale dans la crainte d'un affaiblissement de son pouvoir sans compensation. Cahier art. 18.

2. Cahier noblesse d'Annonay, fin de l'art. 5.

CHAPITRE V

La liquidation de l'ancien régime

1. Répercussion dans le Vivarais des premiers débats aux Etats-Généraux et à l'Assemblée nationale. L'hostilité contre les aristocrates.

2. La grande peur. Origine et propagation. L'affolement dans le bas Vivarais. La résistance : levée et armement des paysans. Les conséquences.

3. La Jacquerie et la lutte contre le régime féodal. Incendie et destruction d'archives. Excès contre les personnes et les propriétés. Agitation agraire. Refus de paiement des impôts et surtout de la dîme et des droits féodaux.

4. Les Comités permanents. Leur organisation et leurs rapports avec les corps municipaux. Leur transformation progressive.

5. Les gardes nationales. Les étapes de leur formation. Evolution de l'esprit public et regain d'influence des aristocrates. Les fédérations. Manifestations inquiétantes pour les patriotes. La situation au début de 1790.

A l'ardent enthousiasme, aux naïves illusions ou aux défiances mal dissimulées qui caractérisent les élections aux Etats-Généraux, succède une période assez confuse, faite d'attente et de vagues préoccupations, où les esprits sont à la merci des moindres impressions venues du dehors. L'inaction des Etats, les difficultés qui surgissent entre les ordres étonnent, froissent et créent un état général de malaise et de suspicion. La prise de la Bastille, la révolution de Paris et surtout l'annonce soudaine de l'arrivée des brigands, en semant partout la crainte et l'effroi, fournissent aux patriotes l'occasion de constituer une force armée au service de leurs idées. Les troubles matériels et l'anarchie qui en résulte font surgir spontanément une organisation de circonstance, qui hâte la fin d'un régime impuissant à remonter le courant révolutionnaire et prépare l'avènement d'une société nouvelle.

I

Les électeurs des sénéchaussées, pour garder le contact avec leurs mandataires, avaient décidé ¹ que la Commission des trois ordres, établie à la fin de 1788, entretiendrait une correspondance suivie avec les députés du pays aux Etats-Généraux. Pour mener à bien cette tâche que rendaient difficile leur dispersion et leur éloi-

1. Procès-verbal de l'assemblée des 3 ordres de Villeneuve-de-Berg. Séance du 4 avril et cahier de la noblesse d'Annonay, arch. Ard. B 141 et 145.

gnement, les divers commissaires ne tardèrent pas à s'adjoindre dans les villes de leur résidence quelques personnages influents, nobles, curés ou bourgeois et constituèrent ainsi de véritables bureaux de correspondance dans les principaux centres¹ du Vivarais.

Le pays, qui attend avec impatience les transformations promises, lit avec avidité les nouvelles venues de Versailles. Mais bientôt les patriotes ardents, les Delichères, les St-Martin, les Sabathier, commencent à s'inquiéter² des maigres résultats de plusieurs semaines de délibération. Malgré l'enthousiasme de commande qui remplit la correspondance des députés, malgré les efforts qu'ils font pour voiler les fissures qui ont désagrégé leur bloc, la vérité filtre peu à peu, et la surprise est grande d'apprendre que les représentants des trois ordres du Vivarais n'agissent plus de concert. Si le tiers reste uni dans ses revendications, la noblesse et le clergé se tiennent à l'écart, et, au lieu d'élaborer rapidement cette glorieuse constitution qui doit régénérer le pays, les Etats-Généraux éternisent inutilement la discussion sur des points qui depuis longtemps paraissaient acquis.

Les députés du Vivarais d'ailleurs passent bien inaperçus dans cette masse confuse et tumultueuse qui s'agite à Versailles. Si Boissy d'Anglas se prononce en faveur de la motion Rabaud St Etienne sur la réunion des trois ordres, le vote par tête, l'indivisibilité des Etats-Généraux et la constitution en Assemblée nationale,³ Espic, naguère si entreprenant et si actif, est dépaysé et perdu. Il se borne à suivre passivement l'impulsion donnée, mais sa confiance dans l'avenir est déjà bien atteinte. Dubois Maurin et De-frances, moins en vue que lui, plus timides encore, sont, eux aussi, les témoins muets des graves transformations auxquelles ils assistent et prêtent leur concours, sans peut-être en saisir toute la portée. Madier de Montjau, plus personnel, intervient parfois dans les discussions, mais, impuissant à arrêter le cours des événements, il abandonne bien vite la lutte.⁴ Il en est de même de Monneron. Son

1. Surtout à Annonay, Aubenas, Villeneuve-de-Berg, cf) fragments épars de cette correspondance. Fonds Mazon.

2. La « délibération des trois ordres de la sénéchaussée du haut Vivarais le 20 juillet 1789 » parle des « inquiétudes mortelles qui avaient frappé depuis quelque temps les Français, » impr. in-8, s. l. 8 p. Fonds Mazon chr. 12. plusieurs centaines de signatures.

3. Arch. parlementaires T. VIII p. 39.

4. Après les journées des 5 et 6 octobre, découragé, il quitte Paris, revient en Vivarais, mais rebrousse chemin à Tournon, vu « l'effervescence et la fureur populaire » et va reprendre ses « fonctions inutiles. » Lettres des 15 et 20 octobre 1789 publiées par le bas-Vivarais le 21 juin 1873.

journal¹, qu'il a tenu dans les premiers mois, nous le montre versatile et découragé. Le verbiage de l'Assemblée l'exaspère. « Il faudrait une plume de fer et tout le papier de Faya et de Vidalon pour écrire tout ce qui se dit. « Il n'assiste pas à la séance du 17 juin où les « Communes » se constituent en Assemblée nationale par 491 voix contre 90. « Je ne prononcerai pas si l'on a bien ou mal fait, mais je dois à la vérité cet hommage que, si j'avais voté, j'aurais été le quatre-vingt-onzième. ».² De même il signe, sans les approuver, les résolutions prises à la séance du jeu de Paume. Il parle sans cesse de donner sa démission et de payer le voyage à son suppléant.

Les députés du clergé : Dode, Chouvet et Pampelonne peuvent se sentir en communauté d'idées avec le tiers, mais ils n'osent pas le dire tout haut et encore moins traduire en acte cette unité de vues en prenant l'initiative de se réunir aux Communes. Ils attendent.

Vogüé et Satillieu ne jouent pas un rôle plus brillant. Si cette attitude réservée n'étonne guère de la part de Vogüé, grand seigneur riche et un peu dédaigneux, on est surpris de l'allure si effacée du bouillant commissaire de Privas, le jeune et sympathique Satillieu, si libéral d'idées et de tempérament. Il ne devait pas approuver,³ semble-t-il, l'intransigeance de son ordre, lui qui le premier, à l'assemblée de Privas, avait fait acclamer le vote par tête. Néanmoins, il ne se décide pas à prendre parti, il reste indécis, bridé peut-être par l'esprit de corps ou plutôt retenu par des scrupules politiques. Il craint apparemment d'être infidèle à un mandat que des collègues, moins libéraux que lui, ont conçu en termes vagues et imprécis⁴. En tout cas, il ne se pose ni en conciliateur, ni en opposant. Il suit le mouvement et ne se réunit au tiers⁵ qu'après l'ordre royal du 27 juin.

1. « Journal des Etats-Généraux tenu par Charles Claude Ange Monneron député par la sénéchaussée d'Annonay », manuscrit, 1 vol. in-12 B. A.

2. Le 16 juillet toutefois il écrira : « Ce mot d'Assemblée nationale dont le baptême a eu lieu le 17 juin, nous l'avons reçu hier de la bouche du roi. Une bonne constitution fera les nœuds et de longtemps, en ce cas, nous n'en serons au point d'avoir besoin de l'extrême-onction. » Journal manuscrit.

3. Aucun document ni lettre privée ne nous renseigne sur ce point.

4. Il pouvait croire que l'exception prévue dans son cahier pour le vote par tête jouait dans les circonstances présentes. cf) sa lettre pour faire élargir son mandat. Arch. Ard. B145.

5. C'est sans doute à son attitude en cette circonstance que fait allusion St-Martin dans sa lettre du 8 avril 1790 à Léorat Picansel : « les torts qu'il peut avoir eus dans les commencements ne doivent être imputés qu'aux circonstances ». Lettre publiée par Vaschalde dans « Le Vivarais aux Etats-Généraux ».

La députation du Vivarais ne compte réellement au début qu'un membre actif et énergique : le comte d'Antraigues. Il est arrivé à Versailles précédé de son immense renommée et l'opinion continue à voir en lui un des chefs du mouvement réformateur ¹. Mais, bien vite, il « change de ton, de système et de langage ² » ; il renie son mémoire sur les Etats-Généraux et ses attaques contre l'ancien régime. Le 10 mai, dans la chambre de la noblesse, il prononce un discours qui sera désormais sa profession de foi. Les ordres ont toujours eu veto l'un sur l'autre et, par suite, la séparation des ordres est un des principes essentiels de la monarchie. Il demande donc le maintien scrupuleux de ces traditions antiques ³. La noblesse cependant continue à se défier de son zèle de néophyte. Lors de la nomination des commissaires chargés de rétablir l'harmonie entre les ordres, d'Antraigues est élu le dernier avec 81 voix seulement sur 237 votants ; ⁴ mais, bien vite, sa dialectique passionnée et mordante lui assure dans la commission une place prépondérante.

Pendant toutes ces discussions, d'Antraigues exhorte la noblesse à rester ferme dans les principes ⁵. Un mémoire, où il a colligé les précédents, sert pendant plusieurs jours de base à la discussion⁶, mais sans résultat ⁷. Même après l'échec des négociations, après la constitution des Communes en Assemblée nationale, après le serment du Jeu de Paume, d'Antraigues continue à lutter pour la distinction des ordres en s'appuyant sur l'autorité royale. Le 25 juin, 45 gentilshommes allèrent prendre place sur les bancs de la salle commune pendant que le comte d'Antraigues faisait entendre devant ses collègues une dernière protestation ⁸. Il ne s'associa pourtant point aux ultimes réserves de son ordre le 3 juillet. Il jugea même inutile d'adhérer aux déclarations réservatoires déposées le 30 juin. Malgré ses interventions à la tribune et ses écrits, on sent qu'il est découragé ; désormais, il n'a plus foi ni en lui-même, ni en son parti, ni surtout dans les Etats-Généraux ainsi transformés.

1. Lettre de d'Antraigues à MM. des C. p. 18. B. N. L^b 39 4106.

2. Avis à M. le comte d'Antraigues..... par un baron 16 p. B. N. L^b 39 1774 p. 1.

3. Discours prononcé par le comte d'Antraigues dans la chambre de la noblesse le 11 mai 1789 — s. l. n. d. B. N. L^c 29 2064.

4. Le 19 mai. cf) Pingaud. Un agent secret p. 63.

5. Motion de MM. les commissaires conciliateurs de l'ordre de la noblesse le 22 mai. B. N. L^c 29 7 14 p. et discours du 28 mai. B. N. L^c 29 10 16 p.

6. Mémoire sur la vérification des pouvoirs lu le 30 mai. B. N. L^c 29 12.

7. Lettre de d'Antraigues du premier juin 1789 sur les débats du mois de mai. Fonds Mazon,chr. 12.

8. cf) Pingaud p. 64.

La volte-face de d'Antraigues avait exaspéré ses admirateurs de la veille. Mirabeau, qui avait peut-être craint en lui un rival, l'exécute en quelques phrases dédaigneuses. Un déluge de brochures et de libelles s'abat sur lui ¹. Ses adversaires en province triomphent bruyamment de voir leurs appréhensions justifiées. De plus en plus, son inutile résistance au nouvel ordre de choses prend, aux yeux des patriotes, l'allure d'une trahison et, de ses amis et partisans, il n'en est pas un seul, même dans la noblesse, qui ait le courage de prendre ouvertement sa défense.

C'est que dans le Vivarais, comme ailleurs, les diverses classes de la société réagissent déjà d'une manière notablement différente. Les privilégiés s'inquiètent de la tournure des événements et s'effrayent des voies nouvelles où se lance l'Assemblée, mais ils se gardent bien de laisser entendre au dehors qu'ils approuvent l'attitude de leur ordre et qu'ils sont de cœur avec les Vogüé et les Antraigues. Ils se réservent et se taisent. A Villeneuve-de-Berg, par crainte de l'opinion publique, ils n'osent même plus se réunir pour élargir le mandat de leurs députés. ² A Annonay, l'assemblée des trois ordres, le 20 juillet, ³ ne groupe qu'une infime minorité de gentilshommes pour signer l'adresse de félicitations à l'Assemblée nationale. Ils ne sont pas plus nombreux le lendemain ⁴ pour amplifier les pouvoirs de leur député. Seuls, les initiateurs du mouvement de réforme, les Monteil de Corsas, les de Serres, les de Canson, les Soras, franchement compromis avec le tiers, ont daigné se déran-

1. Cf) Portrait d'Antenor dans la « galerie des Etats-Généraux ». « Antenor est né courtisan et se croit républicain, lui-même n'est pas encore bien sûr de ce qu'il pense » T. 1 p. 104 cité par Pingaud, p. 66. Lettre à M. le comte d'Antraigues, député de la noblesse, s. l. n. d. in-8 B. N. Lb 39 7262. Un plébéien à M. d'Antraigues 12 p. (Juin 1789) B. N. Lb 39 1772, « Votre défection du parti populaire, Monsieur, indigne les bons citoyens ; elle ne m'a pas étonné », p. 1 Avis à M. le comte d'Antraigues... par un baron, déjà cité. « Vous serez jugé d'autant plus coupable que vous avez été d'abord l'apôtre de la vérité et l'idole de la nation ». p. 16.

2. Le 11 juillet, Antraigues écrivait à Barruel pour le prier de rassembler son ordre pour faire élargir son mandat. Barruel lui répond ; « J'ai lieu de croire, M. le comte, que vous n'avez pas connaissance de l'effervescence et de l'agitation qui règne dans le Vivarais, particulièrement contre la noblesse... Il ne serait ni prudent, ni sûr de faire cette convocation dans aucun lieu de notre district » Cf. Mollier Recherches sur Villeneuve-de-Berg p. 294.

3. Délibération des 3 ordres de la sénéchaussée du haut-Vivarais (20 juillet 1789 impr. in-8. s. l. 8 p. Fonds Mazon chr. 12.

4. Arch. Ard, B 145. Procès-verbal de l'assemblée du 2^e ordre d'Annonay de 24 juillet 1789.

ger. Mais leur attitude conciliante, leurs concessions opportunes, en masquant habilement les préoccupations et les craintes de la noblesse du haut Vivarais, sauvent les apparences de l'union et de la concorde entre les divers ordres et désarment ainsi par avance ou atténuent l'hostilité et les défiances qui se font jour contre les privilégiés.¹

Le clergé reste fidèle dans l'ensemble à l'idéal démocratique. Si plusieurs inclinent vers la réserve de la noblesse, si certains, comme Picansel, prévoient déjà de graves difficultés et redoutent les conséquences logiques des événements, beaucoup plus nombreux, surtout dans le bas clergé, sont les curés et vicaires qui veulent aller de l'avant et ne voient aucun inconvénient à lier de plus en plus étroitement leur cause à celle du peuple.²

Dans le tiers lui-même, l'union est loin d'être absolue. Quelques-uns commencent à se préoccuper de la table rase du passé et partagent les hésitations et les appréhensions des Monneron et des Madier, mais ils ont la pudeur de ces inquiétudes et ils trouveraient malséant de les manifester en public. La bourgeoisie, dans l'ensemble, surtout celle des affaires et des hommes de loi, est trop heureuse de s'élever sur la ruine politique de la noblesse et c'est elle qui fait l'opinion. Elle suit avec une attention passionnée les débats de l'Assemblée et, sans s'en rendre compte, elle prend de plus en plus une allure et une mentalité révolutionnaires.

Quant au peuple, jusqu'à présent, il ne compte guère. La bourgeoisie qui l'a mis en avant, lors des réunions de paroisses et de la rédaction des cahiers, continue à parler en son nom. Elle ne conçoit pas que le paysan ou l'ouvrier puisse avoir une opinion différente de la sienne. En fait, il se désintéresse de la question politique et ne comprend rien aux discussions sur le vote par ordre ou par tête. Mais, comme il n'a à sa disposition aucun moyen direct d'information, il est porté à ajouter foi à ses conseillers ordinaires qu'il considère comme ses guides naturels. C'est son curé, c'est surtout l'homme de loi, l'avocat, le notaire, le praticien de campagne qui, après s'être documenté à la ville voisine, lui explique et lui commente les événements du jour.

1. L'assemblée donne l'ordre à son député de voter par tête sur toutes les questions.

2. Lettre de Lafont, vicaire à Dornas, 21 août 1789, pour signaler la nouvelle intéressante qu'il vient de recevoir sur les projets de l'Assemblée nationale pour améliorer le sort du bas-clergé. Fonds Mazon, chr, 12.

Comme le paysan est simpliste, on lui simplifie encore le problème. La complexité des questions à l'ordre du jour se réduit à un duel entre deux groupes ennemis. D'un côté, il y a les patriotes qui, avec Boissy d'Anglas et quelques autres, veulent l'amélioration du sort des petites gens et la fin des abus ; en face se dressent les aristocrates ¹ qui, avec d'Antraigues, s'efforcent de maintenir les odieux privilèges dont ils profitent. Bien vite le petit cultivateur retient que d'Antraigues, dont le nom est parvenu jusqu'à lui ², trahit la cause du peuple. Pour lui, d'Antraigues incarne toute la noblesse, tous les seigneurs, tous les détenteurs des droits féodaux. Et c'est contre eux, contre tous ces privilégiés que des prédicateurs intéressés ³ lui montrent ligüés contre son bonheur, qu'il s'aigrit et s'irrite. D'ailleurs, il est bien obligé de constater qu'aucune des réformes annoncées n'est encore réalisée. La moisson est proche et il voit avec colère qu'il devra payer, comme par le passé, le cens et la dîme et faire les corvées imposées. Les impôts sont toujours aussi lourds et les employés de la ferme aussi rapaces.

Mais si tous ses malheurs proviennent du régime et des lois et si les aristocrates et le gouvernement sont responsables de sa misère, ⁴ le peuple, dans son inexorable logique, conclut qu'il n'y a qu'à courir sus aux privilégiés et à passer outre aux lois. Aussi accueille-t-il par des applaudissements unanimes la violente réaction de Paris lors du renvoi de Necker. A tous les petits bourgeois, paysans et artisans réunis le 20 juillet à Annonay, la valeureuse con-

1. Ces termes de patriotes et d'aristocrates deviennent d'un usage courant dans le pays dès le mois de juillet. Cf) manuscrit de Delichères p. 18.

2. Dans le bas Vivarais surtout, l'âpreté et la dureté des sieurs Launay d'Antraigues à l'égard des paysans, étaient restées proverbiales.

3. Parmi les brochures hostiles à la noblesse qui sont le plus répandues surtout dans le haut Vivarais on peut citer « aux Dauphinois par un noble Viennois. Fernand de Bovinet » s. l. n. d. 24 p. (Juillet 1789) « Le roi séduit par le parti aristocratique se méfie de son peuple... il gêne la liberté des Etats-Généraux, il menace, dit-on, la sûreté de nos généreux députés... » Bibl. Grenoble.

4. La misère, en effet, si grande au printemps, s'est à peine atténuée avec la belle saison. Au mois de mars, un mouvement séditionnel éclate à Privas provoqué par la rareté des grains et le prix énorme des denrées, Cf) Arch, Hérault C64. Lettre de Montaran, secrétaire des finances, à l'intendant de Languedoc. Au mois d'avril et au mois de mai, Viviers et Bourg St-Andéol manquent de pain et les riverains arrêtent les convois de blé sur le Rhône. Cf) Courrier d'Avignon, 29 avril 1789, biblioth. nat. LC2 65 et archives municipales de Bourg-St Andéol. Fonds Mazon, chr. 12. Cf) encore circulaire par laquelle l'intendant invite les subdélégués à lui envoyer « les renseignements les plus secrets et les plus exacts » sur les accaparements, 30 juillet 1789.

duite des Parisiens ¹ apparaît comme le seul moyen efficace de réduire l'opposition de la cour et de briser l'obstination criminelle des aristocrates. Enfin, la prise de la Bastille elle-même, divulguée par de nombreuses publications, prend très vite dans l'imagination populaire la valeur d'un symbole : la fin des privilèges, la ruine de la féodalité, la réparation des injustices du passé.

Dans toutes les petites villes du pays, on célèbre par des réjouissances publiques cet heureux événement. « L'allégresse dans laquelle toute la France nage, écrit-on de St-Péray, est ici un délire universel, et il n'est personne, depuis le plus petit jusqu'au plus grand, qui ne la partage. Aujourd'hui, nous faisons un grand feu de joie sur la montagne de Crussol.... Tous les jeunes gens se mettront sous les armes.... Après Vêpres, on chantera un Te Deum au bruit de toute notre artillerie.... » ². Le feu de joie est précédé d'un banquet populaire en plein air que couronne un discours dithyrambique du jeune St-Prix, le futur conventionnel ³. A Tournon ⁴, à la nouvelle de la prise de la Bastille, les citoyens se réunissent dans l'église de St-Julien, le 26 juillet, et signent « sans distinction d'ordre, ni de préséance », une adresse d'adhésion à l'Assemblée nationale et de remerciements à la population parisienne. St-Agrève ⁵ prend le même jour une délibération analogue. De simples félicitations paraissent trop banales à Villeneuve-de-Berg pour traduire son enthousiasme. Elle décide d'organiser une grande cérémonie, moitié civile, moitié religieuse, pour bénir une couronne civique ⁶; aux proportions gigantesques, qu'elle offre au peuple de Paris pour honorer son courage et sa valeur.

Ces douces illusions ne tardent pas à s'évanouir. A peine cette perspective de bonheur et de félicité est-elle entrevue que des craintes vagues viennent réveiller dans tous les cœurs le malaise, le trouble et l'anxiété ⁷. Chacun a l'intuition d'un danger, d'une me-

1. cf) Adresse de félicitations au peuple de Paris envoyée par l'assemblée des trois ordres d'Annonay le 20 juillet 1789. Fonds Mazon chr. 12.

2. Lettre de Tracol de St-Péray le 26 juillet 1789, de la collection d'E. Nicod publiée dans la revue du Vivarais le 15-2-1904.

3. cf) Monographie de St-Prix par Hector de Soubeyran de St-Prix. Revue du Vivarais 15-2-1904.

4. Arch. de Tournon. Délibération du 26 juillet 1789 citée par Delarbre : Tournon autrefois et aujourd'hui. Privas 1907 p. 264.

5. Arch. de St-Agrève. 26 juillet 1789. Fonds Mazon F 23.

6. Relation imprimée de cette fête citée par Mollier. Recherches sur Villeneuve-de-Berg p. 317-318.

7. Manuscrit de Delichères p. 17.

nace qu'il ne peut définir. Les esprits passent subitement, et sans motif apparent, des espoirs les plus extravagants aux inquiétudes les plus insensées. On redoute un retour offensif de l'ancien régime et l'anéantissement des espérances conçues.

II

C'est dans cette exaltation voisine de la folie qu'éclate, comme un coup de tonnerre, la nouvelle de l'invasion inopinée de 10.000 Piémontais, conduits par le comte d'Artois, qui pillent et brûlent tout sur leur passage. Ce fut la stupeur, l'angoisse, « la grande peur ».

Cette émotion intense qui étreint la plupart des provinces n'apparaît en Vivarais que dans les derniers jours de juillet. Les causes réelles et l'origine de cette panique restent encore obscures et inexplicables. Fut-elle le résultat d'un vaste complot savamment organisé et méthodiquement exécuté au profit du parti révolutionnaire ? Les écrivains hostiles à la Révolution l'affirment souvent sans en donner des preuves bien convaincantes. Dans le Vivarais, du moins, les contemporains, aussi bien partisans qu'adversaires, crurent à un plan concerté ¹. Les historiens actuels sont moins affirmatifs. La plupart ne voient là qu'un phénomène général, mais spontané, d'auto-suggestion, résultat de l'effervescence et de la tension nerveuse

1. Delichères, le chef le plus ardent du mouvement révolutionnaire dans le bas Vivarais, écrit : « Mais une plus grande secousse s'opérait dans le royaume et consacrait la Révolution. Des émissaires s'étaient répandus sur tous les points presque le même jour et, dans l'objet de sonder les dispositions du peuple et de l'engager à surveiller les ennemis intérieurs, ils excitèrent une insurrection générale. Sur les côtes maritimes, on annonçait une flotte anglaise destinée à une descente ; au Nord, c'était une armée d'Autrichiens ; ailleurs, c'étaient des brigands : au Midi, des bandes Piémontaises entrées rapidement dans le Dauphiné ravageant déjà et exterminant tout sur leur passage ». Manuscrit de Delichères p. 18-19. Flaugergues de Viviers note lui aussi le fait dans ses observations météorologiques et ajoute : « On a su depuis que dans un souper chez M. le duc d'Orléans quelqu'un avait proposé d'armer toute la France, ce qui pourrait servir dans l'occasion. Ce prince fit les frais et le projet réussit au-delà de leur espérance ». Flaugergues. Observations météorologiques. Arch. Ard. série F, manuscrit de 180 pages in-folio, p. 136. Madier de Montjau est du même avis. Dans ses lettres à Barruel, il croit lui aussi que le duc d'Orléans fut l'instigateur de ce mouvement. Lettre de Madier de Montjau du 4 sept. 1789 à Barruel, citée par Vaschalde dans le Vivarais aux Etats-Généraux.

des esprits. On a même cité ¹ pour le Dauphiné un petit fait qui, en temps normal, eût passé inaperçu, mais qui, amplifié rapidement par des esprits surexcités et des imaginations malades, et peut-être aussi par des meneurs intéressés, fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres.

Quoi qu'il en soit du complot et des origines, il est certain que pour le Vivarais la peur vint de l'extérieur et ne fut que le prolongement de l'alarme générale suscitée dans le Dauphiné. La nouvelle atteint le haut Vivarais le 28 juillet et parvient la nuit suivante dans le bas Vivarais. C'est toujours la rive gauche qui avertit la rive droite qu'un courrier se dirigeant vers le midi annonce l'arrivée des brigands qui mettent tout à feu et à sang. Les points de passage sont marqués par les bacs à traile qui, à cette époque, forment le seul moyen pratique de communication d'une rive à l'autre. Dans le Nord, ce sont Serrières, Andance, Tournon et, dans le bas Vivarais, le Pouzin, le Teil et Bourg-St-Andéol qui préviennent l'arrière-pays de l'imminence du danger. Et rapidement le bruit se propage du nord au sud et de l'est à l'ouest. La transmission est à la fois orale et écrite. Les particuliers qui travaillent dans le Dauphiné se hâtent de regagner leurs foyers et sèment partout l'épouvante en colportant les renseignements recueillis au passage du mystérieux messenger. Les municipalités, à leur tour, suscitent la panique par des lettres alarmantes adressées aux paroisses voisines pour faire appel à leur assistance et à leur appui.

Le 28 dans la matinée, Tain signale l'approche des brigands à Tournon ² qui informe immédiatement les villages voisins ³. Serrières, Andance ⁴, Annonay ⁵ prennent aussitôt des mesures de défense. L'anxiété est profonde, mais le pays reste calme. La nouvelle, transmise en plein jour, semble moins tragique et agit moins vivement sur les esprits tandis que, jetée en pleine nuit dans le bas Vivarais, elle vient réveiller en sursaut et alerter une population

1. cf) Procès-verbal du Comité permanent de Bourg St-Andéol qui reproduit une lettre de Valence expliquant la naissance de cette fausse alarme par l'apparition d'une bande de 12 brigands dans le voisinage de Voiron. Arch. nat. C 86.

2. Délibérations du Comité permanent de la ville de Tain. Bull, Arch. Drôme XLII 1908 p. 19-21-24.

3. Arch. de Tournon. Delarbre. Tournon autrefois et aujourd'hui, p. 269.

4. Andance prévenue par Moras fait demander le lendemain à St-Vallier confirmation de la nouvelle. cf) La Drôme révolutionnaire par Fernand Baboin. Revue la Révolution française T. 14 p. 1066.

5. Dès le 28 juillet, Annonay offre un contingent de sa milice à Tain. cf) Délibérations du Comité de Tain.

plus émotive. Rien d'étonnant que le son lugubre du tocsin y cause un véritable affolement. Chacun court avec anxiété aux renseignements et personne ne sait rien hors l'avertissement sinistre. Aussi les moindres bruits dans ces imaginations exaltées prennent-ils aussitôt l'accent d'un gémissement ; la moindre lueur sur la rive gauche les reflète d'un incendie criminel ¹.

Aussitôt prévenus, les officiers municipaux et les notables arrivent effarés à la maison commune. Dans leur ignorance des événements, dans leur incertitude des mesures à prendre, ils font appel aux conseils de tous les membres de la Communauté. On se figure ce que peuvent être, au milieu de la nuit, ces délibérations d'une population tumultueuse qui s'écrase dans une enceinte trop étroite et mal éclairée, au milieu de femmes affolées et d'enfant mal réveillés apeurés et criant. Personne n'a la lucidité d'esprit nécessaire pour examiner de sang froid la situation, ni pour discuter l'authenticité de la nouvelle. Terrorisée, l'assemblée ne songe qu'à crier au secours. Et aussitôt des messagers partent dans toutes les directions, générateurs à leur tour de panique et d'effroi, incapables de donner la moindre précision, le moindre renseignement que, d'ailleurs, dans l'angoisse universelle, personne n'a l'idée de leur demander. C'est ainsi que, dans la nuit du 28 au 29 juillet, une grande partie du bas Vivarais est prévenue de l'arrivée des brigands dont le nombre croît et les forfaits s'amplifient en passant de bouche en bouche.

Bourg-St-Andéol ² est alerté à une heure du matin. Des habitants de Pierrelatte appellent au secours de l'autre côté du Rhône et, pour attirer l'attention, tirent des coups de fusil. Le maire, réveillé en hâte, détache, avec une douzaine d'hommes, la barque du bac à traîlle et trouve sur la rive gauche un groupe d'hommes, de femmes et d'enfants en proie à la plus vive agitation. Les brigands vont arriver. Pierrelatte, dépourvue d'armes et de munitions, implore le secours de la milice de Bourg-St-Andéol. On emmène les délégués de Pierrelatte, on sonne la cloche et on se réunit à 2 heures du matin

1. « Ces bruits se répandirent avec une célérité étonnante par des exprès envoyés d'une commune à l'autre sans réfléchir ni demander pourquoi et par quel ordre. Ils s'accréditaient par la confiance la plus aveugle. Les blés étaient coupés. On les battait alors. Cette circonstance rendait les gens de la campagne plus libres et, pour les armer, on ne manquait pas de répandre que les brigands, d'intelligence avec les aristocrates, faisaient brûler les grains pour amener la famine et détruisaient l'espoir des vendanges et des autres récoltes ». Manuscrit de Delichères p. 19.

2. Procès-verbal du Comité de Bourg-St-Andéol. A. N. C 86,

à l'hôtel de Ville avec tous les conseillers et un grand nombre d'habitants. On s'empresse de prévenir Viviers, St-Remèze, Vallon, St-Marcel, Pont St-Esprit. On promet des secours à Pierrelatte, mais, en même temps, on fait demander à Montélimar si le danger est pressant. Par mesure de précaution, on commence à passer en Vivarais les femmes et les enfants. A 7 heures du matin, un messager arrive de Viviers. La municipalité annonce que le Teil l'a avertie à minuit que les brigands marchent sur Montélimar après avoir saccagé Romans, Livron et Loriol. Bourg en donne immédiatement avis à Pont St-Esprit et le conseil se déclare en permanence. A 9 heures, une lettre plus inquiétante encore arrive de Pierrelatte : « Les brigands seraient du côté de Chabeuil.... Cette troupe laisse de côté les villes où l'on se défend et brûle les villages. Nous allons faire dresser un feu sur notre rocher et, au premier avis et inspection des brigands, ce feu sera allumé..... Alors, secourez-nous ».

L'émotion n'est pas moins vive à Viviers. « On s'assembla ici dans la nuit, écrit Flaugergues, on délibéra longtemps sur les précautions qu'on avait à prendre.... A la pointe du jour, on barricada les portes. On ne laissa ouvertes que celles de la Trau et de Riquet. On fit murer la porte et les fenêtres d'une maison ouvertes sur les remparts, on posta des sentinelles partout ¹. Elles avaient l'ordre de tirer si elles apercevaient quelque mouvement. Un peu après 10 heures, l'une d'elles lâcha un coup de fusil pour faire peur à des enfants qui volaient des poires dans un jardin de la Roubine. L'alerte devint générale ; tous couraient dans les rues armés de ce qu'on avait pu trouver. Les femmes jetaient les hauts cris en criant : « Miséricorde ! » Elles se réfugièrent dans la cathédrale. Le prêtre, qui n'était heureusement qu'aux premières oraisons de la grand'messe, quitta au plus vite ses ornements.... pour se sauver. Les chanoines firent de même. » Et Flaugergues ajoute : « La crainte des brigands fut générale. A Beaucaire, tous les marchands fermèrent leurs boutiques. On laissa au milieu de la place un mort pour se sauver » ².

C'est encore au milieu de la nuit que le Pouzin et le Teil avertissent Privas ³ et Villeneuve-de-Berg ⁴ qui se hâtent de prévenir

1. Observations météorologiques de Flaugergues p. 131.

2. cf) Flaugergues p. 132.

3. Manuscrit de Bernard St Arcons. Fonds Mazon chr. 12.

4. cf) Mollier, Recherches sur Villeneuve de-Berg p. 318-319.

Aubenais ¹. Et la nouvelle, s'enrichissant en route de détails inédits, gagne rapidement du terrain. Dans l'après-midi du 29, elle atteint Largentièrre ², Antraigues, et la nuit suivante, elle touche Joyeuse ³ et pénètre jusqu'à Valgorge.

La menace des brigands provoque immédiatement une organisation défensive du pays. Chaque ville, chaque paroisse se préoccupe de pourvoir à sa sécurité et de porter secours à ses voisins. Le premier soin de la municipalité est de dresser un rapide inventaire de ses ressources en soldats, armes et munitions. Partout où se trouve une garnison, on fait appel aux troupes de ligne, et, comme les détachements dispersés dans les principaux centres sont très minimes, on adjoint à ce premier noyau les éléments de la milice bourgeoise. Pour renforcer cette petite armée, toutes les communautés lèvent des volontaires et les organisent en compagnies. A Villeneuve-de-Berg, l'émoi est si grand qu'on décide immédiatement la mobilisation de tous les hommes valides de 16 à 60 ans ⁴. La difficulté était d'armer et d'équiper tous ces soldats improvisés. Les habitants sont invités à déclarer leurs armes et à les déposer à la maison commune. S'il le faut, on fera des perquisitions dans les maisons particulières pour obliger les récalcitrants à s'exécuter.

Malgré l'empressement général à déférer à ces réquisitions, les municipalités constatent avec inquiétude que les moyens de défense sont déplorablement insuffisants dans des circonstances aussi critiques. A Viviers, les fusils réunis à l'hôtel de Ville ne permettent d'armer qu'une seule compagnie. Bourg St Andéol n'a trouvé dans la ville que 25 livres de poudre et 12 livres de balles. Chaque paroisse s'efforce de compléter son armement. Viviers ⁵ envoie un messenger en Forez pour acheter une cinquantaine de fusils à St-Etienne. Tournon réussit à s'en procurer une centaine avec un quintal de poudre et des balles ⁶. Bourg-St-Andéol expédie un exprès à Pont St Esprit pour demander au commandant de la citadelle 200 fusils et des munitions ⁷. A défaut de fusils, on accepte

1. Manuscrit de Delichères p. 18-23.

2. Arch. mun. de Largentièrre BB 47 p. 31-35.

3. Délibérations municipales de Joyeuse. Fonds Mazon F 12.

4. Mollier. Recherches sur Villeneuve-de-Berg p. 319.

5. Archives municipales de Viviers BB 12.

6. Arch. de Tournon citées par Delarbre p. 269.

7. Le 30 juillet, le commandant de Pont St Esprit répond qu'il ne peut fournir des fusils, mais qu'il a fait mettre le canon en batterie et qu'en cas de danger, on peut se retirer sous sa protection Procès-verbal du comité de Bourg-St-Andéol. A Largentièrre, on répare hâtivement les armes de la bourgeoisie, cf) mémoire des dépenses 29 juillet 1789 arch. de Largentièrre CC 105 et EE 1.

les sabres et les pistolets aussi bien que les haches et les fourches, et, tant bien que mal, on arrive rapidement à équiper et à armer ces nouvelles recrues.

Il semblait naturel pour les encadrer de faire appel à la noblesse qui, ayant servi à l'armée, avait des connaissances militaires et une certaine pratique du commandement. Et, de fait, dans beaucoup de paroisses rurales, c'est souvent le seigneur qui prend la tête de cette milice ; mais, dans les villes et la plupart des bourgs importants, là surtout où les bruits de connivence des aristocrates avec l'étranger et les brigands se sont perfidement répandus, là où l'invasion des Piémontais apparaît liée aux efforts des contre-révolutionnaires, on écarte résolument des cadres tout gentilhomme, même libéral, parce que son seul titre de noble semble en faire un adversaire des aspirations populaires et une menace pour la sécurité générale. A Aubenas, le Comité, nommé à la première annonce du danger pour dresser un plan de défense et d'organisation militaire, ne comprenait que des gentilshommes comme le chevalier de Malhan, de Colonne, etc.... tous, anciens officiers de l'armée. « Pendant qu'ils s'en occupaient, écrit Delichères, Jean Meynier, perruquier et cafetier, arrive et déclare, au nom de plus de 50 citoyens par qui il se dit envoyé, que la jeunesse ne veut point de nobles pour chefs et il parle aux commissaires du ton le plus déterminé. Il avait deux pistolets appendus à la ceinture.... Les commissaires et le reste de l'assemblée se séparèrent là-dessus sans projet... »¹. Il en fut de même un peu partout², mais, si on exclut les nobles de tout commandement, on les force cependant à marcher avec les troupes car ils pourraient être dangereux à l'arrière.

C'est aux officiers de ligne qu'on fait appel de préférence. Bourg-St-Andéol confie le détachement qui part au secours de Pierrelatte au lieutenant Pasquet. Tournon et Villeneuve-de-Berg placent leur milice sous les ordres du commandant de la garnison³. Largentière charge le chevalier de Vinezac de se concerter avec le capitaine des chasseurs de Roussillon⁴. Aubenas, après l'échec des commissaires, désigne, comme colonel, le lieutenant de milice Roger ; et Dalmas,

1. Manuscrit de Delichères p. 20.

2. A Privas. « Dans l'idée où l'on était que les nobles se déclareraient pour lui (le comte d'Artois) on exigea qu'ils n'eussent aucune espèce de commandement ». Manuscrit de St Arcons. Fonds Mazon chr. 12.

3. cf) Arch. Tournon ; cf) aussi Mollier p. 319.

4. Arch. de Largentière BB 47 p. 31.

son beau-frère, est élu lieutenant-colonel ¹. Tous les autres grades sont donnés à d'anciens soldats. Seule, Joyeuse appelle un noble, St-Sernin, maréchal de camp, au commandement général de sa petite armée ².

En même temps qu'on se défie des aristocrates, on s'inquiète des étrangers qui pourraient s'infiltrer dans le pays pour favoriser les menées des brigands et leur préparer la voie. A Joyeuse, l'assemblée décide « que tout cabaretier sera obligé dès qu'un étranger arrivera chez lui, de quelque qualité qu'il soit, d'en venir donner le nom et la résidence, à peine d'une amende ou autre peine plus forte » ³. A Bourg-St-Andéol, le poste de la garde bourgeoise du Rhône est chargé de vérifier les passeports des voyageurs transportés par le coche d'eau ⁴. A Aubenas, sans l'intervention de Delichères, on se disposait à arrêter le courrier de Montélimar et à violer le secret de la correspondance, sous prétexte qu'« il pouvait apporter des lettres intéressantes à connaître de la part des nobles » ⁵.

Les troupes, levées à la hâte et armées de « fusils, pistolets, sabres, haches et fourches », en quelques heures sont prêtes à marcher. Bourg-St-Andéol envoie le 29 à midi un premier détachement de 50 hommes à Pierrelatte et en prépare un deuxième de 200 hommes pour l'après-midi, Privas, dès 9 heures du matin, le 29, met en route deux compagnies à l'effectif total de 300 hommes. Arrêtées à Coux par une prétendue lettre du curé de Loriol annonçant que les brigands se sont retirés, elles rentrent à Privas à 11 heures, mais à midi, nouvelle alerte, les brigands ont reparu et les compagnies repartent ⁶.

Les bords du Rhône, de Lavoulte à Bourg-St-Andéol, dès l'après-midi du 29, regorgent de troupes et les milices des régions plus éloignées vont arriver. Les communes voisines de Privas annoncent le lendemain qu'elles ont levé huit mille hommes prêts à se porter au Pouzin. Aubenas, qui a perdu du temps à discuter, n'est en mesure de partir que le 30. « A 9 heures du matin, écrit Delichères, nous étions plus de 300 hommes, en armes et en guêtres,

1. Manuscrit de Delichères p. 20.

2. Délibérations de Joyeuse. Fonds Mazon F 12.

3. Ibidem....

4. Procès-verbal du Comité de Bourg-St-Andéol.

5. Manuscrit de Delichères p. 23.

6. Procès-verbal des délibérations des habitants de Privas du 29 juillet 1789 à 1 heure du matin dans l'église des Récollets. Impr. in-8 de 13 p. cité par Jean Régny : *Revue historique de la Révolution française*, 1916 p. 29.

rassemblés sous le collège. Nous nous rendons à l'église paroissiale pour entendre la messe et faire bénir un drapeau »¹. On était sur le point de se mettre en route avec les détachements de St-Etienne, Mercuer, Vesseaux et Antraignes quand un exprès de Privas vient annoncer que la nouvelle de l'apparition des Piémontais n'était qu'une fausse alarme. On renvoya de la Chapelle les détachements de Largentière, Uzer, Valgorge, Chassiers, Tauriers, Montréal et communes voisines. Ceux de Joyeuse, Rosières, La Blachère et quelques autres furent jusqu'à Vallon. « On apprit ensuite, conclut Delichères, qu'il s'était porté de Villeneuve, de Privas et des lieux environnants, depuis Lavoulte jusqu'au Bourg, plus de 15 000² hommes sur les bords du Rhône.... on n'exagère pas en assurant que, sans les nouveaux avis, il y aurait eu.... une force armée de 36.000 hommes.... Aussi, ce mouvement inspira-t-il aux amis de la Révolution la plus grande confiance et la plus vive terreur à l'aristocratie »³.

L'erreur est vite reconnue le long du fleuve. Dès le 29 au soir, on annonce qu'il n'y a pas de brigands. Le Pouzin est averti dans l'après-midi et Bourg St-Andéol reçoit à 4 heures une lettre de Pierrelatte l'informant qu'on n'a point vu de brigands sur la rive gauche « ni en gros, ni en détail »⁴. Les compagnies de Privas sont de retour à 11 heures du soir, et, dès le lendemain, des exprès sont envoyés dans toutes les directions pour arrêter la mobilisation. Le 30 au soir, le contre-ordre a atteint les porteurs de la nouvelle et l'émotion se calme insensiblement.

Et ainsi, du 28 ou 30 juillet, toute la région limitrophe du Rhône jusqu'à une trentaine de kilomètres à l'ouest est en alerte. Le 30 juillet, la progression de la grande peur s'arrête et expire au pied de la montagne. Dans le haut Vivarais, si elle arrive jusqu'à La mastre, on n'en trouve pas trace ni au Cheylard, ni à St-Agrève. Dans le Midi, l'extrême limite semble marquée par une ligne qui irait de Laviolle-Aizac jusqu'à Valgorge et qui, s'infléchissant ensuite vers le sud de Joyeuse, laisserait hors de ses atteintes le canton des Vans⁵. Il semble donc qu'aussi bien dans le haut que dans le bas

1. Manuscrit de Delichères p. 21.

2. Le Père d'Anglade du collège de Tournon parle de 30.000 hommes qui défendent la rive droite du Rhône depuis Limony jusqu'à Pont-St-Esprit. « Lettre citée par Massip. Le collège de Tournon p 211.

3. Manuscrit de Delichères p. 21-22.

4. Procès-verbal du Comité permanent de Bourg-St-Andéol. Arch. nat. C 86.

5. Tallon dans son histoire des Vans n'en parle pas, ni les délibérations municipales.

Vivaraïs, la nouvelle n'ait pas dépassé la région des serres et des collines, et que, nulle part, elle n'ait attaqué la montagne. La difficulté des communications et l'absence de courrier l'expliquent assez. Peut-être aussi faut-il croire que les gens plus occupés, en pleine moisson, et d'ailleurs moins préparés à subir cette émotion, en ont été moins frappés. Si des individus ont connu la nouvelle, le groupement lui-même a échappé à la contagion et la réaction a été nulle. Le danger, d'autre part, devait leur paraître singulièrement plus lointain qu'aux riverains du Rhône.

Le désappointement des paysans, en arrivant sur les bords du Rhône, fut grand d'apprendre qu'ils étaient victimes d'une mystification. Furieux d'avoir tant couru pour rien, leur déception se transforme vite en colère. Les bruits les plus fantastiques se répandent dans les cabarets où ces troupes improvisées fêtent leur facile victoire. Les têtes excitées par le vin se montent, les discussions s'enveniment. Déjà, des insinuations perfides sur la connivence des nobles et des brigands ont fait leur œuvre. Beaucoup craignent, ou font semblant de craindre, que le démenti ne soit un piège tendu à leur crédulité par les aristocrates pour les livrer sans défense à leurs ennemis. Aussi sont-ils prêts à faire un mauvais parti au premier qui comme d'Arbalestrier y donnera prétexte.

Ce gentilhomme du Dauphiné, venu de Loriol, se trouve au Pouzin au moment de l'arrivée des premières troupes. Il leur avait même proposé de se mettre à leur tête, mais la méfiance des patriotes l'avait fait écarter. Le soir, il eut la malencontreuse idée de railleur leurs craintes. « Comme il se disait noble, écrit Delichères, on le tint pour suspect, et, regardant ses propos comme tendant à faire retirer les citoyens armés, pour faciliter l'arrivée des Piémontais, ayant d'ailleurs fait des imprudences et une résistance déplacée, il fut tué d'un coup de pistolet et ensuite mis en pièces » ¹.

Si ce fut le seul meurtre ² qu'on eut à déplorer ce jour-là, il y eut d'autres excès sur divers points du pays. A Chomérac ³, on se porta chez M. de Balazuc sous prétexte qu'il y avait eu chez lui des rassemblements de nobles depuis les élections des Etats Généraux. Heureusement prévenu à temps, il put se réfugier à Pont-St-Esprit, non sans avoir couru toutefois un grave danger en traversant Vi-

1. Manuscrit de Delichères p. 23. cf) aussi lettre de M. de Praneuf du 31 juillet. Fonds Mazon chr. 12.

2. Procès-verbal de Marcon, juge du Pouzin. Fonds Mazon chr. 12.

3. Manuscrit de Delichères p. 23.

viers ¹. A Privas, Fabrias faillit lui aussi être victime d'un mouvement populaire ².

III

Ces violences imputables aux passions du moment n'auraient peut-être pas eu de suites plus regrettables si, après l'alerte, on eût procédé au désarmement de la population et si, de retour dans leurs foyers, les paysans fussent revenus paisiblement à leurs travaux. Le tort fut de leur laisser leurs armes. L'autorité n'osa pas intervenir. Les patriotes faisaient valoir que ce qui n'avait été que fausse alarme, vaine menace, pouvait devenir, du jour au lendemain, une réalité. Il importait de prendre des précautions et de se tenir toujours prêts. L'événement ne tarda pas à démontrer que c'était un mauvais calcul et une grosse imprudence.

Rentrés chez eux, ces soldats improvisés restent aigris et plus inquiets que jamais. La crainte des brigands, en les groupant et en leur donnant un semblant d'organisation, les a rendus conscients de leur force. Ils ont des armes et des munitions et la tentation est forte de s'en servir. La paix et la tranquillité sont à la merci du premier agitateur venu. Mais, là encore, le mouvement n'eut rien de spontané. L'impulsion vint du dehors.

Le 3 août, alors que le calme semble revenu, des lettres de Valence à Bourg-St-Andéol annoncent que les paysans du Viennois se sont soulevés contre leurs seigneurs et que des châteaux ont été pillés et brûlés dans tout le Dauphiné ³. Ces nouvelles colportées un peu partout pénètrent rapidement jusque dans les campagnes les plus reculées et répandent une fois de plus l'alarme et le trouble dans le pays. Des « écrits séditieux » ⁴ viennent encore souffler la haine et exciter les passions. Des meneurs exploitent habilement cet état d'esprit ; ils amplifient les pillages et incendies de la rive droite, dénoncent aux paysans les privilégiés comme responsables de tous les maux dont ils souffrent. Ils spéculent sur la crédulité

1. cf) Panique due à l'invasion prétendue de 10.000 Savoyards par le baron de Coston. Lyon, in-8 p. 22.

2. Manuscrit de Delichères p. 23.

3. Archives municipales de Bourg-St-Andéol, citées par Régné. Revue historique de la Révolution française 1916 p. 28.

4. Rapport des magistrats de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg daté du 19 août 1789, cité par Mollier. Recherches sur Villeneuve-de-Berg, p. 319-322.

du peuple et sa vénération pour le roi en publiant qu'il « ne voulait pas d'autres châteaux que les siens » ¹. En feignant d'entrer dans les vues de l'autorité, ils justifient ainsi par avance tous les excès. Ils n'ont pas de peine à persuader à la population qu'il importe de profiter des circonstances favorables pour abattre l'ancien régime et se mettre à l'unisson des autres provinces. La destruction des terriers, chartriers et archives aura pour résultat, même en cas de retour offensif de la féodalité, de détruire les preuves légales de l'existence de ces droits seigneuriaux et d'empêcher ainsi toute revendication ultérieure.

Parmi les émeutiers, il y a des éléments très divers. Comme toujours, on y trouve des gens tarés qui eurent jadis maille à partir avec la maréchaussée, des brigands de profession qui profitent des troubles et du désordre pour exercer, avec plus de profit et moins de danger, leur lucrative profession. On est plus surpris d'y rencontrer de petits bourgeois qui semblent guidés par des vues désintéressées et qui croient réellement que ces mesures un peu rudes sont nécessaires à l'émancipation de la classe rurale. Souvent les consuls, les officiers municipaux sont à la tête du mouvement. La plupart d'ailleurs des paysans marchent sans grande conviction, moitié par crainte, ² moitié par curiosité, entraînés par l'exemple des autres. La masse, indifférente à toute idée de morale ou de politique, n'a d'autre mobile que l'intérêt. Son seul objectif est la disparition de ce régime féodal qui l'opprime depuis trop longtemps. Aussi, même dans la griserie du pillage, les « Jacques » ne détruisent pas exclusivement pour le plaisir de détruire ; ils savent faire un discernement dans les pièces et les documents. Souvent, ils se font lire les papiers avant de les brûler. Mais bientôt, dans l'impossibilité d'établir une sélection dans ces registres et terriers, incompetents d'ailleurs pour déchiffrer ces grimoires et pressés par le temps, ils en viennent à tout réduire en cendres, même les titres de propriété.

Le mouvement part des bords du Rhône et gagne rapidement l'intérieur du pays. A Rochemaure, le 9 août, un attroupement, dirigé par le régent des petites écoles, pénètre dans les maisons des sieurs Chambon et des dames Leblanc, enlève « les titres, papiers, terriers et documents des susdits particuliers » et les brûle sur la place publique ³. De là, la foule se dirige sur Meyssé et fait subir

1. Manuscrit de St-Arcons. Fonds Mazon chr. 12.

2. Manuscrit de St-Arcons. Fonds Mazon chr. 12.

3. Arch. nat. DXXXIX bis 1.

le même sort aux archives du sieur Deshières, ¹ seigneur de Rochemaure et Meysse. Le même jour, à St Montant, on enfonce les portes de Sabathier, coseigneur du village, le lendemain, la population envahit la maison de campagne du sieur de St Montant, force les domestiques à ouvrir « portes, placards et armoires » et blesse grièvement un laquais qui ne s'exécutait pas d'assez bonne grâce. ² A Largentière, on met à sac la maison de Vézian ³ et c'est à grand peine qu'à Aubenas quelques citoyens courageux peuvent protéger la demeure de l'ancien maire Roussel. A Thueyts, à Meyras, les paysans, sous la conduite des officiers municipaux, obligent les seigneurs à faire eux-mêmes la remise de leurs terriers et, en manière de passe-temps, pillent le château de Blou et mettent le feu à celui de Bernady. ⁴ Les « Jacques » détruisent de même soigneusement les poids et les mesures qui servent à la perception des droits seigneuriaux, dans la persuasion que ces poids et mesures ont été augmentés à leur détriment.

D'ailleurs, leur rage destructive ne respecte pas plus les registres du fisc et des tribunaux que les archives seigneuriales. A Villeneuve-de-Berg, le 12 août, « des gens mal intentionnés, dans le seul esprit de nuire, se portèrent jusqu'à brûler, déchirer et jeter dans la rivière d'Ibie des registres du greffe de l'ancien bailliage qui étaient épars dans les maisons de différents particuliers de la ville..... On profita d'un orage et d'un torrent de pluie, qui tomba depuis les onze heures du matin jusque vers les deux heures de l'après-midi, pour les jeter dans la rivière afin que le torrent pût les entraîner..... » ⁵.

Mais bientôt ils ne se contentent plus de s'assurer pour l'avenir en détruisant les documents ⁶ qui peuvent être gênants, ils prétendent réparer encore les prétendues injustices du passé. C'est ce

1. Rapport de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg. Mollier p. 320

2. Fonds Mazon chr. 13.

3. Fonds Mazon chr. 13. Cf) aussi revue du Vivarais du 15-4-1903.

4. Rapport de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg Mollier p. 320-321.

5. Requête adressée par le procureur du roi de Villeneuve-de-Berg au sénéchal du Vivarais pour demander autorisation de faire publier le monitoire, citée par Paul d'Albigny dans Revue du Vivarais, 15-2-1894 p. 94-96.

6. A en croire les mémoires de Flaugergues père, de Viviers, ces destructions d'archives se poursuivront durant tout le cours de la Révolution. Le 10 novembre 1791, à Viviers, on remplit un tombereau de titres de l'évêché, du chapitre, de la municipalité, du séminaire, des seigneurs, qu'on brûle dans la cour du séminaire. Flaugergues ajoute que la municipalité s'est chauffée une partie de l'hiver avec des liasses de papier et des rouleaux de parchemin. Cf) Arch. Ard. Manuscrit de Flaugergues p. 172. Cf) aussi Fonds Mazon chron. T-13.

qui explique leur acharnement contre les maires ou officiers municipaux, juges, seigneurs, bourgeois qui ont eu des démêlés en justice avec la collectivité ou même avec de simples particuliers. A Aubenas, on somme l'ancien maire Roussel de restituer les dépenses d'un procès qu'il a gagné trois ans auparavant contre la communauté devant la Cour des Aides. ¹ A St Maurice d'Ibie, un paysan écrit, le 18 août, à un bourgeois de Villeneuve-de-Berg qu'il viendra avec 400 hommes mettre le feu à sa maison, s'il ne lui envoie immédiatement 150 livres pour frais d'un procès qui remonte à vingt ans. ² Le 19 août, plusieurs habitants de Tain, armés de sabres, exigent de Larnage, leur seigneur, ³ la restitution de l'amende qu'ils ont dû payer quatorze ans auparavant pour avoir tué ses pigeons.

Ce procédé de chantage est surtout fréquent dans les bandes où affluent les brigands de profession. Plutôt que de brûler et de détruire sans profit, ils estiment plus avantageux et plus lucratif de faire composer leurs victimes. Ils les exempteront du pillage et de l'incendie moyennant une somme fixe. Degout, fameux scélérat condamné à plusieurs reprises par coutumace, met ainsi à contribution plusieurs villages de la montagne et sème l'effroi jusqu'à Villeneuve, en publiant son intention de venir forcer les portes de la prison pour délivrer ses compagnons. ⁴

Parfois le mouvement prend un caractère nettement anarchique et agraire. Les habitants de Thueyts, Montpezat, Burzet, chassent les consuls, juges, procureurs fiscaux, arrêtent et rançonnent les voyageurs. Le commerce est interrompu et le travail des champs déserté. Le conseil de Thueyts s'attribue le droit de vie et de mort sur les personnes et prétend disposer souverainement de toutes les propriétés. ⁵ Sur les bords du Rhône, la population riveraine occupe les îles ⁶ et s'empare des produits de la récolte malgré les réclamations des fermiers et des propriétaires. Au Teil, les paysans arrêtent

1. Rapport de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg. Mollier p. 320.

2. *ibidem*.

3. L'argent ayant été remis à Ignace Pascal, notaire royal, celui-ci fut menacé de mort. On voulait le pendre. Il se réfugia à Tournon. Archives de Tournon citées par Delarbre p. 267.

4. Rapport de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg le 19 août 1789. Mollier p. 321.

5. *Ibidem*.

6. La succession du prince de Soubise à Lavoulte. Revue du Vivarais 15-6-1901. p. 277. Lettre de Fuzier à Latache le 5 août 1789.

encore les convois de blé sur le Rhône et se partagent les grains ¹. Dans la montagne, les habitants mettent en coupe réglée les bois des abbayes de Mazan, de Bonnefoy et des Chambons.

Encouragés par l'impunité, les émeutiers passent bientôt du vol et du pillage aux voies de fait sur les personnes. L'occasion est propice pour assouvir les vengeances collectives ou particulières. Les prieurs de Lugdarès et de Sablières sont insultés et obligés de fuir précipitamment. ² A St Maurice l'Inférieur, « le curé a été excédé dans la sacristie au moment où il allait célébrer l'office divin, un jour de dimanche, et il a été chassé de la paroisse par les habitants conduits par les consuls. » ³

Ces violences qui sont rares à l'égard des curés et prieurs se renouvellent fréquemment contre les seigneurs, juges, procureurs et même les simples bourgeois et citadins. A Aps, le juge est cruellement maltraité, ainsi que ses enfants, et on lui vole son argent. Le procureur fiscal ne peut échapper aux bandits qu'en sautant précipitamment d'une fenêtre fort élevée. ⁴ Le 15 août, Degout essaie de tuer la femme et la fille d'Almeyras de Brès, beau-père du lieutenant criminel de la sénéchaussée, le 25, il revient à la charge et met le feu à un corps de bâtiment. ⁵

Dans le haut Vivarais, la crise fut plus bénigne. Si le pays n'échappa pas à l'effervescence générale, nulle part on ne signale de sévices contre les personnes. A Bozas, ⁶ où le seigneur était bien vu de la population, on se borna à détruire les terriers. Il en fut de même à Lamastre, ⁷ à Satillieu et dans toute la région ⁸. L'agitation s'apaisa très vite.

1. La Jacquerie dans le Vivarais de 1789 à 1793 par Firmin Boissin. Nantes. 1883 in-8. 30 p. 8 ; cf) aussi arch. nat. H 942¹. Observation de Balainvillers, intendant de Languedoc, le 30 octobre 1789. « L'épouvante dont toutes les communautés sont saisies, plus forte que toutes les lois, arrête la circulation (des grains) et fera éprouver la disette au sein même de l'abondance. »

2. Firmin Boissin. La Jacquerie dans le Vivarais p. 8.

3. Rapport de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg. 19 août 1789. Mollier p. 320

4. Ibidem.

5. Mémoire d'Almeyras de Brès. Copie de Canaud p. 1 et 2. Fonds Mazon chr. 19.

6. Bozas par Delarbre. Privas 1909, in-8.

7. Lettre de Grollier. 2 sept. 1789 à M. du Besset à Lamastre, en réponse à sa du 22 août 1789, publiée par Tartary dans Revue du Vivarais du 15-1-1905 p. 48. « Je vois par les détails que vous m'en faites (de la fermentation générale) qu'elle s'est bien un peu manifestée, mais que cela a été bientôt apaisé et n'a eu aucune suite ! »

8. Ni Picansel, ni Poncer, ni Filhol ne signalent de troubles graves dans le haut-Vivarais.

Malgré quelques soubresauts plus tardifs ¹, dès la fin août, le pays a retrouvé son calme, mais l'inquiétude persiste. La Jacquerie n'a pas effrayé seulement les nobles et les privilégiés, elle a épouvanté encore beaucoup de bons bourgeois tout acquis à une révolution politique favorable à leurs ambitions, mais qui n'avaient pas prévu une révolution sociale et agraire dangereuse pour leurs intérêts. Quant aux paysans, si la plupart n'ont pris aucune part au pillage, si beaucoup en ont déploré les excès et blâmé les violences, il en est peu qui n'aient vu avec une secrète sympathie cette destruction des archives et terriers, et ne l'aient considéré comme une préface brutale du renversement du régime féodal et une revanche tardive de l'oppression dont ils ont souffert si longtemps. Aussi ne signale-t-on aucun mouvement spontané, aucune organisation populaire de résistance contre ces nouveaux brigands, nulle initiative pour prêter main-forte à l'autorité, tant que les « Jacques » ne s'attaquent qu'aux châteaux et aux archives. C'est tout au plus si, sur certains points, ils se groupent pour arrêter les brigands de profession ² qui menacent non seulement les biens mais les personnes.

Durant toute la crise violente du mois d'août, l'autorité est restée veule et inerte devant le danger ; elle n'a pris aucune mesure pour enrayer l'insurrection et réprimer l'anarchie. Mais, après l'orage, elle retrouve son activité et son énergie et paraît bien décidée à être aussi implacable dans la répression qu'elle a été lâche devant le péril.

Dès le 19 août, la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg, en faisant un exposé des méfaits et des crimes de la Jacquerie, demande des pouvoirs plus étendus pour réprimer le banditisme. Les diverses juridictions, prévôts des marchands, tribunal de sénéchaussée, instruisent l'affaire. Mais, complication inattendue, bien que tout le monde connaisse les coupables, personne ne veut les dénoncer. A Villeneuve-de-Berg l'autorité judiciaire n'arrive pas, malgré l'intervention de l'Eglise, à provoquer les révélations ³ indispensables pour

1. Cf) Réquisitoire de Tavernol cité par Mollier p. 323.

2. Cf) archives municipales de Chambonas, de St Agrève, de Villeneuve-de-Berg. Fonds Mazon chr. 19 et F 23

3. Le monitoire demandé par le procureur du roi de Villeneuve-de-Berg est accordé par l'officialité diocésaine le 22 septembre et publié trois dimanches consécutifs à Villeneuve-de-Berg, mais malgré les menaces d'interdit et d'excommunication, le curé Doumain écrit le 25 novembre qu'il ne lui est parvenu aucune révélation. cf) pièces publiées par Albigny dans Revue du Vivarais 15-2-1894 p. 94-96.

entamer une procédure contre les paysans qui, le 12 août en plein jour, ont détruit et brûlé les papiers du greffe. Même arrêtés et traduits devant le tribunal, les témoins refusent de les charger. Personne n'a rien vu, personne ne sait rien. La justice ne recueille que des témoignages négatifs et se trouve fort embarrassée pour élaborer un jugement.

L'instruction ouverte fut plus heureuse lorsqu'elle visait des attentats contre les biens et les personnes. Quelques coupables furent appréhendés, mais, la plupart, prévenus à temps, purent s'enfuir, se cacher dans les environs ou gagner la montagne. L'instigateur des troubles de Rochemaure, Duverdier, celui de St-Montant, Pierre de Lussas, furent condamnés à la potence par jugement prévôtal des 9 et 13 novembre 1789. Le maître d'école de Rochemaure fut décrété de prise de corps, mais les uns et les autres étaient hors d'atteinte. Les comparses maladroits qui s'étaient laissé prendre profitèrent des changements décrétés par l'Assemblée nationale dans l'organisation judiciaire pour faire traîner leur procès en longueur et virent les informations arrêtées par l'amnistie du mois de septembre 1791. Quelques-uns furent cependant condamnés à 2 ou 3 ans de prison ou de galères, mais la plupart réussirent à s'échapper de prison et les autres finirent par être grâciés ¹. La main de la justice fut plus lourde à l'égard des bandits de profession et la population, dans ce cas, prêta, avec moins de répugnance, son concours à la police. Plusieurs des associés de la bande de Degout furent arrêtés. Leur procès fut vite instruit et l'exécution suivit de près la condamnation. Cinq furent pendus dans le courant du mois de septembre ².

La répression de la Jacquerie modifie les conditions et les modalités de la lutte contre le régime féodal; elle ne l'arrête pas. Le

1. Cf. Procédures éteintes par l'amnistie 15 sept. 1791. Fonds Mazon, chr. 13.

2. Joseph Arnal, Mounier et Gévaudan de la bande de Degout sont condamnés par jugement prévôtal du 9 septembre à être pendus. La sentence est exécutée à Villeneuve de Berg, le 16, malgré les menaces de Degout de venir mettre la ville à feu et à sang pour délivrer ses complices. Un autre bandit, Montauro, condamné le 22 septembre, fut exécuté le lendemain à Joyeuse. Le 30 septembre on pend encore Gallier à Villeneuve-de-Berg. Ces diverses exécutions se rapportent toutes à l'attaque dirigée à main armée par Degout contre le château d'Almeyras de Bred. Si cette répression aura rigoureuse contrainte avec la timidité de la justice, dans d'autres affaires aussi graves, il n'est pas défendu de croire que son activité fut viciée par le lieutenant criminel de Villeneuve-de Berg, Tavermol de Barrès, gendre d'Almeyras. Cf. Fonds Mazon, chr. 13.

paysan ne s'attaque plus aux châteaux ni aux seigneurs ; il se réfugie dans la résistance passive, et, soutenu par les municipalités ¹, il refuse désormais de payer tout impôt ² ou droit seigneurial, de quelque nature qu'il soit. Les décrets du 4 août l'encouragent dans cette voie. Pour lui, ces décrets ne font que réaliser les revendications inscrites dans les cahiers. Il ne comprend rien, ou plutôt il affecte de ne rien comprendre, aux subtilités juridiques de l'Assemblée nationale qui, en maintenant provisoirement la plupart des redevances qu'elle supprime en principe, semble retirer d'une main ce qu'elle accorde de l'autre.

Les seigneurs, les fermiers des dîmes, les collecteurs des impôts divers sont unanimes, dès le mois d'août, à se plaindre de la mauvaise volonté de la population. Non seulement les privilégiés, mais beaucoup de bourgeois, pour qui ces diverses redevances constituaient une part notable de leurs revenus, se trouvent grandement lésés dans leurs droits et leurs intérêts. La plupart, craignant le ressentiment des classes rurales et se souvenant des scènes de pillage et d'incendie, n'osent rien dire ou se bornent à de timides appels à la conciliation qui restent d'ailleurs complètement inefficaces. Quelques-uns, plus combattifs comme d'Antraigues ³, confiants dans leur bon droit, croient intimider leurs débiteurs récalcitrants par des menaces de poursuites judiciaires. Les paysans ne s'émouvent pas et les laissent vainement épuiser tous les procédés de la chicane.

A toutes les revendications des seigneurs, ils opposent le même argument : l'augmentation à leur détriment des mesures primitives qui servaient à la perception des divers droits féodaux. Ils ne refu-

1. La municipalité de Tournon le 18 août 1789 somme le seigneur de déposer ses titres devant le notaire de la ville. En attendant, il ne lui sera plus payé aucun droit de lods des ventes d'immeubles. Délibération du 18 août 1789. cf) Delabre p. 266-267.

2. Lettre de l'intendant aux subdélégués. Montpellier 11 sept. 1789. « Le ministre a été informé que la levée des impositions ne se fait plus dans plusieurs cantons du Languedoc par la persuasion qui s'y est répandue que l'Assemblée nationale devait supprimer toutes les contributions.... » Histoire de Languedoc, T. XIII p. 1417, note.

3. D'Antraigues, en son nom et au nom de Vogüé, écrit le 12 sept. 1789 une longue lettre au roi pour qu'il refuse sa sanction aux décrets du 4 août. « La paix de son royaume » en dépend. « Une pareille loi est un brigandage si cruel, si honteux, si absurde, qu'il suffirait que le roi le fit remarquer à l'Assemblée pour qu'elle en eût honte.... Si l'injustice de l'Assemblée n'est pas réparée.... je suis sûr et très sûr que la nouvelle que ces lois sont sanctionnées.... sera le signal des plus affreux malheurs.... » Arch. nat. Ba 85.

sent pas de payer, mais ils entendent que les seigneurs remboursent au préalable « le trop perçu depuis 29 ans » ¹. Les plus modérés suggèrent un compromis : la suppression totale et définitive de ces rentes et les paysans renonceront à toute restitution pour le passé. Mais tous sont d'avis que la liberté du rachat « sera toujours pour le petit peuple une inutile ressource » ² et, en attendant le règlement définitif de la question, malgré les déclarations de l'Assemblée nationale et les exhortations des députés, ils se cantonnent dans la résistance passive la plus inerte ³. Même les propriétaires dont les biens ont été envahis n'arrivent pas à rentrer en possession de leurs domaines. Les îles du Rhône continuent à être occupées par les riverains ⁴ et l'exploitation des bois de Mazan et des Chambons se poursuit, sans souci des réclamations de l'autorité désormais incapable de se faire obéir.

IV

C'est cette faiblesse et cette impuissance à maintenir l'ordre et la légalité qui, en achevant de discréditer l'ancien régime, fournissent aux patriotes l'occasion de se donner, dans les divers centres, une organisation spéciale qui va concentrer peu à peu tous les pouvoirs entre leurs mains, faciliter le retour au calme et ménager la transition à un régime nouveau. Ce sont les Comités permanents.

Les bureaux de correspondance qui s'étaient formés dans quelques villes, autour des commissaires des trois ordres après les élections aux Etats Généraux, constituaient déjà un centre de ralliement pour les patriotes et une première ébauche de ces Comités. Mais c'est la menace des brigands qui fait surgir spontanément un peu partout ce nouvel organisme. Le plus souvent, c'est la municipalité elle-même qui fait appel sans distinction d'opinion à tous les

1. Lettre de la communauté de Jaujac à M. le comte d'Antraigues. Impr. s. l. n. d. 16 p. p. 4. B. A.

2. Mémoire de l'abbé Tardieu, curé de Vinezac, près Largentière. Arch. nat. D XIV 1.

3. Eh 1791, Mme d'Antraigues mère écrit de Montpellier à Bournet le 7 mars pour lui demander le moyen de ramener au devoir « des gens ingrats qui deviennent injustes parce qu'il leur est commode de ne rien payer sans s'embarrasser de la ruine qui en résulte pour nous... » Fonds Mazon chr. 13.

4. Même les agents des seigneurs, par crainte de représailles, refusent d'engager des procès contre les envahisseurs des îles. Lettre de Fuzier à Latache. 10 août 1790. Revue du Vivarais 15-6-1901.

citoyens qui ont la confiance du public. Parfois, c'est l'assemblée générale des habitants qui, trop nombreuse, trop agitée, et trop incompétente pour faire œuvre utile, confie à un groupe restreint le soin de prendre les mesures nécessaires au salut commun.

Tout cela se fait très vite, sans plan préconçu, dans les premières heures de la panique, et il arrive que, dans la plupart des paroisses, ce sont des patriotes ardents qui sont désignés pour cette œuvre passagère. Ces commissions se réunissent à la maison commune pour régler la levée des troupes, organiser les nouvelles milices, les armer, les équiper et pourvoir à leur ravitaillement. Souvent l'argent manque : le comité décide un emprunt et encaisse les avances faites par les citoyens les plus fortunés. Il semblait que ces Comités dussent disparaître avec le danger. Il n'en fut rien. Et d'abord, il restait un certain nombre de questions à trancher. On avait fait des dépenses, acheté des armes, des munitions, des vivres ; il était naturel que la Commission qui avait pris l'initiative de ces mesures les règle d'accord avec la municipalité. D'autre part, le péril pouvait reparaître, il importait de ne pas être pris au dépourvu.

Bientôt même, sous l'influence de l'extérieur, les bourgs les plus importants vont compléter et rendre définitive l'organisation sommaire de ces commissions provisoires. Le 2 août, Valence annonce à Bourg-St-Andéol que, devant l'insurrection du Dauphiné, elle vient d'établir un Comité permanent de prévoyance et de défense. L'exemple est contagieux et Bourg-St-Andéol s'empresse de donner le même caractère à sa commission temporaire du 29 juillet ¹. Joyeuse ² fait de même, Aubenas suit l'impulsion de Nîmes et, malgré l'hostilité de la municipalité, finit par élaborer une organisation identique ³. Mais ce qui contribue le plus à multiplier ces nouveaux Comités, même dans les centres qui n'ont pas connu les alarmes de la grande peur, ce sont les excès de la Jacquerie. Lorsque les patriotes voient les paysans s'en prendre non seulement aux nobles et aux privilégiés, mais englober dans la même hostilité bourgeois et citadins, lorsque la circulation des grains est entravée, le commerce arrêté, la famine menaçante, ils commencent à craindre sérieusement que l'œuvre de transformation politique et sociale

1. Arch. municip. de Bourg-St-Andéol citées par J. Régné dans la Revue historique de la Révolution française 1916.

2. Fonds Mazon F 12. Délibération du 2 août 1789.

3. Manuscrit de Delichères p. 24.

de la révolution ne soit détournée de son but et ne sombre dans l'anarchie générale. Le danger devient cette fois réel et pressant et il est urgent d'y faire face.

La composition de ces Comités permanents ¹, dans cette deuxième étape, est fort variable suivant les villes. Souvent on se borne à adjoindre à la municipalité des éléments nouveaux qui délibèrent avec elle. Parfois, le Comité, tout en restant distinct, comprend des membres communs et collabore avec le corps municipal, prend des arrêtés et rédige des adresses de concert avec lui. Lorsque l'administration de la communauté est composée d'anciens privilégiés, suspects d'hostilité aux idées nouvelles, les patriotes s'organisent le plus souvent en dehors d'elle et parfois malgré elle ². C'est alors surtout que les démocrates qui composent la nouvelle commission, forts de la confiance des électeurs qui les ont élus et soutenus par une fraction importante de l'opinion, prétendent avoir une part dans la direction des affaires. Le Comité est alors une vraie assemblée délibérante qui intime ses ordres à la municipalité ou les fait exécuter d'office par la garde nationale ³. C'est une véritable ébauche des Clubs ou des Comités de surveillance.

Et ainsi, durant quelques semaines, on peut avoir dans le même centre deux administrations antagonistes : le corps municipal, plus ou moins entaché d'aristocratie et par suite surveillé de près par les patriotes, et le Comité permanent, vraie municipalité à leurs yeux et seule autorité qui compte pour eux. On comprend les heurts, les froissements, les rivalités tenaces, parfois même les haines violentes que devait provoquer cette dualité de pouvoirs.

Les attributions de ces Comités sont vagues, indéterminées, arbitraires, mais illimitées. Suivant les cas, ils aident, stimulent ou contrecarrent l'action de la municipalité. Ils s'adjugent tous les droits, aussi bien administratifs que judiciaires et militaires. Ils ordonnent des perquisitions, font désarmer et arrêter ceux qui répandent des bruits alarmants ⁴, reçoivent les comptes des officiers municipaux, cassent les officiers des milices ⁵, infligent des amendes,

1. Le comité comprend 25 membres à Joyeuse, 12 à Aubenas, une vingtaine à Villeneuve-de-Berg, une dizaine à Tournon....

2. cf) à Joyeuse, à Aubenas à Villeneuve-de-Berg.

3. A Aubenas, le comité veut obliger la municipalité à donner sa démission. Le maire Cornuscle déclare le 11 sept. 1789 qu'il ne se retirera qu'après le retour du calme et de la tranquillité. Arch. Aubenas, citées par Volane dans « Aubenas », 1905, in 8.

4. Aux Vans, à Annonay, à Villeneuve-de-Berg.

5. Délibération de Joyeuse 22 novembre 1789. Fonds Mazon F. 12.

prononcent des expulsions. Mais, en fait, leur but essentiel est de maintenir l'ordre et de lutter contre l'anarchie menaçante en défendant les principes de la Révolution. Ils sont les auxiliaires dévoués de l'Assemblée nationale, et, tout en dénonçant énergiquement les menées des aristocrates ¹, ils collaborent à l'application et à l'exécution des lois qui fondent le nouveau régime. C'est avec eux désormais que correspondent les députés, c'est à eux qu'on envoie les décrets ² et c'est encore eux qui provoquent ces enthousiastes adresses d'adhésions et de félicitations qui, de tous les coins du pays, vont s'entasser sur les bureaux de la Constituante ³.

Ces Comités sont très actifs, aussi longtemps que la situation reste troublée et que le succès de la Révolution paraît incertain, mais le retour à un état normal, la fin de l'agitation, l'application régulière des décrets, suppriment leur raison d'être et amènent leur disparition progressive. Ils n'ont d'ailleurs jamais été bien nombreux, ni bien vivants dans les campagnes ⁴ et les paysans se désintéressent vite de ces longues discussions stériles, de ce bavardage inutile qui leur fait perdre un temps précieux ⁵. Ils ne survivent que dans les centres importants : à Annonay, Tournon, Aubenas, Privas, Largentière, etc.... où se trouve une nombreuse bourgeoisie, plus libre de son temps, et où les divergences d'opinions ont provoqué la formation de partis bien distincts.

Dans la plupart des communautés, s'ils ne disparaissent pas, ils se transforment et finissent par se fondre avec les corps municipaux. Parfois à la suite d'un accord, parfois par la menace et la force, le Comité s'amalgame avec la municipalité qui s'élargit et s'insuffle un sang nouveau. Parfois la municipalité aristocrate se lasse d'une lutte stérile, renonce à défendre ses positions et abandonne la place au Comité qui devient ainsi la seule autorité de la

1. Ils protestent contre les déclarations de la minorité de l'Assemblée, contre les délibérations de la noblesse de la sénéchaussée de Toulouse, la réunion des Etats du Dauphiné, la lettre contre-révolutionnaire de Tavernol de Barrès à la municipalité de Metz.

2. Villeneuve-de-Berg, en novembre 1789, se plaint de ne pas avoir connaissance légale des décrets. Archives parlementaires, séance du 25 nov. 1789 T. p. 252.

3. Annonay et Privas invitent les habitants à faire don à la nation de leurs boucles d'argent.

4. Il est impossible de faire une statistique. La plupart n'ont laissé aucun papier et ne sont connus que par les adresses envoyées à l'Assemblée nationale.

5. Même à Joyeuse, on se plaint que les réunions du Comité soient désertées. Fonds Mazon F. 12.

commune ¹. Souvent alors, l'assemblée générale des habitants intervient pour valider ² les pouvoirs et légaliser la situation de fait, et ainsi les droits usurpés deviennent légaux, en attendant l'organisation définitive des nouvelles municipalités que prépare l'Assemblée nationale. Le résultat de cette activité politique ³ et de cette transformation lente des institutions est le développement de l'esprit public, le progrès des idées patriotes qui se sont imposées presque partout.

Y

Mais en même temps qu'ils créent les Comités permanents qui assurent l'unité de direction du parti, les patriotes se donnent une force armée qui sera la garantie de la tranquillité et de la sûreté publiques et l'instrument de lutte dont ils disposeront contre l'anarchie et les ennemis de la Constitution.

Cette armée nouvelle se forme, tout d'abord, sur le modèle des anciennes milices qui existaient dans un certain nombre de villes, mais qui, depuis longtemps, n'étaient plus réunies. A la suite de la prise de la Bastille, à l'imitation de Paris et à l'exemple du Dauphiné, quelques centres importants comme Annonay, St-Agrève ¹, St-Péray, Villeneuve-de-Berg, commencent, dans la seconde quinzaine de juillet, à remettre ces milices en activité pour prêter main-forte à une police insuffisante et désorganisée ; mais elles ne naissent vraiment que le jour où les paysans se lèvent pour marcher contre les brigands imaginaires qui ravagent le Dauphiné. Et c'est la Jacquerie et le désordre des premières semaines du mois d'août

1. A Joyeuse, l'accession du Comité permanent se fait en deux étapes. Le Comité oblige d'abord le maire et deux officiers municipaux à donner leur démission le 28 août. Ils sont remplacés par des membres du Comité. Puis, en novembre la municipalité tout entière est remaniée et les membres restants du Comité permanent deviennent le conseil politique de la municipalité. Archives municipales Joyeuse. Fonds Mazon F 12.

2. Parfois même, les pouvoirs du Comité permanent sont validés par l'intendant comme à Aubenas. Manuscrit de Delichères p. 25.

3. « Cet établissement eut le plus grand succès pour calmer les inquiétudes et prévenir les troubles qui fermentaient dans la commune ». Manuscrit de Delichères p. 25.

4. Le 26 juillet 1789, St-Agrève à l'exemple d'Annonay forme une garde bourgeoise pour surveiller « les vagabonds et gens sans aveu » Revue du Vivarais 15-6-1902. cf) aussi Fonds Mazon F 23.

qui décident les patriotes à grouper et à utiliser dans un but de défense sociale cette masse de soldats encore armés.

Le 2 août, Aubenas, ¹ pour parer à de nouvelles alarmes, réorganise sa milice et la divise en quatre compagnies. Les Vans, ² le 8 août, établissent un corps de garde pour la surveillance des étrangers. Largentière ³ qui vient de donner le 16 un caractère permanent à sa milice, pour se défendre contre les perturbateurs de la paix publique, élabore pour elle un règlement méticuleux de gardes, patrouilles et exercices militaires. Tous les grands centres : Tournon, Bourg-St-Andéol, Viviers, Privas, Vernoux, Burzet, Montpezat, ... ⁴ font de même durant le mois d'août. Et ainsi, sur la levée toute spontanée de la fin juillet, se greffe bientôt une organisation encore sommaire d'une force armée de citoyens sous le nom général de milice bourgeoise.

C'est cette milice bourgeoise qui, en se transformant dans un sens plus démocratique et en pénétrant un peu partout, donnera naissance à la garde nationale. De bonne heure, les ouvriers et artisans des villes réclament leur place dans cette armée nouvelle. A Villeneuve-de-Berg ⁵, les patriotes, pour leur donner satisfaction, créent, malgré l'hostilité des officiers de la sénéchaussée, de nouvelles compagnies où les recrues populaires voisinent avec les éléments bourgeois. Il en est de même à Aubenas, à Annonay, à Bourg St Andéol, à Largentière et dans tous les grands centres. ⁶ Peu à peu, l'exemple des villes s'impose même aux campagnes les plus reculées. Si, durant l'été, les travaux trop pressants laissent peu de liberté aux paysans, dès le mois d'octobre, la moindre paroisse se fera un point d'honneur d'avoir elle aussi son armée patriote, et, comme la gloriole ne perd jamais ses droits, il n'y aura si petite troupe qui n'ait au moins un ou deux colonels ou lieutenant-colonels à sa tête. A l'origine, le rôle de cette armée est assez précis. Il s'agit de défendre sa sécurité menacée. Le 25 août, la milice de Chambonas refoule la troupe de Degout, qui attaque les propriétés de d'Almeyras,

1. Manuscrit de Delichères p. 25.

2. Tallon. Histoire des Vans T. III p. 13.

3. Archives municipales de Largentière BB 47.

4. Joyeuse fait une première tentative infructueuse, le 22 août, qui provoque une rupture définitive entre le Comité permanent et la municipalité. Cf) Délibérations municipales de Joyeuse. Fonds Mazon F. 12 et chron. T. 19

5. Mollier. Recherches sur Villeneuve-de-Berg. p. 322.

6. Cf) archives municipales. Fonds Mazon F. 12, 16 et 23.

et lui tue ou blesse plusieurs partisans. ¹ Souvent elle est employée à réprimer les dévastations et le pillage des forêts domaniales. Elle assure la circulation des grains sur le Rhône, protège la liberté des transactions, fait la police des marchés et des cabarets, surveille les étrangers, toujours suspects, examine les passeports, aide à l'application des décrets et prête son concours aux Comités permanents dans leur lutte contre les aristocrates ².

Mais toute cette activité ne va pas sans difficulté. Les droits, les attributions et les pouvoirs respectifs des municipalités, des Comités permanents et des chefs de cette garde nationale sont mal délimités. Souvent il y a des ordres contradictoires émanant de ces diverses autorités. Lorsque les officiers appartiennent au parti patriote, ils suivent volontiers les impulsions des Comités, et, en cas de désaccord avec le corps municipal, il n'hésitent pas à se dresser contre lui et refusent de lui obéir. ³ Il arrive même dans certains centres, comme à Villeneuve-de-Berg ⁴ et à Joyeuse ⁵, que chaque parti crée une force à son image et alors on a deux troupes antagonistes, l'une de tempérament plus aristocrate et l'autre, formée par les patriotes, de sentiments plus révolutionnaires. Il en résulte des rivalités violentes, des luttes parfois sanglantes qui prennent les allures de guerre civile. C'est le gâchis, le désordre et l'anarchie.

Peu à peu cependant, à mesure que les Comités permanents deviennent moins actifs, ⁶ qu'ils se fondent de gré ou de force avec les municipalités et que le nouveau régime semble accepté par tous, les occasions de conflits se font plus rares et l'état d'esprit des gardes nationales, dans la période de réorganisation définitive, en octobre 1789, évolue et se transforme sous des influences diverses. Et d'abord, tout le monde est las de cette agitation stérile. Les injustices révoltent et, de plus en plus, l'opinion publique voit de mauvais œil les exagérations et les vengeances mesquines des Comités per-

1. Archives de Chambonas. Copie de Canaud. Fonds Mazon chr. 19. Le 30 août, la municipalité demande une gratification pour les 150 bons citoyens de la Communauté qui pendant trois jours ont donné la chasse aux brigands « dépensé leur argent et perdu leurs journées. »

2. Archives de St Agrève, Joyeuse, Aubenas, Largentièrre, Les Vans, Villeneuve-de-Berg. Fonds Mazon, chron. 12, 13 19 et F 12, 16 et 23.

3. Arch. municipales de Joyeuse. Fonds Mazon F. 12. Le 22 novembre 1789, la municipalité de Joyeuse casse de son grade Valoubière pour avoir refusé d'exécuter les ordres donnés.

4. Mollier. Recherches sur Villeneuve-de-Berg p. 322.

5. Fonds Mazon, chr. 13. Cf) Pétition de plusieurs citoyens de Joyeuse au président du camp fédératif de Jalès le 17 août 1790.

manents aussi bien que les excès et les pillages de la Jacquerie. On aspire au calme, au repos, à la tranquillité.

La bourgeoisie, tout en restant patriote, s'inquiète parfois de la tournure des événements. Les forfaits des « Jacques » l'ont épouvantée : beaucoup de ses éléments sentent la nécessité de freiner le mouvement révolutionnaire et, de plus en plus, tout en demandant la consolidation des résultats acquis, penchent vers la modération et deviennent insensiblement conservateurs.¹ Les paysans, eux aussi, ont été dégoûtés de l'anarchie et de l'action directe par les crimes et le brigandage qui les ont accompagnées. Satisfaits de voir l'Assemblée nationale entrer dans la voie des réformes, ils sont tout disposés à lui faire confiance pourvu qu'elle leur accorde la suppression du régime féodal. Les privilégiés, à leur tour, qui avaient été terrorisés par la Jacquerie, respirent de nouveau en octobre. Ils se résignent aux sacrifices nécessaires, et, si certains, trop compromis dans le passé, persistent à se tenir dans une réserve boudeuse, la plupart profitent de l'apaisement général pour faire acte d'adhésion au nouveau régime. Ils sentent que le meilleur moyen pour eux de sauver du naufrage une part de leur influence, c'est de ne pas inquiéter les tenants des idées nouvelles, de calmer les susceptibilités des patriotes et des paysans en prenant leur parti des réformes indispensables.²

Et ainsi, après la Jacquerie, bourgeois, curés, nobles, libéraux, paysans, tout le monde, par conviction ou par prudence, est ou se dit patriote. Mais ce ralliement général, s'il apporte force et nombre au parti réformateur, l'affaiblit en énergie et en vigueur. N'ayant plus d'adversaire à combattre, son activité s'atténue ; il devient moins révolutionnaire. Les patriotes intransigeants, submergés par le nombre, deviennent une minorité et perdent de leur crédit et de leur prestige. Les Comités permanents, en s'agglutinant aux anciennes municipalités, s'assagissent eux aussi, et, avec les responsabilités du pouvoir, leur esprit combattif finit par s'émousser. On les voit même çà et là se rapprocher de leurs anciens adversaires.³

1. A Annonay, à Aubenas, à Bourg St-Andéol, beaucoup de bourgeois se rapprochent des anciens privilégiés et forment un parti patriote modéré.

2. A Aubenas, ils viennent protester de leur dévouement au nouveau régime devant le Comité permanent. Manuscrit de Delichères p. 25.

3. Même à Aubenas où le Comité permanent avait voulu forcer le maire Cornuscle à démissionner au début de septembre 1789, les deux partis se rapprochent et, vers la fin de l'année, le Comité permanent et le corps municipal délibèrent ensemble.

Les gardes nationales, à leur tour, perdent insensiblement le caractère politique et agressif que leur avaient donné les Comités permanents dans leur lutte contre les aristocrates. L'habile tactique de la plupart des anciens privilégiés a fait tomber l'hostilité et l'animosité qui avaient dressé l'habitant des campagnes contre le châtelain possesseur de droits féodaux. A l'automne de 1789, on voit se renouer les rapports de bon voisinage et de cordiale sympathie qui avaient longtemps rapproché les paysans du gentilhomme généreux et serviable. Avec l'affluence des petites gens, la garde nationale se transforme en un simple groupement patriotique qui devient le symbole de l'union, de la paix et de la fraternité des diverses classes désormais réconciliées dans l'acceptation loyale du nouveau régime.¹

Les gentilshommes, les nobles libéraux savent profiter de ce nouvel état d'esprit et de leur regain de considération pour pénétrer en grand nombre et se faire une large place dans les rangs de cette garde nationale. L'appui de leurs agents, la confiance qu'ils inspirent, le prestige de leur titre d'anciens officiers de l'armée royale et de chevaliers de Saint-Louis, tout les désigne au choix de leurs compagnons d'armes et leur vaut les grades les plus élevés, non seulement dans les petites paroisses, mais encore dans les bourgs les plus importants.² Soutenus par la bourgeoisie conservatrice, ils évincent facilement et rejettent dans l'ombre les patriotes de la première heure.

Cette garde nationale ainsi réorganisée ne conserve bientôt de son origine que le caractère d'assistance mutuelle, de défense réciproque qui avait présidé à sa formation et qui, en se développant, aboutit aux fédérations. Cette première idée de fédération apparaît déjà avec la grande peur. Dans chaque paroisse, les nouveaux sol-

1. cf) Discours d'un officier de la garde nationale de Valence à la fédération de Tournon le 25 décembre 1789. *Moniteur réimpr.* T. III p. 87. « Le caractère de franchise, de loyauté et de générosité qui distingue toujours la noblesse française n'est point anéanti : encourageons cette portion précieuse de nos frères dans la société, de nos chefs dans les armées, à le faire paraître avec encore plus d'éclat .. »

2. A Annonay, presque tous les officiers de la garde nationale sont des nobles, anciens officiers en retraite. cf) Rostaing. *Les clubs* p. 75 76. Colonel : Dayme ; lieutenant colonel : de la Sagne ; Major : de Missolz. cf) Filhol, *histoire d'Annonay* T. 3 p. 9. A Lavoulte, Duclauzeau de Chabreuil, colonel et d'Auteville commandant en second. A St Agrève : M. de Laulanier, le chevalier du Grail, de Moze, de la Chazotte. Arch. de St Agrève, citées par Mazon. *Revue du Vivarais* du 15-6-1902.

dats jurent de se prêter un fraternel appui dans le danger et, comme gage de cette solidarité, une correspondance active s'établit entre les diverses municipalités et les comités voisins. Ces rapports épistolaires ne suffisent bientôt plus aux milices et gardes nationales qui, de bonne heure, prennent l'habitude de se réunir et de se grouper en fédération avec revues et exercices militaires.

Nous saisissons un premier exemple de ces rencontres amicales le 29 août 1789 à Largentière ¹. Encore rares en septembre et en octobre où l'organisation de la jeune armée n'est qu'à l'état d'ébauche, elles se multiplient à la fin de l'année, quand chôment les travaux de la campagne et que le paysan est plus libre de son temps. Les gardes nationales, qui ont encore l'entrain et l'enthousiasme des premiers jours, se passionnent pour ces grandes manifestations.

Le 29 novembre, 20 villages du Vivarais sont représentés à la fédération d'Etoiles, en Dauphiné, qui groupe « 12.650 soldats citoyens ² ». Le 23 décembre, 15.000 hommes campent dans la plaine de Montélimar. « Pendant deux jours, sans tumulte et sans ivresse, on a cimenté ces généreux sentiments qu'avait inspirés le patriotisme ³ ». Le 26 décembre, Tournon, St Péray et Lavoulte reçoivent trois nouvelles assemblées. Ces grandes revues avec drapeaux, discours patriotiques, décharges d'artillerie et prestation solennelle de serment soulèvent l'enthousiasme populaire. Malgré les rigueurs de la saison, « on assure qu'il y avait plus de 12.000 citoyens sous les armes, représentant une armée de 60.000 hommes ⁴ ». Le 6 janvier 1790, 57 communautés se donnent rendez-vous à Vernoux ⁵ et se retrouvent plus nombreuses encore le 31 à Valence et le 14 février à Viviers. Le 28 février, 115 paroisses des deux rives du Rhône envoient 5.000 délégués à la fédération de Privas ⁶.

Ces grandioses manifestations frappent l'imagination des paysans et les confirment dans les espérances qu'ils attendent de la Révolution en même temps qu'elles rassurent la bourgeoisie et la no-

1. Réunion à Largentière des paroisses de Tauriers, Beaumont, Bannes, Roche, Montréal, Chassiers. cf) Mazon. *Revue du Vivarais* 15 4-1903.

2. *Moniteur réimpr.* T. II. p. 389 et « acte d'union des gardes nationales du 29 novembre 1789, impr. 21 p. s. l. B. A.

3. *Moniteur réimpr.* T. II. p. 459.

4. *Moniteur réimpr.* T. III. p. 87 Extrait d'une lettre de Tournon du 28 décembre 1789.

5. cf. *Courrier d'Avignon* du 31 Janvier 1790. B. N. Lc² 65.

6. *Fédération de Privas en Vivarais*, impr. 31 p. in-8. Valence. cf) aussi archives communales de Valence BB 53.

blesse contre le retour des excès de la Jacquerie. C'est dans ces réunions, de plus en plus fréquentes et de plus en plus animées et cordiales, que les anciens privilégiés accentuent insensiblement leur emprise sur les gardes nationales qui viennent des campagnes. Ce sont eux qui ont l'initiative et qui prennent la direction de ces fédérations et imposent leurs vues à leurs compagnons d'armes¹. Or, malgré leur ralliement au nouveau régime, beaucoup de ces nobles et de ces bourgeois restent préoccupés des profondes transformations politiques qui s'opèrent, et la masse des soldats citoyens, qui prête l'oreille aux propos des chefs qui ont sa confiance, fait inconsciemment écho à leurs inquiétudes. Alors que le paysan s'est toujours peu soucié du roi, il commence à s'intéresser à sa situation. D'inconnu qu'il était, le roi devient populaire. Dans toutes ces fédérations, on ne se borne plus à exalter les mérites de l'Assemblée, le roi y tient une place de plus en plus grande et, si, officiellement, on associe toujours le roi et la nation, de plus en plus, aux adresses de félicitations, s'ajoutent des assurances de dévouement au roi qui s'amplifient parfois jusqu'à prendre l'allure d'une protestation contre les entraves mises à son autorité.

Une allusion encore voilée aux difficultés de la cour et du roi depuis les événements d'octobre apparaît déjà à Etoiles. « Jurons d'être fidèles au Monarque qui a tant de titres à notre amour... Jurons de regarder comme coupable et de livrer aux lois quiconque oserait se permettre, soit en paroles, soit par écrit, de manquer au respect dû au plus juste, au plus populaire et au plus adoré des rois ainsi qu'aux décrets de l'Assemblée nationale »² Elle est plus nette, en janvier, à Vernoux. « Dans tous les temps, notre auguste monarque, Louis XVI, restaurateur de la liberté, pourra disposer de nos armes contre les ennemis de l'état et contre ceux qui oseraient attenter aux droits sacrés de la couronne ». ³ A Valence, le procès-verbal imprimé porte que les gardes nationales ont prêté le serment « de concourir de toutes nos forces au maintien du pouvoir exécutif dans les mains du roi ⁴ ».

1. Procès-verbal du serment prêté par les officiers et gardes nationales du Vivarais et du Dauphiné réunis dans la plaine de St Péray, 26 décembre 1789, impr. 5 p. s. l.B.A.

2. Acte d'union des gardes nationales de vingt villes, bourgs, villages et communautés du Vivarais et du Dauphiné. 29 nov. 1789, impr. 21 p. 9 l. B. A.

3. Revue la Révolution française T. VI. p. 357.

4. La garde nationale de Valence par délibération du 20 avril 1790, proteste contre une addition insérée après coup dans la formule du serment, impr. 4 p. s. d. Valence Viret. B. A. Protestation analogue des gardes nationales de Crest. Moniteur. reimpr. T IV p. 287.

A Viviers, on a arboré la cocarde blanche et, pour bien marquer les sentiments du pays à l'égard du roi, on prétend que Vivarais vient de Vivat Rex. ¹ Enfin, à Romans, le 3 mars, la fédération qui comprend 8000 délégués ne se borne pas à gémir « sur les désordres qui affligent le royaume », elle prend un caractère menaçant et hostile à l'Assemblée nationale. ²

Certes, ces restrictions qui tempèrent et parfois contredisent les adresses envoyées à l'Assemblée ne sont pas l'œuvre du peuple. Il prête docilement le serment qu'on lui suggère sans en peser les termes et, dans son indifférence politique, il n'y attache pas grande importance. C'est la noblesse et la haute bourgeoisie qui insèrent ces phrases bien innocentes en apparence, mais déjà chargées de sous-entendus, et qui laissent prévoir les évolutions futures. Quelques patriotes plus perspicaces commencent à s'en rendre compte et, de loin en loin, poussent un cri d'alarme. L'armée patriote, créée comme un instrument de lutte contre l'aristocratie, risque de devenir entre les mains de ses nouveaux chefs une menace pour l'Assemblée nationale et une force de réaction contre le nouveau régime.

Aussi, est-ce avec satisfaction que les patriotes voient clore l'ère de ces grandes manifestations. Avec le printemps, elles deviennent de plus en plus rares. Les beaux jours rappellent le paysan à la terre. D'ailleurs, le peuple lui-même commence à être blasé de ces fédérations qui ne sont que des prétextes à de grands discours assez vides. ³

Enfin, au début de 1790, d'autres préoccupations viennent faire diversion aux inquiétudes des patriotes et aux arrière-pensées de quelques privilégiés. C'est l'époque de la formation des diverses organisations administratives qui vont consacrer les transformations décrétées par l'Assemblée nationale.

L'œuvre des derniers mois a été plus rapide et plus féconde que n'auraient osé l'espérer les plus fougueux réformateurs. Par l'armement des citoyens et la création des Comités permanents et des gardes nationales, les patriotes presque partout ont pris la place de

1. Arrêté de la garde nationale d'Aubenas du 23 mai 1790 pour protester contre le procès-verbal imprimé. Cf) Fonds Mazon. Chron. T. 14 Cf) aussi Manuscrit de Delichères p. 41.

2. Archives parlementaires T. XII p. 58. Cf., aussi *Mercuré de France* 20 mars 1790. Fonds Mazon chr. T. 13.

3. De plus en plus, les paysans s'abstiennent de se rendre à ces fédérations et se bornent à déléguer quelques-uns de leurs officiers pour les représenter.

l'autorité défaillante. Les paysans, par une offensive violente contre les seigneurs, ont préparé la fin du régime féodal qu'une résistance passive judicieusement calculée a rendu effective, malgré les réserves faites par l'Assemblée. Les privilégiés intimidés n'ont, en général, résisté que mollement à la perte de leurs droits et à la ruine de leurs prérogatives, mais la plupart ont su reconquérir une part d'influence et de crédit, en faisant à temps d'opportunes concessions. Grâce à leur ralliement intéressé, l'union extérieure des esprits et des cœurs semble réalisée une fois de plus, au début de 1790, par l'acceptation unanime du nouveau régime, enthousiaste de la part des uns, raisonnée ou habilement résignée de la part des autres.

CHAPITRE VI

L'organisation du nouveau régime

1. Les municipalités, Vives compétitions dans les grands centres. Les élus.

2. La formation du département. Les divers projets et l'unité du Vivarais. Tentative infructueuse du Velay pour attirer à lui le haut Vivarais. L'attribution de Bourg-Argental et de Pradelles. Echec du Vivarais. La division en districts et cantons et la question des chefs-lieux. Les réclamations du Cheylard. L'alternat.

3. La mise en activité du département.

Les commissaires organisateurs et la tenue des assemblées primaires. Les élus. L'assemblée électorale de Privas. L'inexpérience des électeurs et les rivalités entre paysans et bourgeois. Influence de La Tourrette. Election des administrateurs et du procureur général syndic. Nouvelle division du département. Les assemblées de districts. Les directoires. La fête de la Fédération.

Si, au début de 1790, l'ancien régime, avec ses inégalités et ses privilèges, ne trouve plus guère de défenseur avoué, si toutes les classes de la société semblent avoir pris leur parti des diverses réformes économiques et sociales, il reste encore à consolider ces avantages par une organisation rapide du nouveau régime. La formation des municipalités, la création du département, la réunion des assemblées primaires, les élections des administrateurs constituent les principales étapes de ces transformations administratives qui, dans la première moitié de 1790, fournissent aux patriotes l'occasion de s'emparer des corps constitués et de prendre résolument la direction des affaires. Et, au terme de cette agitation électorale, la fête de la Fédération apparaît à tous comme la consécration du nouvel ordre de choses et le symbole de l'union et de la réconciliation nationales.

I

Les événements de 1789 ont laissé le pays dans le désordre et l'anarchie. Depuis plusieurs mois, l'autorité royale a perdu le contrôle de l'administration. Débordés par le mouvement révolutionnaire, intendant¹ et sous-intendants, syndic du Vivarais et baron

1. L'intendant doit assurer l'envoi des décrets de l'Assemblée nationale aux diverses communautés. Beaucoup de municipalités ou de Comités permanents en 1789 se plaignent de ne pas les recevoir.

de Tour n'osent plus intervenir pour imposer l'obéissance, réprimer l'illégalité et redresser les abus de pouvoir. Les municipalités et les Comités permanents agissent en pleine indépendance. Ils prennent d'importantes et graves initiatives, font des emprunts, lèvent des taxes, organisent des greniers d'abondance sans en référer à personne. ¹ Parfois même, on les voit favoriser l'indiscipline et la contrebande et devenir les complices des agitateurs et des bandits. Souvent aussi, les partisans zélés de la Révolution sont en lutte ouverte contre les autorités locales et refusent de se plier à leurs ordres, sous prétexte que leur pouvoir est vicié dans sa source, qu'il ne découle pas d'une élection libre. ²

C'est pour remédier à cette anarchie, en même temps que pour donner satisfaction aux patriotes, que l'Assemblée nationale, après avoir admis le principe d'une refonte totale de l'organisation du pays, s'empresse de créer le premier échelon de cette administration. Le 12 novembre 1789, elle accorde « à chaque ville, bourg, paroisse ou communauté de campagne » ³ une municipalité dont le statut définitif est arrêté par les décrets des 14 et 22 décembre. Chaque communauté, désormais, sera administrée « par un corps municipal » qui, pour les questions importantes, siégera avec les notables et formera alors « le conseil général de la Commune. » Les officiers municipaux et les notables ⁴, ainsi que le maire et le procureur, seront élus pour deux ans par les citoyens actifs et renouvelables par moitié chaque année. ⁵ Ce caractère d'uniformité et de

1. « Les communautés, écrit l'intendant de Languedoc, sont ruinées par les frais multiples auxquels elles sont exposées. Le payement des députés aux sénéschaussées, l'établissement des milices bourgeoises, les corps de garde de ces milices, l'achat des armes, les uniformes, les dépenses qu'occasionnent les formations en communes, en comités permanents, dépenses qui échappent à la surveillance la plus exacte, les impressions de tout genre auxquelles on se livre pour faire connaître les délibérations les moins essentielles, la perte de temps qu'occasionnent les mouvements auxquels les circonstances ont donné naissance, enfin la stagnation générale des manufactures et du commerce réduit le Languedoc à la dernière extrémité. » Observations de Balainvillers, 30 octobre 1789, arch. nat. H942 1.

2. Cf. à Joyeuse, les luttes entre la municipalité et le Comité permanent. Fonds Mazon F. 12.

3. Les paroisses de banlieue comme Davézieux, Mercuer, Meysse, s'empres- sent de profiter des dispositions des décrets pour secouer le joug des centres voi- sins et se constituer en municipalités indépendantes. Arch. nat. D IV 17.

4. Suivant l'importance de la communauté, le nombre des officiers munici- paux variait de 3 à 21 et le chiffre des notables était double, réimpr. du Moniteur T. II p. 246 et 272.

5. A la fin de 1790, les municipalités devaient tirer au sort les membres sor- tants.

simplicité marque une réaction très nette contre la variété et la complexité du régime antérieur.

Dès la réception des décrets, les anciennes municipalités ou les Comités permanents procèdent à la hâte au recensement sommaire de la population, fixent le taux de la journée de travail et établissent la liste des citoyens actifs.¹ L'affluence des électeurs est très grande. Dans les campagnes, les divers scrutins se terminent ordinairement le jour même, mais parfois la séance se prolonge fort avant dans la nuit.²

Dans les grosses agglomérations, les élections furent longues et âprement discutées surtout dans le bas Vivarais. A Aubenas, trois groupes sont en compétition : celui de la noblesse, avec Lachadenède, celui de la municipalité, avec Cornusele, qui finissent par s'unir, et celui des patriotes, avec Dalmas et Delichères, qui venaient de se réconcilier et qui l'emportèrent après une lutte mémorable. Les opérations ne durèrent pas moins de cinq jours. Dalmas fut élu maire et Delichères, procureur de la commune, au troisième tour de scrutin contre Cornusele : « On se donna de toute part, écrit Delichères, des mouvements incroyables. On arracha des citoyens de leur lit. Ils arrivèrent à l'assemblée en bonnet, en robe de chambre, sans bas. On y vit apparaître des hommes qui gardaient depuis longtemps la retraite la plus profonde, indifférents à tout. On n'avait pas oublié un seul des ennemis qu'on pouvait connaître à M. Dalmas. Beaucoup n'ont plus reparu dans les assemblées. Des gens malades soutenus par d'autres arrivaient dans la salle ou pour mieux dire dans l'église du collège... C'était au dehors le mouvement et l'agitation... les caresses des meneurs dans l'intérieur, les ruses dans les propos, la souplesse dans toutes les manières, mais tout cela fut inutile et M. Dalmas l'emporta à une majorité considérable. »³ L'agitation ne fut pas moindre à Joyeuse⁴ et à Largentière⁵, où les citoyens actifs se trouvaient partagés en deux

1. Les conditions requises pour être citoyen actif sont d'être né ou devenu Français, d'être âgé de 25 ans, être domicilié dans la ville ou le canton depuis un an et payer une contribution directe de la valeur locale de trois journées de travail, enfin ne pas être serviteur à gages.

2. On élit d'abord le président et le secrétaire de l'assemblée ainsi que les scrutateurs, puis le maire, le procureur de la commune, les officiers municipaux et les notables. Toutes ces opérations sont coupées de nombreux discours et manifestations patriotiques.

3. Manuscrit de Delichères p. 32.

4. Fonds Mazon. F, 12.

5. Arch. municip. de Largentière BB 50

clans sensiblement égaux, les partisans et les adversaires de l'ancienne municipalité : ceux-ci réformateurs d'autant plus ardents que ceux-là paraissent plus tièdes pour les idées nouvelles. A Tournon ¹, on signale un commencement d'émeute le 9 février. A St Fortunat ², les esprits étaient si exaltés qu'à plusieurs reprises les électeurs faillirent en venir aux mains. A Villeneuve-de-Berg, « des gens armés et menaçants entouraient la salle. Peu s'en fallut qu'un des révolutionnaires ne percât d'un coup de baïonnette le gendre du lieutenant criminel parce qu'il combattait la candidature de son père.³ » Mais, en somme, tout se borna à des disputes violentes, à des injures et à des menaces, et on parvint à éviter que ces incidents ne deviennent tragiques.

Les patriotes auraient voulu exclure toute candidature des seigneurs et de leurs agents ⁴. Mais, s'ils réussissent assez souvent dans les grands centres à écarter des fonctions municipales les gentilshommes suspects d'aristocratie ⁵, la noblesse libérale, qui avait été d'un si précieux secours pour le triomphe des revendications du Vivarais, conserve d'ordinaire la confiance des électeurs et garde ses positions. La Tourrette l'emporte à une forte majorité comme maire de Tournon ⁶, et il réussit à faire élire ses agents dans la plupart des paroisses où il a de puissants intérêts. Monteil de Corsas, si actif en 1788, ne dédaigne pas le poste de procureur de la commune de St Victor ⁷. Il en est de même dans beaucoup de communautés rurales ⁸ où le petit seigneur résidant n'est le plus souvent qu'un exploitant au même titre que les propriétaires voisins. Les choix sont dictés d'ordinaire par des considérations locales d'influence, de fortune ou de services rendus ⁹. A Annonay, à Privas, à Larg-

1. Delarbre. Tournon Autrefois et Aujourd'hui p. 279.

2. Arch. nat. DIV 17.

3. Mollier Recherches sur Villeneuve-de-Berg, p. 324.

4. Plusieurs pétitions demandent que les seigneurs et leurs agents ne soient pas éligibles dans les municipalités. L'Assemblée nationale les déclare éligibles. Décret du 30 déc. 1789. réimpr. Moniteur T. II, p. 512.

5. A Aubenas, à Joyeuse, à Largentière, à Villeneuve-de-Berg.

6. A Tournon 605 inscrits, 482 votants. La Tourrette élu par 293 voix contre 119 à Bergeron, cf) Delarbre p. 276

7. Archiv. Ardèche L. 402.

8. Arch. Ardèche L. 812.

9. On signale un certain nombre de protestations pour actes de pression sur les électeurs. A Palharez, le 4 juillet 1790, 4 officiers municipaux sur 5 se plaignent de leur maire Fontbonne et déclarent que son élection n'a pas été libre. A St-Christol, les protestants ont accaparé toutes les places, d'où réclamation des catholiques. Arch. nat. Div 17.

gentière, les élus sont surtout des membres notables du tiers, des négociants et des industriels ; à Aubenas, à Bourg St-Andéol, à Joyeuse, des hommes de loi, des avocats, des notaires connus pour leur compétence dans les affaires ou pour le rôle joué pendant les premiers mois de la Révolution. Un peu partout, les membres des Comités permanents reçoivent la récompense de leur persévérance et de leur ténacité et prennent rang dans la municipalité ¹.

Dans les paroisses rurales, les charges municipales se répartissent entre les paysans enrichis, à demi embourgeoisés, le châtelain et les notaires et praticiens divers. Un certain nombre de curés figurent sur les listes des officiers municipaux et des notables. A Annonay, l'abbé Picansel ² fait partie de la municipalité. A Bozas, le curé Foriel est élu maire ainsi que Géry à Arras, Mouthon à Vernosc, Palatin à St-Sylvestre ³... Le plus souvent, ces élections maintiennent le personnel ancien qui est au courant des affaires. Dans la plupart des communautés, on retrouve comme maires, procureurs ou officiers municipaux, les anciens consuls qui, aux assemblées de paroisses, avaient été désignés comme députés du premier degré pour les élections aux Etats-Généraux ⁴. Tous les élus sont patriotes ou se proclament tels : tous se déclarent partisans d'un sage progrès et manifestent un profond respect pour les décrets de l'Assemblée nationale. En un mot, ces élections, dans les campagnes, ne paraissent pas comporter de signification politique. Elles ne révèlent pas non plus, d'ailleurs, l'existence d'un courant démocratique bien marqué. Aucune voix ne s'élève en faveur des citoyens passifs. Ce ne sera que quelques mois plus tard qu'à Annonay ⁵, par exemple, les ouvriers les plus aisés revendiqueront le droit de vote en offrant de payer les trois livres de contribution requises ⁶.

Le décret du 2 février 1790 ⁷ facilite le rôle de ces municipalités

1. En particulier à Annonay, Aubenas, Joyeuse.

2. Cf) Filhol. — Histoire d'Annonay T. 3, p. 13.

3. Arch. Ard. L. 852 et arch. nat. Div 17 et FICHU ard. 1.

4. Arch. Ardèche L. 141 et L. 145.

5. Arch. Nat. Div 17. Une vingtaine de pétitions des ouvriers papetiers pour être inscrits sur les registres de capitation et obtenir le titre de citoyens actifs. Le 20 novembre 1790, le directoire du département n'a pu encore prendre de décision et demande un nouvel avis à l'Assemblée nationale. Arch. Ard. Registres du directoire L. 119.

6. La proposition d'attacher les droits de citoyen actif au paiement volontaire de la contribution requise avait été repoussée à la séance du 3 déc. 1789. Cf. ré-impr. du Moniteur, T. 2, p. 296.

7. Moniteur, réimp. T. 3, p. 276.

en mettant fin au pouvoir des Comités permanents et en plaçant la garde nationale sous les ordres du corps municipal. Dès les premiers jours de leur installation, elles s'occupent de dresser le tableau des biens nobles de leur territoire. Elles s'y emploient avec d'autant plus de zèle que les impôts payés pour ces biens viendront en déduction des charges de la commune. Les privilégiés, d'ailleurs, se prêtent volontiers à ces investigations et font eux-mêmes des déclarations très détaillées ¹.

II

Mais, pour tous les centres importants, la grosse affaire du moment, c'est la formation et la division du département et surtout l'attribution des chef-lieux administratifs et judiciaires. Plus que la politique et l'administration, ce point intéresse tous les citoyens sans distinction de classe ni de tendance. C'est l'intérêt particulier des localités qui est en jeu ; aussi la lutte, pour être pacifique, n'en est-elle pas moins ardente et passionnée. Les nouvelles municipalités ne font d'ailleurs que continuer l'action des anciens corps municipaux qui, depuis plusieurs mois déjà, suivaient, avec un intérêt croissant, le développement de la nouvelle organisation territoriale du pays.

Au début le projet du Comité de Constitution n'avait soulevé ni sympathie, ni hostilité. Tout au plus le démembrement des provinces apparaît-il aux patriotes comme une conséquence de la suppression des privilèges. La population se désintéresse aussi bien des provinces en général que du Languedoc en particulier. Malgré l'acoutumance de plusieurs siècles de vie commune, il ne s'est pas formé de patriotisme languedocien ². Le Languedoc s'est trop souvent comporté en marâtre pour que les divers diocèses conservent à son égard le moindre sentiment d'affection filiale. Quant au Vivarais, il a gardé un souvenir amer du despotisme de ses États et de l'égoïsme de ses barons qui, l'année précédente encore, ont essayé de lui ravir l'honneur et le profit d'une députation librement élue. A

1. cf) St-Victor. Arch. Ard. L 402.

2. A part les membres de l'ancienne organisation de Languedoc qui sont favorables au maintien de son unité, l'opinion reste inerte. C'est à peine si on peut signaler quelques mémoires qui prennent la défense de la province. cf) Rapport sur le projet de la division du Languedoc en départements. Anonyme. Bibliothèque de la ville de Montpellier. Fonds Languedoc 476.

mesure que la question mûrit et se précise, l'opinion fait un accueil de plus en plus favorable ¹ au plan du Comité. Bientôt même, les officiers de sénéchaussée, les gentilshommes, les hommes de loi et tous les bourgeois en viennent à considérer le morcellement du Languedoc comme le seul moyen efficace de supprimer son humiliant contrôle fiscal et administratif et d'écarter les prétentions sans cesse renaissantes de Nîmes au point de vue judiciaire ². Ces divers éléments sont unanimes à se rallier à la solution préconisée par Thouret ³ qui, tout en respectant l'autonomie des départements, conserve momentanément quelques rouages utiles de l'ancienne administration, et, pour les dettes et les travaux publics, substitue à la province la nation toute entière. Une commission sera chargée de liquider les affaires communes et la délimitation sera préparée par les députés de la région, de manière à ménager les intérêts particuliers et à tenir compte des traditions locales.

Avec la proposition de Mirabeau et d'Aubry du Bochet ⁴, le haut Vivarais caresse déjà l'idée de former un département distinct. Annonay surtout s'enthousiasme pour une division qui flatte ses ambitions de petite capitale et la recommande chaleureusement à ses députés ⁵. Malheureusement le décret du 11 novembre 1789 qui limite le nombre des départements au chiffre de 75 à 85 ⁶ ne lui laisse aucun espoir de réaliser le rêve entrevu.

C'est alors que le Velay, trop faible lui aussi pour constituer un département, cherche habilement à exploiter les vieilles rivalités du Nord et du Midi pour attirer à lui la région du haut Vivarais. Anno-

1. Boissy d'Anglas et Châteauneuf-Randon sont les plus empressés des députés de Languedoc à donner leur adhésion au morcellement de la province. cf) Lettre des députés du haut Vivarais aux membres du comité d'Annonay, 26 novembre 1789. Collection Vaschalde, publiée par Vaschalde dans le Vivarais aux Etats Généraux ; pièces justificatives p. 272-275.

2. Nîmes n'avait pas encore renoncé à poursuivre la suppression des deux sénéchaussées du Vivarais. La question de l'indemnité que les officiers de Nîmes réclamaient à ce sujet était encore pendante en 1790. cf) Arch. Ard. C 1085 et arch. Hérault C 1832.

3. Arch. Parlementaires T. IX séances des 3 et 9 novembre 1789.

4. Mirabeau demandait la division de la France en 120 départements. Aubry du Bochet en voulait 203. Il finit par se rallier à la proposition de Mirabeau. Arch. Parlement T. IX séances des 3 et 5 novembre 1789.

5. Lettre des députés du haut Vivarais aux membres du comité d'Annonay 26 novembre 1789, déjà citée.

6. C'était le plan du Comité qui finalement était adopté avec quelques modifications après les interventions favorables de Rabaud, St-Etienne, Duquesnoy, Barnave, Demeunier, Châteauneuf-Randon, Pétion de Villeneuve et Target.

nay, St-Agrève ¹, St-Martin-de-Valamas ² ne semblent pas hostiles de prime abord à cette union, et Boissy d'Anglas lui-même prête une oreille complaisante aux sollicitations du Puy ³. Des pourparlers s'engagent. Bientôt le bas Vivarais s'inquiète. Ces négociations clandestines sont pleines de menaces pour lui et pour le pays tout entier. Ce serait la fin du Vivarais, la mutilation de la petite province que la géographie semblait avoir modelée et que les vicissitudes de l'histoire, au cours des âges, avaient toujours respectée. Les députés de Villeneuve-de-Berg poussent le cri d'alarme et dénoncent, le 18 novembre, comme une trahison, l'attitude énigmatique de leurs collègues d'Annonay. Et leur voix, en touchant la fibre sensible du patriotisme local, trouve immédiatement le chemin du cœur. Si personne ne songe plus à défendre l'unité du Languedoc, une campagne s'organise sur le champ pour le maintien de l'intégrité du Vivarais. Tous les bourgs, toutes les villes du midi protestent sans ménagement contre tout projet de scission et de démembrement. Malgré les difficultés passagères, malgré les nuages qui ont pu assombrir parfois leur union, le souvenir des anciennes luttes et des liens intimes qui, depuis les premiers âges, ont groupé les diverses régions est resté si vivace dans toutes les âmes que le Cheylard ⁴, Tournon ⁵, Chalençon ⁶, La Voulte ⁷ et la plupart des centres du haut Vivarais joignent aussitôt leurs protestations à celles d'Aubenbas ⁸, de Viviers, ⁹, de Villeneuve-de-Berg ¹⁰, de Largentière ¹¹ et

1. St-Agrève fait d'abord une réponse évasive à la députation envoyée par le Puy pour solliciter son adhésion, il attend des renseignements d'Annonay. Délibération du 26 nov. 89. Le 2 déc. il accepte : Arch. nat. D IV bis 4.

2. Arch. nat. D IV bis 19. Délibération du 6 décembre 1789. Les citoyens consentent à faire partie du Puy, à moins toutefois que ne soit établi dans le centre du Vivarais un département et un tribunal souverain « ce qu'ils préféreraient »,

3. Lettre des députés de Villeneuve-de-Berg 18 nov. 1789. Arch. nat. AD XVI 20.

4. Délibération du 22 novembre 1789. Arch. nat. D IV bis 4.

5. Le 22 novembre, à la suite d'une lettre de Boissy d'Anglas, Tournon nomme une commission pour étudier le projet d'union du Velay et du haut Vivarais. Le 27 novembre, les commissaires font leur rapport. Ils se prononcent à l'unanimité contre ce projet. cf) arch. de Tournon citées par Delarbre p. 273.

6. Délibérations des 24 novembre, 10, 15 et 17 décembre. Arch. nat. Div bis 4 et arch. Ard. L 798.

7. Délibération du 26 novembre 1789. Arch. nat. D IV bis 19.

8. Adresse du Comité permanent lue à la séance du 18 décembre 1789. cf) arch. parlem. T. 10 p. 656.

9. Délibération du 29 novembre. Arch. nat. D IV bis 19.

10. Délibération du 25 novembre. Arch. nat. D IV bis 4.

11. Arch. de Largentière BB 48, séance du 26 nov. 1789.

de Privas ¹. Les députés d'Annonay ne sont pas insensibles à ces appels de la petite patrie, et leur lettre du 26 novembre prouve que toute négociation avec le Velay est déjà rompue. Le haut et le bas Vivarais oublient leurs divergences pour se rallier aux dispositions primitives du Comité qui sauvegardaient et respectaient l'unité du pays.

D'après ce projet, dont les détails étaient susceptibles de modification, le Vivarais formait un département assez faible d'environ 300 lieues carrées. L'occasion était propice de renforcer son importance, en groupant dans ses frontières toutes les paroisses que lui rattachait une communauté d'intérêts et de sentiments. Du côté du Velay, il s'agissait de faire aboutir ses vieilles revendications sur les parties disjointes des sénéchaussées d'Annonay et de Ville-neuve-de-Berg qui étaient justiciables du Puy et de régler, à son avantage, le sort des enclaves du Forez, du Dauphiné et surtout de l'Uzège. Enfin il convenait de profiter des circonstances favorables pour assurer à la petite province ses limites naturelles, par l'annexion des cantons de Bourg-Argental, Pélussin et Chavanay, qui, au sud et à l'est du mont Pilat, étaient le complément géographique du Vivarais. Tel fut le plan ² que les députés d'Annonay et de Villeneuve-de-Berg présentèrent au Comité, le 15 janvier 1790, en faisant remarquer que son adoption aurait l'heureux avantage de donner au département l'étendue normale prévue par l'Assemblée nationale. ³

Les négociations prirent au début une tournure favorable. La restitution des enclaves du Forez et du Dauphiné ne soulevait pas de difficultés. Le Nimois, fort de son étendue, consentait à abandonner quelques paroisses de l'Uzège et on pouvait espérer que le Lyonnais, qui, avec le Forez et le Beaujolais, formait un département bien supérieur à la moyenne, céderait facilement la région de Bourg-Argental, sinon celle de Pélussin et de Chavanay plus rapprochée de Lyon. ⁴ Quant au Velay, s'il devait constituer une unité administrative distincte, le décret du 8 janvier 1790 ⁵ prévoyait

1. Arrêté du Comité permanent du 18 nov. 1789. Impr. 6 p. s. l. n. d. Arch. nat. AD xvi 20.

2. Arch. nat. Div bis 1

3. D'après le plan du Comité accepté par l'Assemblée nationale, les départements devaient avoir en moyenne 324 lieues carrées.

4. Les députés du Vivarais ne semblent pas avoir insisté beaucoup sur la cession de Pélussin et de Chavanay.

5. Réimpr. du Moniteur T. 3 p. 84. — « L'Auvergne en réunissant le Velay forme 3 départements. »

pour lui un arrangement avec l'Auvergne. Le succès semblait donc assuré et le Vivarais se croyait à la veille de réaliser le rêve de son unité quand soudain tout fut remis en question par les oppositions inattendues du Velay et du Forez.

Le Velay, malgré ses agrandissements sur l'Auvergne, reste trop petit. Le principe d'un département lui est cependant acquis, et les commissaires adjoints¹ au Comité de Constitution sont disposés à lui accorder toutes les paroisses voisines qui manifesteront l'intention de s'unir à lui. Aussi, pendant que les députés du Vivarais, confiants dans l'excellence de leur cause, négligent les petits moyens, le Velay intrigue-t-il fort habilement. Il profite des jalousies locales pour solliciter dans toutes les communautés contestées des adresses favorables à leur annexion au Puy. Il essaie de circonvenir St-Agrève qui résiste, mais, avec l'adhésion des Vastres et de Chandeyrolles, il gagne l'assentiment de Fay le Froid,² en faisant miroiter à ses yeux l'avantage d'un district que sa position excentrique ne lui permettrait pas d'obtenir en Vivarais. Si une proposition analogue n'arrive pas à entraîner la défection de Pradelles³ ni de la plupart des communautés qui ont voté au Puy, le Velay, « par l'appât de vaines promesses et le tableau de fausses alarmes, »⁴ réussit cependant à recueillir quelques signatures individuelles et à capter quelques adhésions locales. Il en profite pour réclamer toutes les « eaux pendantes à la Loire » et accumule mémoires sur mémoires pour démontrer que, non seulement leur proximité, mais tous leurs intérêts commerciaux et agricoles exigent l'union de ces paroisses à son département.⁵

Le Comité, ébranlé par ces arguments et convaincu que ces pétitions traduisent bien l'opinion et les sentiments intimes du pays, se résout à donner une satisfaction partielle aux députés du Puy en laissant espérer un dédommagement au Vivarais dans le Forez.⁶

Mais à peine cette décision est-elle arrêtée que le Lyonnais, à

1. Pour alléger la tâche du Comité de Constitution, on lui avait adjoint, le 30 novembre 1789, quatre commissaires qui s'occupent des détails de la nouvelle division du pays : Dupont de Nemours, Bureaux de Pusy, du Bochet et Gossin. Bureaux de Pusy fut remplacé, le 3 février 1790, par Cernon. Cf) La formation du département de l'Aisne par Hennequin p. 62.

2. Arch. nat. DIV bis 19.

3. Arch. nat. DIV bis 4. — Délibération du 6 janvier 1790.

4. Mémoire d'Espic, du 26 janvier 1790. — Arch. Ard. L. 344.

5. Arch. nat. DIV bis 19.

6. Mémoire d'Espic Arch. Ard. L. 344.

son tour, s'oppose à toute cession, et, à l'appui de son intransigeance, il produit toute une série d'adresses et de déclarations hostiles à tout démembrement. La région de Bourg-Argental ne se borne même pas à protester contre les prétentions d'Annonay, elle envoie deux députés, Nayme des Oriols et Richard, ¹ plaider sa cause devant le Comité. Celui-ci, devant une pareille répugnance, hésite d'abord à se déjuger, puis, sans trancher la question d'attribution définitive, propose de laisser la possession au Forez, mais se garde bien de revenir sur les concessions faites au Velay au détriment du Vivarais. Le pays avait perdu sa cause devant le Comité et il restait peu d'espoir que l'Assemblée nationale, qui devait trancher en dernier ressort, consente, dans son ignorance des convenances locales, à réformer le projet qui lui était soumis. St Martin, cependant, à la séance du 25 janvier 1790, demande et obtient la parole pour défendre les intérêts de son département ². Mais, devant l'exposé du Comité et la plaidorie de Rostaing, Delandine et Richard, députés du Forez, ³ l'Assemblée, tout en laissant la liberté aux paroisses contestées de se réunir au Vivarais lorsqu'elles le jugeraient utile, maintient la possession provisoire au Forez. ⁴

La déception fut d'autant plus forte qu'on ne s'était résigné à subir un démembrement du pays, au profit du Velay, que dans l'espérance d'une compensation dans le Forez. Mais, puisqu'il fallait renoncer à cet agrandissement dont Pradelles était la rançon, peut-être était-il temps encore, avant le verdict de l'Assemblée, de faire rouvrir la discussion sur ce point et de sauver les communautés réclamées par le Puy.

1. cf) Brossard. Le département de la Loire p. 209.

2. Réimpr. du Moniteur T. III p. 226. St Martin fait valoir : 1° que l'étendue du département du Vivarais n'excède pas 280 lieues, tandis que celui du Lyonnais s'étend sur près de 400 ; 2° que la nature indique la nécessité de comprendre le canton de Bourg-Argental dans le département du Vivarais, la charpente du monde séparant le canton de Bourg-Argental du pays du Forez par une montagne inaccessible ; 3° que les relations de commerce et le vœu général des habitants de Bourg-Argental et de ses environs, à l'exception des gens d'affaires, lient le canton de Bourg-Argental au Vivarais.

3. Ils soutiennent que les convenances générales et le vœu des administrés sont d'accord pour retenir la ville de Bourg-Argental et ses environs dans le département du Lyonnais et ils concluent à fortiori que la provision soit accordée à la possession.

4. Réimpr. Moniteur T. III p. 226. « L'Assemblée nationale décrète, d'après l'avis du Comité de Constitution, que le Bourg-Argental, toutes les paroisses et tous les lieux en dépendant, faisant partie du Forez, demeureront provisoirement au département du Lyonnais, Forez et Beaujolais, sauf la liberté pour les habitants de ce canton de se réunir au Vivarais lorsqu'ils le jugeront utile. »

Les députés du bas Vivarais le pensèrent et, dans un mémoire¹ rédigé à la hâte dans la nuit du 25 au 26 janvier, Espic tenta un dernier et vigoureux effort pour faire rapporter la décision du Comité. Il refait l'historique de la formation du département et résume les tentatives faites pour l'étendre du côté de l'Uzège et du Forez. « Pendant que le Vivarais cherche ainsi à suppléer à l'insuffisance relative de ses limites, il a vu le Velay qui le confine sortir impétueusement des siennes pour tenter une irruption sur son territoire. » Mais « si ceux qui n'ont point de superflu ne peuvent rien céder, combien moins peut-on demander des abandons à ceux qui manquent presque du nécessaire. » Le Velay a accepté de composer avec l'Auvergne ; pourquoi vient-il rompre à présent « l'accord de toute une vaste province qui ne peut être troublée dans une extrémité sans que, par des indemnités successives, la secousse se fasse sentir jusqu'à l'extrémité opposée ? » Les communautés qu'il réclame, au nom de leur intérêt, sont seules juges de leurs avantages et de leurs convenances. Quant aux délibérations surprises par le Puy, elles « ont été accordées par la faiblesse à l'importunité » et sont « l'ouvrage de quelques individus sans caractère et sans qualité pour trafiquer ainsi du sort de leur concitoyens, sans aucun mandat de leur part. » De plus, elles « ont été révoquées par une délibération subséquente. »

Le Vivarais peut bien tolérer la distraction de Fay, les Vastres et Chandeyrolles qui ont exprimé un vœu formel de séparation, il ne saurait abandonner sans ingratitude une région qui déclare « que l'intérêt des citoyens de cette contrée exige impérieusement qu'ils restent unis, comme ils l'ont toujours été, à l'administration du Vivarais ». Si le Comité conserve encore le moindre doute sur les sentiments intimes du canton de Pradelles, une nouvelle enquête s'impose. En attendant, le droit exige que le Vivarais garde la possession jusqu'à ce que ces paroisses « aient énoncé un vœu contraire ». On ne saurait sans injustice lui refuser le traitement que l'Assemblée nationale vient d'accorder la veille au Forez. « Mais il y a plus, car lorsque le Comité, après avoir proposé la réunion de quelques paroisses du Forez au Vivarais, propose maintenant de démembrer quelques paroisses du Vivarais pour les annexer au Velay, il est bien sensible qu'il a voulu compenser le préjudice du démembrement par l'indemnité de la réunion. Or, qu'arriverait-il si,

1. Arch. Ard. L 344.

après n'avoir ordonné cette réunion que d'une manière éventuelle, ce démembrement pouvait avoir lieu d'une manière définitive ?... L'échange d'une perte certaine avec la chance d'un remplacement très douteux violerait toutes les règles de l'équité. »

Les arguments d'Espic auraient pu faire impression s'ils avaient été produits plus tôt, mais, à ce moment, le siège du Comité était fait. Il ne voulut pas revenir sur sa décision et, le soir même, il soumettait à l'Assemblée nationale l'attribution de Pradelles au Velay ¹. Les députés du Vivarais essayèrent vainement d'obtenir la parole pour empêcher l'Assemblée de sanctionner cette injustice. Fatiguée de toutes ces discussions, elle refusa de les entendre ² et porta le décret suivant : «... que les limites entre le Velay et le Vivarais restant telles qu'elles existent dans les parties non contestées, la démarcation dans les points litigieux sera telle que les paroisses de Coucournon, La Vilate et Lespéron et toutes celles à l'ouest de ces premières appartiendront au département du Velay... et que les paroisses de Chandeyrolles, Fay le Froid et les Vastres qui réclament et demandent formellement leur adjonction au département du Velay y seront réunies, sauf, dans ce dernier cas, à laisser au département du Vivarais celles de Lesperon, Coucournon et La Vilate » ³.

C'était un grave échec qu'une tactique plus adroite aurait pu prévenir. Il n'est pas douteux, en effet, que, si les adversaires du Vivarais par leur ingénieuse activité ont su préparer cette solution regrettable, ce sont les fautes, la négligence et l'incapacité de ses propres défenseurs qui l'ont rendue inévitable. En toute occasion, les députés du Vivarais manquèrent de prévoyance, d'imagination et d'à propos. Il leur eut été facile de contrecarrer l'action du Puy en provoquant, comme le firent les députés du Forez pour Bourg-Argental, de nombreuses adresses et délibérations des paroisses menacées et en faisant appel à des députations locales qui seraient venues plaider leur cause devant le Comité. Ils ne surent pas éclairer leurs juges sur le véritable sentiment des populations, et ils laissèrent les députés du Velay donner l'impression que la plus grande partie de ces communautés acceptait sans répugnance son ratta-

1. Réimpr. Moniteur T. III p. 233.

2. cf) adresse des députés de Pradelles à l'assemblée du département de l'Ardèche. arch. Ard. L 344

3. Par ce même décret, les paroisses de Colombier le jeune, Rochebloine, Pailharez et Rozières enclavées dans le Vivarais et dépendantes du Forez étaient réunies au département de Vivarais. Réimpr. Moniteur T. III p. 233.

chement au Puy. Ils s'avisèrent trop tard de leur imprévoyance et, même à ce dernier moment, ils ne purent produire que quelques pétitions isolées, appuyées d'une soixantaine ¹ de signatures, et non un faisceau compact de protestations qui auraient frappé le Comité et l'auraient probablement décidé à maintenir la possession provisoire au Vivarais.

Il en fut de même pour Bourg-Argental. Là encore, les députés d'Annonay se présentent les mains vides. Aucune adresse, aucune délibération ne vient appuyer leurs revendications. Ils avaient pourtant une excellente occasion de jouer, comme ils tentèrent de le faire plus tard, ² de l'hostilité de St Sauveur en Rue contre Bourg-Argental. Et même, avec un peu de finesse et de diplomatie, il n'aurait sans doute pas été impossible de recueillir des adhésions individuelles et des signatures favorables au Vivarais jusque dans le chef-lieu même de la région contestée. Les organisateurs de la campagne d'annexion et leurs auxiliaires furent au-dessous de leur tâche.

Peut-être aussi l'entente entre députés d'Annonay et de Ville-neuve-de-Berg n'était-elle pas parfaite. Les uns et les autres oublient trop facilement l'intérêt général de la petite province pour ne considérer que les avantages particuliers de leur région. Et, au cours de ces négociations, il semble bien que la rivalité latente qui existait entre le Nord et le Midi se soit réveillée et n'ait pas été étrangère à leur échec. Boissy d'Anglas et St Martin ne paraissent pas avoir défendu avec grande énergie, au moment utile, les droits du pays sur le canton de Pradelles. Ils redoutent la prépondérance du bas Vivarais, déjà fortifié du côté de l'Uzège. Les députés de Ville-neuve-de-Berg, à leur tour, se défient d'Annonay ³ et craignent d'accroître son influence en appuyant ses prétentions sur le Forez. En attendant, soit jalousie, soit manque d'entente, soit négligence de ses représentants, le pays fut frustré dans ses espoirs d'agrandissement et non seulement ne gagna rien en Forez, ⁴ mais encore per-

1. Mémoire d'Espic. Arch. Ard. L 344.

2. Pétition de St Sauveur en Rue et de cinq paroisses voisines qui, le 16 mai 1790, acceptent, sous certaines conditions, leur union au Vivarais, arch. nat. D IV bis 4.

3. Annonay qui est la ville la plus importante du département aspire à en devenir le chef-lieu.

4. En septembre 1790, Boissy d'Anglas et St Martin essayèrent sans succès de faire rouvrir la discussion sur la question de Bourg-Argental. Le provisoire deviendra définitif. cf). Lettre de St Martin à Chomel du 25 septembre 1790, publiée par Nicod. Le représentant St Martin. Sa correspondance avec L Th. Chomel. Privas 1906, in 8, 56 p.

dit les régions de Pradelles et de Fay-le froid sans compensation.

Inquiets de leur échec et du contre-coup qu'il pouvait avoir sur l'opinion publique, quelques semaines plus tard, les représentants du Vivarais, soutenus cette fois par une délégation de Pradelles et de nombreuses délibérations ¹, essayèrent vainement de faire rapporter le décret. Il était trop tard. Le Comité consentit bien à recevoir les députés de Pradelles et à écouter leurs doléances ², mais refusa de proposer « un décret de renvoi aux Assemblées des départements respectifs pour y être statué sur nos réclamations. » Quant à l'Assemblée nationale, elle était si peu accueillante aux protestataires qu'ils n'osèrent pas solliciter leur admission à la barre ³. Au mois de juin, Pradelles revenait encore à la charge, avec l'appui de l'assemblée électorale du département de l'Ardèche, mais l'Assemblée nationale, pour fermer tout recours contre les décisions prises, renvoya toute revision de son œuvre aux assemblées postérieures. Celles-ci auront des préoccupations plus urgentes, et, malgré ses pétitions ⁴ nombreuses et tenaces qui marquent bien son attachement au Vivarais, Pradelles, l'accoutumance aidant, finira

1. « Extrait du registre des délibérations de la ville de Pradelles en Vivarais ce jourd'hui 4 février 1790 suivi d'observations. » impr. 12 p. arch. Ard. Fonds Mazon, chronologie T. 14. La ville de Pradelles délègue 2 députés : de Ribains et Champalbert à Paris, « pour parer au désastre » que serait la réunion de Pradelles au Velay. La délibération est signée par plus de 150 habitants. « Les paroisses de St Etienne du Vigan, St Clément sous Pradelles, St Arcons de Barges, Vielprat, Lafare, St Paul de Tartas, St Cirgues-en-Montagne, La Chapelle Grailhouse, St Etienne de Lugdarès, Concoules, Coucournon et la Vilatte ont adhéré par délibération unanime aux réclamations de Pradelles et ont chargé leurs députés de faire valoir les mêmes motifs. » p. 12.

2. Note des députés de Pradelles au Comité. Arch. Ard. L 344 « Nous venons, MM., mettre sous vos yeux la consternation qui règne dans cette contrée, nous demandons à votre sagesse de prendre les moyens propres à y rétablir le calme. Les citoyens instruits les attendent avec une respectueuse confiance, mais la multitude, qui agit sans raisonner, imputerait à notre insuffisance l'inutilité de ses réclamations.... »

3. Adresse des députés de Pradelles à l'assemblée du département de l'Ardèche. Arch. Ard. L 344. « La puissante sollicitation employée par MM. les députés du Velay nous empêche de solliciter notre admission à la barre pour demander un décret qui fixe notre sort. »

4. Délibérations de Pradelles des 5 mai, 8 mai, 12 juin 1790. arch. nat. Div^{bis} 36. Pradelles et les municipalités de son canton refusent de tenir leurs assemblées primaires et ne veulent pas aller voter au Puy. Le Comité de Constitution répond, le 5 juin 1790, qu'elles doivent exécuter les décrets de l'Assemblée nationale, sinon « on se passera de leur concours. Elles ne seront pas admises non plus à voter dans le département auquel elles aspirent.... » arch. nat. Div^{bis} 81. Nouvelles réclamations en août, septembre et novembre 1790 et en février 1791. Arch. Ard. L 344.

par se résigner et restera au Velay. Et ainsi, après plusieurs siècles, la question pendante des paroisses disjointes sera enfin réglée. Une trentaine de paroisses ou juridictions diverses reviennent à l'Ardèche pendant qu'une vingtaine sont définitivement rattachées à la Haute-Loire.

Si la bourgeoisie des grands centres et la population des paroisses contestées se passionnent pour cette question des limites du département ¹, la masse reste passive, quoique sympathique aux efforts du pays. Elle ne s'intéresse pas davantage à la division en districts. Seuls, les hommes de loi et les municipalités des villes mènent une vive campagne, moins sur la délimitation des districts que sur l'attribution de leurs chefs-lieux.

Le Comité et l'Assemblée, pour régler cette répartition, voulurent tenir compte du vœu des habitants et provoquèrent leur avis. Ce fut un déluge de délibérations, d'adresses, de députations diverses. Près de trente bourgs ou agglomérations diverses du Vivarais s'empressèrent de faire valoir leurs prétentions ². Les raisons ne variaient guère. Chacun vante l'affabilité de ses habitants, ses « mœurs douces comme son climat, pures comme l'air qu'on y respire » ³, l'avantage des établissements qu'il possède, son importance dans le passé, ou bien, au contraire, il étale sa misère, la décadence de son commerce et de son industrie ⁴ et prédit sa ruine inévitable s'il n'obtient pas le chef-lieu convoité. Le grand argument est « la centralité » de la position et la facilité de l'accès.

Chaque ville a soin de faire appuyer ses revendications par de nombreuses délibérations des paroisses voisines ⁵ et ne manque

1. Les limites entre l'Ardèche et le Gard furent fixées le 17 février 1790. cf) procès-verbal du 17 février 1790. Fonds Mazon, chronologie T. 14. Il y eut de nombreuses difficultés avec la Drôme au sujet des fonds Vivarois sur la rive gauche du Rhône. cf) Arch. nat. D IV bis 81. La question fut tranchée seulement le 3 ventôse, an 10, et définitivement réglée en 1809. Arch. nat. F 21 456.

2. Arch. nat. D IV bis 4, 19, 36, 81. Parmi les villes qui réclament un district, on peut citer : Annonay, Tournon, Lamastre, Desaignes, Vernoux, Le Cheylard, St Agrève, St-Martin de-Valamas, La Voulte, Le Pouzin, Viviers, Joyeuse, Largentière, Les Vans, Montpezat, Bourg St-Andéol, Villeneuve de-Berg, Aubenas, Privas, Chalencon, St-Péray, Jaujac, etc....

3. Délibération du Cheylard le 22 novembre 1789. Arch. nat. D IV bis 4.

4. Délibération de Joyeuse le 12 janvier 1790 ; de Desaignes le 22 novembre 1790. Arch. nat. D IV bis 4.

5. Délibération de Villeneuve-de-Berg 1^{er} mars 1790, citée par Vaschalde. Le Vivarais aux Etats Généraux, pièces justificatives p. 282-285. Villeneuve-de-Berg se plaint amèrement des sollicitations déloyales d'Aubenas qui cherche à attirer à elle « des villages qui naturellement auraient manifesté une volonté contraire si l'on n'avait cherché à les gagner par des motifs totalement étrangers au décret qui fixe les districts ».

pas de déprécier avec force détails sa voisine qui est toujours sa concurrente. Pour Desaignes ¹, Lamastre a assez de commerce, St-Agrève est trop froid et Vernoux est « agité de l'esprit républicain qui répugne à tout homme qui pense raisonnablement ». Chalencon ² n'admet pas qu'on lui préfère Vernoux, « attendu que les troubles qui règnent dans ce village en éloignent tous ses voisins ». Chacune propose d'envoyer une députation ³ pour défendre ses droits. Les villes qui ont l'appui d'un député abusent de son crédit et de son influence ⁴ pendant que les autres se plaignent amèrement de ce favoritisme.

Le Comité est débordé. Les commissaires adjoints se bornent à donner leur avis, servent à l'occasion de médiateurs, prennent note des arrangements conclus, mais, en général, ils laissent faire les députés du département, qui sont plus intéressés à la question et plus au courant des nécessités et des habitudes locales. Ceux-ci ont un désir sincère de faire œuvre équitable, mais ils connaissent mal le pays, n'ont à leur disposition qu'une carte défectueuse et, surtout, ils se laissent influencer par le souci de servir les intérêts particuliers de leur cité. Ils finissent par convenir de sept districts dont trois pour le haut Vivarais et quatre pour la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg. Les chefs-lieux provisoires sont fixés à Annonay, Tournon, Vernoux, Privas, Aubenas, Villeneuve-de-Berg et Largentière. Cette division assez paradoxale, qui groupe dans un secteur restreint la plupart des chefs-lieux du bas Vivarais et qui rejette dans le district de Privas la région du Cheylard, sans tenir compte de la distance et des difficultés d'accès, souleva de véhémentes protestations dans tout le pays. Viviers, Joyeuse, Bourg-St-Andéol, St-Agrève, se plaignirent amèrement d'avoir été sacrifiés, et le Cheylard ne pardonnera pas facilement aux députés d'Annonay de s'être ainsi désintéressés de son sort.

Il envoie aussitôt une députation à Paris pour défendre ses intérêts. Le 14 mars 1790, dans un long mémoire, celle-ci dépeint « la consternation où a jeté les habitants de cette partie du Vivarais la

1. Délibération de Desaignes le 29 novembre 1789. Arch. nat. D IV bis 4.

2. Délibération de Chalencon du 15 décembre 1789. Arch. nat. D IV bis 4.

3. Lettre du Maire de Villeneuve-de-Berg à Dubois Maurin, 3 mars 1790. cf) Vaschalde. Le Vivarais aux Etats-Généraux, pièces justificatives, n° 7.

4. Espic soutient les prétentions d'Aubenas, Dubois Maurin celles de Villeneuve-de-Berg, Defrances celles de Privas, Poissy d'Anglas, Monneron et Saint-Martin sont les agents d'Annonay.

triste nouvelle de cette privation ¹ de district. » Il était trop tard. L'Assemblée avait déjà donné son adhésion au projet, mais les députés du Vivarais ², le 19 mars, et le Comité de Constitution, le 29 mars, déclarent « que l'assemblée du département doit avoir égard au mémoire présenté par la ville du Cheylard » ³.

C'est encore aux représentants du nouveau département qu'incombe le soin de faire la répartition des cantons; l'Assemblée nationale devait tracer elle-même ces subdivisions « d'environ quatre lieues carrées » ⁴ et fixer leurs chefs-lieux; mais elle eut des affaires plus importantes à régler. Les députés, qui ignorent la topographie de la région, se bornent à faire de simples tracés sur la carte, sans tenir aucun compte des obstacles naturels, rivières ou montagnes. C'est ainsi que Vaudevant, aux portes de St. Félicien, est rejeté dans le canton de Satillieu pendant que Pailharez doit aller voter à Desaignes. ⁵

Le travail du moins fut vite exécuté. ⁶ Le 6 mars, tout était réglé et le département, formé ⁷ de 7 districts et de 37 cantons, ⁸ pouvait entrer en activité. Le chef-lieu était placé à Privas, mais les députés, qui ne pouvaient satisfaire toutes les ambitions, voulurent les endormir et firent accepter par le Comité et l'Assemblée l'expédient commode de l'alternat, aussi bien pour le département que pour les districts ⁹, et ils ne fixèrent que la ville où devait se tenir

1. Cité par Vaschalde. *Le Vivarais aux Etats-Généraux*, p. 58.

2. « Nous soussignés, députés de Vivarais à l'Assemblée nationale, déclarons que les difficultés de localités et très souvent l'ignorance de ces mêmes localités a pu nous faire errer dans la division des districts et sur les lieux de leur établissement.... » Tous les députés du Vivarais, sauf Antraigues qui a déjà émigré en Suisse, signent cette déclaration. cf) Vaschalde, *Le Vivarais aux Etats-Généraux*, p. 58.

3. Cité par Vaschalde dans « *le Vivarais aux Etats-Généraux* », p. 58.

4. En fait, on ne tint pas compte de la surface et la plupart des cantons furent beaucoup plus étendus.

5. Arch. nat. F¹ III Ardèche 1. On avait encore placé à Desaignes St Cierge qui demande à faire partie du Cheylard et St Jean Roure qui veut être rattaché à St Agrève. Grozon et St Barthélémy-le-Pin unis à Lamastre réclament Vernoux... etc.

6. Les députés veillent à ce que, même pour les chefs-lieux de canton, les localités voisines de leur résidence ne soient pas oubliées. cf) Les deux lettres d'Antraigues des 6 et 26 février 1790, pour avoir un canton à Antraigues et à Jaujac. Lettres publiées par Vaschalde dans le bulletin de la société historique de l'Ardèche, 1882.

7. Arch. nat. F2 I 442.

8. Chaque district avait été subdivisé en cinq cantons, sauf celui d'Aubenas qui en comprenait sept.

9. cf) Décret de formation et règlement des alternats. arch. nat Div bis 81

la première assemblée, laissant aux électeurs le soin de désigner les autres centres qui jouiraient du même avantage dans l'avenir.

III

La division était faite. Les citoyens actifs qui venaient d'élire les municipalités furent de nouveau convoqués en assemblées primaires pour nommer les électeurs chargés de constituer les divers organes du département.

Les décrets des 16 novembre et 22 décembre 1789¹, promulgués par les lettres patentes du mois de janvier, avaient réglé l'organisation des assemblées primaires.² Mais, devant l'impossibilité de prévoir dans un texte de loi toutes les difficultés qui pourraient surgir, le 8 janvier 1790,³ l'Assemblée nationale avait supplié le roi de prendre les mesures convenables pour que ces opérations soient utilement dirigées et surveillées dans chaque département. Le roi répondit à cette invitation par la nomination de commissaires spéciaux. Le 6 mars 1790, après entente⁴ avec les députés du Vivarais, le roi désigne pour le département des « Sources de la Loire »⁵ le chevalier de Pampelonne,⁶ le sieur Duclaux⁷ et Etienne

1. Moniteur, réimpr. T. 2 p. 446.

2. Pour désigner les électeurs chargés de la mise en activité du département, les citoyens actifs devaient se réunir non en assemblée de paroisse ou de communauté comme pour les élections municipales, mais en assemblée de canton. Le nombre de ces assemblées appelées primaires variait avec le chiffre des citoyens actifs. Au dessous de 900, il n'y aurait qu'une assemblée primaire par canton ; 2 de 900 à 1500 ; 3 au dessus. C'était une moyenne de 600 citoyens actifs par assemblée. Pour les villes, le nombre des assemblées était proportionnel à l'importance de la population. Le décret leur accordait une assemblée au-dessous de 4.000 habitants ; 2 de 4 à 8.000....

3. Moniteur, réimpr. T. 3 p. 84.

4. Arch. nat. BB 30 157. Un premier brouillon porte Delolme à la place de Pampelonne, un autre Barruel et de Pranas.

5. Le département de l'Ardèche avait été d'abord dénommé « Sources de la Loire ». Les commissaires dont les lettres de nomination portent, en effet, département des Sources de la Loire craignent que ce défaut de conformité dans les désignations ne leur crée des difficultés. cf) Lettre des commissaires au comte de St Priest du 27 mars 1790. Le 4 avril St Priest répond de substituer simplement le nouveau nom à l'ancien dans leurs commissions. Arch. nat. F. 1 b II Ardèche 1. Le principe de la dénomination des départements avait été fixé par l'Assemblée nationale à la séance du 26 février 1790. Sur l'intervention de Target on écarte d'abord les noms des anciens pays qui constituaient les nouveaux départements. Bureaux de Pusy « pour ne pas accorder la suprématie à une ville sur une autre » fait rejeter la solution qui donnait aux départements le nom de leurs chefs-lieux. Mirabeau combat la proposition de leur donner un numéro.

de Mongolfier. ¹ Ils devront, disent les lettres royales, « faire convoquer les assemblées pour les élections, faire remplir toutes les conditions et formalités prescrites par les décrets de l'Assemblée nationale, veiller sur toutes les opérations, décider provisoirement de toutes les difficultés qui pourront s'élever sur les dites formations et établissements et.... relativement à l'organisation et à l'établissement des nouvelles municipalités. ». ² Le 14 mars, une instruction générale plus détaillée ³ était adressée aux commissaires, limitant sur quelques points la latitude très grande que leur avaient concédée les lettres précédentes.

Malgré cette restriction ⁴, les susceptibilités des patriotes sont promptes à s'émouvoir devant les empiètements du « pouvoir ministériel. » On s'inquiète ⁵ d'une autorité qui n'a sa source ni dans l'Assemblée nationale, ni dans l'élection. On affecte de redouter que, dans les contestations au sujet des officiers municipaux, les sympathies des commissaires n'aillent aux aristocrates et que leurs jugements, même provisoires, ne leur soient favorables. Aussi, après un vif débat, l'Assemblée nationale, le 29 mars, sur l'initiative du Comité de de Constitution, tout en maintenant les commissaires royaux, rédui-

d'ordre. « L'amour propre, qui se replie en tout sens, sans nous abandonner pourrait bien persuader un jour que le n° 24 ne vaut pas le n° 1 et 2. » On s'arrête à la solution du Comité de Constitution qui désignait les départements d'après leur situation géographique. Et ce fut le Comité qui, d'accord avec les députés des régions intéressées, fut chargé de choisir les noms des départements. Réimpression du Moniteur T. 3 p. 470.

6. Il s'agit, semble-t-il, de Jacques Joseph de Pampelonne, député suppléant de la noblesse, qualifié dans les lettres de convocation à l'assemblée de la noblesse de chevalier de Pampelonne. Arch. Ard. B 141.

7. Duclaux fils d'Aubenas fut juge de paix. Elu, le 28 novembre 1792, commissaire national près le tribunal du Coiron, il démissionna le lendemain, arch. Ard. L 631. Il fut membre de l'administration centrale en l'an VI.

1. Etienne de Montgolfier, né à Vidalon les Annonay, le 6 janvier 1745, mort en 1800, fut l'inventeur des ballons avec son frère Joseph 1740-1811. Etienne fut successivement électeur, procureur, syndic du district d'Annonay et administrateur du département.

2. Formule générale imprimée commune à tous les commissaires du roi. Seuls les noms du commissaire et du département sont manuscrits.

3 Arch. nat. BB 30 157.

4. Ils ne devaient point assister aux assemblées pour ne pas gêner la liberté des électeurs. Ils doivent se borner à donner les éclaircissements nécessaires et recevoir les plaintes qui se sont élevées relativement à l'élection des officiers municipaux, mais ne donner qu'une décision provisoire.

5. « Nous craignons de rencontrer quelques oppositions dans notre mission, que quelques personnes ne regardent pas comme concertée avec l'Assemblée nationale. » Lettre des Commissaires à St Priest 27 mars 1790. Arch. nat. F 1 b n Ardèche 1.

sit-elle sensiblement leur compétence. ¹ Une lettre du comte de St Priest du 4 avril 1790 ² aux commissaires du Vivarais leur signifie que leurs pouvoirs « expireront le jour de la clôture du dernier procès-verbal de l'élection des sujets » qui composeront les administrations de département et de district. Ils renverront à l'Assemblée nationale toutes les difficultés qui ne seront résolues ni par le texte, ni par une conséquence nécessaire des décrets. Sous aucun prétexte, ils ne pourront connaître des questions relatives à la formation des municipalités et enfin ils seront soumis à l'obligation du serment. ³

Dès la fin mars, ils se mettent courageusement à l'ouvrage, toujours par monts et par vâux, discutant, conseillant et réussissant par la persuasion à mener à bien une œuvre ingrate et difficile. Le 19 avril, Montgolfier déclare qu'il n'en peut plus. Depuis six heures du matin, il explique ce qui est plus clair que le jour : « Je crois qu'ils se sont donné le mot pour me tenir en haleine et voir s'ils me tueront à force de me faire parler ⁴. Après avoir fait enregistrer leur commission au siège des deux sénéchaussées, ils se réunissent le 17 mars, à Privas, chef-lieu du futur département, « pour se concerter et se diviser le travail ». Pampelonne se charge des districts de Privas et de Villeneuve-de-Berg ; Duclaux se réserve ceux d'Aubenais et de Largentière et Montgolfier garde tout le haut Vivarais ⁵. Dans une lettre collective ⁶, ils prescrivent à chaque municipalité d'établir de suite et d'envoyer au plus tôt la liste de tous les citoyens actifs et éligibles de leur communauté.

Les autorités locales mettent un louable empressement à déférer sans retard aux demandes des commissaires et, dès les premiers jours d'avril, leur transmettent tous les éléments d'information. Beaucoup de paroisses, sans doute, pour simplifier leur tâche, se bornèrent à recopier le relevé souvent fort inexact des listes dressées à la hâte par les anciennes municipalités, mais beaucoup aussi eurent à cœur de les revoir, de compléter les lacunes et de

1. Moniteur réimpr. T. 3 p. 734-735.

2. Arch. nat. F 1 b II Ardèche 1.

3. Le 17 avril, Montgolfier, après réception de la lettre de St Priest du 4 avril, quitte précipitamment Charmes pour Privas afin de prêter devant la municipalité du chef-lieu le serment exigé. Arch. nat. F 1 c III Ardèche 10.

4. Lettre de Montgolfier du 19 avril 1790. Arch. nat. D iv 17.

5. Lettre des trois commissaires à St Priest le 27 mars. Arch. nat. F 1 b II Ardèche 1.

6. Lettre imprimée s. l. n. d. Arch. nat. F 1 b II Ardèche 1.

corriger les erreurs. Certaines même, après un premier envoi, voulurent les modifier encore pour y faire de nouvelles inscriptions.

Nulle part, on ne vérifia avec rigueur les conditions requises pour prendre part au vote. La liste d'Arlebosc ¹ comprend des citoyens qui n'ont pas l'âge ou ne paient pas la contribution exigée. Vernoux réduit le taux de la journée de travail de 20 à 16 sous et voit le chiffre de sa première assemblée primaire passer de 610 à 664 ² citoyens actifs. Les maires du canton de Villevocance augmentent le nombre des citoyens actifs sans prévenir le commissaire du roi ³. Tout le monde y trouvait son avantage, et les officiers municipaux, qui avaient des ambitions électorales, et les communes, qui pensaient accroître leurs chances d'obtenir un établissement administratif ou judiciaire. Nulle part, cependant, on ne poussa si loin l'exagération que dans le bas Vivarais. Les deux seuls cantons de Largentière et de Joyeuse présentèrent une addition de 5.300 citoyens actifs, alors que le total des cinq cantons du district ne dépasse pas 3774 à Tournon, 4.548 à Annonay et 4.789 à Vernoux ⁴. Le fait ne passa pas inaperçu, les commissaires s'en inquiétèrent ⁵ à plusieurs reprises, mais, pour ne pas retarder les opérations, ils évitent de souligner et de dénoncer ces irrégularités.

On compte 41.946 citoyens actifs dans le département, qui, d'après les décrets, auraient dû se répartir en 70 assemblées primaires de 600 membres chacune. En tenant compte du privilège des villes d'avoir une ou plusieurs assemblées particulières, les commissaires en convoquèrent 76, dont 15 spéciales aux villes et 61 pour les campagnes. A la suite des conflits qui éclatèrent et des scissions qui s'ensuivirent à Andance, à Charmes, à Thueyts, etc... ce chiffre s'éleva à près de 80 ⁶. Pour hâter la mise en activité du département, toutes doivent tenir leur session au mois d'avril ⁷, mais à des dates

1. Lettre de Montgolfier à St Priest, 1^{er} mai, transmettant la protestation du maire d'Empurany contre les irrégularités de la liste d'Arlebosc. Arch. nat. Fic III Ardèche 1.

2. Une autre liste donne 627. Arch. nat. F 1 C III Ardèche 1.

3. Lettre de Montgolfier à St Priest le 15 avril 1790. Arch. nat. F 1 C III Ardèche 1.

4. Résumé du nombre des citoyens actifs formant les assemblées primaires des cantons du département de l'Ardèche. Arch. nat. F. 1c III Ardèche 1. Souvent cette liste ne coïncide pas avec l'état nominatif des citoyens actifs, même liasse.

5. Montgolfier 15 avril 1790. Duclaux 21 avril. Arch. nat. Fic III Ardèche 1 et 10.

6. Arch. nat. F 1c III Ardèche 1.

7. Tableau des époques auxquelles sont convoquées les assemblées primaires des districts d'Annonay, Tournon et Vernoux. Arch. nat. F 1B II Ardèche 1.

diverses, pour permettre au commissaire de se rendre au chef-lieu de chaque réunion. Des difficultés imprévues, dont quelques-unes provenaient de la mauvaise volonté des communautés, obligèrent un certain nombre d'assemblées à suspendre leurs séances et à renvoyer à plus tard leurs élections en attendant la solution du différend.

Presque tous ces litiges ont pour cause l'emplacement des assemblées ou la répartition des paroisses dans les cantons. Vau-devant et Pailharez ne veulent pas aller voter à Satillieu et à Desaignes de peur de créer un précédent contraire à leurs intérêts. Pour les mêmes raisons, Sarras et Talencieux refusent de se rendre à Andance. Les commissaires commentent les décrets et expliquent aux citoyens que le meilleur moyen d'obtenir satisfaction est d'obéir à la loi, en faisant insérer leurs revendications dans le procès-verbal. Parfois, ce sont des rivalités locales, des haines traditionnelles de village qui arrêtent les opérations. Bozas, à aucun prix, ne veut se réunir à Arlebosc, ni Beauchastel à Charmes.¹ Quand l'amour-propre et l'ambition ne sont pas en jeu, les obstacles sont facilement aplanis. Les commissaires modifient les lieux de réunion et les groupements de paroisses et, à l'occasion, savent fermer les yeux sur quelques légères illégalités que l'Assemblée électorale aura à apprécier.² Montgolfier convoque Bozas à St Félicien et tolère la scission de Sarras et de Talencieu et Duclaux permet aux électeurs des environs de Thueyts de voter à Mayres.³ Mais les commissaires ont besoin de beaucoup de diplomatie, de patience, d'esprit de conciliation et parfois d'énergie pour vaincre l'obstination et l'entêtement de certaines communautés.

Les conflits les plus aigus éclatent à Annonay et à Thueyts. Montgolfier avait placé la troisième assemblée du canton d'Annonay à Boulieu et, malgré quelques contestations, les élections eurent lieu le 12 avril.⁴ Aussitôt les bourgeois d'Annonay de protester et de prétendre que cette convocation est illégale. Ils veulent obliger Boulieu à venir recommencer ses élections au chef-lieu de canton.

1. Arch. nat. F1c III Ardèche 1.

2. Elections par acclamations à Jaujac, nominations de suppléants par délibérations particulières, doubles élections à Viviers, Montpezat, Meyras, Rochemaure, Empurany. Cf) procès-verbal de l'assemblée électorale. Arch. nat. F1c III Ardèche 1.

3. Correspondance de Duclaux avec St Priest. Lettres des 28 avril et 9 mai. Arch. nat. F1c III Ardèche 10.

4. Lettre de Montgolfier du 15 avril 1790.

Boulieu refuse et Montgolfier n'insiste pas pour l'y contraindre. Annonay, qui a peur que cet acte d'indépendance ne soit le prélude d'une scission, en appelle au Comité et à l'Assemblée nationale et demande la révocation du commissaire. La décision du Comité, en réservant les droits d'Annonay sans condamner l'attitude de Boulieu, ne satisfait personne. Les Annonéens s'exaspèrent et persistent dans leur résistance passive. Il fallut les menacer de tenir l'Assemblée du département sans le concours de leurs délégués pour les obliger, le 21 mai, à désigner leurs électeurs.¹

A Thueyts, un avocat, du nom de Daizac, qui avait déjà soulevé la population au moment de la Jacquerie, a créé une grande fermentation dans le pays. Les paysans ne jurent que par lui. Sur son conseil, ils ne veulent pas de canton, parce qu'ils « se sont persuadé qu'on voulait leur donner 3 ou 4 juges, beaucoup de procureurs, et, comme ils avaient été, disent-ils, assez vexés par cette engeance, ils n'en voulaient plus. »² Ils demandent le renvoi au 9 mai pour aller consulter Daizac qui est dans les prisons de Villeneuve-de-Berg. Ils ne veulent que lui comme président et comme député, mais surtout, à aucun prix, ils ne laisseront tenir chez eux une assemblée de canton. Devant cette obstination, les autres paroisses font scission et se réunissent à Mayres le 24 mai, et Thueyts, le 3 juin, se décide enfin à procéder à ses élections particulières.

Le haut Vivarais avait fini ses opérations le 21 mai, Villeneuve de Berg et Privas avaient été encore plus diligents puisque, le 12 mai, Pampelonne annonçait³ que tout était terminé sans incidents graves dans ces deux districts. Duclaux avait rencontré de grosses difficultés à Joyeuse, à Thueyts, à Jaujac, mais, en somme, s'il y avait eu çà et là un peu d'effervescence, quelques rixes,⁴ on n'avait nulle part signalé de troubles sanglants. A Charmes⁵, cependant, les animosités particulières avaient tellement divisé les esprits qu'il fal-

1. Correspondance de Montgolfier avec St Priest 10, 15, 26, 29 avril et 1, 9, 12, 15 mai 1790. Arch. nat. F¹ c III Ardèche 1 et 10. Extraits des procès verbaux des assemblées primaires des Récollets et des Cordeliers d'Annonay et réponse du Comité de Constitution. Arch. nat. Div 17.

2. Lettre de Duclaux au comte de St Priest du 28 avril 1790. Arch. nat. F¹ c III. Ardèche 10.

3. Lettre de Pampelonne à St Priest 12 mai 1790. Arch. nat. F¹ c III. Ardèche 1.

4. A St Félicien le 27 avril entre les citoyens d'Arlebosc et d'Empurany. Lettre de Montgolfier du 1^{er} mai. A Serrières le 12 avril. Lettre du 25 avril. Arch. nat. F¹ c III ardèche 1.

5. cf) procès-verbal de l'assemblée primaire de Charmes. Arch. Ard. L789.

lut dissoudre l'assemblée. Les paysans avaient pénétré dans l'église avec des pistolets et des poignards et ce ne fut pas sans peine qu'on parvint à désarmer quelques énergumènes.

Malgré les mauvais chemins, les rivières débordées ¹ et l'urgence des travaux des champs, l'affluence à ces assemblées est considérable. Sans doute, les abstentions sont plus nombreuses qu'aux élections municipales : l'intérêt est moindre et la perte de temps et la fatigue sont plus fortes. Les procès-verbaux mentionnent aux premiers scrutins presque les deux tiers des inscrits ², mais les formalités préliminaires trop longues de l'élection du président, secrétaire et scrutateurs, qui prennent une grande partie de la journée, lassent et découragent la bonne volonté et la patience des citoyens. Très souvent, lors de la désignation des électeurs, beaucoup de paysans sont déjà partis, ne voulant pas faire les frais d'une nuit à l'auberge ³. Il ne reste plus aux derniers scrutins que quelques habitants du chef-lieu. Le chiffre des votants n'atteint pas alors le dixième et parfois le vingtième des inscrits. A Charmes, on compte 49 bulletins pour 745 citoyens actifs et 45 à Villeneuve sur 546 ⁴.

Les opérations finissent ordinairement très tard dans la nuit. Villevocrance clôt son procès-verbal à 3 heures du matin, Satillieu à 4 heures, Colombier n'avait pas encore levé la séance à l'aube ⁵ au départ de Montgolfier pour Tournon ⁶.

L'absence de liste complète ne permet pas de se faire une idée précise de la qualité des élus, mais, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, on constate une forte proportion de jeunes gens, sans doute parce qu'ils témoignent plus d'entrain pour les idées nouvelles. Si on signale des éliminations de nobles dans les villes, on note cependant l'élection de La Tourrette à Tournon, de Lachadenède à Vallon, de Vinezac et Tauriers à Largentière, de

1. L'assemblée de Colombier le Jeune est retardée par les inondations. Lettre de Montgolfier à St Priest 15 avril 1790.

2. A Aubenas 251 votants sur 477 citoyens actifs ; à Villevocrance 295 sur 546 ; à Boulieu 410 sur 659..... Arch. Ard. L 789.

3. cf) protestation du maire d'Empurany contre le renvoi au lendemain de l'assemblée de St-Félicien. Lettre de Montgolfier du 1^{er} mai. Arch. nat. Fi CIII Ardèche 1.

4. Arch. Ard. I. 789.

5. Correspondance de Montgolfier. Arch. nat. Fi CIII Ardèche 1 et 10.

6. Les avances faites par Montgolfier, Pampelonne et Duclaux, au sujet des assemblées primaires, s'élèvent à 1836 l. 18 s. cf) pétition des 3 commissaires. Arch. Ard. L 798. Ils ne furent payés qu'à la fin janvier 1791. cf) Délibération de l'assemblée administrative du département, séance du 22 janvier 1791. Arch. Ard. L 106.

Dayme, de la Sagne et de Missolz à Annonay ainsi que d'un certain nombre de gentilshommes et d'agents des seigneurs dans les paroisses rurales. Quelques curés¹ président les assemblées primaires², beaucoup sont choisis comme scrutateurs et un certain nombre, surtout dans la montagne, sont désignés comme électeurs³. Il ne semble pas que, dans ces assemblées primaires, il y ait eu vraiment lutte entre patriotes et adversaires. Comme pour les élections municipales, ce sont surtout les influences personnelles et locales qui décident du choix des citoyens. On peut cependant noter une recrudescence de l'hostilité des campagnes contre les villes, des paysans contre les bourgeois, et les patriotes avancés n'hésitent pas à accuser les aristocrates de favoriser ou d'exciter ces rivalités au profit de leurs ambitions⁴.

Parmi les vœux exprimés dans les procès-verbaux, la plupart se rattachent à des modifications à faire dans la répartition des paroisses dans les cantons. Très peu s'occupent des districts. Quelques centres cependant se prononcent en faveur des alternats. Un peu partout on retrouve les réclamations de l'année précédente sur les chemins, les droits féodaux, les maisons de charité, les écoles⁵. En somme, ces élections ne dénotent pas une transformation sensible dans l'état d'esprit du pays.

L'assemblée électorale pour la formation de l'administration départementale avait été fixée à Privas le 29 mai⁶. Malgré la distance et les dépenses, les électeurs, flattés du choix dont ils étaient l'objet, mirent beaucoup d'empressement à répondre à la convocation des commissaires du roi. Si l'appel nominal ne mentionne le premier jour que 388 présents sur 431 électeurs, ce chiffre sera renforcé par

1. Le 20 mars 1790, le curé de St Fortunat, Deleuze, se plaint de ne pas être porté sur la liste des citoyens actifs. Millot, maire, craint qu'il n'ait trop d'influence sur l'Assemblée. Arch. nat. D. iv 17. Deleuze fut en effet désigné comme électeur.

2. Tournais, curé de Serrières, préside l'assemblée de Serrières. Arch. nat. Fi CIII Ardèche 10. Luiton, curé de Mauves, la seconde de Tournon ; Demeure, curé de Villevocation, celle de Villevocation. Arch. nat. Fi CIII Ardèche 1.

3. 4 à Montpezat, 2 à Burzet, 1 à Bannes, 1 à Boulieu, 1 à Annonay, 1 à Serrières, 1 à Andance, 1 à Colombier le Jeune, 1 à Vernoux, 1 à Desaignes, 1 à Coucouron, 4 aux Vans, 2 à Joyeuse, 1 à Viviers, 1 à St Etienne de Lugdarès, etc... Arch. nat. Fi CIII Ardèche 1. Beaucoup d'électeurs d'ailleurs ne sont pas désignés par leurs titres.

4. Delichères, manuscrit p. 59.

5. Arch. Ard. L 267.

6. Duclaux aurait voulu la retarder d'une quinzaine de jours pour permettre la récolte des cocons. Lettre de Duclaux à Montgolfier s.d. Arch. nat. Div 17.

un certain nombre de suppléants qui seront admis après la vérification des pouvoirs et par l'arrivée de quelques députés retardataires de Thueyts et de Joyeuse. Au dernier scrutin pour l'élection du procureur général syndic, malgré le départ de quelques délégués pressés de rejoindre leur exploitation ou leur commerce, on comptera encore, le 8 juin, 392 votants ¹.

L'Assemblée de Privas était composée de citoyens sincèrement attachés au nouvel ordre de choses, mais étrangers en grande majorité à la pratique des affaires. A part quelques nobles et bourgeois qui entraient aux Etats du Languedoc et du Vivarais, la plupart étaient des hommes de loi ou des paysans, maires ou officiers municipaux, qui n'avaient pu se former à l'administration dans un délai aussi court ou dans le cadre trop restreint de leurs communautés. Cette assemblée avait à nommer les administrateurs du département et à donner son avis sur une série de questions administratives, économiques et même politiques. Ce double but ne fut pas atteint sans difficulté.

Le choix des administrateurs était d'autant plus malaisé que les électeurs, venus de tous les coins du département, ne se connaissaient pas entre eux et qu'aucune personnalité marquante n'émergeait de la masse et ne s'imposait aux suffrages. Les bourgeois et les hommes de loi formaient un groupe compact d'ardents patriotes qui se croyaient tout désignés pour constituer les nouveaux corps administratifs. Mais ces ambitions, qui se manifestent un peu naïvement dès l'ouverture de l'assemblée, n'ont d'autre résultat que d'accentuer les préjugés et les susceptibilités de classe, de ressusciter les vieilles querelles locales et d'aviver les défiances des paysans ². Forts de leur nombre, ces derniers n'entendent pas avoir secoué le joug des aristocrates pour retomber sous la fêrule des bourgeois, et il sont bien décidés à ne pas se laisser brider par cette oligarchie d'un nouveau genre. A l'occasion, ils s'y opposeront même par la force et la violence.

A côté d'eux, quelques gentilshommes libéraux tendent à se poser en médiateurs, tout en s'efforçant de profiter de cette rivalité aiguë des villes et des campagnes. Ils forment un petit groupe discret et avisé qui réussit à se créer des intelligences dans tous les milieux. Il peut escompter en particulier l'appui sans réserve de la

1. Procès-verbal de l'assemblée électorale 9 juin 1790. Arch. nat. Fi bu Ardèche 1.

2. Manuscrit de Délichères p. 47

plupart des curés qui, eux aussi, partagent l'hostilité des paysans contre l'audace et la turbulence des patriotes citadins. Ce n'est pas que ces anciens privilégiés fussent au début très sympathiques. Delichères nous assure que nobles et curés étaient vus d'assez mauvais œil à l'ouverture des séances, mais la finesse de leur esprit et la prudence de leurs démarches fortifient leur autorité et, si quelques exaltés, comme le prieur de Chambonas, par leur violence de langage, s'aliènent les esprits, la modération souriante d'un de Besses captive même ses adversaires. La Tourrette et Lachadenède font preuve de beaucoup de tact et d'habileté. Malgré la suspicion dont il se sentait l'objet, La Tourrette « ne se découragea pas. Soutenu par un grand nombre d'électeurs de ses terres, qui étaient ses agents, Pourret entre autres, il se montrait peu, était modeste, prévenant et très honnête. » Lachadenède, député de Vallon, jouait le même rôle. Plus au courant des affaires, plus roués, ils savent intervenir au moment opportun et acquièrent rapidement, au grand scandale des patriotes, une immense notoriété qui vaut à La Tourrette d'être nommé président de la commission et à Lachadenède d'être choisi comme rédacteur de l'adresse aux citoyens du Vivarais.¹

Par un sentiment de défiance à l'égard des beaux parleurs et pour ne pas perdre un temps précieux, l'assemblée décide, dès le premier jour, de n'écouter² ni discours ni harangue. La vérification des pouvoirs ne soulève pas d'incident grave, non plus que la constitution du bureau³ et la nomination des scrutateurs. Mais l'inexpérience de l'assemblée se manifeste bientôt par une avalanche de motions et de pétitions diverses. Les uns cherchent à faire prévaloir les vues de leurs commettants au sujet des districts ou des cantons; d'autres présentent des observations sur les travaux publics, les droits féodaux, les impôts, les assignats. L'assemblée est submergée, désarmée. C'est le désordre inextricable, le fouillis, le chaos. Et impossible, au milieu de ces discussions qui renaissent, s'apaisent et rebondissent sans cesse, de mener à bien les élections des administrateurs du département.⁴

Sur l'initiative de quelques esprits pondérés, les électeurs, pour mettre un peu d'ordre dans leurs opérations, décident enfin, le 31

1. Manuscrit de Delichères p. 48-60

2. Manuscrit de Bernard de St Arcons. Fonds Mazon chron. T. 14

3. Dereboul, futur député à l'Assemblée législative, fut nommé président et Blanc secrétaire. cf. procès-verbal de l'assemblée électorale

4. Manuscrit de Delichères p. 52 et procès-verbal de l'assemblée

mai, de former une commission de deux membres par canton, qui étudiera les propositions diverses et en fera le rapport à l'assemblée. La commission devait comprendre 74 membres des 37 cantons, mais, par souci d'égalité et pour éviter toute apparence de favoritisme à l'égard du district d'Aubenas qui avait 7 cantons, on décida de limiter la commission à 10 membres par district et de réduire de 7 à 5 les cantons d'Aubenas. Et, pour bien marquer le désir de fusion et d'union, on proclame solennellement qu'il n'y aura plus désormais de distinction entre le haut et le bas Vivarais ; l'assemblée, déclare le procès-verbal, « bannit à jamais de son sein toute aristocratie ¹. »

Dès lors, l'assemblée s'occupe exclusivement des élections. Sa tâche, bien que restreinte et délimitée, souleva encore de laborieuses et pénibles discussions. D'après les prescriptions de l'Assemblée nationale ², les électeurs, pour former l'administration du département, devaient prendre deux membres dans chaque district et choisir ensuite les autres administrateurs sans distinction de région. Les patriotes ardents, comme Delichères, et les hommes de loi pressaient leurs concitoyens de s'en tenir à la lettre des décrets. Leur attitude n'était pas entièrement désintéressée ni animée du seul souci de la légalité. Plus connus que les députés des campagnes, ils avaient plus de chance d'être nommés, si les élections se faisaient en conformité avec la loi. Mais les paysans avaient deviné ces arrière-pensées. Craignant de n'avoir aucune part à l'administration, redoutant que le choix, dirigé par la cabale, ne tombât exclusivement sur les villes ou ne fût trop inégalement réparti sur certains centres, à l'exclusion des autres, ils « s'opposèrent avec tumulte et menaces » à l'observation des décrets ³. St Arcons précise qu'ils s'étaient munis de pistolets pour pouvoir, le cas échéant, appuyer leurs prétentions d'arguments plus énergiques ⁴.

Les protestations, faites par quelques citoyens contre tout écart illégal, surtout dans ce premier usage de la liberté, et en violation des serments qu'ils venaient de prêter, parurent, tout d'abord, faire impression sur les électeurs. Un instant, on put croire que la cause de la légalité était gagnée. Mais « ce consentement fut bientôt révoqué » ⁵. Au moment du vote, les paysans exigent qu'un nombre

1. Procès-verbal, séance du 31 mai.

2. Moniteur réimpr. T. 2 p. 195, 196.

3. Manuscrit de Delichères p. 48, 49.

4. Manuscrit de Bernard de St. Arccons. Fonds-Mazon. chron. 14.

5. Manuscrit de Delichères, p. 49.

égal d'administrateurs soit pris dans chaque district. A cette condition, ils acceptent que tous les électeurs du département concourent à cette nomination. Cette mesure de conciliation, qui n'était pas en contradiction avec la loi, fut accueillie. En conséquence, le 31 mai, on décida ¹ que chaque district aurait cinq administrateurs et que le 36^{me} serait réservé au district le plus populeux, celui de Largentière. Le lendemain, la majorité rurale précisa, malgré l'opposition urbaine, que ces administrateurs seraient pris un par canton ².

Le 2 juin, on commença l'élection par le district d'Annonay. Les voix étaient recueillies et le dépouillement commencé ; mais alors, « soit que quelques électeurs de ce district fussent fâchés de n'avoir pas été nommés, soit qu'on craignit que M. de la Tourrette ne le fût pas par la totalité de l'assemblée pour le district de Tournon, on intrigua de nouveau.... » ³. Les paysans, appuyés, insinue Delichères, par les curés et les aristocrates, firent valoir qu'ils ne connaissaient pas les citoyens des cantons éloignés et qu'« avec un pareil mode de scrutin, ils ne pourraient pas faire des choix sur lesquels ils fussent tranquilles » ⁴. Ils exigèrent le 3 juin, « avec la plus grande chaleur, que le scrutin général pour Annonay fût brûlé » et qu'il fût procédé à de nouvelles élections « où chaque canton ou du moins chaque district concourrait seul » ⁵ à l'élection de ses administrateurs. D'autres électeurs demandaient avec la même passion l'observation du règlement et menaçaient de faire scission ⁶. Allier, le prieur de Chambonas, se distingua par sa violence contre les partisans du « texte judaïque de la loi » ⁷. L'agitation et le tumulte furent tels qu'on dut lever la séance.

Le 4 juin, la même diversité d'opinions se manifesta. Le peuple s'exaspérait, les menaces pleuvaient de toute part, on commençait à brandir les pistolets. Les patriotes intransigeants comprirent qu'ils devaient « céder à la volonté d'un peuple qui veut le bien, mais qui ne connaît pas les bornes d'une sage liberté » ⁸. Une heu-

1. Procès-verbal de l'assemblée électorale.

2. Procès-verbal, séance du 1^{er} juin.

3. Manuscrit de Delichères, p. 49.

4. Ibidem, p. 48.

5. Lettre des commissaires à St-Priest du 5 juin 1790. Arch. nat. F 1 C III, Ardèche 1.

6. Manuscrit de Delichères, p. 50. « J'avais dressé une protestation que beaucoup devaient signer et nous retirer ».

7. Manuscrit de Delichères, p. 59.

8. Lettre des commissaires du 5 juin.

reuse intervention de l'abbé de Besses acheva de ramener le calme ¹. On brûla le scrutin d'Annonay et les districts se séparèrent pour procéder isolément à l'élection de leurs administrateurs. On avait perdu six jours en vaines discussions, mais le 5 et 6 juin, les élections ² furent terminées sans nouveaux incidents.

Il n'y eut de lutte ardente et passionnée que pour la nomination du procureur général syndic. Les électeurs du haut Vivarais, qui ont à se plaindre de la longue prépondérance du bas Vivarais dans l'ancienne administration, sont bien résolus à mettre tout en œuvre pour s'assurer, cette fois, l'avantage et le prestige du « syndicat ». Ils rachètent l'infériorité du nombre par l'intelligence, la valeur et l'autorité de leurs chefs et par l'union et la discipline de leurs troupes. Quand il s'agit de l'intérêt commun, ils savent oublier leurs dissensions intestines et faire bloc contre le bas Vivarais plus désuni. Ils ont déjà obtenu un gros succès en portant La Tourrette à la présidence de la commission.

Comme procureur général syndic, ils présentaient aux suffrages Lombard de Quincieux. Ils menèrent auprès des électeurs une propagande fort active et très habile et faillirent réussir, sans éveiller les soupçons, à surprendre la majorité en faveur de leur candidat. Au premier tour, il ne manqua que quelques voix à de Quincieux pour être élu ³. Si le Cheylard avait su faire taire ses légitimes griefs, le haut Vivarais triomphait. Mais le Cheylard, par représailles contre les députés du haut Vivarais qui l'avaient oublié, lors de la distribution des établissements administratifs, refusa son concours au candidat d'Annonay. La proclamation des résultats du premier scrutin révèle l'intrigue. Les patriotes d'Aubenas organisent une vive campagne contre Lombard de Quincieux. Pour secouer l'apathie de leurs concitoyens du midi, ils font ressortir que la perte « du syndicat » serait une déchéance pour eux et une sérieuse atteinte à leurs intérêts. Ils réveillent les vieilles querelles de clocher, attisent les petites jalousies locales et parviennent, au deuxième tour, à rallier un bon nombre d'électeurs à la candidature de Dalmas. « Cette réunion ne fut pourtant pas générale et beaucoup, à qui Dalmas ne plaisait pas, persistèrent à l'écarter », mais, « au troisième tour de scrutin, la nécessité de décider entre l'un des

1. Manuscrit de Delichères, p. 60.

2. Les résultats furent proclamés le 7 en assemblée générale. cf) procès-verbal.

3. Manuscrit de Delichères, p. 50.

deux concurrents donna l'avantage à M. Dalmas ¹ », qui fut élu par 235 voix contre 157 à Lombard de Quincieux ².

« L'Assemblée nationale, écrit Dalmas ³, le 13 juin, ne manquera pas de saisir les vices et les irrégularités considérables qui ont eu lieu dans l'élection des 36 administrateurs. Elle verra qu'il n'y a eu d'élection légale, selon ses décrets, que celle des officiers de l'assemblée et la mienne. Ces contraventions ont été vainement improuvées par la partie la plus saine des électeurs ; il a fallu céder au vœu de la multitude et éviter une scission funeste au bien public et dont les moindres suites auraient été le retard de la formation des corps administratifs, que les bons citoyens devaient s'empresser d'accélérer. Heureusement, cette faute n'a pas empêché de faire de bons choix. Les électeurs de chaque district n'ont appelé à l'administration que des sujets dignes de l'estime et de la confiance publique ». St-Arcons ⁴ remarque qu'on nomma de préférence des agriculteurs, parce qu'on les crut plus intéressés à maintenir le bon ordre et la répartition égale des impôts.

Parallèlement aux séances de l'assemblée électorale, la commission, sous l'habile direction du marquis de la Tourrette, avait poursuivi ses travaux et fait œuvre utile loin de la cohue et des passions de la foule. Son but était d'étudier les adresses et réclamations des électeurs et d'en présenter le rapport à l'assemblée. Sous l'influence des ruraux et par souci de ménager les deniers publics, elle fut amenée à préparer une nouvelle division du département. Le luxe d'établissements nouveaux prévus par l'Assemblée nationale exigeait un personnel nombreux et imposait au pays de lourdes dépenses pour les frais d'administration. Ce système très coûteux choquait le goût inné du paysan pour l'économie. La réduction des districts fut cependant d'initiative bourgeoise. Proposée par Gleizal ⁵, elle fut chaleureusement accueillie par les ruraux, mais vivement combattue par la plupart des hommes de loi, qui craignaient de voir réduire les places offertes à leur ambition. Delichères, Pourret, Lombard insistèrent vainement pour faire renvoyer à

2. Ibidem....

3. Procès-verbal de l'assemblée électorale, séance du 9 juin.

1. Lettre de Dalmas au président de l'assemblée nationale du 13 juin 1790, Arch. nat. F¹ C III Ardèche 1.

2. Manuscrit de Bernard de St-Arcons. Fonds Mazon, Chr. T. 14.

1. Manuscrit de Delichères, p. 52.

plus tard cette réorganisation ¹, mais beaucoup d'autres, devant le sentiment clairement manifesté de la majorité, n'osèrent pas les soutenir et une sous-commission composée de sept membres ² fut chargée de la réaliser.

On voulut tenir compte à la fois de la population et du territoire « afin de faire trois portions aussi rapprochées de l'égalité qu'il serait possible » ³. Les commissaires convinrent de donner aux districts les dénominations « des montagnes les plus apparentes » : le Mézenc, le Coiron, le Tanargue.

Le haut Vivarais commença par s'adjuger toute la région du Nord jusqu'à concurrence du tiers. Une fois pourvu, il laissa contester tranquillement entre les intéressés la division du surplus. Elle souleva de grosses difficultés, car « l'intérêt particulier dirigeait tous les plans » ⁴ et chaque délégué ne songeait qu'à soutenir les prétentions de sa cité. Delichères, qui se plaint amèrement des arrière-pensées de ses collègues, ne perd pas de vue, lui non plus, les ambitions d'Aubenas.

« On avait jeté, écrit-il, Aubenas et une partie de son canton dans le district du Tanargue et on le bornait dans cette partie par la rivièred'Ardèche, de manière que Ucel et St-Privat demeuraient à celui du Coiron ainsi que le canton d'Antraigues..... La jalousie avait dicté ce projet. On cherchait à priver Aubenas de tout établissement en le plaçant à l'extrémité de son district. Les Vans, St-Etienne de Lugdarès auraient-ils consenti qu'on eût placé à Aubenas l'administration ou le tribunal ? Les autres villes ne se seraient-elles pas aidées de l'inconvénient de sa position pour attirer tout à elles avec moins de ressources ? Quel triomphe pour nos villes voisines qui n'ont cessé de voir d'un œil d'envie les avantages que nous avons et qu'elles ne peuvent se dissimuler ! Après beaucoup de débats pour obtenir que les cantons de Vesseaux et d'Antraigues demeurassent au Tanargue, n'ayant pu réussir, je demandai qu'Aubenas

1. « Je m'opposai fortement à cette proposition et je dis que les charges de l'administration et les frais des tribunaux, pouvant être répartis sur la masse générale de l'état, ce ne serait point un objet d'économie pour le département, si les autres ne demandaient point la réduction de leurs établissements, que cette réduction serait nécessitée dans quelques années. ... » Manuscrit de Delichères, p. 52.

2. « Ces commissaires étaient : Sanglier, Lombard, de Besse, Vacher, Michel, O'Farrell et moi »,... Manuscrit de Delichères, p. 54.

3. Manuscrit de Delichères, p. 54.

4. Manuscrit de Delichères p. 54.

et son entier canton fussent jetés dans le district du Coiron et je prouvai que le Tanargue avait encore 8.000 âmes de population de plus et infiniment plus encore de territoire et que l'égalité exigeait cet arrangement. Les électeurs de Villeneuve et de Privas s'y opposèrent, redoutant la concurrence d'Aubenas, mais ceux de Largentière, des Vans et de Joyeuse furent empressés de l'adopter pour les mêmes motifs.... Cette opération me donna bien de l'inquiétude. Mes collègues ne m'aidaient point et je pressentais que tous les reproches de ma commune, dans une division désavantageuse, retomberaient sur moi.... ¹ ».

La formation des 12 cantons de chaque district provoqua de nouveaux débats assez mouvementés, mais, le 7 juin, le travail était terminé, et la commission faisait approuver, le 8 juin, par l'assemblée électorale, la nouvelle division du département en trois districts² et 36 cantons, sous le bon vouloir de l'Assemblée nationale.

Sur le rapport de sa commission, l'assemblée électorale s'occupe encore d'autres questions administratives, économiques et politiques. C'est ainsi qu'elle proteste contre la mutilation que l'Assemblée nationale a fait subir au pays de Vivarais, elle appuie les réclamations de Pradelles et combat les prétentions du Dauphiné sur les îles et créments du Rhône³. Par souci de justice et d'égalité, elle étend le principe de l'alternat des directoires du département et des districts entre toutes les villes qui seraient susceptibles de les recevoir⁴. Malgré l'opposition des hommes de loi, elle déclare que, si on établit des tribunaux de département, un seul est suffisant pour l'Ardèche, sans aucune division. En revanche, elle voudrait l'institution dans chaque municipalité d'un tribunal qui jugerait, souverainement et sans appel, les procès au-dessous de cent livres⁵.

Sous l'influence des paysans, on pose encore la question des droits féodaux, qui tient tant à cœur aux habitants des campagnes. Le rachat, tel qu'il a été voté, est inefficace et impossible dans le département. Pour faciliter et hâter l'extinction de ces droits si odieux, l'assemblée électorale demande « la séparation du rachat de la redevance annuelle d'avec celui du droit de lods, de manière que

1. Manuscrit de Delichères p. 56-57.

2. Arch. nat. registre D iv bis 8. Limites précises de chaque district et registre D iv bis 1 tableau des cantons de chaque district.

3. Procès-verbal de l'assemblée électorale. Séances des 1, 4, et 8 juin 1790.

4. Procès-verbal, séance du 7 juin 1790.

5. Procès-verbal, séance du 9 juin.

l'un soit indépendant de l'autre », et surtout, elle insiste sur la diminution du prix fixé par l'Assemblée nationale ¹. Sur l'intervention de Gamon, porte-parole des patriotes, elle appuie les protestations de Joyeuse et d'Aubenas contre les libelles répandus avec profusion dans le pays contre l'Assemblée nationale et elle réproouve la délibération des soi-disant catholiques de Nîmes et d'Uzès ². Enfin, elle fait siennes deux adresses : l'une aux citoyens du département, rédigée par Lachadenède ³, et l'autre à l'Assemblée nationale, œuvre de Dalmas.

En somme, cette première réunion des électeurs nous offre le spectacle d'une assemblée houleuse et bruyante, inquiète et inexpérimentée, prodigue de paroles d'union et de démarches extérieures de bonne fraternité, mais agitée de rivalités très puissantes, qui excitent et aigrissent les esprits et qui risquent de faire tourner la discussion en une confusion inextricable et sans issue. Fort heureusement quelques hommes, d'esprit rassis et pratique, réussissent à lui suggérer, puis à lui imposer, une discipline qui lui permet de mener à bien ses opérations. L'Assemblée de Privas représente bien l'opinion moyenne d'un pays essentiellement agricole et pauvre, aussi économe des deniers publics que des siens propres, mais défiant des beaux parleurs et des empiètements d'autrui. La plupart de ses décisions témoignent de l'influence des paysans et de leur hostilité contre les villes, les bourgeois et les hommes de loi. Si la voix des ruraux a été étouffée lors des assemblées de sénéchaussée, ils prennent leur revanche cette fois-ci et leur attitude montre que si la politique les laisse indifférents, ils sont, par contre, très chatouilleux en ce qui concerne leurs droits et surtout leurs intérêts pécuniaires.

Les assemblées de district ne soulevèrent pas de débats aussi passionnés. Les électeurs, pressés d'en finir, auraient voulu, pour éviter une perte de temps précieux et de lourdes dépenses, procéder

1. Procès-verbal, séance du 7 juin. Les possesseurs de droits féodaux tentèrent vainement de s'opposer à cette pétition. cf) Discours d'un électeur du département de l'Ardèche à l'assemblée des électeurs pour empêcher la pétition de cette assemblée. impr. 16 pages s. l. n. d. Arch. nat. A. D xvi 20 et il conclut ainsi : « Il faut être franc, M.M., il faut, quand on convoite le bien d'autrui et qu'on est fort, agir en brigands et non en filous ».

2. Procès-verbal, séance du 6 juin.

3. Arch. nat. A D xvi 20, impr. juin 1790. 9 p. Bourg-St-Andéol Guillet. « Le département est formé, l'anarchie va cesser respectez les victimes de la Révolution et ne les soupçonnez pas. La défiance aigrit et divise les âmes, la confiance seule adoucit le malheur et rallie les opinions. »

à Privas même à la désignation de leurs administrateurs ¹. Les commissaires du roi s'y opposèrent. La loi ² était formelle : les délégués devaient se rassembler au chef-lieu de chaque district pour cette opération.

« Nous partîmes de Privas, le 10, écrit Delichères, le très grand nombre des électeurs à pied, faute de chevaux, par une pluie affreuse ³. » On conçoit les difficultés pour rejoindre, par de mauvais chemins et sans moyen de transport, Annonay, Vernoux ou même Tournon et Largentière. Il n'est pas étonnant dans ces conditions qu'un certain nombre de paysans ⁴ soient rentrés purement et simplement chez eux, sans paraître à l'assemblée de district. A beaucoup, d'ailleurs, ces élections apparaissent superflues puisque le choix de ces administrateurs va devenir caduc, à bref délai, par suite de la nouvelle division du département. On eut cependant la réédition de la tactique qui avait réussi aux députés des campagnes à Privas. Ils exigèrent, malgré les dispositions de la loi ⁵, la nomination de deux administrateurs par canton. Seuls, les deux derniers furent pris indifféremment dans tout le district.

Le 15 juin, les assemblées électorales étaient terminées. Les élus ⁷ des districts appartiennent à la même catégorie que les administrateurs du département. Ce sont des agriculteurs enrichis, quelques nobles, des hommes de loi, notaires, avocats et praticiens divers qui touchent de près aux paysans. Les assemblées administratives des districts eurent lieu quelques jours plus tard sur la convocation des procureurs syndics. A part celle d'Aubenas qui resta en session du 24 juin au premier juillet, ⁸ les autres, ignorant la nature de leurs attributions, se bornèrent à désigner les membres de leur directoire et se séparèrent le lendemain ou le surlendemain sans incident. Quelques districts, comme Tournon et Annonay, ² attendent les ordres de l'Assemblée nationale et ne constituent leur administration qu'au début de juillet.

Les administrateurs du département se réunirent à Privas le

1. Manuscrit de Delichères p. 60.

2. Décret de l'Assemblée nationale du 22 décembre 1789. Section 11 art. 3, réimpr. Moniteur T. 2 p. 446.

3. Manuscrit de Delichères p. 60

4. Arch. nat. F1 b11 Ardèche 1 et arch. Ard. L345 et L902.

5. Cf) arch. nat. F 1 b11 Ardèche 17.

6. Cf) liste complète des administrateurs des 7 districts. Arch. nat. D XIX 45.

7. Manuscrit de Delichères p. 63.

8. Arch. nat. F 1 b11 Ardèche 5.

13 juillet. Cette session ¹ fut marquée par le succès de la Tourrette que son rôle à l'assemblée de Privas, sa pratique des affaires, son tact et son habileté avaient mis en relief. Il avait séduit les électeurs et les administrateurs par sa bonhomie et sa cordialité et désarmé les méfiances, et ce fut à l'unanimité que ses collègues le portèrent à la présidence de l'administration du département. Le 17 juillet, le directoire entra en activité. ²

Les paysans ne se sont pas souciés, cette fois-ci, de poser leur candidature à des postes qui ne conviennent ni à leurs goûts, ni à leur tempérament et qui sont incompatibles avec leurs occupations. Ils les ont abandonnés sans regret aux hommes de loi et aux bourgeois, qu'ils avaient voulu écarter de l'administration quelques semaines auparavant, mais ils ont choisi de préférence des patriotes modérés, des bourgeois conservateurs, teintés de noblesse, qui, la plupart, sous l'ancien régime, entraient déjà aux états de Languedoc et de Vivarais. S'il y a peu d'hommes nouveaux dans les directoires, on n'y trouve presque plus de paysans authentiques. Et ceux qui s'y sont égarés, surtout dans les districts, auraient voulu, au témoignage des procureurs syndics, pouvoir refuser ces charges trop absorbantes. Ces fonctionnaires sont d'ailleurs de braves gens consciencieux et travailleurs, qui se mettent à l'ouvrage avec plus de zèle que de compétence, décidés à servir de leur mieux les intérêts du pays, désintéressés pour eux-mêmes quoique soucieux de leur popularité. Quelques-uns y gagneront un mandat à l'Assemblée législative ³, les autres se retireront sans regret avec la satisfaction du devoir accompli.

Et ainsi, malgré les oppositions des villes et des campagnes, malgré des rivalités parfois très vives de personnes et d'intérêts, le résultat des élections de 1790, dans les municipalités aussi bien que dans les districts et le département, confirme que les transformations administratives, économiques et sociales de la Révolution recueillent encore d'unanimes sympathies dans la masse. Si elles ont lésé quelques intérêts et créé quelques mécontents, elles n'ont pas fait surgir encore dans le Vivarais de parti contre-révolution-

1. Arch. nat. F 1 CIII Ardèche 6.

2. Arch. nat. C121 Procès-verbal de formation du département de l'Ardèche. Séances des 15 et 16 juillet. Sont élus membres du directoire : Ducluzeau, Vacher, St Prix, Chauveau, Dereboul, Roure, Blanchard et Bastide. Suppléants : Bruyère, Bouvié, Champanhet, Glaizal.

3. Dalmas, St Prix, Vacher, Bastide et Dereboul.

naire. Tous les élus, gentilshommes, bourgeois, hommes de loi ou paysans, avec des nuances variées et des tempéraments divers, se réclament du parti patriote. Tous sont disposés à faire une expérience loyale du nouvel ordre de choses, mais beaucoup cependant ont tendance à freiner plutôt qu'à accélérer le mouvement.

Tel est l'état d'esprit du pays lors de la fête de la Fédération qui apparaît à tous comme le symbole et la glorification du nouveau régime. A défaut d'enthousiasme profond, cet anniversaire de la prise de la Bastille est célébré avec beaucoup d'éclat dans les centres importants comme Annonay, Privas, Bourg St Andéol, Aubenas et Tournon. Les petites agglomérations, à leur tour, comme Andance, Les Vans, Serrières, Joyeuse¹, mettent leur point d'honneur à rivaliser avec les villes voisines, et il n'est pas jusqu'aux campagnes les plus reculées où on ne perçoive encore un écho affaibli des solennités de la capitale.

L'intérêt est surtout vif parmi les gardes nationales qui voient, dans la fédération de Paris, la consécration et le couronnement de ces fédérations particulières et locales qui les ont passionnées l'hiver précédent. Chaque compagnie, après le décret du 8 juin², s'empresse de choisir ses délégués qui, dans les divers chefs-lieux de district, doivent désigner les 117³ députés, chargés de représenter les 23.000⁴ gardes nationaux du département à la grandiose manifestation d'union et de réconciliation nationale du 14 juillet. Comme les districts ne sont pas encore constitués, c'est devant les municipalités des chefs-lieux que se réunissent les électeurs de la nouvelle armée. Il n'y eut d'exception que pour Aubenas où l'ardent patriote Delichères, procureur syndic du district, pour ne pas laisser cet honneur au corps municipal, convoqua d'urgence l'assemblée administrative qui présida aux élections, les 25 et 26 juin 1790⁵. Dans tous les districts, ce fut l'occasion de nombreux discours, parades militaires et adresses enthousiastes à l'Assemblée nationale⁶.

Mais, pendant que la capitale célèbre ces fêtes inoubliables dont

1. Cf) Archives municipales citées dans les divers volumes du fonds Mazon, surtout chr. T. 13, 14 et F 3. 5. 12, 16, 23, 27 et 29.

2. Moniteur réimpr. T. 4 p. 577.

3. Cf. liste des délégués par district. Arch. nat. F 9 1.

4. Le décret prévoyait un député pour 200 gardes nationaux.

5. Manuscrit de Delichères, p. 63.

6. Cf. Arch. nat. F 9 1. Procès-verbaux d'élection des délégués des gardes nationales des sept districts de l'Ardèche. A Annonay cf. lettre de Picansel citée par Rostaing, p. 84.

les journaux faisaient connaître les préparatifs, chaque municipalité et chaque garde nationale avait à cœur de s'y associer de son mieux. Comme à Paris, la religion prête son concours à cette cérémonie patriotique ¹. Partout, le programme prévoit une messe solennelle, souvent en plein air, à laquelle assistent la municipalité avec ses insignes, la garde nationale en armes et toute la population. Après le sermon du curé, les nombreux discours du maire et des chefs de la garde nationale, se déroule la longue théorie des prestations de serment. La fête se termine d'ordinaire par une grande farandole et un bal qui parfois se prolonge fort avant dans la nuit. La solennité est annoncée, la veille et le matin, par la sonnerie des cloches et la décharge des boîtes.

À Annonay ², on fait publier le matin une « défense aux cabaretiers de donner à boire aux citoyens depuis 9 heures du matin jusqu'à une heure du soir et le soir après 9 heures », et chacun est requis de « faire balayer la rue devant sa porte. » « La municipalité n'avait point cru devoir interdire le travail aux citoyens ce jour-là. C'était la fête de la liberté et nulle contrainte ne doit être imposée à personne. Dès 9 heures du matin, sans aucun ordre, sans aucune invitation, toutes les boutiques, tous les ateliers ont été fermés et n'ont plus été ouverts de tout le reste du jour ». Au champ de Mars, on avait dressé une vaste estrade, « qui avait sept pieds d'élévation et dont les faces avaient chacune trente pieds de longueur », avec « un autel double dont l'un regarde la ville d'Annonay et l'autre celle de Paris. » Après la messe, le maire, dans un discours patriotique, célèbre avec emphase les avantages du nouveau régime et commente avec ferveur les termes du serment avant de le prêter. Les officiers municipaux, « décorés de leurs écharpes », et les notables, « portant à la boutonnière de leur habit un ruban aux trois couleurs de la nation », viennent jurer, entre les mains du maire, « d'être fidèles à la loi, à la nation et au roi. » C'est ensuite le tour du commandant de la garde nationale, des officiers et des soldats. Enfin, sur la réquisition du procureur de la commune, le maire prononce la formule du serment, « à chaque côté de l'estrade », et tous les citoyens qui lui font face de répéter en levant la main : « je le jure », au

1. Les municipalités donnent parfois des ordres très précis aux curés. Cf. Joyeuse, archives municipales. Fonds Mazon F 12.

2. Procès-verbal de la prestation du serment civique, le 14 juillet 1790, par les officiers municipaux, les notables, les gardes nationales et tous les citoyens d'Annonay et de tout ce qui l'a précédé et suivi. Cité par Rostaing, p. 87-94.

milieu des décharges de boîtes et des acclamations enthousiastes. Après le banquet où de nombreux toasts « analogues aux circonstances » furent portés, eut lieu une farandole générale à laquelle se joignirent les habitants de Boulieu, en signe de réconciliation ¹. L'ordre ne fut pas troublé et le procès verbal atteste qu'à 9 heures du soir tout était terminé et chaque citoyen était rentré chez lui.

Un cérémonial à peu près identique fut observé à Tournon ², à Viviers, à Vernoux, à Largentière et dans tous les principaux centres. A Andance, Lajard ³ prononce un discours lyrique, hymne enthousiaste à la raison et à la liberté. A Aubenas ⁴, l'hostilité latente entre le directoire du district et la municipalité éclate au sujet d'une question de préséance et vient troubler la bonne harmonie des citoyens. A Privas ⁵, au contraire, l'éclat de la fête fut rehaussé par la présence des administrateurs du département. Bourg Saint-Andéol ⁶ se distingue par l'ampleur des manifestations et des réjouissances publiques.

Dans les campagnes, l'enthousiasme est plus contenu et le programme bien simplifié. A Serrières ⁷ même, l'orateur se plaint que quelques citoyens boudent la fête et aient négligé de se faire inscrire dans la garde nationale. A Lamastre ⁸ et dans la plupart des paroisses rurales, on se borne à une simple prestation de serment, à l'issue de la messe, mais partout, pour sceller l'union sacrée et patriotique, nobles et curés se mêlent aux bourgeois et aux paysans et tous ensemble jurent fidélité à la nation, à la loi et au roi et s'engagent « à maintenir de tout leur pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi. »

1. Boulieu et Annonay étaient brouillés depuis la tenue des assemblées primaires.

2. Le programme de Tournon semble copié sur celui d'Annonay, cf. Archives municipales de Tournon citées par Delarbre p. 283.

3. Discours prononcé aux habitants de la ville d'Andance... par M. Lajard, colonel commandant la garde nationale de la dite ville, impr. 4 p. Valence, chez Viret. B. A.

4. Vifs démêlés entre la municipalité et le directoire du district. La municipalité conteste la légalité de l'élection du directoire. Arch. nat. Div 17.

5. Arch. nat. C 121.

6. Verbal de prestation de serment de M. Doize, colonel de la garde nationale. Fonds Mazon. Chr. T. 14.

7. Discours prononcé aux habitants de Serrières, le 16 juillet 1790, par Charvet, impr. 4 p. s. l. n. d. Arch. nat. ADxvi 20.

8. Délibération municipale de Lamastre, 14 juillet 1790, citée par Roche dans sa brochure sur Lamastre p. 35-36.

CHAPITRE VII

Les premières oppositions politiques et religieuses.

Les camps de Jalès (Mai 1790-Mars 1791)

1. Insubordination des villes et des campagnes. Réduction des districts. Conflits entre les diverses autorités. Refus de l'impôt. Contrebande, droits féodaux et dime. Pillage des biens nationaux, communaux et forêts. Misère, mécontentement et désordres.

2. Le premier camp de Jalès. Ses causes. Les affaires de Nîmes. Sa préparation et les inquiétudes qu'elle suscite. La tenue du camp : hésitation des chefs, impatience des troupes, les arrêtés. Le désaveu. Esprit de conciliation du département. L'entêtement de Malbosc. Les premiers rapports avec les émigrés. Le voyage de Pallarin et Castelnau. L'état d'esprit et les élections de novembre 1790.

3. Le second camp de Jalès. Conciliabules et réunions préparatoires. L'échauffourée d'Uzès. L'assemblée du 17 février.

L'insurrection. L'effervescence des gardes nationales et l'attitude énigmatique de Malbosc. Sa retraite. Les événements du 20 au 23 février. L'élection de Chastanier de Burac et le licenciement des troupes.

La répression. L'activité du département de l'Ardèche et du Gard. L'expédition contre Jalès et l'enlèvement de Malbosc. Les poursuites. La mort de Malbosc. Répercussions de ces événements sur l'opinion publique.

Les fêtes de la Fédération ne doivent pas faire illusion. Ce serment solennel, qui symbolise l'union des esprits et des cœurs dans une adhésion unanime aux décrets de l'Assemblée nationale, ne soulève qu'un enthousiasme factice, fugitif éclair d'une lueur passagère. Au fond, malgré les grands mots de concorde et de fraternité, les rivalités de région, de classe et d'intérêts se précisent de plus en plus et, sous l'influence des difficultés économiques et sociales aussi bien que politiques et religieuses, elles ne tarderont pas à devenir des divergences de doctrine, qui partageront le pays en deux partis nettement opposés et irréductibles.

I

Au mois de juillet 1790, toutes les administrations du département, municipalités et directoires sont entre les mains des patriotes. Les adversaires, qui se sentent isolés et impuissants, paraissent avoir désarmé. Mais ce succès même des réformateurs a été trop rapide et trop complet pour que les intérêts opposés des différents

groupes n'entretennent pas des germes de division. Déjà, aux élections, villes et campagnes se sont heurtées très violemment et la jalousie des ruraux a infligé de cuisants échecs aux bourgeois citadins. Le choix du procureur général syndic du département a réveillé les vieilles querelles du haut et du bas Vivarais. Et, au cours de l'été, la question de la réduction des districts vient encore accentuer le malaise qui pèse sur le parti patriote.

Les bourgeois et les hommes de loi, qui ont découvert dans la multiplicité des administrations des emplois estimés et lucratifs, s'inquiètent des mesures d'économie proposées par l'assemblée électorale. Avec les nouveaux décrets, perdre un district, c'est perdre un tribunal ¹ et, par suite de la suppression de toutes les justices seigneuriales, pour beaucoup de juges, avoués, procureurs ou avocats, c'est leur avenir et même leur gagne-pain qui est en jeu. Tous ces praticiens n'ont pas de peine à faire partager leurs préoccupations aux villes et cités menacées, elles aussi, de se voir ravir leur prestige de petite métropole. Mais, si les bénéficiaires de ces centres d'administration et de justice se liguent pour faire échouer toute refonte du département, les villes, comme Viviers, Bourg-St-Andéol, Joyeuse, qui ont été frustrées dans leurs espérances, favorisent par jalousie et appuient énergiquement le vœu de l'assemblée électorale². Le paysan s'en désintéresse. Néanmoins, en combinant leurs efforts, les adversaires de la réduction réussissent à créer un mouvement superficiel d'opinion dont ils vont se prévaloir.

En inquiétant les habitants des campagnes sur l'éloignement des tribunaux, ils obtiennent un certain nombre d'adresses hostiles à toute modification. Dès leur entrée en fonctions, les districts de Privas, Tournon, Vernoux et Aubenas ³ insistent pour qu'on accorde au pays « un nombre suffisant de tribunaux, sans égard à la réduction des districts. » Et, pendant que les administrateurs du département donnent une adhésion sans réserve à ces délibérations⁴, les députés du Vivarais à l'Assemblée nationale s'emploient activement à défendre devant le Comité de constitution les décisions de l'assemblée de Privas⁵.

1. Réimpr. du Moniteur. T. 5, p. 243.

2. Adhésions à la réduction des Districts. Arch. nat. Div 17.

3. Cf. extraits de ces délibérations. Arch. nat. Divbis 19.

4. Procès-verbaux des séances du directoire du département du 16 juillet 1790. Arch. Ard. LI 8.

5. Lettre de St-Martin à L. Th. Chomel du 17 sept. 1790. Nicod. Le représentant St-Martin. Sa correspondance avec L. Th. Chomel.

Le décret du 18 août ¹, qui légalise la division du département en 3 districts, provoque une effervescence très vive dans toute la région. Les directoires ² prennent de longs arrêtés de protestation. De nombreux électeurs, qui ont voté la réforme administrative, déclarent qu'on a travesti leurs intentions ³ et que jamais ils n'ont songé à demander la réduction des tribunaux. Les municipalités de Vernoux, Privas, Tournon ⁴; les Vans ⁵ dénoncent l'attitude des représentants du Vivarais à l'Assemblée nationale, qui, « guidés par l'intérêt particulier de leur ville ou de leurs amis », ont formé une espèce de coalition opposée aux intérêts du pays. Et la campagne se double d'une hostilité haineuse contre les députés. A la foire de Privas et de Vernoux, le 24 août, on entend les propos les plus injurieux et les plus menaçants à leur égard : on ne parle de rien moins que de les lanterner. Les plus modérés sont d'avis d'envoyer une délégation à Paris, pour éclairer l'Assemblée nationale sur les conséquences d'un décret néfaste, susceptible de provoquer « une insurrection générale dans le département. » ⁶

L'agitation prend de telles proportions que les patriotes qui l'ont provoquée, craignant d'être débordés, s'efforcent de prêcher le calme et la confiance. Les directoires défendent « tout attroupement même sous prétexte de délibération ». Seuls, les officiers municipaux et les notables sont autorisés à se réunir en conseil général de la commune pour rédiger leurs doléances « de la manière la plus décente et la plus respectueuse pour l'Assemblée nationale ⁷ ». Les députés du Vivarais, de leur côté, fort inquiets pour leur popularité, s'empressent de justifier leur conduite. Il publient un « court exposé sur la réduction des districts ⁸ » et le répandent avec profusion. Non contents de se défendre, ils prennent résolument l'offensive.

1. Arch. nat. F 1 b II Ardèche 1.

2. Vernoux : délibération du 25 août 1790. Privas : 28 août 1790, Arch. nat. Div^{bis} 19. Tournon : délibération du 28 août 1790, impr. 4 p. Valence. Vinet. Arch. nat. AD XVI 20.

3. 38 protestations presque identiques du 1 au 16 sept. 1790. Arch. nat. D IV^{bis} 19.

4. Cf. protestations de la municipalité de Tournon, 22 et 28 août 1790. Arch. Ard. liasse non cotée.

5. Arch. nat. D IV^{bis} 19.

6. Délibération de la municipalité de Privas du 29 août 1790, arch. nat. D IV^{bis} 19 et lettre de St-Martin du 17 sept. 1790. Déjà citée.

7. Délibération du district de Vernoux du 25 août 1790, arch. nat. Div^{bis} 19.

8. impr. 12 p. arch. nat. AD XVI 20. . . Il est signé de Dubois Maurin, Boissy, Chouvet, Pampelonne, St-Martin et Madier qui avaient soutenu la réduction devant le Comité de constitution.

Ils accusent ouvertement les hommes de loi d'égarer le peuple par des motifs intéressés et leur reprochent de ne réclamer de nombreux tribunaux que pour édifier une fortune plus rapide sur la ruine des malheureux plaideurs. Le mouvement, qui n'avait pas de profondes racines dans la masse, tombe très vite devant d'autres préoccupations plus graves. Mais, si la tranquillité renaît, l'intérêt déçu oublie moins facilement. Les ressentiments et les rancunes persisteront longtemps et ne seront pas étrangers à la lente désagrégation du parti patriote.

Une autre cause de faiblesse provient des conflits fréquents qui éclatent entre les diverses autorités, toutes fort jalouses de leurs droits et de leurs prérogatives. Dans beaucoup de paroisses, la mésintelligence règne entre la municipalité et la garde nationale. Malgré les lois, celle-ci refuse d'obéir aux réquisitions de la commune, renouvelle ses officiers sans autorisation, se réunit en armes pour délibérer et tient des assemblées fort tumultueuses, qui « causent de vives alarmes et altèrent la tranquillité publique ». ¹ Parfois elle prononce et perçoit des amendes, viole la liberté individuelle des citoyens et leur inflige des peines de prison. A St Martial, elle s'oppose à la publication des décrets de l'Assemblée nationale, insulte les fonctionnaires publics, arrête et malmène de paisibles citoyens ². A Vernoux, la garde nationale, par ordre de son commandant, force l'enceinte des séances du directoire, injurie et menace de mort les administrateurs et enlève de force un secrétaire ³.

Dans les centres importants, à Annonay, à Villeneuve-de-Berg, à Largentière, à Privas, c'est la gestion des hôpitaux qui met aux prises les officiers municipaux et les administrateurs ⁴. Ces derniers défendent leur autonomie et, malgré l'intervention du département ⁵, refusent de rendre des comptes. Un peu partout, municipalités et districts se disputent la préséance dans les cérémonies civiles ou religieuses. A Annonay, à Privas, à Aubenas, à la fête de

1. Procès-verbal de la première assemblée administrative du département de l'Ardèche, séance du 11 janvier 1791. Arch. Ard. L 106.

2. Arch. Ard. L 106 : séance du 10 février 1791 et L 120, procès verbaux du directoire ; séances du 24 février et 1^{er} mars 1791.

3. Procès-verbal du directoire de Vernoux : séance du 23 sept 1790, Arch. nat. DXXIX 1 et Arch. Ard. L 118 : séance du directoire du département du 25 sept. 1790 et 1^{er} octobre 1790.

4. Arch. nat. Div 17. Extraits des délibérations municipales de Villeneuve de Berg, 24 février et 13 avril 1790 ; lettre du syndic de l'hôpital de Privas le 3 mai 1790.

5. Ordonnance du département du 2 octobre 1790. Arch. Ard. L 119.

la fédération ou à la procession du 15 août, le corps municipal refuse de céder le pas aux directoires ¹. Pour justifier ses prétentions, Aubenas allègue l'invalidité des élections du directoire, qui, de dépit, suspend ses séances. Une partie de la population soutient la municipalité, l'autre prend fait et cause pour le district. Le département intervient et en appelle à l'Assemblée nationale ².

Mais ce qui est plus grave que ces rivalités locales et ces conflits de préséance, ce sont les progrès de l'esprit d'insubordination ³. Depuis deux ans, le peuple a pris l'habitude de n'accepter les ordonnances royales et même les décrets de l'Assemblée nationale que sous bénéfice d'inventaire. Il n'y a pour lui de lois obligatoires que celles qui favorisent ses intérêts et il se dérobe habilement à toute mesure qu'il juge désavantageuse. Encouragé dans cette attitude en 1789 par l'exemple des Comités permanents et par l'absence d'une police fortement organisée, il n'obéit pas davantage à présent que les instigateurs de la résistance sont devenus les détenteurs de l'autorité.

Il ne s'est guère soucié de la légalité dans les assemblées électorales et il profite du désordre fiscal pour se soustraire à toute contribution. L'Assemblée nationale et le département ont beau déclarer que les charges de 1789 et 1790 ne sont pas touchées par la nouvelle organisation ⁴, le paysan réserve ses disponibilités pour arrondir son petit domaine, lors de la liquidation prochaine des biens nationaux. A la fin de 1790, il reste encore près de 180.000 livres à payer sur les impositions de l'année précédente ⁵. Il n'y a d'exception que pour les biens nobles. Comme de l'avis de tout contribuable, le meilleur impôt est toujours celui qui pèse sur le voisin, ces rôles, en général, ont été rapidement établis et mis en recouvrement ⁶. C'est un excellent prétexte pour ne pas presser le paiement

1. Arch. nat. Div 17. Fonds Mazon chr. 14 et manuscrit de Delichères, p. 64.

2. Arch. nat. Div. Lettre du président du département, La Tourrette, le 23 juillet 1790, et du maire d'Aubenas, le 11 août 1790. Le district d'Aubenas, sur le conseil du département, reprend ses séances le 29 juillet 1790.

3. Lettre des députés du haut Vivarais pour prêcher le calme et la concorde du 1^{er} juillet 1790. Arch. Ard. L 977.

4. Séance du directoire du département, 29 Juillet 1790. Arch. Ard. L 118.

5. Compte-rendu du directoire pour 1790. Arch. Ard. L 350. Le reliquat de 1789 est exactement de 177 079 l. 16 s. 7 d.

6. Cependant, le 23 sept. 1790, le directoire met en demeure les municipalités qui n'auraient pas encore établi les rôles des biens nobles de le faire dans la huitaine. Arch. Ard. L 119.

des autres citoyens. Beaucoup de paroisses prétendent même profiter de ces versements pour être exonérées du dernier terme de leurs impositions ¹.

Quant à la contribution patriotique, ce n'est pas l'enthousiasme fort éphémère, et d'ailleurs peu productif, des bourgeois et des villes ² qui peut entraîner les campagnes. Les municipalités opposent une résistance passive ³, mais tenace, à toutes les réclamations des divers directoires. En janvier 1790, Amelot, commissaire du roi pour la caisse de l'extraordinaire, constate qu'au 30 décembre 1790, le département de l'Ardèche, malgré ses pressantes circulaires et ses nombreuses lettres de rappel, n'a encore produit aucun bordereau pour la contribution patriotique de ses 358 municipalités ⁴. Le 28 février 1791, il aura encore l'occasion de faire une constatation identique ⁵.

Le revenu des impôts indirects décroît dans les mêmes proportions. La contrebande du sel, toujours bien vue du paysan, a été plus florissante que jamais jusqu'à la suppression ⁶ du droit de gabelle. Celle du tabac s'étale au grand jour. Le mal est si profond et les intérêts du trésor sont à ce point compromis que les directoires du département et des districts ⁷, malgré leur désir de ne pas heurter de front les préjugés de leurs administrés, font adresses sur adresses aux citoyens, multiplient les avis aux municipalités et les somment de requérir leurs gardes nationales pour mettre fin à ces abus. Le paysan lit les affiches qui déclarent que la contrebande est une infraction aux décrets, une violation du serment du 14 juillet, écoute les proclamations que son curé lui commente au prône, mais continue de plus belle à profiter de la contrebande. Les communes se déclarent impuissantes et l'autorité se borne à de vaines menaces.

1. cf) Procès-verbal du directoire du département, 22 octobre 1790, arch. Arch. L 119.

2. La part d'Annonay cependant s'élèvera à près de 80.000 livres. cf) Filhol Histoire d'Annonay T. 3 p. 11.

3. Elles se bornent à accepter les rares déclarations qu'on leur fait. Quant à taxer d'office « en leur âme et conscience », elles ne s'y résignent facilement que s'il s'agit de leurs adversaires. Le 25 septembre 1790, l'Ardèche n'a encore rien fourni pour la contribution patriotique. Arch. nat. D xxx iv 5.

4. Archives parlementaires T. 22 p. 158-159.

5. Archives parlementaires T. 24 p. 4.

6. La gabelle fut supprimée à partir du 1^{er} avril 1790. Réimpression du moniteur T. 3 p. 659.

7. Proclamation du directoire du département, le 25 août 1790. Arch. Ard. L 118 ; du directoire du Mézenc du 26 janvier 1791. Arch. Ard. L 977.

Les employés du fisc n'osent plus s'aventurer dans les campagnes ¹. L'hostilité contre eux est générale et on croit faire œuvre pie en entravant leurs démarches, lorsqu'on ne va pas jusqu'à les malmenier et les dépouiller du produit de leur recette. Dans la région du Cheylard, Fantin-Latour, percepteur des droits sur les cuirs, est injurié et poursuivi à coups de pierres. Le 22 septembre 1790, on essaie de lui enlever ses registres et ses quittances. Quelques jours après, il essuie un coup de fusil qui l'oblige à fuir. Pendant son absence, sa maison est envahie, sa malle forcée et on lui soustrait 2380 livres, dont 1680 en or ou argent, et 700 en assignats. Les « livres de recettes et les sommiers », constatant le reliquat des redevables, disparaissent et chacun désormais s'empresse de profiter de cette heureuse aubaine pour ne rien payer ².

Inutile d'ajouter que la perception des droits féodaux et de la dime n'éprouve pas moins de difficultés. Le rachat n'intéresse que quelques âmes délicates et scrupuleuses sur les questions de justice ³. La masse approuve sans doute et appuie ses délégués réclamant à l'assemblée électorale la réduction du prix et la simplification du mode de rachat, mais, au fond, pour elle, ce n'est là qu'une question oiseuse ⁴, des paroles en l'air et inutiles. Le paysan est tout aussi disposé à ne pas racheter qu'à ne pas acquitter la redevance.

A Vals et dans les environs, des affiches incendiaires menacent de terribles représailles les citoyens qui oseraient faire le moindre versement ⁵. A Marcols, un attroupement séditieux malmène certains particuliers, « sous prétexte que ceux-ci réclament de leurs fermiers et la dime et les censives ⁶ ». A St Victor, malgré un usage immémorial, les habitants s'entendent pour refuser la dime charnelle ⁷, sous prétexte que ce droit n'est pas garanti par titre. Les religieux de Bonnefoy font appel au département pour assurer leur

1. Procès-verbal du directoire du 22 novembre 1790. Arch. Ard. L 119.

2. Arch. nat. Dvi 21.

3. Pétition de Gacou d'Annonay pour racheter des censives: arch. Ard. L 283. Les procès-verbaux du directoire du département signalent un certain nombre de demandes de rachat, en particulier le 20 avril 1791. Arch. Ard. L 120.

4. Mémoire de l'abbé Tardieu du 16 janvier 1790. Arch. nat. Dxiv 1.

5. Compte rendu du directoire pour 1790. Arch. Ard. L 350.

6. Arch. Ard. L 119. Séance du directoire du 21 octobre 1790.

7. Arch. Ard. L 977. Lettre du procureur syndic du district de Tournon Boutaud, au procureur général syndic du département du 15 juin 1791. Au mois d'août 1790, le sous-fermier de la dime charnelle de St Victor, Belvaque, a assigné différents particuliers qui ont contesté la légitimité de ce droit. Nouveau refus de payer en janvier et juin 1791 et en mars 1792.

sécurité et leur subsistance ¹. Ceux de Mazan abandonnent tous le monastère, dans l'impossibilité où ils sont de vivre, « n'étant payés par aucun de leurs débiteurs » ².

Bien souvent, les fermiers des dîmes, en vertu de leur contrat, ont dû faire l'avance et verser par anticipation un acompte, soit à des établissements hospitaliers, soit à des collèges, soit aux desservants des paroisses. ³ Ils ne peuvent rentrer dans leurs fonds. Ils accumulent inutilement les bonnes raisons et les mémoires. Parfois, ils obtiennent du directoire le droit de requérir les gardes nationales pour assister les huissiers porteurs de contraintes. ⁴ Sur la demande du comte d'Antraigues, le procureur général syndic écrit ⁵ aux communautés de Meyras, Jaujac et Genestelle pour leur rappeler la loi sur les droits féodaux maintenus. Le peuple ne se laisse guère émouvoir par l'appareil judiciaire dont on le menace : il a compris l'impuissance de la loi. ⁶ Les municipalités elles-mêmes encouragent la population dans sa résistance et, parfois même, prennent l'initiative de véritables spoliations. Si Chanéac et Chambarlhac ⁷ se bornent à défendre tout paiement de censives, Serrières ⁸ décide, le 4 juillet, d'enlever à Moreton la jouissance du bac à traîlle, s'il ne produit ses titres de possession. ⁹ Joviac ¹⁰ sera victime du même procédé quelques jours plus tard.

1. Délibération du directoire de district d'Aubenas le 19 sept. 1790. Fonds Mazon chr. 13.

2. Délibération du directoire du département du 24 août 1790. Arch. Ard. L 118.

3. Le 27 juillet 1790, le département décide que les fermiers des dîmes doivent verser les grains « dont ils sont tenus ». Arch. Ard. L118. Le 24 septembre, le directoire autorise Redier à retirer des fermiers de Rochepaule 650 livres pour subvenir à ses besoins. Arch. Ard. L350.

4. Cf) Arch. Ard. L118 et L119.

5. Lettre du comte d'Antraigues du 22 août 1790 et délibération du directoire du 8 sept. 1790. Arch. Ard. L118.

6. En revanche, les seigneurs refusent désormais de s'occuper des enfants trouvés. Lettre de l'abbesse de Villedieu du 29 juillet 1790. Arch. Ard. L118, du comte d'Antraigues du 28 sept. de Lausanne. L 119. Le directoire du département les confie aux hôpitaux de Villeneuve-de Berg et de Largentière.

7. L'assemblée administrative du département, le 19 janvier 1791, improuve leur conduite et leur enjoint de respecter les droits non supprimés des seigneurs : arch. Ard. L, 106.

8. Arch. nat. Dxiv 1.

9. L'assemblée administrative du Coiron dans sa session de 1791 constate que les paysans sont unanimes à refuser tout paiement aux seigneurs aussi longtemps qu'ils ne présenteraient pas leur titre primordial. Arch. Ard. L 570. Lettre du maire de St Laurent s/ Coiron 12 déc. 1790. Arch. nat. Dxiv 1.

10. Compte rendu du directoire pour 1790. Arch. Ard. L350.

Ces exemples ne peuvent que favoriser la violation des droits de propriété. Aussi, malgré les protestations des agents des seigneurs et l'intervention assez molle de l'administration, l'occupation des îles du Rhône se perpétue. A Lavoulte, les riverains se conduisent en vrais propriétaires. Dès le mois de mars, ils enlèvent les bois et menacent d'expulser les fermiers. Au mois de mai, ils prennent la feuille de mûrier : « C'est un article de 14 à 1500 livres, » écrit Fuzier. En juin, ils se préparent à « en faire autant pour la récolte en grains, qu'on évalue à 1500 sétiers. » Le 25 juin, ils partagent les agneaux et font la toison des bêtes à laine. Les représentants des seigneurs, par crainte de l'opinion, n'osent même plus protester ni engager de procès ¹ et, de plus en plus, le fait accompli prend figure de droit.

Ailleurs, on envahit les mines, les landes, les terrains vagues. Au mois d'août, les habitants de Prades et de Nieigles s'emparent des houillères qui appartenaient autrefois au comte d'Antraigues. La spéculation ne fut d'ailleurs pas heureuse, car l'extraction individuelle, négligeant les travaux d'entretien, amena vite la dégradation des galeries et entraîna la ruine des nouveaux occupants. ² Les terrains communaux sont si bien mis au pillage que, sous la pression de l'opinion, la plupart des municipalités ne tardent pas à en proposer le partage entre les citoyens, suivant certaines modalités à préciser, mais où il ne s'agit jamais de favoriser les pauvres et les journaliers. Les bases de la répartition sont presque toujours déterminées d'après la proportion des impôts, et le résultat est d'arrondir encore le domaine des propriétaires aisés. ³

Quant aux forêts, qu'elles soient domaniales, communales, ecclésiastiques ou même seigneuriales, elles sont littéralement ravagées. ⁴ Malgré les protestations des gardes, les paysans, qui avaient commencé par s'approvisionner timidement en bois, s'enhardissent vite, coupent et débitent les arbres et vont les vendre dans les

1. Lettres de Fuzier et Latache 19 mars 1790, 9 mai, 8 juin, 25 juin et 10 août. Revue du Vivarais 15-6 1901. Abbé Roche. La succession des princes de Soubise à Lavoulte-sur-Rhône.

2. Arch. Ard. L 860. Procès-verbal de l'assemblée administrative du Tanargue, séance du 18 décembre 1792.

3. Cf) Pétition de Grospierrres et Comps du 12 Décembre 1790, arch. nat. F10 330.

4. Cf) les délibérations du directoire du département du 24 août, 18 et 26 novembre 1790. Arch. Ard. L 118 et 119.

bourgs voisins. ¹ C'est une vraie exploitation, mais qui ne respecte aucun règlement, aucune loi. C'est la ruine à brève échéance. Le plus souvent, par faiblesse ou par complicité, les autorités locales laissent faire. Lorsqu'elles veulent en appeler à la force, ou bien les troupes manquent ou bien on ne peut disposer que des gardes nationales, qui souvent refusent d'intervenir lorsqu'elles ne prêtent pas main-forte aux pillards. ² A Mazan, au contraire, les rapports entre la population et le détachement sont si tendus qu'à plusieurs reprises, à la fin de janvier 1791, les soldats sont accueillis à coups de fusil. En retour, ils cassent et brisent tout dans le monastère. « Ils boivent et mangent avec des femmes et des filles qui ne sont pas en bonne odeur », écrit le gardien au procureur syndic du Tarnargue le 9 février 1791. ³

Pour compléter le tableau, il faut y ajouter le mécontentement des électeurs qui n'ont pas encore été payés de leurs frais de déplacement, ⁴ les inquiétudes du peuple au sujet des subsistances, la rarefaction de l'argent, la suspicion qui accueille les assignats que l'administration, malgré son optimisme de commande, est bien obligée de reconnaître. ⁵ Cette monnaie a beau être garantie par les biens du clergé, le paysan lui préférera toujours les espèces sonnantes et, s'il est contraint de l'accepter, il s'en débarrassera le plus tôt

1. Arch. Ard. L 121. Procès-verbal du directoire du département du 23 août 1791 : Les habitants de St Andéol de Berg et de Villeneuve-de-Berg font des dégâts considérables dans la forêt nationale de St Andéol-de-Berg. Ils coupent les arbres et vont les vendre sur la place de Villeneuve-de-Berg. Cf) encore L 123. Procès verbal directoire du 28 janvier 1792 : autorisation de poursuivre les auteurs des dégâts commis dans les bois dépendant du domaine de Berg (abbaye de Mazan). Mais nul avoué de Villeneuve-de-Berg ne veut prêter son concours. La situation sera encore plus critique en octobre 1792. Cf) arch. Ard. L 570. Assemblée administrative du Coiron, séance des 16 et 19 octobre 1792.

2. Manuscrit d'Almeyras de Brès. Fonds Mazon chr. 19.

3. Nombreuses lettres citées par Mazon, fin janvier et début de Février 1791. Fonds Mazon. chr. 13.

4. Déjà, à l'assemblée électorale de Privas, on avait demandé une juste indemnité pour les électeurs de 1789 et 1790. Le 29 septembre 1790, le directoire du département fait une nouvelle réclamation. Arch. Ard. L118. Le 14 janvier 1791, l'assemblée administrative du département s'adresse à l'Assemblée nationale ; Arch. Ard. L 105 et le 3 et 6 février 1791, elle fixe elle-même cette indemnité et demande l'autorisation d'emprunter 69 238 livres. Arch. nat. D vi 21.

5. Le 17 juillet 1790, le département charge son président d'écrire à l'Assemblée nationale pour l'informer des difficultés de circulation qu'éprouvent les assignats. Mémoire sur les assignats de la Tourrette du 26 juillet 1790. Délibération du conseil général de la commune de Privas du 27 juin 1790. Arch. nat. Dvi 22.

possible et ne livrera jamais qu'à regret ses denrées en échange de ce papier.

D'ailleurs, la misère est réelle dans le Vivarais et plus grande que l'année précédente. Les craintes de famine subsistent. A en croire les adresses du directoire et les délibérations des municipalités,¹ toutes les intempéries se sont abattues sur le pays. Après la sécheresse de l'été de 1789 qui a fortement réduit la récolte, les gelées extraordinaires de l'automne et de l'hiver ont retardé les travaux des champs et empêché la semence de lever. En 1790, les pluies, les inondations, la grêle ont « haché les vignes, excoié les mûriers, coupé les pommes de terre, battu et dégrainé les blés² ». Les dégâts sont incalculables. Chalencon déclare plus de 22.000 livres de dommages. Le pain risque de manquer et s'élève à des prix exorbitants. Au marché de Largentière, le 10 mai 1790, les grains ont subitement augmenté d'un quart, « ce qui a causé une rumeur alarmante³. » A Annonay, la mesure qui coûtait 50 sols est montée à 5 livres⁴ au mois de juin 1790. Les bruits d'accaparement se répandent. La disette devient menaçante, surtout dans les villes. A Annonay, il n'y a presque personne qui ait du blé jusqu'à la moisson⁵. Sur 2000 habitants aux Vans, à part 5 ou 6 familles, les autres sont « sans ressource quelconque, sans récolte pour le moment... sans industrie dans la crise actuelle, au milieu encore de l'anarchie.⁶ » A Villeneuve de Berg, à Viviers, à Bourg-St-Andéol, à Joyeuse, à Lamasire, à Vernoux, partout on recueille les mêmes plaintes.

Aussi, dès le mois de mai, les principales agglomérations s'efforcent-elles de créer des greniers d'abondance. Tournon achète pour 4.998 livres de froment⁷. Aubenas, le 27 mai, « vu la rareté et la cherté des grains », ouvre une souscription pour l'achat de

1. Délibérations du directoire 21 octobre, 22 et 29 novembre 1790. Arch. ard. L 119. Adresse des électeurs du Tanargue, 30 décembre 1790. Arch. ard. L 860. Assemblée administrative du département, 4 et 9 janvier 1791, Arch. ard. L 106. Mémoire du directoire sur les malheurs du pays, 26 février 1791. Arch. nat. Dvi 21.

2. Délibération municipale de Chalencon du 25 juillet 1790. Arch. nat. Dvi 21.

3. Arch. nat. Dvi 21.

4. Rostaing. Les anciennes loges maçonniques d'Annonay et les Clubs, 1766-1815. Lyon 1903, in-8 p. 266.

5. Rostaing. p. 266.

6. Archives des Vans. Délibération de 20 janvier 1791 citée par Tallon. Les Vans. TIII p. 67.

7. Archives de Tournon citées par Delarbre p. 272.

200 setiers de blé. Largentière, le 16 mai, décide, sans attendre l'autorisation, un emprunt de 3.000 livres pour constituer une réserve de 150 setiers de seigle. Chomérac, « menacée par la famine », a fait venir de Lyon et de Lunel 200 salmées de froment, au prix de 24 livres le setier, qu'elle cède à 22. Le 16 juin 1790, elle demande à l'Assemblée nationale de lui permettre « d'imposer ¹ sur le corps général de la commune les sommes résultant de ce déficit ² ». Le haut Vivarais fait appel à Boissy d'Anglas et à St Martin, pour solliciter des secours urgents ³, et, le 6 et 8 janvier 1790, Necker envoie 1.000 livres à Annonay, 600 à Vernoux, 600 à Lamastre. Annonay cède le blé à 15 sols la quarête au dessous du cours et la société philanthropique, de son côté, distribue 100 soupes par jour aux gens nécessiteux ⁴. Mais que pouvaient ces maigres ressources pour remédier à des besoins si grands et si pressants ? Aussi bien que l'agriculture, le commerce est dans le marasme et les diverses industries de la soie, de la laine et des cuirs subissent depuis la Révolution une crise ruineuse ⁵.

C'est en vain que, comme sous l'ancien régime, on organise des ateliers de charité. Dès le mois de juin 1790, le gouvernement met à la disposition du pays 30.000 livres, puis 110.000 à la fin de l'année, et l'assemblée administrative, le 14 février 1791, votera encore 95.000 livres, dont la plus grande partie est réservée aux 160 ateliers de charité ouverts dans le département ⁶. Le travail ne manque pas. Les routes et les chemins sont dans un état lamentable ; beaucoup de ponts, et le plus important de tous, celui de St Just sur l'Ardèche, ont été emportés ou fortement détériorés par les dernières inondations et ce serait faire œuvre utile que d'exécuter rapidement les réparations les plus indispensables. Mais ces ateliers, souvent abandonnés à la direction trop incompétente des municipalités, sont mal conçus, mal compris et impuissants à procurer un tra-

1. Arch. nat. D vi 21. Pétitions d'Aubenas, de Largentière, de Chomérac.

2. Le directoire du département donne avis favorable à la demande d'emprunt d'une trentaine de communes. Compte-rendu du directoire pour 1790. Arch. Ard. L 350.

3. L'emprunt sollicité par Annonay est rejeté par le Comité des finances le 7 juillet 1790. cf) Rostaing p. 266-268.

4. Rostaing p. 267. cf) aussi Arch. nat. F. 11 2. Lettres de Necker aux officiers municipaux d'Annonay.

5. L'assemblée administrative du département, le 12 janvier 1791, offre de prêter 6.000 livres sans intérêt pendant 3 ans à tout négociant qui établirait des manufactures d'étoffes pour donner du travail au pays. Arch. Ard. L 106.

6 cf) procès-verbaux de l'assemblée administrative : Arch. Ard. L 106.

vail rémunérateur aux malheureux. Malgré les dépenses considérables, les services rendus sont presque nuls, parce que personne n'est capable de s'élever au-dessus des mesquineries de l'intérêt particulier¹. Aussi, la plupart sont-ils bientôt obligés de fermer et de rejeter à la misère et à la mendicité les chômeurs aigris, qui avaient espéré un instant trouver dans cette institution un soulagement à leurs maux et qui n'ont plus d'autre ressource que d'aller grossir l'armée du crime ou du désordre.

Les attaques à main armée, les agressions, les vols se multiplient, d'une façon alarmante, dans le courant de 1790. Le peuple arrête les convois de blé et pille les barques qui descendent ou remontent le Rhône. Des bandits sont signalés dans toutes les régions. Il n'y a plus de sécurité nulle part et les voyageurs n'osent plus s'aventurer dans le pays. On se croirait revenu aux plus mauvais jours des masques armés ou de la Jacquerie de l'année précédente. Le département insiste auprès du ministère de la guerre pour obtenir un renfort de 600 hommes de troupes de ligne, car, écrit-il, c'est l'anarchie, si l'autorité n'est pas soutenue par une force coercitive² ». Toute cette agitation, cette indiscipline, cette misère alliée au crime étaient de mauvais présages pour l'inauguration du nouveau régime. Sans doute, ces troubles n'étaient pas d'inspiration politique, mais cette habitude de violer la loi, de s'insurger contre les décrets, cette attitude frondeuse à l'égard de toute autorité pouvait, à l'insu même des intéressés, devenir dangereuse pour l'avenir de la Révolution.

Les patriotes, qui ont poussé le désordre pour discréditer l'ancien régime, voient le péril et en gémissent. Ils craignent que les privilégiés de la fortune n'exploitent ces difficultés au profit de leurs rancunes et n'établissent une relation de cause à effet entre les réformes de l'assemblée nationale et la situation misérable des petites gens. Déjà, Delichères soupçonne de menées souterraines et intéressées les aristocrates qui s'efforcent de soulager les malheureux. Il leur reproche de vouloir se créer une clientèle dévouée et il n'est pas loin de faire un crime d'état à la comtesse de Vogüé des largesses et des aumônes qu'elle prodigue à Aubenas et dans les environs.³

1. Certains chefs-lieux de canton prétendent garder tout pour eux, malgré les réclamations des autres paroisses. cf) assemblée administrative du district du Tanargue. Séance du 7 novembre 1791. Arch. Ard. 860.

2. Procès-verbal du directoire, 25 sept. et 22 novembre 1790. Arch. Ard. L119.

3. Manuscrit de Delichères p. 87-88

Et, de fait, quoique personne probablement n'ait eu l'idée de ces arrière-pensées machiavéliques, il faut bien reconnaître que, même au point de vue politique, dès le mois de juin 1790, les désabusés et les mécontents deviennent de plus en plus nombreux. Les premiers opposants de 1789, les victimes de la Jacquerie, qui, au début de 1790, avaient cru n'avoir fait qu'un mauvais rêve et se réveiller en plein accord avec les institutions nouvelles, voient tomber peu à peu leurs récentes illusions. Des patriotes même de la première heure, des avocats, des hommes de loi, qui ont été ou se croient lésés dans leurs intérêts ou leurs ambitions,¹ se rapprochent de ceux que préoccupe le développement des idées révolutionnaires. Il y a là, à côté de quelques ambitieux déçus et aigris, la plupart des officiers de sénéchaussée, des nobles, des bourgeois, des gens du peuple, sans idées politiques bien arrêtées, mais profondément traditionnalistes et conservateurs. Les bruits de 1789 que le roi n'était pas libre, la prétendue lettre de Tavernol² contre l'Assemblée nationale, les affirmations pessimistes de Monneron et surtout de Madiet de Montjau les avaient déjà troublés, mais sans les convaincre. À présent, sauf de rares exceptions, ils ne sont pas encore les adversaires du nouvel ordre des choses, mais on sent que, parmi eux, de plus en plus nombreuses sont les personnalités qui partagent les inquiétudes et épousent les idées du « groupe des noirs » qui lutte si difficilement contre l'omnipotence ombrageuse de l'Assemblée nationale. Personne, sans doute, lors de la formation des corps administratifs, n'a osé combattre l'adresse³ improuvant les réserves de cette minorité. Tous parlent encore le langage des patriotes, mais la scission, pour ne pas être avouée, s'annonce déjà dans les esprits et les cœurs.

II

Les vraies origines du mouvement contre-révolutionnaire ne sont pas cependant d'ordre purement politique ni même économique et social. Ce sont les préoccupations religieuses qui vont coordonner ces oppositions latentes et provoquer ces réactions variées qui décideront de l'avenir de la Révolution dans le Vivarais.

1. Manuscrit de Bernard de St Arcons. Fonds Mazon. chr. 14.

2. Arch. nat. D xxix bis 2 et Moniteur réimpr. T. 3 p. 115.

3. Procès-verbal de l'assemblée de Privas. Arch. nat. F, 1 B 11 Ardèche 1.

Le terrain, d'ailleurs, était propice dans ces pays de religion mixte où les vieilles querelles religieuses sont à peine assoupies. La minorité protestante, qui, dans le midi, possède l'influence et la fortune, s'est lancée à corps perdu, à la suite de Boissy d'Anglas, dans le mouvement réformateur. Elle y a gagné, avec l'égalité des droits, de nombreuses places dans l'administration et les municipalités. C'est déjà une raison suffisante que cet enthousiasme révolutionnaire et ces succès électoraux de l'élément huguenot pour que les catholiques, volontiers défiants, témoignent de quelque froideur à l'égard des institutions nouvelles.

Les premières lois religieuses, nationalisation des biens du clergé, suppression des ordres religieux, n'avaient inquiété qu'une élite. Le décret du 13 avril¹, qui refuse au catholicisme le privilège de religion d'état, en provoquant les applaudissements des protestants et des patriotes ardents, éveille les susceptibilités et les appréhensions d'un grand nombre de fidèles. Les protestations de Nîmes et d'Uzès² ont une immense répercussion dans le bas Vivarais. Si elles soulèvent les improbations et les invectives des municipalités urbaines,³ elles recueillent de multiples adhésions dans la population rurale. De plus en plus, le bruit s'accrédite que l'Assemblée nationale, de connivence avec les protestants, cherche à ruiner la religion catholique, pour lui substituer la foi calviniste.⁴ Ces nouvelles tendancieuses, en surexcitant les inquiétudes religieuses, contribuent puissamment à arracher les catholiques à l'emprise des patriotes et à développer en eux un état d'esprit hostile à la Révolution.

Les massacres de leurs coreligionnaires de Nîmes par les protestants les 13, 14 et 15 juin⁵ achèvent d'exaspérer les catholiques du bas Vivarais. Dans tout le pays, ce fut une explosion d'indigna-

1. Réimpr. du Moniteur T. 4 p. 109-110.

2. L'adresse de Nîmes du 20 avril est signée de 3.127 citoyens de Nîmes, 1560 autres ne sachant signer adhèrent. Elle fut publiée dans le « Journal de Nîmes », cf) bibliothèque de la ville de Nîmes n° 2.586. La délibération d'Uzès est du 2 mai.

3. Protestation d'Aubenas et de Villeneuve-de-Berg le 18 mai 1790 : Arch. Ard. L 344 ; de Joyeuse le 26 mai : Fonds Mazon F. 12 ; de Privas, de Chalencón, de Vernoux, de St Marcel d'Ardèche, etc. Cf) arch. parlementaires T. XV p. 511, 669, 691 et T. XVII p. 146.

4. Délibération de Vinezac. Arch. Ard. L 543.

5. Il y eut environ 300 morts dont 21 protestants ; 120 maisons furent dévastées, quelques-unes détruites. Ernest Daudet. Histoire des conspirations royalistes du midi. Paris 1881, in-8, p. 23.

tion et de colère. L'esprit de solidarité se réveille et de partout s'élèvent des cris de vengeance. Dans plusieurs paroisses des cantons de Bannes, de Joyeuse, des Vans, on sonne le tocsin les 17 et 18 juin et, à plusieurs reprises, il fut question d'exercer des représailles contre les réformés de St Ambroix, de Vallon et des Vans. ¹ On parla même de descendre sur Nîmes, pour délivrer les catholiques emprisonnés et « mettre les huguenots à la raison. » ² La nouvelle de l'organisation d'un camp protestant dans la plaine de Boucoiran apparaît comme une menace et un défi qu'il importait de relever.

C'est pendant les préparatifs même de la fête du 14 juillet que quelques personnalités, sincèrement émuës des malheurs des catholiques de Nîmes, jettent les bases d'une fédération nouvelle qui, sous le nom fameux de camp de Jalès, contribuera, plus que tout autre événement, à scinder en deux groupes ennemis et à jamais irréconciliables les citoyens de la partie méridionale du département.

L'âme de ce mouvement fut Louis Bastide de Malbosc, maire de Berrias. Ardent catholique, royaliste convaincu, allié aux principales familles du midi, il redoutait l'influence des protestants et partageait les inquiétudes de ses proches au sujet de l'attitude de l'Assemblée nationale à l'égard du roi et de la religion. Le premier, il a l'idée d'un groupement catholique à opposer au camp protestant de Boucoiran. Vers la fin juin, il s'en ouvre à sa famille ³ et à ses amis et rapidement les adhésions lui viennent nombreuses et empressées de tous les coins du pays. Nobles, bourgeois, curés et paysans lui offrent leur concours le plus dévoué. Sur son initiative, on forme un Comité, chargé d'étudier les conditions matérielles et morales de cette fédération, et, dès le premier jour, on convient que la position la plus avantageuse pour le déploiement d'une imposante force armée est la plaine de Jalès, sur les confins de l'Ardèche et du Gard et non loin de la Lozère, au milieu d'une population énergique et rude, mais à la foi vive et ardente.

1. Lettre de Malbosc du 15 novembre 1790 au directoire du département. C'est lui qui a empêché le désarmement des protestants et des officiers municipaux des Vans. Lettre de Griolet, procureur général syndic du Gard, à Dalmas, 27 juillet 1790. Fonds Mazon chr. 13.

2. Boissin. Les camps de Jalès. Annonay 1896 in-8 p. 14.

3. Un des plus vifs opposants à ses projets fut son fils, Ferdinand de Malbosc, employé des finances à Béziers. Cf) sa lettre du 8 juillet 1790 à son père où il déclare que la Constitution lui paraît sublime. Fonds Mazon chr. 13.

Pour assurer le succès de l'entreprise, le Comité sollicite l'appui des corps constitués et affecte de s'effacer derrière les administrateurs du district de Largentière. Dans une réunion préliminaire le 11 juillet à Bannes, au château du comte du Roure, ce sont les membres mêmes du directoire qui sont chargés de prendre les dispositions nécessaires à la formation du camp ¹. Le premier août, à l'appel de Rivière de Larque, 101 délégués des cantons de Bannes, de Largentière, de Joyeuse, des Vans, de St-Etienne de Lugdarès tiennent une nouvelle assemblée pour désigner l'état-major et régler les derniers détails de la fédération ². C'est encore le président du district qui, avec Malbosc, signe les lettres de convocation et qui se préoccupe de les faire imprimer ³. Ces lettres se bornent à inviter les maires et officiers municipaux à se rendre à Jalès, le 18 août, avant dix heures, à la tête de leurs gardes nationales, avec leurs insignes et leurs drapeaux. On n'y remarque aucune allusion directe ni aux événements de Nîmes, ni au camp de Boucoiran. Elles insistent, au contraire, sur les sentiments d'union et de fraternité. « Il est consolant de se réunir en famille pour aviser aux moyens de faire la paix, la concorde et d'en éloigner tout ce qui pourrait la troubler ». On renouvellera le serment « de verser jusqu'à la dernière goutte de sang pour repousser les ennemis de la Constitution » ⁴.

Le succès de cet appel fut immense, inattendu. A 10 ou 15 lieues à la ronde, les municipalités prennent des délibérations ⁵ en masse pour régler l'envoi de leurs gardes nationales. Malgré la distance et les travaux pressants, surtout dans la montagne, chaque paroisse tient à participer à cette grandiose manifestation, et, si les plus éloignées se laissent parfois arrêter par la dépense et le souci des récoltes, elles adhèrent à l'avance à toutes les décisions qui seront prises à Jalès. Le Gard, la Lozère et même la Haute-Loire annoncent des délégués. Le district d'Annonay s'excuse d'avoir été prévenu trop tard ⁶. L'entraînement fut tel qu'on put craindre un instant que l'em-

1. cf) Délibération des députés des municipalités de Bannes, Berrias, Beau-lieu, St-André et St-Sauveur de Cruzières du 11 Juillet. Fonds Mazon, chron. 13.

2. Procès-verbal de la nomination de l'Etat-major de la fédération de Jalès, 1^{er} août 1790 : Fonds Mazon chr. 13.

3. Lettre du 3 août de Malbosc à Rivière de Larque pour lui transmettre de la part d'Allier, prieur de Chambonas, la nouvelle que l'imprimeur de Pont-St-Esprit est allé s'installer à Villeneuve les-Avignon. Rivière de Larque répond : « Je pars à cheval à minuit pour le Bourg-St-Andéol », Fonds Mazon, chr. 13.

4. Lettres de convocation datées du 2 août 1790 : arch. nat. Dxxix bis 12.

5. cf) Multitude d'extraits de délibérations : Fonds Mazon chr. 13.

6. Arch. Ardèche L 977.

placement si vaste des plaines de Jalès ne fût trop exigü ¹ pour contenir une foule aussi nombreuse. Mais cet enthousiasme irréfléchi, qui précipitait ainsi à Jalès ce flot débordant de gardes nationales, risquait d'avoir de graves conséquences. Que deviendrait une armée de ce genre entre les mains de quelques hommes résolus ? Qu'arriverait-il, si cette invasion déferlait sur les protestants et s'avisait de venger les victimes de Nîmes ? Et, à en juger par la surexcitation croissante des esprits et les rumeurs qui courent le pays, on peut se demander si toute arrière-pensée de représailles et de violence a bien été étrangère à l'organisation du camp. Les adversaires des patriotes, fiers de se sentir en communion d'idées avec la masse des catholiques, forts de leur nombre, ne ménagent déjà plus les sarcasmes et les menaces. Les conversations privées, les lettres particulières, moins réservées que les lettres officielles, et surtout les lettres anonymes, qui inondent la région, insinuent ou affirment hautement que la fédération est dirigée avant tout contre les protestants et que son but principal est de faire rendre justice par la force, s'il est nécessaire, aux catholiques opprimés de Nîmes ².

Sans doute, le comité n'avoue pas des projets aussi noirs, mais que veut-il au fond ? Et même, à lui supposer des intentions pacifiques, ne sera-t-il pas débordé par des troupes plus passionnées et plus belliqueuses ? Il a beau d'ailleurs se dissimuler derrière le district de Largentière, le patriotisme de Malbosc est suspect et l'intransigeance d'Allier et de ses amis a déjà préoccupé l'assemblée électorale de Privas. Quant aux administrateurs du district, ils sont vus de mauvais œil par les réformateurs de la première heure, les Dussargues et les Cousin, qui, tout récemment, ont mené contre eux une vive campagne pour décider les électeurs à faire d'autres choix. Déjà, à leur sujet, on prononce les noms d'aristocrates et de contre-révolutionnaires.

Aussi les patriotes inquiets tentent-ils d'enrayer ce mouvement dangereux. Sous prétexte que les lettres de convocation ne sont pas signées, Aubenas refuse d'abord de laisser partir sa garde nationale ³. Une invitation plus régulière et surtout la pression de l'opi-

1. Lettre de M. de la Bastide d'Assions du 13 août 1790. « D'après les renseignements que j'ai, tout le Gévaudan est disposé à s'y rendre ». Fonds Mazon, chr. 13.

2. cf) Lettres de Rivière de Larque à Malbosc, 13 et 17 août, « des lettres anonymes nous font craindre des complots pernicieux de la part des ennemis de la Révolution ». Fonds Mazon, chr. 13.

3. Lettre de M. de la Bastide du 13 août. Fonds Mazon, chr. 13.

nion publique contraignent bientôt le maire à céder au vœu général ; il enveloppe du moins son adhésion de graves restrictions et exige un serment conforme aux décrets « sans mélange ni addition » ¹. A Joyeuse, où la population est très nettement partagée en deux clans hostiles, la municipalité, après beaucoup de tergiversations et une série de décisions contradictoires, finit par s'abstenir de toute participation officielle. L'opposition proteste et un groupe compact se rendra à Jalès, avec mission de dénoncer à la fédération la dissolution illégale de l'ancienne garde nationale et son remplacement par d'autres compagnies à la dévotion du corps municipal ². D'autres villes, comme Largentière, les Vans, Vallon, hésitent à se mettre en travers du courant populaire, mais leurs minutieuses recommandations trahissent encore leurs inquiétudes.

Les protestants tremblent pour leur sécurité. Ils n'osent paraître au camp et ils ont peur que leur abstention ne soit un prétexte à violences. Ils assiègent de lettres le Comité pour implorer son assistance dans le débordement redouté des passions religieuses. Les Vans sont disposés à prendre part à la manifestation, mais ils voudraient des garanties ³. Barjac a des protestants dans sa garde nationale et le commandant lui-même, « quoique fort honnête homme »; appartient à la religion réformée ⁴. Ne court-il aucun danger ? Le Comité multiplie les formules lénitives, les réponses évasives ⁵ qui ne satisfont personne et qui finissent par troubler même les autorités les plus sympathiques.

A plusieurs reprises, le district et le département ⁶ signalent à Malbosc l'agitation et le trouble provoqués par les lettres anonymes. En toute circonstance, ils prêchent le bon ordre, le calme et la modération. Le directoire du département surtout s'effraye des conséquences de cette équipée et cherche prudemment à se ménager une ligne de retraite. S'il autorise le directoire du district à

1. Délibération du conseil général de la commune d'Aubenas du 15 août 1790. Fonds Mazon, chr. 13.

2. Délibération du 17 août. Fonds Mazon F 12. Pétition de plusieurs citoyens de Joyeuse au président du Comité fédératif du 17 août. Fonds Mazon, chr. 13.

3. Lettre de Moutet, maire des Vans, à Malbosc du 10 août 1790. Fonds Mazon chr. 13.

4. Lettre du maire de Barjac à Malbosc du 16 août 1790. Fonds Mazon chr. 13.

5. cf) Les nombreuses lettres de Malbosc. Fonds Mazon, chr. 13.

6. Lettre de Bastide, membre du directoire du département, à Malbosc le 16 août 1790. Fonds Mazon, chr. 13.

assister à la fédération ¹, il ne veut pas s'y compromettre lui-même. Il s'excuse auprès du Comité sur l'impossibilité où il est, en cette période d'organisation, de quitter son poste ² et accumule les déclarations écrites qui lui permettront de se justifier plus tard. Jusque dans l'adresse que le président doit lire aux gardes nationales, il manifeste d'une manière voilée ses appréhensions. « Ne perdez jamais de vue les obligations que vous imposent ces promesses et ce serment.... Toute haine, toute animosité doit disparaître pour toujours. S'il en était autrement, la liberté dégènerait en désordre.... Que le frère plaigne donc les égarements de son frère.... mais qu'il sache qu'il n'a pas le droit de le châtier.... » ³

Dans la nuit du 17 au 18 août, ces nouveaux croisés se mettent en marche de tous les points du bas Vivarais, de la montagne, du Gard et de la Lozère. Toutes les routes sont sillonnées d'une foule compacte qui grossit d'un village à l'autre, ralliant les amis, entraînant les hésitants, terrorisant les adversaires. Toute la nuit, ce sont des beuveries, des chants, des cris, des menaces, des disputes. Les vieilles rivalités entre localités voisines se réveillent et risquent parfois de dégénérer en pugilats et en batailles que les chefs ont grand peine à empêcher.

Dès avant le jour ⁴, ces troupes débouchent dans la grande plaine qui s'étend entre Berrias et Beaulieu et leur nombre croît de

1. Lettre du 8 août. cf) procès verbal de Rivière de Larque, arch. Ard. L 311.

2. Délibération du directoire, 16 août 1790. arch. Ard. L 118.

3. Adresse des membres du directoire de l'Ardèche du 16 août 1790. Arch. nat. F 1^o 403.

4. Ernest Daudet, dans son « histoire des conspirations royalistes du midi », Paris, Hachette 1881, a consacré un certain nombre de pages au premier camp de Jalès qui tiennent du roman autant que de l'histoire. Outre qu'il est souvent impossible de vérifier ses allégations, puisqu'il ne donne aucune référence précise, il accumule les affirmations fantaisistes et inexactes que l'on retrouve dans la plupart des historiens subséquents qui ont écrit sur le même sujet.

Il parle du soleil couchant qui, le 17 août, « jaunissait les sommets neigeux des Cévennes et de la chaîne du Tanargue », des « 20.000 hommes... réunis en prévision de la journée du lendemain » qui « dormirent comme ils purent sur la terre, sous les arbres, dans les rochers de Païolive.... » p. 34. Il croit que Jalès est limitrophe de l'Ardèche, du Gard et... de la Lozère « point où leurs territoires respectifs viennent se confondre », p. 35. Il laisse entendre que le Comité de Jalès n'a été formé que le 18 août et a été élu par les légions fédérées p. 40. cf) aussi M. P. Sagnac dans l'histoire de la France contemporaine, « la Révolution » T 1, p. 257 et M. Mathiez, « la Révolution française », T. 1, p. 97.

Le Comité de Jalès n'a pas été élu, mais formé par Malbosc et ses amis et reconnu aux réunions du 11 juillet et 1^{er} août. Au château de Jalès, le 18 août, on décide la permanence du Comité, mais on ne touche pas à sa composition.

minute en minute. Plus de 180 paroisses, avec 20.000 hommes et 170 drapeaux, représentant 80.000 gardes nationaux, sont réunies devant le château de Jalès ¹. Tout le bas Vivarais était là. Mais les montagnes du Velay, du Gévaudan et du Vivarais, occupées à lever leurs récoltes, n'avaient envoyé que des officiers municipaux. « Sans cette circonstance, le camp eût été formidable ». C'était la plus forte mobilisation qu'on eût jamais vue dans le pays. Même la levée des paysans en juillet 1789 avait été loin de concentrer sur un même point une armée aussi imposante. A 10 heures, tous les fédérés assistent à une messe solennelle célébrée en plein air par l'aumônier du camp, l'abbé de Larque, curé de Bannes, assisté de vingt ecclésiastiques en surplis ².

Vu des hauteurs voisines, le spectacle était impressionnant de cette multitude immense et bigarrée. Au premier rang, escortant les drapeaux, des centaines de maires et de procureurs de commune, ceints de leurs écharpes, étaient entourés de l'état-major des diverses compagnies. Puis venaient les gardes nationaux, quelques-uns arborant la cocarde tricolore, le plus grand nombre portant une croix de laine rouge au chapeau, armés les uns de fusils de chasse, les autres seulement de pistolets ou de sabres. Dans les divers groupes, on remarque quelques curés ³ qui ont tenu à accompagner leurs ouailles. Un seul, l'abbé de la Molette, se souvenant qu'il avait autrefois suivi la carrière des armes, avait revêtu un équipement militaire et reçu le commandement du détachement de Villefort ⁴.

Malheureusement, les organisateurs n'avaient pris aucune mesure pour le groupement et la disposition des gardes nationales. Dès l'arrivée des délégations, ce fut le désordre le plus complet. ⁵ Chacun se place comme il l'entend, bouscule ses voisins, joue des coudes, pour mieux jouir du spectacle, sans se soucier des imprécations qu'il soulève. Aucun esprit de solidarité ne règne parmi les fédérés. La défiance est partout. Tout le monde s'observe, prêt à

1. Procès-verbal de la tenue du camp fédératif de Jalès. Arch. nat. AD 1 101. La « relation sur la fédération des gardes nationales à Jalès » adressée au comte de Périgord parle de « 30 à 40.000 hommes représentant plus de 100.000 gardes nationales ». Arch. nat. F7 3652¹. Le « Journal général de France », Bibl. nat. Lc² 69 du 31 août p. 1007 parle de 45000 hommes.

2. Relation adressée au comte de Périgord.

3. Mémoire justificatif de Malbosc. Arch. Ard. L 311,

4. Malbosc affirme que l'Abbé de la Molette n'était pas dans les ordres.

5. Malbosc lui-même dans ses papiers le reconnaît. Arch. Ardèche L 311 et Fonds Mazon, chr. 13.

l'attaque, ardent à la riposte. Le moindre incident peut être gros de conséquences.¹

Rien non plus n'avait été prévu dans les rapports entre les diverses autorités. Le commandant militaire avait bien désigné une garde d'honneur pour recevoir le directoire du district et l'escorter dans la visite du camp,² mais les droits respectifs du Comité, de l'état-major et des administrateurs n'avaient pas été précisés. A qui devait revenir la présidence effective de la fédération ? Entre les mains de qui l'armée allait-elle prêter serment ? La question n'avait pas été tranchée ; mais l'invitation du Comité, la délégation du département, l'usage enfin, tout désignait le directoire de Largentière. Tous les patriotes, même les adversaires de Rivière de Larque, tous ceux que n'égarait pas la passion politique appuyaient les prétentions du district.³ Mais cette solution ne pouvait satisfaire ni le Comité, ni ses adhérents qui avaient bien voulu, pour assurer le succès, s'abriter derrière le paravent de la légalité, mais qui n'entendaient pas laisser à l'administration et aux patriotes le bénéfice d'un groupement évidemment dirigé contre les idées nouvelles.

C'est alors que les bruits répandus par les lettres anonymes reparaissent. Les administrateurs sont des intrus, peut-être des traîtres qui, sous prétexte de surveillance, cherchent à faire dévier la manifestation. On ne doit pas reconnaître leur autorité; ils n'ont aucun droit à présider. Cet honneur revient à la municipalité de Berrias, qui a eu l'initiative du camp formé sur son territoire. C'est entre les mains de son maire Malbosc que les gardes nationales doivent jurer fidélité à la loi et au roi. De divers groupes partent des invectives, des sarcasmes et même des menaces à l'adresse du directoire. Les têtes se montent, les armes se préparent. Partisans et adversaires sont prêts à en venir aux mains. Ecœuré de ces contestations tardives et craignant déjà pour sa sécurité, le président du district juge prudent de déclarer publiquement qu'il n'est venu à Jalès que sur les sollicitations du Comité et qu'il n'a pas d'autre désir que « de contribuer à la paix et à la tranquillité publique ». Il n'a pas l'intention « de disputer sur ses droits, » il va se retirer, pour ne pas donner à ses adversaires le prétexte de

1. Lettre de Cachon au procureur général syndic du 24 août 1790. Arch. nat. D XXIX bis 12.

2. Procès-verbal de Rivière de Larque. Arch. Ard. L 311,

3. Lettre de Cachon du 24 août 1790.

semer la division parmi les fédérés, mais il se réserve de porter la question devant l'Assemblée nationale ¹.

Le conflit latent depuis quelques jours éclatait. Les témoignages sont aussi divers que les opinions et les sentiments. A en croire Malbosc, il a été menacé par Rivière de Larque. Il a voulu, lui aussi, se désister des prérogatives que lui donnait son titre de président du comité, mais l'assemblée l'a forcé à garder la direction ². Il a fait la lecture de l'adresse du département et a reçu le serment de l'état-major, « entouré des maires et des officiers municipaux des différentes communes, en présence des administrateurs du district de Largentière. » ³ Le procès-verbal du directoire du district dit au contraire : « A peine étions-nous séparés que nous avons aperçu le sieur Malbosc, maire de Berrias, décoré de son écharpe, monté sur un cheval, prêtant un serment individuel. » ⁴ Les patriotes de Vesseaux ⁵ accusent Malbosc d'avoir tronqué l'adresse du département aux gardes nationales, alors qu'il a fait une lecture intégrale de la lettre du Comte du Roure ⁶.

Avec la prestation de serment, le but de la fédération semblait atteint et, de fait, les divers détachements commencent à se retirer, surtout ceux des villes patriotes qui n'étaient venus qu'à regret. Bientôt il ne reste plus que le quart des troupes. ⁷ Allait-on laisser finir ainsi une manifestation aussi formidable ? Les organisateurs, qui n'ont rien prévu, flottent indécis. Le président du Comité et l'état-major, accompagnés de nombreux officiers municipaux et légionnaires, se rendent au château de Jalès que le commandeur a mis à leur disposition, pour dresser le procès-verbal de la fédération ⁸.

Mais, si les chefs sont hésitants, si, à cette heure grave, ils redoutent de prendre leurs responsabilités, il y a là, parmi les gardes nationaux, des exaltés qui n'entendent pas avoir interrompu leurs travaux et avoir marché toute la nuit pour la vaine satisfaction de

1. Procès-verbal de Rivière de Larque.

2. Lettre de Malbosc du 20 août 1790 au directoire du département. Fonds Mazon chron. T. 13.

3. Procès-verbal de la tenue du camp fédératif de Jalès. Arch. nat. AD I 101.

4. Procès-verbal de Rivière de Larque. Arch. Ard. L 311.

5. Procès-verbal du commandant de la garde nationale de Vesseaux. Fonds Mazon, chr. 13.

6. Lettre du comte du Roure, datée de Paris 10 août 1790. Il ne peut assister au camp, il est malade. Fonds Mazon chr. 13.

7. Lettre de Cachon.

8. cf) Procès-verbal de Rivière de Larque et procès-verbal de la tenue du camp fédératif de Jalès.

renouveler un serment. Les fédérés d'Uzès, exaspérés de tant d'atermoiements, proposent à l'assemblée de ne pas attendre la dislocation complète des troupes et de partir, en forces et sur le champ, pour Nîmes, de disperser en passant le camp de Boucoiran, d'attaquer la ville, d'ouvrir les prisons et de destituer les autorités protestantes. Ils rappellent que c'est dans ce seul but que le camp s'est réuni. Qui sait si une occasion aussi favorable se présentera jamais de venger les catholiques et de mettre les huguenots à la raison ? « Mille voix s'élèvent pour appuyer la motion ». Un modéré, qui essaie de prêcher le calme, est assailli, fortement houspillé et menacé de mort. Les sabres sont tirés, on brandit les pistolets, le sang risque de couler. Dans tous les coins de la salle, ce ne sont que disputes et provocations. Les quelques officiers municipaux et gardes nationaux patriotes, qui se sont égarés au château de Jalès, sont traités de vendus et de protestants et courent grand risque d'être écharpés.¹

C'est en vain que Malbosc rappelle à l'ordre une assemblée déchainée, on ne l'écoute pas. Il déclarera le surlendemain que ce fut la plus terrible journée de sa vie ². Désespéré de la tournure des événements, ne guidant plus les débats, menacé peut-être, lui aussi, parce qu'il n'a pas le courage, en ce moment critique, de précipiter la décision attendue, il offre sa démission. Cette parole rappelle l'assistance à la réalité, un peu de calme se rétablit. Chacun comprend que, sans Malbosc, le Comité n'existe plus et que tout le labeur des dernières semaines est perdu. On refuse,

C'est alors que Cachon, patriote d'Aubenas, profite de l'accalmie relative pour faire une motion de diversion. Quoique résolument hostile à toute mesure illégale, il feint d'entrer dans les vues des légionnaires. Mais, avant de pousser les choses à l'extrême, pour éviter des actes irréfléchis, il conseille aux organisateurs de s'éclairer sur les événements de Nîmes et il propose d'envoyer une délégation à Montpellier. La municipalité de cette ville, plus apte dans son impartialité à juger sainement de la situation, pourra donner des renseignements précis et collaborer avec le Comité au rétablissement de la paix et de la tranquillité. Ce projet, qui, en gagnant du temps, permettait à Malbosc de sauver la face et, à ses amis, de sortir honorablement d'une impasse sans issue, réussit. Le discours

1. Lettre de Cachon.

2. Lettre de Malbos à Bastide, membre du directoire du département, du 20 août. Fonds Mazon. chr. 13.

habile de Cachon fait impression. La plupart de ceux qui préconisaient une marche immédiate sur Nîmes l'approuvent. Quelques énergumènes, cependant, sentent bien que cet ajournement n'est qu'une capitulation déguisée, le renversement de leurs espérances et l'échec du camp. Cachon fut même injurié par un individu « habillé élégamment et en bourgeois qui lui demande s'il était protestant »¹, mais l'effervescence était tombée et le président reprenait la direction des débats. Il en profite pour faire désigner immédiatement les 15 commissaires chargés de la députation².

L'assemblée, calmée et assagie par l'illusion d'avoir fait quelque chose, ne songe plus désormais à mettre Nîmes à feu et à sang ni à égorger les protestants. Elle se borne à prendre un certain nombre d'arrêtés d'un caractère assez platonique. Elle réclame la translation hors du Gard des citoyens détenus dans les prisons de Nîmes et leur prompt jugement, la réparation des dommages matériels et moraux causés aux victimes, l'éloignement du régime de Guyenne, trop inféodé au parti protestant, et la remise dans leurs dépôts des canons pointés sur la ville ; enfin, elle décide la permanence du Comité, « point central où toutes les gardes nationales fédérées correspondront pour toutes les affaires qui auront trait à la fédération »³.

Il n'y avait rien là de bien menaçant pour la tranquillité publique. L'article le plus révolutionnaire était évidemment la prétention de ce Comité sans mandat de rester en fonctions et de traiter d'égal à égal avec les corps constitués.⁴ C'était, malgré la défense de l'As-

1. Lettre de Cachon.

2. Ernest Daudet et Vingtrinier n'ont pas l'air de soupçonner les démêlés de Malbosq avec le directoire du district, lors de la prestation du serment, ni l'intervention de Cachon qui est à l'origine de la délégation de Montpellier.

E. Daudet, dans « l'histoire des Conspirations royalistes du midi », écrit que la manifestation de Jalès « trompa tout le monde... et jusqu'au directoire du département de l'Ardèche ». p. 36 ; ... « malheureusement pour le secret de leurs délibérations... quelques unes des gardes nationales... avaient eu vent des motions projetées et de ce qui allait se passer après la levée officielle du camp... elles y firent des allusions... qui parvinrent dès le lendemain au procureur syndic d'Aubenas ». C'est de la fantaisie.

Vingtrinier, *La contre révolution*. T. I. p. 328-329 affirme que les motions furent adoptées, malgré l'opposition formelle du président du district, qui aurait objecté que, pour être légales, elles devaient obtenir l'adhésion de l'Assemblée nationale. Le malheur est qu'aucun des administrateurs du district n'assista à la réunion du château de Jalès. Cf) Procès-verbal de Rivière de Larque.

3. Procès verbal de la tenue du camp fédératif de Jalès. Arch. nat. AD 101.

4. Dans sa proclamation du 26 août 1790, arch. nat. F 1 a 403, le directoire proteste énergiquement contre la permanence du Comité et surtout contre sa prétention de répartir sur tout le département les frais de la délégation de Montpellier.

semblée nationale, un retour à la tactique des Comités permanents de l'année précédente.

Malgré ce dénouement pacifique, le rassemblement de Jalès eut un retentissement considérable dans tout le pays et de graves conséquences sur l'état d'esprit du bas Vivarais. Aussitôt après la dissolution du camp,¹ tous ceux qui avaient combattu l'opportunité de cette manifestation triomphent bruyamment de voir leurs prévisions pessimistes réalisées. Les patriotes et les protestants, à peine remis de leur frayeur, accentuent le caractère illégal de la fédération et des arrêtés qui l'ont suivie et en profitent pour jeter la suspicion sur tous leurs adversaires politiques.

Dès le 22 août, la municipalité de Joyeuse, dans une délibération haineuse, accuse les meneurs de contre-révolution et essaie de soulever l'opinion contre Bournet, un des 15 commissaires conciliateurs.² Le maire, Dussargues, ne lui pardonne pas de l'avoir combattu aux élections municipales. Il lui enjoint de se désister dans les 24 heures de sa députation, sous peine d'être rayé de la liste des citoyens actifs.³ Aubenas, Viviers, Villeneuve-de-Berg, Largentière flétrissent « les sourdes menées du fanatisme. »⁴ Caillon, dès le lendemain, vient déclarer au maire d'Aubenas qu'il n'a proposé la délégation de Montpellier que pour détourner l'orage et éviter une guerre civile imminente. La garde nationale de Vesseaux,⁵ le procureur syndic du district d'Aubenas,⁶ le directoire du département du Gard rejettent toute la responsabilité sur Malbosc et dénoncent « le maire de Berrias, qui paraît avoir joué le premier rôle. »⁷

1. M. Mathiez écrit dans la « Révolution française » T. I p. 97 : « Le camp de Jalès resta organisé pendant plusieurs mois. Il ne sera dissous par la force qu'en février 1791. » Le camp de Jalès est dissous le jour même de sa formation, le 18 août 1790. Un 2^{me} camp sera organisé en février 1791.

2. cf. Fonds Mazon F 12 et arch. nat. D XXIX bis 13.

3. La radiation de Bournet fut prononcée le 9 octobre, mais le directoire du département cassa la décision de la municipalité de Joyeuse le 9 décembre 1790. Arch. ard. L 119.

4. cf extraits de nombreuses délibérations qui protestent contre le camp de Jalès. Fonds Mazon chr. T. 13 et 16.

5. Procès-verbal du commandant de la garde nationale de Vesseaux, 18 août 1790. Fonds Mazon chr. 13.

6. Lettre de Delichères au Comité des recherches le 9 septembre. Arch. nat. DXXIX bis 12.

7. Lettre du directoire du Gard. Nîmes 8 septembre 1790, arch. nat. D XXIX bis 12.

Les journaux patriotes ne sont pas les moins empressés à accabler les organisateurs. Dans les comptes rendus, chacun apprécie le rassemblement avec ses préjugés, ses craintes ou ses rancunes. Aussi, les récits sont-ils tous plus ou moins inexacts ou fantaisistes. Le « Moniteur » du 3 septembre écrit qu'on a fait à Jalès « des motions tendantes à demander... que les catholiques eussent à s'armer, pour aller venger le sang de leurs frères, qu'ils se portassent en même temps sur Avignon, où l'on trouverait en effet 80 pièces de canon et une place forte....¹ ». Le « Courrier d'Avignon » se distingue par ses inventions saugrenues et ses amplifications calomniatrices. A l'en croire, de nombreux drapeaux auraient porté les inscriptions séditieuses d'« à bas la nation, à bas l'Assemblée ;² » des curés et des moines fanatiques, brandissant de grands crucifix³, auraient parcouru les rangs, prêchant l'extermination des protestants et excitant les catholiques à marcher sur Nîmes⁴. Si ce projet avait été effectué, ajoute le journal, on allait jusqu'au port de Cette et on y attendait une escadre espagnole qui débarquait dans ce port et voilà la guerre civile établie⁵ ». Le Comité indigné réplique vertement. Le rédacteur Tournal refuse d'insérer ses rectifications. Exaspéré, Malbosc envoie deux de ses amis, Chalbos et Maubec, à Avignon pour sommer le journaliste de se rétracter⁶. A la suite d'une réprimande sévère de la municipalité de cette ville, Tournal, dans le numéro du 8 septembre, donne acte au Comité de ses assertions qu'« il n'a eu aucune intention de contre révolution ni d'antipatrio-

1. Réimpression de l'ancien Moniteur T. 5 p. 558. Aucun autre récit ne fait allusion à ce projet de se porter sur Avignon.

2. La « relation sur la fédération des gardes nationales à Jalès », envoyée au comte de Périgord, déclare que la majeure partie des drapeaux, portaient : « Vive le roi » et fort peu « Vive la nation ». Arch. nat. F 7 3652.

3. Courrier d'Avignon, 28 août 1790 p. 842. Biblioth. nat. Lc 2 65. M. Mathiez écrit aussi dans « la Révolution française » T. 1 p. 97 que les gardes nationaux « parurent au rendez vous en portant la croix pour drapeau ».

4. Aucun témoin oculaire ne confirme les affirmations du « Courrier d'Avignon ». Dalmas, procureur général syndic de l'Ardeche, dans une lettre au Comité de recherches du 7 septembre, dit simplement qu'il va prendre des renseignements sur le bruit qui court qu'il y avait à Jalès « des prêtres qui portaient des croix de bois à la boutonnière ». Le directoire du département du Gard, le 8 septembre, écrit : « on assure que plusieurs prêtres assistèrent » à la délibération du château de Jalès. Arch. nat. D xxix bis 12.

Malbosc dans son mémoire justificatif répond point par point à ces diverses accusations. Arch. Ard. L 311.

5. Courrier d'Avignon 24 août 1790 p. 822.

6. Procès-verbal des commissaires nommés pour se rendre à Avignon. Arch. Ard. 311.

tisme », mais il s'empresse de faire suivre cette déclaration de la longue proclamation in-extenso du directoire du département ¹, du 26 août 1790, qui est une condamnation formelle des résolutions du 18 août. Il reviendra encore à la charge, à plusieurs reprises, en septembre et octobre ², et confondra dans une même réprobation, avec le comité de Jalès, tous les officiers municipaux de Berrias ³.

Les directoires du district de Largentière et du département s'efforcent d'apaiser cette polémique irritante ⁴, qui passionne les esprits et envenime les rapports des partisans et des adversaires du camp de Jalès. Dans leur désaveu de la fédération et la défense qu'ils font aux commissaires d'exécuter leur mission, perçue surtout le souci de dégager leur responsabilité et d'écarter toute accusation de connivence et de complicité.

Rivière de Larque, président du district, a été profondément froissé de l'humiliation que Malbosc lui a infligée devant tout le camp, mais, au fond, malgré ce dépit d'amour-propre, il comprend les inquiétudes religieuses des membres de ce Comité dont ses deux fils continuent à faire partie. Le 9 septembre, pour incliner le gouvernement à l'indulgence, il annonce que la tranquillité est revenue dans le pays et qu'aucune suite n'a été donnée aux prétendus arrêtés de Jalès ⁵.

Quant au département, il « fut instruit trop tard de la formation du camp et il n'eut pas le temps d'en rompre les arrangements ⁶ ». Pour éviter de nouvelles surprises, il défend « aux gardes nationales du département de se réunir à l'avenir en corps d'armée ⁷ ». Mais, si les devoirs de sa charge l'obligent à réprouver des initiatives subversives, s'il condamne le manque de déférence de la municipalité de Berrias à l'égard du district de Largentière, s'il ne peut tolérer que le Comité se dresse en autorité rivale, le directoire de l'Ardèche, qui, avec un sens plus précis des réalités, n'est pas loin de partager

1. cf) numéro du 8 septembre 1790 p. 881-882.

2. cf) Courrier d'Avignon des 13 et 15 septembre, 16 et 25 octobre.

3. Délibération de Berrias du 1^{er} novembre 1790. Fonds Mazon ch. 13.

4. Lettre du directoire de l'Ardèche au « Courrier d'Avignon » ; procès-verbal du 30 novembre 1790. Arch. Ard. L 119. Rétractation de Tournal 9 décembre au bas de la 4^me page de son journal, sans titre, p. 1198.

5. Arch. nat. D xxiv bis 12 cf) aussi lettre de La Tourette, président de l'administration du département, du 9 septembre, au Comité de recherches.

6. Lettre du directoire du département à l'Assemblée nationale du 30 août 1790 Archives parlementaires T. 18 p. 640.

7. Proclamation du 26 août 1790. Arch. nat. F 1^a 403.

les appréhensions des catholiques ¹, cherche à ménager les chefs de la fédération et se pose surtout en médiateur. Il est fermement convaincu que le moyen le plus efficace de servir la paix et la concorde est de faire le plus possible le silence sur cette lamentable affaire.

Sa tactique ne manquait pas d'habileté et peut-être que, suivie dès le début et adoptée par tous, elle eût désarmé les préjugés, prévenu l'entêtement et l'obstination et empêché de nouveaux excès. Par ses vives et amicales instances, il obtient de Malbosc des déclarations conciliantes. Le 2 septembre, le président du comité écrit à l'Assemblée nationale pour se disculper de toute arrière-pensée de contre-révolution ². Il transmet au département un long mémoire justificatif pour réfuter les calomnies qui ont couru sur le camp ³. Si le Comité a tenu une nouvelle assemblée le 1^{er} septembre et s'il a envoyé Chalboset Maubec à Avignon pour arrêter la campagne de Tournai, c'est qu'il n'avait pas eu connaissance à temps de la défense du département ⁴. Enfin, tous les commissaires renoncent à leur députation à Montpellier ⁵.

Malheureusement, l'émotion soulevée par le camp de Jalès se répercute jusqu'au sein de l'Assemblée nationale. Les procès-verbaux du district et du département, les dénonciations multiples des patriotes, les publications des journaux, ⁶ les renseignements recueillis par le Comité des recherches ⁷ provoquent son intervention et, le 5 septembre, après un long et violent rapport de Sillery, elle déclare la délibération du château de Jalès « inconstitutionnelle, nulle et attentatoire aux lois » ⁸. Le même décret prescrit

1. Parmi les membres du directoire, Bastide est le cousin de Malbosc, La Tourrette, Dereboul, Vachersont ses amis et même Dalmas avouera en 1797 que c'est à contre-cœur qu'il a dû intervenir dans l'affaire du premier camp de Jalès. cf) Dalmas : à mes concitoyens 1797 ; impr. 40 p. s. l. p. 24-25. B, A.

2. Arch. nat. D xxix bis 12.

3. Arch. Ard. L 311.

4. Lettre de Malbosc au vice-président du directoire du 5 septembre 1790. Arch. nat. Dxxix bis 12. Lettre de Malbosc à Roure du 9 septembre. Il est surpris qu'on ait présenté son patriotisme comme suspect. Fonds Mazon chr. 13.

5. Nombreuses lettres des commissaires à Dalmas pour le prévenir qu'ils renoncent à leur députation : Bournet, Cachou, Malignon etc. Fonds Mazon chr. 13.

6. Courrier d'Avignon, Journal général de France, Chronique de Paris, Gazette nationale... etc...

7. Lettre de Voidel au directoire du département du Gard, au nom du Comité des recherches, du 2 septembre 1790, citée par le Courrier d'Avignon le 13 septembre 1790 p. 898. cf) les nombreuses lettres reçues par le Comité des recherches. Arch. nat. Dxxixbis 12 et 13.

8. Réimpression du Moniteur T. 5 p. 588.

« d'informer contre les auteurs, fauteurs et instigateurs des arrêtés inconstitutionnels. » Le 28 septembre, sur réquisition du procureur du roi, la sénéchaussée de Villeneuve-de Berg est saisie de l'enquête ¹. De nombreux témoins sont entendus, mais on ne saurait attendre beaucoup de zèle d'un tribunal dont tous les membres sont les amis et parfois les complices du Comité de Jalès. Le lieutenant criminel lui-même, Tavernol de Barrès, a été dénoncé, l'année précédente, à l'Assemblée nationale comme l'auteur d'un écrit contre-révolutionnaire ². D'ailleurs, l'organisation judiciaire de l'ancien régime touche à sa fin, les sénéchaussées sont condamnées et vont être remplacées par des tribunaux de district. A quoi bon, dès lors, engager à fond une procédure qui ne pourra être poursuivie et qui devra être reprise devant une autre juridiction ? ³.

Cette faiblesse dans la répression est favorisée par le directoire du département qui, pour éviter de nouveaux troubles, tente un dernier effort pour désarmer la sévérité de l'autorité supérieure. Le 21 octobre, par délibération unanime, il implore de l'Assemblée nationale et du roi l'arrêt des poursuites et sollicite une amnistie générale pour effacer toute trace de dissentiment. Il fait valoir que « cette légère dissension a été fort exagérée par les papiers publics » et plaide habilement les circonstances atténuantes. L'assemblée du château de Jalès a été égarée « par le tableau inexact... des malheurs de la ville de Nîmes », et, si les arrêtés ont été imprudents, ils n'ont pas voulu être criminels. » Nous osons vous attester la loyauté et la bonne foi de la presque totalité des citoyens de notre département qui les adoptèrent ». Dans la difficulté de discerner les innocents des coupables, il demande « au nom de la paix publique qui est le vœu de tous vos décrets, au nom de l'humanité sainte qu'ils respirent », cet acte de bienfaisance qui « pacifiera le département du Gard et le nôtre et y éteindra les agitations et les haines populaires » ⁴.

Le département avait quelque mérite à agir ainsi. Depuis quelque temps, il était en butte à l'hostilité ouverte des deux par-

1. Arch. Ard. L 312.

2. Lettre écrite de Villeneuve-de-Berg à la municipalité de Metz par Tavernol de Barrès, lieutenant criminel en la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg le 26 nov. 1789. Arch. nat. Dxxix bis 2.

3. Lettre du 2 octobre 1790 « Malgré les décrets de l'Assemblée nationale, les juges de Villeneuve-de-Berg n'informent pas sur le camp de Jalès. » Arch. nat. F 7 3652 1.

4. Arch. Ard. L. 119. procès-verbal du directoire 21 octobre 1790.

tis opposés. Les patriotes lui reprochent ses capitulations déguisées et les partisans de Jalès parlent sans aménité des gens « en place » qu'ils accusent de méconnaître et de trahir les intérêts les plus chers de leurs commettants¹. Et, si l'Assemblée nationale est prête cette fois-ci à écouter le langage de la modération et de la clémence, Malbosc et ses amis sont moins disposés que jamais à la conciliation et à la soumission.

Le décret du 7 septembre « a été accueilli dans nos montagnes par un cri de fureur », affirme une lettre de Bannes, du 20 septembre². La population souligne cette attitude partielle qui laisse impunis les protestants de Nîmes, massacrant sans pitié les catholiques, et condamne brutalement les fédérés de Jalès « qui n'ont que des vues de paix. Tout annonce une explosion qui pourrait être suivie d'affreux désordres, si la douceur et la sagesse du gouvernement envers ce peuple à moitié sauvage ne les prévenaient »³. Une lettre de Gravières du 20 novembre proteste contre l'amnistie demandée par le directoire, « pour les scélérats qui ont troublé et ensanglanté la ville de Nîmes et pour les moteurs et auteurs du camp de Jalès.... Vous ne sauriez imaginer avec quelle indignation les gentilshommes, les honnêtes gens, les paysans eux-mêmes.... s'élèvent contre cette adresse ».... Les innocents n'ont pas besoin d'amnistie et ils n'entendent pas être confondus avec les « monstres de Nîmes »⁴.

Les députés du département ont beau publier dans le *Moniteur* une déclaration affirmant que l'Ardèche est dans la plus parfaite tranquillité » et que « le décret de l'Assemblée nationale a rempli le vœu de tous, »⁵ la fermentation des esprits est si inquiétante que Delichères, procureur syndic du district d'Aubenas, en envoyant des renseignements,⁶ supplie le Comité des recherches de lui conserver l'anonymat, pour ne pas le désigner aux haines populaires. La précaution n'était pas superflue ni la crainte imaginaire. Un soldat du régiment de Guyenne, reconnu à son uniforme, aux

1. Lettre de Tauriers à Malbosc du 13 décembre 1790. Fonds Mazon. Chr. 13.

2. Lettre publiée dans le « *Journal général de France* », 1^{er} octobre 1790 p. 1151. bibliothèque nationale L C2 69.

3.... Ibidem....

4. Lettre insérée dans « le *Journal général de France* » du 4 décembre 1790, p. 1415.

5. Réimpression de l'ancien *Moniteur* T. 6 p. 77, 10 octobre 1790. Tous les députés de l'Ardèche ont signé, sauf les 3 députés de la noblesse et Monneron.

6. Arch. nat. D xxix bis 12.

environs de Bannes, aurait été massacré, s'il n'avait affirmé qu'il désertait, ¹ Les petites vengeance se multiplient. A la faveur de la nuit, des inconnus coupent 300 mûriers et arrachent des vignes à Rivière de Larque pour le punir d'avoir jugé sévèrement dans son procès-verbal les prétentions de quelques organisateurs. « On l'eût pendu, si on l'eût trouvé. » ² Des hommes qui passent pour modérés et équitables, applaudissent ouvertement aux malheurs qui lui arrivent. Le comte de Tauriers, « major général du camp de Jalès », écrit, le 13 décembre ³ 1790, à Malbosc : » L'humiliation qu'éprouve M. Rivière de Larque, pour la mauvaise affaire qu'on suscite à son fils curé ⁴, doit lui faire voir que les méchants ont leur tour, et on peut dire qu'il n'a rien perdu pour attendre. »

Devant la rigueur de la condamnation, Malbosc, caractère impulsif et violent, se cabre à son tour. Désormais, il se refuse à la moindre concession et rompt de plus en plus délibérément avec la Révolution. Les poursuites dont il est l'objet grandissent son influence et renforcent son autorité sur les mécontents. Les montagnards firent signifier à la sénéchaussée chargée d'informer contre lui, qu'« à la première démarche ... ils viendraient mettre la ville et le pays à feu et à sang. » ⁵ Beaucoup de gardes nationaux, qui étaient repartis de Jalès déçus et irrités du manque d'organisation et qui avaient blâmé l'indécision et la pusillanimité des chefs, se rapprochent de nouveau de Malbosc et sont prêts désormais à le suivre aveuglément. Les réunions du Comité se multiplient. Il entretient une correspondance fort active avec les chefs des légions catholiques et de nombreux officiers municipaux. « A force d'entendre prodiguer le terme de contre-révolutionnaire, le mot n'effraie plus guère les partisans de Jalès. Et ainsi très vite, le Comité fédératif devient le point d'appui de toute résistance et le symbole même de la contre-révolution. Désormais, il est prêt à écouter les sollicitations des émigrés.

Rien, avant le mois d'octobre, dans les papiers de Malbosc et

1. Arch. nat, F 7 3653 1. On lui donna un autre vêtement et on brûla son uniforme.

2. Arch. nat. F 7 3652 1.

3. Fonds Mazon. chr. 13.

4. L'abbé de Larque, accusé d'un double empoisonnement, avait été chassé de sa paroisse. cf) procès-verbaux du directoire du Tanargue du 2 décembre 1790. Arch. Ard. L 861

5. Arch. nat, F 7 3652 1. Lettre du 2 octobre 1790.

6. Fonds Mazon. chr. 13 et 14.

du Comité, ne laisse soupçonner le moindre rapport avec l'extérieur;¹ mais le bruit fait autour de Jalès, les cris de fureur des patriotes et des protestants, le décret de l'Assemblée nationale ont attiré l'attention des adversaires de la Révolution, surtout des exilés de Nîmes qui, avec Froment, après les massacres de Juin, ont gagné la Savoie. Les pérégrinations insolites de Polignac et Pallarin² dans le Vivarais, à la fin de septembre, semblent bien une tentative des princes réfugiés à Turin pour se mettre en relation avec le Comité de Jalès.

« Il paraît n'y avoir aucun doute, dit la délibération de Joyeuse du 2 octobre³, que leur voyage dans ce pays et surtout leur réunion dans cette ville ne renferment quelque chose de mystérieux relativement à la contre-révolution dont nous sommes menacés. » Les deux voyageurs ont rencontré à Largentière le comte de Tauriers, « soy-disant major général du prétendu camp de Jalès. » Ils ont vu aux prisons de Villeneuve-de-Berg Folacher qui a été arrêté après les affaires de Nîmes. Pallarin reçoit une lettre de Chambéry qu'il détruit pour n'avoir pas à la remettre à la municipalité de Joyeuse. Au moment de son arrestation, il glisse furtivement entre les mains du baron de La Saumès un portefeuille qui pourrait être compromettant. Lors de son interrogatoire, il reconnaît avoir vu à Turin, quatre mois auparavant, le comte d'Artois⁴. Ils ont été appréhendés

1. La plupart des historiens qui se sont occupés du premier camp de Jalès affirment que les organisateurs étaient « tous en rapports directs avec les émigrés et le comte d'Artois. » cf) Lavissee : histoire contemporaine. T. 1. La Révolution par Sagnac p. 257. Mathiez « la Révolution française » T. 1 p. 97. E. Daudet, dans l'histoire des conspirations royalistes du Midi, écrit ; « Ils étaient en correspondance suivie avec les princes émigrés, avec les personnages de la cour restés à Paris » p. 44. Vingtrinier dans la Contre-révolution T. 1 p. 329-330 prétend pouvoir rattacher le mouvement de Jalès à un plan de contre révolution combiné avec l'Espagne, la Sardaigne, l'Autriche. Aucune preuve n'est apportée à l'appui de ces affirmations et jamais, dans la multitude de lettres, rapports, notes et papiers divers qui se trouvent aux Archives départementales de l'Ardèche, il n'est fait la moindre allusion à des relations avec les émigrés pour la période du 1^{er} camp de Jalès de Juillet à septembre 1790.

2. Délibérations municipales de Joyeuse du 2 octobre 1790. Fonds Mazon F 12 procès-verbaux du directoire du département de l'Ardèche, séances du 6 oct. 15 oct. 16 oct. 16 nov. arch. Ard. L 119. Lettre de César de Fay de la Tour Maubourg à M. Guérin de Vaneilles à Privas en Vivarais du 2 nov. 1790, publiée par P. d'Abigny dans revue du Vivarais de 15-3-1898.

3. Fonds Mazon F 12.

4. Interrogatoire de Pallarin et Duchesloy, 1^{er} et 2 octobre 1790. Fonds Mazon F 12. cf. aussi ; « Chronique de Paris n° 293 », extrait reproduit par le Courrier d'Avignon le 28 octobre 1790 p. 1053.

le 1^{er} octobre au château de la Saumès, par Sarreméjasse, maire de la Blachère, au moment où ils se disposaient à partir pour Berrias. Et Gervais, colonel commandant la légion catholique de la Blachère, qui dînait avec eux à la Saumès, écrit à Malbosc que « leurs majestés remerciaient les fédérés du Vivarais de leur zèle et les avertissaient qu'il se préparait des événements dans lesquels on aurait peut-être besoin de leur concours. » ¹

Le directoire, cependant, fidèle à sa tactique de modération, croit qu'il vaut mieux cacher le mal qu'en dévoiler la gravité. Après avoir approuvé la consignation des voyageurs à Joyeuse, il ² blâme le zèle intempestif de la municipalité de cette ville et, pour soustraire Polignac et Pallarin à la curiosité trop indiscreète des patriotes, il ³ donne l'ordre formel de les transférer à Privas. ⁴ Il intervient en leur faveur auprès de l'Assemblée nationale, et, comme « les renseignements recueillis ne permettent pas de douter de leur patriotisme », sur l'avis favorable du Comité des recherches du 8 novembre, il autorise leur libération. ⁵

Il semble bien d'ailleurs que, dans cette affaire, les patriotes aient vu juste. Ce qui tendrait à confirmer leurs soupçons, c'est la coïncidence de ce voyage avec la publication d'une brochure nettement contre-révolutionnaire : « manifeste de 50.000 Français armés pour la cause de la religion et de la royauté ⁶ ».

Ce pamphlet très violent condense en quelques pages enflammées les principaux griefs des mécontents du Vivarais : « Armés des décrets même qui devraient nous servir d'égide, les protestants prétendent nous imposer leurs lois. Les départements, les districts, beaucoup de municipalités ne sont peuplées que de leurs créatures. A eux les grades, les emplois, les honneurs. Les catholiques se voient repoussés de partout... Les protestants nous insultent ouvertement, le sang coule... les tribunaux sont sourds à nos cris. Opprimés, on accuse nos prêtres d'être oppresseurs ; persécutés, on les traite de persécuteurs. Si quelque apôtre courageux fait tonner la

1. Firmin-Boisin. Les camps de Jalès, 2^e édition p. 46. Le terme « leurs majestés », dans la pensée de Gervais, désigne probablement les princes d'Artois et de Condé, réfugiés à Turin, plutôt que le roi et la reine.

2. Procès-verbal du directoire, 6 octobre. Arch. Ard. L 119.

3. cf) J. B. Dalmas. A mes concitoyens, sur les inculpations répandues contre moi. 1797. p 13.

4. Séance du 15 octobre. Arch. Ard. L 119.

5. Délibération du directoire, 16 novembre 1790. Arch. Ard. L 119.

6. Imprimé in-8, 35 p. au camp de Jalès, octobre 1790. Arch. nat. AD1 101.

vérité du haut de la chaire, on le dénonce, on l'injurie... Attaqués dans ce que nous avons de plus cher, le désespoir nous met les armes à la main et la nécessité d'une juste défense fait de nous des soldats. » Le manifeste, après avoir énuméré les nombreux attentats perpétrés par l'Assemblée nationale contre l'autorité royale et l'Eglise catholique, déclare que l'assemblée de Jalès « versera jusqu'à la dernière goutte de son sang plutôt que de laisser subsister une Constitution monstrueuse assise sur des ruines et cimentée par des larmes ». Daudet et Vingtrinnier¹ attribuent ce libelle à la plume de d'Antraigues et pensent qu'il avait été transmis au Comité par les mystérieux voyageurs. Boissin y reconnaît plutôt les expressions et le style du fougueux prieur de Chambonas, l'abbé Allier.

Le département, que cette publication contrarie dans ses tentatives d'apaisement, ferme les yeux et profite de ce qu'il n'est pas signé ou l'est de noms imaginaires pour le déclarer apocryphe². Le conseil général de la commune de Privas, à son tour, s'empresse d'affirmer que « tout est faux dans cet écrit jusqu'aux signatures qui le terminent »³. Les députés de l'Ardèche, dans une note insérée au *Moniteur*, nient, eux aussi, l'authenticité de ce factum et se portent garants de la conversion des réfractaires. Les assemblées électorales du Coiron, Mézenc et Tanargue et de nombreuses municipalités rédigent des adresses analogues⁴. Tous en chœur protestent que le camp de Jalès n'existe plus et qu'« il n'est pas de pays où l'on soit plus invariablement attaché aux principes sur lesquels s'élève la constitution de cet empire »⁵.

L'opinion, ballottée entre des appréciations opposées, réagit fort différemment suivant les individus et les régions. D'une part, les patriotes intransigeants, furieux de voir les partisans de l'ancien régime remettre en cause les conquêtes de la Révolution, adoptent une attitude énergique, violente même, contre les réactionnaires. C'est la tactique des Planzolle et Cousin de Joyeuse, du district du Coiron et de la plupart des municipalités des grands centres. En

1. Daudet. *Conspirations royalistes du Midi* p. 46; Vingtrinnier. *La contre-révolution* T. II p. 21.

2. Arch. ard. L 311.

3. Adresse du conseil général de la commune de Privas du 10 novembre 1790. Arch. nat. AD XVI 20.

4. Arch. ard. L 311.

5. Réimpr. de l'ancien *Moniteur* T. 6 p. 238. Ni Madier, ni Monneron, ni aucun des députés de la noblesse n'ont signé cette lettre.

face d'eux, se dressent tous ceux qui, pour des causes diverses, inquiétudes religieuses, économiques ou politiques, ont à se plaindre du nouvel ordre de choses. Ils se recrutent surtout dans la haute bourgeoisie, la noblesse et les paysans du bas Vivarais et de la montagne. Le clergé hésite encore à prendre parti et, si beaucoup de ses membres font des vœux secrets pour le succès de la contre-révolution, fort rares sont ceux qui se mettent à la remorque du Comité de Jalès. Enfin, il y a les patriotes modérés, qui ont accueilli les réformes avec sympathie, mais qui refusent de brûler les étapes et qui voudraient y adapter le pays sans heurt ni secousse. Ils croient que, moins on parlera de ces divergences d'idées, moins elles auront chance de se développer et de se préciser. C'est l'attitude surtout du directoire du département et de la majorité des citoyens du haut Vivarais où le contre-coup des événements de Jalès ne parvient que très atténué.

Ces trois tendances vont s'affirmer nettement à l'automne de 1790, lors des élections nécessitées par la réduction des districts.¹ Dans le midi du département, les deux partis extrêmes sont aux prises. L'assemblée électorale est particulièrement houleuse dans le Tanargue,² et les vaincus auront beau jeu pour attaquer les irrégularités qui, à leurs yeux, vicient ces élections ; car, aussi bien en novembre qu'en mai et juin, les paysans, forts de leur nombre, se soucient peu de la légalité.³ Malgré les efforts des patriotes urbains, les aristocrates triomphent aisément, grâce aux catholiques endoctrinés par le Comité de Jalès. La plupart des administrateurs, le procureur syndic⁴ en tête, ainsi que les juges du tribunal du district, appartiennent au parti de la résistance. Tout en prétendant rester patriotes, leur tactique sera de retarder le plus possible, de contrecarrer même en sous-main l'application des décrets de l'As-

1. Décret du 18 sept. 1790. Réimpr. du Moniteur T. 5 p. 696, et proclamation du roi du 25 sept. sur la nécessité de nouvelles élections pour constituer les trois nouveaux districts. Arch. nat. F I b II Ardèche 1. Il n'y eut pas de nouvelles assemblées primaires et ce furent les électeurs des mois de mai et juin qui désignèrent les administrateurs.

2. Assemblée électorale du Tanargue du 29 oct. au 4 nov. 1790. Arch. Ard. L 860.

3. Protestations des municipalités de Joyeuse, de Laurac. Arch. nat. Div 17. Les paysans ont exigé l'élection d'un administrateur par canton... des électeurs qui n'étaient même pas citoyens actifs ont pris part au vote... des juges élus ne réunissent pas les conditions exigées par la loi.

4. Allamel Bournet, un des commissaires désignés par l'assemblée du château de Jalès pour la députation de Montpellier.

semblée nationale, avec l'arrière-pensée de leur faire échec. Dans le Coiron, ¹ ce sont, en général, les démocrates de la première heure qui l'emportent, avec un programme bien précis de lutte légale contre leurs adversaires. Ils sont résolus à tirer des décrets toutes leurs conséquences, tout en restant, en général, ennemis des excès et de la violence. Dans le Mézenc, ² l'opposition doctrinale n'existe pour ainsi dire pas. La Révolution, si elle préoccupe quelques individus, n'effraie encore personne. Avec une nuance un peu plus accentuée dans le sens patriote, les élus représentent assez bien les idées du directoire du département, et, comme lui, ils préconisent l'union et l'apaisement.

Et ainsi le comité de Jalès a été le dissolvant qui a désagrégé en fractions hostiles le parti patriote, déjà affaibli et miné par l'indiscipline et les rivalités de ses membres. C'est lui qui, en attirant brutalement l'attention des citoyens sur les conséquences religieuses et politiques de l'œuvre de l'Assemblée nationale, a permis au pays de prendre une conscience plus nette de ses aspirations comme de ses inquiétudes. Il ne semble pas cependant qu'au début, Malbosc et ses amis aient eu en vue la contre-révolution. C'est leur indignation de catholiques contre les menées des protestants et les massacres de Nîmes qui les a portés à se grouper, sans bien savoir ce qu'ils pouvaient attendre de leur fédération. Peut-être croyaient-ils naïvement qu'il suffirait d'une manifestation grandiose, d'un étalage de leur force, pour faire rendre justice à leurs coreligionnaires opprimés et arrêter la poussée révolutionnaire. Peut-être voulaient-ils simplement sonder les dispositions du pays et voir jusqu'à quel point ils pourraient compter sur le dévouement des classes rurales. A cette enquête, la réponse a été éloquente. L'attachement des paysans à leurs croyances et leur susceptibilité à l'égard de toute mesure qui risquait d'y porter atteinte se sont manifestés avec une troublante énergie.

Mais, ce que les organisateurs du camp de Jalès n'avaient peut-être pas prévu, c'est qu'à ébranler et à déchaîner des natures frustes, de tout temps très indépendantes de toute autorité, ils couraient le danger d'être débordés et entraînés plus loin qu'ils ne le désiraient. Grisés par le succès, ils ont failli, avec la complicité de l'opi-

5. Assemblée électorale du Coiron du 29 oct. au 8 nov. 1790. Arch. Ard. L 631.

1. Assemblée électorale du Mézenc du 29 oct. au 8 nov. 1790. Arch. Ard. L 790.

nion publique, provoquer une guerre civile. Parce que, au dernier moment, ils ont reculé devant les responsabilités entrevues et ont réussi à éviter une grave échauffourée, ils ont été indignés des soupçons qui pesaient sur eux et exaspérés des projets criminels que leur prêtaient leurs adversaires. L'injustice, dont ils se croyaient victimes, les a poussés d'abord à se raidir contre les sommations impérieuses du pouvoir et ils ont refusé de dissoudre le Comité fédératif. Rassurés ensuite par l'impunité que leur ménage la timidité du département et secrètement flattés d'avoir semé l'émoi parmi les révolutionnaires et jusque dans l'Assemblée nationale, ils envisagent bientôt la possibilité de jouer un rôle plus important. A mesure qu'ils voient leur prestige s'affermir sur la population rude et croyante du bas Vivarais et leurs craintes religieuses se confirmer par l'application de la Constitution civile du clergé, ils inclinent de plus en plus à la résistance et s'acheminent insensiblement dans la voie de la révolte.

III

En Janvier 1791, de fréquentes et mystérieuses réunions ont lieu chez Malbosc. C'est le canton de Bannes qui fournit les adeptes les plus actifs et les plus dévoués. Population, municipalité et clergé sont acquis aux organisateurs et aucun des rares opposants n'ose élever la moindre protestation ni dénoncer les sourdes menées des mécontents.¹

Le 1^{er} février, Malbosc lance à tous les chefs des légions catholiques un appel, secrètement imprimé à Uzès, où il fait un exposé habile et tendancieux des troubles causés par les nouvelles lois et des dangers qu'elles font courir à la foi catholique. Et il les invite à venir conférer avec lui, à Berrias, dans la matinée du 13 février. Près de quarante personnes s'y rendirent : l'élite de l'opposition aristocratique et catholique.² On délibéra longuement sur la situation. Chacun précisa l'état d'esprit et les dispositions des paysans de sa localité. Les diverses éventualités furent examinées et, pour faire échec à la Constitution civile du clergé, l'assemblée ne recula

1. Mémoire pour donner des notions sur l'affaire de Jalès, sans date, Arch. Ard. L 313.

2. Mémoire de Champanhet, Fonds Mazon. chr. 13.

3. Boissin, « Les camps de Jalès » p. 51, donne les noms des principaux assistants.

pas devant la perspective d'un véritable soulèvement. Or, ce même jour, se produisait l'échauffourée d'Uzès. Des rixes sanglantes, dont l'origine est assez confuse et fort diversement rapportée, ¹ mirent aux prises catholiques et protestants, aristocrates et patriotes, pendant deux jours. De nombreux habitants, croyant leur vie en danger, quittèrent la ville et se répandirent dans le pays, semant partout l'alarme et l'inquiétude.

Dès le 16 février, 116 fugitifs, criant vengeance, traversent Barjac et se dirigent sur Berrias. ² On en signale d'autres encore à Bourg-St-Andéol ³ et dans tous les cantons limitrophes du Gard. La nouvelle se propagea, comme une trainée de poudre, que les catholiques d'Uzès, victimes de l'intolérance protestante, imploraient l'aide et la protection de leurs frères du Vivarais. Le soir même, Malbosc, qui, dans la journée, s'était déjà entretenu à Joyeuse de ces événements avec les administrateurs du Tanargue, leur écrit pour leur signaler l'arrivée inattendue des « 120 émigrants catholiques romains d'Uzès » et solliciter des ordres sur la conduite à tenir à leur égard. Il annonce en même temps que le clergé a été, lui aussi, obligé de fuir et que « l'abbé la Molette s'est évadé, déguisé en grenadier. » ⁴ Toute la journée du lendemain, les lettres se multiplient et s'entrecroisent entre le comité, les administrateurs et les municipalités.

Le 17 au matin, l'abbé Dautun et Chalmeton d'Uzès sont à Berrias. Ils protestent contre les bruits de massacre qui courent dans toute la région, ils assurent que leurs concitoyens n'ont rien à craindre et les engagent, dans un bien de paix, à rejoindre leur cité, pour ne pas prolonger l'agitation. Le district du Tanargue donne lui aussi des renseignements rassurants ⁵ que contredisent énergiquement les réfugiés. La situation est critique. Les paysans de Bannes et des environs redoutent déjà une incursion des bandes calvinistes du Gard et la minorité protestante du Vivarais tremble devant

1. cf) Précis historique des événements qui se sont passés dans l'Ardèche et le Gard du 14 au 18 février 1791. Nîmes 1791, in. 8, 36 p. arch. Ard. L313. Pontecoulant. Histoire des révolutions d'Uzès et de Nîmes, 1826, p. 174-184. Dampmartin. Événements qui se sont passés sous mes yeux. Berlin, 1.799. 2 vol. T. I. P. 195. E. Vingtrinier. La contre-révolution T. II p. 338-339.

4. Lettre de Barjac au directoire du département du Gard. cf) Vingtrinier T. II p. 340.

3. Le 18 février, Bourg-St-Andéol écrit à St Just que le 16 février « une troupe de 200 jeunes gens » disant venir d'Uzès passa à Bourg. Arch. nat. DXXIX 1.

4. Lettre de Malbosc du 16 février à 7 h. du soir, Arch. nat. DXXIX 1.

5. Lettres de Malbosc du 16 février à minuit et du 17 à 9 h. du matin. Ibidem

les menaces de représailles. Les gardes nationales du canton « sont sur pied et veillent à la sûreté publique. » Dans chaque village, on s'arme rapidement et plusieurs centaines de délégués des paroisses, officiers municipaux et chefs de légion, que, dès le 13 février, Malbosc avait fait pressentir pour une nouvelle assemblée, affluent à Berrias pour se concerter avec le Comité. ¹

A une heure de l'après-midi, Malbosc les réunit dans l'église pendant que, sous prétexte de protection, il fait enfermer chez son frère Dautun et Chalmeton. ² L'assemblée fut des plus tumultueuses, les motions les plus inconsidérées et les plus incendiaires furent préconisées par les fugitifs, avides de vengeance, et favorablement accueillies par les assistants. Sur la nouvelle que les émissaires envoyés à Uzès pour prendre des renseignements ont été arrêtés par les protestants, on réclame le désarmement immédiat de tous les calvinistes de la région et on parle de porter la terreur et le pillage chez leurs coreligionnaires du Vaunage, de la Gardonnenque et d'Uzès. ³ Quelques exaltés proposent de marcher sur Pont-St-Esprit, ⁴ Nîmes, et de soulever tout le pays.

Après des débats fort orageux, l'assemblée décide, ⁵ et le résultat en est aussitôt proclamé sur la place publique, de venir au secours des émigrés d'Uzès et de les répartir dans les diverses communes du canton de Bannes et des cantons voisins. Un cordon militaire sera établi pour s'opposer à toute incursion des réformés du Gard, depuis St-Sauveur jusqu'à Sampzon, et tenir en échec celui formé, dit-on, par les huguenots, sur le chemin d'Uzès. Le commandement en est confié à Sauveplane cadet, de Chabannes et Nadal ; et, pour bien montrer qu'il ne s'agit que de pourvoir à sa sécurité et qu'il n'est pas question de représailles, on invite même les non-catholiques à y prendre part ou, au moins, à suivre l'exemple des Vans et à déposer volontairement leurs armes. ⁶ Enfin, on con-

1. Lettre de Malbosc, 17 février à 9 h. du matin.

2. Lettre de Malbosc, 18 février. Arch. nat. D XXIX 1

3. Rapport de Cade à la municipalité des Vans le 17 février à 7 h. du soir. *Délibérations municipales des Vans* publiées par Tallon, histoire des Vans T. III p. 83.

4. Lettre de Pont-St-Esprit à St-Just du 18 février, pour demander des secours contre les troupes du camp de Jalès. Arch. nat. D XXIX 1.

5. Lettre de Malbosc du 18 février et délibération de l'assemblée du 17 février 1791. Arch. nat. D XXIX 1.

6. Cade, délégué des Vans, à la délibération de Berrias du 17, pour éviter le désarmement, avait affirmé que les protestants des Vans avaient déjà déposé leurs armes. cf) *délibérations municipales des Vans*, 17 février, 7 h. du soir.

voque pour le dimanche suivant, 20 février, une grande assemblée municipale et militaire, qui devra prendre les mesures que réclament les circonstances. Quatre commissaires sont désignés pour rédiger les lettres d'invitation, ¹ que des messagers bénévoles vont répandre à profusion dans toutes les bourgades, villages et hameaux les plus reculés. Et naïvement ou habilement, on prie le district de permettre les emprunts nécessaires pour l'achat des armes, vivres, poudre et munitions.

Dès le 18 février, l'organisation militaire commence. Martin de Sauveplane, avec 1500 hommes, ² se dirige sur St-Ambroix. On forme le cordon ³ avec les éléments des gardes nationales voisines, bientôt renforcées par celles des communes plus éloignées.

Dans les campagnes, on ajoute foi sans hésitation aux diverses allégations du Comité ⁴ et les paysans s'ébranlent, bien résolus à en finir avec les menaces des protestants. Les municipalités, effrayées de l'exaltation des esprits, demandent conseil, mais sont bientôt obligées de céder à l'impulsion générale. « Ma commune, écrit le maire de Laurac, s'est armée malgré moi. La population a fait sonner le tocsin, malgré mes ordres et mes instances réitérées. » ⁵ Il en est de même dans la plupart des paroisses rurales, ⁶ où les habitants forcent parfois les maires et officiers municipaux à marcher à leur tête, « drapeau rouge déployé. »

Dans les villes, où les patriotes sont nombreux, organisés et maîtres de l'administration, le corps municipal s'inscrit en faux contre les bruits lancés par les émigrants et s'efforce d'enrayer le mouvement. Peine perdue. Même dans les centres les plus favorables à la Révolution, comme les Vans, Joyeuse, Largentière et Aubenas, une forte minorité paralyse l'action de l'autorité et crée, parmi les petites gens, un état d'esprit violemment hostile aux protestants et à ceux qu'on considère comme leurs défenseurs. ⁷

Aux Vans, le maire voudrait bien faire arrêter les porteurs de

1. On trouve de nombreux exemplaires de ces lettres aux archives nationales. F 7 4423.

2. Lettre des administrateurs du Gard du 19 février à l'Assemblée nationale. Arch. nat. D XXIX 1.

3. Lettre de Malbosc du 18 février à 11 h. du matin. Ibidem.

4. cf) lettre de la municipalité de Thuëys. Arch. nat. F 7 4423.

5. Lettre citée par Boissin. Les camps de Jalès p. 59.

6. Rapport des commissaires d'Aubenas et nombreuses lettres de diverses municipalités des 18 et 19 février. Fonds Mazon, chr. 13.

7. cf) informations judiciaires en avril-mai-juin 1791. Arch. nat. F 7 4423.

nouvelles tendancieuses, mais il n'ose pas, tant « le fanatisme agite les esprits ». Pour éviter des rixes et des conflits, il invite, au contraire, la population « à être fort honnête » à l'égard des fédérés de passage. Du 18 au 22, une véritable terreur pèse sur la ville. Le son du tocsin, qui est allé alarmer les communes voisines, précipite sur elle une avalanche de gardes nationaux de Chambonas, des Salles, de Gravières, des Assions, de St-Pierre, etc... « Il a fallu nous résoudre, pour adoucir ces forcenés, à leur offrir des rafraîchissements en pain (sic) et en vin, après quoi ils se sont retirés avec beaucoup de clameurs. ¹ » A plusieurs reprises, le 18 et le 19, des coups de fusil sont tirés contre les maisons des protestants. Si les compagnies de Chambonas sont très correctes, celles de St-Pierre, après avoir mangé et bu, enfoncent les portes de Roure et brisent la clôture du cimetière calviniste. Sur le bruit que les légions de la Gardonnenque marchent sur Alais, les catholiques des Vans forcent le maire à leur distribuer les armes des réformés et la garde nationale part à Jalès, « toujours sans notre réquisition », emmenant heureusement les 20 réfugiés d'Uzès, « pour débarrasser la commune d'autant. » ² Le 19, à 4 heures du soir, les milices de Sablières, St-Mélany arrivent et couchent aux Vans, prêtes à tout saccager, si on ne subvient pas à leurs dépenses. La municipalité les héberge à l'hôpital et leur fournit du pain, du fromage et du bois. Le lendemain, il faut leur offrir le déjeuner et les presser de se mettre en route. On croit en avoir fini avec leurs exigences, lorsqu'elles reviennent avec d'autres réclamer encore des munitions et de l'argent. La commune est obligée de contracter un emprunt de 1500 livres et de distribuer 6 livres par homme. ³

La situation de Joyeuse est tout aussi critique. Dès le 18 février, le bourg est « inondé de gardes nationales » qui manifestent bruyamment contre la municipalité. On l'accuse de n'être pas patriote ⁴ et d'être vendue aux protestants. Il est question de la mas-

1. Délibérations municipales des Vans, 18 février.

2. Délibération du 19 février.

3. « Les ga des nationales de Chambonas ont promis de rendre les 42 livres reçues, celles de Gravières ont refusé tout argent. » Délibération du 20 février. Le 31 mai 1791, pétition des Vans au département pour obtenir des gardes nationales de Sablières, St-Mélany et Malarce la restitution de la somme de 1100 livres. Tallon. Histoire des Vans T. III p. 104.

4. Interrogatoire du porteur de convocation. « Il a entendu dire que cette municipalité n'était pas patriote. » Délibération de Joyeuse, 18 février. Fonds Mazon F 12.

sacrer ¹ et de mettre le feu aux quatre coins de la ville. Le maire est grossièrement insulté, mis en joue et menacé d'être pendu. ²

A Largentière le conseil général de la commune, « parfaitement instruit des manœuvres et des trames odieuses que ne cessent de faire les ennemis du bien public, » ³ siège en permanence depuis le 17 février. Le 18, il fait appréhender Malignon, secrétaire greffier de Berrias, mais la fermentation est telle que, pour éviter une insurrection, il doit le relâcher, quoique cet homme lui ait paru « un fanatique outré. Pour faire échouer la fédération, la municipalité tente d'organiser une contre-manifestation dans la plaine de Laurac, « afin de nous concerter.... pour le maintien de la paix et de la tranquillité publique ⁴ ». Il faut la contremander le lendemain. Pas plus que les Vans et Joyeuse, elle ne peut retenir sa garde nationale. Le 20 février, à 11 heures du soir, le maire est obligé de la laisser partir, en lui recommandant « de se méfier de tout ce qui pourrait venir directement ou indirectement du soi-disant Comité de Jalès. » ⁵ Les 21 et 22 février, les milices de Montpezat, Prunet, Lasouche, Jaujac, Fabras, Colombier, Ollières et autres traversent la ville, en route pour Jalès. ⁶

A Aubenas, à la nouvelle de la bagarre d'Uzès, la population a arrêté et emprisonné six voituriers du Gard et la municipalité et le district ont fort à faire pour assurer leur protection. ⁷

Quatre jours durant, le flot des gardes nationales va déverser une douzaine de milliers d'hommes ⁸ sur Jalès, Berrias, St Ambroix

1. Délibération du 19 février. cf) aussi arch. nat. F7 4 423.

2) Lettre de Dussargues, maire de Joyeuse, à Faure, major de la garde nationale de Viviers à l'armée de Barjac du 26 février 1791. Fonds Mazon. Chr. 13.

3. Délibération du conseil général de la commune de Largentière du 17 février, citée par Mazon dans la revue du Vivarais du 15-4-1903.

4. Délibération du 18 février. Fonds Mazon F 16.

5. Délibération du 21 février à 6 h. du matin.

6. Délibérations du 21 et 22 février.

7. Délibération du directoire du département du 20 février 1791. Il ordonne leur élargissement et envoie à Aubenas le détachement de troupes de ligne qui était à Villeneuve-de Berg. Arch. Ard. L120; cf) aussi informations judiciaires. Arch. nat. F7 4423.

8. Le chiffre est très difficile à préciser. Jules de Malbos, Andéol Vincent, Tallon, Boissin parlent de 30 à 35.000 hommes. Albignac, dans son rapport au ministre de la guerre du 2 mars, dit que St Ambroix était occupé par 5.000 hommes. Le directoire du Gard déclare que 8.000 h. ont pénétré dans son département. St Martin, député de l'Ardèche, réduit ce chiffre à 4 à 5.000 hommes ; Daudet et Vingtrinnier s'arrêtent à 6 à 7.000 hommes.

Si les premiers chiffres nous paraissent exagérés, les derniers sont manifestement trop faibles. Les autorités et l'Assemblée nationale cherchent à minimiser

et Barjac. La plupart de ces fédérés sont de bonne foi. Pour eux, le massacre des catholiques par les protestants ne fait pas de doute. C'est dans un sentiment de solidarité qu'ils volent au secours de leurs frères. Dans leur pensée, il ne s'agit nullement d'une insurrection politique. Ils sont simplement en état de légitime défense. L'autorité manquant à son devoir, ils trouvent tout naturel de se dresser en justiciers et en vengeurs.

Mais quel résultat Malbosc attendait-il d'une telle levée de boucliers ? Quel était au fond son véritable but ? Il n'est pas facile de le dégager nettement de la masse des documents et des témoignages contradictoires. Que Malbosc et ses amis fussent alors acquis aux idées de contre-révolution, le voyage de Pallarin et Polignac, la publication du manifeste du 4 octobre et le refus de dissoudre le Comité permettent de le croire. Que, depuis la fin septembre, ils aient été en rapport avec les agents des émigrés qui opéraient à Lyon et dans le Sud-Est, le fait n'est pas invraisemblable, encore qu'on ne puisse en fournir aucune preuve certaine ¹. Il n'est pas douteux d'autre part que l'état d'esprit du bas Vivarais ne fût favorable à une manifestation hostile au nouvel ordre de choses. Et cependant, il est difficile de concevoir qu'un homme réfléchi ait pu songer sérieusement à déclancher, au début de 1791, un mouvement insurrectionnel.

En ce qui le concerne, Malbosc a toujours protesté contre les projets criminels qu'on lui prêtait. Encore qu'un pareil témoignage soit suspect, il faut cependant noter que jamais dans ses papiers ni

le rassemblement pour rassurer l'opinion publique. Les municipalités, dans leurs délibérations, signalent souvent les effectifs des diverses paroisses qui traversent leur ville. Joyeuse voit revenir le 22 février 2.000 hommes, sans compter ceux qui ne passeront que le lendemain. Largentière en reçoit 1500, le 23, appartenant à des communes qui ne sont pas mentionnées à Joyeuse. D'après Delichères, 4000 hommes des environs ont suivi, le 23, la garde nationale d'Aubenas. Plus de 1500 ont pris la direction des Vans.

En tenant compte des gardes nationales qui ont dû emprunter d'autres itinéraires et de celles des cantons de Bannes, Vallon, Villeneuve-de-Berg et de toutes les communes entre Aubenas et Vallon, nous croyons rester au-dessous de la vérité en donnant le chiffre de 10 à 12.000 hommes pour l'ensemble des troupes de St Ambroix, de la Cèze, de Barjac, de Berrias, de Jalès et des deux camps de Lalevade et Laurac.

1. Daudet, p. 51, affirme que l'Abbé Allier, prieur de Chambonas, « correspondait avec les émigrés de Coblenz. » En 1790, la question ne se posait guère. Il en est de même du sermon contre-révolutionnaire d'Allier, affirmant que, dans 15 jours, la France sera en guerre avec toute l'Europe ; Daudet place en janvier 1791 ce qui eut lieu en 1792.

dans la correspondance des princes on ne trouve, à cette date, la moindre allusion à des préparatifs de rébellion et de révolte prochaine dans le Vivarais. Le moment, d'ailleurs, eût été singulièrement mal choisi. La conspiration de Lyon venait d'avorter et ses principaux meneurs avaient été emprisonnés le 10 décembre 1790 ¹. A la même époque, les tentatives d'Aix et de Marseille aboutissaient à un lamentable échec. Pascalis et deux de ses complices avaient été massacrés, le 14, par la populace ² et Lieutaud, l'agent de Mirabeau, avait été arrêté à Toulon. Les gentilshommes d'Auvergne, en route pour assister à l'entrée des princes à Lyon, le 15 décembre, se dispersaient rapidement. Partout, dans le Sud-Est, les royalistes intransigeants se terraient ou émigraient. Les princes eux-mêmes, le 16 décembre, donnaient l'ordre de tout suspendre. Découragé par tant d'insuccès, Condé quittait Turin, au mois de janvier, pour la Suisse et l'Allemagne, pendant que le comte d'Artois partait pour Venise ³, en attendant de prendre la direction de Coblenz.

On est donc réduit à des conjectures. Deux hypothèses seulement nous paraissent admissibles. Ou bien, comme lors du premier camp, Malbosq et le comité ont voulu simplement intimider les patriotes et les protestants, par la menace d'une force armée, et appuyer ainsi le mouvement d'opposition qui se manifestait dans le pays contre les prestations de serment à la Constitution civile du clergé, ou bien, et cette seconde hypothèse, à notre avis, est plus conforme à la réalité, Malbosq, au début de 1791, devant la gravité de la situation religieuse, se préoccupe de jeter les bases d'un complot nettement contre-révolutionnaire, mais à longue échéance. Bien loin que la réunion du 13 février ait été, comme le prétend Ernest Daudet ⁴, le conseil de guerre qui discute le plan de la conjuration et en décide l'exécution, elle n'était, croyons-nous, qu'une simple prise de contact, une préparation éloignée. Une assemblée plus importante de « 600 personnes, choisies dans toutes les municipalités », était

1. E. Vingtrinnier. *La contre-révolution* T. II p. 205-206. cf. aussi Réimpr. du *Moniteur* T. 6 p. 642, 661, 671.

2. Pascalis, d'abord ardent patriote passé à la contre-révolution, avait protesté énergiquement contre l'abolition des parlements le 27 sept. Arrêté le 12 décembre à Aix, il fut pendu le surlendemain par la populace avec la Roquette et Guiramand. E. Vingtrinnier; loc cit. p. 233-239. Réimpr. du *Moniteur* T. vi p. 671-688 et T. viii p. 470-472.

3. E. Vingtrinner, loc. cit. T. 2, p. 215, 269 et 286-289.

4. E. Daudet. *Histoire des conspirations royalistes* p. 54.

prévue pour la quinzaine suivante ¹. Et ce n'était vraisemblablement qu'après cette réunion, qui ne put avoir lieu, qu'on devait intensifier la propagande, prévoir un chef et se mettre en rapport avec les émigrés et les princes, pour organiser de concert avec leurs agents, cette insurrection, en la liant aux autres tentatives de contre-révolution qui s'ébauchaient dans le pays.

Daudet affirme encore que c'est Malbosc qui a provoqué l'exode des catholiques d'Uzès ², pour avoir un prétexte plausible de soulèvement. Nous pensons, au contraire, que, s'il eût dépendu de lui de susciter à son heure cette échauffourée, il eût attendu des circonstances plus favorables. On ne se lance pas dans une lutte sans merci contre la Révolution sans alliés, sans chef, sans argent, sans vivres et sans munitions. L'affaire d'Uzès, comme l'affirme un mémoire, hostile ³, éclate trop tôt pour les projets de Malbosc et en détermine l'échec. L'arrivée prématurée des émigrants, le récit dramatique de leurs malheurs, en réveillant les vieilles haines confessionnelles, agissent fortement sur ces imaginations méridionales et leur font perdre la claire notion des réalités. Sous le coup de cette émotion violente, les contre-révolutionnaires croient que la surexcitation de l'opinion et la colère des catholiques suppléeront au manque de prévision et d'organisation. Lorsqu'ils auront réfléchi, il sera trop tard, l'impulsion sera donnée et le pays soulevé.

A en croire sa correspondance, Malbosc n'a pas partagé les illusions de ses amis. Il a vite discerné le danger de la situation, et il a combattu, au péril de sa vie, assure-t-il, des décisions inopportunes. « Hier matin ⁴, écrit-il le 18, j'ai voulu parler de paix, j'ai été exposé à des désagréments que je n'ose rendre.... Quand j'ai voulu engager les délibérants, assemblés à notre église, à renvoyer le rassemblement à dimanche, j'ai éprouvé une résistance opiniâtre ; quand j'ai lu la délibération, les murmures, les cris redoublés de partir tout de suite se sont fait entendre. J'ai tonné et exposé que l'on courait à la boucherie..... » Dans une autre lettre du 26 février, il affirme ⁵ que sa tête a été rudement compromise. Mais, débordé et impuissant à remonter le courant, il s'efforce, pour éviter un dé-

1. Mémoire pour donner des notions sur l'affaire de Jalès. Arch. Ard. L. 313.

2. « Il comptait sur le spectacle de cette poignée d'hommes exaltés, de femmes et d'enfants en haillons..... pour exciter et apitoyer les populations qu'il voulait soulever ». Daudet p. 60,

3 Arch. Ard. L. 313.

4. Lettre du 18 février. Arch. nat. Dxxix 1.

5. Fonds Mazon. Chr. 13.

sastre et des malheurs irréparables, de l'indigner et de le légaliser, en demandant au district et au département de venir en prendre la direction.

Dès le 16 février, il fait appel au directoire du Tanargue en faveur des malheureux réfugiés d'Uzès. Le 17, avant l'assemblée qui lancera l'ordre de mobilisation, il prie les administrateurs de déléguer quelques membres à Jalès, pour « calmer les esprits qui sont exaltés » et « déployer leurs lumières et leur autorité » ¹. Malgré ses sympathies, le district ne se soucie pas de se laisser prendre dans l'engrenage. Il se borne à un rôle passif, à une neutralité expectante que, déjà d'ailleurs, les patriotes de Joyeuse lui reprochent comme une complicité déguisée ², mais il résiste à toutes les sollicitations de Malbosc ³ et refuse de paraître à Jalès. Grande est l'anxiété de Malbosc. « Vos dépêches d'hier m'ont fait passer une nuit cruelle, en apprenant que vous ne veniez pas diriger la conduite des municipalités et des gardes nationales. M. de Tauriers, qui a raison de ne pas se compromettre sans une autorisation légale, se retire. Je suis donc ici abandonné par nos chefs..... Ah ! MM., de grâce, dans une circonstance aussi critique, venez à notre secours, que le département nous envoie quelqu'un de ses membres..... Les têtes s'enflamment... tout s'ébranle, tout fermente. Je succomberai sous le poids des fatigues nocturnes et diurnes de ma fatale mairie et je n'avancerai peut-être pas le bien public pour lequel je soupire.... » Déjà, il songe, lui aussi, à dégager sa responsabilité et à abandonner la partie... « On a cherché à obtenir de moi des ordres pour désarmer les protestants de St-Ambroix; j'ai refusé avec fermeté et j'ai annoncé que j'allais m'esquiver, si on prétendait arracher de moi des ordres contraires à ma façon de penser » ⁴.

Le 19, le département intervient à son tour ⁵. Plus soucieux de

1. Lettres des 15 et 17 février. Arch. nat. DXXIX 1.

2. Cf) Délibérations municipales de Joyeuse du 17 au 24 février 1791. Fonds Mazon F 12. La municipalité proteste contre le district qui ne fait pas connaître les renseignements rassurants qu'il a reçus, qui ne fait rien pour désabuser le peuple et qui, au contraire, accueille tous les bruits alarmants et favorise le départ des gardes nationales pour Jalès.

3. Daudet affirme à tort p. 70 que le district du Tanargue avait donné une approbation pure et simple à la nouvelle fédération.

4. Lettres de Malbosc du 18 février 1791 au Tanargue. Arch. nat. DXXIX 1.

5. Daudet, p. 76, déclare que le directoire du département de l'Ardèche dut à une circonstance inattendue (arrestation de Malignon à Laçgentière) d'être averti des complots royalistes. Vingtrinnier T. II p. 351, note, soutient lui aussi

la légalité et plus énergique que le district, il défend toute réunion en armes et proscriit tout rassemblement de gardes nationales ¹. L'injonction était formelle et ne laissait place à aucun subterfuge. Malbosc s'incline aussitôt et déclare qu'il ne paraîtra pas au camp. Il fera donner lecture néanmoins de l'arrêté du directoire aux gardes nationales qui pourraient se trouver à Jalès ². Et, du 20 au 25 février, on n'a plus aucune lettre de lui. Nulle part, ni à Jalès, ni à Barjac, ni à St-Ambroix, on ne signale sa présence. Ni Roux, ni Chastanier de Burac, ni Roger ne parlent de lui. Il se réfugie dans la passivité la plus absolue et reste enfermé dans sa maison de Berrias ³. Continue-t-il à diriger en sous-main le Comité ? Ses ennemis l'ont insinué. Mais, outre que Malbosc ne paraît pas homme à jouer une indigne comédie, si, après sa retraite, il eût persisté à pousser en secret à l'insurrection, on comprendrait difficilement que, du 20 au 23, il abandonne de 10 à 12.000 hommes aux hasards des événements, sans but, sans ordres et sans organisation, et surtout, qu'il expose le sort de la contre-révolution aux surprises de l'élection d'un général.

Les autres membres du comité se dérobent, eux aussi ⁴, et les chefs du cordon militaire n'osent prendre aucune initiative. Il ne reste que quelques exaltés anonymes et les réfugiés d'Uzès pour espérer encore en un succès impossible. Sous l'énergique impulsion de l'abbé la Molette, ils tiennent une nouvelle réunion au château de Jalès, le 20 février, où ils attaquent violemment le directoire de l'Ardèche qui a interdit le rassemblement ⁵. La Molette est d'une activité dévorante. Du 20 au 23 février, on le rencontre partout, à

qu'« on évitait ainsi de s'adresser à Privas ». Le département de l'Ardèche était tenu au courant par le district du Tanargue, sur la demande même de Malbosc. Cf. lettre du 18 février, sans parler des nombreuses lettres des diverses municipalités. Fonds Mazon chr. 13.

1. Arch. Ard. L 120. Arrêté du 19 février.

2. Lettre de Malbosc du 20 février 1791 au département. Fonds Mazon, chr. 13.

3. A la séance du 3 mars 1791, St-Martin, député de l'Ardèche, confirme que les chefs du Comité de Jalès, « n'ayant pas même osé paraître, se sont contentés de mettre en avant des personnes inconnues qui n'ont pu contenir les paysans. » Arch. parlementaires T. 23, p. 642. Chose extraordinaire, aucun témoin, lors des informations judiciaires faites d'avril à juin 1791, ne charge Malbosc. Cf. Arch. nat. F7 4423

4. C'est en vain que Roux et Pigère, commissaires d'Aubenas, demandent le dimanche matin, 20 février, à voir les commissaires qui ont signé les lettres d'invitation. Cf. Arch. nat. F7 4423.

5. Délibération du 16 mars 1791 du directoire du Gard et des commissaires de l'Ardèche. Fonds Mazon. Chr. 13.

St-Ambroix, à Jalès, à Barjac. C'est lui qui fait réclamer le plus de troupes possible ¹, c'est lui qui accueille et harangue les détachements, qui encourage les timides et ranime les défaillants. Il semble avoir la prétention de remplacer à la fois et Tauriers et Malbosc, mais il n'a pas assez de considération et de prestige pour s'imposer comme un chef et, un peu partout, la défaillance du Comité provoque l'indécision, le désordre et l'anarchie.

Les patriotes, qui ne sont venus qu'à contre-cœur, et surtout les chefs des milices urbaines voient le parti à tirer de ce désarroi et commencent à se concerter pour faire échouer la fédération. Ils trouvent un appui efficace dans les commissaires Roux et Pigère qu'Aubenas, le 19, a envoyés aux renseignements ². Leur enquête à Jalès, à St-Ambroix, les confidences qu'ils ont reçues, les propos qu'ils ont surpris, les dangers même qu'ils ont courus les ont éclairés sur les visées des aristocrates et les arrière-pensées des émigrants. Le 21, ils rencontrent à Jalès de nombreux détachements, en route pour St-Ambroix, et, parmi eux, les compagnies d'Aubenas, commandées par Roger, et celles des paroisses voisines, sous la direction de Chastanier de Burac. Ils leur font part de leurs inquiétudes. Tous reconnaissent la gravité de la situation, mais la difficulté est de traverser les projets des contre-révolutionnaires, sans éveiller les susceptibilités ombrageuses des paysans. Roger, qui a connu à Joyeuse ³ l'arrêté du département, a voulu faire rétrograder sa troupe. Elle a refusé. Après son entrevue avec La Molette au château de Jalès, il essaie de la haranguer de nouveau et lui déclare qu'« on la fait marcher pour une canaillerie. » Instances, menaces, caresses, tout est inutile : il faut continuer sur St-Ambroix. Les gardes nationales veulent « soutenir la religion chancelante. » ⁴

Les réfugiés d'Uzès cherchent à précipiter les événements ; ils excitent les paysans contre les protestants et les patriotes et prêchent la guerre à outrance contre la Révolution. Les propositions les plus atroces et les plus incendiaires sont faites. Pour galvaniser

1. Délibérations municipales des Vans, 21 février 1791.

2. Lettre de Delichères, procureur syndic du Coiron, le 23 février 1791. Fonds Mazon. Chr. 13.

3. Interrogatoire de Roger. Arch. nat. F7 4423.

4. Tous les détails concernant les efforts des patriotes pour faire échouer la fédération sont tirés du « rapport fait au directoire du département de l'Ardèche par les sieurs Chastanier, Roger et Roux d'Aubenas » le 24 février 1791. Fonds Mazon, chron. 13 et aussi de leurs interrogatoires. Arch. nat. F 7 4 423.

l'enthousiasme des légionnaires, on colporte le bruit de la rentrée en France des princes émigrés, de l'arrivée imminente d'un chef envoyé par eux. Les uns préconisent la marche immédiate sur Uzès pour délivrer les catholiques ; les autres veulent s'emparer de l'artillerie de Pont-St-Esprit pour tomber sur les corps administratifs, réduire Nîmes et Alais, soulever tout le midi de la France et marcher sur Paris pour dissoudre l'Assemblée nationale ¹. Déjà, de nombreux détachements vont renforcer le corps de Barjac.

Les patriotes, pour prémunir leurs troupes contre les sollicitations perverses des ennemis de la Révolution et les soustraire à la contagion du fanatisme, forment un camp hors de la ville et les officiers tiennent conseil. La municipalité de St-Ambroix, malgré ses sympathies contre-révolutionnaires, finit par déclarer qu'elle ne connaît pas le Comité de Jalès et qu'elle ne lui a adressé aucune demande. Elle ne sait des événements d'Uzès que ce qu'en racontent les émigrants, dont les récits sont suspects et dénués de preuves ². Ces renseignements font impression sur les fédérés. Roux en profite pour prêcher la paix et la concorde et cherche à ramener l'opinion égarée, mais des exaltés parcourent les rangs, l'accusant d'être de connivence avec les protestants, et quelques « malintentionnés » risquent de lui faire un mauvais parti ³.

L'hésitation est cependant de plus en plus grande parmi les paysans. La bise aigre qui, depuis deux jours, souffle en rafales et la faim qui commence à préoccuper les estomacs ont rabattu l'enthousiasme du début. La guerre civile les effraie ; déjà, ils entrevoient les conséquences fatales et sanglantes de cette folle équipée et, sans oser encore l'avouer, ils en viennent à regretter d'être partis de chez eux. L'agitation est extrême. Des discussions violentes se produisent, des conflits éclatent. Les divers détachements sont « prêts à se déchirer » entre eux. Le moment est critique.

C'est alors que Chastanier offre de se mettre à la tête des troupes. Adroitement, les patriotes persuadent aux légionnaires de nommer un général, pour assumer la responsabilité des événements et sortir du gâchis et du désordre. Dans la matinée du 22, Chastanier est élu. Il prête serment ⁴ devant l'armée. Dans un discours habile, plein d'optimisme, il feint d'entrer dans les sentiments des catholi-

1. cf) Nombreux interrogatoires. Arch. nat, F 7 4423.

2. cf) Nombreux interrogatoires. Arch. nat. F 7 4423.

3. Ibidem. Interrogatoire de Roux et rapport du 24 février 1791.

4. cf) Rapport du 24 février.

ques. Il a partagé leurs inquiétudes et leurs appréhensions sur les menées des protestants et les décrets de l'Assemblée nationale. Mais, s'il y eut des excès, désormais tout est rentré dans l'ordre ; la fédération devient sans objet et les gardes nationaux n'ont plus qu'à rejoindre leurs foyers. « Ne donnons pas le funeste exemple d'une révolte armée que ne justifierait aucun motif.... S'il arrivait que vos mandataires voulussent outrepasser leurs pouvoirs et flétrir le trône et l'autel, vous me verriez vous rassembler de nouveau et marcher à votre tête »¹.

Les paysans hésitent encore. Quelques fanatiques essaient de ranimer les courages défaillants. Ils produisent de prétendues lettres de catholiques, en danger d'être massacrés par les protestants². Des coups de fusil sont tirés sur les milices urbaines qui prennent le chemin du retour³. Mais, malgré les efforts des réfugiés d'Uzès⁴, la ville de St-Ambroix et la vallée de la Cèze se vident de troupes dans la soirée du 22 février. Il ne reste que quelques compagnies qui, désarmées, achèveront de se disperser à la faveur de la nuit⁵. Il en est de même des camps de réserve de Lalevade de Prades⁶ et de Laurac. Seuls, les fédérés groupés à Barjac, sous l'énergique commandement de La Molette et d'Alexandre Allier, se maintiennent à leur poste.

Pendant que la fédération se débattait ainsi dans les pires difficultés, les autorités des départements menacés prenaient de rapides et énergiques mesures de salut public. Devant la fermentation générale et l'impossibilité matérielle d'endiguer le flot des gardes nationales qui dévalent sur Jalès, le directoire de l'Ardèche se hâte de recruter des troupes. Mais il n'ose pas, malgré la gravité des événements, faire appel aux gardes nationales du Vivarais. Il serait

1. Le discours est rapporté avec plus ou moins d'exactitude par Andéol Vincent dans « Histoire des guerres du Vivarais », p. 41. Privas, 1817, in-8°.

2. cf) Interrogatoires. Arch. nat. F 7 4423. L'encre encore fraîche révèle la fraude.

3 Ibidem....

4. Daudet, p. 96, écrit : « Le colonel de la légion d'Aubenas, qui voulait passer outre, le maire de Joyeuse, qui invoquait l'arrêté du directoire départemental, furent violemment menacés. » Le maire de Joyeuse ne parut pas à la fédération.

cf) Délibérations municipales de Joyeuse 22 et 23 février. Fonds Mazon F. 12.

5. Le rapport de Chastanier, Roger et Roux conclut : « La patrie fut sauvée, les complots des contre révolutionnaires dissipés. »

6. Le camp de Lalevade était commandé par Durand de Thueyts et celui de de Laurac par de Fagès-Lachamp. Ils ne groupèrent chacun que quelques centaines d'hommes.

imprudent, en raison de leur état d'esprit, de compter sur leur fidélité pour combattre efficacement les forces catholiques groupées à St-Ambroix et à Barjac. Comme il ne peut disposer que de 200 hommes de ligne ¹, émiettés en poussière de détachements, il envoie, dès le 19 février, un courrier extraordinaire au roi, pour solliciter des renforts et dénoncer le nouveau rassemblement à l'Assemblée nationale. Bruyère et Dalmas partent, le 21 février à 1 heure du matin, pour demander d'urgence à la Drôme le bataillon de Montélimar et quatre canons de la citadelle de Valence ².

Le département du Gard fait preuve encore de plus de décision et d'activité dans l'organisation d'une armée de défense. Il était mieux fourni, il est vrai, en troupes de ligne et surtout il pouvait se reposer en toute sécurité sur le loyalisme de la plupart des milices du pays. Dès le premier jour, il donne l'alarme aux villes voisines. Valence lui fournit des canonniers pour servir l'artillerie de Pont-St-Esprit, Montélimar lui envoie une compagnie du Soissonnais, Tarascon, une du Lyonnais, Marseille, Aix et même Lyon lui promettent des renforts ³.

A Alais, des Ours Mandajors, en amalgamant les milices aux troupes régulières, forme un corps de 3.000 hommes ⁴. Il avait encore à sa disposition deux compagnies du régiment de Roussillon, sous le commandement du comte de Saillans. Mais, quoiqu'il ne dût rompre que plus tard avec la Révolution, Saillans était déjà suspect à Mandajors qui refuse son concours ⁵. Pont-St-Esprit, plus exposé qu'Alais à un coup de main des factieux, accueille un fort contingent de volontaires du Gard, de la Drôme, du Vaucluse et même de l'Ardèche ⁶ et, avec des éléments du régiment de Bresse, organise une légion de plus de 2.000 hommes sous les ordres de Legrand ⁷. A Nîmes enfin, Albignac, commandant en chef des opérations, réunit d'importants effectifs renforcés par de l'artillerie.

1. Délibération du directoire du 20 février, Arch. Ard. L 120.

2. Délibérations du 19 et 20 février ; Arch. ard. L 120.

3. Rapport d'Albignac au ministre de la guerre, 2 mars 1791 cité par Vingtrinier. La contre-révolution T. 2 p. 355, et lettre du département du Gard. h. e à la séance du 1^{er} mars par Voulland. Réimpr. de l'Ancien Moniteur T. 7 p. 516-517.

4. Les chiffres sont fort imprécis et, suivant les documents, varient du simple au double.

5. cf) Daudet p. 78.

6. En particulier, la garde nationale de Viviers, mentionnée dans une lettre de Dussargues du 26 février et des commissaires de l'Ardèche qui, le 28 février, rendent témoignage de son attitude correcte, lors de la visite du château de Jalès, Fonds Mazon. Chr. 13.

7. Lettre du directoire du Gard à l'Assemblée nationale, citée par arch. parlementaires T. 23 p. 691.

La concentration est rapide et, le 22 février, les trois colonnes se mettent en marche ¹. La division d'Alais a pour objectif St-Ambroix, où les bataillons de Nîmes viendront la rejoindre, pendant que les détachements de Pont-St-Esprit occuperont Barjac. Enfin, un cordon de gardes nationales garantira la plaine de toute tentative d'incursion des contre-révolutionnaires ².

C'est dans la journée du 23 février que les forces patriotes débouchent à St-Ambroix, après la débandade des fédérés. Elles ne peuvent mettre la main que sur quelques trainards et quelques réfugiés d'Uzès ³. La Molette, cependant, tient toujours dans Barjac. A l'arrivée de Legrand, il fait demander une entrevue pour discuter des conditions de la paix, mais, la nuit suivante, ses soldats ne jugent pas à propos d'attendre l'issue de la conférence et se dispersent rapidement ⁴.

Albignac n'avait plus devant lui aucun ennemi. Sa tâche semblait terminée, mais il devait compter avec l'exaltation des troupes, enivrées de leur facile victoire, et les perfides suggestions de quelques patriotes qui, revenus de leur frayeur, ne rêvent plus à présent que vengeance et représailles. Dussargues, maire de Joyeuse, presse les gardes nationaux de passer outre aux scrupules de légalité et de se porter à Jalès et dans tout le bas Vivarais. « Nous avons besoin de votre concours. La vie des bons patriotes de cette ville n'est pas en sûreté ⁵ ». Des lettres analogues arrivent de Vallou et de Pont St-Esprit. L'agitation est extrême et l'armée citoyenne se transforme en un véritable club où les motions les plus incendiaires sont acclamées ⁶.

Le directoire du Gard, prévoyant les difficultés inhérentes à une telle expédition, avait envoyé deux commissaires auprès du général en chef et demandé à l'Ardèche de leur adjoindre quelques délégués. Dereboul et Vacher partirent, le 23, par le Teil, Bourg St-Andéol et Pont St-Esprit et arrivèrent, le 25, à Barjac. Ils avaient la mis-

1. Lettre du directoire du Gard au directoire de l'Ardèche le 22 février. Fonds Mazon Chr. 13.

2. Lettre du directoire du Gard. Arch. parlementaires T. 23 p. 691.

3. Quelques émigrants d'Uzès furent tués, d'après Boissin. Les camps de Jalès, p. 70.

4. Journal de l'armée citoyenne de Pont-St-Esprit, impr. Orange, in-8, 1791, 38 p. cité par Boissin p. 70-71.

5. Lettre de Dussargues à l'armée de Barjac le 26 février. Fonds Mazon Chr. 13.

6. Procès-verbal des commissaires Dereboul et Vacher du 23 février au 3 mars. Arch. Ardèche L313.

sion délicate et difficile de s'opposer énergiquement à la violation des frontières du département, par crainte des désordres et des violences. Le 26, ils remercient chaleureusement les troupes de Pont-St-Esprit de leur assistance et de leur appui, mais, à présent que le calme est revenu et que les ennemis du bien public se sont évanouis, leur concours devient inutile et toute incursion sur le territoire de l'Ardèche constituerait une illégalité qu'ils n'ont pas le droit d'autoriser ¹.

Mais l'armée citoyenne était moins disposée que jamais à entendre le langage de la modération et de la retenue. Elle ne s'est pas portée à Barjac pour y recevoir des éloges, mais pour marcher contre les ennemis de la Constitution. Les commissaires n'avaient qu'à se munir de pouvoirs suffisants. Elle exige un départ immédiat pour Jalès, où l'on trouvera des provisions de bouche et des munitions. Elle estime urgent de paraître sur les lieux du crime, « pour imprimer la terreur à l'aristocratie qui infeste le département de l'Ardèche », où « l'on égare le peuple sous le masque de la religion ² ». La résistance des commissaires ne fait que l'exaspérer. Elle dénonce, comme un piège d'inspiration contre-révolutionnaire, les nouvelles rassurantes transmises par le directoire de Privas. Elle se répand en injures contre les commissaires et les administrateurs et déclare que, s'ils persistent à s'opposer à son départ, elle proclamera la loi de la responsabilité ³. Les délégués du Gard ont beau requérir Legrand et défendre aux gardes nationales assemblées de délibérer et de prendre des arrêtés ⁴, les troupes adoptent une attitude de plus en plus provocatrice et menaçante.

Après deux jours de discussions violentes, l'armée finit par accepter la transaction proposée par les commissaires. Sur l'engagement formel des officiers et des soldats de respecter les personnes et les propriétés, Dereboul et Vacher donneront une réquisition de passage à Legrand, pour se transporter avec 600 hommes à Jalès ⁵.

1. Réponse des commissaires à l'armée citoyenne du 26 février. Fonds Mazon Chr. 13.

2. Arrêté du Conseil de guerre de l'armée remis aux commissaires de l'Ardèche, le 26 février à 11 heures du soir. Fonds Mazon. Chr. 13.

3. Procès-verbal des commissaires Dereboul et Vacher.

4. Réquisition des commissaires du Gard à Legrand du 27 février, Fonds Mazon. Chr. 13.

5. Procès-verbal des commissaires Dereboul et Vacher.

A Berrias, Malbosc ¹ défère à l'invitation de Legrand d'accompagner le détachement. Malgré toutes les recherches, les perquisitions restent infructueuses et les soldats sont fort désappointés de ne découvrir ni vivres, ni armes, ni munitions ². C'est alors que, dans leur déception et leur colère, non contents de saccager les appartements, de briser les portes et les fenêtres et de disperser les archives, ils se saisissent de Malbosc, malgré les protestations de Dereboul et de Vacher contre ce manquement à la foi jurée, et l'entraînent sans réquisition sur le territoire du Gard ³. Sa femme est arrêtée en même temps, fouillée et gardée trois jours en captivité ⁴. Malbosc fut interné à Pont-St-Esprit, avec Terron et la Saumès, pendant que d'Albon était incarcéré à Uzès ⁵.

L'arrestation de Malbosc suscite une vive agitation et provoque dans toute la région une tristesse profonde qui prouve combien, malgré ses erreurs, le maire de Berrias restait populaire. Les pétitions affluent au département pour réclamer sa mise en liberté. 22 paroisses du bas Vivarais font écho à la délibération de Berrias, protestant contre une détention si inattendue et si peu méritée. Les droits de l'homme ont été indignement violés dans la personne de Malbosc. Il a été appréhendé par des gens sans mission et en violation flagrante de la loi. Toutes rappellent l'ardeur de Malbosc pour le bien public, ses soins et ses efforts pour maintenir l'union et la paix dans le canton. Seuls, les malveillants peuvent suspecter ses sentiments patriotiques ⁶.

1. Malbosc avait écrit la veille aux commissaires qu'il était prêt à se rendre à Barjac, « s'il y a sûreté pour moi », pour se justifier. Lettre du 26 février. Fonds Mazon chron. 13. De Berrias à Jalès, il se déclare prêt à le faire, mais les commissaires le renvoient au département. cf) proc.-verb. des commissaires.

2. Daudet, p. 105, dit que l'armée trouve sur son chemin des feux de bivouac, allumés par les fédérés en se retirant, qui s'éteignaient et qu'à Jalès il y avait encore du feu dans les cheminées et des marmites chaudes. Si on veut bien remarquer que les derniers fédérés se sont retirés le 23 et 24 février et que l'expédition est du 27 février, on se rendra compte combien le souci du pittoresque peut parfois faire tort à la vraisemblance et à l'histoire.

3. Procès-verbal des commissaires, Arch. Ard. L313.

4. Pétition des sieur et dame Bernardi. Arch. Ard. L313.

5. Interrogatoire par les commissaires du Gard de la Saumès et Terron. Fonds Mazon chron. 13. cf) aussi : rapport sur le camp de Jalès du 21 février au 2 mars par les délégués du Gard. Fonds Mazon chron. 15 cf) encore nombreux extraits du Courrier d'Avignon. Fonds Mazon F11.

6. Délibération de Berrias du 6 mars 1791. Lettres de l'abbé Bastide Malbosc du 8 et 9 mars, en envoyant au directoire du Tanargue diverses délibérations. Fonds Mazon chr. 13.

Après une enquête très partiiale, faite par les commissaires du roi Bigot, Mulot et Robin, ¹ des poursuites furent engagées contre les auteurs et complices de Jalès par les divers tribunaux de l'Ardèche et du Gard. ² Les signataires des lettres de convocation, les commandants du cordon militaire et quelques chefs de détachement, comme l'abbé La Molette ³ et Durand, furent décrétés de prise de corps, mais aucun ne put être saisi. L'instruction assez molle fut arrêtée, malgré les protestations des patriotes, par l'amnistie du 15 septembre 1791 ⁴. Tous les prisonniers, d'ailleurs, avaient depuis longtemps réussi, grâce à l'appui du département et des municipalités, à recouvrer leur liberté. La seule victime fut Malbosc. Une quinzaine de jours après son arrestation, il fut trouvé mort sur les bords du Rhône et enseveli précipitamment. ⁵ Malgré toutes les explications officielles qui tendaient à faire croire qu'il s'était tué, en voulant s'évader, sa famille et ses amis restèrent convaincus qu'il avait été étranglé dans sa prison et que son cadavre avait été jeté dans le Rhône. ⁶

La dissolution du camp semble rétablir l'ordre et la concorde dans le pays. A Joyeuse, ⁷ le maire prescrit une messe solennelle d'actions de grâces. Aux Vans, ⁸ catholiques et protestants, confondus aux pieds des autels, se jurent amitié et fraternité. Mais ce sont là feux de paille vite éteints et l'antagonisme, pour être désormais plus discret, n'est pas moins profond et irréductible. Le calme est apparent, mais les passions bouillonnent au fond des cœurs. Le parti patriote devient de plus en plus soupçonneux et exerce une surveillance plus hostile à l'égard des aristocrates et des contre-révolutionnaires, qui, de leur côté, ne songent guère à désarmer. ⁹

1. Lettre des députés de l'Ardèche du 24 février avec le décret de l'Assemblée nationale du 23 février et Précis de Mulot, 36 p. Fonds Mazon chr. 13.

2. Délibération du directoire du Gard et des commissaires de l'Ardèche du 16 mars 1791. Fonds Mazon, chr. 13.

3. On offrit 600 livres à qui ferait arrêter La Molette. cf.) Arch. nat. F 7 4423.

4. Tableau des procédures criminelles éteintes par l'amnistie du 15 sept. Fonds Mazon chr. 13.

5. Andéol Vincent p. 84. cf) extraits des arch. de Pont-St-Esprit, février et mars 1791, registre commencé le 16 février et clôturé le 31 mars 1791, suivi d'une note sur l'évasion et la mort de Malbosc. Fonds Mazon chron. 15.

6. Boissin p. 75

7. Délibération du 24 février 1791. Fonds Mazon F.12

8. Délibération des Vans, citée par Tallon T.III p. 99.

9. A Aubenas, on menace de faire un mauvais parti à Delichères lorsqu'il annonce la dissolution du camp. — Lettre de Delichères du 23 février. — « Le deuil à été général, si vous en exceptez un petit nombre de bons citoyens. » Fonds Mazon chron. 13.

Le paysan rentre chez lui déçu et irrité. Il a perdu confiance dans les chefs qui l'avaient appelé aux armes et parfois, de dépit, il se retourne contre eux. ¹ Il se promet à l'avenir d'être plus circonspect. Quel que soit le parti qui entendra se servir de lui, il refusera désormais de se compromettre et à toutes les sollicitations opposera la force de l'inertie. Mais, s'il est prêt à s'accommoder de n'importe quel régime politique, il reste intraitable sur la question religieuse. Il ne permettra pas facilement qu'on touche à son église et à son curé. Aussi n'est-ce pas sans angoisse que le directoire du département, qui n'ignore rien des susceptibilités de la conscience populaire, envisage l'application intégrale de la Constitution civile du clergé.

1. Réimpr. de l'ancien *Moniteur* T. 7 p. 531. — Communication de St Martin à la séance du 3 mars 1791.

CHAPITRE VIII

La Constitution civile du Clergé

A) Le serment

1. Le clergé et les premières lois religieuses. Les premières polémiques que soulève la Constitution civile.
2. L'obligation du serment et l'opinion. Attitude des divers fonctionnaires. Indifférence ou hostilité des fidèles.
3. Hésitations et perplexités du clergé. Le conflit de conscience. Prestations de serment, restrictions et rétractations. Variations diverses.
4. Difficulté de préciser le chiffre des serments légaux. Les erreurs de l'administration et surtout des municipalités.
5. Les résultats en octobre 1791.

B) L'Eglise constitutionnelle et l'opinion

1. Troubles provoqués par la promulgation de la Constitution civile et les prestations de serment. Partisans et adversaires font appel à l'opinion populaire.
2. Retards successifs apportés par le département et les districts au remplacement des réfractaires. Les assemblées électorales de juin et septembre 1791 et novembre 1792. La répugnance des électeurs à appliquer la loi.
3. Installation des intrus. La mauvaise volonté des municipalités et l'opposition des fidèles. Refus des réfractaires d'abandonner leurs paroisses. Découragement de la plupart des intrus. Retour à la pratique de la nomination des curés par l'évêque. Echec de la réduction des paroisses.
4. Les éléments de l'Eglise constitutionnelle. L'évêque. Son attitude à l'égard des réfractaires. Ses exagérations. Les vicaires épiscopaux. Les assermentés. Les intrus. Situation lamentable de la plupart d'entre eux.
5. Tentative d'organisation d'une Eglise libre. Son échec. Maintien du culte réfractaire. Les conflits. Clandestinité du culte dans les villes. Conséquences religieuses et politiques.

A) Le Serment

Tout en restant assez indifférent aux questions d'ordre politique et administratif, le clergé a suivi jusqu'à présent avec sympathie les travaux de l'Assemblée nationale et favorisé de son mieux l'application de ses décrets. Préoccupé avant tout de l'amélioration matérielle de son sort, il est hypnotisé par la promesse d'un traitement plus rémunérateur et plus assuré que sa maigre congrue.

I

La suppression de la dîme ¹, bien loin de troubler la quiétude et la confiance du petit curé de campagne, lui apparaît comme la première étape vers la réalisation de ses espérances. Il ne songe même pas à se demander si toutes les exigences de la justice sont bien satisfaites ; il ne veut voir que les avantages qui en résulteront pour lui et ses paroissiens. Il y a bien les chapitres d'Annonay, de Tournon, de Viviers et les diverses communautés religieuses, ainsi que les hôpitaux et les collèges, qui pourraient se croire sacrifiés, mais les premiers se sentent trop peu populaires pour oser élever la voix et l'offre d'une pension équitable suffit à étouffer toute velléité de protestation. Quant aux autres, l'Etat leur assurera d'appréciables compensations, en prenant à sa charge les frais d'enseignement et d'assistance, aussi bien que ceux du culte. Le profit est donc certain pour le plus grand nombre et le dommage ne frappe en réalité qu'une petite minorité de décimateurs, peu sympathiques à la masse du clergé.

Quant au décret du 2 novembre 1789 sur la nationalisation des biens ecclésiastiques, s'il fait des mécontents dans le haut clergé et le clergé régulier, il est accueilli avec indifférence, lorsque ce n'est pas avec une secrète satisfaction, par le bas clergé. En tout cas, il ne soulève aucune récrimination. Les nécessités financières du moment et aussi le consentement des prélats et des curés de l'Assemblée nationale semblent légitimer une mesure, que son universalité seule faisait apparaître comme une nouveauté. Ces changements de destination des biens d'Eglise n'étaient pas rares sous l'ancien régime ². En ce moment même, dans le Vivarais, se poursuivait lentement l'attribution à des œuvres paroissiales, hospitalières ou enseignantes, des propriétés des Célestins ³ et des religieux de St-Ruf ⁴. Cet exem-

1. Arrêtés du 4-11 août 1789. Duvergier, Collection des lois T. 1.

2. Les cahiers du clergé demandent, en cas de suppression de maisons religieuses, que leurs biens soient « conservés dans les diocèses où ils sont situés » et laissés à la disposition du clergé. cf) cahier de doléances du clergé de Villeneuve-de-Berg. « Bénéfices et biens ecclésiastiques ». Arch. Ard. B 142.

3. Le monastère des Célestins du Colombier fut supprimé en 1773. Filhol. Histoire d'Annonay T. 2 p. 522-523.

4. cf) Archives de l'hospice d'Annonay. Décret de l'archevêque de Vienne et lettres patentes du roi, du mois de mai 1780, au sujet des biens de l'ordre de St-Ruf, concernant l'église d'Annonay. Extrait cité par Filhol. Histoire d'Annonay, pièces justificatives n° XV T. 2 p. 673-681. cf) aussi arch. Ard. C 375. Réunion, en 1778, au séminaire de Vienne des biens provenant de l'ordre de St-Ruf, possédés jusqu'alors par le chapitre collégial d'Annonay.

ple, d'ailleurs, était de nature à rassurer les usufruitiers qui pouvaient escompter les lenteurs de la liquidation pour conserver longtemps encore la jouissance de ces biens. Aussi le clergé mit-il plus de bonne volonté à faire les déclarations prescrites et à produire les baux qui lui étaient réclamés que les municipalités à envoyer l'état des biens ecclésiastiques de leur ressort ¹.

La suppression des ordres religieux, le 13 février 1790 ², et la facilité donnée aux moines de quitter leurs cloîtres, pour rentrer dans le monde, n'inquiéta que quelques rares individualités, plus attentives à la logique des événements. Elle passa presque inaperçue de la grande masse du clergé et des fidèles. Les religieux, eux-mêmes, s'ils ne montrent pas beaucoup d'empressement à profiter d'une liberté qu'ils n'ont pas sollicitée et si même le plus grand nombre optent pour le maintien de la vie commune ³, sont au moins tranquilisés, pour leur avenir, par la perspective d'une pension de 700 à 1200 livres ⁴. Le refus de la motion de Dom Gerle ⁵ eut plus de retentissement. Les âmes les plus délicates y voient une atteinte grave aux prérogatives traditionnelles du catholicisme, et les protestations de respect et de déférence de l'Assemblée nationale à l'égard de la religion n'arrivent pas à effacer cette impression fâcheuse, surtout dans les cantons de religion mixte.

Mais ces préoccupations et ces réserves ne franchissent guère le cercle d'une élite restreinte et, dans l'ensemble, au mois de juillet 1790, le clergé est encore plein de confiance dans les promesses de la Révolution. Presque partout, à la fête de la fédération, il prend

1. Le 18 septembre 1790, le district de Tournon se plaint que les municipalités n'ont encore fourni aucun des états réclamés. cf), Arch. Ard. Opérations du directoire du district de Tournon 5 juillet-28 novembre 1790, liasse non cotée. L'année suivante, le district du Mézenc signalera des oppositions très vives surtout au Cheylard, à Marriac. cf) arch, Ard. L 977. Délibérations du directoire du Mézenc les 22 et 29 janvier 1791.

2. Duvergier. Collection des lois T. 1.

3. La plupart, dans le Vivarais, manifestent l'intention de rester dans leurs maisons, mais ne veulent pas se grouper avec les sujets d'autres obédiences pour continuer la vie commune. « Il n'y a que 4 prêtres et un frère desservant » dans la maison des Capucins de Villeeneuve-de-Berg, qui leur avait été réservée par le directoire du département, le 8 avril 1791. L'assemblée administrative décide de la mettre en vente. Procès-verbal du 25 novembre 1791. Arch. Ard. L 107.

4. Les sept religieux de l'abbaye des Chambons demandent à profiter des dispositions de la loi pour quitter leur monastère. cf) Arch. Ard. Lettre de la municipalité de Borne, le 14 novembre 1790, liasse non cotée. Le 9 décembre 1790, ils ne sont pas encore partis. Ils attendent qu'on ait pourvu à la surveillance de la maison, des meubles, des archives.

5. Réimpression du Moniteur T. 4 p. 110.

sa part de l'enthousiasme populaire, bénit les drapeaux de la garde nationale ¹, prononce des allocutions patriotiques et associe la religion à toutes les cérémonies civiles.

C'est la Constitution civile du clergé qui, en touchant d'une main brutale à l'organisation de l'Eglise, va ébranler et briser ce bel élan patriotique et rejeter, presque malgré lui, la majorité de ce clergé dans l'opposition. Et cependant, à son apparition, la loi du 12 juillet 1790 ² ne soulève pas une grande émotion dans le Vivarais. Il n'en est pas question au premier camp de Jalès. Le clergé, s'il est un peu surpris de la hardiesse de certaines transformations, évite de le déclarer ouvertement. Sa réserve et son silence n'ont d'ailleurs aucune signification hostile. On le vit bien, lors de l'élection de l'abbé Roger à la cure de Meysse, par l'assemblée électorale du Coiron, le 7 novembre 1790; sur l'initiative de Delichères ³. L'évêque de Viviers se prêta de bonne grâce à cette première application de la Constitution civile. Les curés électeurs y prirent part, au même titre que les autres délégués, et le discours « très pieux et très civique » ⁴ du vicaire général de Besses apparut comme une adhésion conditionnelle à la loi. On signale même, dans quelques paroisses, des prestations anticipées de serment ⁵.

La première manifestation hostile, la première attaque directe vint du nouvel archevêque de Vienne, Mgr. d'Aviau du Bois de Sanzay. ⁶ Par sa lettre pastorale du 22 août 1790, ⁷ il fait part à ses

1. cf) archives municipales de Tournon. Bourg-St-Andéol. Joyeuse, Lamastre... Fonds Mazon. Chronologie 16, 17 et F 12, 16, 23.

2. Réimpression du Moniteur T 5 p. 111.

3. Manuscrit de Delichères p. 76. « Le décret sur l'organisation du clergé n'avait pas encore paru, mais on se le procura et l'assemblée s'empessa de l'exécuter ». cf) aussi arch. Ard. Assemblée électorale du district du Coiron 1790, L 631.

4. Le procès-verbal porte que l'élection fut précédée de l'assistance en corps à la messe, du chant du Veni Créator et de la bénédiction du St-Sacrement. Arch. Ard. L 631.

5. Béchetuille, curé de Roiffieu, prête, dès le mois de novembre 1790, un serment qu'il rétractera en avril 1791. Arch. Ard. L. 543.

6. Charles François d'Aviau du Bois de Sanzay naquit, le 7 août 1736, au château du Bois de Sanzay, paroisse de St Martin, entre Bressuire et Thouars. Il fit de brillantes études aux collèges de la Flèche et de Poitiers. Ordonné prêtre à Angers, le 20 septembre 1760, il fut vicaire général de Poitiers, et en 1789, il fut désigné par Mgr Lefranc de Pompignan, ministre de la feuille, pour lui succéder sur le siège de Vienne dont il venait de se démettre. Préconisé, le 14 décembre 1789, sacré à Paris, le 3 janvier 1790, il fit son entrée à Vienne le premier mars. Obligé de quitter Vienne, à la fin de 1790, il rentre en France en 1797. Après la suppression du siège de Vienne, Mgr d'Aviau est nommé archevêque de Bordeaux en 1802, il meurt le 11 juillet 1826.

7. Cf) bibliothèque de Grenoble. Lettre pastorale Mgr l'archevêque de Vienne in-8. 29 pages.

nouveaux diocésains de ses inquiétudes et de ses appréhensions au sujet de la Constitution civile.

La lecture de ce mandement dans les églises du haut Vivarais qui relevaient du diocèse de Vienne, si elle ne trouble guère la masse des fidèles, provoque cependant un certain malaise dans le clergé et même parmi les laïques les plus cultivés. Le directoire du district d'Annonay croit y remédier, en condamnant nettement l'attitude de Mgr d'Aviau et en faisant afficher sa délibération dans toutes les paroisses de son ressort.¹ Le district de Tournon prend une mesure analogue.² Le directoire du département, au contraire, pour ne pas susciter sans profit d'âpres et irritantes discussions, évite de souligner le conflit et garde un silence prudent. L'Assemblée nationale, elle-même, croit plus opportun de temporiser. Malgré l'intervention de Boissy d'Anglas, qui déclare qu'il est temps « d'arrêter le zèle fanatique de quelques prêtres, »³ elle se borne à renvoyer le mandement incriminé au Comité des rapports.

L'incident semblait clos, et on ne parlait plus guère de la Constitution civile dans le haut Vivarais, quand un acte, plus vigoureux encore, vint soulever de nouvelles polémiques. Le 11 novembre, Mgr d'Aviau publie un avertissement à son clergé,⁴ dans lequel il condamne l'organisation religieuse élaborée par l'Assemblée nationale comme une œuvre impie, hérétique et blasphématoire. Il proteste énergiquement contre la prétendue suppression du siège de Vienne, contre le démembrement de son archevêché et l'attribution de parties diverses à des diocèses limitrophes. Il déclare nul et même schismatique tout acte de juridiction, soit ordinaire, soit déléguée, accompli dans son diocèse en vertu des dispositions légales. C'était une vraie déclaration de guerre, une charge fougueuse contre l'omnipotence de l'Assemblée, un mépris évident de ses décrets et une provocation ouverte à la désobéissance.

Le district d'Annonay,⁵ dès le 25 novembre, dénonce l'avertissement de Mgr d'Aviau comme un brandon de guerre civile. Il fait défense à l'archevêque de Vienne « de répandre à l'avenir de pa-

1. Arch. Ard. L 978. Délibération du 13 septembre 1790

2. Arch. Ard. liasse non cotée, opérations du directoire de Tournon.

3. Réimpression du Moniteur T, 5 p. 1790.

4. Arch. Isère L 54 avertissement de M. l'archevêque de Vienne au clergé... et aux fidèles de son diocèse ». impr. 20 p. in-8. Lyonnet dans la vie de Mgr d'Aviau, Lyon, 2 vol. in-8. 1847, le cite presque in extenso T. 1 p. 339-352.

5. Arch. nat. Dxxix 1 et arch. Ard. L978. Délibération du directoire du district d'Annonay, 25 novembre 1790.

reils écrits » et recommande aux municipalités de s'opposer avec la dernière vigilance à la lecture au prône et à la divulgation dans le public de cette lettre incendiaire. Il les engage à saisir tous les exemplaires qu'elles pourront découvrir, « tant du mandement déjà blâmé que de l'instruction qui l'a suivi. » Et, en terminant ses fonctions, il déclare qu'« il a vu avec chagrin que la paix dont avait joui le district confié à ses soins courait le risque d'être troublé par la publication d'un écrit séditieux » ¹. Le premier acte du district du Mézenc fut de renouveler, ² le 8 décembre, cette condamnation, et, le 15, le directoire du département, renonçant à sa tactique de temporisation, intervient à son tour. Il s'applique longuement à dresser une réfutation en règle de cet « ouvrage dangereux, non par les moyens et les raisonnements qu'il renferme, mais par les terreurs que son auteur cherche à jeter dans les consciences timorées. » ³

En même temps, les autorités deviennent plus soupçonneuses. La surveillance se fait plus stricte et plus tracassière. Sous prétexte d'éviter des agissements dangereux et des excès de zèle, le département, les districts et les municipalités prennent des arrêtés pour limiter l'indépendance et la liberté de parole du clergé. Ils prétendent interdire toute prédication d'avent et de carême à des prêtres étrangers ou inconnus, ou qui ne donneraient pas des garanties sérieuses de patriotisme ⁴. Ils s'efforcent de faire l'apologie de cette Constitution civile, si injustement attaquée par les fanatiques, et, s'ils proscrivent la diffusion des libelles hostiles, ils recommandent chaleureusement à leurs administrés les ouvrages favorables à la loi.

Il est difficile de préciser l'influence de ces premières polémiques sur le clergé et les fidèles. Les laïques, semble-t-il, s'intéressent médiocrement à ces querelles, qu'ils ne comprennent pas ou ne jugent pas de leur compétence. Quant aux curés et vicaires, tous, dans le haut Vivarais, durent lire le mandement et l'avertissement de leur évêque et il est à croire que, plus d'une fois, les presbytères retentirent de leurs débats passionnés. La plupart, cependant, ne paraissent pas avoir attaché une importance primordiale à ces dis-

1. Arch. Ard. L 988. Lettre du procureur syndic du 23 novembre au président de l'Assemblée nationale.

2. Arch. Ard. L 736

3. Fonds Mazou. Chr 14. Grand placard imprimé.

4. Délibération du directoire du district d'Annonay, 28 octobre 1790. Arch. Ard. L 978. Cf. aussi lettre du procureur syndic du 30 octobre au département. Arch. Ard. L 977.

cussions. Comme leurs paroissiens, beaucoup n'y voient qu'une dispute d'école qui ne saurait entraîner des conséquences pratiques ; et l'amélioration matérielle de leur sort est un argument puissant, pour leur faire considérer cette Constitution d'un œil moins prévenu que M^{gr} d'Aviau. Ils ne sont pas sans remarquer d'ailleurs que ni l'évêque de Viviers ni celui de Valence n'ont envoyé de semblables instructions. L'archevêque de Vienne est un isolé ; et ses prêtres trouvent assez naturel d'admettre que, fraîchement promu à l'épiscopat, il se soit laissé influencer par la suppression de son siège et la perte des avantages matériels qu'il comportait. En tout cas, comme on ne les presse nullement de se prononcer, ils sont bien résolus, quels que soient leurs sentiments intimes, à ne pas se départir d'une prudente réserve dans ce conflit qui met aux prises l'autorité civile et l'autorité religieuse, sur un sujet aussi épineux que celui de l'orthodoxie de l'œuvre de l'Assemblée nationale.

II

Et voilà que, par un nouveau décret, l'Assemblée, pour les contraindre à sortir de cette passivité, enjoint « à tout ecclésiastique fonctionnaire public » de prêter, dans les huit jours, le serment d'« être fidèle à la nation, à la loi et au roi et de maintenir de tout son pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi », sous peine d'être réputé démissionnaire ¹.

Cette loi du serment obligatoire intéressait, à des degrés divers, et les autorités administratives, chargées d'en surveiller l'application, et les fidèles, et surtout le clergé, mis en demeure de se prononcer. De la réaction de ces trois éléments allaient dépendre la paix et la tranquillité du pays et même le sort de la Révolution.

Les fonctionnaires, dans le Vivarais, malgré une notable proportion de protestants et de bourgeois voltairiens, sont en majorité des catholiques assez peu fervents, mais sincères. L'assemblée administrative du département, dans sa séance du 27 janvier 1791, approuve un règlement de police qui interdit aux cabaretiers de débiter « aucune boisson... durant les offices divins. » ² Très souvent, le directoire intervient en faveur de curés qui se trouvent en

1. Décret du 27 novembre 1790 sanctionné par le roi le 26 décembre. Réimpression du Moniteur T. 6, p. 496 et 730.

2. Arch. Ard. L 106, article XVI du règlement de police.

difficultés avec leurs paroissiens, accorde aux frais de la nation des vicaires à des desservants âgés et infirmes, modère ou supprime la taille des congruistes ¹. Jusqu'au printemps de 1791, il mentionne régulièrement, dans ses procès-verbaux ², l'interruption de ses travaux chaque dimanche pour l'assistance à la messe. Le 15 août 1791, il se rend encore « dans l'église paroissiale, pour assister en corps à la procession de la festività », et ne manque pas de faire valoir ses droits de préséance sur la municipalité ³. Les districts ne sont pas moins fidèles à ces manifestations extérieures du culte, ni moins empressés à revendiquer la place d'honneur qui leur revient dans le cortège ⁴.

La plupart, cependant, sont des légistes de l'ancien régime, des juristes élevés dans les traditions gallicanes, convaincus de la suprématie du pouvoir civil, roi ou nation, et de son indépendance complète à l'égard de Rome. Pour eux, le droit et le pouvoir de l'Assemblée nationale de légiférer, sans recourir au Souverain Pontife, sur toutes les questions qui, de près ou de loin, touchent à l'organisation civile et temporelle de l'Eglise ne sauraient se mettre en doute. Si les élections des évêques et des curés heurtent un peu leurs habitudes, ils se rallient vite à l'opinion qui prétend y voir un retour aux usages de la primitive Eglise. Enfin, les déclarations de l'Assemblée, les lettres de Boissy d'Anglas et de St Martin ⁵, l'attitude des prêtres patriotes et surtout l'exemple de Savine leur apporteraient, s'il en était besoin, tous les apaisements nécessaires. A leurs yeux, l'œuvre de l'Assemblée est un bloc intangible et sacré. Porter une main sacrilège sur le moindre détail semblerait un crime. Ce serait ébranler cette Constitution, si impatiemment attendue, qui « doit faire le bonheur de tous les Français ». La plupart comprennent difficilement qu'une organisation,

1 Cf. Les interventions du directoire en faveur de Marconnès, curé de Dompnac, de Chevallier, curé de St-Jean-Roure, de Didier, curé de St-Alban d'Ay, des curés de St-Appolinaire-de-Rias, de Dornas, etc. etc. Arch. Ard. L 119-120 et L 350.

2. C'est le 27 mars 1791 qu'il est question, pour la dernière fois, de l'assistance en corps à la messe paroissiale. Arch. Ard. L 120.

3. La prétention de la municipalité de Privas, de se mettre sur le même pied que les administrateurs, provoque un échange de lettres aigre-douces entre le directoire et le maire et un long arrêté du département, le 17 août 1791, pour le maintien de ses droits. Arch. Ard. L 121.

4. Cf. le conflit entre le directoire d'Aubenas et la municipalité de cette ville. Fonds Mazon. Chr. 14.

5. E. Nicod. Le représentant St Martin. Lettres de 1791.

qui supprime tant d'abus et ramène l'Eglise à l'idéal évangélique et à la perfection des premiers âges du christianisme, ne soit pas l'objet de l'admiration universelle ¹. Les plus ardents, comme Delichères, en viendront bientôt à ne voir dans les opposants « que vanité, hypocrisie et audace la plus éhontée, sous le manteau de la religion » ². Les réfractaires ne seront que des fanatiques, aux « vues perfides », des contre-révolutionnaires qui prêchent l'insurrection et cherchent à rouvrir l'ère sanglante des guerres de religion ³.

Tous, même les administrateurs du directoire du département et du Tanargue qui, en leur for interne, n'arrivent pas à étouffer quelques inquiétudes, croient sincèrement que leur devoir de fonctionnaire n'a pas à connaître les scrupules du croyant, mais à assurer l'application de la loi. Cependant, comme ils veulent paraître tolérants, ils sont décidés à ne rien brusquer, à être très larges, dans l'interprétation des décrets, et même à fermer les yeux, sur quelques vices de forme, pourvu qu'ils n'apparaissent pas trop ouvertement en contradiction avec les prescriptions de l'Assemblée.

Quant aux fidèles, le plus grand nombre sont incapables de saisir la complexité de ces problèmes. Leur solution réclamerait des connaissances historiques et philosophiques qui leur font défaut. Aussi bien n'est-ce pas avec leur intelligence qu'ils vont apprécier les arguments exposés de part et d'autre. Ce sont leurs sympathies ou leurs antipathies qui vont leur tenir lieu de raisons et décider de leur jugement. Dans les villes, pour la minorité qui a pris parti pour ou contre les idées nouvelles, c'est la question politique qui règle les positions. Si les patriotes se posent en rigides observateurs de la loi, leurs adversaires, par contre-coup, lui sont hostiles. La majorité reste indécise, sauf les femmes ⁴ qui, presque partout,

1. Tous ces arguments sont longuement développés dans la proclamation du directoire du département du 15 décembre 1790. Fonds Mazon. Chr. 14.

2. Manuscrit de Delichères p. 84

3. Arch. nat. C124. Cf Adresse de la société des amis de la Constitution d'Annonay à l'Assemblée nationale. « Des prélats et des prêtres fanatiques s'efforcent vainement d'alarmer nos consciences ; inutilement, ils essaient d'allumer, au nom d'un Dieu de paix, le feu de la guerre civile parmi nous... Le règne des préjugés est passé... » impr. Annonay 6 p.

4. Dans toutes les paroisses, les femmes en grande majorité prennent parti pour les réfractaires. On les trouve toujours en tête des manifestations contre les intrus : à Aubenas, à Annonay, à Vallon, au Béage. . etc... « Il y a de quoi être suffoqué d'indignation, écrit Delichères. de voir ces femmes dévotes ressembler à des diables dans la maison, tourmenter mari, enfants, domestiques, toujours querelleuses et hargneuses, et dont le visage n'est serein que pour leurs directeurs ». Delichères, Instructions sur la Révolution p. 66. Impr. in-8, Viviers 1792. Bib. Annonay.

se rangent du côté des opposants. Dans les campagnes, le paysan n'a pas d'opinion. Ce qu'il veut avant tout, c'est garder son curé. Si, pour le conserver, il faut qu'il prête serment, il souhaite le voir se mettre en règle avec la loi. Mais, à part de rares exceptions, il s'accommodera de n'importe quel serment et tolérera toutes les restrictions qu'il plaira à son curé d'y ajouter. Comme il l'a prouvé aux diverses assemblées électorales, au grand scandale des juristes, il n'a, à aucun degré, le fétichisme de la loi et les municipalités, proches du peuple, issues de lui, partagent son sentiment.

Dans la montagne, cependant, la susceptibilité des fidèles est plus en éveil. Ils savent que la presque unanimité des évêques a condamné le serment et l'a déclaré schismatique. Le bruit court que l'Assemblée nationale est hostile au catholicisme et la population « croit sincèrement qu'on veut lui faire embrasser la religion protestante »¹. Aussi, dans le Tanargue en particulier, pour rester fidèle à la foi de ses pères, est-elle bien résolue à ne pas tolérer des transformations qui pourraient la séparer de l'Eglise romaine². Le peuple, écrit le curé de St Etienne de Lugdarès, est très prévenu contre ce serment. Un prêtre qui, dans nos contrées, le ferait risquerait d'être chassé et peut-être assassiné³. Et le curé de Joannas ajoute : « Les prêtres fonctionnaires..... courent autant de périls, en s'y soumettant, que leurs successeurs, en prenant leurs places »⁴.

III

La perplexité du clergé était grande. Le serment, pour lui, conserve toute sa majesté. C'est le premier qu'exige la Révolution. La multiplicité n'en a point encore éterné la signification. Si les fonctionnaires et parfois les fidèles n'y voient qu'un engagement tout extérieur, ou même une simple formalité, pour lui, c'est un acte religieux qui engage la conscience, un véritable jugement sur la valeur objective de la Constitution civile tout entière. Or, même de l'avis des moins prévenus, cette œuvre n'est pas pure. A côté de dispositions qui reçoivent l'adhésion générale, comme la promesse

1. Lettre de Marcel, curé de Joannas, le 4 février 1791, à Bournet, procureur syndic du Tanargue. Fonds Mazon. Chr. 13.

2. Cf. Délibération unanime des habitants de Vinezac de rester fidèles à la religion catholique. Arch. Ard. L543.

3. Lettre de Barrial à Bournet. Fonds Mazon. Chr. 13.

4. Lettre de Marcel à Bournet, déjà citée.

d'un traitement équitable et la possibilité pour tous d'arriver aux honneurs et aux postes élevés, beaucoup d'autres légitiment des doutes cruels et angoissants.

L'Assemblée avait-elle le droit de légiférer, seule, sur des questions qui touchent de si près au magistère, et à la discipline de l'Eglise ? Pouvait-elle, sans le concours du pape, remanier tout le cadre des diocèses et des paroisses et enlever aux titulaires leur juridiction ? Le choix des évêques et des curés était-il résolu dans un sens orthodoxe ? Que cachait ce prétendu retour à la primitive Eglise ? Déjà, cette idée de l'évêque et du prêtre fonctionnaire, au même titre qu'un magistrat civil et désigné par les mêmes électeurs, était troublante. N'était-ce pas une régression, un retour déguisé au paganisme qui ne voyait dans la religion qu'un simple rouage administratif de l'Etat, ou au moins un acheminement au schisme et à l'hérésie ? ¹ La Constitution enfin n'entraînait-elle pas cette alternative effrayante : ou l'obéissance avec l'esclavage, ou la rébellion des consciences avec la guerre civile ?

Tous ces points étaient fort discutés dans le clergé ; les plus compétents n'étaient pas d'accord, et c'était à lui, petit curé de campagne ou humble vicaire, à l'intelligence médiocre, à la culture plus rudimentaire encore, à résoudre ce grave problème des droits respectifs de l'Eglise et de l'Etat, en matière religieuse ou mixte. Ce fut la grande crise qui fractionna le clergé du Vivarais en trois groupes, aux éléments très divers et fort inégalement répartis dans le pays.

Il y a d'abord ceux qui, après avoir attendu, comme tout le monde, les heureux résultats de la Révolution, sont depuis quelque temps préoccupés des tendances de l'Assemblée nationale. Les premières mesures religieuses les ont surpris, l'élaboration de la Constitution civile du clergé, par une majorité de gallicans et de jansénistes, les a alarmés. Ils ont mûrement réfléchi, examiné attentivement le texte des décrets et ils restent convaincus, avec Mgr d'Aviau, que le législateur a fait fausse route. Il se croiraient coupables s'ils donnaient une adhésion formelle à une loi qui, à leur avis, ouvre un abîme sous les pas de l'Eglise de France.

On rencontre, dans cette classe, les hommes les plus estimés

1. Toutes ces raisons se trouvaient déjà longuement développées dans les lettres de Mgr d'Aviau et les nombreux libelles qui se colportaient partout. « Un mémoire signé de M. de Besses, de M. Charpit et d'un autre directeur du séminaire circulait dans le département et n'autorisait le serment qu'avec des modifications et des restrictions jésuitiques. » Cf) Manuscrit de Delichères, p. 83.

du clergé, les plus vénérés de leurs collègues, les plus charitables pour les autres, les plus sévères pour eux-mêmes. On les trouve épars et dispersés dans tout le pays ou groupés dans certains centres importants comme Annonay, Viviers, Aubenas. Ils refusent le serment ou ne le prêtent qu'avec des restrictions très nettes qui le rendent nul. Pour eux, c'est uniquement une affaire de conscience. Ils sont loin d'être opposés à toute réforme politique et sociale et ils ne voudraient pas qu'on les regarde comme des révoltés ¹.

Il en est d'autres, moins nombreux, qui, tout en étant guidés avant tout par des arguments d'ordre religieux, voient leurs sentiments d'opposition renforcés par des considérations politiques. Sans être encore passés à la contre-révolution, ils prêtent, depuis quelque temps, une oreille sympathique aux adversaires des idées nouvelles et subissent l'influence des partisans du camp de Jalès ². Au début de 1792, un ardent patriote dénonce ces curés qui « portent le fanatisme jusqu'à ne pas vouloir recevoir leurs quartiers de rétribution que le receveur ne reçoive leurs quittances avec la stipulation des restrictions qu'ils ont insérées dans leurs serments ³. »

A ceux-là le devoir se révèle évident. Subissant l'influence du milieu ou obéissant à un dictamen formel de leur conscience, malgré les incertitudes de leur avenir, leur décision ne souffre pas d'hésitation, et la persécution, à quelques exceptions près, se brisera impuissante devant leur volonté inflexible ; ils formeront la masse des réfractaires résolus et irréductibles. Mais, tout en devenant de plus en plus hostiles à la Révolution qui va les proscrire, la plupart, même dans le Tanargue, refuseront de lier la cause de la religion à celle d'un parti politique. Les prêtres qui, sous l'empire des circonstances, deviendront, comme Allier, des meneurs contre-révolutionnaires, resteront de rares exceptions.

Un autre groupe réunit, dans une adhésion sincère à la Constitution, des éléments encore plus variés. Il y a d'abord un noyau de

1. C'est le sens de beaucoup de lettres adressées à Bournet par de nombreux curés du Tanargue. — « On doit être bien persuadé que les pasteurs ont toujours prêché la soumission aux puissances. » — Lettre du curé de Joannas 4 Février 1791. Fonds Mazon. Ch. 13.

2. « Les aristocrates, leur présentant leur cause comme commune avec la leur, leur firent espérer qu'en se coalisant, en se refusant à ce serment, leur opposition forcerait l'Assemblée nationale à abandonner le plan qu'elle se proposait. » Manuscrit de Delichères p. 79.

3. Lettre du lieutenant-colonel Duraud au directoire du département le 13 février 1792. Fonds Mazon. Chr. 13.

jeunes ambitieux, surtout des vicaires et des anciens religieux, des prêtres peu exemplaires, comme Chaussy et Perbost ¹, qui voient dans la Constitution civile un moyen facile de se hausser aux charges importantes, cures ou vicariats épiscopaux, et qui iront jusqu'à l'intrusion et, plus tard, jusqu'à l'abdication et à l'apostasie. Leur nombre est relativement restreint.

On y rencontre encore quelques hommes influents comme Malosse, curé de Nieigles, Saladin, curé de Privas, Rieu, curé de St Pierreville, et Roux, curé de Fressenet, qui, dès le début, se sont lancés dans le mouvement réformateur et qui continuent à lui faire confiance. Ils se sont laissé rassurer, en partie au moins, par les déclarations lénitives de l'Assemblée nationale, les exhortations de Savine et les exemples de leurs députés, Chouvet et Pampelonne, et, à leur tour, ils entraînent, dans leur sillage ², une masse moutonnaire assez compacte qui n'a pas d'opinion bien arrêtée ³.

Pour ces derniers, la réflexion a été courte. Ils ont écarté, de prime abord, les ouvrages et les témoignages hostiles à la loi et, considérant l'évêque comme juge de la foi, ils l'ont suivi docilement, persuadés qu'en sa compagnie ils ne pouvaient errer ⁴. Beaucoup, cependant, n'arrivent pas à étouffer toute inquiétude et tout remords. Aussi, tout en formant la majorité du clergé constitutionnel, garderont-ils des scrupules inavoués. Ils refuseront l'intrusion, se cacheront, se terreront, pour éviter l'abdication, et c'est dans leurs rangs qu'en l'an III et l'an IV on trouvera le plus grand nombre de rétractants.

Il y a donc, parmi ces conformistes, à côté de prêtres peu re-

1. Lettres apologétiques du clergé catholique du diocèse de Viviers à M. Charles Lafond de Savine, évêque assermenté abdicataire. 1 vol. in-8. s. l. 1800. Bibliothèque d'Annonay. — Cf. p. 13 note.

2. Cf. Manuscrit de Delichères p. 84 85. « Le sieur Rieu, curé de St Pierreville, dans une assemblée qu'il provoqua des curés des Boutières, les décida à prêter le serment purement et simplement. C'était un homme droit et franc, âgé et qui, dans la place de secrétaire de l'évêque de Mons, avait gagné la confiance de ses collègues. Le sieur Roux, curé de Fressenet, homme instruit, surtout en physique, en entraîna un grand nombre à la même démarche, et tous ces exemples opéraient de loin en loin ».

3. Manuscrit de Delichères p. 84. « Quelques-uns, dans des vues d'intérêt et pour conserver leurs places, feignirent d'approuver le nouveau régime... La presque totalité, manquant de lumières... cédant à l'exemple... agissait sans savoir pourquoi ».

4. Cf. Lettre de Mgr l'évêque de Viviers à MM. les curés, vicaires et autres fonctionnaires publics ecclésiastiques du département de l'Ardèche, 41 p. in-8, s. l. n. d. Fonds Vivarois.

commandables, ambitieux ou d'une moralité douteuse et quelques convaincus très dignes, une foule de braves gens, un peu terre à terre, qui dans des temps calmes auraient mené une vie, sans grand idéal peut-être, mais normalement édifiante, et qui, forcés d'opter entre un intérêt évident et un devoir moins apparent, trouvent de bons arguments pour s'engager dans la voie la plus facile. C'est de ceux-là que Savine dira, dans son langage brutal, qu'ils ont trouvé leurs raisons de jurer « au fond de leur marmite ».

Ces deux groupes opposés se déterminent en général assez allègrement et, sauf exception, ne connaissent pas les déchirements de conscience et les brisements de cœur qui sont le lot de la troisième catégorie. Pour ceux-ci, la lutte sera plus rude, la décision plus balancée et plus difficile à prendre. Ils ont pesé le pour et le contre, ils aperçoivent clairement et les avantages matériels de la nouvelle loi et les dispositions fâcheuses qui révoltent la conscience. Ils se trouvent pris entre deux obligations qui leur apparaissent inconciliables : ce qu'ils doivent à l'Etat et aux puissances établies, ce que réclament la vérité et la religion. Le conflit est douloureux.

L'intérêt et le cœur s'enveloppent de sophismes captieux pour leur souffler l'adhésion et l'obéissance à la loi. Le pauvre curé remarque d'abord que les termes du serment sont bien généraux et peuvent s'appliquer à l'ensemble de la constitution politique, aussi bien qu'à l'organisation spéciale donnée à l'Eglise. Il sait aussi que les législateurs ont déclaré, maintes fois, qu'ils n'entendaient pas toucher au spirituel et que le dogme restait en dehors de leurs règlements¹. Refuser le serment, n'est-ce pas mettre en doute la bonne foi des représentants et leur prêter d'injurieuses arrière-pensées ? N'est-ce pas se dresser contre toute l'œuvre de l'Assemblée, alors que, jusque là, il s'est habitué à bénir ses décrets, à les expliquer à ses ouailles et à leur en vanter la justice et la bienfaisance ? Que vont penser les fidèles de cette volte-face ?

Cette évocation de ses paroissiens vient ajouter encore à son tourment. Refuser le serment, c'est briser les liens qui l'unissent à eux, c'est renoncer à son église, à sa paroisse, à son presbytère. Cette seule pensée lui glace le cœur. Si la population s'est attachée

1. Histoire manuscrite du Vivarais par Baracand. Fonds Mazon F33 p. 995.

2. L'Assemblée nationale le 4 janvier 1791, sur l'intervention de Mirabeau, refusa de décréter la motion de Cazalès, qu'« elle n'a pas entendu toucher au spirituel ». Réimpr. du Moniteur T 7 p. 44.

à lui, il s'est donné à elle, elle est la raison de sa vie, il a vécu pour elle, il voudrait bien mourir au milieu d'elle. Et s'il fait un retour sur lui-même, combien sombre lui apparaît l'avenir ! Il n'a pas de fortune, souvent pas de proches parents. Comment subsistera-t-il ? Dans sa paroisse il vivait chichement, mais enfin il vivait ! Quel sera demain le sort qui l'attend ? La modique pension de 500 livres sera-t-elle seulement payée à celui qu'on considérera comme un rebelle et un révolté ? Qui sait même si sa désobéissance ne lui vaudra pas un destin pire encore ? Quelle perspective pour lui, humble curé de campagne, qui n'a pas une âme de héros, ni la sublime énergie d'un martyr !

Enfin, pour lever ses dernières hésitations, n'y a-t-il pas la sanction donnée à la loi par un roi, si pieux et si vénéré, qui sûrement n'aurait pas voulu endosser la responsabilité d'une œuvre impie ? N'y a-t-il pas l'exemple de l'évêque de Viviers, ¹ son chef hiérarchique, de ses députés à l'Assemblée nationale, de confrères estimés de tous ? Comment croire que, s'il eût été contraire à la conscience, des hommes plus instruits que lui, d'une piété et d'une prudence éprouvées, eussent accueilli et prêté ce serment ? Comment croire surtout que le Souverain Pontife, qui connaît la situation de l'Eglise de France, eût pu se taire si longtemps et éviter de prendre parti ? ²

Il va donner, semble-t-il, son adhésion. Mais, au moment où toutes ces considérations paraissent devoir le rassurer et l'incliner à la soumission, des inquiétudes de conscience l'assaillent de nouveau. Il se rappelle le refus de l'Assemblée nationale de négocier avec le pape, les hésitations du roi, la contrainte morale qu'il a subie, l'opposition presque unanime des évêques français et de la grande majorité ³ des députés du clergé. Certains confrères de bon conseil, de mœurs très pures, d'une piété exemplaire, un Picansel, ⁴ un Rouchouze, un de Lamothe lui répètent qu'il vaut mieux obéir

1. « L'évêque avait par ses écrits tranquilisé beaucoup de gens ». Manuscrit de Delichères p. 80

2. Les brefs, condamnant la Constitution civile du clergé, publiés le 10 mars et le 13 avril 1791, ne furent pas connus avant le début de juin dans le département. Cf) lettre du 23 mai 1791 de M^{re} d'Aviau à Savine. Lyonnet, vie de M^{re} d'Aviau, T. I p. 438-440

3. Plus des deux tiers d'après de la Gorce, Histoire religieuse de la Révolution T. I p. 362.

4. Lettre de Chomel du 11 août 1791 au district pour obtenir le remplacement de Picansel qui a une grosse influence sur ses confrères. « Sans lui, aucun curé du district ne se fût démontré. » Fonds Mazon chr. 13.

à Dieu qu'aux hommes. La condamnation de Mgr d'Aviau, l'attitude de l'abbé de Besses, la conduite de ses anciens maîtres qui, avec tous les séminaristes, ¹ ont ostensiblement quitté l'église, plutôt que de s'associer au serment de Savine, viennent réveiller ses scrupules et accroître son anxiété. S'il n'a pas l'étoffe d'un confesseur de la foi, il voudrait bien, du moins, rester un bon prêtre. Le pourra-t-il en prêtant le serment exigé? Il délibère encore, réclame de nouveaux délais que le département et les districts accordent généreusement. ² Il se jette sur les nombreuses brochures pour ou contre le serment, ³ demande conseil à ses confrères dans le sacerdoce, ressassé les multiples arguments qu'il a déjà pesés longuement, et, toujours, il en revient à ce dilemme angoissant : ou jurer avec des troubles de conscience, ou courir les risques d'un refus. Si encore il pouvait limiter la portée de son serment et le restreindre à des engagements civils et politiques! mais non, l'Assemblée proscrit tout préambule, toute restriction.

Comme à la fin il faut bien prendre une décision, si certains se résignent, la mort dans l'âme, à prêter un serment pur et simple, la plupart s'y refusent énergiquement. Quelques-uns se réfugient dans l'abstention la plus absolue; un bon nombre, dans un dernier effort de conciliation, appelant à leur secours toutes les ressources de la casuistique et toutes les petites habiletés de la chicane et de la finauderie paysanne, par des voies détournées, embarrassées, s'essaient à trouver un biais, une formule qui puisse satisfaire les autorités constituées, sans trop alarmer la conscience.

1. Arch. L. 563. Lettre des directeurs du grand séminaire du 11 février 1791 et lettre de l'évêque de Viviers du 20 septembre 1791 contre les Sulpiciens.

2. Sauf le Coiron où Delichères est impatient de faire appliquer la loi. Manuscrit de Delichères p. 83.

3. Au printemps de 1791, les écrits pour ou contre la Constitution civile se multiplient. La société populaire d'Annonay, dans sa délibération du 20 avril 1791, arrête de faire tirer à 900 exemplaires la « lettre à M. M. les ecclésiastiques du district de Vienne par M. Fournand de Bovinet » impr. 15 p. Annonay 1791, imprimerie Agard. Le 22 mai, elle fait imprimer le « Discours de Baudin » pour « éclairer les consciences qu'on égare » 8 p. Annonay, impr. Agard.

La collection Rousset, bibliothèque d'Annonay, a recueilli encore l'« Adresse de la Société des amis de la Constitution » d'Annonay 16 p. s. d. impr. Agard; « Aux demoiselles d'Annonay » 1791, 16 p. s. l.; « Avis au peuple par un citoyen » impr. s. l. n. d. 24 p.; « Réponse des curés à la lettre de Bovinet », impr. 32 p. s. l. n. d. « Faites courir » impr. s. l. n. d. 22 p.; « Réponse de Léoriat Picansel au libelle : Entretien d'un jeune homme avec sa femme » impr. 8 p. Annonay; 10 novembre 1791 et Réponse « à Messieurs L. P. et M. prêtres » 13 p. s. l. n. d... etc...

Leurs ruses, leurs artifices sont multiples. L'un place les réserves dans une lettre à la municipalité, l'autre dans une allocution ou un prône qui précède le serment ; celui-ci dans un appendice, celui-là dans l'addition de quelques mots, mais, dans l'intention de tous, lettre, préambule, allocution ou appendice font partie du serment. Aussi arrive-t-il que, même lorsque nous avons le texte intégral, il est tellement balancé d'affirmations, de restrictions, atténuées aussitôt qu'exprimées, que parfois il est très difficile de décider si oui ou non le serment est légal et valable. C'est affaire d'interprétation. Voilà pourquoi on ne saurait toujours préciser exactement la délimitation entre jureurs et réfractaires.

Ajoutons d'ailleurs que l'attitude du clergé à l'égard du serment n'a pas été fixe, à travers toute la période révolutionnaire. Plusieurs, qui s'étaient d'abord arrêtés à une formule acceptable, la rétractent ou y ajoutent des réserves que parfois ils retouchent encore. D'autres, au contraire, qui avaient enveloppé leur serment de préambules ou adjonctions diverses, le revisent dans un sens légal. Certains en modifient les termes à trois ou quatre reprises. Bogiraud, vicaire de Macheville, qui a prêté un serment restrictif le 13 février, supprime les réserves le 27 février, revient le 12 juin sur ce nouveau serment et, le 23 juin, le renouvelle avec cette addition : « toutefois qu'il n'y ait rien de contraire à la religion ¹ ». Mouthon, curé de Vernosc, jure le 13 février et retire son serment le ² 23 juin. Dénoncé, le 28 août, par la municipalité, il prétend cependant être en règle avec la loi et, le 23 février 1792, le département lui donne raison ³, en cassant l'élection de son remplaçant. Meyrueix, curé de Rochecolombe et Sauveplantade, rétracte, le 25 mars 1792, son serment du 13 février 1791. Le 11 avril, il revient sur ses réserves ⁴, et, le 9 juin, il écrit au département pour protester contre le qualificatif de réfractaire ⁵. Guérin, curé des Salelles, jure le 25 mars 1791, retire son serment le 22 mai, en souscrit un autre, au début de juin, qu'il désavoue le 19 du même mois. Un troisième subit le même sort quelques semaines plus tard. Il en prête enfin un quatrième le 24 janvier 1792 ⁶.

1. Arch. Ard. L. 851.

2. Ibidem.

3. Délibération du directoire du 23 février 1792. Arch. Ard. L. 123.

4. Arch. Ard. L. 722. Procès-verbaux de prestation de serment

5. Arch. Ard. L. 124. Procès-verbal du directoire du 9 juin 1792.

6. Fonds Mazov. Chr. 13. Procès-verbal de Baissac et Bellon envoyés dans le canton des Vans, en 1793, pour vérifier les prestations de serment.

Rétractations et rectifications s'entremêlent, avec des alternatives diverses, durant toute la Révolution. Si, de février à mai 1791, les deux courants se neutralisent à peu près, de mai à octobre, le souci de se mettre en règle avec la loi, pour se soustraire aux menaces de remplacement ou pour pouvoir occuper les postes offerts, semble l'emporter dans les trois districts. Dans le Coiron, ¹ les curés de Genestelle, St-Thomé, St-Jean-le-Centenier et Mirabel, ainsi que 4 ou 5 de leurs collègues du Mézenc, ² retirent prudemment leurs réserves, pendant que, dans le Tanargue, un certain nombre de vicaires ³ passent résolument dans le camp des conformistes. Le phénomène inverse s'atténue dans cette même période pour redevenir prépondérant à partir d'octobre. Encore limité en 1791, ce mouvement de rétractations s'amplifie en 1792 et ⁴ prend de plus en plus d'extension de 1793 à 1795.

Si quelques-uns se contentent de modifier leur serment devant leurs paroissiens, en renvoyant à plus tard ⁵ le soin d'en informer les autorités, d'autres, comme les frères Feuillade, n'hésitent pas, dès le mois de juin 1791, à sommer, par ministère d'huissier, les directoires de prendre note de leur attitude nouvelle. ⁶ L'exemple risquait d'être contagieux. Le département, à l'instigation des Sociétés populaires et des patriotes, crut conjurer le danger en prenant, le 28 juillet, un arrêté qui supprimait tout traitement aux curés et vicaires qui oseraient revenir sur un serment légal. ⁷

IV

La multiplicité de ces variations rend malaisée toute statistique. On ne peut essayer d'en dresser une, avec quelques chances

1. Arch. Ard. L. 722.

2. Le curé et le vicaire de Dornas, les curés de St Andéol de Fourchades et St-Michel le Rance. Cf) L. 851.

3. Lafont, vicaire de Plagnol, élu à la cure de Dompnac, Cholvy, vicaire de la Souche, élu à Jaujac, Levastre, vicaire de St^e Eulalie, qui en septembre 1791 sera élu à St^e Eulalie et probablement Champanhet, vicaire de Berrias, élu à Balazuc. Quant à Roux, vicaire de Meyras, élu à Pradous, en prenant possession le 18 septembre, il prête un serment restrictif. L. 968.

4. En 1792, les brefs du pape sont mieux connus et on peut noter dans le cours de l'année de 15 à 20 rétractations.

5. C'est pour cela que probablement beaucoup de rétractations nous échappent. Les municipalités se gardent bien, en général, de les signifier aux districts ou au département. Il est vraisemblable aussi d'ailleurs que plusieurs rectifications légales nous restent inconnues.

6. Arch. Ard. L. 121. Séance du directoire du 27 juin 1791.

7 Arch. Ard. L. 121.

d'exactitude, qu'en l'arrêtant à une date fixe, et encore on ne saurait prétendre à une précision rigoureuse. Il n'existe pas de nomenclature complète des ecclésiastiques du département, et, malgré toutes nos recherches, nous n'avons pas pu identifier ni suivre chaque prêtre, encore moins le classer toujours dans une catégorie bien déterminée. Toutefois, en nous aidant des diverses listes de chaque district, des déclarations des municipalités, des délibérations du département fixant le traitement du clergé, des dénonciations des clubs, des poursuites judiciaires ou des motifs d'inscription sur la liste des émigrés, nous avons trouvé des renseignements sur 324 paroisses ou annexes, intéressant 545 curés ou vicaires.¹

Si on s'en rapporte aux pièces officielles et au jugement des autorités, tout en tenant compte des rétractations et des rectifications et si on laisse de côté 20 à 25 de ces prêtres, sur lesquels le département et les districts ne donnent aucune indication, au mois d'octobre 1791, la répartition des 525 autres donnerait 279 jureurs et 246 réfractaires, soit à peu près 53 % de conformistes et 47 % d'inscrémentés pour l'ensemble du département. Les chiffres sont fort différents suivant les régions : alors que le Mézenc reconnaît 129 serments valables et en rejette 56², que le Coiron signale 119 constitutionnels et 53³ réfractaires, le Tanargue n'admet que 31⁴ serments légaux et en écarte 138.

Mais, si on examine de près les procès-verbaux de prestation, on remarque vite de nombreuses erreurs d'appréciation, imputables soit aux directoires des districts, soit aux officiers municipaux. Souvent les uns et les autres, s'appuyant sur la déclaration du procureur général syndic du département,⁵ qu'il serait injuste de rejeter tout serment qui s'écarterait du modèle légal, ferment volontairement les yeux sur des restrictions, parfois fort graves, qui faussent complètement leur statistique.

Dans le Tanargue, on peut noter l'acceptation des serments du

1. Il devait y avoir dans le département de l'Ardèche, en octobre 1791, près de 600 curés ou vicaires.

2. Une première liste, Arch. Ard. L544, donne 101 conformistes et 33 réfractaires. D'autres indications tirées de L543, L545, L851, L853 et L855 à 859 signalent un certain nombre d'autres serments.

3. Arch. Ard. L544. L547 et surtout L722 et L724.

4. D'après L909 le district ne reconnaît que 22 serments valables, mais on trouve dans L967 à 969 quelques précisions nouvelles, qui, avec les rectifications, permettent d'élever ce chiffre à 31.

5. Procès-verbal de l'assemblée électorale du Tanargue, 19 juin 1791. Arch. Ard. L902.

curé et du vicaire de Joyeuse ¹ qui, plus tard, seront reconnus illégaux, ainsi que ceux des curés de St Jean de Pourcharesses ² et de St Mélaney. ³ Le Coiron, malgré les protestations de la municipalité, enregistre les serments du curé et du vicaire de Rochemaure ⁴ et néglige les additions et préambules des curés de St André de Mitroix, d'Alissas, de Larnas, de Veyras, des deux vicaires de Gluiras et du desservant de Beauvène. Il accueille encore les serments des deux frères Coing, l'un vicaire à Coux, en septembre 1791, et l'autre à Mirabel qui, le 27 messidor an 2, seront condamnés à la déportation par le tribunal criminel du département, pour avoir prêté un « serment à la Constitution civile du clergé avec préambule et restriction. » ⁵ »

Les décisions du Mézenc sont encore plus déconcertantes. Il ne trouve rien à redire au curé de St Félix de Châteauneuf qui termine son serment par ces mots : « Je vous déclare franchement que si, par impossible, l'Assemblée venait à se démentir, en voulant empiéter sur les droits qu'elle n'a pas, je vous déclare, dis-je, à la face des autels, que mon serment est révoqué de droit. » ⁶ Il enregistre encore, comme pur et simple, celui du vicaire de Quintenas, malgré cette addition insérée au procès-verbal, « autant qu'elle (la Constitution) sera conforme à la religion catholique, apostolique et romaine. » ⁷ Jamais, à moins de dénonciations, il ne rectifie les jugements erronés et les oublis des communes. Il blâme même sévèrement la municipalité de Boucieu, qui n'a pas voulu recevoir le serment de son desservant, en lui signifiant qu'elle n'est pas juge de la validité : son rôle est de transmettre les pièces au district qui tran-

1. Le maire de Joyeuse tente vainement, en 1791, d'obtenir de l'assemblée électorale du Tanargue l'élection d'un curé à Joyeuse. Cf. délibération du conseil général de Joyeuse du 25 septembre 1791. Fonds Mazon F 12. Pétition de Joyeuse contre son curé qui n'a prêté aucun serment. Procès verbaux des séances du directoire du département, 17 février 1793. Le 2 mars 1793, le directoire déclare le curé dans le cas de déportation. Arch. Ard. L126.

Il en est de même, pour le vicaire. La municipalité refuse de recevoir son serment en 1791. Il le prête de nouveau, le 15 janvier 1792, avec restriction. Le maire proteste, mais le conseil général passe outre. Le 29 avril 1792, le vicaire est sommé de rectifier son serment ou de cesser ses fonctions. Fonds Mazon F 12.

2. Arch. Ard. L545. Il dut cependant retirer plus tard ses restrictions, car en l'an 2, il est signalé comme abdicataire L863.

3. Arch. Ard. L969.

4. Arch. Ard. L722.

5. Arch. nat. DIII 14.

6. Arch. Ard. L543.

7. Ibidem...

chera la difficulté. ¹ Or, malgré des réserves très claires, il admet les serments des curés de St Jacques d'Atticieu, ² de St Clément, de Boucieu, de Borrée, du curé et des vicaires de St Martin de Valamas, des vicaires de Lamastre, de St Prix... ³ Et, si dans d'autres la restriction est plus voilée, elle semble bien néanmoins aller contre l'esprit de la loi. C'est le cas pour les curés et vicaires de St André les Effangeas ⁴ et de Gilhoc, les vicaires de Vernosc et d'Empurany.

Ainsi, à ne tenir compte que des appréciations inexactes imputables aux districts, il faudrait déjà, pour les seules que nous avons pu constater, diminuer d'au moins 35 le nombre des conformistes au profit des réfractaires.

Mais les districts ne peuvent juger que sur les procès verbaux ou les attestations des officiers municipaux. Et ici encore les chances d'erreur sont multiples. Souvent, de bonne foi, parfois à dessein, pour éviter le remplacement de leur curé ou vicaire, les municipalités, ignorantes ou complices, ne saisissent pas ou affectent de ne pas entendre des réserves, volontairement fort subtiles, et suppriment ainsi, dans le procès-verbal, des circonstances qui transforment le sens du serment. Le curé a pu parfois ignorer l'omission, le plus souvent il ne s'en est pas soucié, ou s'il l'a soupçonnée, connue et peut être suggérée, il ne s'est pas cru obligé, sous prétexte qu'elle n'était pas son fait, de dénoncer une fraude dont il profitait. Encore qu'il soit difficile de saisir des erreurs de cette nature, nous en trouvons cependant trace dans plusieurs paroisses du canton de Saint-Félicien.

Le 4 février, le curé de Saint-Victor écrit à la municipalité que, le dimanche suivant, à l'issue de la dernière messe, il prêtera le serment prescrit, étant entendu que l'intention de l'Assemblée nationale, comme elle l'a tant de fois répété, « n'a jamais été ni ne serait jamais de toucher en rien à ce qui regarde le spirituel, en foy de quoi il a promis de veiller... » Les deux vicaires annoncent un ser-

1. Ibidem...

* 2. Ibidem... En juin 1793, le curé sera dénoncé comme réfractaire et fanatique. Arch. Ard. L548.

3. Cf) Arch. Ard. L851. Le curé de Boucieu éprouve encore le besoin, le 29 septembre 1792, de faire remarquer qu'il persiste dans son serment du 13 février 1791, avec la restriction « sans violer les lois de Dieu et celles de son Eglise ».

4. Ibidem... Le maire prononce la formule du serment. Le curé et le vicaire répondent : « Je le jure et d'être inviolablement attaché à la foi ».

ment identique ¹. Le curé et le vicaire de Pailharez font, le même jour, une déclaration analogue et, le dimanche, au serment à la Constitution civile ils adjoignent le serment « prêté à leur évêque de professer et d'enseigner la religion catholique, apostolique et romaine ². » Le 5 avril 1794, ils s'étonneront, à bon droit, qu'on ait pu présenter leur serment comme pur et simple ³. Le même procédé permettra au curé et aux vicaires de Saint-Félicien d'affirmer, le 17 octobre 1794 ⁴, qu'ils ont prêté un serment chargé de restrictions. Ce serait donc huit serments entachés d'illégalité, pour le seul canton de Saint-Félicien. On pourrait même se demander si, malgré les extraits envoyés par leurs municipalités, les serments des curés voisins de Bozas et de Saint-Jeure-d'Ay qui, plus tard, ajouteront des réserves religieuses très claires à leur serment d'égalité ⁵ ou le rétracteront n'étaient pas rédigés sur le même modèle.

On trouverait facilement, dans les autres cantons, de nombreux exemples de subterfuges analogues. Lalouvesc adresse bien au district du Mézenc un texte scrupuleusement légal ⁶ et l'enquête de Cros d'Avenas, en octobre 1793, n'en établira pas moins que le curé est nettement réfractaire ⁷. Le 15 mars 1795, Jean Guironnet, curé de La Bâtie, en écrivant au maire pour rétracter ses deux serments, lui rappelle qu'il avait prêté le premier avec restriction, « quoiqu'il fût inséré dans les procès-verbaux de la municipalité et envoyé au district, comme s'il eût été prêté purement et simplement. » ⁸ Marriac use du même procédé pour conserver son vicaire ⁹. St-Prix donne couleur de légalité au serment de son curé, par l'habile substitution d'un mot à un autre dans le procès-verbal. Alors que Dubbesset avait cru devoir préciser le texte officiel de cette addition caractéristique : pourvu « qu'elle, (la Constitution) ne renferme rien

1. Arch. Ard. L543.

2. Ibidem...

3. Arch. Ard. L853.

4. Ibidem...

5. Le curé de Bozas ajoute à son serment d'égalité, le 21 octobre 1792, « autant que les lois de Dieu le permettent » L 851. Le curé de St Jeure rétracte, le 20 fructidor an 2, son serment d'égalité et en informe le district L858. On comprendrait difficilement cette restriction et cette rétraction si l'un et l'autre avaient conscience d'avoir prêté le premier serment pur et simple.

6. Arch. Ard. L81.

7. Arch. Ard. L 853.

8. Ibidem.....

9. Lettre du 23 août 1793 de Valette Viallard, vicaire épiscopal du Puy, aux représentants du peuple dans l'Ardèche et la Lozère. Arch. Ard. L 545,

contre la religion catholique », le greffier, sans se préoccuper d'aucune approbation, remplace « pourvu » par « puisque ».¹

Ces diverses constatations, faites au hasard des documents, semblent bien indiquer que, surtout dans les campagnes, les officiers municipaux ont souvent eu recours à des petites roueries de ce genre pour ne pas attirer l'attention sur leur clergé.

Mais, s'il est légitime de suspecter parfois la véracité et la sincérité de ces extraits, que faut-il penser de la valeur des témoignages des municipalités qui refusent systématiquement d'envoyer le procès-verbal ? Le maire de St-Clair déclare « être content et satisfait du serment de son curé, »² celui de Charnas certifie que le sien « est bon pasteur et bon patriote et a prêté serment en temps requis »³. Les officiers municipaux de St-Marcel attestent la rectitude d'un serment que, le 4 septembre, la Société populaire d'Annonay dénonce⁵, avec preuves à l'appui, comme nettement restrictif. Le même cas se présente à St-Andéol de Berg, où le curé, malgré les assurances du maire, doit être classé parmi les réfractaires⁶. Une autre attestation, qui paraît bien suspecte, est celle que la municipalité de Creissas délivre à son curé qui, le 21 prairial an 2, sera arrêté pour exercice clandestin du culte et fanatisme⁷. Or, près de 25 municipalités se bornent à affirmer la validité d'une trentaine de serments. N'est-il pas à croire que, le plus souvent, elles ont usé de ce subterfuge, pour éviter de produire un procès-verbal qui aurait révélé les vices du serment ?

D'autres se réfugient dans la résistance passive la plus inerte et, malgré toutes les réclamations, ne transmettent aucun renseignement. Légalement, les prêtres de ces paroisses doivent être considérés comme réfractaires, puisque le délai est écoulé sans qu'aucune demande de sursis ait été formulée. C'est ce que font le Coiron et le Tanargue, dans la plupart des cas, sans qu'on puisse noter une seule protestation des curés intéressés, même après leur remplacement par des intrus. Le Mézenc constate simplement que 43 muni-

1. Arch. Ard. L 851.

2. Arch. Ard. L 851.

3. Arch. Ard. L 543.

4. Arch. Ard. L 851.

5. Procès-verbal de la Société populaire d'Annonay du 4 septembre 1791 cité par Rostaing. Les anciennes loges maçonniques d'Annonay et les clubs.

6. En 1793, il sera interné au séminaire de Viviers comme réfractaire sexagenaire. cf) Arch. Ard. L 549.

7. Arch. Ard. L 550.

cialités ¹, plus du tiers, n'ont pas encore répondu le 7 avril 1791. Et, sur 22 qui envoyèrent des indications postérieures, 8 seulement fournirent des serments valables et 14 des serments restrictifs. 21 communautés du Mézenc et 4 ou 5 du Coiron et du Tanargue, qui ne comprennent pas moins de 30 à 35 prêtres, ne sont mentionnées sur aucune liste. D'autre part, même pour les paroisses signalées, les omissions sont nombreuses, surtout en ce qui concerne les vicaires. Il n'est pas question d'un seul dans certains bourgs importants comme Lavoulte, St Fortunat, Viviers, Satillieu, alors que nous savons, par ailleurs, que ces localités avaient au moins un ou deux vicaires ².

C'est donc une masse de 50 à 60 prêtres, et peut-être davantage, dont l'attitude à l'égard du serment nous échappe. Il est vraisemblable qu'en octobre 1791, sinon la totalité, du moins la grande majorité de ces inconnus doit être classée parmi les non-conformistes. A défaut de preuve formelle, nous pouvons au moins appuyer cette probabilité sur des indices très nets. Dans les listes de déportation ou d'émigration rédigées en 1793, en l'an II, l'an VI ³ et l'an VIII ⁴, nous avons retrouvé, sous la rubrique générale de réfractaires ⁵, près de 25 de ces curés et vicaires que le département et les districts ignorent. Nous avons pu identifier ainsi les curés de Félines, de Villevoiance ⁶, de Limony, de Lespéron, de Ste Marguerite, de St Cierge, de St Pierre le Dechausselat, de St Basile, de Chateaubourg, de Satillieu, de St Fortunat et de St Julien-Voiance ⁷ et un certain nom-

1. Arch. Ard. L 544.

2. D'une manière générale, les districts signalent les vicaires qui prêtent serment et, à moins de dénonciation, font le silence sur les autres. Nous trouvons, en effet, mentionnés pour le serment d'égalité un certain nombre de vicaires dont il n'est pas question lors du premier serment. Les districts, pour le bon renom de leur région, ont le souci, en 1792, de diminuer le plus possible le chiffre des réfractaires.

3. Arch. nat. F 74 371 et 4 372.

4. Arch. Ard. L 545, L 547 et L 853.

5. Le terme de réfractaire s'applique aussi bien à ceux qui ont refusé le serment d'égalité (et le serment du 19 fructidor pour les documents de l'an VI) qu'à ceux qui ont refusé le serment du 27 novembre 1790, mais il faut remarquer qu'en fait, à part de rares exceptions, ne refusent le serment d'égalité que ceux qui déjà ont refusé ou rétracté le premier. D'ailleurs, dans les motifs de déportation ou d'inscription sur la liste des émigrés, on spécifie souvent l'abstention de tout serment.

6. Le Mézenc ne mentionne pas Villevoiance. Or, le journal d'Annonay « Le Pacificateur », dans son numéro du 6 octobre 1792, accuse avec virulence de fanatisme le curé de cette paroisse, qui se vante d'avoir prêté serment avec restriction.

7. Condamnation à mort de Dallemand, curé de St Julien-Voiance, le 22 messidor, an 2. cf) Registres du greffe du tribunal de Privas.

bre de vicaires de Rosières, de Laurac, de Satillieu, de Lavoulte, de St Fortunat, d'Aubenas.....

On s'explique dès lors que les commissaires, envoyés par le département et les districts, à la fin de 1792 et au début de 1793 ¹, dans les divers cantons, pour vérifier les prestations de serment et qui, devant la mauvaise volonté des municipalités, durent renoncer dans beaucoup de localités à exécuter leur mission, aient pu, à la suite des constatations faites, proclamer qu'« un très petit nombre de serments est exempt de restrictions ». ² Le directoire du département, en octobre 1793, affirmera, lui aussi, que, dans l'Ardèche, « tous les serments de quelque manière qu'ils eussent été prêtés avaient été reçus. » ³ Le district du Tanargue, en envoyant, le 12 janvier 1793, le relevé de la résidence des prêtres conformistes et réfractaires de son ressort, fait lui aussi cet aveu : « Il faut entendre par cette dénomination (de conformistes) qu'ils ont prêté un serment, mais avec des restrictions, et c'est la très grande majorité des prêtres de ce district » ⁴. On peut citer encore une lettre du 8 février 1793 adressée à Mallevall, administrateur du département, au sujet de l'abbé Monteil : ... « il a prêté serment avec réserve et, en cela, il s'est conformé à l'exemple de tous ses collègues », et un peu plus loin, « il est injuste, selon moi, qu'après avoir pris le serment de tous les prêtres avec restriction, on les tourmente aujourd'hui à raison de ce même serment » ⁵.

V

Toutes ces déclarations prouvent abondamment l'inexactitude des statistiques officielles de 1791. Il est certain que, même en ne tenant compte que des seules erreurs d'appréciation, volontaires ou non, des districts ou des municipalités, que nous avons pu constater nous-même, c'est au moins de 60 ⁶ prêtres du clergé paroissial

1. Cf) Fonds Mazon. Chr. 13 et procès-verbal du 17 décembre 1792 de l'assemblée administrative. Arch. Ard. L 109. Séance du directoire du Tanargue du 6 février 1793. Arch. Ard. L 862.

2. Arch. Ard. L 545. Rapport d'Embry.

3. Cf) Exposé de la conduite... du directoire du département, imp.in-4° 15 p Guillet. Privas p. 3. Fonds Vivarois.

4. Arch. Ard. L 545.

5. Arch. Ard. L 328.

6. Dans ces 60 non-conformistes, nous comprenons, comme nous l'avons indiqué plus haut, les 35 prêtres comptés à tort comme conformistes par les districts.

qu'il convient, en octobre 1791, de diminuer le chiffre des conformistes pour enfler d'autant celui des réfractaires. On aurait donc 220 jureurs pour 305 insermentés, mais il faut renforcer encore ces derniers des 20 à 25 curés et vicaires qui ne figurent sur aucune liste de prestation de serment, et que d'autres documents nous dénoncent comme réfractaires. La proportion des conformistes tomberait ainsi à 40 % et celle des non-conformistes atteindrait 60 %

Que serait-ce si des renseignements plus complets et plus précis nous avaient permis de déterminer les serments exacts de tous « les ecclésiastiques fonctionnaires publics » du département ? Il est évident que le contingent des constitutionnels serait encore allégé de nombreuses unités, au profit des réfractaires. Il est probable, en tout cas, que le groupe des 20 prêtres qui restent comptés parmi les assermentés, sur la seule attestation sans procès-verbal des municipalités, irait rejoindre en grande partie les gros des insermentés, ainsi qu'un bon nombre des 30 à 40 curés ou vicaires dont l'attitude nous échappe complètement.

Et encore, dans cet essai de statistique, nous avons limité nos recherches au seul clergé paroissial ¹. Pour être exact, il faudrait y comprendre les autres prêtres soumis un peu plus tard à la loi du serment. Malheureusement pour cette catégorie les documents sont encore plus fragmentaires. Nous savons, du moins, que tous les directeurs des deux grands séminaires de Viviers et Bourg-St Andéol ² et le plus grand nombre des professeurs des collèges d'Annonay, Tournon, Aubenas et Bourg-St-Andéol ³ et la plupart des aumôniers refusent tout serment valable. D'après Léorat-Picansel, à Annonay, sur 24 prêtres 4 seulement se conforment à la loi, ⁴ et à Aubenas deux professeurs seulement sur huit. ⁵ A Viviers, le maire dé-

et plus d'une quinzaine par les municipalités. Et il convient de remarquer que, pour ces derniers, notre enquête n'a porté que sur 2 ou 3 cantons. De plus, parmi les serments déclarés valables, sur une simple attestation des municipalités, nous en avons relevé une dizaine de restrictifs.

1. En dehors des curés et vicaires, le clergé du Vivarais devait comprendre encore près de trois cents autres membres : chanoines, aumôniers, professeurs, prêtres habitués, retraités ou sans emploi, sans parler du clergé régulier. Il est impossible de déterminer, même approximativement, le nombre des prêtres de cette catégorie qui furent soumis au serment.

2. Arch. Ard. L 545.

3. Seul, Durepaire des Barnabites du collège de Bourg-St-Andéol prête un serment pur et simple. Le 3 novembre 1791, le département donne l'ordre à Logar, Tauzier et Darbo de vider la maison dans les trois jours. Arch. Ard. L 722.

4. « Annales d'Annonay » Manuscrit, bibliothèque d'Annonay.

5. Arch. Ard. L 545. Blachère et Enjolras seuls prêtent serment.

clare que seul de Savine a prêté serment, ¹ alors que la ville épiscopale ne devait pas comprendre moins de 50 à 60 prêtres, dont beaucoup, il est vrai, n'étaient pas considérés comme fonctionnaires publics.

En somme, sans avoir la prétention de donner des indications absolument précises, nous croyons tenir largement compte de toutes les chances d'erreur en affirmant que les serments, réunissant les diverses conditions requises par l'Assemblée nationale, pour l'ensemble du clergé du Vivarais qui y était soumis, doivent osciller autour de 30 à 35 % et les refus de serment ou serments entachés d'illégalités diverses atteindre ou dépasser 65 %.

B) L'Eglise constitutionnelle

I

Dans la plupart des localités, la population a assisté assez indifférente à ces prestations de serment. On ne signale d'agitation et de troubles que dans quelques centres et dans la montagne, où les passions religieuses et politiques sont restées plus vivaces et plus intransigeantes.

A Laurac, la municipalité, sous la pression de l'opinion publique, prend une délibération pour défendre à son curé de prêter serment. ² A Joyeuse, le curé veut réfléchir et prendre conseil, avant de donner connaissance au prône de la Constitution civile du clergé. Le maire Dussargues, ardent patriote, vient lui intimer l'ordre de se conformer à la loi et, le dimanche suivant, 9 janvier 1791, il intervient encore en pleine église, pour le sommer de lire plus posément le décret. ³ A Annonay, devant le refus catégorique de tout le clergé paroissial de faire cette publication, il faut confier ce soin à un officier municipal. Le 27 février, il monte en chaire à l'issue de la messe, mais le célébrant se retire en hâte, suivi de la plus grande partie des fidèles, et c'est dans une église presque vide qu'il donne lecture des divers articles de cette Constitution. ⁴

1. Arch. Ard. L 543. Lettre du maire de Viviers au département s. d.

2. Arch. Ard. L 545.

3. Fonds Mazon F 12. Délibération municipale de Joyeuse des 6 et 9 janvier 1791. cf) aussi Arch. Ard. L 106 Assemblée administrative du département. Séance du 14 janvier 1791. Mémoire du curé de Joyeuse pour se plaindre de l'attitude du maire.

4. Manuscrit de Léorat Picansel. B.A. cf) aussi Filhol. Histoire d'Annonay T. 3 p. 36.

A Aubenas, le 30 janvier 1791, c'est le vicaire Maurin qui est chargé de la promulgation. « Il prit, écrit Delichères, un ton piteux, propre à émouvoir le peuple, entrecoupé de sanglots et ne put achever. Le sieur Merchat, perruquier, se mit à crier du cœur qu'on ne voulait pas de serment et qu'on saurait bien soutenir les prêtres... Les femmes se mêlèrent à ce cri, pleurèrent, hurlèrent, firent des protestations. Quelques patriotes les irritèrent par leurs représentations ; il y eut une scène bruyante et scandaleuse. L'après-midi, les femmes tentèrent d'enlever les affiches qui étaient posées sur la place..... » Le 4 février, elles tiennent une grande assemblée dans l'église. « On y délibéra de s'opposer à ce que les prêtres prêtassent le serment, de prendre à coup de pierres ceux qui se présenteraient pour les remplacer et d'obliger le receveur du district à payer la congrue des réfractaires. » ¹ Malgré les poursuites intentées contre les auteurs de désordre, ² une nouvelle échauffourée se produisit encore à Aubenas, le 27 mars, lors de la prestation de serment d'Enjolras. Il y eut des cris, des injures ³ et même des voies de fait.

A Largentière, le maire doit faire appel aux troupes de ligne, pour maintenir l'ordre et assurer la tranquillité publique. ⁴ Dans le Tanargue, l'émotion populaire est si vive que la plupart des curés se réfugient dans la résistance passive la plus absolue. ⁵

Bientôt cette effervescence gagne de proche en proche et pénètre jusque dans les paroisses les plus paisibles du Coiron et du Mézenc. A mesure que se développent et deviennent plus acrimonieuses les discussions entre partisans et adversaires de la Constitution civile, les classes rurales prêtent une oreille plus attentive aux sollicitations qui, de part et d'autre, les pressent de prendre parti dans la querelle. Si les patriotes et les constitutionnels leur prêchent la déférence à la loi et la soumission, au nom de leurs intérêts matériels et de leur repos, les réfractaires alarment leur conscience, au nom de la vérité et de la religion.

C'est au paysan que sont destinés les placards, adresses et proclamations que multiplient les districts et le département, « pour prévenir les conseils insidieux que les fanatiques cherchent à ré-

1. Manuscrit de Delichères p. 85.

2. Ibidem... p. 88 cf) aussi. Procès verbal de l'assemblée administrative du département. Séance du 31 janvier 1791. Arch. Ard. L 106.

3. Arch. Ard. L 120 Enjolras sera élu curé d'Aubenas le 19 septembre 1791.

4. Délibération de Largentière du 26 février 1791. Fonds Mazon F 16.

5. Arch. Ard. L 967 et Fonds Mazon. Chr. 13.

pandre. » ¹ C'est à lui que, dans les conversations quotidiennes ou du haut de la chaire, ² le curé insermenté expose les limites du pouvoir civil et proclame les droits inaliénables de Dieu et de l'Eglise. Si les clubs et les autorités constituées s'efforcent de créer une atmosphère favorable à la loi par la diffusion d'opinions ³, de discours et de journaux révolutionnaires, les adversaires rispotent par une avalanche d'écrits, de pamphlets et de libelles, parfois singulièrement mordants. « Des catéchismes, écrit Delichères, des instructions remplies de suppositions, de mensonges, de raisonnements captieux mais à la portée du peuple, étaient colportés de maison en maison. On tenait des conciliabules secrets de dévotes, où les prêtres exaltaient les têtes de leur mieux. » ⁴

On rend coup pour coup et, dans cette polémique, les imprudences, les excès de langage ainsi que les accusations de mauvaise foi remplacent les arguments et tiennent le plus souvent lieu de raisons. Ces violences de parole, ces excitations finissent par agir profondément sur la mentalité fruste des petites gens. « On ne voit de toute part que ce spectacle effrayant : le fils armé contre son père, le mari contre son épouse, la sœur contre la sœur, la sœur contre son frère et les moines, ci-devant morts au monde, tous sont prêts à se déchirer le flanc, tous croient avoir le droit de troubler impunément l'ordre établi par nos lois... » ⁵. Cette agitation et ce désordre pénètrent jusque dans les villages les plus reculés et risquent de mettre en péril la paix et la tranquillité de tout le département, lorsqu'il est question de remplacer les réfractaires.

1. Adresse de l'assemblée administrative de l'Ardèche du 1^{er} février 1791. Arch. Ard. L 106 et arch. nat. Dxxix 1.

2. Dénonciation, le 10 février 1791, au tribunal de district du curé de Mirabel, qui a lu en chaire un écrit intitulé « développement du serment exigé des prêtres en fonctions par l'Assemblée nationale. » Arch. Ard. L 106. Dénonciation du « prône incendiaire et inconstitutionnel » de Pascal, curé de St Pierre de Colombier, le 13 février. Arch. Ard. L 120. Décret de prise de corps du 3 août 1791 contre le vicaire de Colombier-le-Vieux. Arch.-Ard. L 853.

3. A sa séance du 20 avril 1791, la Société populaire d'Annonay fait tirer à 900 exemplaires la lettre de Fernand de Bovinet aux curés du district de Vienne et l'envoie à toutes les municipalités du district du Mézenc, « et partout où be soin sera. » Impr. Agard. Annonay 15 p. 1791. B.A. Le 12 mai, « pour éclairer les consciences qu'on égare », elle décide l'impression du discours civique de Baudin, prêtre citoyen de St-Etienne. Imprimerie Agard, 8 p. Annonay.

4. Manuscrit de Delichères. p. 79-80.

5. cf) « Aux demoiselles d'Annonay » imp. 16 p. s. l. 1791, note p. 5 et 6. cf) encore « avis au peuple par un citoyen » impr. 24 p. s. l. n. d. p. 2 et nombreux autres libelles.

Même des maires et officiers municipaux, qui ont refusé de s'associer aux restrictions de leur clergé ou qui ont dénoncé avec indignation toute formule équivoque de serment, protestent énergiquement contre l'injustice et l'inopportunité d'une telle mesure. Le Mézenc parle de troubles imminents qu'il serait « dangereux de provoquer »¹ dans une région qui s'est toujours distinguée par son calme et son patriotisme. Le Tanargue redoute un nouveau soulèvement et déclare qu'on ne peut compter, pour assurer l'application de la loi, sur les compagnies du 40^e de ligne « que l'on prétend aussi très fanatisées »². Le maire des Vans, en donnant sa démission, écrit de son côté au directoire, le 30 mai 1791 : « La fermentation dans notre ville... ne fait qu'accroître et tout annonce une explosion prochaine... Le clergé a soufflé le fanatisme et toute la ville est égarée, à l'exception de la majorité des protestants et de 4 ou 5 tout au plus catholiques patriotes. Tout est en rumeur, les campagnes voisines commencent à se fanatiser à leur tour. La troupe que nous avons est entièrement aristocrate »³.

Les administrateurs du département, gardiens de la légalité et responsables de l'ordre, devant un état d'esprit aussi inquiétant, hésitent à convoquer les électeurs⁴. Tout en affirmant leur intention de faire appliquer les décrets,⁵ ils cherchent à gagner du temps. Ils font valoir longuement les raisons qui commandent la circonspection et la prudence. En mars, ils veulent laisser tomber l'effervescence suscitée par le deuxième camp de Jalès ; en avril, les districts n'ont pas encore envoyé leurs listes et il faut donner aux non-conformistes le loisir de la réflexion⁶.

La minorité patriote, au contraire, est impatiente d'assurer l'exécution intégrale de la loi. De voir les réfractaires continuer paisiblement leurs fonctions l'irrite et l'indigne, comme d'une injure faite

1. Observations du directoire du Mézenc en envoyant, le 7 avril 1791, l'état des prestations de serment. Arch. Ard. L 545.

2. Lettres du procureur général syndic de l'Ardèche au ministre de l'intérieur des 6, 13 et 19 juin 1791. Arch. nat. F. 19 403.

3. Fonds Mazon chr. 13.

4. « Des circonstances imprévues et bien plus alarmantes que celles qui sont consignées dans notre première délibération nous avaient forcés à surseoir à cette exécution... Nous ne pouvons même vous dissimuler les craintes et les alarmes que nous cause le parti que nous venons de prendre ». Lettre du 6 juin 1791 à Delessart. Arch. nat. F 19 403.

5. Lettre du directoire du département au Tanargue, le 26 février 1791. Arch. Ard. L. 967.

6. Procès-verbal du directoire du 31 mai 1791. Arch. Ard. L. 120.

à la majesté de la nation souveraine. Les adresses et pétitions se multiplient, de plus en plus acerbes et menaçantes. Les municipalités des principaux centres, les clubs d'Annonay, de Tournon, d'Aubenas et de Viviers ¹ saisissent de leurs doléances les députés du département ² et incriminent l'apathie et la négligence des divers directoires ³.

II

Devant les demandes d'explications et les sommations de l'autorité supérieure, le département ⁴ n'ose plus tergiverser. Le 31 mai 1791, à la suite d'une longue délibération explicative de sa conduite, il fixe les assemblées électorales des districts à des dates différentes, dans l'espérance que les remplacements effectués dans une région auront « une influence salubre » sur les non-conformistes des cantons voisins et les décideront à retirer leurs réserves.⁵

Les électeurs, en nombre restreint ⁶, se réunissent, le 12 juin, dans le Mézenc et, le 19, dans le Coiron et le Tanargue. Ils avaient à pourvoir à deux catégories de cures, à celles qui, par suite de mort ou de démission, se trouvaient sans titulaire ou pourvues simplement d'un curé commis et à celles, plus nombreuses, qui étaient réputées vacantes, par défaut de serment légal.

La nomination aux premières ne soulevait pas de difficultés graves. Même les catholiques les plus scrupuleux, surtout après le précédent de Méysse, croyaient pouvoir s'y prêter, en considérant cette élection comme une simple désignation, faite à l'évêque, pour fixer son choix. Ces postes sont d'ailleurs assez rares : Chandolas dans le Tanargue, Villeneuve-de-Berg dans le Coiron, St Clair, Monteil, Vocance et Peyraud dans le Mézenc. Le remplacement des

1. Au mois de juin 1791, il n'y avait encore dans l'Ardèche que ces quatre sociétés qui fussent affiliées aux Jacobins de Paris.

2. Lettres de St Martin à Chomel, 1 et 25 avril et 15 mai 1791. cf) Nicod. Le représentant St Martin.

3. Adresse du 2 juin 1791 de la société populaire d'Annonay. Fonds Mazon. Chr. 13.

4. cf) diverses lettres de Delessart au département. Arch. Ard. L 120 cf) surtout sa lettre du 28 mai. Arch. nat. F. 19 403.

5. Procès-verbal du directoire du 31 mai 1791. Arch. Ard. L 120.

6. Lettre du procureur syndic du Mézenc à Dalmas le 15 juin 1791. Arch. Ard. L. 977.

insermentés troublait davantage les consciences et l'attitude des diverses assemblées électorales laisse deviner la perplexité croissante des électeurs.

Les décrets prévoyaient une nouvelle démarcation et une réduction notable des paroisses et beaucoup de curés réfractaires occupaient des postes destinés à être supprimés. Mais alors, disent les adversaires de la loi dans le Coiron et le Mézenc, à quoi bon jeter le trouble et l'inquiétude dans le pays, pour des nominations qui risquent de devenir caduques à bref délai ?¹ Les patriotes répliquent que la réorganisation territoriale du culte est indépendante de la désignation des titulaires. Toutes les cures subsistent, tant qu'une nouvelle délimitation n'a pas eu lieu, et par suite, les insermentés, quels qu'ils soient, n'ayant plus aucun titre pour exercer leur ministère, doivent céder la place à des conformistes. Ils essaient d'intéresser à leur thèse les paysans qui tiennent encore plus à leur église qu'à leur curé. Ils leur font craindre que le défaut d'élection n'ait l'air de vouer, à l'avance, leurs paroisses à la suppression. La lutte est d'autant plus ardente que chacun mène la discussion avec l'arrière-pensée d'assurer l'exécution de la loi ou de lui faire échec. En fin de compte, dans les deux districts, les circonstances imposent une solution de compromis et de concessions réciproques. Si, dans le Coiron, la dialectique passionnée de Delichères décide d'abord les électeurs à pourvoir à tous les postes vacants, devant l'excitation des esprits, l'insuffisance des candidats et la crainte des troubles, on ne remplace que 18 curés, à titre d'exemple.² Dans le Mézenc, la majorité penche pour l'abstention, mais, pour qu'on ne l'accuse pas de s'insurger contre les décrets, elle consent à remplacer six réfractaires choisis parmi les plus compromis, les curés d'Annonay, Boulieu, Roiffieu, St Alban d'Ay, St Péray et St Symphorien³.

Le Tanargue, de crainte d'éveiller les susceptibilités des ruraux, ne soulève pas la question de la réduction des paroisses, mais il découvre un moyen ingénieux d'éluder la loi, sans encourir le reproche de désobéissance et de rébellion. L'assemblée électorale n'est pas un tribunal. Ce serait usurper des droits qu'elle n'a pas que de porter elle-même un jugement sur la validité des serments. Seule,

1. Arch. Ard. L 545.

2. Arch. Ard. Liste des curés remplacés dans le Coiron, liasse non cotée.

3. Arch. Ard. L 852. La plupart sont élus par un chiffre de voix très restreint, de 17 à 30 sur une cinquantaine de votants et plus de 120 électeurs inscrits.

L'Assemblée nationale, dans sa souveraineté, peut apprécier leur valeur. En attendant sa décision, la majorité, malgré l'opposition bruyante des patriotes de Joyeuse, arrête de surseoir à toute élection.¹ Mais les paysans, satisfaits d'une solution qui permettait de gagner du temps, eurent le tort de se retirer avant la clôture du procès-verbal. Les délégués de Joyeuse, à l'instigation de Dussargues, profitent de leur dispersion, pour obliger le président à rouvrir les débats, et une infime minorité procède à la nomination de 31 curés par une moyenne de 10 à 15 suffrages².

Les choix sont d'ailleurs faits sans discernement ; il suffit qu'un électeur propose un candidat pour qu'aussitôt il soit agréé. Parmi les élus, on compte même un certain nombre de vicaires non-conformistes³, qui seront les premiers surpris de leur désignation.

Au mois de septembre, les districts eurent encore à s'inquiéter du remplacement des insermentés. Le Mézenc, cédant aux sollicitations du maire d'Annonay, se résigne, de mauvaise grâce, à donner un autre successeur à Léorat Picansel, puisque le premier⁴ se dérobait. Il nomme aussi un titulaire pour Vernosc,⁵ mais refuse catégoriquement de s'occuper des autres cures vacantes. Pour le Coiron et le Tanargue, l'absence de tout procès-verbal ne permet pas de donner des chiffres précis. Nous n'avons trouvé trace que d'une quinzaine d'élections,⁶ mais peut-être en est-il quelques-unes qui nous échappent.

En 1792, la question fut encore agitée. Mais, cette fois, sous prétexte d'attendre l'application du « nouveau plan d'organisation religieuse » que préparait la Convention, le Mézenc⁷, le 21 novembre, décide qu'il n'y a pas lieu d'ouvrir le scrutin. Le Tanargue suit son exemple, le 1^{er} décembre, mais le guet-apens de l'année précédente se renouvelle, et, après le départ des paysans, quelques patriotes de Joyeuse, le 2 décembre, donnèrent l'investiture légale à 14

1. Arch. Ard. L 545. Lettre du président du corps électoral, le 25 juin 1791.

2. Ibidem... et arch. Ard. L 902.

3. On peut citer notamment Combes de Colombiers, Volle de Burzet, Cotta de Montpezat, Liabeuf du Béage... et dans le Mézenc Manoha et Dorel.

4. Battendier, élu par le district du Mézenc, avait donné sa démission.

5. L'élection de Vernosc sera cassée par le directoire du département, le 23 février 1792. Arch. Ard. L 123.

6. Dans le Coiron, des titulaires sont désignés pour Aubenas, Aizac, Baix, Le Teil et dans le Tanargue pour Valgorge. Le Béage, St Etienne de Lugdarès, Ste Eulalie, Ruoms, Beaumont, Chassiers, Pradons et aussi fort probablement pour Prades.

7. Arch. Ard. L 790, procès-verbal de l'assemblée électoral.

prêtres conformistes¹. Le Coiron se borna à faire quatre nominations², dont trois pour des paroisses déjà pourvues en juin ou septembre 1791. C'est donc de 95 à 100 nouveaux curés qui furent proclamés par les diverses assemblées électorales de 1792, pour environ 70 postes, dont quelques-uns reçurent trois titulaires³ successifs.

III

Les élus devaient signifier leur acceptation au district, se faire agréer par l'évêque et renouveler leur serment, en prenant possession de leur église⁴. L'installation, faite suivant les anciens usages, s'agrémentait d'innovations imposées par les circonstances. A la messe solennelle, on réservait une place d'honneur, non seulement au corps municipal, mais à la garde nationale, et, dans les villes, aux membres de la Société populaire. L'importance donnée au procès-verbal de l'élection et à la prestation de serment, si elle reléguait dans l'ombre les pouvoirs de juridiction accordés par l'évêque, accentuait du moins le caractère patriotique de cette cérémonie. Après la messe, le banquet traditionnel réunissait les partisans des idées nouvelles qui, dans de nombreux discours, célébraient les avantages de la Constitution et félicitaient le nouvel élu.⁵

Mais, si dans quelques centres importants comme Aubenas, Annonay, St-Marcel d'Ardèche et même à Valgorge et à Prades les patriotes, grâce à un appareil militaire imposant, réussissent à intimider les fidèles et à éviter toute manifestation injurieuse pour les nouveaux curés, il n'en est pas de même dans la plupart des paroisses rurales. La population, exaspérée de se sentir brimée dans ses sentiments les plus intimes, se serre autour de ses anciens pasteurs et semble bien décidée à ne pas tolérer la présence d'un usurpateur. « A Boulieu, au témoignage de Chomel, avocat du roi, les habitants, qui avant la Révolution détestaient franchement leur

1. Arch. Ard. L 902. Dix de ces cures avaient déjà reçu un titulaire le 24 juin 1791 : Pradons, La Villate, Vallon, Le Béage, Les Sagnes, Chassiers, St Etienne de Lugdarès, Issarlès, Brahic et Prunet.

2. Arch. Ard. L 631 : Aizac, Baix, Le Teil et St Michel-de-Boulogne.

3. C'est le cas en particulier pour Le Teil, Le Béage, Chassiers, St Etienne de Lugdarès... etc.

4. Arch. Ard. L 121. Arrêté du département du 28 juillet 1791.

5. Arch. nat. F1611 Ardèche 1. Chanson sur le curé de Valgorge. Cf) aussi pétition des habitants de Prades, 1791. Fonds Mazon chr. 13.

curé actuel, se sont pris d'amour pour lui et ont déclaré à Annonay qu'ils opposeraient la plus vive résistance ¹ ».

Les autorités locales, à leur tour, sans faire une opposition active, interviennent pour écarter toute installation de jureur. Si la municipalité de Baix se borne à supplier le district d'avoir égard aux vingt-six ans de dévouement de son curé « qui n'a épargné ni ses peines, ni sa bourse » et qui « s'est concilié l'estime et l'attachement d'un chacun, ² » celle de St-Symphorien écrit, dès le 19 juin ³, à Delolme, curé désigné, pour l'avertir de « l'inutilité du voyage ». Les citoyens « continueront à s'adresser à Dumolin, leur pasteur ». Ils comptent que Delolme « rejettera. ... son horrible projet.... personne ne veut de son ministère ». A Ste-Eulalie, au Béage, aux Sagnes, à St-Etienne de Lugdarès, à St-Alban d'Ay, les maires et officiers municipaux s'efforcent de décourager les nouveaux élus par le tableau, poussé au noir, des dispositions de leurs administrés. Parfois, ces paroisses enveloppent leurs délibérations de sous-entendus menaçants et déclarent même nettement qu'il leur sera impossible de maintenir l'ordre, si on persiste à imposer un intrus à leur église ⁴.

Le département a beau déclarer, « nulles et inconstitutionnelles, toutes les délibérations prises pour s'opposer au remplacement des réfractaires » et faire défense aux communes « d'en prendre de semblables à l'avenir, sous peine de poursuites devant les tribunaux »⁵, l'agitation et l'effervescence grandissent de jour en jour. Ce n'est plus seulement à l'indifférence, au dédain et au mépris que se heurtent les intrus, mais à l'hostilité ouverte, à la rébellion, à la violence.

Le 28 août, Merle, promu à la cure de Cellier du Luc, se présente dans sa nouvelle paroisse pour prêter serment. Il est aussitôt entouré d'une foule hurlante de femmes et d'enfants qui l'injurient et menacent de le lapider. Il lui est impossible de se frayer un passage jusqu'au presbytère. Malgré la réquisition du maire, les officiers

1. Lettre de Chomel, avocat du roi, à Annonay du 21 juillet 1791. Fonds Mazon chr. 13.

2. Lettre du maire de Baix au directoire du Coiron le 12 juin 1791. Arch. Ard. L 722.

3. Lettre de la municipalité de St-Symphorien à Delolme, vicaire d'Andance. Arch. Ard. L 852.

4. Arch. nat. F 19 403 et F 7 3652 1/. Lettres et délibérations de diverses municipalités.

5. Arch. Ard. L 121. Arrêté du département du 28 juillet 1791. cf) aussi L 852, lettre du Mézenc à la municipalité de St-Symphorien, le 23 août 1791.

municipaux refusent de paraître et leurs femmes sont les plus acharnées, « en tête des séditeuses ». Le malheureux maire, qui essaie d'apaiser la fureur populaire et s'efforce de protéger le curé jureur, est bafoué et insulté et, le premier septembre, ses concitoyens viennent encore briser, à coups de pierres, les vitres de sa maison ¹. C'est par les mêmes outrages, accompagnés de voies de fait, que les catholiques de St-Etienne de Lugdarès accueillent leur ancien vicaire, le sieur Gourgeon, que les électeurs ont appelé à la succession de l'abbé Barrial ².

A Ste-Eulalie, à l'annonce que l'intrus se dispose à venir le dimanche 8 octobre, la municipalité, pour se soustraire aux responsabilités, donne sa démission, pendant que les habitants se réunissent en assemblée générale pour aviser aux mesures à prendre. Leur premier acte est de dresser une potence au milieu de la place publique et d'y pendre en effigie celui qu'ils considèrent comme un « nouveau Judas ». Le tocsin sonne toute la nuit du vendredi au samedi et la potence est gardée à vue. Le dimanche suivant, les hommes et jeunes gens de Ste-Eulalie, renforcés par les paysans des paroisses voisines, s'équipent et s'arment, au nombre de 4 à 500, pour repousser par la force le détachement chargé d'assurer l'application de la loi ³.

C'est une réception analogue et un accueil, tout aussi dénué de cordialité, que préparent à leurs nouveaux pasteurs les fidèles du Béage, des Sagnes et de toute la montagne. L'exaltation est si grande, au Béage surtout, l'effervescence si générale que le département, craignant pour la vie des gendarmes, donne l'ordre, pour éviter d'irréparables malheurs, de surseoir à l'installation de Breyse ⁴.

A Vallon, malgré l'appui des autorités et une escorte de 25 hommes de troupes de ligne ⁵, Cousin ne parvient pas à prendre possession de son poste le 16 octobre. La garde nationale refuse son concours et fait même cause commune avec les mutins. Le pauvre curé est obligé de s'enfuir précipitamment, sous les cris, les imprécations et les huées de la populace. Une nouvelle tentative malheu-

1. Pétition de Merle rappelée dans le procès verbal du directoire du 16 septembre 1791. Arch. Ard. L 121.

2. Arch. Ard. L 122. Procès-verbal du directoire, 21 novembre 1791.

3. Arch. nat. F 19 403. Nombreuses pièces sur les troubles de Ste-Eulalie et de la montagne.

4. Arch. Ard. L 122. Procès-verbal du directoire du 19 octobre 1791.

5. Arch. Ard. L 861. Procès-verbal du directoire du Tanargue.

reuse ¹ finit par lasser et décourager le zèle patriotique de Cousin qui abandonne la place.

A St-Alban d'Ay et à Roiffieu, ce n'est que grâce à l'intervention des gendarmes et à la protection de 40 gardes nationaux d'Annonay que « tout s'est bien passé », le 17 juillet, « malgré les menaces des femmes et de quelques hommes, excités par les réfractaires ». Mais l'orage continue à gronder et le commissaire du roi ne peut maintenir un calme précaire, dans ces deux paroisses, qu'en faisant « marcher, de temps en temps ² », les représentants de la force publique.

En face de cette agitation, la situation des anciens titulaires est assez délicate. Ils ont trop le sentiment de leur dignité, pour se produire dans des manifestations tumultueuses, et, sans être toujours des modèles de charité, il leur répugnerait, même pour défendre leurs droits, de pousser à la rébellion et à la violence. Le curé de Ste Eulalie, qui offre une soutane pour pendre en effigie son rival, ³ n'a pas d'imitateurs. En général, ils observent, à l'égard de leurs successeurs, une attitude passive, quoique dépourvue d'amenité. Quelques-uns se retirent dans les villes, à Aubenas ⁴, à Tournon, ⁵ à Annonay, ⁶ à Villeneuve-de-Berg, ⁷ mais la plupart se refusent obstinément à abandonner leur église et leur presbytère. Déménagés de force, leurs meubles jetés à la rue, ⁸ ils trouvent un asile chez leurs paroissiens et ils restent le centre autour duquel s'élabore la résistance. Même s'ils ne prennent point de part active à la lutte, leur seule présence, le spectacle quotidien de l'injustice dont ils sont victimes est un excitant pour les partisans, qui n'ont pas les mêmes raisons qu'eux de pratiquer la modération.

1. Arch. Ard. L 122. Procès-verbal du département 18 oct. 28^e nov. et 3 déc 1791.

2. Lettre de Chomel du 21 juillet 1791. Arch. nat. F.19 403.

3. Arch. nat. F 19 403, Lettre de Levastre, curé intrus de Ste Eulalie.

4 Arch. Ard. L. 121. Séance du directoire du département du 5 septembre 1791. « Une horde d'ecclésiastiques réfractaires s'est retirée dans la même ville (Aubenas) et y trouble la tranquillité de ses habitants. »

5. Arch. nat. F 19 403. Dénonciation du Journal des Débats et de la correspondance de la société des amis de la Constitution de Paris, 12 mai 1792.

6 . Fonds Mazon Chr. 13, Lettre de Chomel du 19 octobre 1791.

7. Fonds Mazon. Dict. 6. Manuscrit de St Arcons p. 652.

8. Arch. Ard. L 121-122 Arrêtés du département : 27 août, 16 septembre, 3 novembre 1791,... etc.. Le 18 août 1793, Berthon, vicaire épiscopal, écrit à Gleizal et à Gamon que « les prêtres réfractaires, cachés dans leurs paroisses, sont tout prêts à paraître et à séduire de nouveau le peuple, qui met en eux toute sa confiance. » Fonds Mazon Chr. 18. Papiers Gleizal.

Les autorités le sentent bien, mais, impuissantes à contrecarrer leur influence, elles les accusent de menées souterraines. Boissy d'Anglas déplore que « les fonctionnaires publics révoqués » n'aient pas « manifesté, dans leur conduite, cette abnégation de soi-même, qui forme le caractère distinctif de l'évangile qu'ils annoncent » et il déclare que, « souvent, au lieu d'inviter les citoyens à la soumission aux lois.... on en a vu plusieurs les détourner, par leurs discours, de cette Constitution sacrée. ¹ »

C'est devenu un lieu commun pour le département et les districts que de rendre responsables les insermentés du mauvais esprit des campagnes. Ils leur reprochent d'abuser de leur autorité sur les paysans, pour former « une coalition d'autant plus criminelle qu'elle tend à opposer une plus grande résistance à l'exécution de la loi. » Non contents d'avoir « fanatisé la population, égaré les municipalités... perverti les gardes nationales,... opéré la division dans les familles.... prévenu indignement le reste des citoyens contre les prêtres constitutionnels »... ; ils cherchent encore, à en croire le Directoire, « à exciter une guerre civile. »² Aussi les arrêtés se multiplient-ils ³ pour les sommer de renoncer à toute fonction curiale, sous peine d'être dénoncés comme perturbateurs du repos public. Mais, malgré le zèle du département qui met les nouveaux élus sous la sauvegarde de la loi, qui enjoint aux municipalités de les protéger et défend aux citoyens de s'assembler en armes, ⁴ le remplacement des non conformistes est suspendu dans la plupart des localités et les intrus se tiennent prudemment à distance de leurs nouveaux paroissiens. En désespoir de cause, les administrateurs interviennent auprès du gouvernement pour réclamer d'urgence des mesures d'exception.

« Les troubles qui agitent notre département, écrivent-ils le 14 octobre au ministre de l'intérieur, et qui ne sont pas excités que par les fureurs du fanatisme, deviennent si sérieux que nous croyons devoir vous donner connaissance des dernières délibérations,

1. Boissy d'Anglas. Discours prononcé à l'ouverture des séances de l'assemblée administrative du département de l'Ardèche, le 16 novembre 1791. Privas. Impr. Guillet s. d. in. 4. 60 p. Fonds Vivarois.

2. Procès-verbal du directoire du 14 octobre 1891. Arch. Ard. L 122.

3. Arch. Ard. L 121 et 122. Arrêtés du 8 août, 16 septembre, 14 octobre, 18 octobre, 6 novembre 1791. Toutefois, comme on craint la réaction des fidèles, le procureur syndic du Mézenc écrit, le 11 août, au procureur de la commune d'Annonay de faire la sommation à Léorat Picansel « avec sagesse et circonspection et avec le moins d'appareil possible. » Arch. Ard. L.977.

4. Pr. verb. du 13 octobre 1791 Arch. Ard. L 122.

que nous avôns prises, pour en arrêter le progrès. Vous y verrez la résistance opposée dans plusieurs de nos contrées à l'exécution de la loi, le danger auquel les curés constitutionnels sont exposés, dans l'exercice de leurs fonctions, et l'impossibilité même où se trouvent quelques-uns de prendre possession de leur poste, ainsi que la nécessité où ont été certaines municipalités d'abandonner les leurs pour se soustraire aux violences. Ces troubles nous causent d'autant plus d'alarmes qu'on répand dans le public qu'ils sont accompagnés de menaces d'une coalition de plusieurs paroisses de notre département avec celui de la Haute-Loire et de la Lozère, pour expulser les prêtres conformistes.... Veuillez donc prendre des moyens, aussi prompts qu'efficaces, pour prévenir les malheurs qui en seraient la suite. Nous n'en voyons pas de plus certain que l'éloignement des réfractaires des paroisses où ils troublent l'ordre public ; mais on ne parviendra jamais à l'expulsion qu'après avoir désarmé les habitants de nos montagnes..... Ces mesures sont rigoureuses, mais elles sont nécessaires envers ceux qui se fondent sur des armements, pour résister avec plus d'avantage à l'autorité légitime. Il nous reste à vous observer, Monsieur, que, pour désarmer, il faut une force dont notre département est dépourvu. Il serait dangereux de tenter ce moyen, tant que nous n'aurons pas des troupes de ligne en plus grande quantité.... » ¹.

Mais le ministre de l'intérieur ne peut prendre aucune initiative. Il paie le département de bonnes paroles et, en lui conseillant une vigilance constante, lui rappelle que « c'est principalement par les voies judiciaires, que les malintentionnés doivent être contenus ». Il ne saurait être question de prendre des mesures que la loi réprouve, « telles que l'expulsion des prêtres non assermentés ou le désarmement des habitants » ². Il convient de ne pas devancer, sur ce point, les décisions de l'Assemblée nationale.

En attendant, beaucoup d'intrus, après une tentative peu encourageante, abandonnent la place et donnent leur démission. C'est le cas en particulier de Daigues aux Saignes, de Cousin à Vallon, de Gaudin à Issarlès, de Besson à Lavilatte, de Gourgeon à St-Etienne de Lugdarès ³, et d'un certain nombre d'autres. Breyssé a trouvé un

1. Arch. nat. F 19 403. Lettre du 14 octobre 1791 du directoire à M. Delessart.

2. Arch. nat. F 19 403. Réponse du ministre de l'intérieur le 14 novembre 1791.

3. Arch. Ard. L 902.

poste plus à son goût dans la Haute-Loire. Il refuse, malgré toutes les sommations du département, ¹ de reparaitre au Béage. Quant à Meynier, curé d'Aubenas, devant les difficultés de la situation, il disparaît purement et simplement, dans la nuit du 4 au 5 septembre 1791, sans même prévenir l'autorité ². Quelques-uns colorent d'un prétexte de patriotisme leur dépit de ne pouvoir vaincre l'antipathie et l'hostilité des fidèles. Aizac, vicaire d'Antraigues, le premier intrus élu à Ste-Eulalie, ne pourrait se plaire au milieu de « gens trop fanatiques » ³. Delolme avoue ingénûment que son amour de la paix et de la tranquillité et par dessus tout « les désagréments qu'il reçoit lui font préférer un vicariat à une cure » ⁴.

Plus de la moitié d'ailleurs, surtout dans le Tanargue, soit scrupules de conscience, soit crainte des mauvaises dispositions de leurs paroissiens, ne daignent même pas répondre à l'annonce de leur élection ⁵. D'autres trouvent de bonnes raisons pour se dispenser de rejoindre leur poste. Blachère « ne manque pas de courage ni de patriotisme ». Il fait même « un grand sacrifice de refuser », mais sa santé délicate ne saurait s'accommoder de la rigueur du climat de Chassiers. Rigal, vicaire de Thueyts, élu à Bornes, écrit que « sa religion n'ayant pas encore une année de service dans le ministère l'oblige à ne pas accepter ⁶ ». Charaix, en remerciant, le 28 août, de sa nomination à St-André-Lachamp, déclare que, « pour remplacer un confrère, c'est une chose qu'il ne consentait pas » ⁷. Le vicaire du Pouzin, Loyne, ne peut, lui non plus, se résigner à supplanter à Baix un prêtre, « avec qui il vivait en bons termes » ⁸. Ville, mis en demeure d'opter, n'hésite pas à sacrifier la cure d'Ai-

1. Arch. Ard. L 124. Séance du directoire du 6 avril 1792.

2. Arch. Ard. L 121, Séance du directoire du 5 septembre 1791.

3. Arch. Ard. L 968. Lettre de Baratier, vicaire d'Antraigues, au procureur syndic du Tanargue, août 1791, pour transmettre la démission d'Aizac.

4. Arch. Ard. L 852. Lettre de Delolme au directoire du Mézenc, le 16 septembre 1791.

5. D'après l'arrêté du 28 juillet 1791, Arch. Ard. L 121, ceux qui ne signifièrent pas leur acceptation au district dans les huit jours sont réputés démissionnaires, mais le département ne les considère comme tels qu'après plusieurs sommations sans résultat.

6. Arch. Ard. L 968. Lettre de Blachère le 3 septembre 1791 à Croze, procureur de la Commune d'Aubenas. Lettre de Rigal du 29 août.

7. Ibidem. cf) Procès-verbal de St-André-Lachamp du 28 août 1791.

8. Arch. Ard. L 548, Lettre de Loyne le 28 août 1791.

zac au vicariat de Privas ¹. De leur côté, Sauvadon ² et Boyer renoncent ³ allègrement au Teil et à St-Germain, pour la situation plus avantageuse et moins gênante de vicaire épiscopal.

En somme, si on met à part les prêtres qui remplacent des confrères défunts ou démissionnaires et qui, la plupart, exercent déjà les fonctions de curés commis et que, par suite, on ne saurait assimiler à des intrus, c'est à peine si, sur les 55 titulaires désignés par les assemblées électorales du mois de juin, 15 à 18 restent encore en exercice à la fin de l'année ⁴, et il ne semble pas que, sur les 15 ou 20 élus du mois de septembre, plus de 5 ou 6 aient réussi à se maintenir à leur poste. C'était peu, même avec les jureurs, pour organiser l'Eglise constitutionnelle. Aussi les vides restent-ils nombreux dans le clergé paroissial, malgré l'appoint des religieux, prêtres habitués, chanoines, aumôniers, professeurs, qui d'ailleurs renforcent surtout les non-conformistes.

Comme on ne peut songer à avoir sans cesse recours aux électeurs, on revient insensiblement à la pratique de la nomination par l'évêque ⁵, mieux acceptée des fidèles. Sur la demande du département, des districts et des municipalités, de Savine envoie des desservants temporaires qui, sous le nom de curé commis, ont les mêmes droits et les mêmes pouvoirs que les titulaires et reçoivent le même traitement. L'évêque toutefois y met peu de zèle : il attend la mise en demeure de l'administration et surtout la proposition d'un candidat. Mais, devant le manque de sujets et l'affluence toujours croissante des réfractaires, les cures légalement vacantes se multiplient et les vicaires deviennent de plus en plus rares. Pour

1. Arch. Ard. L 570. Lettre de Ville, le 7 novembre 1791, à l'assemblée administrative du Coiron pour demander autorisation de se faire remplacer à Aizac par un vicaire. Sur le refus de sa pétition, il donne sa démission. Arch. Ard. L 631.

2. Arch. Ard. L 570. Rapport de Delichères à l'assemblée administrative du Coiron le 16 octobre 1792.

3. On peut encore citer les démissions de Chivaille, chanoine de Figeac, élu à Vinezac ; de Laprade à Ruoms ; de Battandier à Annonay ; de Tourrette à Chassiers ; de Bernard Duclaux à Valgorge ; de Roux à Pradons ; de Barruel au Teil ; etc

4. Dans ce chiffre de 15 à 18, nous comptons 7 à 8 curés sur la situation desquels nous n'avons pas de renseignements précis à la fin de 1791. Il est très possible que plusieurs d'entre eux n'aient pas rejoint leurs paroisses ou aient donné leur démission sans que nous en trouvions trace.

5. Arch. Ard. L 790 et L 902. Les assemblées électorales du Mézenc et du Tanargue en refusant de pourvoir aux cures vacantes demandent que l'évêque désigne des curés commis.

donner satisfaction aux paysans qui tiennent à avoir deux messes, l'autorité diocésaine semble avoir permis le binage ¹, sans qu'on puisse affirmer si cette pratique fut dès lors généralisée.

Les administrateurs, inquiets des réclamations des municipalités, qui se plaignent d'être privées de prêtres, et convaincus de l'inutilité des vicaires épiscopaux, ² pressent de Savine de les utiliser pour le service paroissial. Mais les collaborateurs de l'évêque, qui ne se sentent ni goût ni aptitude pour ce genre de ministère, se dérobent, sous les prétextes les plus divers et parfois les plus humiliants. Bouzon fait étalage de la nullité de ses talents, pour se soustraire à une corvée fastidieuse. « Si j'avais pu imaginer, écrit-il à Gleizal, que jamais je fusse requis de desservir des cures, jamais je ne l'aurais embrassé (l'état ecclésiastique), parce que je ne jouis pas d'une bonne santé et que, d'ailleurs, je n'en suis pas capable » ³. S'il a accepté sa nomination de vicaire épiscopal, c'est parce qu'il était sûr de trouver, dans ce poste, des collègues « assez complaisants et assez officieux qui suppléent ». Et il conclut : « je ne me déciderai jamais d'accepter des cures, par le seul motif de mon ineptie. » ⁴

Pour compléter les cadres du clergé conformiste, l'évêque ne pouvait pas compter sur le recrutement normal du séminaire. Sur le conseil des Sulpiciens qui veillent à leur formation cléricale, les séminaristes se dispersent, au début de 1791, et, « malgré les démarches faites, les 16 qui restaient, il y a quelque temps », ⁵ rentrent dans leurs familles après la prestation de serment de l'évêque. L'administration a beau expulser les directeurs ⁶ et mettre, à l'ordre du jour, la réorganisation du séminaire diocésain, ⁷ il ne

1. cf) Lettre de la municipalité de Vallon du 18 octobre 1792 ; arch. Ard. L 902. cf) aussi la lettre du directoire au ministre, le 28 août 1792, pour demander si le prêtre qui bine a droit à un supplément de traitement. La réponse du ministre le 11 septembre est négative. Arch. nat. F 19 403.

2. Arch. Ard. L 570. Assemblée administrative du Coiron. Séance du 16 octobre 1792. Delichères demande leur réduction à 4. La Convention, le 1^{er} juillet 1793, acceptera cette suggestion et décidera que les évêques seront tenus d'envoyer les vicaires épiscopaux desservir les paroisses privées de curés. cf) réimpression du Moniteur T. 17 p. 14.

3. Fonds Mazon. Chr. 18. Papiers Gleizal. Lettre de Bouzon à Gleizal le 3 septembre 1793.

4. Ibidem...

5. Arch. Ard. L543. Lettre du maire de Viviers s. d.

6. Arch. Ard. L122. Procès-verbal du directoire du 30 septembre 1791.

7. Le 16 octobre 1792, le Coiron constate que le séminaire diocésain est « abandonné depuis un an ». Arch. Ard. L570.

sera jamais reconstitué et, durant toute la Révolution, de Savine n'imposera les mains à aucun nouveau prêtre.

Il y avait bien un moyen de dissimuler, au moins temporairement, l'insuffisance des curés et vicaires : c'était de réaliser la réduction des paroisses prévue par la Constitution civile. Les directoires y songèrent ¹. Un plan fut élaboré et des délégués de l'évêque et des divers districts essayèrent, en 1792, de le mettre à exécution ². La difficulté était de le faire accepter par la population. Tous les projets envisagés apparaissent aux intéressés arbitraires, illégaux, irréalisables. Ici, on allègue le mauvais état des communications, le manque de routes, l'absence de ponts, la rigueur du climat. Là, ce sont les rivalités de clocher, les haines locales et les animosités personnelles qui empêcheront toujours les fidèles de se rendre au village voisin. Celui-ci se prévaut des habitudes et des traditions séculaires, cet autre met en avant la beauté de son église, sa valeur artistique, mais, tous sont d'accord pour déclarer que la disparition de la paroisse aboutirait à la ruine de la religion, de l'honnêteté naturelle, de la morale et même de l'hygiène. L'homme, privé ainsi de tout idéal, reviendrait tout droit à la bestialité. La nation, elle-même, y perdrait autant que les simples particuliers. Si le bourg ne reçoit plus la visite dominicale des habitants des hameaux et fermes isolées, il dépérira rapidement. Tout commerce sera ruiné, les impôts ne pourront être acquittés et les biens nationaux ne trouveront plus d'acquéreurs ³.

Tous ces arguments n'étaient pas sans valeur, mais la véritable raison, qu'on n'osait pas toujours formuler ouvertement, c'était la volonté obstinée et irréductible du paysan de ne pas laisser toucher à son église. Sur ce point, il est beaucoup plus intransigeant que sur le serment. Si, dans beaucoup de cantons, il peut s'accommoder d'un curé constitutionnel, si même, exceptionnellement, il consent ça et

1. Arch. Ard. L121. Arrêté du directoire du département du 17 septembre 1791 « pour presser la nouvelle circonscription des paroisses ». L'assemblée administrative du Tanargue s'en occupe le 3 et le 7 novembre 1791. Arch. Ard. L860. Le Mézenc prend une délibération le 19 mars 1792. Arch. Ard. L740. Le Coiron, le 1^{er} août 1792, envoie un 2^{me} exemplaire du projet déjà préparé avec un des vicaires de l'évêque au mois d'août 1791. Arch. Ard. L345.

2. Arch. Ard. L345. Lettres du procureur général syndic au Mézenc le 26 janvier et 17 février 1792.

3. Arch. Ard. L798. Pétitions d'une cinquantaine de paroisses du district du Mézenc qui demandent leur maintien sous des prétextes divers. Cf. aussi L344 Nombreuses réclamations de paroisses contre le projet de réduction et de suppression.

là à tolérer, à contre-cœur, la présence d'un intrus, rien ne pourra le décider à se plier à cette nouvelle brimade, que serait la suppression de l'exercice du culte dans sa paroisse. Il menace d'abandonner les patriotes et de passer à la contre-révolution. L'effervescence devient bientôt si vive que l'administration effrayée n'ose pas persister dans son dessein et se contente de pourvoir, tant bien que mal, aux vacances des cures les plus importantes.

IV

A l'automne de 1791, le personnel de l'Eglise constitutionnelle comprend l'ancien évêque, les vicaires épiscopaux, les jureurs et les intrus.

La prestation de serment de Mgr. de Savine, le 6 février, et son maintien à la tête du diocèse facilitent l'établissement du nouveau régime ecclésiastique. Au début, les modifications apportées dans l'organisation religieuse ne frappent guère les esprits. Malgré l'adhésion de Savine à la Constitution civile, Rome ne lui a pas enlevé ses pouvoirs de juridiction ¹. Par suite, le clergé du diocèse de Viviers, qu'il soit conformiste ou non, n'a pas à se prononcer sur une question délicate qui, en beaucoup de départements, fut le critérium de la soumission : l'acceptation et la reconnaissance d'un évêque intrus.

Dans les paroisses des diocèses de Vienne, Valence et Uzès les insermentés continuent à s'adresser à leurs anciens évêques et même les jureurs se gardent bien de publier à quel chef ils se rattachent. Les fidèles s'en inquiètent peu et les autorités évitent à cet égard toute curiosité indiscrete. Il n'y aura de difficultés, à ce sujet, qu'aux Vans ² et de dénonciation qu'à Annonay ³ de la part du nouveau maire, Colojon, ex-chanoine et ennemi personnel de Léorat Picansel. La municipalité en profitera pour provoquer le remplacement

1. La lettre du cardinal Zélada de Rome, le 18 août 1792, à Mgr. d'Aviau constate que le Souverain Pontife n'a pas encore dépouillé Savine « de la juridiction dont il a été légitimement pourvu ». Lettre citée par Lyonnet, vie de Mgr. d'Aviau T. I p. 480-481.

2. Arch. nat. F 19 403. Le vicaire annonce, le 9 octobre, qu'on va chanter le Te Deum pour l'évêque. Aussitôt Jean Baissac se s'écrier : « Vous entendez parler de celui d'Uzès ».

3. Annales d'Annonay par Léorat Picansel. Le curé, lors d'une procession pour la pluie, avait nommé à l'oraison l'archevêque de Vienne.

du curé. L'incident donnera même lieu à un procès devant le tribunal du district qui manifestera clairement sa sympathie pour Léorat Picansel, en le renvoyant absous de toute inculpation ¹.

C'est pour éviter de pareils désagréments aux non-conformistes et enlever aux corps administratifs tout prétexte à inquisition que Savine, cédant à la bonté de son cœur, prend la mesure radicale de concéder à tous les curés le pouvoir général d'accorder, eux-mêmes, toutes les dispenses de mariage ².

Mais l'acte qui lui fait le plus d'honneur, c'est la lettre qu'il écrit, le 25 juin 1792, à Chomel, procureur du roi à Annonay, pour protester contre les vexations dont sont victimes les non-conformistes de son diocèse ³. « J'ai toujours pensé qu'on ne devait employer aucune rigueur contre les prêtres insermentés. Ils ne sont pas coupables. Ils sont même estimables parce qu'ils suivent, dans la sincérité de leur conscience, des opinions et des règles qui leur ont été enseignées dans leur jeunesse, comme appartenant au dépôt de la foi. Ils sont autorisés par le suffrage du Souverain Pontife et de la presque totalité du clergé de France. Il faut de profondes et hardies réflexions pour s'élever au-dessus de telles autorités ; et il serait bien étrange qu'ils puissent être coupables, pour les mêmes opinions qu'on les aurait crus coupables d'abandonner, il y a trois ans. Si la loi a donné sa confiance publique à ceux qui prêtent le serment, elle n'a pu imposer aucune peine à ceux qui le refusent et qui, conséquemment, se croient obligés d'agir par des principes contraires à ce serment. Les fidèles qu'ils dirigent sont dans le même cas.... Tous les privilèges de la justice et de la tolérance réclament l'entière liberté du culte, pour ceux qui rejettent la Constitution civile du clergé ».

Dans son apologie ⁴ de cette Constitution, de Savine est encore plus catégorique. Il représente l'obligation du serment comme une mesure d'ancien régime, un abus, « une tyrannie, une intolérance » indigne ⁵ d'un pays libre. L'Assemblée nationale a fait fausse route

1. Ibidem. En 1792, le tribunal du Coiron déclare, lui aussi, qu'il n'y a pas lieu d'informer contre Delent, vicaire de Villeneuve-de-Berg, qui a rétracté son serment. Arch. nat. F 7 3652 ¹.

2. Il rappelle cette autorisation dans sa lettre à Chomel du 25 juin 1792.

3. Lettre de M. l'évêque de Viviers à M. Chomel, le 25 juin 1792. Impr. Viviers, in 12, 4 p. Fonds Vivarois.

4. Examen des principes de la Constitution civile du clergé. Impr. XXXV et 276 p. Lyon 1792, in-8. Fonds Vivarois.

5. Examen de la Constitution p. 131.

et s'est mise « en contradiction avec elle-même ¹ », lorsqu'elle a entendu y soumettre le clergé. « La religion et la patrie sollicitent également la proscription de ces formulaires de serment, inventés par le despotisme le plus odieux, celui qui veut arrêter la pensée ² ». Il ne perd jamais une occasion d'affirmer que chacun est libre de « s'adresser à un prêtre ou à un autre, à un assermenté ou à un insermenté, à un évêque ancien ou à un évêque nouveau ³ ».

Déjà, dans sa réponse du 12 juin 1791 ⁴ à Mgr. d'Aviau, qui lui a envoyé le bref de condamnation du Souverain Pontife, tout en revendiquant le droit de suivre la ligne de conduite que ses réflexions lui font juger la meilleure, il déclare nettement que, s'il ne refuse les secours spirituels à personne ⁵, il laisse toute latitude à ses prêtres de demander pouvoirs et conseils à l'évêque de leur choix. « Dans tous les cas, je serai enchanté qu'ils recourent à vous, sachant qu'ils ne peuvent s'adresser à un prélat plus vertueux et plus respectable ».

Malheureusement, si Savine cherche à adoucir le sort des réfractaires ⁶, s'il met son point d'honneur et un brin de coquetterie à faciliter leur tâche, il ne sait garder aucune mesure. Tête légère et folle, esprit subtil et vaniteux, il se laisse griser par les flatteries de son entourage, se croit appelé à tout réformer et finit par tomber dans les pires excentricités. Il refuse à l'Eglise tout pouvoir législatif. Il déclare qu'« aucune fête ne peut être l'objet d'un précepte », pas même le dimanche, et « la loi civile doit interdire à tout ecclésiastique, quel qu'il soit, de prescrire cette observation comme une loi de conscience ⁷ ». La conséquence d'une pareille doctrine est la suppression de l'Avent et du Carême, du jeûne et de l'abstinence et de toute fête d'obligation qui ne peut que favoriser l'oisiveté, la licence des mœurs et la débauche ⁸. Par suite, il n'hésite pas à légi-

1. Ibidem.... préface p. XVIII.

2. Ibidem.... préface p. XXXIV et XXXV.

3. Lettre à Chomel du 25 juin 1792.

4. Réponse de Savine à Mgr. d'Aviau, citée par Lyonnet dans la vie de Mgr. d'Aviau. Lyon 1847 T. 1 p. 441-442.

5. Allusion au reproche que lui avait fait Mgr. d'Aviau dans sa lettre d'Annecy, du 23 mai 1791, de se désintéresser des parties disjointes de son diocèse. cf) Lyonnet, vie de Mgr. d'Aviau T. 1 p. 438-440.

6. Il interviendra encore en leur faveur, en septembre 1792, pour empêcher l'application de la loi du 26 août 1792.

7. Mémoire touchant la célébration des fêtes chômées ; 20 mai 1791 ; impr. Viviers 20 p. in-8 p. 14, 15 et 16. Fonds Vivarois.

8. Ibidem... p. 6 et 8. « La célébration des fêtes a beaucoup d'inconvénients lorsqu'elle est regardée comme une obligation.... » Ibidem.... préface p. IV.

timer le travail du dimanche, à tolérer le divorce ¹ et même à prononcer des paroles de sympathie et presque d'encouragement à l'égard de ses subordonnés qui trahiraient les serments de leur sous-diaconat ².

Il envisage toute une série de réformes dans le chant liturgique, le costume ecclésiastique, la forme des ornements sacerdotaux ; il préconise l'usage de la langue vulgaire « dans plusieurs parties de l'office divin », il voudrait que les évêques examinent « si le ministère de la parole doit être réservé aux seuls ecclésiastiques ». Enfin, il croit que beaucoup de fonctions dans l'Eglise pourraient « être confiées aux laïques et même aux femmes ³ ». Mais, ce qui choque le plus son libéralisme, c'est l'inégalité révoltante « qui sépare en deux classes si différentes les ministres de la même religion ». Dans son désir de coopérer « à l'heureux rétablissement de l'égalité ecclésiastique ⁴ », de niveler l'ancienne hiérarchie et de démocratiser l'Eglise, il en viendra, au printemps de 1792, à proposer à tous ses prêtres de leur donner la plénitude du sacerdoce, en leur conférant le caractère épiscopal. Ce fut de la stupeur, de l'effarement dans le clergé. C'est alors surtout que le bruit courut que sa raison avait fait naufrage. Deux prêtres seulement, et des moins recommandables, osèrent se prêter à cette cérémonie sacrilège : Perbost et Chaussy ⁵.

Par ses excès, ses témérités, ses extravagances, il finira par se

1. Opinion touchant le divorce, 13 novembre 1792, impr. in-12... 4 p. Le directoire, le 12 février 1793, permet à Savine de prolonger son séjour à Lyon, pour travailler à un ouvrage prouvant que le divorce n'a rien de contraire à la religion catholique. Arch. Ard. L 126.

2. Discours prononcé par M. l'évêque de Viviers à la cérémonie de l'ordination épiscopale de... Chaussy et Perbost... le 24 juin 1792, imp. Viviers, in-8 20 p.

3. Discours de l'évêque de Viviers, 24 juin 1792, p. 14 16,

4. Discours prononcé le 15 avril 1792 par M. l'évêque de Viviers... à Bourg-St-Andéol impr. 1792, in-8 12 p. 5 et 8.

5. cf) Lettres apologétiques du clergé catholique du diocèse de Viviers à M. Charles Lafond de Savine... s. l. n. d. in-8. Fonds Vivarois p. 13 note. « Chaussy, curé de Bourg St-Andéol, avait été éloigné, par des ordres supérieurs, de sa paroisse et du diocèse de Viviers pendant 25 ans... pour faire cesser l'éclat d'une procédure scandaleuse, poursuivie avec chaleur par une famille respectable du pays, désespérée du déshonneur qu'un pasteur indigne avait porté dans son sein.... La Révolution le ramena triomphant au milieu de ses paroissiens. Mais revint-il plus chaste sous ses cheveux blancs ? Tout le monde n'en convient pas. Plus religieux ? Il n'en a pas donné des preuves ».

« Perbost, avant la Révolution, voulant prouver qu'il avait lu Jean-Jacques, disait, comme cet impie, qu'il n'avait pas une foi bien robuste. Nous pourrions ajouter : ni une réputation de mœurs bien établie.... »

faire prendre en pitié, même par ses admirateurs. Ses prêtres et ses diocésains conserveront néanmoins pour lui une affection attristée qui lui restera fidèle dans le malheur «..... Obligés d'obéir à la voix de l'Eglise, écrit l'auteur des lettres apologétiques, le plus grand sacrifice que nous eûmes à faire fut de nous séparer d'un pasteur que nous étions forcés d'aimer, et les plus grandes difficultés que nous eûmes à vaincre furent de nous persuader qu'il avait tort.....» Et un peu plus loin : « En déplorant les écarts de votre esprit, on louait la droiture et la bonté de votre cœur.....¹ ».

Ses collaborateurs étaient loin de le valoir et n'inspiraient confiance ni au clergé ni aux fidèles. En supprimant les vicaires généraux, la Constitution civile prévoyait un conseil épiscopal de douze membres. Si l'évêque n'avait pas le droit de les révoquer, il devait les désigner ; mais l'esprit fantasque de Savine ne s'accommodait pas d'une solution aussi simple. Pour rentrer dans l'esprit de la loi, il voulut, s'il faut en croire un récit presque contemporain, les devoir à l'élection de sa ville épiscopale. Le vote eut lieu à l'évêché et 8 à 9 furent élus ², après un scrutin grotesque.

« Hommes et femmes, garçons et filles, depuis l'âge de 12 ans et au-dessus, personne ne fut exclu du droit de voter... Le corps des électeurs étant ainsi composé, un tronc fut placé à la porte du palais épiscopal pour recevoir les bulletins des votants. Quelques femmes de la cuisine épiscopale étaient dans la cour de l'évêché et distribuaient, à pleines mains, aux électeurs et électrices, les pièces de 12 sols et les bonbons, ayant déjà la veille parcouru les maisons, pour les inviter à ne pas manquer de se rendre et leur ayant distribué de pleines corbeilles de saucissons, de merluches, jambons... etc... etc... pour faire gala le lendemain. Aussi toute la troupe paraissait-elle fort contente et disait hautement avec M. l'évêque que les beaux jours de la religion étaient revenus. Le prélat faisait les fonctions de président, allait et venait de rang en rang, disant le petit mot pour rire et ajoutant que la place était d'un assez bon produit pour que l'on fit payer son suffrage. Toute la journée se passa fort gaiement... » ... « Voilà sans doute des formes d'élection très évangéliques ³ ! ».

1. Lettres apologétiques, p. 44 et 54.

2. Les élus dont nous avons trouvé trace sont : Bouzon, Chambon, Guyon, Boyer, Maussier, Reynaud, Sauvadon, Gente et Loyne. Les 8 premiers certifient véritablement, le 4 février 1792, un état des dépenses faites en 1791 dans l'église-cathédrale et l'oratoire de St Laurent, Arch. nat. Dvi 13.

3. Lettres apologétiques p. 38 et 39. Note.

Les élus sont des vicaires sans grande valeur intellectuelle ni morale, quelquefois de tout jeunes gens, comme Bouzon qui n'était pas encore prêtre en 1789 ¹. Ils joueront un rôle fort effacé et, plutôt que de remplacer dans le ministère paroissial les curés défaillants, ils préféreront donner leur démission. Leur conduite sera peu exemplaire et, au premier signe du danger, la plupart livreront leurs lettres de prêtrise et abdiqueront toute fonction ecclésiastique ².

Parmi les curés et vicaires de campagne qui ont prêté le serment et qui forment le gros de l'Eglise constitutionnelle, beaucoup sont de bonne foi ³. Ils ont cédé, le plus souvent sans grande réflexion, à des pressions matérielles ou morales. S'ils éprouvent de sérieuses difficultés dans de nombreuses paroisses du Tanargue, où les fidèles les assimilent volontiers aux intrus et les obligent parfois à se rétracter ⁴, en général, surtout dans le Mézenc et le Coiron, il n'y a pas d'hostilité marquée entre les simples jureurs et les réfractaires et il est parfois malaisé de les distinguer les uns des autres, tant est variée la gamme des réserves. Pour ne pas être inquiétés, ils tiennent à laisser croire aux autorités civiles qu'ils sont en règle avec la loi, pendant qu'ils cherchent à se persuader que leur conscience ne peut rien leur reprocher. Certains mêmes, à la grande colère des patriotes, refusent de lire en chaire les lettres et les mandements de Savine ⁵.

Durant la persécution, ils courberont la tête sous l'orage, disparaîtront prudemment, se cacheront à proximité de leur paroisse, prêts d'ailleurs, même dans ces moments difficiles, à prêter le se-

1. Fonds Mazon. Chr. 18. Papiers Gleizal. Lettre de Bouzon le 3 septembre 1793.

2. Ibidem... Lettre de Bouzon à Gleizal du 27 brumaire an II, où il regrette de ne pouvoir livrer ses lettres de prêtrise. Il les a laissées à Viviers en quittant cette ville, ainsi que sa nomination de vicaire épiscopal. Cf) encore arch. Ard. L544. Démission et abdication de Loyne le 23 pluviôse, an II.

3. Fonds Mazon T. 6. Manuscrit de St Arcons p. 622 et manuscrit de Delichères, p. 84.

4. Fonds Mazon. Chr. 13. Lettre du lieutenant-colonel Durand au département, le 13 février 1792, et procès-verbal de Baissac et Bellon, commissaires envoyés, au début de 1793, dans le canton des Vans pour vérifier les prestations de serment.

5. Arch. nat. F 7 3652 1. Extrait du procès-verbal de la session extraordinaire du conseil général du département, 11 avril 1792. Arch. Ard. L790. Plaintes de l'assemblée électorale du Mézenc, le 21 novembre 1792, contre les « fonctionnaires ecclésiastiques qui, après avoir prêté le serment, agissent contrairement à leurs engagements ».

cours de leur ministère aux fidèles qui feront appel à leur esprit de charité. Si leur zèle, leur dévouement et leur abnégation sont moins ardents que ceux des réfractaires, s'ils se dérobent moins aux compromissions, dans l'ensemble, les assermentés restent estimables et se conduisent honorablement. La plupart refuseront l'intrusion et l'abdication et n'éviteront pas toujours la prison ni même la déportation.

Il en va un peu différemment des intrus. Ce sont souvent des ambitieux assez vulgaires, vicaires besogneux ou anciens religieux en rupture de cloître, pauvres hères de peu de valeur intellectuelle et morale, fascinés par la perspective d'un traitement de 1200 livres. Leur condition, d'ailleurs, est réellement misérable et beaucoup, au moins dans les campagnes, sont encore plus à plaindre qu'à blâmer. Parfois, ils auraient voulu trouver un accommodement avec le réfractaire, et, en plusieurs paroisses, à la suite d'un accord précis ou tacite, ils laissent à leur compétiteur l'usage de l'église à certaines heures, mais bientôt les circonstances sont plus fortes et plus impérieuses que le désir de conciliation réciproque.

Ils sont peu nombreux, de 20 à 25 au plus à la fin de 1791, très dispersés et très isolés, sans aucun appui ni réconfort moral au milieu de l'hostilité générale. Même les jureurs les évitent, les insermentés les condamnent et, le plus souvent, la population s'acharne contre eux. Parfois, ils ne peuvent trouver à subsister dans leur nouvelle paroisse ; on leur refuse les choses les plus nécessaires à la vie. Les fidèles croient faire œuvre pie en leur suscitant les pires difficultés ; les meilleurs chrétiens se détournent d'eux avec horreur ; les femmes les injurient, les enfants les poursuivent à coups de pierres et les assaillent jusque dans leur presbytère ¹.

Ces avanies poursuivent le prêtre jusque dans l'exercice de son ministère. Les doléances de Baron, curé intrus de St. Alban d'Ay, sont instructives à cet égard. Le 8 septembre, il se plaint à la société populaire d'Annonay de « ne pouvoir exercer ses fonctions avec la majesté et la dignité qu'elles méritent...² » Il a dans sa paroisse « deux boute-feux secrets, l'ancien curé et l'ancien vicaire, » qui mettent en doute la valeur des sacrements qu'il confère et me-

1. Cf) Les plaintes de Guérin aux Salelles, de Levastre à Ste Eulalie, de Baron à St Alban d'Ay, etc... Fonds Mazon chr. T 13 et Arch. nat. F 19 403.

2. Procès-verbal du club d'Annonay le 8 septembre 1791 cité par Rostaing, p. 147.

nacent de damnation quiconque assiste à sa messe ¹. Aussi le fuit-on comme un pestiféré. Même son vicaire, Battandier, vient de l'abandonner ². Le dimanche, pendant sa messe, l'église est déserte. On n'entrouvre la porte que pour l'insulter et il a beau requérir le maire de le protéger, celui-ci le tourne encore en ridicule. Dès que sa messe est finie, la population affecte de se rendre en masse à celle du curé ou du vicaire réfractaire. Alors qu'il ne voit jamais personne à son confessionnal, Didier et Bourret confessent dans leur chambre. On ne lui apporte pas les enfants pour le baptême et il ignore si les nouveau-nés ont reçu ce sacrement. Même les moribonds se croiraient coupables s'ils faisaient appel à son ministère. Pour les enterrements, on dépose le cercueil à la porte de l'église et on le laisse seul avec le corps ³.

Bientôt la situation s'aggrave. Le 8 octobre, plus de deux cents personnes, armées de bâtons ou de fusils, veulent lui faire un mauvais parti. Les gendarmes, envoyés par le commissaire du roi pour veiller à sa sécurité, somment le maire, au nom de la loi, d'interposer son autorité. Ils ne reçoivent que cette réponse brutale : « Je me f... du commissaire du roi et de la loi, ma religion m'est plus chère que tout » ⁴. « Nous étant mis à l'écart, ajoute le procès-verbal des gendarmes, nous avons crié plusieurs fois : force à la loi, sans que personne ne se soit mis de notre côté et, voyant un danger évident et le risque de notre vie, nous nous sommes retirés à grande course de cheval vers Annonay » ⁵. Baron est contraint, lui aussi, de chercher un refuge précipité à la ville voisine ⁶. Il vient narrer ses infortunes à la société populaire, qui ne l'écoute que d'une oreille distraite. Le club « invite M. de Serres à se servir de tout l'ascendant qu'il peut avoir sur ses concitoyens pour apaiser leurs dissensions et les ramener aux principes de la Constitution », puis refuse de se mêler plus longtemps de cette affaire ⁷. Baron n'exagère guère, semble-t-il, lorsqu'il se donne pour « le plus mal-

1. Arch. nat. F 19 403. Extraits des dépositions faites devant le tribunal de district le 6 octobre 1791.

2. Ibidem.... Lettre de Baron le 12 octobre 1791.

3. Arch. nat. F 19 403.

4. Arch. Ard. L 736. A la suite de cet incident, le maire sera suspendu et poursuivi, le 13 octobre 1791.

5. Arch. nat. F 19 403. Procès-verbal des gendarmes du 9 octobre 1791.

6. Ibidem.... Lettre de Baron du 12 octobre 1791.

7. Procès-verbal de la société populaire d'Annonay du 13 octobre 1791, cité par Rostaing, p. 148

heureux des curés constitutionnels », et cependant sa situation n'est ni meilleure, ni pire que celle de la plupart des intrus.

A Valgorge, Dérondilhe est traité de Judas et de Jean Foutre. Le tribunal condamne bien à la prison et à l'amende les plus compromis de ses paroissiens, mais, pour sévère que soit le jugement, il n'a pas le don de concilier au curé beaucoup de sympathies ¹. A Annonay, Seguin est poursuivi au cri de Caracaca ou Coquerico, par allusion au chant du coq qui rappelle à St Pierre le reniement prédit par son maître ².

Devant l'hostilité générale des fidèles, les intrus en sont réduits à faire société avec les pires éléments de la population, qui, d'ailleurs, ne les respectent guère et cherchent à les abaisser à leur niveau. Au début, ces amis politiques viennent à la messe et, dans leur ardeur patriotique, veulent contraindre leurs concitoyens à y assister. Le maire de Prades chasse les institutrices des petites écoles, qui ont déclaré que leur conscience ne leur permettait pas cette démarche, et empêche un malade de s'adresser à un réfractaire pour la confession ³. Mais, si leur zèle est actif lorsqu'il s'agit de brimer des adversaires, leur dévotion se lasse vite et bientôt le curé reste seul, abandonné de tous. Le département, inquiet des conséquences que peut avoir le refus des parents de faire baptiser leurs enfants par des pasteurs qu'ils méprisent, crée, dès le mois de novembre 1791, ⁴ un état civil indépendant de l'Eglise. C'était une nouvelle humiliation pour les constitutionnels et les intrus, ainsi dépouillés du prestige d'officier d'état civil.

Bientôt même, non seulement on reste sourd à leurs réclamations, mais les représentants de l'autorité, qui, en leur for interne, ont peu de sympathie pour eux et qui aspirent à la tranquillité, leur infligent encore de cinglantes leçons. Les commissaires envoyés à St Alban d'Ay pour faire une enquête sur les événements du 8 octobre s'empressent de déclarer qu'on a exagéré les faits : « les uns parce qu'ils avaient peur, les autres pour faire peur », et leur rapport se termine par un affront à l'adresse de Baron. Ils demandent qu'on lui écrive que, « quoique la force publique soit tou-

1. Fonds Mazon F 12.

2. Léorat Picausel. Annales d'Annonay. Le même cri poursuit Guérin, curé des Salelles, lorsqu'il a prêté serment. Procès-verbal des commissaires Baissac et Bellon. Fonds Mazon. Chr. 13.

3. Fonds Mazon. Chr. 13. Pétition des habitants de Prades en novembre 1791.

4. Arch. nat. D III 14. Arrêté du directoire du 2 novembre 1791.

jours prête à soutenir les fonctionnaires... son action ne peut être aussi continuelle que celle de la vénération qu'inspire un pasteur par une conduite soutenue qui respire la douceur, la bienveillance et l'oubli des injures prescrit par la religion... et ses effets sont bien plus assurés sur les âmes que l'appareil de la force et de la contrainte ». ¹ Dès lors le club, le district et le département ne daignent plus s'occuper de lui et l'abandonnent à son malheureux sort.

Il en est ainsi presque partout. Aussi la plupart résident-ils le moins possible dans leur paroisse. Ils se réfugient à la ville voisine, d'où ils ne reviennent que le dimanche pour une messe rapide et peu fréquentée. Ils se retirent ensuite prestement, laissant le champ libre au réfractaire. Quoi d'étonnant que, dans cet abandon matériel et moral, l'intrus s'aigrisse de plus en plus !... Quelle souffrance, d'ailleurs, ne doit pas être la sienne, si la foi n'est pas éteinte dans son âme ! On s'explique, en tout cas, que, bafoués, malmenés, honnis de tous, quelques-uns glissent dans l'ivrognerie et le désordre et s'écartent, de plus en plus, des dogmes et de la morale catholique. La plupart abdiqueront, un certain nombre se marieront et quelques-uns comme Perbost, ² le curé évêque de St Marcel, négligeront même de faire baptiser leurs enfants ³. L'apostasie et le mariage en feront des adversaires irréductibles de l'Eglise qui les a désavoués.

Toutes ces conséquences de la Constitution civile du clergé n'auront leurs effets que plus tard, mais, dès la fin de 1791, la distinction des deux Eglises est assez précise, pour que Savine puisse se plaindre de ces demi-docteurs « qui ont cru pouvoir séparer, dans la plus importante des circonstances, le clergé de son chef ». ⁴

V

A la même date, quelques catholiques, préoccupés des tristes conséquences de cette lutte violente entre réfractaires et intrus, ten-

1. Arch. nat. F 19 403.

2. Arch. Ard. L 554. Perbost abdique le 21 frimaire an 2 et livre ses lettres de prêtrise, le 7 pluviôse suivant, en annonçant qu'il va se marier.

3. Lettre apologétique p. 13, note. « Lorsque le métier ne valut plus rien, il prit une femme et, quand la femme lui eut donné des enfants, il prétendit qu'il était très inutile de les faire baptiser ».

4. Lettre de Mgr. l'évêque de Vivers à MM. les curés, vicaires et autres fonctionnaires publics... impr. 14 p. in-8 s. l. n. d. avant propos. Fonds Vivarois.

tent un effort de conciliation pour ramener la paix et la bonne harmonie entre les citoyens. Dès le mois d'octobre, les habitants de Prades demandent au Tanargue l'autorisation de faire célébrer, dimanches et fêtes, une « messe privée », en dehors de l'église paroissiale, dans la chapelle du Calvaire. Ils possèdent des ornements et des vases sacrés, ils auront leur aumônier particulier et exerceront leur culte sans troubler le ministère du curé constitutionnel. Le district, le 1^{er} novembre, « considérant que nul ne peut être inquiété pour ses opinions religieuses, » accueille favorablement leur requête, tout en exigeant la suppression de toute sonnerie de cloches. Ce libéralisme n'est pas du goût de la municipalité qui s'oppose à l'exécution de l'arrêté, ni du curé instrus qui en appelle au département. Il soutient que, si les protestants sont en droit de se prévaloir de la liberté, pour organiser leur culte à leur guise, les catholiques ne sauraient prétendre aux mêmes facilités. ¹

Le directoire hésitait à trancher la difficulté lorsque les catholiques d'Annonay, dans une longue pétition appuyée de plusieurs centaines de signatures, portèrent officiellement la question devant l'assemblée administrative. Ils réclament l'usage d'un édifice particulier réservé à leur culte, avec une inscription qui en indiquera la destination. Les prêtres non-conformistes seront autorisés à « y exercer librement toutes les fonctions de leur communion », comme la célébration des divers offices, la prédication de la parole de Dieu et l'administration publique de tous les sacrements. Les signataires s'engagent à « veiller avec soin à ce qu'il n'y ait rien dans leurs discours qui contienne des provocations directes contre la constitution et, en particulier, contre la Constitution civile du clergé ». Pour éviter toute contestation, ils offrent « d'acquérir à leurs frais un cimetière spécial hors de la ville. » ²

Ce premier essai de séparation de l'Eglise et de l'Etat ne pouvait que recueillir l'adhésion des esprits pondérés des deux partis, des patriotes, qui entendent conserver les bénéfices de la Révolution sans violenter les consciences, et des catholiques, qui plaçaient les intérêts vitaux de la religion au-dessus des contingences politiques. Si l'organisation prévue n'était pas l'idéal, elle pouvait, du moins, par ses résultats, préparer la voie à une large tolérance. A tout prendre, c'était un compromis qui, par des concessions réciproques, per-

1. Fonds Mazon. Chr. 13, cf) Pétition des habitants de Prades.

2. Arch. Ardèche L 107, pétition d'Annonay citée dans le procès-verbal de l'assemblée administrative du 2 décembre 1791.

mettait de ménager les susceptibilités des partisans et des adversaires de la Constitution civile du clergé. Le discours modéré de Boissy d'Anglas, le 16 novembre 1791, ¹ qui distingue entre le prêtre qui n'est que prêtre et lui reconnaît le droit de refuser un serment qui répugne à sa conscience et le prêtre fonctionnaire public qui doit se soumettre à la loi, avait encouragé les pétitionnaires et peut-être décidé de leur intervention.

De graves objections, néanmoins, étaient à prévoir de la part des intransigeants. Beaucoup de catholiques, qui étaient persuadés que ce régime de violence et d'oppression touchait à sa fin, auraient vu avec peine et dépit un moyen d'arrondir les angles et d'atténuer les occasions de froissement et de mécontentement. Ils auraient craint que ce geste de conciliation n'habituaît les esprits au schisme et ne fût interprété comme une approbation déguisée de la confiscation des biens de l'Église et une acceptation tacite d'une loi injuste. Il n'est pas douteux que les partisans du pire, plus ou moins compromis avec les aristocrates et les contre-révolutionnaires, n'eussent combattu avec la dernière énergie cette tentative de pacification.

Ils n'eurent pas à le faire, car la plupart des clubs et des patriotes exaltés, bien convaincus, eux aussi, du droit absolu du pouvoir civil de légiférer dans tous les domaines, étaient plus hostiles encore que leurs adversaires à une mesure qui, à leurs yeux, consacrait l'échec de la Constitution civile du clergé. Se croyant certains de la capitulation prochaine des réfractaires, ils ne voulaient pas leur ménager une occasion de succès et de triomphe. Mieux valait imposer la loi par la force et briser toute résistance.

Tel était l'état d'esprit lorsque, le 1^{er} décembre 1791, Gacou, ancien maire d'Annonay, se présenta à Privas, ² pour soutenir la pétition de ses concitoyens. S'il rencontra un accueil bienveillant de la part du directoire, il ne put décider le conseil général du département à entrer dans ses vues et à accorder l'autorisation demandée. Les administrateurs, malgré l'avis favorable du Mézenc, craignant d'outre passer leurs droits, n'osèrent pas ériger en principe cette liberté des cultes que l'administration tolérait en fait. ³

Quelques jours plus tard, ils durent se féliciter de leur réserve et de leur prudence, en lisant dans les journaux le compte rendu des

1. Ibidem.... Séance du 16 novembre 1791.

2. Arch. Ardèche L 107. Procès-verbal de l'assemblée administrative du 1^{er} décembre 1791.

3. Ibidem.... Séance du 2 décembre.

discussions du 29 novembre à l'Assemblée nationale. Sous couleur de préciser le mode d'application d'un décret explicatif de la loi du 7 mai 1791,¹ l'Assemblée venait d'enlever purement et simplement aux réfractaires le droit de se prévaloir de toutes les dispositions libérales qu'elle contenait.

Les Annonéens reviennent néanmoins à la charge et, sur le refus du maire de leur louer une église, ils s'adressent, le 20 janvier 1792, au ministre de l'intérieur. Mais la municipalité, malgré la réponse conciliante du ministre,² refusa de revenir sur sa décision et fit avorter ce projet d'organisation légale d'une Eglise libre.

Cet échec toutefois, s'il entrave les intentions pacifiques des modérés, n'entraîne pas un changement d'attitude à l'égard des non-conformistes. Devant le manque de sujets pour les remplacer, le directoire du département ne demande qu'à les ignorer. Même lorsque leur insoumission est flagrante, il n'intervient, durant l'hiver 1792, pour leur interdire toutes fonctions curiales, qu'en cas de dénonciation ou de plaintes formelles de la part des municipalités.

Avec le printemps cependant, cette juxtaposition des deux cultes rivaux provoque de nouveaux soubresauts dans quelques centres plus importants. Sous l'influence des clubs et des journaux, les patriotes deviennent de plus en plus soupçonneux et agressifs. A Annonay, les meneurs de la société populaire rééditent et répandent dans le public les pamphlets les plus virulents contre les réfractaires. Au mois de mars,³ avec l'appui d'un petit groupe d'étrangers et de protestants, ils fondent un journal local, « le Babillard », qui s'efforce à imiter le langage et à reproduire les arguments de l'Ami du peuple de Marat.⁴ Il ne vit que quelques semaines, mais il mène une campagne acharnée contre Léorat Picansel et ses partisans. Chassés de l'église paroissiale, le curé réfractaire et ses vicaires ont conservé, jusqu'alors, l'usage des oratoires des diverses confréries et les chapelles des religieuses. Les fidèles assistent en masse à leurs offices, pendant que les cérémonies de l'intrus sont de plus en plus désertées.

Cette constatation met en rage le Babillard qui poursuit, de ses sarcasmes, ces prêtres qui « profitent de la stupidité du peuple

1. Réimpr. du Moniteur T. 10 p. 496-499.

2. Lettre des citoyens d'Annonay au ministre, le 20 janvier 1792, et réponse du ministre au directoire du département, le 4 février, Arch. nat. F 19 403.

3. Lettre de la municipalité d'Annonay du 12 mai 1792. Arch. nat. F19 403.

4. Journal d'Annonay ou le Babillard, mars-mai 1792. Bibl. d'Annonay.

pour le museler et tourner sa force contre lui-même ». ¹ Chaque numéro est rempli d'attaques grossières contre les religieuses et de menaces de représailles contre les dévotes et les réfractaires. Ces polémiques passionnées ne tardent pas à porter leurs fruits. Des bagarres violentes éclatent le dimanche des Rameaux. Des « picassellistes » sont insultés et malmenés pour avoir refusé de s'associer à la procession de l'intrus. ² Le maire profite de ces incidents pour supprimer les processions particulières. Il interdit l'église « de Ste Marie » au public, défend aux non-conformistes l'accès de tous les oratoires des confréries et les contraint à la clandestinité du culte. ³ Mis en goût par ce succès, quelques exaltés, assistés de gardes nationaux, se rendent, le 10 juin 1792, à Boulieu et, malgré les protestations de la population et l'opposition de la municipalité, ferment la chapelle des Ursulines. ⁴

A Tournon, on accuse les insermentés d'avoir fait mourir une malade dans les convulsions par les craintes qu'ils lui ont inspirées. La municipalité dément le fait, mais l'impression était produite ⁵. Au collège, constitutionnels et réfractaires sont aux prises. ⁶ Les uns et les autres se sont ménagés un parti parmi les élèves, au grand dommage de la discipline et du travail. ⁷ A Largentière, le corps municipal demande le remplacement, avant Pâques, des deux vicaires insermentés, si on veut éviter une insurrection. ⁸ A Ville-neuve-de-Berg, l'abbé Delent, qui a rétracté son serment, est insulté dans l'église par les patriotes et, comme les officiers municipaux veulent prendre sa défense, il y a une véritable émeute qui aboutit à un massacre. ⁹ A Antraigues, une religieuse est fouettée et son mobilier saccagé, pour avoir détourné les fidèles d'assister à la messe du vicaire constitutionnel. ¹⁰

Cette effervescence oblige beaucoup de réfractaires à abandonner leurs paroisses, à se cacher ou à transférer l'exercice du culte

1. Le Babillard n° 10, 4 avril 1792.

2. Cf) n° 10, 4 avril et n° 14, 20 avril 1792.

3. Délibération du conseil général de la commune d'Annonay du 2 avril publiée par le Babillard n° 11, 7 avril.

4. Lettre des officiers municipaux de Boulieu au directoire le 19 juin 1792. Cf) procès-verbal du directoire du 25 juin 1792. Arch. Ard. L 124.

5. Journal des Débats du 12 mai 1792. Arch. nat. F 19 403.

6. Lettre de la municipalité du 29 mai 1792, ibidem...

7. Lettre de Daubenton du 22 mars 1792. arch. nat. F 17 1692.

8. Délibération de Largentière du 26 mars 1792, arch. Ard. L 318.

9. Arch. nat. DXL 6.

10. Arch. Ard. L 318.

dans des maisons particulières. Dans les campagnes toutefois, la crise est moins aiguë, les intrus sont plus rares et la crainte des réactions populaires bride davantage l'ardeur des Jacobins. Aussi, malgré les obstacles et les difficultés, le culte non-conformiste continue-t-il assez régulièrement, dans la plupart des paroisses rurales, jusqu'à l'automne de 1792.

Il n'en est pas moins vrai, cependant, que toutes ces rivalités, ces conflits, ces luttes d'influence entraînent de graves répercussions sur la vie religieuse et l'état d'esprit de la population. Le matérialisme pratique profite de toutes les entraves apportées à l'exercice du culte, et la suspicion à l'égard de certains prêtres contribue à ébranler les convictions et à affaiblir les croyances. Sous le couvert de discussions violentes, des idées irréligieuses s'insinuent peu à peu dans tous les milieux. Si les bourgeois citadins et les habitants des bords du Rhône sont les premiers atteints, à l'intérieur même du pays, les ruraux n'échappent pas complètement à la contagion et beaucoup, qui naguère encore se croyaient de bons chrétiens, en arrivent insensiblement à se désintéresser de la religion. Dans la montagne, cependant, l'isolement, la forte organisation de la famille et surtout les traditions ancrées dans les âmes constituent pour la foi du paysan une sauvegarde plus efficace, mais il n'y a épuration et transformation par l'épreuve que chez quelques rares privilégiés.

L'esprit public, à son tour, accuse profondément le contrecoup de toute cette agitation. L'opposition doctrinale des non-conformistes exaspère les patriotes avancés qui, pour les combattre plus facilement, leur prêtent des arrière-pensées politiques. Et il faut bien avouer que, si la grande majorité des insermentés, avec Léorat Picansel, évite soigneusement de se laisser entraîner hors du terrain religieux, un certain nombre, désarmés, s'accrochent à toute branche de salut. Ils en viennent à se compromettre à plaisir avec les extrémistes et à faire ouvertement des vœux pour le retour à l'ancien régime. Le curé de Chambonas, Claude Allier, le curé de Colombiers, Pascal, sont les représentants les plus autorisés et les orateurs les plus fougueux de ce groupe bruyant et agressif¹.

Les organisateurs du camp de Jalès, de leur côté, trop heureux de voir leur parti renforcé par des adeptes qui ont conservé

1. Cf) arch. nat. F 19 403 et F 7 3652 1

une grosse influence sur les populations catholiques, deviennent, par conviction ou par calcul, les champions résolus des réfractaires persécutés. Il ne leur suffit pas de surexciter le mécontentement et de combattre toute tentative de conciliation, ils s'efforcent de persuader les esprits qu'il n'y a de salut pour l'Eglise que dans le triomphe de leurs conceptions politiques. Ils font miroiter, aux yeux des pauvres curés chassés de leur paroisse, la perspective d'une restauration rapide et réussissent à les convaincre que, « dans moins d'un mois, ils pourront rentrer triomphant dans leur église » ¹.

Les patriotes ont beau jeu pour confondre les uns et les autres dans la même condamnation. Ils affectent d'interpréter toute parole contre la Constitution civile, comme un acte de rébellion et un appel à l'insurrection.

Mais, patriotes et contre-révolutionnaires ne constituent au fond qu'une petite minorité. Entre ces deux extrêmes, la grande masse des fidèles hésite et louvoie. Si une fraction notable de catholiques, surtout dans le sud-ouest du département, suit l'impulsion de quelques uns de ses pasteurs et incline, de plus en plus, vers les adversaires des idées nouvelles, la grande majorité, pour conserver le bénéfice des réformes économiques et sociales, tout en gardant intacte sa fidélité à la religion de ses pères, refuse de se laisser embrigader. La lutte que l'autorité mène au nom de la loi contre les insermentés irrite et blesse profondément le paysan et arrête net son élan patriotique, mais, malgré ses sympathies pour les défenseurs de ses prêtres, il ne peut se résoudre à se mettre à la remorque des contre-révolutionnaires.

C'est ainsi que la Constitution civile achève de briser les cadres du vieux parti réformiste de 1789. Les patriotes convaincus gagnent en ardeur combattive ce qu'ils perdent en nombre, mais, en face d'eux, désormais, se dresse, tout aussi intransigeant, un groupe renforcé d'adversaires, pendant que la masse échappe et se dérobe à toute main mise et devient de plus en plus indifférente, sinon hostile, au sort de la Révolution.

1. Fonds Mazon. Dict. 6. manuscrit de St. Arcons, p. 622.

CHAPITRE IX

Les luttes politiques et sociales (Juin 1791-Juillet 1792)

1. Les sociétés populaires. Habile tactique de la bourgeoisie. La fuite du roi et les patriotes.

2. Les élections de 1791. Les députés à l'Assemblée législative. Le renouvellement des administrations du département et des districts. Les municipalités. Les élus.

3. L'anarchie. Les conflits entre les diverses administrations. Le refus de l'impôt. Les difficultés de circulation des assignats. La misère.

4. L'agitation contre-révolutionnaire et les inquiétudes des patriotes.

5. La Jacquerie dans le sud-ouest et le sud dirigée surtout contre les aristocrates. La veulerie de l'autorité. Exaspération des victimes.

6. L'affaire de Saillans.

Les préparatifs. L'activité de Claude Allier. Les rapports avec Coblenz. Saillans en Vivarais. Méintelligence entre les conjurés du Vivarais et ceux de l'extérieur. Le désaveu des princes.

L'insurrection. La découverte du complot. Capitulation de Bannes. Organisation de la résistance. Situation désespérée des insurgés.

La répression. La fuite de Saillans. Sa mort. Massacres odieux. Arrestation et fin des conjurés. Répression administrative.

Les difficultés croissantes qu'entraîne l'application de la Constitution civile du clergé n'ont en rien diminué la foi des patriotes en la Révolution. Mais, dès le mois de juin 1791, leur dépit est grand de constater que, malgré l'activité de leur propagande et le concours des autorités constituées, ils sont impuissants à arrêter le mouvement de désaffection et de défiance de la masse populaire à l'égard du nouveau régime. Cette attitude des paysans, étroitement liée au réveil des espérances contre-révolutionnaires, est grosse de menaces pour l'avenir. Les élections approchent. L'Assemblée nationale envisage le terme prochain de son mandat et, déjà, la convocation des assemblées primaires est décidée. La désagrégation du parti réformateur, en un instant aussi critique, risquerait de remettre en question les conquêtes de la Révolution. C'est pour conjurer ce grave danger et pour compenser, par l'intensité et la profondeur de leur action, les pertes qu'ils enregistrent que les patriotes, à l'exemple de l'extérieur, s'efforcent de ressusciter, en les transformant, les Comités permanents de 1789, sous le nom de sociétés des Amis de la Constitution.

I

Leur but immédiat sera « d'instruire les citoyens de la sagesse des décrets de la nation », de les convaincre « de la nécessité de leur exécution ponctuelle et littérale », ¹ mais elles seront surtout un centre de groupement pour les patriotes, un foyer d'expansion pour leur propagande et un instrument de lutte contre les émigrés, les aristocrates et les contre-révolutionnaires. ²

La première société du pays fut fondée à Tournon, à la fin de 1790, et l'exemple fut suivi par Annonay, le 24 mars 1791. Au début du mois de mai, ce sont encore les deux seules du département qui soient affiliées aux Jacobins de Paris. ³ Quelques semaines plus tard, Aubenas et Viviers pourront se prévaloir du même privilège. ⁴ Durant l'été, l'essaimage sera rapide. Dans les premiers jours de juillet, Bourg-St-Andéol, malgré l'opposition surnoise de la municipalité, ⁵ profitera des encouragements du directoire du département pour créer un club qui deviendra l'un des plus actifs de la région. D'autres bourgs comme St Péray, Lamastre, Privas, Vernoux, Ville-neuve-de-Berg, Antraigues, Joyeuse, Largentièrre, tiendront, eux aussi, à honneur d'avoir leur société des Amis de la Constitution, mais ce ne sera que par exception que ces clubs émigreront dans les paroisses rurales, et jamais ils n'y pousseront de racines bien profondes.

A l'origine, ces sociétés sont de tendances peu démocratiques et n'admettent guère que des bourgeois patriotes, hommes de loi, notaires, procureurs, commerçants et industriels, qui ont donné des gages à la Révolution. Des officiers de troupes de ligne ou de gardes nationales, des étrangers y voisinent avec quelques paysans enrichis qui consacrent leurs économies à l'achat des biens nationaux et dont la fortune se trouve liée au sort du nouveau régime. Les cotisations élevées du début arrêtent les ouvriers et les artisans. A An-

1. Procès-verbal de la première séance de la société populaire d'Annonay le 24 mars 1791. Le registre des délibérations de la société comprend 195 procès-verbaux et forme un volume in-f° de 470 pages. Archives de Rostaing. Léon Rostaing a publié des extraits de ces délibérations dans son ouvrage : « Les anciennes loges maçonniques d'Annonay et les clubs. 1766-1815. » Lyon 1903.

2. Adresse de la société aux Jacobins de Paris citée par Rostaing, pièces justificatives n° IV p. 365-366.

3. Aulard. La société des Jacobins. Liste du 1^{er} mai 1791.

4. Ibidem. Liste du 19 juin 1791.

5. Arch. nat. DIII 14. Cf) adresse de Bourg-St-Andéol, de novembre 1792, qui fait l'historique de la fondation et des débuts de la société populaire.

6. Arch. Ard. L121. Procès-verbal du directoire, séance du 25 juillet 1791.

nonay, chaque membre prend l'engagement de verser 3 livres par mois ¹ et il faudra attendre le 10 novembre 1791 pour que la société, reconnaissant que « le patriotisme ne peut être mesuré sur la fortune », se décide à ouvrir ses portes à 20 ouvriers chamoiseurs, en les dispensant de toute contribution. ²

Tout en étant entièrement acquis aux idées de la Révolution, ces clubs, malgré la violence de quelques-uns de leurs adeptes, restent en général calmes, modérés et ennemis de tout excès. Ce résultat est dû, en grande partie, à l'habile politique des patriotes de 1789 qui, plutôt que de laisser la direction de ce nouvel organisme aux éléments dont la mentalité les inquiète, préfèrent rentrer en masse dans ces sociétés, pour les pénétrer de leur esprit et contrôler leur activité. La tactique des bourgeois d'Annonay surtout est caractéristique et elle fait école. Convaincus que, dans les périodes difficiles, mieux vaut être surveillants que surveillés, ils ont la prévoyance d'élaborer un règlement très large et très libéral : « tous les citoyens de cette ville... dont le civisme et le patriotisme sont connus,... seront admis et reconnus membres de la société, sans aucun examen ³ ». En moins de huit jours, plus de 100 adhérents étaient inscrits.

Cet empressement n'allait pas sans soulever quelques protestations ⁴, mais la majorité faisait la sourde oreille et ne s'effarouchait nullement de voir pénétrer dans la place Dayme, Blachier, Veyre de Soras, de St Julien, de Serres, de Missolz, de Montgolfier, du Solier, du Faure, de Satillieu... ⁵ presque tous décorés des ordres du roi et qui ne passaient point pour des patriotes outrés. Leur prudence, leur souplesse, leur ténacité réussissent à triompher de toutes les difficultés. Si quelque membre plus ardent développe une motion dangereuse contre les réfractaires, un collègue, plus conciliant, intervient aussitôt, propose l'ajournement du débat pour supplément d'enquête, ou bien présente un ordre du jour édulcoré

1. Rostaing. Les clubs d'Annonay, p. 127.

2. Procès-verbal de la société populaire d'Annonay du 10 novembre 1791. Rostaing p. 171.

3. Séance du 27 mars 1791. Rostaing. p. 129. Boissy d'Anglas et St Martin, dès le début, donnent leur adhésion. Lettre de St Martin à Chomel le 3 avril 1791. cf) Nicod. Le représentant de St Martin.

4. Le 31 mars, dans un long discours, Charvet exprime les appréhensions de ses amis. cf) Rostaing p. 130.

5. Séances du 3 et du 20 avril 1791. Rostaing p. 131.

que la société accueille toujours ¹. Pour éviter des surprises, on décide même, le 2 octobre 1791 ², que désormais toutes les dénonciations devront être rédigées par écrit et soumises à une commission chargée d'en faire le rapport à l'assemblée. Le résultat fut que, du mois de septembre 1791 à la fin de janvier 1792, au cours d'une vingtaine de séances, l'ordre du jour le plus sévère se bornait à accepter l'envoi d'une pétition au directoire, pour l'inviter à contraindre les réfractaires à s'éloigner de leur ancien domicile ³.

Les tendances des autres sociétés ne sont pas sensiblement différentes. Si parfois les discours sont menaçants, la violence de la discussion absorbe toutes les énergies et dispense d'agir. Même leurs interventions en faveur des intrus restent toutes platoniques. Elles se bornent à prescrire une enquête ou à déléguer un de leurs membres pour user de son influence, auprès de ses concitoyens, pour ramener la paix ⁴. D'ailleurs, beaucoup de ces sociétés, après un éclat passager, ne peuvent se maintenir. Leurs séances sont irrégulières, mal suivies et leur influence est bien restreinte.

Le principal stimulant de leur activité, comme aussi le motif déterminant de la fondation du plus grand nombre, fut l'effervescence qui se manifesta dans les divers centres du pays, à l'occasion de la fuite du roi. Cet événement « calma pour quelque temps l'agitation des consciences. Tout le monde devint politique », constate St Arcons ⁵. La nouvelle, apportée par un courrier extraordinaire, parvint à Privas le 24 juin. Ce fut une consternation générale, les patriotes crurent tout perdu. Le directoire affolé se réunit à la municipalité et convoque l'assemblée administrative du départe-

1. Cf) séances de la société populaire des 4 et 22 septembre 1791. Rostaing p. 147.

2. Procès-verbal de la séance du 2 octobre 1791. Rostaing p. 172-173.

3. En retour, la société ne s'émeut pas d'entendre fustiger en ces termes les violences de quelques exaltés : «... Vous poussez des cris de rage, mais vous ne raisonnez pas encore.... Vos mains sont armées de torches incendiaires et l'émpreinte de la chaîne féodale se voit encore autour de vos poignets... On se craint, on s'épie, l'amour de la patrie dégénère en espionnage, le flambeau de la délation sert de phare aux ressentiments personnels ». Discours de Charvet à la société d'Annonay, le 18 juin 1791, impr. 32 p.s.l.n.d. B.A. En pleine séance, le 11 août 1791, Gloray déclare : « Nous voulons conserver Picansel, notre curé, et Malgontier et Porte, nos vicaires, » sans qu'aucune mesure d'ostracisme ne soit prise contre lui. L'assemblée, dit le procès-verbal, surprise d'une demande aussi contraire à la Constitution, a passé à l'ordre du jour. »

4. Procès-verbal du 13 octobre 1791 de la société populaire d'Annonay. Rostaing p. 148.

5. Manuscrit St Arcons. Copie Mazon Dict. 6 p. 630.

tement. De concert avec le conseil général de la commune de Privas, il rédige, sur le champ, une proclamation aux habitants, pour leur faire part de « la crise funeste où l'enlèvement du roi et de la famille royale vient de mettre l'empire ¹ ».

Aussitôt le mot d'ordre est donné de rejeter toute la faute sur les aristocrates et les réfractaires. Ce sont eux qui ont préparé de longue date ce complot, « pour avoir occasion de ramener le despotisme, la féodalité, les privilèges, la dime et la gabelle ² ». Ce fut à l'insistance du maire de Privas que fut due la mention de la gabelle. Il assura qu'il fallait nécessairement rappeler ce monopole odieux, si l'on voulait que le peuple comprit la gravité de la situation ³. Tous les corps constitués, toutes les municipalités des grands-centres cherchent à amener l'opinion contre leurs adversaires politiques. « Les aristocrates, les émigrants, les prêtres réfractaires ont préparé cet événement terrible, écrit le conseil général d'Antraigues..... Ils se sont déclarés les ennemis d'une Constitution..... qui a délivré le peuple de la dime, de la gabelle... Ces infâmes scélérats doivent s'attendre à ne régner que sur des cadavres ou sur des esclaves qui les aideront à massacrer 25 millions de Français » ⁴.

Afin de surveiller plus efficacement ces ennemis de l'intérieur, le directoire décide d'interdire l'accès et la sortie du département à tout particulier qui ne serait pas muni d'un passeport ⁵. Il recommande la surveillance la plus stricte et la dénonciation immédiate aux tribunaux de tout perturbateur de la tranquillité publique et de tout fauteur de désordre ⁶.

Dès le 25 juin, le directoire est prévenu de l'arrestation du roi et de sa famille. Les patriotes rassurés célèbrent à grand fracas cet heureux événement qui rendait à la Constitution sa raison d'être.

A Privas, on allume un feu de joie sur la grande place ; on tire les boîtes et on organise une impressionnante farandole, aux cris de « Vive l'Assemblée, vive la nation ! » ⁷ A Villeneuve-de-

1. Arch. Ard. L 120. Séance du directoire du 24 juin 1791.

2. Arch. Ard. L 120. Séance du directoire du 24 juin 1791.

3. Manuscrit de St Arcons. Fonds Mazon. Dict. 6 p. 630.

4. Fonds Mazon. Chr. 13 Délibération du conseil général de la commune d'Antraigues, le 26 juin 1791. La délibération des Vans, le 27 juin, voue « à la rigueur des lois ceux qui ont contribué à l'enlèvement du roi. »

5. Dès le 23 février 1790, Tournon avait défendu de louer des appartements à des étrangers, sans autorisation de la municipalité... cf) arch. municipales citées par Delarbre p. 280.

6. Arch. Ard. L 120. Séance du directoire du 24 juin 1791.

7. Arch. Ard. L. 120. Séance du 25 juin.

Berg, le messenger du département arrive le dimanche, 26 juin, à l'issue de la grand messe. Le conseil général prescrit aussitôt un Te Deum solennel, pour le mercredi suivant, en signe « de réjouissance de la délivrance du roi et de la famille royale des mains des ennemis de la liberté » ¹.

Mais l'enthousiasme qui marque le retour du roi ne se soutient pas longtemps. A l'annonce de la suspension de ses pouvoirs par l'Assemblée nationale, les défiances se font jour. On parle d'évasion, de désertion, de connivence avec les contre-révolutionnaires. La société populaire des Surveillants de St-Péray, considérant qu'il est « immoral et impolitique que le monarque soumis à la loi puisse en retarder ou en empêcher l'effet », insiste, dès le 26 juin, auprès de l'Assemblée nationale, pour l'abolition du veto. Il ne convient pas que l'opinion d'un seul puisse prévaloir, « même momentanément, sur la volonté de tous »... « Quand une loi a été délibérée et décrétée par le corps législatif », le roi doit être « contraint de l'accepter » ².

Le club d'Annonay, à son tour, s'il est d'avis de conserver une « monarchie sagement tempérée », ne veut lui laisser d'autre autorité que celle de « faire exécuter les lois décrétées par les représentants du pays » ³. Celui de Tournon, dans une adresse du 30 juin à l'Assemblée nationale, parle de « l'attentat horrible commis à l'égard de la nation par la désertion punissable du ci-devant roi ⁴. » La question de savoir si le serment sera prêté au roi pour l'anniversaire de la fête de la Fédération soulève une discussion si violente, le 12 juillet, au sein de la société, que la municipalité, pour éviter une scission, décide de supprimer la cérémonie de la prestation de serment ⁵.

A Valence, la réunion des sociétés populaires de la région adopte, le 3 juillet, à la presque unanimité, le vœu que « le procès soit fait à Louis XVI, en conséquence de son évasion. » Cette sévérité provoque toutefois un certain malaise chez beaucoup de pa-

1. Fonds Mazon Chr. 13. Délibération de Villeneuve-de-Berg, le 26 juin 1791.

2. Arch. nat. D iv 17. Adresse de la société populaire de St Péray du 26 juin 1791.

3. Arch. nat. C 124. Adresse de la société des Amis de la Constitution d'Annonay, le 18 juillet 1791.

4. Registre des délibérations de la société populaire de Tournon, cité par Delarbre p. 295.

5. Arch. municipales de Tournon. Delarbre p. 296.

triotés. A Annonay, en particulier, les quatre délégués de la société populaire furent vivement critiqués, à la séance du 7 juillet ; et leurs explications embarrassées et confuses ne semblent pas avoir rassuré et satisfait leurs collègues ¹.

Mais, si on hésite à accuser le roi, on évite, du moins, de parler de lui. A sa conduite ambiguë, on oppose l'attitude ferme et énergique de l'Assemblée nationale. Tous les vœux, toutes les adresses de confiance vont aux représentants dont le courage civique confond d'admiration et de fierté. « Nous remettons une palme entre les mains de la patrie, écrit le directoire dans le style pompeux de l'époque, et nous la prions de la joindre à la couronne qu'elle doit vous décerner » ². Dans ce flot de félicitations, pas un mot pour associer, comme naguère, le roi à l'Assemblée nationale. Le cri de « Vive le roi » ne se mêle plus que rarement à ceux de « Vive la nation », « Vive la loi », et le prestige de Louis XVI, auprès des patriotes, sort fort amoindri de cette aventure.

Dans les campagnes, la réaction a été nulle. Les paysans sont plus inquiets des menaces qui pèsent sur leur curé que du départ du roi. Ils sont royalistes, sans doute, mais par habitude plus que par conviction, comme du jour au lendemain, ils se trouveront républicains, par soumission au régime établi. Aussi ne constate-t-on aucune manifestation spontanée de joie ou de tristesse. Si un enthousiasme de façade pousse quelques bourgeois à s'inscrire dans le corps des volontaires au service de la patrie ³, le campagnard, encore tout pénétré d'horreur pour la milice, reste absolument inerte et passif.

II

Il ne montrera pas, d'ailleurs, plus d'empressement à se rendre aux assemblées primaires qui doivent désigner les électeurs. Elles

1. Cf) Discours de Kœnig, à la séance du 7 juillet 1791, imprimé par ordre de la société, 126 p. imprimerie Agard, 25 août 1791. B. A.

2. Arch. Ard. L 121. Séance du directoire du 28 juillet 1791.

3. Le directoire du département, dans sa séance du 24 juin 1791, L 120, avait prescrit la conscription libre des gardes nationales, dans la proportion d'un vingtième pour former un corps de volontaires. A Annonay, 45 membres de la société donnent leurs noms, mais « la suite montra bien que l'offre de la plupart n'était ni sérieuse ni sincère », écrit Léorat Picansel dans les « Annales d'Annonay ». B. A.

sont convoquées pour le 24 juin ¹. La plupart eurent lieu avant la fin du mois ², alors qu'on connaissait déjà la fuite du roi, mais il ne semble pas que cet événement ait eu grande répercussion sur ces élections. En tout cas, dans les rares documents ³ qui nous restent d'elles, jamais il n'y est fait une seule allusion. Nous n'avons pas davantage d'indices qu'elles aient soulevé aucun incident grave, ni suscité de troubles sérieux. Comme l'année précédente, les antipathies locales provoquèrent quelques scissions et l'imprécision de la loi quelques irrégularités. Les citoyens actifs de St Julien-la-Brousse et des Nonnières refusèrent de se réunir aux autres paroisses du canton du Cheylard et nommèrent une députation particulière que l'assemblée électorale refusa d'admettre. Chalencon et Desaignes toutefois, en se prévalant de leur titre de ville, firent agréer leurs délégués ⁴.

Les abstentions furent nombreuses, A Antraigues, au dernier scrutin, on ne compte pas plus de 36 votants, sur plus de 600 citoyens actifs ⁵. Le paysan, qui n'est plus attiré par l'attrait de la nouveauté, hésite à perdre une journée et à s'imposer un déplacement fatigant et coûteux, pour un résultat dont l'intérêt lui échappe. La politique et l'administration ne sont ni de son goût, ni de sa compétence. Aussi les électeurs se recruteront-ils, presque exclusivement, parmi les maires et officiers municipaux du chef-lieu de canton ou des principales communes. On n'y trouvera presque plus d'authentiques paysans.

Retardée par les événements du mois de juin, l'assemblée électorale ne se réunit que le premier septembre 1791, dans l'église des Récollets, à Privas ⁶. On attendait 450 délégués, il en vint moins de 350. Et, malgré deux séances quotidiennes, les opérations préliminaires et le dépouillement des nombreux scrutins absorbent de longues heures. Les frais sont considérables et les électeurs, en dépit

1. Arch. Ard. L 120. Séance du directoire du 5 juin 1791.

2. Arch. Ard. L 344. Lettre de Delichères du 7 Juillet 1791.

3. Cf) Arch. Ard. L 852 et L 630. — Nous trouvons cependant un écho de la campagne menée par les patriotes dans une motion, faite à la société populaire de Tournon, le 25 juin, « pour déjouer les cabales dans le choix des nouveaux électeurs. Cf) Delarbre p. 298.

4. Arch. nat. C 135 6. Procès-verbal de l'assemblée électorale de l'Ardèche.

5. Arch. Ard. L 630.

6. Elle avait à nommer les députés du département à l'Assemblée législative, 2 hauts jurés près la haute cour nationale, le président, l'accusateur public et le greffier du tribunal criminel et la moitié des membres de l'administration du département.

de réclamations réitérées¹, ne sont pas sûrs d'être indemnisés. Aussi le chiffre des suffrages exprimés décroît-il régulièrement. De 344, le 3 septembre, on tombe à 307 le 6, à 296 le 10, à 214 le lendemain et, le jour de la clôture de la session, l'élection si importante du procureur général syndic groupe péniblement 207 votants, moins de la moitié des inscrits².

Cette impatience des électeurs a du moins le résultat d'écarter toute motion qui ne serait pas d'ordre exclusivement électoral. Le calme le plus absolu préside aux opérations de l'assemblée. Le seul incident qui vint en rompre la monotonie fut l'annonce de la démission de l'évêque du département. Cet événement risquait d'avoir de graves conséquences. Il était à craindre que le clergé et les fidèles n'interprétassent cette retraite de Savine comme une rétractation de son serment et un désaveu tardif de la Constitution civile. Les réfractaires ne manqueraient pas d'exploiter cette décision de l'évêque pour accentuer leur opposition à la loi, et beaucoup de curés, qui avaient prêté un serment équivoque, ne reconnaîtraient pas facilement l'autorité d'un pasteur intrus. C'était de nouvelles difficultés et des troubles imminents en perspective.

L'assemblée électoral, qui, dès l'ouverture de ses séances, avait été prévenue des intentions de Savine par les lettres alarmantes de la société des Amis de la Constitution de Viviers et de Bourg-St-Andéol,³ était fort préoccupée. Aussi, à peine a-t-elle reçu l'avis officiel que, « vivement affectée de cette nouvelle et des interprétations perfides et des suites funestes que pourrait entraîner la démission de l'évêque, »⁴ elle se hâte d'intervenir. Elle lui envoie une députation pour lui témoigner « l'inquiétude profonde et générale que sa démission a jeté dans le sein de l'assemblée et le vœu unanime, qui s'y est à l'instant formé, pour l'engager à la retirer et à continuer des fonctions dont l'exercice dans ses mains intéresse tout à la fois, dans ces temps difficiles, le bien de la religion et la paix publique du département ». ⁵

L'évêque, dont la vanité attendait cette démarche, s'empresse

1. Le 4 septembre, 264 électeurs présents à l'assemblée électoral signent encore une adresse à l'Assemblée nationale pour réclamer une indemnité, Priyas imprimerie Guillet, 5 p cf) Fonds Mazon. Chr. 17.

2. Procès-verbal de l'assemblée électoral. Arch. nat. C. 135 6.

3. Procès verbal du vendredi 2 septembre. Arch. nat. C135 6.

4. Ibidem... procès-verbal du mardi 6 septembre.

5. Ibidem... La députation est composée de Chomel, Dereboul et Tailhand.

de déférer au « Vœu unanime » des électeurs.¹ Le 10 septembre, « escorté de la municipalité de Privas, en écharpe », « de la brigade de gendarmerie », « d'un détachement de la garde nationale » et « des troupes de ligne », il vient lui-même en donner l'assurance aux électeurs. Introduit dans la salle des séances par six commissaires d'honneur, il prononce un discours pompeux qui est à la fois un hymne de reconnaissance envers « l'illustre assemblée » et une apologie dithyrambique de la Constitution civile du clergé.² Tous les assistants enthousiasmés se transportent à l'église paroissiale, pour un Te Deum d'actions de grâces.

Mais, si sympathique que soit l'assemblée électorale à Savine, si favorable qu'elle paraisse aux constitutionnels, elle n'en reste pas moins modérée, également éloignée des illusions des contre-révolutionnaires et des impatiences des patriotes exaltés. Le choix de ses députés à l'Assemblée législative en est la preuve évidente. Sur les 7 élus, 5 sont des membres du directoire³, que leurs fonctions ont mis en relief, et dont la sagesse et la pondération ont été appréciées de tous, depuis plus d'un an. Les deux autres : Valladier de Vallon et Fressenel d'Annonay représentent les mêmes tendances.

Il ne semble pas, d'ailleurs, que la brigue et la compétition aient joué un grand rôle à ces élections de 1791. La pratique de la candidature était encore inconnue et le mandat de député était moins ambitionné qu'en 1789. Si cette satisfaction d'amour-propre ne laissait pas indifférents et insensibles la plupart des élus, si Vacher, en particulier, le manifestait avec une naïveté plaisante, en répétant à tout venant : « je suis député, je suis député, » si Dalmas, lui-même, ne cachait guère la jubilation intérieure de son âme,⁴ Valladier, au contraire, ne se souciait pas de faire le voyage de Paris. Le lendemain de son élection, il déclare que le mauvais état de sa santé ne lui permet pas d'accepter le poste d'honneur qu'on voulait lui confier. Mais l'assemblée électorale, dans l'espérance qu'un prompt rétablissement lui permettra bientôt « de répondre à sa confiance »,⁵ refuse d'accepter sa démission.

1. Lettre de Dereboul, Chomel et Tailhand, lue à la séance du 8 septembre 1791.

2. Cf) Discours de l'évêque et réponse du président, procès-verbal du 10 sept. 1791.

3. Dalmas, procureur général syndic, Bastide, St Prix, Vacher, Dereboul.

4. Manuscrit de St Arcons. Fonds Mazon. Dict. 6 p. 624.

5. Procès-verbal du 9 septembre.

Il ne se décida jamais à quitter Vallon. Dès le mois de décembre, Gamon intrigue à Paris, auprès de ses amis politiques, pour amener l'Assemblée législative à prononcer son admission, en qualité de premier suppléant. Les députés du département n'appuient guère ses démarches. A l'appel nominal du 23 décembre, Bastide donne l'assurance que son collègue est en route pour rejoindre son poste.¹ Le 3 janvier 1792², au nom des inspecteurs de la salle, de Haussy Robécourt fait un rapport sur l'absence de Valladier et propose de le considérer comme démissionnaire. Le décret est rendu, mais il est annulé, le lendemain, sur l'intervention de Fressenel qui se porte garant de l'arrivée imminente de Valladier.³ Le 15 mars, Gamon revient à la charge et, cette fois, obtient gain de cause.⁴

Les débats à l'Assemblée ne mettront en relief aucune personnalité marquante dans le groupe des députés de l'Ardèche. Bastide,⁵ Vacher,⁶ Dereboul, St Prix sont des spectateurs muets qui se bornent à voter, sans jamais prendre parti dans les discussions, mais, si St-Prix se comporte en patriote éprouvé et marche dans le sillage des Girondins,⁷ les autres apparaîtront bientôt comme entachés de modérantisme. Dalmas, Fressenel et, plus tard, Gamon abordent volontiers la tribune. Fressenel est le défenseur résolu des prêtres non-conformistes et prend la parole chaque fois que les troubles de l'Ardèche ou d'Avignon sont à l'ordre du jour.⁸ Dalmas intervient lui aussi fréquemment dans les débats locaux et, quoique avec plus de réserve que Fressenel, incline, comme son collègue, à la modéra-

1. Arch. nat. C 145. La pétition de Gamon du 15 mars signale cette intervention de Bastide.

2. Arch. parlementaires T. 37 p. 44. séance du 3 janvier 1792.

3. Ibidem p. 60. Fressenel lit une lettre de Valladier déclarant qu'il ne cède pas sa place.

4. Arch. nat. C145. Pétition de Gamon.

5. Bastide écrit, le 11 avril, aux rédacteurs du Logographe, pour protester contre une liste imprimée qui le comprend « dans le nombre des députés qui ont voté pour l'admission des soldats de Châteauneuf aux honneurs de la séance. » Il déclare qu'il a voté contre. Logographe du jeudi 12 avril 1792 p. 430, cité par arch. parlementaires T. 41 p. 406.

6. Vacher, ancien député suppléant aux Etats-Généraux, fut membre du comité féodal de la Législative. Aucune autre mention n'est faite de son rôle à l'Assemblée, pas plus que de celui de Dereboul.

7. Le club d'Annonay, dans sa séance du 13 février 1792, envoie des félicitations à St Prix, « le seul député du département qui ait voté en patriote ». cf) Nicod. Revue du Vivarais, 15 juillet 1894

8. Les Archives parlementaires signalent une trentaine de fois son intervention.

tion. ¹ Gamon est plus sévère pour les réfractaires et les fauteurs de désordre. Il dénonce, à plusieurs reprises, les menées des contre-révolutionnaires et des partisans de Jalès, ² mais, à mesure que les événements se déroulent et que la situation devient plus critique, il semble redouter davantage les conséquences des mesures de rigueur. Il viendra même à plaider la cause d'adversaires politiques comme Durand, ³ compromis dans l'affaire de Saillans. Néanmoins, de tous les députés de l'Ardèche à l'Assemblée législative, Gamon et St Prix seront les deux seuls qui trouveront grâce aux yeux des patriotes et qui mériteront de voir renouveler leur mandat à la Convention.

Après l'élection des députés et des membres du tribunal criminel, ⁴ l'assemblée électorale procède, au scrutin de liste, au renouvellement des 18 administrateurs du département désignés par le sort. Les voix s'éparpillent sur une foule de noms. Seul, au deuxième tour, l'évêque obtient la majorité ; les 17 autres ne sont nommés qu'à la troisième épreuve, par un nombre infime de suffrages. Sur 267 votants, le candidat le plus favorisé ne recueille que 85 voix et le dernier 49. Il fallut encore pourvoir au remplacement de 3 administrateurs démissionnaires. ⁵ Les élus groupèrent respectivement 53, 42 et 36 voix.

A ces dernières élections, le petit groupe des patriotes intransigeants, qui n'a pu, les jours précédents, empêcher ses adversaires de désigner les députés à l'Assemblée législative, reprend nettement l'avantage. Les départs ont déjà fortement éclairci les rangs des modérés et le scrutin de liste, avec nomination au troisième tour à la pluralité des voix, favorise les candidats du parti le plus discipliné. Deux cents suffrages, éparpillés sur une foule d'inconnus, succombent devant soixante bulletins de vote qui se groupent sur quelques noms choisis à l'avance. C'est ce qui explique le succès des ardents

1. Cf) Sa lettre au ministre de l'intérieur, en faveur des prêtres réfractaires, publiée par le Babillard d'Annonay, dans son n° 21, du 12 mai 1792.

2. Il demande notamment la démolition des Châteaux de Bannes et de Jalès. Arch. parlementaires T. 40 p. 164.

3. Arch. parlementaires T. 47 p. 326.

4. St Martin est élu président du tribunal criminel. Dans une lettre à Chomel du 15 septembre 1791, il déclare qu'il serait très flatté d'être nommé à ce poste. cf) Nicod. Correspondance de St Martin. Marcou, homme de loi du Pouzin, est désigné à la charge d'accusateur public et Chauveau, membre du directoire, est nommé greffier du tribunal. Sabathier, homme de loi de Vernoux, et Arnaud Coste, notaire royal à St Pierreville, sont élus hauts jurés.

5. Dereboul et Bastide élus députés et Dumonts père.

patriotes, Cousin, Dumonts, Chabal, Massol, qui reflètent des idées et des tendances plus avancées et plus révolutionnaires que leurs devanciers.

Il ne restait plus à désigner que le procureur général syndic. La place revint à Boissy d'Anglas ¹ et celle de président du tribunal criminel à St Martin, les deux seuls députés du département à l'Assemblée constituante qui aient conservé un peu de leur crédit de 1789. Tous les autres, s'ils n'ont pas émigré, sont rentrés dans l'ombre et ne feront plus parler d'eux ² jusqu'à la fin de la Convention. A peine la dernière élection est-elle terminée que la session est close. On sent que les électeurs, qui avaient eu la persévérance méritoire de rester à leur poste jusqu'à la fin, avaient hâte de rentrer chez eux. Aussi n'est-il pas étonnant que l'affluence aux assemblées électorales de district, qui s'ouvrent aussitôt après, ait été encore plus restreinte.

Le renouvellement des municipalités n'aura lieu qu'au mois de novembre. Mais, comme ces élections intéressent davantage la population, les votants sont d'ordinaire plus nombreux, comme aussi les discussions plus vives et les troubles plus fréquents. A Vallon, à Joyeuse, à Aubenas, à Bourg-St-Andéol ³, on est obligé de faire appel aux troupes de ligne pour assurer l'ordre et la tranquillité.

En général, ce zèle des citoyens actifs s'exerce au détriment des patriotes avancés. Presque partout, même dans les grands centres, à Villeneuve-de-Berg, à Joyeuse, aux Vans,..... lorsque les artisans et paysans se décident à prendre part en masse au scrutin, ils infligent des échecs cuisants aux meneurs les plus bruyants de la Révolution. ⁴ Mais leur timidité, leur hésitation et leur peu de goût pour les luttes électorales ne résistent pas à une attitude menaçante. A Aubenas, à Vallon, à Prades, ⁵ beaucoup de citoyens effrayés cèdent la place à leurs adversaires et se retirent sans avoir rempli leur devoir d'électeurs.

1. Cf) sa lettre de remerciements aux administrateurs du directoire, de Paris, le 27 septembre 1791, insérée au Moniteur. Cf) réimpr. du Moniteur T. 10 p. 105-107.

2. Dubois Maurin cependant deviendra, en avril 1792, maire de Villeneuve-de-Berg. Arch. nat. F 7 : 652 ¹.

3. Arch. Ard. L860 procès-verbal de l'assemblée administrative du Tanargue le 9 novembre 1791. Cf) aussi L 812, district du Mézenc.

4. Chaque fois que la lutte se circonscrit entre les partisans de l'intrus et du réfractaire, les élus ont une mentalité contre-révolutionnaire. Cf) au Béage, à Ste Eulalie, à Issarlès, à Berrias, à Bannes, à Brahic...

5. Fonds Mazon. Chron. 13.

Dans les régions comme le Mézenc et dans quelques cantons du Coiron, où le calme se maintient et où la question religieuse reste assoupie, les patriotes modérés maintiennent leurs positions. Dans le Tanargue, au contraire, et dans les villes du midi, où les luttes politiques et religieuses sont plus ardentes, les uns vont résolument de l'avant et appuient énergiquement toutes les mesures révolutionnaires, pendant que d'autres, de plus en plus inquiets de la tournure des événements, reviennent en arrière et contrecarrent de leur mieux l'application des décrets de l'Assemblée nationale. Dans les cantons de religion mixte, la scission est encore plus nette. Si les protestants s'affirment comme les plus fougueux des patriotes, les catholiques, par contre-coup, prêtent de plus en plus l'oreille à toutes les suggestions contre-révolutionnaires.

III

C'était précisément pour atténuer ces oppositions et éteindre ces vieilles querelles que l'Assemblée constituante, en terminant ses travaux, avait proclamé une large amnistie et ordonné l'arrêt de « toutes les procédures, instruites sur des faits relatifs à la Révolution, quel qu'en puisse être l'objet. »¹ Tous les auteurs et instigateurs de la Jacquerie de 1789, des camps de Jalès et des troubles d'ordre religieux et social profitèrent de cette mesure de clémence et même des condamnés ou des accusés de droit commun, lorsque leurs crimes² ou délits avaient quelque rapport avec ces événements.

Mais, si l'administration accueillit avec sympathie ce nouveau décret, les patriotes intransigeants le virent de mauvais œil et le jugèrent aussi inutile que dangereux.³ L'occasion de perdre devant l'opinion publique leurs adversaires, à la suite d'une condamnation infâmante, leur échappait. D'ailleurs, tout le bénéfice de l'amnistie serait pour les aristocrates ou pour les prêtres réfractaires et, loin de corriger les ennemis du nouveau régime et d'amener une détente

1. Article premier du décret d'amnistie voté le 14 septembre 1791. Réimpression du Moniteur T. 9 p. 662.

2. Ainsi d'Almeyras de Brès se plaindra amèrement de ce que les complices de de Gout aient été libérés. Fonds Mazon. Chr. 19 ; pétition d'Almeyras au directoire 29 octobre 1792. Arch. Ard. L 225.

3. Cf). Boissy d'Anglas. Conspiration de Saillans. Privas, Guillet 1792. 31 et 124 p.

des esprits, cette mesure n'aurait d'autre résultat que d'énervier la répression et d'encourager les contre-révolutionnaires à continuer leurs agissements.

L'expérience montra que ces craintes n'étaient pas vaines. Les prisonniers libérés et les contumaces sont moins disposés que jamais à faire amende honorable et le peuple profite de la faiblesse de l'autorité pour se soustraire à toute obligation et à toute discipline. Aux rivalités parfois aiguës entre les divers corps constitués, s'ajoutent le refus de l'impôt et la défiance des assignats. Pendant plusieurs mois, ce sera dans tout le pays une véritable anarchie qui, favorisée par l'agitation religieuse, la misère et la crainte d'un retour offensif du régime féodal, aboutira, sous l'impulsion de meneurs intéressés, à la Jacquerie et à l'insurrection.

Les autorités diverses sont débordées par la multiplicité de leurs attributions, et pourtant très jalouses de leurs droits et prérogatives. Durant les dix premiers mois de 1791, le directoire du département n'a pas eu à examiner moins de 1200 pétitions particulières, ¹ sans parler de sa volumineuse correspondance avec l'Assemblée, les ministres et les administrations inférieures qui lui sont subordonnées. Il doit contrôler la gestion des districts et des municipalités ; mais, comme les charges et les fonctions des uns et des autres sont assez mal définies, à tout instant, des conflits surgissent, avec appel à l'Assemblée nationale ou au pouvoir exécutif qui, devant l'imprécision de la loi, n'osent pas trancher la difficulté. ²

Le Coiron, fort de la proclamation du roi du 15 janvier 1792, entend procéder lui-même à la nomination du directeur du jury et du juge que le district doit fournir au tribunal criminel. Le département proteste et revendique ce droit, en vertu de la loi du 29 septembre 1791. ³ Il cherche même à se réserver le monopole de la vente des biens nationaux et à centraliser toutes les adjudications à Privas. Les districts refusent de s'incliner devant une prétention abusive qui risquerait de paralyser les enchères et de décourager les acquéreurs, en leur imposant inutilement un voyage aussi coûteux que

1. Discours de Boissy d'Anglas, procureur général syndic, le 16 novembre 1791, à l'ouverture de la 2^me session de l'assemblée administrative du département, imprimerie Guillet Privas, s.d. in-4 60 p. Fonds Vivarois.

2. Arch. Ardèche L537. Réponse de Roland le 21 avril 1792.

3. Arch. nat. F 1 b II Ardèche 1 et arch. Ard. L 123, procès-verbal du directoire du 17 février 1792.

pénible.¹ La ville de Bourg-St-Andéol, à son tour, se croit en droit de désigner elle-même les professeurs de son collège, sans en référer au directoire.²

Toutefois, ce n'est pas par excès de zèle que pèchent en général les municipalités, au moins dans les campagnes. Devant le nombre toujours croissant des obligations qu'on leur impose et la masse des renseignements qu'on leur réclame sans cesse, elles ont une tendance de plus en plus marquée à se réfugier dans une absolue passivité. La plupart laissent s'accumuler sans réponse les lettres du département et du district.³ Elles ne daignent même pas envoyer la moindre note sur les désastres causés sur leur territoire par la grêle, les inondations et autres intempéries, et le directoire se plaint amèrement de ne pouvoir dresser un état général des dommages, condition cependant indispensable pour obtenir des secours.⁴

Le Chéylard est la seule ville qui fasse connaître au directoire le chiffre des revenus de son hôpital.⁵ Beaucoup de cantons ne prennent même pas la peine de retirer et d'utiliser les fonds qui leur sont alloués pour les ateliers de charité.⁶ Le 19 janvier 1792, le procureur général syndic constate que les églises et les presbytères se dégradent et tombent en ruines, sans qu'il soit possible d'y porter remède, par la coupable négligence des paroisses qui ne fournissent ni renseignements, ni dossiers. Si quelques unes se sont laissé intimider par les rappels à l'ordre, elles ont établi des états si manifestement irréguliers et infidèles que tout le travail est à recommencer. En désespoir de cause, le département nomme des commissaires en enjoignant aux corps municipaux de leur fournir tous les éclaircissements utiles.⁷

1. Arch. Ard. L 570. Protestation du Coiron le 6 novembre 1791 et L 160, protestation du Tanargue.

2. Le directoire, pour maintenir ses droits, casse la nomination faite par Bourg-St-Andéol, mais désigne ensuite le même professeur. Arch. Ard. L 124, procès-verbal du 5 juin 1792. Il sanctionne cependant la nomination faite par la municipalité de Tournon du principal et du préfet du collège. Compte-rendu du directoire à l'assemblée administrative, 5 décembre 1792 Arch. Ard. L 109.

3) Arch. Ard. L 283. Plaintes multiples du directoire du département à celui du Mézenc.

4) Discours de Boissy d'Anglas le 16 novembre 1791, p. 51. cf.) aussi les lettres du 2 et 16 novembre de Boissy d'Anglas au Mézenc. Arch. Ard. L 283. «Le directoire prit un arrêté, le 21 janvier dernier, pour obliger les collecteurs de 1789 et 1790 et les ci-devant officiers municipaux à rendre leurs comptes. Cet arrêté n'a eu aucun succès.» Arch. ard. L 109. Compte-rendu du 6 décembre 1792.

5) Discours de Boissy d'Anglas p. 45,

6) Ibidem. p. 34.

7) Arch. Ard. L 123. Procès-verbal du directoire du 19 janvier 1792.

Beaucoup plus grave est le conflit qui met aux prises l'assemblée départementale et le directoire du Tanargue. C'est un des épisodes les plus significatifs de la lutte, sourde mais tenace, qui persiste entre les deux partis irréconciliables. L'administration de ce district a peu de sympathies pour les idées nouvelles. Presque tous ses membres ont trempé dans les affaires de Jalès. Habiles, prudents et retors, ils savent profiter de leur ascendant et de leur autorité sur les paysans, pour contrecarrer en sous-main l'application des décrets et ruiner l'influence des patriotes. Tout en évitant avec soin de se compromettre, ils favorisent de leur mieux l'activité des non-conformistes et ferment les yeux sur les menées des contre-révolutionnaires. Cette attitude équivoque exaspère leurs adversaires.

Depuis 18 mois, le maire de Joyeuse mène contre eux une campagne violente, passionnée et sans répit ¹. Mais jusqu'alors le département, qui se défie du zèle de Dussargues, a constamment pris fait et cause pour le district. En novembre 1791, les circonstances sont plus favorables. Les élections viennent d'appeler à l'assemblée administrative une majorité de patriotes convaincus avec un procureur général syndic ardent et combattif. Le moment paraît propice pour tenter un assaut décisif contre cette forteresse aristocrate du Tanargue.

Le premier signe d'hostilité fut la décision de l'assemblée départementale de casser l'élection de Durand pour faire entrer au directoire Gimbert, premier suppléant ². Mais, à elle seule, cette mesure était insuffisante. La majorité ³ restait entachée d'aristocratie et l'âme de la résistance était Bournet, le procureur syndic du district. Profitant de ce que l'administration du Tanargue, peu au courant des affaires, débordée par la multitude de ses obligations et d'ailleurs peu soucieuse de la légalité, s'était laissé entraîner à de graves négligences, le département, le 25 novembre, vote à l'improviste une enquête sur sa gestion et la confie à deux ennemis de Bournet, Chabal et Daizac ⁴.

Le procès-verbal souligne un certain nombre d'irrégularités d'ordre administratif : écritures mal tenues, registre de correspon-

1. Fonds Mazon F. 12. Cf. Délibérations municipales de septembre et octobre 1790 et février 1791.

2. Arch. Ard. L 107. Séance du 24 novembre 1791.

3. Le directoire comprenait encore trois membres hostiles aux patriotes contre deux qui leur étaient favorables : Thoulouze et Gimbert.

4. Les frais des deux commissaires sont arrêtés le 4 décembre 1791 à 124 l. 9 s. Arch. Ard. L 107.

dance incomplet, omission de signatures au bas des actes de vente des biens nationaux, retard dans les poursuites de folle enchère contre les acquéreurs qui n'avaient pas opéré leurs premiers versements, et manque de zèle et de fermeté dans le recouvrement de la contribution patriotique aussi bien que des autres impôts. Au fond, ce n'était là que peccadilles qui étaient la monnaie courante de la plupart des administrations improvisées de l'époque. Mais l'enquête met en relief d'autres griefs, plus impardonnables aux yeux des patriotes. Les prêtres constitutionnels ne trouvent pas, auprès du directoire, le soutien et les encouragements qu'ils sont en droit d'attendre et les municipalités ne reçoivent pas les décrets de l'Assemblée nationale. L'honorabilité même de Bournet et de Sauveplane est mise en cause. Les commissaires les accusent d'avoir détourné ou laissé égarer, entre autres objets, un ciboire et un calice provenant des abbayes des Chambons et de Mazan et d'avoir versé, en assignats, une somme qu'ils avaient reçue, en partie, en espèces. Enfin, ils prétendent les rendre responsables du vide de 5000 livres constaté dans la caisse du receveur du district ¹.

Mais, si bien combinée que fût l'attaque, elle ne réalisa pas les espérances de ses instigateurs. Malgré l'arrêté hostile du 11 décembre, ² l'assemblée administrative n'ose pas prononcer la suspension et Bournet et Sauveplane, flairant le piège, se gardent bien de faire le jeu de leurs adversaires en donnant leur démission. Ils se défendent énergiquement ³ et, tout en reconnaissant quelques-unes des négligences qu'on leur reproche, ils s'efforcent de réfuter la plupart des allégations des commissaires du département. Prenant même résolument l'offensive, dans un mémoire au roi, ils soulignent l'acharnement et la partialité des délégués et vont jusqu'à accuser de faux Daizac, qui a signé le procès-verbal sans avoir assisté à toute l'enquête, et de mauvaise foi Chabal, qui a refusé de leur donner connaissance de ses conclusions, pour leur enlever tout moyen de justification. Le mémoire conclut ainsi : « S'il vous restait quelque doute, sire, sur la cabale de nos ennemis, cause des calomnies que nous essayons, nous demandons à prouver, devant le directoire du département, que, lorsque Chabal et Daizac portaient de Privas, pour se rendre ici, un membre du département dit à Daizac : « Je

1. Arch. Ard. L 264. Procès-verbal de Chabal et Daizac.

2. Arch. Ard. L 107.

3. Arch. Ard. L 351. Lettre de Bournet au procureur général syndic du 29 novembre 1791.

te recommande Bournet et Sauveplane, fais de façon que ces deux bougres soient suspendus. » ¹

Le seul résultat de ces rivalités d'influence et de ces luttes de parti est d'accentuer la suspicion et la défiance, et de rendre, plus malaisé, le rôle de l'administration, au moment où elle se débat dans les pires difficultés d'ordre fiscal et économique.

Jamais encore la situation financière n'a été aussi critique. Les frais occasionnés par les camps de Jalès, les expéditions militaires pour assurer l'ordre et la tranquillité, au moment des prestations de serment ou de l'installation des intrus, dépassent toutes les prévisions. Les dépenses ordinaires de la gestion administrative du département et des districts, de l'organisation judiciaire, justices de paix et tribunaux divers, d'abord fixées à 146.250 livres ² montent, après rectification, à 269.159 livres, le 30 septembre 1791. ³ La liquidation des offices des deux sénéchaussées s'élève à 80.000 livres. ⁴ Les traitements et pensions ecclésiastiques ne sont pas loin d'atteindre 900.000 livres, au témoignage du procureur général syndic. ⁵

Et à ces dépenses générales, il faudrait ajouter les services passés à la charge de l'Etat et du département, ⁶ enseignement, charité, travaux publics, frais de déplacement des électeurs, acquisition ou réparation d'immeubles ⁷.... et surtout les dépenses locales que multiplient à l'envie les nouvelles municipalités. Partout, ce ne sont qu'emprunts variés pour travaux urgents, création de greniers d'abondance, achat d'armes et de munitions.... ⁸ augmentation des gages du secrétaire, du maître d'école, ⁹ du valet de ville. Les ressources ordinaires ne sauraient suffire à toutes ces demandes d'argent. Le directoire, à chaque instant, se plaint des envois insuffisants de la trésorerie pendant que les fonctionnaires,

1. Arch. Ard. L 910 adresse au roi s. d.

2 Arch. nat. Div ^{bis} 48. Les dépenses particulières de chaque district sont arrêtées, le 26 mai 1792, pour le Mézenc à 42.011 l. s. et pour le Coiron à 46.585 l. et, le 13 juin, pour le Tanargue à 41.907 l. cf) arch. Ard. L 124.

3. Arch. Ardèche L122.

4. Arch. parlementaires, séances des 2 et 8 mai 1791.

5. Discours de Boissy d'Anglas du 16 novembre p. 22 et 55.

6. En novembre 1791, Boissy d'Anglas déclare que les charges totales du département pour 1791 atteignent 390.233 livres. cf) discours du 16 novembre p. 20.

7. L'acquisition de la maison de La Tour Maubourg où siège le directoire a coûté 22.000 livres. Arch. Ard. L 121, procès-verbal du 9 août 1791.

8. Cf) Vallon le 2 février, Bourg St Andréol le 4 février 1792. Arch. Ard. L 123

9. A tout instant, le directoire a à délibérer sur des demandes d'emprunts. cf) en particulier la séance du 1^{er} janvier 1792. L 123.

et surtout les curés, réclament avec insistance leur quartier de traitement ou de pension toujours en retard. ¹

Le ministre des finances, à son tour, presse le département d'accélérer la rentrée des recettes provenant de la liquidation des biens nationaux et du paiement des impôts. Les achats de biens nationaux, que les districts et le département ont favorisés de leur mieux, ont produit, en effet, des résultats avantageux. Si, pour encourager les candidats à la propriété, l'estimation a été faite bien au dessous de leur valeur de 1790, le prix de vente dépasse, en général, de 50 % l'évaluation et, en novembre 1791, plus d'un tiers de ces biens ont déjà trouvé preneurs, pour près de 5 millions et demi. On peut espérer retirer de la totalité de 12 à 13 millions. ² Malheureusement l'argent recueilli est loin d'atteindre un chiffre aussi élevé. Les paiements s'échelonnent sur de longues années et beaucoup d'acquéreurs, qui auraient dû solder à bref délai un premier acompte, sont défaillants. ³

La plupart des impôts indirects ont été supprimés depuis 1791. Les autres ne donnent que de maigres revenus ; et les comptes de perception de 1789 et 1790, malgré le zèle du département, accusent un énorme déficit. ⁴ L'arrêté du directoire du 7 février 1792 ⁵ constate que les patentes sont mal accueillies dans les campagnes. Beaucoup de paroisses, et notamment Marriac, Accons, Dornas, les Nonnières... refusent absolument de se soumettre à cette nouvelle contribution. Il en est de même des droits féodaux, perçus au profit de l'Etat. Pas plus que les seigneurs, la nation n'arrive à convaincre ses débiteurs. ⁶ La contribution volontaire n'a été qu'un prétexte à

1. Le procès verbal du directoire du 15 octobre 1792 fait allusion à ces retards considérables dans le paiement des traitements et pensions. Arch. Ard. L 125.

2. Discours de Boissy d'Anglas du 16 novembre p. 53.

3. Cf) procès-verbal de l'assemblée administrative du Coiron du 5 novembre 1791 et du 16 octobre 1792, arch. Ard. L 570. Pour le district du Tanargue, cf) procès-verbal d'enquête de Chabal et Daizac. Arch. Ard. L 264. Certaines ventes ne peuvent pas avoir lieu par suite ou d'hypothèques ou de droits de pâturage, de lignage ou simplement de pillage par les voisins.

4. Arch. Ard. L 283 et L 380.

5. Arch. Ard. L 123. Cf) aussi la lettre de Boissy d'Anglas aux municipalités, publiée dans le Moniteur du 28 novembre 1791. Réimpr. du Moniteur T. 10 p. 483-484.

6. Arch. Ard. L 109. Compte rendu du directoire le 6 décembre 1792.

7. Arch. Ard. L 221 et 380. Cf) aussi lettre du régisseur des biens de Bonnefoy du 11 avril 1791. Arch. Ard. L 975.

de beaux développements oratoires sans grands avantages pour le trésor. Quant à la contribution patriotique du quart des revenus de 1790, la confection des rôles n'en est pas encore achevée à la fin de 1791 et, au 1^{er} novembre 1792, l'Ardèche n'aura pas encore versé la moitié de sa quote-part, à peine 245.000 livres sur 532.000. ¹

Les impôts directs ne font pas meilleure recette. A toutes les sommations de l'autorité, paysans et municipalités opposent la force de l'inertie. ² Le nouveau mode de répartition et de perception a troublé toutes les habitudes. Boissy d'Anglas, lui-même, est obligé de convenir que la plupart des paroisses sont incapables de se reconnaître dans ce dédale de prescriptions ³ vagues et mal coordonnées. « Il y en a même, écrit le procureur syndic du Tanargue, qui disent ouvertement qu'elles ne veulent pas s'en occuper et qu'elles feront leurs rôles d'imposition comme les années précédentes. » ⁴

En novembre 1791, pas une n'a encore établi une seule matrice de rôles. ⁵ Toutes ont reculé devant la difficulté et l'énormité du travail. Le directoire du département, le 30 juin 1791, a bien mis à leur disposition, dans chaque canton, des commissaires pour guider leur inexpérience. ⁶ Aucune n'a daigné y recourir. Dans les dernières semaines de l'année, les réclamations du ministre deviennent plus pressantes. ⁷ Le département et les districts, à leur tour, multiplient les rappels à l'ordre. Le 7 décembre, l'assemblée ⁸ administrative somme les municipalités de justifier, dans le délai d'un mois, de l'établissement de l'assiette des impositions foncières et mobilières. Faute de s'y conformer, le directoire enverra des commissaires pour y procéder aux frais des paroisses. Le département revient inutilement à la charge, le 27 décembre, le 5 et le 16 janvier et le 7 février. ⁹ Le 2 mars, il est encore contraint de prolonger le délai de grâce jusqu'au 15 avril et il autorise les municipalités à

1. Arch. Ard. L 394.

2. Arch. Ard. L 395.

3. Discours de Boissy d'Anglas du 16 novembre 1791 p. 16.

4. Lettre du procureur syndic du Tanargue du 18 septembre 1791 au directoire du département qui la communique au ministre des contributions. Arch. Ard. L 121, procès-verbal du 23 septembre 1791.

5. Discours de Boissy d'Anglas p. 17. Cf) aussi Arch. Ard. L. 860.

6. Arch. Ard. L 120. Nouvel arrêté identique le 7 novembre 1791. L 122.

7. Arch. Ard. L 380. Nombreuses lettres du ministre des contributions.

8. Arch. Ard. L 107.

9. Arch. Ard. L 122-123.

traiter, de gré à gré avec « des hommes de l'art, » pour la confection de leurs rôles. ¹

Après de nouvelles tentatives tout aussi infructueuses, le 26 avril et le 11 mai, le directoire se décide enfin, le 24 mai ², à envoyer, dans tous les cantons, des délégués chargés de contrôler les opérations des paroisses et, en cas de défaut, de les faire à leur place et à leurs frais. Mais ces nouveaux commissaires, mal accueillis dans les campagnes, souvent incompetents eux-mêmes, s'empressent, sous des prétextes divers, de donner leur démission. En juin 1792, quinze municipalités seulement, sur près de 350, ont remis leurs matrices de rôles et la plupart de ces états sont plus défectueux que les anciens. ³ Au mois de décembre 1792, pour les impôts de 1791, il n'y aura encore en recouvrement que 47 rôles établis en conformité avec les nouvelles lois fiscales. ⁴ Les districts ont beau envoyer des commissaires aux frais des officiers municipaux et des communes, le résultat est nul. ⁵ En l'an II, le travail sera encore loin d'être terminé. ⁶

Mais, si les paroisses, par mauvaise volonté, incompréhension ou incapacité, ne se décident pas à établir leurs matrices de rôles, on comprend que le simple citoyen, qui ignore même le montant de ses impositions, ne mette aucun empressement à satisfaire le fisc. Malgré la décision du département, du 2 mars 1792, ⁷ qui subordonne le retrait des fonds destinés aux ateliers de charité à la preuve de versements d'acomptes égaux à la moitié des contributions de 1790, malgré les facilités qu'il accorde de se libérer « suivant l'ancienne manière », attendu qu'« il vaut mieux faire très vite que très bien » et que « la célérité est préférable à l'économie », ⁸ la caisse reste vide. Le contribuable trouve plus opportun de se lamenter sur la progression des impôts directs qui de 1.500.000

1. Arch. Ard. L 123.

2. Arch. Ard. L 124.

3. Arch. Ard. L 109. Compte-rendu du 6 décembre 1792.

4. Ibidem... Le 1^{er} août 1792 dans le Tanargue, il n'y a que 6 communes sur 106 qui ont remis leurs matrices de rôles. Cf) L 860. Il y en a 24 dans le Coiron, le 15 octobre 1792, et le district déclare qu'il est impossible de trouver des commis intelligents, capables de faire ce travail. Cf) L 570.

5. Arch. Ard. L 736. Procès-verbal du Mézenc du 17 octobre 1792. 46 communes du district n'ont encore pris aucune mesure pour appliquer la loi.

6. Procès-verbal du conseil d'administration du Tanargue du 18 brumaire, an II. Le district menace de faire saisir les biens et les personnes des officiers municipaux. Arch. Ard. L 860.

7. Arch. Ard. L 123.

8. Discours de Boissy d'Anglas du 16 novembre 1791, p. 17 et lettres du procureur général syndic du Mézenc du 23 et 27 décembre 1791. Arch. Ard. L 283.

livres, en 1788, se sont élevés à 1.831.000, en 1791, et à près de deux millions, en 1792. ¹ Boissy d'Anglas a beau lui expliquer que, si « le despotisme peut gouverner à meilleur marché que la liberté, » le peuple, avec des charges minimales, reste pauvre « tandis que, sous le régime de la liberté, si le peuple paie davantage, il est florissant et riche, » ² le paysan écoute ces développements oratoires d'une oreille distraite et n'entrouvre pas les cordons de sa bourse.

Malgré les efforts méritoires du département et des districts, une lettre de Tarbé du 21 février 1792 constate que le département de l'Ardèche, qui aurait dû verser un acompte de 647.865 livres avant le 30 septembre 1791, n'a encore payé, le 1^{er} février 1792, que 234.064 livres. ³ Le 1^{er} octobre 1792, le déficit, pour l'année 1790, est de 15.138 livres et s'élève à près de 800.000 pour 1791. ⁴

Les prétextes, d'ailleurs, ne manquent pas pour s'exonérer de l'impôt. Malgré la suppression de la gabelle, de la dime et de la plupart des droits seigneuriaux, malgré le développement de la propriété paysanne et bourgeoise qui résulte de l'achat des biens nationaux, l'agriculture, l'industrie et le commerce subissent une crise sévère.

Les fléaux naturels et les intempéries des saisons, grêle et gelées tardives, sécheresse et inondations, se sont acharnées sur le pays. Les autorités le reconnaissent et, en de nombreux mémoires, font écho aux plaintes des agriculteurs ⁵. Les deux premiers états partiels, envoyés par le département à l'Assemblée nationale à la fin de janvier 1792, évaluent les pertes à 5.942.321 livres ⁶. Les derniers renseignements reçus avant le 11 mai permettent de les porter à 6.951.680 livres ⁷. Encore que les exagérations soient toujours, de mise en pareille circonstance, il faut reconnaître que la récolte de 1791 en blé, vin et cocons a été mauvaise et plus déficitaire que celle de 1790 ⁸.

1. Arch. Ard. L 109, exactement 1.926.266 l. 5 s. 10 d.

2. Discours de Boissy d'Anglas du 16 novembre 1791, p. 25.

3. Arch. Ard. L 123 procès-verbal du directoire du 7 mars 1792.

4. Arch. Ard. L 109. Le Mézenc sur 683.681 l. n'a encore versé, le 17 octobre 1792, que 269.086 livres. Cf) L 736.

5. Arch. nat. D vi 58. — Adresse du 2 décembre 1791 du conseil général d'administration du département de l'Ardèche. impr. à Privas, in-4, 6 p. chez Guillet cf) aussi procès-verbal du directoire du 26 septembre 1791, L 122 et divers rapports sur les dommages causés par les inondations. Arch. Ard. L 934.

6. Arch. Ard. L 123. Procès-verbal du 27 janvier 1792.

7. Arch. Ard. L 124. Procès-verbal du 11 mai 1792.

8. Délibération du Coiron du 2 octobre 1791. Arch. nat. D vi 58. Demandes diverses de secours. Arch. Ard. L 283.

De plus, par suite de la mévente, le cultivateur ne peut plus compter sur le salaire d'appoint que lui fournissaient les petites industries familiales. Soieries, lainages, cotonnades, papeteries et tanneries ont perdu la plupart de leurs débouchés. Le commerce avec la Suisse, l'Espagne, l'Allemagne, les Échelles du Levant est dans le marasme et le marché local est insignifiant. L'ouvrier et le petit artisan ne trouvent plus de travail ou sont contraints d'accepter un salaire de famine qui ne leur permet pas, avec la cherté croissante des denrées, de pourvoir à la subsistance de leur famille. Le département a beau offrir des subventions ¹ aux industriels qui créeront des manufactures pour combattre le chômage et atténuer la misère des petites gens, personne n'ose se lancer dans de vastes entreprises. Les capitaux manquent, les exportations sont arrêtées et surtout l'avenir est trop incertain.

Devant l'alarme causée par la crainte de la disette, le département, malgré son hostilité à toute intervention de l'autorité dans les opérations commerciales ², est obligé de donner un avis favorable aux villes qui demandent à contracter des emprunts pour constituer des greniers d'abondance. Dès le mois de septembre 1791, Aubenas consacre 10.000 livres à l'achat de 400 setiers de seigle et 200 de froment ³, qu'elle revend à perte aux citoyens les plus déshérités. St Marcel d'Ardèche, les Vans ⁴ et bientôt les moindres bourgs voudront suivre l'exemple d'Aubenas et le résultat sera de raréfier un peu plus la marchandise, d'en élever le prix et de créer d'insurmontables difficultés à la liberté du commerce.

Ces difficultés augmentent encore avec la diffusion des assignats. Plutôt que de céder ses denrées à un bon prix, payable en monnaie fiduciaire, le paysan préfère dissimuler ses grains et les garder, en prévision de l'avenir. Les boulangers, à leur tour, ne consentent à livrer du pain qu'en échange de numéraire ⁵. Les municipalités doivent intervenir. Celle de Joyeuse, constatant la dé-

1. Arch. Ard. L 107. Séance du 24 novembre 1791 de la 2^{me} assemblée administrative du département qui offre une prime de 1500 livres à celui qui établira une manufacture de gants.

2. Discours de Boissy d'Anglas du 16 novembre 1791 p. 41-42.

3. Arch. nat. D vi 58 et discours de Boissy d'Anglas p. 43.

4. Arch. Ard. L 122-123. Procès verbaux du directoire du 28 décembre 1791 et du 15 janvier 1792 qui autorisent St Marcel d'Ardèche et les Vans à emprunter le premier 4000 livres et le second 12.000.

5. Arch. Ard. L. 123. Procès-verbal du 9 janvier 1792.

préciation de la nouvelle monnaie, fixe pour le pain des tarifs¹ différents, suivant le mode de paiement. Les percepteurs, de leur côté, hésitent à donner quittance aux contribuables qui se libèrent en assignats². Les particuliers, qui se voient contraints d'en accepter, s'en débarrassent le plus vite possible, même au prix de pertes sévères.

Les autorités, qui ne peuvent contester cette défiance générale des billets de l'Etat, l'attribuent au manque de petites coupures et aux craintes de falsification. Le 28 août 1791, le club d'Annonay déclare que, si « l'émission des assignats a sauvé la France, leur forme finira par la ruiner, à cause de la perte qu'on éprouve dans l'échange ». Le 29 janvier et le 2 février 1792, il demande la suppression des coupures au-dessus de 100 livres et leur conversion en billets de 5 livres³. Bouvié, maire de Chomérac, se plaint, lui aussi, dès le 24 août 1791, qu'avec l'instabilité du change et l'absence de petits assignats toute transaction soit impossible. Les agioteurs « retiennent jusqu'à 12 % dans l'échange de gros assignats et 18 à 20 % pour la monnaie métallique et il est impossible d'en avoir »⁴.

Les administrateurs accueillent avec faveur ces réclamations et souvent en prennent eux-mêmes l'initiative. Ils intimement aux percepteurs l'ordre de recevoir les assignats. Ils autorisent les particuliers à déposer leurs billets à la mairie et obligent les boulangers à leur fournir du pain, jusqu'à concurrence de leur valeur.⁵ Ils essaient de maintenir une parité impossible entre l'argent et le papier, en proscrivant formellement l'usage des deux prix.

Peu à peu, les assignats de 5 livres, demandés avec tant d'insistance, paraissent dans le pays. Le 23 janvier 1792, le directoire reçoit 90.000 livres de ce nouveau papier monnaie, 264.200 livres le 23 février, 115.000 le 22 juin.⁶ Mais, si leur répartition entre les districts et leur diffusion dans les paroisses facilitent les opérations commerciales, elles ne résolvent pas toutes les difficultés d'échange. Pour les petites sommes d'un usage journalier, un numéraire plus léger s'imposait.

1. Fonds Mazon F. 12. Délibération municipale de Joyeuse du 5 février 1792, fixant la livre de pain à 3 sols 9 deniers en argent et à 5 sols 3 deniers en assignats.

2. Arch. Ard. L 123, procès-verbal du 10 janvier 1792.

3. Registre du club d'Annonay, cité par Rostaing p. 267-269.

4. Arch. nat. D vi 22.

5. Arch. Ard. L123. Procès-verbaux des 9 et 10 janvier 1792.

6. Arch. Ard. L123-124 et L386

L'Assemblée nationale l'avait déjà décrété. Les cloches des monastères et des paroisses supprimées devaient fournir la matière première à l'émission d'une monnaie de billon. Dans le courant du mois d'août 1791, une lettre du ministre des contributions avait attribué à l'Ardèche le quatre-vingtième de la fabrication de Montpellier. ¹ Le département n'avait encore rien reçu au mois de novembre. Ses nombreuses interventions auprès du pouvoir exécutif, du directoire de l'Hérault, de la municipalité de Montpellier et du directoire de la monnaie de cette ville étaient restées sans résultat. Ce n'est que le 13 décembre que le directeur de la comptabilité met à la disposition de l'administration la somme dérisoire de 286 livres 18 sols, en pièces de 12 deniers. ² Le 21 du même mois, il est vrai, il fait encore parvenir au Mézenc 480 livres en gros sols et, quelques jours plus tard, un égal contingent au Coiron et au Tarnargue. En retour, il réclame des assignats et déplore la négligence du département de l'Ardèche qui ne lui a pas encore expédié le moindre métal de cloche. ³ Cette petite monnaie est bien accueillie. Tous les cantons en demandent. ⁴ Mais, précisément parce qu'elle inspire confiance et qu'elle est rare, elle ne circule guère, elle est vite accaparée et thésaurisée et le but n'est pas atteint.

C'est alors que se généralise la création par les municipalités d'une monnaie de confiance de 5, 10 et 20 sols, sous le contrôle de l'administration départementale. Le 4 mars 1792, Annonay ⁵ fait une première émission, gagée par un dépôt d'assignats. Antraigues, St Pierreville, Burzet, Bannes, Le Cheylard, St Martin de Valamas ⁶ s'empressent de suivre cet exemple ; bientôt, malgré les avertissements et les défenses du directoire, de simples particuliers de Lavoulte, de St Martin d'Arc, de Serrières ⁷ ne se font pas scrupule de lancer dans le public des billets sans provision de garantie. De plus,

1. Discours de Boissy d'Anglas 16 novembre 1791 p. 56.

2. Cf) La volumineuse correspondance du département et des districts. Arch. Ard. L 283, L 380, L 665.

3. Arch. Ard. L 385.

4. Arch. Ard. L 665. Le 13 octobre 1792, le département avait déjà reçu 35 683 l. 13 s 1 d. de cette monnaie. cf) L 109 séance de l'assemblée administrative du 6 décembre 1792.

5. Cf) Rostaing p. 260. En septembre 1792, Annonay émet des mandats d'un sol « pour la facilité et le soulagement des pauvres. » cf) le journal le Pacificateur n° 10-4 septembre 1792. B. A.

6. Cf) procès verbaux du directoire du 27 mars, 6 avril, 13 mai, 26 juillet 1792. Arch. Ard. L 124 125.

7. Arch. Ard. L 388.

les falsifications ne sont pas rares et la difficulté de vérifier l'authenticité de ces divers mandats gêne la diffusion de ce nouveau numéraire.

L'Assemblée législative s'inquiète de ces abus qui menacent de submerger son monopole monétaire. A la séance du 28 mars 1792¹, elle interdit toute nouvelle émission et, pour satisfaire à tous les besoins du trafic, elle répand avec profusion les petits assignats de 10 et 15 sols. Du 11 octobre au 25 novembre 1792, l'Ardèche en reçoit pour près de 600.000 livres². Le 7 novembre 1792, la Convention ordonne le retrait de ces billets de confiance avant le 1^{er} janvier 1793 et désormais, malgré la prorogation de cette mesure³ jusqu'au 1^{er} juillet, personne ne voulant plus les accepter, ils subissent des pertes sévères⁴.

L'assignat deviendra de plus en plus suspect et le prix des marchandises s'élèvera rapidement, pour compenser la perte toujours croissante de cette monnaie dépréciée. A Joyeuse, en janvier 1792, le setier de blé vaut 23 livres en argent et 28 en assignats ; il en vaudra plus de 55 au début de 1793. La livre de pain qui coûtait 3 sols en 1791 est taxée à 5 sols en juin 1792, à 6 en octobre et à 8 en avril⁵ 1793. Tout le monde le déplore sans qu'aucune mesure ne produise la plus légère atténuation. Les récriminations sont surtout violentes dans les villes, de la part des ouvriers et artisans, aux gains modiques et incertains. Des troubles sérieux éclatent à Vernoux, en novembre 1791, et à St Martin de Valamas, le mois suivant⁶.

Les aumônes et les distributions de blé, qu'un usage immémorial faisait considérer comme un droit à Lavoulte, aux Chambons, à Bonnefoy, à Mazan, ont cessé avec la nationalisation et la vente des biens grevés d'une hypothèque de charité. C'est en vain que les districts et les paroisses en réclament le maintien pour conjurer

1. Réimpression du Moniteur T 11 p. 749-750.

2. Arch. Ard. L 125.35.000 l. le 11 octobre ; 150.000 le 23 ; 200.000 le 5 nov. ; 200.000 le 25 nov. 1792.

3. Réimpr. du Moniteur T 14 p. 421 et 793.

4. Cf) lettre de Puaux de Vallon à Boissy d'Anglas le 10 janvier 1793. Arch. nat. F. 7 4606.

5. Fonds Mazon F 12. Délibérations municipales de Joyeuse, 1792 et 1793. cf) aussi. Arch. Ard. L 570. Procès-verbal du Coiron du 16 octobre 1792. Cf) encore Aulard, Recueil des actes du Comité de Salut T II p. 109-110 Rapport de Gleizal du mois de mai 1793.

6. Arch. Ard. L 122-123. Procès-verbaux du Directoire le 24 nov. 1791 et le 7 janvier 1792.

la disette ¹. Les municipalités ne peuvent même plus assurer un fonctionnement régulier de leurs hôpitaux, encore moins venir au secours des indigents.

Les « malveillants » ont beau jeu pour établir des comparaisons tendancieuses avec le bon vieux temps. Ils profitent de ce qu'« une misère affreuse a attiédi le patriotisme », ² pour déconsidérer le nouveau régime aux yeux des petites gens, pour exciter leurs colères et attiser leurs haines contre les partisans de la Révolution, qu'ils rendent responsables de l'état lamentable du pays. C'est ainsi que, peu à peu, ouvriers ³ et artisans, inquiets pour leur pain quotidien, viennent renforcer avec les catholiques, exaspérés des brimades religieuses, l'armée des aigris et des mécontents.

IV

Dans les premiers mois de l'année 1792, la situation devient critique. Partout on signale des assemblées de gens suspects qui « bercent le peuple d'événements prochains ». ⁴ Pellet, Perrochon, Fontanieu « inondent la région d'écrits contre la Constitution, qui servent de boussole à tous les curés. » ⁵ A Chambonas, le prieur, Claude Allier, prêche ouvertement la contre-révolution. Le 2 février, du haut de la chaire, il déclare qu'il n'y a « personne de bon sens, dans toute la France, qui ne désire que l'ancien régime ne reprenne sa vigueur. » ⁶ Aux Vans, « les femmes fanatisées des villages voisins parcourent les rues en chantant les chansons les plus institutionnelles. » ⁷ A Brahic, les patriotes sont insultés et des protestants, qui ne se sentent plus en sécurité, abandonnent leurs foyers. ⁸ A Gravières, la population entière oppose une résistance

1. Arch. Ard. L 860. Procès verbal du Tanargue le 9 nov. 1791. Cf) aussi L 108 procès-verbal du conseil général du département du 6 nov. 1792.

2. Discours de Ménard, député du Gard, à la séance du 12 mars 1792, d'après arch. parlem. T 39 p 616.

3. Arch. nat. F 7 3652 1. Le département signale, le 6 février 1792, que les ouvriers se coalisent pour demander des augmentations de salaire et que les aristocrates les encouragent dans leurs exigences.

4) Lettre de Corenfustier au directoire du 24 décembre 1791. Fonds Mazon Chr. 13.

5. Arch. nat. F 7 3652 1. Rapport du colonel Durand du 30 janvier 1792.

6. Arch. nat. F 19 403.

7. Arch. nat. F 7 3652 1. Arrêté de la municipalité des Vans du 17 janvier 1792.

8. Lettres du 3 mars du lieutenant Roger et de Corenfustier au colonel Durand. Fonds Mazon Chr. 13.

active à la force armée : 3 soldats sont blessés et les gendarmes, qui avaient mission d'arrêter Pellet, sont contraints de s'enfuir au plus vite ¹. Aux Vans, à Berrias, on débauche les soldats, qui vont grossir l'armée contre-révolutionnaire, organisée en secret dans la région de Villefort ².

Mais le centre de ralliement des malveillants est la paroisse et le château de Bannes. A toute heure du jour et de la nuit, des inconnus, dont plusieurs « reçoivent le titre de comte ou de baron », tiennent de mystérieux conciliabules dans la maison d'Anjolras, officier municipal. A la fin janvier, trois émissaires d'Arles se sont arrêtés à Bannes, ont visité le château et ont exhorté les habitants « à être fidèles à la bonne cause, » s'engageant à fournir au moment venu 5 à 600.000 livres ³. En attendant, les divers rapports du lieutenant Roger et du colonel Durand signalent d'inquiétants préparatifs de guerre civile. Vingt quintaux de poudre auraient été déposés, dès le mois de septembre 1791, dans les caves du château par Perrochon. Sept ou huit petits canons, connus sous le nom de « vits de mulet », viennent d'y arriver, dissimulés dans des bottes de paille. Un particulier des Vans a reçu commission d'y transporter 60 quintaux d'eau-de-vie. Le grand prieur d'Arles a offert 130.000 livres au sieur Crégut pour enrôler des volontaires ; Moutet l'Habillat est parti pour Arles et doit en rapporter encore de l'argent et de la poudre. Il est constant enfin que les aristocrates, pour conserver un point d'appui aussi précieux, ont levé une petite garnison de 50 hommes, à la solde journalière « de 15 sols » ⁴.

La situation est grave. « Il est impossible, écrit Boissy d'Anglas à Dalmas, qu'une explosion ne se fasse pas sentir dans les contrées qui vous ont donné tant d'inquiétudes, il y a un an. On y prêche publiquement la contre-révolution, on y fait des amas d'armes et de munitions. Les étrangers qui y passent avec la cocarde nationale y sont outragés et courent le risque de leur vie. » ⁵ Il est très difficile d'ailleurs de se procurer des renseignements précis

1. Arch. nat. F 7 3652 1. Procès-verbal de la municipalité de Gravières du 15 janvier 1792.

2. Ibidem. Lettre du directoire du 20 janvier 1792 au ministre de l'intérieur.

3. Ibidem. Procès-verbal de Durand du 30 janv. 1792 et lettre de Roger du 3 mars 1792.

4. Arch. nat. F 7 3552 1. Cf) aussi Boissy d'Anglas. Conspiration de Saillans p. 5.

5. Lettre de Boissy d'Anglas à Dalmas, député de l'Ardèche à l'Assemblée législative. Réimpr. du Moniteur T. 11 p. 554, séance du 5 mars 1792.

sur les agissements des contre-révolutionnaires. Le lieutenant Roger reconnaît « qu'il ne faut pas s'attendre à des dénonciations, tant qu'on n'aura pas des forces imposantes pour rassurer ceux qui pourraient en faire. » ¹ « Les patriotes alarmés, écrira plus tard le procureur général syndic, n'osaient rendre compte des faits dont ils étaient instruits, les municipalités séduites gardaient un coupable silence, les officiers de police, intimidés eux-mêmes, n'agissaient point, ou, s'ils agissaient, ils n'obtenaient aucune déposition, à cause de la terreur qu'inspiraient les rebelles. » ²

D'autre part, faute de troupes régulières, le directoire est impuissant à assurer efficacement la défense du pays. C'est à peine s'il a à sa disposition quelques faibles détachements, isolés et dispersés dans tout le département. Et déjà la plupart ont été circonvenus, au moins dans leurs éléments les plus actifs, par les ennemis de la Constitution. Les désertions se multiplient et l'attitude des officiers est souvent suspecte. ³

A tout instant, le directoire clame ses appréhensions et réitère ses demandes de troupes. « Nous n'avons pas encore pu obtenir, malgré trois mois de sollicitations journalières, d'y faire placer le plus petit détachement. On nous promet, on nous renvoie et le temps se passe, sans que la moindre promesse s'effectue. Quand on songe que le salut de l'Etat tient peut-être à ce que trois compagnies soient placées à Bannes, on frémit de ne pouvoir les obtenir..... » ⁴ Tous ses appels, toutes ses réclamations auprès du pouvoir exécutif, du ministre de l'intérieur, du ministre de la guerre ou des généraux de la région restent sans résultat. ⁵ Cette incompréhension de la situation et cette impuissance du gouvernement à défendre les conquêtes de la Révolution exaspèrent les patriotes. Ils y voient un crime de lèse-nation et accusent l'autorité de capituler devant les bravades des contre-révolutionnaires.

C'est alors que, pour faire diversion aux complots qui se trament, les plus intransigeants et les plus exaltés tentent, de leur côté, de soulever l'opinion populaire contre les ennemis de la Révolution, en agitant de nouveau, aux yeux des masses, l'épouvantail des droits féodaux.

1. Arch. nat. F 7 3652 1. Procès-verbal de Roger du 30 janvier 1792.

2. Boissy d'Anglas. Conspiration de Saillans p. 7.

3. Arch. nat. F 7 3652 1. Lettres du directoire du 3 et 6 février 1792.

4. Lettre de Boissy d'Anglas à Dalmas.

5. Cf) Arch. Ard. L317, 318. Volumineuse correspondance entre les ministres, les généraux et le directoire du département.

Depuis trois ans, le paysan n'a cessé de lutter contre la survivance de l'ancien régime économique et social. Si, en 1789, il a détruit chartes et terriers, en 1790, en maintes paroisses, il a saccagé les bancs seigneuriaux ¹ des églises et brûlé leurs débris sur la place publique. En 1791, tous les efforts des agents des seigneurs, dans la perception des rentes et censives, sont venus se briser devant son inertie et son mauvais vouloir ². Les patriotes ne se sont pas contentés de lui prêter un appui efficace dans cette âpre bataille ; ils ont préparé à sa résistance une excellente position de repli, en lui suggérant l'idée d'exiger, préalablement à tout paiement, la production du titre primordial et le remboursement du trop perçu antérieur ³. A présent, ils cherchent à détourner la colère et le ressentiment des petites gens sur les aristocrates, en les accusant d'occupation illicite de biens communaux et d'empiètement de leurs immeubles sur la rue ou le domaine public ⁴. Ils profitent des imprudences de langage et de l'attitude maladroite de certains seigneurs à l'égard de leurs débiteurs, pour insinuer habilement que le but secret de tous les ennemis de la Constitution n'est autre que le rétablissement prochain de l'ancien régime féodal.

En même temps, sur les marchés, dans les auberges, à la sortie de la messe, il est question d'arrêtés qui prescrivent la démolition des tours et donjons, comme contraires à l'égalité. Dans les campagnes les plus reculées, le bruit court que le roi ne veut pas d'autres châteaux que les siens. Des initiés mystérieux affirment que l'Assemblée nationale a décidé la suppression de tous les droits et de toutes les redevances, mais que les aristocrates ont réussi à gagner les autorités, qui cachent aux bénéficiaires les décrets qui leur sont favorables ⁵.

C'est ainsi que les deux partis s'affrontent au début de mars 1792. L'un et l'autre, pour des buts opposés, font appel à la classe rurale. L'effervescence est si générale dans le sud-ouest du départe-

1. Délérations du directoire d'Annonay. Arch. Ard. L978.

2. Cf) Arrêtés du directoire du département, le 23 janvier 1792 et le 22 mars, ordonnant des poursuites. Arch. Ard. L123-124.

3. C'est le prétexte de presque tous les refus de paiement. Cf) mémoire de l'abbé Tardieu. Arch. nat. Dxiv 1 et lettre de la communauté de Jaujac à M. le comte d'Antraigues, impr. s. l. n. d. 16 p. p. 4.

4. Arch. Ard. L318. C'est toujours la raison que font valoir les paysans durant la Jacquerie.

5. Arch. Ard. L 318. Lettres des commissaires Bruyère et Gleizal au directoire du département, 28, 29 et 30 mars 1792.

ment, les têtes si exaltées, l'anarchie si complète que la guerre civile semble imminente. Le 11 et le 25 mars ¹, Jaujac, devant la surexcitation des esprits, supplie le directoire de lui expédier des secours urgents. Toutes les municipalités des cantons de Jaujac, Thueyts, Montpezat, Antraigues,..... demandent des troupes pour le maintien de l'ordre, de la paix et de la sécurité.

La lutte éclate au milieu de mars et prend rapidement de l'extension. Dans les villes, elle reste, en général, sous la direction des patriotes que soutiennent les corps constitués. Elle garde un caractère politique de défense des institutions nouvelles et est exclusivement orientée contre les aristocrates, les réfractaires et les contre-révolutionnaires. Dans les campagnes, le caractère social prédomine et, si elle est dirigée surtout contre les seigneurs et les possesseurs de droits féodaux, nul possédant, quelles que soient ses opinions politiques, ne peut se flatter d'être à l'abri de ses excès ².

La première manifestation violente se produit à Villeneuve-de-Berg. La situation de cette ville était critique depuis le mois de novembre dernier. Les patriotes n'avaient pas pardonné au parti adverse leur écrasante défaite aux élections municipales ³. Ils accusent le maire d'avoir emporté la place par la corruption et l'argent ; ils lui reprochent de favoriser les suspects et de donner toute sa confiance aux Genton, aux Folacher, aux Barruel et aux Vidal, aristocrates notoires et fougueux adversaires du nouveau régime. Les officiers municipaux sont en rapport étroit avec les partisans de Jalès, d'Arles, de Mende et de Villefort, ils tiennent des propos hostiles à l'Assemblée nationale et protègent les prêtres non-conformistes, qui se sont réfugiés nombreux dans la ville et les environs ⁴.

C'est la rétractation de serment de l'abbé Delent qui déclenche les hostilités et, très vite, les troubles prennent un caractère d'extrême gravité. Le 11 mars, le sang coule, à la suite d'une rixe entre un patriote et un aristocrate ⁵. Le 14, l'abbé Delent est insulté à

1. Arch. Ard. L 123-124. Procès-verbal du directoire du 14 et 27 mars 1792.

2. Arch. Ard. L 318. Lettres des commissaires Bruyère et Gleizal au directoire 29 et 30 mars 1792.

3. Arch. nat. D xl 6. Cf) Lettre de félicitations de M. de Rochessauve du 21 novembre 1791 à M. Genton de Villeneuve-de Berg, au sujet de l'élection de M. de Malmazet de St Andéol comme maire.

4. Arch. Ard. L 124. Procès-verbal du directoire du 21 mars et Arch. nat. D xl 6. cf) Rapport des commissaires Arnaud-Coste et Teyssonnier, sur les troubles de Villeneuve-de-Berg des 18 et 19 mars 1792.

5. Cf) Molliér. Recherches sur Villeneuve-de Berg p. 328 et arch. Ard. L 123 procès-verbal du directoire du 14 mars signalant la délibération municipale de Villeneuve du 11 mars 1792.

l'église et obligé de descendre de chaire. Le 16 ¹, des malveillants tentent de démolir quelques murs de clôture, sous prétexte d'empiètement sur la voie publique. Le maire renforce la garde, consigne les troupes de ligne et la gendarmerie, prescrit de fréquentes patrouilles, interdit les farandoles et fait fermer les cabarets.

Ces mesures sont efficaces, mais irritent les « Amis de la Constitution » qui, par l'organe de l'accusateur public, Marcou ², dénoncent l'action contre-révolutionnaire de la municipalité au vice-procureur général syndic. Le 17, le directoire délègue Arnaud-Coste et Teyssonnier ³ pour prêcher le calme et faire une enquête sur les causes de l'agitation. Les commissaires, stylés par les patriotes, prennent fait et cause pour les ennemis de l'administration municipale et déclarent vexatoires les mesures prises par le procureur de la commune ⁴.

Les deux partis mettent à profit la réorganisation de la garde nationale pour grouper leurs adhérents. De part et d'autre, on entend les propos les plus provocateurs. Les injures alternent avec les menaces. On brandit des pistolets. Un coup de feu, qui part de la demeure de Genton et blesse deux citoyens, donne le signal de l'émeute. On crie à l'assassinat. Le peuple se précipite à la maison commune pour réclamer des fusils. Plusieurs édifices suspects sont envahis et pillés. On brise les meubles de Julien, procureur de la commune, et de Genton, et on jette les débris par les fenêtres. Les patriotes exigent des perquisitions dans toutes les maisons des aristocrates où l'on soupçonne des dépôts d'armes et de munitions. Il est impossible de rétablir l'ordre. Les troupes sont insuffisantes et les soldats ne sont pas sûrs. Les gens de la campagne, attirés par l'espoir du pillage, se joignent à la populace de la ville. La garde nationale de Mirabel, alertée par des émissaires intéressés, vient le lendemain prêter main-forte aux fauteurs de désordre. Les aristocrates et les officiers municipaux doivent se cacher ou fuir pour ne pas être massacrés. Les émeutiers achèvent la démolition des murs de clôture de Barruel, Folacher et Genton ⁵.

1. Arch. Ard. L 124 procès-verbal du directoire du 17 mars sur les délibérations de Villeneuve des 14 et 16 mars.

2. Arch. nat. D xl 6. Lettre de Marcou du 14 mars 1792.

3. Arch. Ard. L 124. Procès-verbal du directoire du 17 mars 1792.

4. Arch. nat. F 7 3652 ¹. Mémoire justificatif de la municipalité du 27 avril 1792.

5. Arch. nat. D xl 6. Rapport des commissaires Arnaud-Coste et Teyssonnier.

Les commissaires sont intervenus assez mollement dans la bagarre ; ils ont empêché le maire d'employer la force pour dissiper l'attroupement ¹ et leur rapport rejette toute la responsabilité de ces fâcheux excès sur l'incivisme de la municipalité. St-Martin, lui-même, le président du tribunal criminel, ne voit dans les événements du 18 mars qu'un coup monté par les aristocrates « pour mettre les patriotes sous le joug ² ».

Le 26 mars, des troubles analogues éclatent à Largentière et à Antraigues. Dans cette dernière ville ³, la population envahit la maison et saccage le mobilier de la sœur Lacroix, maîtresse des petites écoles. Cette religieuse est même victime de voies de fait et doit s'enfuir avec ses trois compagnes, que Mme d'Antraigues entretenait « pour l'enseignement et le service des malades ⁴ ». A Largentière, le conseil général de la commune a grand peine à contenir l'insurrection. Pour apaiser la fermentation et la colère populaire, il requiert le désarmement immédiat de 15 à 20 maisons, réputées contre-révolutionnaires, et exige le retrait, avant Pâques, des deux vicaires réfractaires. Cette dernière mesure s'impose, si l'on veut éviter une explosion de fanatisme qui provoquerait de sanglantes représailles ⁵.

A St Privat, le même jour, la population presque entière, sous la conduite de son procureur, occupe une propriété « soi-disant usurpée sur la commune, » renverse les clôtures, coupe les bois, dévaste plusieurs habitations et, malgré les sommations du juge de paix, refuse de se disperser. ⁶

A Jaujac, le château de Laulagnier est saccagé par un rassemblement de plus de 500 personnes, hommes et femmes, dont beaucoup viennent des paroisses voisines. Les deux premières tours sont rapidement démolies jusqu'au niveau du toit ; les deux autres allaient subir le même sort, au risque d'écraser dans leur chute la maison du fermier et de faire périr son bétail. Les supplications et le désespoir du paysan finirent par toucher le cœur de ces vandales, qui lui laissèrent le soin de terminer leur ouvrage. Après une sta-

1. Arch. nat. F7 3652 ¹. Mémoire justificatif de la municipalité.

2. Lettre de St-Martin à Chomel le 22 mars 1792 cf) Nicod. Le représentant St-Martin.

3. Arch. Ard. L318. Lettre de la municipalité d'Antraigues du 26 mars au département.

4. Ibidem..... Lettre de Viguier du 28 mars à Arnaud-Coste.

5. Ibidem..... Délibération de la municipalité de Largentière du 26 mars.

6. Arch. Ard. L 318. Procès-verbal de Vincent, juge de paix, du 27 mars 1792.

tion prolongée dans les caves, où ils se gorgent de vins et de liqueurs, ils pénètrent dans les appartements, démontent portes et fenêtres, brisent les cheminées de marbre, éventrent les meubles, lacèrent les tapisseries et jettent linge et mobilier par les fenêtres. Ils font main basse sur les objets les plus précieux ou les plus utiles et se retirent en emportant un ample butin. Les châteaux voisins de Castrevieille et du Bruget ne sont pas traités avec plus de ménagement.¹

Le lendemain, les bandits, au nombre de 200, jettent leur dévolu sur la résidence de Montsevery à Prades. Ils abattent deux tours, mais le maire, en prenant l'engagement de faire raser lui-même la troisième, réussit à éviter le pillage et la mise à sac du château. Après d'abondantes libations, les « Jacques » se dispersent, à la tombée de la nuit, sans avoir commis trop de dégâts. Les plus acharnés, toutefois, avant leur départ, firent irruption dans plusieurs maisons du village et obligèrent les propriétaires, qu'ils jugeaient « n'être pas dans les principes de la Révolution » ou qu'ils croyaient « égarés par un fanatisme de religion, » à prêter serment à la Constitution et à livrer leurs armes.

Le 30, à Thueys, on investit la demeure de M. de Blou qui, par crainte de mauvais traitements, s'enfuit précipitamment. A Meyras, on démolit la maison de Défaut,² intendant du comte d'Antraigues, puis, au son du tambour, les bandits, « armés les uns de fusils, les autres de pistolets, haches, serpes... et portant des cartouches dans leurs mouchoirs, » vont assiéger le château de la Bastide à Antraigues. Une autre colonne de 2 à 300 fanatiques, sous la direction de Baratier, le propre frère du maire d'Antraigues, vient leur prêter main-forte. Tout fut dévasté, pillé, brûlé. Plusieurs brigands ivres morts furent surpris par les flammes et restèrent ensevelis sous les décombres. Un gendarme, qui avait voulu faire respecter le bien d'autrui, fut assailli, malmené et faillit être massacré. La foule était si menaçante que la garde nationale, qui venait d'arrêter trois bandits chargés de butin, dut les remettre en liberté, sous peine de voir l'incendie et la dévastation s'étendre aux principales maisons de la ville.³

1. Arch. Ard. L. 318. Lettre des commissaires Gleizal et Bruyère au directoire, le 29 mars 1792, et lettre de Viguier à Arnaud-Coste du 28 mars.

2. Ibidem... Lettres des commissaires du 29 et 30 mars, 1 et 3 avril et extrait des délibérations du Coiron du 1^{er} avril 1792.

3. Arch. nat. F 7 3652¹. Extraits des délibérations du district du Coiron du 31 mars et du 1^{er} avril 1792. Cf) aussi Arch. Ard. L. 318. Lettres des commissaires du 30 mars et du 3 avril.

Le 1^{er} avril, c'est le tour du château de Combes à Vals. Le propriétaire heureusement, en promettant de démanteler lui-même sa résidence et en offrant aux « Jacques » une forte somme, réussit à conjurer le sort qui lui était réservé. ¹ Bernardy eut affaire à des brigands moins pitoyables. Le 3 avril, 40 à 50 personnes, descendant de Montpezat, mais venant la plupart de Roux et de Mazan, envahissent ses propriétés de St Cirgues de Prades, abattent les murs de clôture, coupent les arbres et saccagent les jardins.² Ils ne parviennent pas, toutefois, à séduire les habitants de Prades qui, malgré les sollicitations et les menaces, refusent de se faire leurs complices.

A partir du 4 avril, la Jacquerie, dispersée du côté de la montagne, se reforme plus au sud dans les cantons de Bannes, Villeneuve de Berg, Viviers, Bourg-St-Andéol, Vallon et Joyeuse, en liaison avec le brigandage qui sévit dans les districts d'Uzès et d'Alais.

Le premier avril, déjà, St André-de-Cruzières avait dû repousser une bande de 30 à 40 énergumènes, armés de sabres et de pistolets, ³ qui venaient fermer l'église. Le jour de Pâques, le 8 avril, à Villeneuve-de-Berg, la populace démolit encore une boutique et un balcon. ⁴ Des rassemblements inquiétants se produisent à Viviers ⁵ et le retour de la garde nationale, le jour de Pâques, est le signal d'une violente agitation à Bourg-St-Andéol. Le peuple est aigri contre Drivet-Lavernade et considère comme une provocation l'établissement de crèneaux sur la muraille de son jardin. Le 9 avril, on ravage son verger et on dévaste ses appartements. Quelques heures plus tard, toujours sous prétexte d'empiètement sur le terrain communal, les propriétés de Roux, de Digoine et des Ursulines subissent le même sort.⁶ Le 15, les troubles et le pillage recommencent. Le soir, les bûcherons de la forêt de Luol arrivent en nombre, bien résolus à mettre le feu aux quatre coins de la ville, si la municipalité ne lève à l'instant les amendes qui leur ont été infligées. Par manière de passe-temps, ils incendient une maison appartenant à

1. Arch. Ard. L 318. Délibération du Coiron du 1^{er} avril.

2. Ibidem... Délibération du Coiron du 5 avril. Bernardy, toutefois, put, grâce à des « sacrifices pécuniaires, » éviter le pillage et la démolition de sa maison.

3. Arch. Ard. L 124. Procès-verbal du directoire, du 5 avril, qui mentionne la pétition des habitants de St-André-de-Cruzières.

4. Arch. nat. F7 3652 ¹.

5. Arch. nat. Dxl 6, rapport des commissaires du département envoyés à Bourg-St-Andéol du 15 au 19 avril 1792.

6. Arch. nat. Dnt 14, adresse des citoyens actifs de Bourg-St-Andéol en novembre 1792.

l'orde de Mülte et, pendant huit jours, commettent toute sorte d'excès dans les environs. Le 19, les Ursulines se plaignent encore d'une nouvelle tentative des malveillants contre leur mur de clôture.¹

D'autres paysans, le 8 et le 9 avril, envahissent St Marcel d'Ardeche, démolissent l'entrée du château, brisent portes, fenêtres et cloisons, lacèrent les tableaux, mutilent les statues, brûlent les archives et dispersent la riche bibliothèque de la famille de Bernis. Le 11, la dévastation continue. Le 18, sept maisons, marquées à la craie, ne sont préservées des flammes que par l'arrivée opportune de la garnison de Pont-St-Esprit. Les brigands se réfugient dans les bois de Bidon, St Remèze, St Martin la Pierre, où ils rasant encore les tours du château du Bousquet appartenant au comte de Vogüé.² A la même époque, le canton de Joyeuse voit ravager les prieurs de Ribes et de Rosières, démanteler le château de la Saamés, et jeter au feu les papiers et archives du château de Vernon.³ Le 14 mai, on signale encore le pillage des biens de Vézian à Vallon et, le 25, de nouveaux troubles viennent alerter la population de Burzet.⁴

Dans le nord du département, s'il y eut un peu d'agitation à Lamastre, au Cheylard, à St-Agrève,⁵ à Vernoux,⁶ à Satillieu⁷ et à Serrières, la Jacquerie fut beaucoup plus bénigne.

Mais, presque partout, quoique à des degrés divers, elle fut sévère aux aristocrates. « Tous les châteaux de nos environs, écrit la municipalité de Barjac aux officiers municipaux des Vans le 11 avril, sont détruits ou démolis ; et tous les citoyens qui ne portent pas la cocarde nationale sont insultés par cette armée. Tous ceux

1. Arch. nat. Dxl. 6, rapport des commissaires.

2. Arch. nat. F7 3652 1. Procès-verbal de la municipalité de St Marcel du 11 Avril 1792. cf. aussi rapport des commissaires, arch. nat. Dxl. 6.

3. Rapporté par S. Brugal (Boissin) dans « la Jacquerie dans le Vivarais » Nantes 1883 in-8. 30 p., p. 23.- D'après Brugal, les « Jacques » auraient forcé Mme Dussargues de Vernon à mettre elle-même le feu à ses parchemins.

4. Arch. Ard. L124. Procès-verbal du directoire du 16 mai, qui signale la lettre de Vézian du 14 mai et procès-verbal du 25 mai qui constate que des coups de fusil ont été tirés sur la maison du juge de paix, Bernardy, et sur le corps de garde.

5. Cf) Lettres de Grollier à M. du Besset, datées de Lyon du 12 et 28 avril 1792, publiées par Tartary dans la Revue du Vivarais du 15 janvier 1905 p. 50-51.

6. Arch. Ard. L 318. Lettre de la municipalité de Vernoux au département du 1^{er} avril 1792.

7. Cf) Brugal (Boissin) « La Jacquerie dans le Vivarais » p. 22. Le château du marquis de Satillieu aurait été sauvé par un paysan, ennemi du marquis, qui enivra les « Jacques » et leur persuada de renvoyer l'incendie du château à un autre jour.

qui ont la réputation d'être patriotes sont épargnés et leurs propriétés aussi. ¹ » La liste des victimes est éloquente. On n'y trouve guère que des noms suspects d'hostilité au nouveau régime. ² Les anciens députés de la noblesse aux Etats-Généraux semblent particulièrement visés. Mais c'est surtout contre le comte d'Antraigues que s'acharnent la rage et la fureur destructrice des « Jacques ». Ses quatre châteaux de Laulagnier, Bruget, Castrevieille et la Bastide furent pillés, incendiés ou abattus.

Les partisans des réfractaires sont volontiers assimilés aux aristocrates et aux contre-révolutionnaires. Si on ne mentionne pas de violences contre les prêtres non-conformistes eux-mêmes, les bandits tentent de fermer l'église de St André de Cruzeires, expulsent les religieuses d'Antraigues et renversent le mur de clôture des Ursulines de Bourg-St-Andéol. Leur expédition contre le château de Montsevery est un acte de représailles contre l'hospitalité suspecte qu'offre le propriétaire à un prêtre insermenté.

Beaucoup d'agglomérations laissent élever des poteaux à crochets, avec cette inscription menaçante : « Soyez constitutionnels ou gare à la lanterne ! » A Jaujac, on oblige les citoyens « qui ne vont pas à la messe du curé constitutionnel » à venir, sous la potence, « rendre hommage à la nation » et on les contraint à baiser les crochets, sous peine d'être pendus. ³ A Bourg-St-Andéol, la potence n'est abattue qu'à l'arrivée des commissaires. ⁴ A St Alban sous Sampzon, il faut l'arracher à trois reprises. ⁵ A Vallon, la garde nationale n'hésiterait pas à massacrer le téméraire qui oserait y porter la main : la municipalité doit parlementer quatre jours avec elle, avant de pouvoir la faire disparaître. ⁶

Cette hostilité contre les aristocrates et les non-conformistes, ces incursions contre leurs propriétés ne pouvaient manquer d'exciter

1. Fonds Mazon. Chr. 13. Lettre du 11 avril.

2. Cf) les de Bernis, Lachadenède, Barruel, Folacher, Genton, Digoine, Drivet, de Blou, de Montsevery, Bernardy, Vézian, Malmazet,.

3. Arch. Ard. L 318. Lettre de Bruyère et Gleizal au directoire du 29 mars.

4. Arch. nat. Dxl 6. Rapport des commissaires envoyés à Bourg-St-Andéol.

5. Arch. Ard. L 861. Procès-verbal du directoire du Tanargue du 22 avril 1792.

6. Fonds Mazon Chr. 13 Lettre de la municipalité de Vallon au procureur général syndic du 30 avril. On trouvera encore des poteaux à crochets en juillet et août au Cheylard et la municipalité, malgré les ordres du directoire, n'osera pas les faire disparaître. Ce sont les femmes qui s'en chargeront. Cf) Arch. Ard. L 108, procès verbal du conseil général du département du 30 juillet et du 4 août 1792.

la cupidité et les convoitises des gens peu scrupuleux. Aussi, à côté de patriotes intransigeants et de paysans exaltés, qui voient dans la descente des tours le symbole de l'égalité et de la fin du régime féodal, et, dans le renversement des clôtures, une reprise légitime par la collectivité de biens usurpés, se pressent, de plus en plus nombreux, les bandits de profession qui entraînent à leur suite une foule moutonnaire, désireuse, avant tout, de profiter du pillage. Très vite, ces derniers éléments accaparent le mouvement. Dès lors, le choix des victimes importe peu. Il suffit que les espérances de profit soient abondantes. C'est ainsi qu'à Thueyts les biens du comte de Blou sont saccagés par des gens qui n'ont jamais été ses censitaires. « Il est constant, écrivent les commissaires le 1^{er} avril, que les premiers coups sont portés par de vrais brigands qui commencent par sonner le tocsin et qu'il se joint à eux des gens aisés dont on craint de nous donner les noms. ¹ » L'exemple est contagieux. A Meyras, la foule se reproche de perdre du temps à écouter les admonestations de Gleizal et Bruyère. Elle risque d'arriver trop tard et de se trouver frustrée de sa part de butin. ² A Antraigues, la population, partie pour prêter main forte à la garde nationale, ne dédaigne pas de recueillir et de s'approprier les débris négligés par les « Jacques, » après le sac de La Bastide. Parfois, ce sont les villages entiers de Roux, Mazan, Meyras, Thueyts qui prennent part à ces expéditions fructueuses. ³

C'est encore à l'instigation des brigands que les paysans, plutôt que de saccager sans profit, en viennent, comme en 1789, à proposer un arrangement aux malheureuses victimes. « C'est ce qu'ils appellent traiter à l'amiable ». A Thueyts, on exige 2.400 livres d'un particulier, sous prétexte d'un escalier qui s'avance sur la rue, 6.000 d'un autre qui a été 30 ans fermier d'un ci-devant seigneur. On fait dire à de Blou de revenir sans crainte : on a désigné deux des principaux habitants de la localité pour débattre avec lui le prix de sa rançon ⁴. Les pillages sont prévus et annoncés à l'avance.

Combes, de Rochessauve et Bernardy sont prévenus, la veille ou l'avant-veille, de l'arrivée des émeutiers. Viguier, dès le 28 mars, dé-

1. Arch. Ard. L 318. Lettre de Bruyère et Gleizal du 1^{er} avril.

2. Ibidem. Lettres du 30 mars.

3. Ibidem. Lettre du 31 mars et 1^{er} avril. Procès-verbal du directoire du Coiron du 1^{er} avril et lettre de Dumolard du 5 avril 1792.

4. Arch. Ard. L 318. Délibération du Coiron du 1^{er} avril et lettre de Gleizal et Bruyère du 1^{er} avril 1792.

nonce au directoire l'invasion du château de la Bastide, projetée pour le 30. Lachadenède, le 13 avril, écrit qu'il est menacé d'une incursion, le 15, s'il ne verse immédiatement les 11.000 livres que Villeneuve de-Berg dut payer lors d'un procès soutenu contre le pays de Vivarais. Beaucoup d'anciens maires ou consuls, à Bourg-St Andéol notamment, sont obligés de rembourser de vieilles amendes infligées autrefois à leurs administrés ¹.

Dans une crise aussi violente, le rôle de l'autorité était difficile. Faute de troupes sûres, il lui était impossible d'empêcher tous les excès ; mais il faut reconnaître qu'au début, du moins, communes, districts et département se défendent mal d'une certaine sympathie pour les insurgés.

Les municipalités ne font pas leur devoir ². Parmi les officiers municipaux, les complices avoués ou tacites sont nombreux. La plupart redoutent de se compromettre aux yeux des brigands. Le maire d'Antraigues ne s'engage à se conformer aux avis de Bruyère et Gleizal qu'« autant que les circonstances le permettront ³ ». Le directoire du Coiron n'ose pas employer contre les bandits la garde nationale d'Aubenas, de peur d'exposer la ville à de sanglantes représailles. Le juge de paix hésite à décerner un mandat d'arrêt contre les criminels et aucun administrateur n'a le courage de le lui imposer ⁴. Celui de St Marcel refuse même de venir constater les dégâts commis au château de Bernis et il faut requérir un officier de gendarmerie pour en dresser procès-verbal ⁵.

Le département, à son tour, et l'assemblée administrative sont pleins d'indulgence pour les émeutiers, tant que les aristocrates et les partisans des réfractaires sont les seules victimes de l'insurrection et, quand le mal empire, ils s'efforcent encore de les disculper.

Si le pays est « livré à toutes les horreurs de l'anarchie, du pillage et de la guerre civile », écrit le directoire le 31 mars, il faut en faire remonter l'origine aux desseins secrets « des ennemis cachés

1. Arch. Ard. L 318. Lettre de Gleizal et Bruyère du 28 mars, lettre du directoire à la municipalité de Rochessauve le 31 mars, lettre de Viguier à Arnaud-Coste du 28 mars etc... cf) aussi Fonds Mazon chr. 13; cf) encore Arch. nat. Dxl 6. Procès verbal des commissaires de Bourg-St-Andéol du 16 avril.

2. Arch. Ard. L 861. Délibération du district du Tanargue du 29 mars 1792.

3. Arch. Ard. L 318. Lettre de la municipalité d'Antraigues aux commissaires du 30 mars.

4. Ib dem. Lettre de Gleizal et Bruyère du 28 mars.

5. Arch. nat. Dxl 6. Procès verbal des commissaires de Bourg-St-Andéol du 17 avril.

de la Révolution qui, à leur tour, abusent du zèle des patriotes et profitent du penchant des indigents pour porter les uns à la dévastation des propriétés... et conduire les autres au pillage ¹ ». Desanglier, président de l'assemblée administrative, affirme, lui aussi, le 6 avril, que ces excès sont « plus ou moins liés aux projets des défenseurs de l'ancien régime... ». « Il fallait un désordre quelconque aux ennemis de la Constitution et, ce désordre, ils l'ont opéré par tous les moyens qu'ils ont pu trouver ² ».

A l'annonce des premiers troubles, le département a envoyé Gleizal et Bruyère prêcher la concorde et la paix dans la région d'Antraigues et de Thueyts. ³ Le 14 avril, il confie la même mission à Bollioud et à Boissy d'Anglas dans le canton de Bourg-St-Andéol. ⁴ Ils partent pleins d'illusions et de préjugés. Si Bollioud et Boissy d'Anglas plaident les circonstances atténuantes pour les bûcherons de la forêt de Luol, qui ont exigé le remboursement des amendes, ⁵ Gleizal et Bruyère ne doutent pas de la bonne foi des « habitants de St Privat, qui ont cru faire la plus belle chose du monde en s'emparant d'un bien qu'ils croyaient leur appartenir ». Ils se font forts d'arrêter les désordres avec des adresses et des proclamations.

La stupéfaction des premiers commissaires de constater l'inefficacité de leur prestige et de se voir bafoués et traités d'aristocrates n'a d'égale que leur effroi et leur lâcheté devant les menaces des fusils ou de la lanterne. Ils lâchent pied devant l'insurrection, n'osent pas se rendre à Antraigues ni à Thueyts et battent prudemment en retraite jusqu'à Aubenas. « Nous n'aurions pas pu arrêter le mal, gémissent-ils en guise d'excuse, les brigands sont trop nombreux et ils n'entendent pas raison. » ⁷ Mais, dès lors que les bandits ne respectent pas plus l'autorité que les châteaux des contre-révolutionnaires, ils leur apparaissent sous un jour tout différent. Ce ne sont plus de pauvres gens, « trompés ou égarés, » à qui « on a fait

1. Arch. Ard. L 124 Procès-verbal du directoire du 31 mars 1792.

2. Arch. nat. F7 3652 1. Extrait du procès-verbal de la séance du 6 avril de l'assemblée administrative.

3. Arch. Ard. L124 Procès-verbal du directoire du 27 mars.

4. Arch. nat. Dxl 6. Lettre de Bruyère au président de l'Assemblée nationale du 15 avril.

5. Ibidem... Le procès-verbal de Bollioud et Boissy d'Anglas, du 16 avril, déclare que ces amendes étaient exorbitantes, nullement proportionnées aux dégâts et d'ailleurs appliquées arbitrairement.

6. Arch. Ard. L318. Lettre de Bruyère et Gleizal au directoire du 28 mars.

7. Ibidem... Lettre du 30 mars.

croire qu'il existe un décret qui ordonne la démolition de toutes les tours se trouvant aux châteaux ».... ; ce sont des troupes de brigands qui ne demandent que le pillage. « La démolition des tours n'est qu'un prétexte »¹ et les commissaires insistent pour l'envoi immédiat de troupes. Le directoire, à son tour, s'affole. Il demande, d'urgence, infanterie et artillerie, armes et munitions ; il écrit de tous côtés, à l'Assemblée nationale, au ministre de la guerre, aux départements de la Drôme et du Gard, aux généraux Montesquiou, Albignac, Dumy²....

Bientôt les soldats arrivent. Gardes nationales, troupes régulières de l'Ardèche, du Gard, de la Drôme sont concentrées à Privas. Le 1^{er} avril, elles occupent Aubenas et, dès le lendemain, un détachement de 400 hommes se dirige sur Thueyts et Meyras avec Meynier et Delichères. D'autres marchent sur Antraigues, Vals, Prades, Nieigles.³ C'était plus qu'il n'en fallait pour intimider les brigands, qui n'étaient forts que de la faiblesse et de la pusillanimité de l'autorité. Le calme revient instantanément. Le détachement de Bourg-St-Andéol arrête le sieur Baratier et un certain nombre de suspects. Celui d'Aubenas rentre avec sept prisonniers⁴, et, à partir du 4 avril, la Jacquerie cesse dans une région inondée de troupes. Il en sera de même, quelques jours plus tard, dans les cantons de Bourg-St-Andéol, Bannes et Joyeuse.

Devant ce déploiement de forces, les coupables s'inquiètent. Ils protestent de leur bonne foi, ils ont cru faire acte de patriotisme, des malintentionnés les ont égarés. Plusieurs jugent prudent de restituer en hâte les objets qu'ils se sont indûment appropriés. Les plus riches offrent de tout réparer et de dédommager les propriétaires de tous les dégâts causés. Bernardy, une de leurs victimes, touché de de leur contrition, vient intercéder pour eux, le 19 avril.⁵

L'autorité ne demandait qu'à se laisser convaincre. Le 11 avril, l'assemblée administrative du département se borne à suspendre le procureur de la commune de St Privat, « pour n'avoir pas employé

1. Arch. Ard. L318. Lettres de Bruyère et Gleizal du 28 et du 30 mars.

2. Cf) Arch. nat. F. 7 3652 1 et arch. Ard. L318. Nombreuses lettres du directoire au sujet des troubles.

3. Arch. Ard. L318. Le 1^{er} avril, le directoire de la Drôme écrit au directoire de l'Ardèche que les citoyens s'opposeraient à l'envoi de pièces de campagne. Cf) aussi Lettres de Bruyère et Gleizal au directoire du 1 et 2 avril.

4. Arch. Ard. L318. Procès-verbal d'arrestation du sieur Baratier d'Antraigues, du 2 avril, et lettre du directoire du Coiron au directoire du département, du 4 avril.

5. Fonds Mazon Chr. 13. Lettre de Bernardy au directoire du 19 avril.

les moyens légaux pour empêcher les excès, » ainsi que le maire et les officiers municipaux de Meyras et de Thueyts. Le même jour, pour donner satisfaction aux patriotes, elle rend responsable des troubles du 18 mars la municipalité de Villeneuve-de-Berg¹ et, pour la punir de n'être « plus au gré de la majorité, »² elle délègue provisoirement les pouvoirs du maire à Dubois Maurin, ancien député à la Constituante. Enfin, elle ordonne aux divers corps municipaux de faire disparaître les armoiries et tous les signes apparents de la féodalité.³

Les poursuites contre les bandits furent assez molles. On dénonça les « Jacques » à l'accusateur public. Des informations eurent lieu, mais, par peur du ressentiment de la population, on n'osa pas arrêter les meneurs, que tout le monde connaissait, mais que personne ne se souciait de dénoncer. Les coupables, d'ailleurs, étaient trop nombreux. Le 5 avril, le lieutenant de gendarmerie Dumolard écrit que tous les habitants de Meyras et des paroisses voisines sont aussi coupables les uns que les autres.⁴ On arrêta de 30 à 40 comparses ; mais, avant que les accusés aient comparu devant le tribunal, la plupart avaient faussé compagnie à leurs gardiens et s'étaient échappés, en perçant le mur de leur prison⁵. Il n'est pas défendu de supposer une certaine complicité de l'autorité dans cette mise en liberté anticipée. St Martin, lui-même, le président du tribunal criminel, l'annonce en termes assez dégagés⁶ pour laisser entendre que cette solution n'était pas faite pour lui déplaire. Il déplorerait beaucoup plus une évasion de contre-révolutionnaires.

VI

Cette indulgence pour les bandits⁷, cette sévérité pour les victimes soulèvent l'indignation des ennemis du nouveau régime. Ils

1. Arch. nat. F7 3652 1. Procès-verbal de la réunion extraordinaire du conseil général du département. Séance du 11 avril 1792.

2. Arch. nat. Dxi 6. Rapport des commissaires Arnaud-Coste et Teyssonniér sur les troubles de Villeneuve-de-Berg.

3. Arch. nat. F7 3652 1. Procès-verbal du conseil général, 11 avril 1792.

4. Arch. Ard. L318. Lettre de Bruyère et Gleizal au directoire du 1^{er} avril.

5. Cf. Arch. Ard. L 124-125. Procès-verbal du directoire des 12 mai, 2 et 3 juin et 24 septembre 1792. Onze s'évadent dans la nuit du 5 au 6 mai 1792. Le 2 juin, le mur de la prison est encore percé. On signale trois nouvelles évasions, le 23 juin et 5 le 24 septembre.

6. Lettre de St Martin à L. Th. Chomel du 9 mai 1792.

7. Arch. nat. D iii 14. En novembre 1792, la société populaire de Bourg-St-Andéol intervient en faveur des inculpés et demande une amnistie pour 14 ci-

sont outrés, moins peut-être de l'impunité des coupables, que du parti pris de l'administration de rejeter sur ceux qui en ont pâti la responsabilité des forfaits de la Jacquerie. Et, ainsi, cette secousse violente, si elle a pour résultat immédiat de retarder l'explosion du mouvement que préparaient les contre-révolutionnaires, achève par la colère, le dépit et l'exaspération qu'elle provoque, de la rendre inévitable.

Dès le mois d'avril, les circonstances paraissent favorables aux aristocrates. A peine les troubles de la Jacquerie sont-ils apaisés que la dislocation des troupes s'opère. Les gardes nationales rentrent dans leurs villages, où les appellent les travaux du printemps¹, et les menaces de guerre drainent vite toutes les autres forces disponibles vers les frontières². La garnison qui avait occupé le château de Bannes, à la fin mars³, est réduite, quelques semaines plus tard, à une seule compagnie ; Berrias est évacué, les Vans ne conserve qu'un détachement insignifiant ainsi que Villeneuve, Privas, Joyeuse et Largentièrre. Le district du Mézenec possède bien quelques compagnies de recrues du 38^e régiment d'infanterie, mais elles sont dispersées à Annonay, à Tournon, au Cheylard, à St Agrève, très éloignées les unes des autres, sans aucune liaison et incapables d'offrir le moindre secours immédiat⁴.

La déclaration de guerre « au roi de Hongrie et de Bohême », le 20 avril, est grosse de conséquences pour l'avenir. Si elle inquiète peu les patriotes, elle renforce la confiance des contre-révolutionnaires qui prévoient une invasion imminente des armées étrangères. Malgré les échecs antérieurs, malgré tous les déboires que leur a valus leur lutte contre le nouveau régime, ils jugeraient criminel de laisser échapper une chance aussi inespérée de succès.

Cette fois, d'ailleurs, les conjurés ne commettent pas la faute de masser des troupes sans chef ni objectif. La dure leçon des deux premiers camps de Jalès a porté ses fruits. A la mort de Malbosc, c'est le prieur Claude Allier qui est devenu l'âme du comité. Il a

toyens de cette ville et le femme de l'un d'eux qui ont été impliqués dans les poursuites. La société plaide la bonne foi des accusés et fait remarquer qu'ils ne se sont attaqués qu'à des aristocrates notoires.

1. Arch. Ard. L 318. Lettre du 4 avril 1792 des commissaires du département au directoire du Coiron.

2. Cf) conjuration de Saillans, pièce justificative n° 52. « Les troupes de ligne sont sur les frontières, l'intérieur en est dépourvu ».

3. Arch. Ard. L 318. Lettre d'Albignac au directoire du 30 mars 1792.

4. Boissy d'Anglas. Conspiration de Saillans p. 9 et 10.

foi dans le triomphe de ses idées et sa mâle éloquence captive l'esprit et entraîne l'adhésion de ses auditeurs. Depuis plusieurs mois, il ne ménage ni son temps ni sa peine pour régler les détails de la nouvelle insurrection. Au début de février, il se rend lui même à Coblenz pour soumettre à l'approbation des princes un plan de soulèvement ¹ et leur demander, avec de l'argent, le concours d'officiers résolus et énergiques. Le 22 février, à une grande réunion tenue à la Bastide, il rend compte de l'accueil bienveillant qu'ont rencontré ses propositions dans le milieu des émigrés. Le comte de Provence et le comte d'Artois ont promis un appui sans réserve, si les principaux organisateurs prennent l'engagement d'honneur de se tenir prêts à marcher, au jour fixé, avec les catholiques de leurs paroisses. Dominique Allier, le frère du prieur, remettait, quelques jours plus tard à Coblenz, cette déclaration signée par plus de 60 royalistes notables de la région ².

La réponse des princes ne se fait pas attendre. Le 4 mars, ils désignent Conway, officier d'origine irlandaise au service de la France, pour prendre le commandement en chef de l'armée du midi. En attendant l'arrivée d'un prince du sang, il aura toute autorité pour décider « en leur nom des opérations qu'il jugera possibles ». Pour l'aider dans cette tâche, on lui adjoint le comte de Saillans ³, officier actif et courageux qui connaît bien le pays. Il a tenu garnison à Largentière ⁴ et, en 1791, lors de la seconde fédération de Jalès, il avait sous ses ordres un bataillon de Roussillon dans le Gard. La défiance qu'inspiraient déjà ses sentiments au colonel Des Ours de Mandajors ⁵ ne lui permit pas de jouer un rôle dans cette affaire. On le retrouve, au mois de décembre, à Perpignan, où il essaie de soulever son régiment. Déjà décrété d'accusation, le 3 janvier 1792, par l'Assemblée nationale ⁶, il vient d'arriver à Coblenz, lorsqu'il est nommé commandant en second des forces royalistes du Vivarais Velay et Gévaudan, sous les ordres de Conway.

1. Lettre de Claude Allier à son frère Dominique, citée par Boissin. Les camps de Jalès p. 85 ; cf) aussi pièces justificatives n° 6 et 52 ; cf) encore lettre de Perrochon du 18 mars 1792 « Votre mémoire est approuvé par tous nos amis ». Pièce justificative n° 63.

2. Boissin. Les camps de Jalès p. 90.

3. Pièce justificative n° 16. Lettre du comte de Provence et du comte d'Artois à Conway, datée de Coblenz le 4 mars 1792.

4. Boissin. Les camps de Jalès p. 90.

5. Daudet. Histoire des conspirations royalistes du midi p. 78-79.

6. Réimpression du Moniteur T. 11 p. 35 et 37.

L'argent non plus ne fera pas défaut. En dehors des dons gracieusement mis à la disposition des conjurés par leurs partisans, Conway est autorisé à disposer de 300.000 livres et Saillans reçoit un premier acompte de 100.000 livres ¹ pour « se procurer, le plus tôt possible, les munitions, vivres et effets nécessaires à la coalition des fidèles sujets de Jalès. » ²

Dès le mois d'avril, Conway et Saillans et un certain nombre de « gentilshommes... qui peuvent être utiles dans leurs provinces » sont à Chambéry, à proximité du théâtre des futures opérations. Saillans, qui est au courant des projets de Claude Allier et qui partage son optimisme, est impatient de reprendre contact avec le comité de Jalès, d'activer la propagande et d'étudier sur place les conditions de la lutte. Brusquement, à la fin avril, il se décide à passer en Vivarais.

Il y retrouve les principaux chefs de la conjuration : le chevalier de Melon, Perrochon, Roux de St Victor, Portalès, l'abbé la Bastide, Pellet et surtout le prieur de Chambonas, l'abbé Allier. Il établit son quartier général dans un village entièrement acquis à la cause royaliste, à St André de Cruzières, chez la veuve Fabre ³. « Continuellement en route, rarement de jour, souvent de nuit, changeant tour à tour de nom, de costume, de domicile, aujourd'hui à Privas, demain à Joyeuse, le lendemain à Aubenas, le jour suivant à Pradelles ... » ⁴, il réussit par sa prudence à dépister les plus fins limiers. Sans exciter les soupçons, il tient de multiples conciliabules à Chambonas, au Folcherand, à Naves, à Gravières, à Pradelles... ⁵ Le 19 mai, il convoque une grande réunion à la Bastide en Gévaudan pour donner lecture de ses lettres de créance, faire reconnaître son autorité et exposer ses projets. Tous les assistants se déclarèrent enchantés « de ce que le choix des princes fût tombé sur un officier aussi distingué par sa naissance que par ses services » et décidèrent de presser les derniers préparatifs de l'insurrection. ⁶

1) Instructions et pouvoirs donnés à M^r le comte de Conway, pièce justificative n° 17 ; cf aussi n° 20.

2) Arch. nat. C187. Lettre de Conway à Saillans, le 7 mars 1792.

3) Il recevait ordinairement sa correspondance sous le nom de Serouzet, marchand de graines de vers à soie ; cf) nombreuses lettres saisies au presbytère de Chambonas, le 11 juillet 1792.

4) Andéol Vincent. Histoire des guerres du Vivarais p. 53.

5) Boissy d'Anglas. Conspiration de Saillans p. 10.

6) Pièce justificative n° 20. Une quarantaine de personnes ont signé le procès-verbal de cette assemblée du 19 mai.

Le recrutement des volontaires était en bonne voie. Des anciens officiers du régiment de Roussillon, des vétérans, des déserteurs offraient leur concours. De nombreux prêtres réfractaires ¹, sans prendre une part active au complot, l'encourageaient de leurs sympathies. On pouvait compter sur le zèle et le dévouement de la plupart des gentilshommes de la région ; et Claude Allier assurait que les paysans et les catholiques n'attendaient que l'appel du tocsin pour prendre les armes. Le succès ne semblait pas douteux.

Mais, si les royalistes du Vivarais, Velay et Gévaudan, toujours sous la menace d'une dénonciation, étaient pressés d'en finir et cherchaient à précipiter les événements, les conspirateurs de l'extérieur, groupés à Coblenz auprès des princes, ou à Chambéry autour de Conway, modéraient les impatiences et prêchaient la temporisation. Moins troublés par le danger imminent, de loin, ils jugeaient plus sainement de la situation ; ils comprenaient qu'un soulèvement prématuré et partiel était voué à un échec certain ; ils voulaient coordonner les efforts de tous les contre-révolutionnaires du midi et n'agir que d'accord et de concert avec les puissances étrangères. L'heure de l'action n'avait pas encore sonné pour les autres provinces. L'invasion des armées prussienne et autrichienne ne progressait que lentement ; le Piémont ne bougeait pas et l'Espagne, soucieuse de ne pas compliquer encore la situation si difficile de Louis XVI, donnait au gouvernement français l'assurance de sa complète neutralité.

Les divergences s'accroissaient entre « la manufacture de Gévaudan et celle de Vivarais » et provoquaient de vives controverses ². Rivière, Combettes, Borel, de Siran, depuis l'échauffourée de Mende, sont nettement hostiles à toute tentative isolée. Leurs arguments ont été assez persuasifs pour obtenir l'ajournement de toute insurrection avant le mois d'août ³.

Saillans avait vainement essayé d'arracher Conway à l'influence

1. Cf. Boissy d'Anglas. *Conspiration de Saillans* p. 10 et 11. « Seize prêtres étrangers venaient d'arriver à Bannes ; huit à Gravières ; dix à Naves ; un nombre non moins considérable aux Vans ; ils y prêchaient la contre-révolution et la désobéissance aux lois. »

2. Cf. Arch. Lozère L 127. « J'ai été instruit, déclare un nommé David, dans une lettre datée de Lyon, le 23 juin 1792, sans le vouloir, de la mésintelligence qui règne entre la manufacture du Gévaudan et du Vivarais. Je ne doute pas que cela ne soit dans le cas de faire échouer les plus belles spéculations. ».

3. Arch. nat. C 218. Copie de plusieurs lettres écrites de Chambéry et arrêtées dans le département de la Lozère.

déprimante des royalistes de la Lozère. Non seulement il n'avait pas réussi à le décider à passer la frontière, mais il s'était même vu refuser l'autorisation de se rendre à son poste ¹. M. de Landau déclarera même, un peu plus tard, qu'on l'a expressément prié de ne pas obéir à M. de Saillans ². C'est alors qu'exaspéré de ces résistances imprévues, Saillans, sur les conseils du comité de Jalès, se résout à en appeler des objections de Conway à l'autorité suprême des princes. Il envoie son lieutenant, Portalès ³, soumettre directement aux frères du roi un plan d'action immédiate.

Mais, à Coblenz aussi, les partisans de la temporisation l'emportaient. On se défiait de la présomption et de l'impatience des conjurés du Vivarais. Bien loin de condamner l'attitude de Conway, le comte de Provence et le comte d'Artois jugent sévèrement l'indiscipline de Saillans et désavouent son initiative. Ils retiennent son envoyé et ne lui communiquent leurs décisions que par l'intermédiaire de Conway. Dans leur lettre du 8 mai, ils rappellent sans ménagement à leur subordonné que Conway est seul dépositaire de l'autorité du roi. « Nous ne voulons recevoir des projets que de lui... et vous devez obéir à ses ordres dans tous les cas... ». Ils lui déniaient le droit d'employer des officiers, sans l'agrément de son supérieur hiérarchique, et surtout de disposer des fonds qui lui ont été confiés, « sur l'avis d'un comité qui n'a aucun ordre à donner. » ⁴. Une autre lettre, datée de Coblenz, le 18 juin, est encore plus brutalement explicite sur les dispositions des frères du roi à l'égard de Saillans. « Je leur ai montré votre lettre et ils vous ont rangé au nombre de ceux que les chefs doivent traiter comme rebelles. Puissez-vous leur faire oublier vos folies qu'ils désapprouvent hautement ! » ⁵.

Le coup était dur pour Saillans et pour les membres du comité. La passion, la jalousie, la colère, l'obstination s'en mêlèrent. Les royalistes du Vivarais, déçus et aigris, refusent de modifier leur

1. Arch. nat. F7 4564. Cf. copie des déclarations faites par Claude Allier avant de mourir... « Le comte de S... (Saillans), fâché des lenteurs que lui faisait éprouver chaque jour le général pour se rendre à sa destination, lui témoigna un grand mécontentement et lui signifia qu'il partirait, sous peu de jours, tout seul, s'il ne partait pas lui-même. Il exécuta son dessein et dès lors s'établit une brouillerie bien caractérisée entre ces deux officiers ».

2. Cf. pièce justificative n° 40.

3. Pièce justificative n° 33. Portalès reçoit 36 louis d'or pour aller à Coblenz pour les affaires du Vivarais.

4. Arch. nat. C 187, dossier 133.

5. Arch. Lozère L 127. Lettre de Borel à Saillans.

point de vue. Pas un instant, ils ne mettent en doute que les princes et Conway n'aient été circonvenus et trompés par des intrigants et des trembleurs. Au début de juin, paraît un réquisitoire violent contre « les menées sourdes et odieuses, les calommies atroces et l'inférieure intrigue » des lâches et perfides conseillers de Chambéry et de Coblenz... « Nous allons donc dévoiler l'intrigue et l'ambition aux abois et faire retomber sur elles l'indignation qu'elles appelaient sur nous ¹ ». Ils opposent ensuite l'attitude courageuse, loyale et héroïque de Saillans à « la fourberie du général, qui a toujours eu en vue que rien ne peut s'opérer en Vivarais... Je laisse le reste à deviner aux princes et à juger de celui qui sacrifie tout pour remplir la mission dont ils l'ont honoré et de celui qui fait tout pour la faire manquer. Conway est anglais et Saillans est français. Le premier aime infiniment le gouvernement anglais, le second le roi. ² »

Puisque les émigrés se dérobaient et se refusaient à toute action, les fidèles royalistes du Vivarais, Velay et Gévaudan n'avaient à prendre conseil que d'eux mêmes. De tous côtés, on réclame des décisions immédiates et irrévocables. Renvoyer la révolte serait perdre à jamais une occasion unique de succès et décourager, pour toujours, la bonne volonté, le zèle et le dévouement des catholiques de la région. ³

Malgré ces instances flatteuses, malgré les preuves de fidélité des populations rurales à Dieu et au roi qu'il rapportait de ses tournées dans la montagne, Saillans hésitait encore à endosser de si graves responsabilités. « Quelque pressantes que soient les démarches faites d'agir vigoureusement et de suite, s'écrie-t-il à la réunion du 23 juin..., quelque préparés qu'ils crussent être pour le faire avec succès, il pensait que la prudence exigeait qu'on concertât toutes les opérations avec les efforts des puissances étrangères et avec M. le comte de Conway... dont il se faisait un devoir d'exécuter les ordres... » Mais les conjurés sont las de toutes ces tergiversations. Ils font valoir « que les délais mis aux opérations devenaient de jour en jour plus dangereux, que l'oppression des catholiques était à son comble.... que déjà deux bataillons de l'armée marseil-

1. Pièce justificative n° 22. « Mémoire en faveur du soi-disant comte de Saillans par les fédérés de Jalès. » Cf. aussi n° 56 et 57, projets de lettres aux frères du roi par le chevalier de Melon.

2. Pièce justificative n° 40.

3. Pièce justificative n° 65. Lettre du 5 juin de Montpellier signée Daumas..

laise occupaient les principaux postes du Gévaudan, que six bataillons d'autres troupes nationales devaient arriver incessamment, ... que les protestants de la Gardonnenque, du Vaunage et des Cévennes faisaient, chaque jour, des préparatifs effrayants, qu'il était à craindre que les contrées fédérées... ne pussent agir au moment où les princes le désireraient, qu'il est instant de profiter du moment favorable. » Les éléments les plus modérés suggèrent un compromis. L'assemblée délèguera Pierre Séran de Montpellier à Conway, « pour le supplier de se rendre sous huit jours dans la contrée de Jalès..., pour juger par lui-même et ordonner ce qui serait convenable..., sans quoi le pays prendra le parti que lui commanderont les circonstances. »¹ C'était un véritable ultimatum.

A mesure que le terme fatal approchait, les conjurés devenaient de plus en plus nerveux et impatients. Leurs arguments font une impression d'autant plus forte sur l'esprit de Saillans que le prieur Allier se porte garant de la levée immédiate d'une armée de 15 à 25.000 hommes². Des forces aussi considérables n'auraient pas de peine à déconcerter les dispositions des patriotes et à faire triompher la bonne cause dans les provinces du midi. Le succès paraît si certain que Saillans voit mollir ses hésitations. Son courage et sa vanité le poussent à tenter l'aventure. Il lui semble glorieux de prendre l'initiative de l'insurrection et d'avoir l'honneur, en brisant la puissance de la Révolution, de rétablir « la religion catholique et les prérogatives de la couronne », et d'assurer « le bien des peuples et la délivrance du roi ». C'est alors qu'il rédige et fait imprimer cette habile proclamation qui est un appel vibrant aux catholiques et aux royalistes du pays³.

Le 29 juin, malgré de nombreux avertissements de ne rien précipiter, Saillans, cédant enfin aux folles instances de son entourage, se décide brusquement, puisque Conway se dérobe, à assumer la responsabilité de la guerre civile. Elle éclatera, dans la nuit du 8 au 9 juillet, dans toute la région montagneuse du Vivarais, Velay et Gévaudan. Le même jour, à la même heure, on détruira partout la Constitution, on réduira à l'impuissance les autorités constituées, on se saisira des évêques et curés constitutionnels, et tous les prêtres

1. Pièce justificative n° 53. Le voyage de Pierre Séran lui fut payé 8 louis d'or par le chevalier de Melon. Cf) pièce justificative n° 23.

2. Pièce justificative n° 53. Dans sa proclamation, Saillans parle de deux armées qu'il a à sa disposition, l'une de 45.000 hommes « dans le pays des montagnes », l'autre de 25.000 hommes « dans le bas Languedoc ».

3. Pièce justificative n° 3.

fidèles, tous les juges et officiers royaux de l'ancien régime reprendront immédiatement leurs fonctions. Grâce à des intelligences ménagées dans la place, les royalistes du Velay, renforcés par des détachements du Vivarais, enlèveront la ville du Puy où l'on trouvera en abondance armes, vivres et munitions ¹. En attendant, l'armée catholique et royale promise par Claude Allier se concentrera sans bruit à St-André de Cruzières du 1^{er} au 7 juillet ². Elle constituera la masse de manœuvre à la disposition de Saillans pour réduire les oppositions qui pourraient se manifester et marcher sur Pont-St-Esprit et Nîmes.

Le secret avait été bien gardé jusque là. Les patriotes n'avaient encore que de vagues soupçons. Les allées et venues de nombreuses personnes suspectes, les incidents de Berrias où la cocarde tricolore fut foulée aux pieds, le 24 juin, les préoccupent, sans leur ouvrir les yeux. Ce ne fut que le 3 juillet que l'arrestation d'un messager de Saillans vint révéler tous les détails du complot et l'imminence de l'insurrection ³.

Ce fâcheux contre-temps oblige Saillans à brusquer les événements et à ne pas attendre le 9 juillet pour ouvrir les hostilités. Tout en pressant ses lieutenants de lever le plus de troupes possible, dès le 4 juillet, avec les 1500 hommes déjà réunis à St-André de Cruzières, il vient mettre le siège devant le château de Bannes et sommer le petit détachement de Bois Bertrand de vider les lieux. Bois Bertrand déclare fièrement qu'il occupe ce poste au nom du roi et qu'il ne le rendra que sur l'ordre du département. Malheureusement la faiblesse de la garnison, à court de vivres et de munitions, laissait peu d'espoir d'une résistance sérieuse. Le chevalier de Melon, le 5 et 6 juillet, fait défense, sous peine de mort, à la municipalité de Bannes de laisser pénétrer le moindre ravitaillement au château. Bientôt la disette se fait sentir. Le 7 juillet, Bois Bertrand, n'ayant plus que « deux onces de pain pour chaque homme » et 130 cartouches ⁴, demande une suspension d'armes jusqu'au lendemain 6 heures et, le 8, n'ayant reçu ni approvisionnement, ni renforts, il accepte

1. Arch. nat. C 218 et arch. Lozère L 127. Nombreuses lettres, la plupart de Chambéry et de Lyon, saisies à Villefort et à Langogne. Cf) aussi pièces justificatives n^{os} 4, 5, 6, 52, 63 et 70.

2. Procès-verbal du siège de Bannes et des faits intérieurs, pièce justificative n^o 2.

3. Boissy d'Anglas. Conspiration de Saillans p. 11 et 12.

4. Pièce justificative n^o 2, cf) aussi n^{os} 7 et 8.

de se retirer « du château de Bannes, dans la journée, avec armes et bagages ¹ ».

Saillans, heureux d'avoir la place à si bon compte, se montra conciliant sur les conditions. Il s'engage à faire escorter la garnison par le chevalier de Melon pour « qu'elle ne soit pas inquiétée sur la route ». Il rend aux gendarmes leurs chevaux et fournit une voiture pour le transport des effets du détachement ².

Cette capitulation fut jugée sévèrement à l'Assemblée nationale ³ et dans le pays. On trouva que Bois Bertrand s'était trop hâté. On lui reprocha d'être entré en conversation avec l'ennemi avant d'avoir épuisé tous les moyens de défense. Un sévère rationnement, dès le premier instant du siège, lui eût permis de tenir un ou deux jours de plus et d'attendre le secours qui ne pouvait tarder.

C'était un premier et indiscutable succès qui risquait d'avoir un grand retentissement et de graves conséquences. Maître de la plaine de Jalès, de Berrias, Bannes, Beaulieu, St-André et St-Sauveur de Cruzières, Saillans avait réussi à donner de l'air à sa petite troupe. Il s'empressa d'exploiter sa victoire. Il multiplie les appels et les proclamations, il réitère ses ordres pressants de levée en masse à toutes les paroisses des environs et de la montagne ; il invite même les protestants et les patriotes repentants à se rallier à lui et à venir chercher un refuge dans son camp ⁴.

Le département, de son côté, ne reste pas inactif. Dès la première nouvelle de l'insurrection, il envoie des courriers extraordinaires à l'Assemblée nationale, aux départements voisins, aux généraux Montesquiou et d'Albignac. Il prévient la Haute-Loire du danger qui menace le Puy, réclame du Gard tous les secours dont il peut disposer et donne l'ordre d'arrêter immédiatement tous les particuliers nommés dans la commission de Saillans. Il concentre à Joyeuse les troupes de ligne éparses dans le département, convoque les gardes nationales des districts du Tanargue et du Coiron et organise rapidement quelques compagnies avec les volontaires assemblés, le premier juillet, à Privas pour la formation d'un batail-

1. Lettres de Bois Bertrand à Saillans, pièces justif. nos 44, 45, 47.

2. Conditions de la capitulation du château, pièce just. n° 29.

3. Réimpression du moniteur, T. 13 p. 163, séance extraordinaire du lundi soir 16 juillet 1792. Le député Voisin demande la formation « d'une cour martiale pour juger la conduite du commandant de la garnison de Bannes qui a eu la lâcheté de faire la capitulation avec M. Dussallant ».

4. Cf) sa circulaire commune aux populations de Beaulieu, Grospierre, Chandolas et Berrias du 10 juillet, pièce just. n° 11, cf) aussi nos 9 et 10.

lon. Mais, plutôt que de courir le risque d'un échec, il sait résister à l'impatience de ces jeunes soldats qui, sans chef, sans entraînement, sans éducation militaire, étaient incapables de triompher de l'habileté de Saillans ¹. Il ne veut agir qu'à coup sûr.

Pour être plus à portée des événements, le directoire se rend à Joyeuse. En deux jours, 600 volontaires sont armés, équipés, encadrés et ravitaillés. Amalgamés avec 400 hommes de troupes régulières, ils forment une petite armée qui, d'un moment à l'autre, peut être renforcée de plusieurs milliers de gardes nationaux. Le lieutenant-colonel Aubry, qui a toute la confiance des patriotes, en prend le commandement. Les derniers ordres étaient donnés, toutes les dispositions étaient prises pour ravitailler Bannes et jeter un renfort dans la place. Les troupes allaient se mettre en route lorsqu'on apprend la capitulation de Bois Bertrand et l'occupation du château par les rebelles.

Si les lenteurs de l'organisation n'avaient pas permis de prévenir cet échec, du moins, un cordon de troupes de 1.600 hommes ², répartis entre les Assions, Naves, Gravières, Chambonas, Brahic, Malbosc et les Vans, interceptait toute communication avec la montagne, et, en empêchant le moindre renfort de parvenir aux insurgés, donnait le temps à l'administration de mettre en ligne une armée considérable.

Déjà, pour faciliter l'heureuse issue des opérations, le Gard avait délégué deux administrateurs à St Ambroix et mis toutes ses forces à la disposition du directoire de l'Ardèche. St-Ambroix, Barjac et St-Jean, dès le 10 juillet, avaient de l'artillerie, des dragons, plusieurs bataillons d'infanterie et de nombreuses compagnies de gardes nationales. Le général d'Albignac arrivait à Pont-St-Esprit avec deux régiments, destinés d'abord à l'armée de Montesquiou, mais qu'un ordre de ce général avait détournés sur le théâtre de l'insurrection ³.

1. Boissy d'Anglas, Conspiration de Saillans p. 13 et 14 et Arch. ard. L. 125, procès-verbaux du directoire.

2. Les 800 hommes qui devaient ravitailler Bannes servirent à renforcer le cordon de 800 hommes déjà établi. Cf) conspiration de Saillans p. 17.

3. Conspiration de Saillans p. 19. Cf) aussi Fonds Mazon chr. 13. Lettre du général Montesquiou à Griolet, procureur général syndic du Gard, du 7 juillet 1792. Il envoie Albignac qui est à Grenoble à Pont-St-Esprit, et Châteauneuf-Randon a reçu des ordres en blanc pour arrêter les troupes en route et les diriger « où besoin sera. » Lettre de Montesquiou à Boissy d'Anglas du 10 juillet. Lettre de Lajard, ministre de la guerre, au président de l'Assemblée nationale. Séance du 12 juillet. Arch. parlementaires T. 46 p. 383.

C'était une masse de près de 10.000 hommes qui menaçait d'encercler Saillans. Ce dernier constate avec stupeur que, malgré ses proclamations, malgré le son du tocsin qui, depuis deux jours, ne cesse d'appeler aux armes les paroisses fidèles ¹, les catholiques, qui se souviennent des mésaventures antérieures, ne répondent guère à ses pressantes sollicitations. Même ses lieutenants les plus dévoués laissent voir leur désappointement. — « Je sais, écrit Dominique Allier, que vous n'êtes pas aussi satisfait que vous devriez l'être.... Vous méritez un meilleur sort que celui que les circonstances vous donnent... » ².

Tous contestent qu'« on ne met aucun entrain à exécuter les ordres donnés. » ³ La plupart des paroisses n'ont pas envoyé leur contingent et plusieurs gentilshommes, pour excuser leurs défaillances, allèguent les difficultés avec lesquelles ils se sont trouvés aux prises. Les patriotes les serrent de près et les protestants n'attendent qu'une occasion favorable pour fondre sur eux ⁴. Les plus impatients de la veille, aussi bien que ceux qui ont combattu ses projets, ne ménagent déjà plus à Saillans ni les récriminations, ni les insinuations malveillantes. Ils lui reprochent amèrement d'avoir négligé les précautions les plus élémentaires. « Si vous n'avez pas mieux combiné et préparé vos opérations ailleurs qu'ici, lui écrit l'un d'eux, vous n'aurez pas acquis la confiance nécessaire au succès. » ⁵. « Quelle force, écrit un autre, peut avoir une armée commandée par un fol sur les plans d'un prieur de Nabochand ? (Chambonas) » ⁶.

Les prévisions de Claude Allier sont cruellement démenties. L'armée de 25 à 45.000 soldats ardents et enthousiastes s'est évaporée. Il ne reste à Saillans qu'une misérable troupe de 15 à 1600 paysans, mal équipés, mal entraînés et déjà démoralisés. L'avenir apparaît si sombre que l'inquiétude et l'effroi glacent les courages les mieux affermis. La crainte des responsabilités sème la panique dans les rangs. Ce n'est qu'à force d'énergie et de sévérité que les officiers réussissent à empêcher la désertion en masse. Platon, le 11 juillet, donne l'ordre de tirer sur quiconque essaiera de sortir

1. Conspiration de Saillans p. 23.

2. Lettre de Dominique Allier à Saillans s. d., pièce just. n° 37.

3. Lettre de Leblond s. l. n. d. à Saillans, pièce justif. n° 41.

4. Lettre de Pagès s. l. n. d. à Saillans, pièce justif. n° 42.

5. Billet adressé à Saillans et non signé, pièce justif. n° 48.

6. Arch. Lozère L 127. Lettre de Chambéry du 16 juillet 1792 à Pourquery, à Langogne.

des lignes. Dominique Allier n'ose pas, malgré tout son dévouement, se rendre à l'appel de Saillans. « Je suis à l'attache, écrit-il, et j'ose vous dire qu'un entier abandon de mon poste arriverait si je me rendais à Bannes... et il serait question de me faire subir un sort peut-être tragique. » Tous les chefs de détachement réclament avec instance des renforts urgents pour arrêter la progression des troupes nationales. Dominique Allier, Degras, Gignoux, Crégut déclarent leur situation désespérée ¹.

Les troupes du Gard sont prêtes, dès le 10 juillet, à déboucher de St-Ambroix et à marcher sur St-André-de-Cruzières et Berrias. Le 11 juillet, une colonne de 1300 hommes se heurte à la petite troupe du chevalier de Melon, postée à l'orée du bois de Courry, sur la montagne de St-Brès. Grâce à l'activité de leur chef et à l'excellence de la position, les royalistes font bonne contenance. La bataille dura près de trois heures, et, pour réquiescer les insurgés, il fallut amener plusieurs pièces d'artillerie. Mais, si le feu avait été peu meurtrier durant l'action, les pertes des paysans furent sévères dans la retraite, qui dégénéra vite en désastre ².

Ce succès livrait le village de St-André-de-Cruzières à la vengeance des patriotes. Les habitants avaient pris la fuite. Rien ne put contenir la fureur des soldats. « St-André fut livré aux flammes, sans qu'il fut possible de sauver une seule maison. » Le château de Jalès sans défense subit le même sort. Le 11 au soir, l'armée du Gard faisait sa jonction à Berrias avec celle de l'Ardèche. Le cercle d'investissement se resserrait autour de Saillans. Il venait de perdre St-André, Berrias, Jalès et Beaulieu. Refoulé dans Bannes, il ne lui restait que le château, le village et quelques hameaux ³. L'insurrection agonisait. Elle n'aurait même pas la ressource de gagner la montagne pour y organiser la guerre de guerrillas, comme Saillans s'était vanté de le faire en cas d'insuccès. Toute retraite était fermée à l'armée royale.

Pendant que les troupes nationales prennent leurs dernières dispositions pour enlever le suprême refuge des insurgés, Saillans désespéré rédige fiévreusement une proclamation étrange qu'il adresse, le soir même, à l'armée de St-Ambroix. « Je demande que chacun rentre chez soi et qu'on y soit parfaitement libre et tranquille... Je resterai dans mon château de Bannes, comme faisant

1. Pièces justificatives, n° 35, 36, 37, 68.

2. Boissy d'Anglas. Conspiration de Saillans, p. 20.

3. Conspiration de Saillans, p. 21.

partie de mon héritage... J'exhorte tous les partis divisés à se réunir en vivant en bonne intelligence et à nous en rapporter aux puissances qui nous prendront sous leur protection... » ¹

Il attendait anxieusement une réponse qui ne vint pas. Son messenger fut abattu à coups de fusil. Alors, sans nouvelles de ses lieutenants, se voyant seul avec une poignée d'hommes, après une scène violente avec Claude Allier ², il se résout, lui aussi, à chercher son salut dans la fuite.

Le lendemain, 12 juillet, à la première heure, trois soldats du 38^{me} régiment, prisonniers des rebelles, arrivaient en toute hâte aux Vans et annonçaient que Saillans avait profité de la nuit et d'une pluie torrentielle pour abandonner le château, avec 25 de ses partisans. Quelques heures plus tard, le lieutenant-colonel Murol, avec un détachement du 2^{me} bataillon de volontaires, réoccupait ce poste important. Il y trouvait 1200 rations, quelques munitions et surtout de nombreux exemplaires de la proclamation insurrectionnelle de Saillans ³. Le soir même, le château était la proie des flammes ⁴.

L'insurrection avait vécu, mais la présomption et la folie de son chef allaient coûter la vie à une foule de malheureux qui s'étaient laissé entraîner sans réflexion dans une aventure criminelle et sans issue. La répression et la vengeance furent d'autant plus impitoyables et sauvages que les craintes et les appréhensions des patriotes avaient été plus vives. Déjà, les messagers de Saillans et plusieurs particuliers des Vans ont payé de leur vie la moindre suspicion d'espionnage ou de complicité ⁵. Dans les bois où les rebelles se sont réfugiés, c'est une véritable chasse à l'homme, qui ne comporte ni pitié ni rémission. Presque tous les isolés, saisis par les divers détachements, sont fusillés sur le champ ⁶.

Mais le département, qui redoute d'être accusé de négligence, tient surtout à mettre la main sur les chefs de la conjuration. Dès les premiers symptômes de désagrégation des troupes contre-révo-

1. Pièce justificative, n° 14.

2. Conspiration de Saillans, p. 22.

3. Conspiration de Saillans, p. 23.

4. Arch. Ard. L 125. Procès-verbal du directoire du 14 juillet. Cf. aussi relation manuscrite de Fabregat, fondé de pouvoirs du comte de Roure, citée par Brugal. La Jacquerie dans le Vivarais.

5. Conspiration de Saillans p. 17 et 22. Cf. massacre de Claude Charaix, cordonnier aux Vans, le 9 juillet, et de Reynaud, plâtrier, le 10 juillet. Archives des Vans citées par Tallon. Histoire des Vans, T. III, p. 149 et suivantes.

6. Lettre à Grignon par un membre du directoire, lue à l'Assemblée nationale, séance du 18 juillet. Réimpression du Moniteur T. 13, p. 187.

lutionnaires, il donne l'ordre à tous les représentants de la force armée d'interroger minutieusement tous les inconnus, tous les suspects et, au moindre doute, de les retenir prisonniers. ¹ Les arrestations furent nombreuses.

Le 12, au soir, une patrouille de cinq hommes, sous la direction du vétéran Hyacinthe Laurent, surprenait près du hameau des Aidons, paroisse de Villefort, un groupe de cinq voyageurs, vêtus en paysans, qui paraissaient exténués de fatigue. Ils n'essayèrent ni de fuir, ni de se défendre. L'un d'eux se donna pour le curé de Barjac, en route pour les eaux thermales de St Laurent. Par malheur, un portefeuille qu'il s'efforçait de dissimuler confirma les soupçons des gardes nationaux et révéla son identité. C'était Saillans. Ses compagnons étaient Pradons, curé commis de Bannes, le vétéran Nadal, l'abbé Boissin et un domestique de Saillans. La prise était bonne. Saillans tenta vainement, par des promesses et des menaces, d'acheter la complicité du chef de détachement. Laurent fut incorruptible. ²

Aussitôt, il fait battre la générale. La garde nationale de Ste Marguerite Lafigère vient renforcer la petite troupe, qui rétrograde sur les Vans. L'escorte grossit à mesure qu'on traverse les villages de Lafigère, Malarce, Les Salèles, Chambonas. Aux Vans, soldats, volontaires nationaux et simples particuliers, déjà prévenus de l'événement, se pressent, nombreux et menaçants, sur la place de Grave.

Des cris, des injures, des voies de fait accueillent les insurgés. La municipalité, le juge de paix et les chefs militaires font des efforts méritoires pour les protéger. Ils sont vite débordés. ³ Les cinq prisonniers, note le registre municipal, « furent victimes du ressentiment populaire et de la majeure partie de la force armée. » ⁴

Une lettre aux officiers municipaux de Largentière marque bien les dispositions des troupes, « Bonne, grande nouvelle, Messieurs, réjouissez-vous, le traître, le scélérat, le monstre Saillans vient d'être arrêté avec Nadal, Pradons, Boissin... Conduits à la Grave, ils ont été tués d'une belle manière, décollés.... nous avons les têtes, Tourrette a eu la gloire d'être le premier à frapper, jamais exécution

1. Conspiration de Saillans p. 24-25.

2. En récompense de la prise de Saillans, Laurent reçut une gratification de 3.000 livres. Cf) réimpression du Moniteur T. 13 p. 188.

3. Procès-verbal de Corenfustier sur l'arrestation de Saillans, pièce. justificatif n° 51 et archives parlementaires T. 46 p. 623.

4. Arch. municip. des Vans, 12 juillet, citées par Tallon T. III p. 163.

plus agréable ! Les chefs demandaient de les livrer à la justice ; nous avons tous crié comme des diables : point de justice, point de prison.... » ¹ « On leur a tranché la tête à tous les cinq, écrit un autre. ² Nous avons ici trois de ces têtes, parmi lesquelles celle du sieur de Saillans que nous avons prise, après qu'on l'a eu promenée par la ville des Vans, en criant et en chantant : Ça ira ! Ça ira ! » La tête de Saillans fut transportée jusqu'à Largentière, ³ au bout d'une pique, par un groupe de volontaires.

Dans toute la région, d'horribles représailles sont exercées contre tous ceux que l'on suppose complices de Saillans. Le 13 juillet, on massacre 4 détenus à Alais, Terron et Rivière aux Vans, Crégut près d'Uzer, le chevalier de la Vernède à Malbosc, l'abbé de la Motte et le chevalier d'Entremeaux à Joyeuse ; le 20 août, le commandant de Chabannes près du Puy ; le 21, l'ex-prieur de St Bauzeli, frère de Malbosc... ⁴ La fureur des gardes nationales est telle, écrit Boissy d'Anglas que je doute qu'il nous reste quelqu'un pour la Haute cour martiale. » ⁵ Plus de 200 conjurés avaient déjà péri.

L'abus de la victoire déshonore les vainqueurs. Certaines exécutions sont particulièrement odieuses et les éclaboussures de ce sang rejaillissent sur les autorités elles-mêmes qui ne semblent pas avoir pris des mesures bien sérieuses pour soustraire les prisonniers de Joyeuse et des Vans à ces basses vengeances. Si on pouvait expliquer et mettre sur le compte de l'exaspération le massacre de Saillans et de ses compagnons, aucune excuse ne saurait atténuer l'horreur de l'assassinat des 9 prêtres exécutés aux Vans, sous les yeux du directoire, le 11 juillet. Pas un seul n'avait trempé dans le complot. Ils avaient été arrêtés le 9 juillet à Naves, mais, ni le juge de paix des Vans, ni la municipalité n'avaient trouvé motif à décer-

1. Lettre de Puaux aux officiers municipaux de Largentière, datée de Chambonas, le 12 juillet, citée par Mazon. Largentière et la Conspiration de Saillans. Revue du Vivarais, 15 mai 1903 p. 194.

2. Lettre de Michel Courbi, datée de Chambonas, du 12 juillet, citée par Mazon. Revue du Vivarais. 15 mai 1903,

3. Lettre de Lieutier au maire de Largentière. « Quoique Saillans ne puisse jamais plus arriver à Largentière, son exécration la reverra encore. » citée par Mazon. Revue du Vivarais, 15-5-1903. Les originaux de ces diverses lettres se trouvent dans le Fonds Mazon chronol. 17.

4. Cf) Boissin. Les camps de Jalès. Tallon, histoire des Vans, T. III, Boissy d'Anglas, Conspirations de Saillans et les diverses pièces publiées par arch. parlementaires T. 46 p. 621 et suivantes. Le 13 septembre, 2 accusés, traduits au tribunal criminel, faillirent encore être écharpés à Privas par la populace. Cf) arch. Ard. L 108 procès-verbal du conseil général d'administration du 13 septembre.

5. Réimpression du Moniteur T. 13 p. 187. Lettre du directoire à Gamon.

ner un mandat d'arrêt contre eux. On s'était borné à leur assigner un appartement à la maison commune. ¹ Le 14 juillet, le bruit courut qu'ils avaient disparu. Aussitôt les gardes nationaux et la populace se précipitent à l'hôtel de Ville, enfoncent les portes de la salle, jettent les 10 prêtres à la rue et les assomment sur la place publique. Un seul, l'abbé Malègue-Lachamp, vicaire de Bannes, eut la vie sauve, en fournissant la preuve qu'il avait prêté serment à la Constitution civile du clergé ².

Le 18 juillet, l'Assemblée législative rendait un décret d'accusation contre 57 individus, dénoncés comme complices de Saillans par l'arrêté du directoire de l'Ardèche du 14 juillet. ³ Un certain nombre figurent parmi les victimes de la fureur populaire. Beaucoup réussirent à éviter l'arrestation. Quelques-uns s'échappèrent de prison. De Blou et Durand, défendus par Gamon, obtinrent de l'Assemblée, le 19 août, un décret qui les mettait hors de cause. ⁴ A la fin août, une dizaine seulement sont encore détenus. Passibles de la Haute cour de justice d'Orléans, le transfert ⁵ eut lieu par Lavoulte, Tournon, St-Etienne et Roanne. Quatre profitent des incidents de la route pour s'évader. Les autres, Costes, Laroche, d'Aygallier, Boissin, Salet et Pellet furent oubliés. Une lettre de Roland nous apprend qu'ils n'avaient pas encore subi leur premier interrogatoire au début de novembre. ⁶ Ils profitèrent des incertitudes et des variations de la législation pour faire traîner leur procès en longueur.

Le 3 mai 1793, ils sont à la Conciergerie et demandent à bénéficier des dispositions du décret du 29 janvier qui a attribué la connaissance des crimes et délits concernant la conspiration de

1. Délibérations municipales des Vans, 9 juillet 1792, citées par Tallon, Histoire des Vans, T. III p. 149 et suivantes.

2. Les victimes étaient : Victor Pierre Lejeune, Jean Laurent Drome, Victor Nadal, Michel Faure, Henri Claude Clémenceau de la Bouillerie, Claude Bravard, Jacques Montagion, Jean Bonijol et Jean Mathieu Novi. Archives du greffe de la justice de paix des Vans, citées par Tallon. Histoire des Vans T. III.

3. Réimpression du Moniteur T. 13. p. 183, 184 et 187 et Arch. Ard. L 125, procès-verbal du directoire, 14 et 15 juillet 1792.

4. Arch. Ard. L 125. Séance du 24 août. Le directoire a reçu le décret de l'Assemblée nationale du 19 août, portant qu'il n'y avait pas lieu à accusation contre de Blou et Durand.

5. Fonds Mazon. Chr. 18. Contrat entre le sieur Guyon et le procureur général de l'Ardèche pour la translation des prisonniers à Orléans, le 24 août 1792. La dépense s'élève à 1.600 livres et est définitivement réglée le 12 octobre 1792.

6. Lettre de Roland à la Convention nationale, séance du 2 novembre 1792. Archives parlementaires T. 53 p. 109.

Saillans au tribunal criminel de l'Ardèche. Le ministre croit que la loi du 11 mars les rend justiciables du tribunal révolutionnaire, mais un décret du 26 mai les renvoie devant le tribunal de leur département. En juin, ils sont à l'Abbaye. Ils se plaignent d'être en prison depuis onze mois pour avoir « signé par force un écrit qui leur a été présenté par le traître Saillans et ses satellites. » Ils insistent encore pour être autorisés à faire la preuve de leur innocence devant leurs juges naturels. ¹ Le 15 juillet, un décret du pouvoir exécutif ordonne enfin leur translation à Privas. ² Avant d'arriver à destination, ils avaient réussi à reprendre leur liberté.

Quelques autres furent arrêtés dans la suite. Le 14 juin, le tribunal criminel de l'Ardèche juge encore neuf complices de Saillans. Sept sont acquittés et deux sont maintenus en prison. ³ Un certain nombre, d'ailleurs, qui étaient parvenus à se soustraire par la fuite à toute condamnation, se feront reprendre plus tard les armes à la main dans la Lozère, le Gard ou à Lyon et presque tous auront un sort tragique. Le prieur Allier, instigateur de la rébellion de ChARRIER, sera arrêté, au mois d'août 1793, et montera sur l'échafaud à Mende, le 16 septembre. ⁴ Son frère, Dominique, sera guillotiné à Lyon en 1798. Crégut de Mentaressé et Moutet L'Habillat seront fusillés, en l'an II, par le détachement chargé de les conduire en prison. ⁵ Plusieurs sont exécutés à Joyeuse et à Privas, en avril 1793. ⁶

Le département, de son côté, sévit rigoureusement contre les administrations et les municipalités qui n'ont pas fait leur devoir. Le directoire du Tanargue, depuis longtemps suspect, est presque entièrement renouvelé. Rivière Lablache et Martin Sauveplane sont suspendus et le procureur syndic, Bournet, est contraint de donner sa démission. ⁷ Les municipalités de Bannes, Berrias, St André et St Sauveur de Cruzières, Beaulieu, Malbosq, Chambonas, Brahic, Gravières, Chassagnes, les Assions et les Vans sont remplacées, dès

1. Arch. nat. DIII 14. Cf) encore leur lettre du 3 mai 1793, la lettre du ministre de la justice du 5 avril et le décret du 26 mai 1793.

2. Aulard. Comité de Salut public T.V p. 264.

3. Fonds Mazon. Chr. 18. Jugement rendu par le tribunal criminel à Privas, le 14 juin 1793.

4. Delon, La Révolution en Lozère p. 446.

5. Arch. nat. DIII 14. Pétition de Dussère et Bérard, accusés de complicité dans cette affaire, en messidor, an III.

6. Arch. nat. AFII 182. Lettre de Gleizal au comité de Salut public le 25 avril 1793.

7. Arch. Ard. L125. Procès-verbal du 1^{er} août. Lettre de démission de Bournet, datée du 31 juillet. Il est remplacé par Thoulouze.

le 16 juillet. ¹ Enfin, pour empêcher tout nouveau rassemblement dans les débris incendiés des châteaux de Jalès et de Bannes, on décide leur complète démolition. ²

Tels sont les résultats lamentables de la folle équipée de Sail-lans. Les représailles sanglantes du mois de juillet font régner une véritable terreur dans le sud-ouest du département, compromettent une foule de particuliers et provoquent ces horribles massacres, où les innocents sont trop souvent confondus avec les coupables. Cette aventure marque la dernière tentative de la lutte ouverte des contre-révolutionnaires et des aristocrates contre les patriotes. Si la sévère leçon qu'ils viennent de recevoir ne suffit pas encore à convaincre les plus obstinés, la plupart se rendent compte de l'impossibilité qu'il y a pour eux de secouer l'apathie et l'indifférence politique du paysan. En attendant des jours meilleurs, ils se terrent pour laisser passer l'orage. S'ils ne désarment pas, ils emploieront désormais une autre tactique. Quelques-uns s'efforceront, en empruntant les allures et le langage jacobin, de s'insinuer dans le parti révolutionnaire pour mieux le dissocier, en le combattant de l'intérieur. La plupart ne reparaitront sur la scène politique que pour profiter des divisions et des luttes de leurs adversaires.

1. Arch. Ard. L 125. Procès-verbal du directoire du 16 juillet 1792. La municipalité des Vans protesta. Cf) Tallon T. III.

2. Arch. Ard. L 125. Procès-verbal du 15 juillet, cf) aussi procès-verbal du 15 octobre. Arrêté du département qui suspend provisoirement les travaux de démolition.

CHAPITRE X

Le ralliement à la république et les difficultés religieuses et militaires. (Août 1792-Mai 1793)

1. Formation d'un parti républicain.

L'état d'esprit au mois d'août 1792. Les événements du 10 août inquiètent l'opinion, mais ne provoquent aucune agitation.

Les élections à la Convention et la mentalité des élus. L'abolition de la royauté, le procès du roi, la lutte contre les Montagnards et leurs répercussions dans le département.

Adhésion résignée, mais presque générale, à la république. L'apaisement politique à la fin de l'hiver 1793.

2. Difficultés économiques et religieuses.

Nouvelle agitation agraire. La rentrée des impôts. Rareté et cherté des subsistances.

La loi du 26 août 1792. Hésitations des autorités. Elles n'osent pas l'appliquer dans toute sa rigueur. Les réfractaires dans la montagne. Nombreuses perquisitions sans résultats. Irritation du paysan.

3. Les diverses levées militaires.

Formation des bataillons de volontaires. Répugnance du paysan à l'enrôlement. Rapports très tendus entre la population et les bataillons étrangers qui stationnent dans le pays.

La levée des 300.000 hommes. Inquiétudes de l'administration. Mission de Servière et Gleizal. Graves difficultés pour recruter et habiller le contingent. Vive agitation contre-révolutionnaire. La répression.

La désaffection populaire et les premiers symptômes de scission parmi les patriotes.

I

L'affaire de Saillans, par les préoccupations qu'elle suscite et l'agitation qu'elle développe dans le Tanargue et le Coiron, a pour résultat de détourner l'attention de l'administration et des patriotes des graves événements qui se passent à Paris et sur les frontières. Les échecs subis par nos armées, la démoralisation de nos troupes et l'avance de l'ennemi, même après la proclamation de la patrie en danger, ne soulèvent pas une grande émotion dans le Vivarais.

Les assemblées mettent peu d'empressement à établir leur permanence. C'est à peine si le conseil général du département groupe

une quinzaine de membres à la fin du mois de juillet. Ils ne seront pas plus nombreux en septembre et octobre, malgré les appels réitérés du président ¹. Dans le Coiron, les invitations du directoire restent entièrement inefficaces et, le 10 octobre, le procureur syndic constate ² que pas un administrateur n'a paru ni écrit pour excuser son absence. Il faut attendre le 13 pour que deux membres du conseil administratif se décident à faire acte de présence ³. Le Mézenc et le Tanargue ne témoignent pas d'un zèle plus actif.

Les patriotes ne voient, semble-t-il, dans le danger extérieur, qu'un prétexte pour prendre des sanctions plus sévères contre les émigrés et pour surveiller plus attentivement les menées des réfractaires et des contre-révolutionnaires ⁴. Le département établit les premières listes d'émigrés ⁵, supprime, après de violents débats, le traitement des non-conformistes ⁶ et nomme, le 6 août, des commissaires pour assister au dépouillement du courrier et décacheter les lettres suspectes, « allant ou arrivant des frontières ⁷ ».

Toutes ces mesures de salut public n'inquiètent guère le paysan. L'idée ne lui vient pas qu'il pourra avoir à intervenir et à payer de sa personne dans cette lutte contre l'étranger. Les travaux des champs et le souci de la moisson le préoccupent autrement que la guerre et l'invasion.

La question politique, si aiguë dans les clubs de la capitale, n'intéresse pas davantage l'opinion. Les discussions orageuses de l'Assemblée nationale, les préparatifs de soulèvement de la populace parisienne passent entièrement inaperçus. On chercherait vainement une adresse, adhésion ou protestation concernant la journée du

1. Arch. Ard. L 108. Procès-verbal du conseil général du département. Séances des 29 juillet, 21 et 29 septembre, 2 novembre 1792.

2. Arch. Ard. L 570.

3. Arch. Ard. L 108. Procès-verbal du 13 octobre.

4. Ibidem... Discours du vice-procureur général syndic le 29 juillet 1792.

5. Les deux premières listes qui contiennent chacune une quinzaine de noms sont datées du 16 mai et du 27 juin 1792. Arch. nat. F 7 3340. Les inscriptions sont beaucoup plus nombreuses en juillet, août et septembre 1792. Arch. Ard. L 109. Compte-rendu du directoire au conseil général du département, le 6 décembre 1792.

6. Arch. Ard. L 108. Séance du 13 août 1792. Le 10, cette proposition est rejetée ; le 11, la décision de la veille est rapportée ; le 12, la question est reprise, puis renvoyée au lendemain ; le 13, la suppression du traitement est votée et durera « tant que persistera le danger de la patrie ».

7. Ibidem... Séance du 6 août. Cf. aussi réimpression du Moniteur T. 13, p. 404. Cette mesure est décrétée de nouveau, le 9 décembre 1792, par l'assemblée administrative du département. Cf. Arch. Ardèche L 109.

20 juin. Personne, dans le Vivarais, ne paraît avoir saisi la signification de cette tentative avortée d'insurrection. Le souvenir même des grands événements de la Révolution s'affaiblit rapidement. En 1792, on ne trouve pas trace de fête populaire ou de cérémonie civique à l'occasion du 11 juillet. Le département, lui-même, ne relève d'aucune allusion patriotique cet anniversaire de la prise de la Bastille et de la fête de la Fédération ¹.

Ce n'est pas, toutefois, que les autorités et les chefs du mouvement réformateur soient subitement devenus indifférents ou hostiles à la Constitution de 1791. Les patriotes les moins discutés, aussi bien que les sociétés populaires les plus intransigeantes, restent nettement constitutionnels et royalistes. C'est au nom de la Constitution, qui, à leurs yeux, s'identifie avec la Révolution, qu'ils ont combattu les réfractaires, poursuivi les aristocrates et réprimé l'aventure de Saillans. Boissy d'Anglas, lui-même, le porte-parole de l'administration et le chef incontesté du parti patriote, dans un ouvrage daté du 5 juin 1792, ² développe longuement les avantages de la monarchie et conclut à l'impossibilité de tout autre régime dans un empire aussi vaste que la France. Tous reconnaissent le roi comme le chef indiscuté du pouvoir exécutif. Jamais son autorité n'est mise en cause. Si, parfois, on est un peu surpris de certains de ses actes, on évite de le proclamer, on s'en prend aux ministres, aux « conseillers pervers, » jamais au souverain.

Même l'affaire de Saillans n'a suscité dans le pays aucune réaction contre l'autorité royale, malgré l'affectation provocatrice des contre-révolutionnaires d'opposer le terme de royaliste à celui de patriote et d'isoler le cri de « vive le roi » de ceux de « vive la nation et vive la loi. » Tout au plus, en faisant du nom du roi un mot de ralliement pour leurs affidés, les ennemis de la Révolution compromettent le prestige du souverain et arrêtent ces effusions lyriques d'affection et d'amour à l'égard de Louis XVI, « restaurateur de la liberté, » qu'il était de bon ton de prodiguer auparavant en toute circonstance. Mais, aux yeux de tous, la fonction royale constitue un rouage indispensable de la constitution, et l'attachement

1. Cf) procès-verbaux du directoire. Arch. Ard. L125

2. Boissy d'Anglas. Quelques idées sur la liberté, la Révolution, le gouvernement républicain et la Constitution française, 46 p. s. l. B. A. Cf) aussi : « Sur le décret du 15 juillet 1791, » lettre adressée à un ami de la Constitution, au mois d'août 1791, et publiée en mai 1792, 21 p., B. N. Lb 39 10.136. « La royauté, écrit Boissy d'Anglas, doit être maintenue telle que la Constitution l'a circonscrite. » p. 20.

même des patriotes au nouveau régime est un gage et un garant de leur loyalisme monarchique. Personne n'envisage le moyen de se passer du roi. Il n'est pas resté trace des tendances hostiles à la royauté qui, l'année précédente, à la suite de la fuite du roi, avaient apparu dans les clubs d'Annonay¹ et de St Péray.² Les rares patriotes qui avaient souscrit aux délibérations des sociétés populaires, réunies à Valence le 3 juillet 1791, ont depuis longtemps fait amende honorable et, avant le mois d'août 1792, on ne signale dans le département aucune manifestation d'inspiration républicaine.

Quant au peuple, il n'a pas d'opinion. Royaliste d'habitude et de tradition, il ignore presque complètement le roi. Il n'a jamais eu pour Louis XVI un attachement capable de l'entraîner à la révolte. Si, parfois, au cours de la Révolution, il fait entendre le cri de « vive le roi », c'est moins une profession de foi politique qu'une expression de mécontentement, une protestation contre des mesures qui blessent ses sentiments intimes ou portent atteinte à ses intérêts matériels.

Et ainsi, personne, dans le Vivarais, ne semblait avoir prévu ni désiré les événements du 10 août. A leur annonce, on sent, parmi les autorités, un profond désarroi qu'elles s'efforcent vainement de dissimuler.³ Elles ne savent comment interpréter cette nouvelle Révolution. Les députés à la Législative, qui sont leurs guides naturels, leurs informateurs ordinaires et qui, jusqu'alors, étaient si prodiges de renseignements, ne donnent plus signe de vie.⁴ On les sait divisés. Gamon et St Prix, eux-mêmes, dont l'entrain et le zèle patriotique tranchent sur la timidité toujours inquiète de leurs collègues, sont hésitants et désorientés.

Dans leur première surprise, les administrateurs du département se bornent à enregistrer les décrets et à les communiquer aux districts et aux municipalités, mais ils évitent de se compromettre par une adhésion trop explicite.⁵ Le mot de déchéance sonne si

1. Arch. nat. C124. Adresse de la société des Amis de la Constitution d'Annonay, le 18 juillet 1791.

2. Arch. nat. Div 17.

3) Le Mézenc, dans sa séance du 16 août, ne fait encore aucune allusion aux événements du 10 août. Arch. Ard L736.

4) En revanche, la lecture de la volumineuse correspondance de Roland occupe une bonne partie des séances du directoire. Le 9 septembre on ne lit pas moins de 32 lettres de Roland, 14 le 22, 24 le 23 et 18 le 25. Arch. ard. L125.

5) Adresses du conseil général du département, lues aux séances de l'Assemblée législative, les 23 et 30 août 1792. Tables des procès-verbaux de la première Législative, 23 août 1792, p. 227 ; 30 août, p. 67.

mal à leurs oreilles qu'ils se gardent bien de l'inscrire dans leur procès-verbal. Le procureur général syndic, lui-même, en déclarant, dans son discours du 14 août, que « le roi reste pour un temps privé de son autorité, » ne paraît envisager qu'une suspension momentanée des pouvoirs de Louis XVI. Comme en 1791, ils invitent leurs concitoyens à se serrer autour de l'Assemblée législative qui, dans le chaos des événements, est la seule autorité qui subsiste. Le 25 août, ils protestent contre l'attitude séditieuse de la commune de Sedan qui, à l'instigation de Lafayette, vient de faire arrêter trois commissaires de l'Assemblée. Sans attendre l'envoi officiel de la loi, le 26 août, ils prêtent avec enthousiasme le serment de liberté et d'égalité et, le même jour, dans la salle de leurs délibérations, font brûler diverses liasses de titres de noblesse.¹

Les districts, les municipalités, les sociétés populaires modèlent leur conduite sur celle du département. Les divers clubs se transforment peu à peu en sociétés des Amis de la liberté et de l'égalité.² A la fin août, la Révolution semble acquise et l'opinion, impressionnée par la durée et le succès de cet intérim gouvernemental, s'habitue à se passer du roi. Mais, si tous se plient docilement aux événements, si quelques-uns, déjà, « abjurent les rois et la royauté »,³ personne encore n'ose prononcer le mot de république, beaucoup persistent à croire que la suspension de Louis XVI n'est qu'un expédient provisoire et temporaire. Il ne paraît pas, d'ailleurs, que la découverte et la divulgation de la correspondance du roi avec ses frères et les émigrés, pas plus que les subventions accordées sur la liste civile à des contre-révolutionnaires notoires, aient eu une répercussion notable sur l'état d'esprit du pays.

Seul, le journal le « Pacificateur », qui vient de se fonder à Annonay,⁴ attaque vigoureusement la Constitution de 1791. Le 16 août, il déclare que « la paix entre le despote et le peuple est désor-

1) Arch. Ard. L108. Procès-verbaux des 14, 25 et 26 août.

2) Dès le 25 août, celui d'Annonay a modifié sa dénomination. Cf) adresse aux habitants des campagnes publiée, le 25 août, par le Pacificateur, n° 6.

3) Adresse du département, lue à l'Assemblée législative, à la séance du 7 septembre. Cf) Arch. parlementaires T. 49 p. 442.

4. Le « Journal du département de l'Ardèche ou le Pacificateur, journal libre, » se publie à Annonay du 14 août au 24 novembre. 43 numéros. Imprimerie Agard. B.A. Dans son prospectus, il déclare qu'il va « prêcher avec enthousiasme l'union, la concorde et l'amour de la paix. ... ne suivre que la morale la plus pure ». Le 16 août, dans son n° 2, il précise qu'il veut la paix « entre les seuls défenseurs de la liberté et de l'égalité et non pas avec le sérail qui voudrait nous fouler à ses pieds, s'abreuver de notre sang. »

mais impossible. Trop de haines les séparent, trop de souffrances et d'insultes ...». Le 18, il s'en prend encore au despotisme et exalte et glorifie la journée du 10 août. Le 24, il publie une violente diatribe contre Marie-Antoinette, « la nouvelle Médicis, l'impudique et sanguinaire Messaline, ce Néron femelle qui, depuis si longtemps, machinait la perte de toute la nation ».¹

Bientôt, d'ailleurs, d'autres préoccupations plus immédiates et plus locales viennent solliciter l'attention des patriotes et de l'administration. Dès le 10 août, l'Assemblée législative, ne se croyant pas habilitée par son mandat pour résoudre les graves questions constitutionnelles soulevées par la suspension du roi, considérait sa mission comme terminée et faisait appel aux électeurs, sans distinction de citoyens actifs et passifs, pour désigner une Convention.²

« La liberté à affermir, la patrie à sauver, de grands coupables à juger, de grands crimes à punir, tels sont les motifs qui ont nécessité la nomination...de nouveaux représentants,» écrit la société populaire d'Annonay, dans une adresse aux habitants des campagnes. Pour elle, la situation est claire... « d'un côté : la dîme, la gabelle, les droits féodaux, ... de l'autre : la liberté et l'égalité » et elle conclut : « réfléchissez et choisissez. »³.

Nous n'avons que quelques renseignements très épars⁴ sur ce premier fonctionnement d'un suffrage presque universel. Nous savons, cependant, que les masses rurales, occupées aux travaux des champs, souvent mal informées d'une convocation trop précipitée, ne se dérangèrent guère pour aller voter. Les contre-révolutionnaires, les aristocrates, les catholiques et la plupart des paysans laissèrent le champ libre à la petite bourgeoisie et aux artisans des chefs-lieux de canton.⁵

La campagne électorale fut courte et calme. Nulle part, l'autorité n'a à intervenir pour réprimer des troubles et des désordres. Comme les patriotes, presque seuls, paraissent aux assemblées primaires, l'opposition n'existe pas. Malgré les inquiétudes de St-Mar-

1. Cf). N^{os} 2, 3 et 5. Dans son n^o 4 du 21 août, il parle « du roi faible et trompé ».

2. Réimpr. du Moniteur T. 13 p. 361 et 382.

3. Adresse publiée par le Pacificateur dans son n^o 6 du 25 août.

4. Nous n'avons pas retrouvé un seul procès-verbal d'assemblée primaire.

5. Cf) exposé de la conduite des membres du directoire, discours de Lespinasse du 12 octobre 1793, 15 p. imprimerie Guillet. Privas in-4. F. V.

tin ¹ qui trouve trop timides et trop tièdes les électeurs de Privas, groupés autour de Defrances, son ancien collègue aux Etats-Généraux, les délégués sont en grande majorité des patriotes éprouvés, acceptant le fait accompli, mais ennemis de toute aventure et convaincus que la Révolution est terminée. C'est l'opinion même du groupe des ardents démocrates de 1789 qui, jusqu'alors, sont allés de l'avant avec Delichères, Pourret et Sabathier.

L'assemblée électorale se réunit à Annonay du 2 au 9 septembre ². Le 6, elle envoie son adhésion aux événements du 10 août et à toutes les mesures décrétées depuis par l'Assemblée législative mais elle ne manifeste aucun désir de voir poursuivre les réformes sociales et économiques. Le décret du 25 août, exigeant la production du titre primordial pour le paiement des droits féodaux, a donné satisfaction aux dernières revendications des paysans. Quant aux bourgeois, dont beaucoup se trouvaient lésés par cette nouvelle disposition, ³ s'ils n'osent guère récriminer, ils sentent la nécessité de freiner désormais le mouvement réformateur.

L'assemblée ne fait aucune allusion à la situation du roi, mais elle ne prononce pas un mot contre la monarchie. Elle ne formule aucune opinion sur la forme à donner au nouveau gouvernement. Le 3 septembre, elle refuse de prendre en considération une lettre de la société des Amis de la Constitution de Nîmes, tendant à limiter les pouvoirs des députés à la Convention nationale ⁴. Pour n'avoir pas à prendre parti dans des questions qu'elle connaît mal, qui l'inquiètent et la troublent, elle entend laisser toute liberté à ses représentants de se décider suivant les circonstances.

Les opérations électorales n'excitent pas davantage les passions politiques. Un seul incident ⁵ vient rompre la monotonie des scrutins. Lors du dépouillement des votes pour l'élection du premier député, le 4 septembre, on trouve un bulletin au nom du comte d'Artois. Aussitôt des cris de colère et d'indignation s'élèvent de tous les coins de la salle contre « le traître, le parjure qui a osé ainsi compromettre les principes de l'assemblée et profaner le scrutin, en y mêlant le nom d'un ennemi de la patrie ».

1. Lettre de St-Martin à Th. Chomel du 27 août 1792.

2. Procès-verbal de l'assemblée électorale. Arch. nat. C 178 6.

3. Le 6 septembre, un membre donne « lecture d'une pétition concernant les droits féodaux supprimés, l'assemblée passe à l'ordre du jour ». Cf) Procès-verbal du 6 septembre, séance du matin.

4. Séance du 8 septembre, au soir.

5. Cet incident occupe une partie de la séance du matin du 4 septembre et presque toute la séance du soir.

Le coupable ne pouvait être que Daizac, de Thueyts, qui avait « déclaré qu'il aimerait mieux voter pour le comte d'Artois que pour Boissy d'Anglas et St Prix. » On l'avait vu, devant l'émotion provoquée par la lecture de son bulletin, quitter précipitamment la salle et, malgré une pluie battante, s'enfuir du côté du Champ. Il n'a pas reparu à son logement, et les commissaires chargés de l'enquête viennent de découvrir dans sa chambre des lettres suspectes, qui sembleraient prouver qu'il est d'intelligence avec les aristocrates et les contre-révolutionnaires. On le dénonce au juge de paix et l'assemblée revient paisiblement à ses travaux.

Tous les élus sont des patriotes de vieille date, des administrateurs du département et des anciens députés. Mais, seuls des représentants de l'Ardèche à l'Assemblée législative, Gamon¹ et St Prix² trouvent grâce aux yeux de leurs concitoyens et conservent leur confiance. Le 3 septembre, sur la motion d'un de ses membres, « l'assemblée électorale déclare que MM. Soubeiran St Prix et Gamon, par la conduite intacte et le patriotisme ferme qu'ils ont développé à l'Assemblée législative, ont bien mérité des citoyens du département et méritent d'être nommés à la Convention nationale. Le président leur écrira pour leur faire part de cette déclaration. »³

C'était un moyen habile de poser leur candidature. Le premier élu, toutefois, est Boissy d'Anglas, qui groupe sur son nom la presque unanimité des voix. ⁴ Il reçoit la récompense de son zèle et de

1. Gamon naquit à Antraigues, le 6 avril 1767. Avocat en parlement en 1788, il est nommé député suppléant à l'Assemblée législative et remplace Valladier, le 15 mars 1792. Élu à la Convention, il vote pour la mort de Louis XVI avec sur-sis, signe la protestation contre les événements du 31 mai-2 juin 93 et est décrété d'accusation, le 3 octobre. Grâce à Gleizal, son beau-frère, il peut s'échapper et gagner la Suisse. Réintégré en ventose III à la Convention, il est réélu au Corps législatif en l'an IV. Sorti en l'an V, il est nommé, le 30 fructidor V, juge au tribunal de Cassation. En 1800, il devient président du tribunal criminel de l'Ardèche. Il siège à la chambre des représentants aux 100 jours, est banni en 1816, rentre en France en 1817 et meurt à Antraigues, le 1^{er} novembre 1832.

2. St-Prix naquit à St Péray, le 2 juillet 1756. Membre du directoire du département, il est élu à l'Assemblée législative en 1791 et à la Convention en 1792. Dans le procès du roi, il vote pour la mort avec sursis. Il proteste contre les événements du 31 mai-2 juin, est arrêté en octobre et ne reprend son siège à la Convention que le 18 frimaire III. Nommé au corps législatif en l'an IV, réélu en l'an VI, il siège jusqu'au 18 brumaire. En 1800, il devient juge au tribunal de Privas, est exilé en 1816 et rentre en 1818. Il meurt à St Péray, le 2 septembre 1828.

3. Procès-verbal du 3 septembre, séance du matin.

4. Boissy d'Anglas obtient 288 voix sur 328 votants, St Prix 314 sur 386, Gamon 319 sur 392, St Martin 294 sur 385, Garilhe et Gleizal ne sont élus qu'au 3^e tour de scrutin, le 1^{er} par 203 voix sur 380, le 2^e par 207 sur 371. Enfin Corenfustier est désigné au 2^e tour par 199 suffrages sur 363 votants.

son dévouement pour la diffusion et la défense des idées patriotiques. Son activité, comme procureur général syndic, a été appréciée de tout le département, autant que sa prudence et sa judicieuse modération. On lui sait gré, surtout, d'avoir, par une rapide organisation de la résistance, basé à ses débuts la folle tentative de Saillans et sauvé le pays des horreurs de la guerre civile. St Martin et Gleizal¹ ont toujours marché dans le sillage de Bony d'Anglas et secondé de leur mieux ses initiatives. Les deux autres, Garilha² et Lorenfus-Het³ n'ont pas une personnalité bien accusée. Ce sont des patriotes timorés qui ne joueront qu'un rôle assez effacé. Des trois suppléants, Thoulouze, Chamel et Manarot, seul Thoulouze⁴ siégera à la Convention en remplacement de Gamon proscrit et fugitif.

Au fond, élus comme électeurs n'ont pas d'opinion bien arrêtée, ni de plan préconçu sur l'organisation du nouveau régime. Ils

1. Gleizal naquit à Genestelle, le 29 mai 1761. Il termina ses études à Avignon. En 1788, il prit pour thèse Thérèse Gamon, pour de futur député à la Législative et à la Convention. En 1790 il est élu administrateur du département et, le 26 juin 1791, nommé à la garde nationale du canton d'Antraigues. Le 9 septembre 1791, il est appelé au directoire du département. Le 10 7 septembre 1792 à la Convention, il vote d'abord avec le parti Girondin, puis incline vers la Montagne et devient l'un des chefs de confiance des Jacobins du département. En 1795 il n'est pas réélu. En l'an VI, son élection est cassée, en application de la loi du 22 floréal. En 1816, il est contraint de sortir de France comme régicide. Il se retire à Bruxelles, où il devient marchand de vin. Autorisé à rentrer en France en 1818 il se retire à Paris, où il s'occupe des intérêts de ses compatriotes. Il meurt à Vauvray, le 12 septembre 1832.

2. Garilha naquit à Payzac, le 27 novembre 1759. Il était juge au tribunal de district du Tarn-et-Garonne quand le 3 septembre 1792, il fut élu à la Convention. Dans le procès de Louis XVI il vota pour la réclusion et le sursis. Il fut l'un des 73 députés arrêtés le 3 octobre 1793 sur le rapport d'Amal, pour avoir protesté contre les événements des 31 mai et 2 juin. Il fut rappelé à la Convention le 18 frimaire an III. Le 23 vendémiaire an IV, il est réélu député par 154 voix sur 218 votants. Sorti en l'an VI, il est réélu pour un an. De 1801 à 1813, il est maire de Payzac. Il mourut à Largentière, le 20 août 1829.

3. Lorenfus-Het naquit aux Vaux le 22 avril 1747. Il fit son droit à Toulouse et fut reçu avocat au parlement. Elu juge de paix des Vaux le 9 janvier 1791, il est nommé, quand il a occupé de l'affaire de Saillans. Le 7 septembre 1792, au 2^e tour, il fut nommé à la Convention. Dans le procès de Louis XVI, il vota pour le renvoi au tribunal et pour le sursis. Après la chute des Girondins, il protesta et déclara qu'il retirait son procure, le lendemain. Réélu, le 23 vendémiaire an IV, par 181 voix sur 218 votants, il sortit du Conseil des Anciens en l'an V et fut nommé receveur à Paris. Il mourut à Carmaux le 28 février 1823, dans les sentiments de la plus vive pitié.

4. Thoulouze naquit à Chandolx, le 4 mars 1754. Administrateur, puis procureur syndic du district du Tarn-et-Garonne. Il fut élu premier suppléant à la Convention par 206 voix sur 217. Il fut appelé à la Convention le 24 fructidor an II et continua à siéger après le retour de Gamon. Il mourut à Chandolx, le 11 août 1822.

subiront l'impulsion du milieu et du moment, mais tous inclinent à des solutions de modération et d'apaisement. ¹ Cette communauté d'idées et de sentiments se manifeste surtout dans les trois grandes questions qui dominent toute la politique intérieure des premiers mois de la Convention : abolition de la royauté, procès du roi et lutte des Girondins contre la députation de Paris soutenue par la commune insurrectionnelle du 10 août.

Les députés de l'Ardèche ne parlent ² guère à leurs commettants du vote qui a aboli la royauté et établi en fait la république. Les patriotes du département sont aussi discrets que leurs représentants. L'abolition de la royauté peut les surprendre, elle ne les passionne pas et on ne signale dans le pays ni protestation, ni approbation spontanée. Ce ne sera que quelques jours plus tard que, sur les instances de leurs députés ³, qui s'efforcent de réchauffer leur enthousiasme, le directoire du département ⁴, les municipalités de Privas et d'Annonay ⁵ et les divers clubs se décideront à envoyer une adhésion explicite au décret du 21 septembre. La société des Amis de la liberté et de l'égalité d'Annonay, le 7 octobre, félicite la Convention d'avoir aboli la royauté, « cette prérogative funeste qui constituait un seul individu le maître et le tyran de plusieurs millions d'hommes. Nous sommes libres, enfin, grâce vous en soient rendues » ⁶ ; mais, si le conseil général, dès le 27 septembre, date ses actes de l'an I de la république, le Mézenc ne modifie son calendrier qu'à partir du 16 octobre ⁷ et le journal « le Pacificateur » reste fidèle au « style esclave » jusqu'à son numéro du 25 octobre.

1. Les élections pour le renouvellement intégral des administrations du département et des districts eurent lieu deux mois plus tard à Tournon et furent faites par les mêmes délégués. Mais, cette fois encore, malgré une forte proportion d'hommes nouveaux, appartenant presque exclusivement à la petite bourgeoisie, les élus sont peu désireux de se lancer dans les spéculations politiques. Comme leurs électeurs, ils redoutent, avant tout, d'assumer des responsabilités. Ils font confiance à la Convention et à leurs députés avec qui ils restent en fréquents rapports.

2. Il n'est pas sûr que Boissy d'Anglas, qui était encore à Annonay, le 16 septembre, soit arrivé à temps pour prendre part au vote du 21 septembre. Il en est de même probablement des autres députés de l'Ardèche, sauf Gamon et St-Prix qui se trouvaient à Paris.

3. Cf. la correspondance de St-Martin avec Th. Chomel.

4. Arch. Ard. L 108. Adresse du conseil général du département du 27 septembre.

5. Arch. parlementaires T. 52 p. 533. Adresses des municipalités de Privas et d'Annonay, lues à la séance de la Convention du 17 octobre 1792.

6. Adressé de la société des Amis de la liberté et de l'égalité à la Convention du 7 octobre, publiée par le Pacificateur, le 11 octobre, n° 25.

7. Arch. Ard. L 108 et L 736.

A mesure, cependant, que le nouveau gouvernement apparaît plus stable, les adresses se font plus nombreuses et plus explicites. Le 31 octobre, le district du Tanargue félicite la Convention « d'avoir détruit la monarchie et de lui avoir substitué la république ¹ ». « La royauté n'est plus, s'écrie le club d'Annonay, le 8 novembre, l'arbre de la république s'élève majestueusement sur les débris du trône renversé ². » Terras, administrateur du Mézenc, écrit, le 16 octobre, à Boissy d'Anglas : « Nous avons appris, en son temps, avec la plus vive joie l'abolition de la royauté. Je vous avoue franchement que c'était mon vœu particulier depuis plus d'une année ³. »

Au mois de novembre, les principaux centres, pour frapper l'imagination populaire, organisent de grandes fêtes civiques en l'honneur de la république. Annonay, le 11, se distingue par l'ampleur, la variété et le pittoresque de ses divertissements. Les exercices militaires, les farandoles, les défilés de jeunes gens et jeunes filles, en costumes symboliques, se mêlent aux cérémonies religieuses et aux chants patriotiques. Mais, malgré le zèle bruyant de la municipalité et du club, malgré l'ingéniosité des ordonnateurs et la grandiloquence des discours, la population reste froide et réservée, presque défiante. Le compte rendu, lui-même, en dépit du ton dithyrambique du rédacteur, distille l'ennui et la lassitude. Le peuple assiste à la fête par désœuvrement, mais les acteurs semblent pressés d'en finir avec le rôle qui leur est imposé ⁴.

Une fête analogue a lieu à Tournon, le 18 novembre. La municipalité, la société populaire et l'assemblée électorale du département y assistent en corps. Le « chant de l'hymne national » produit une vive émotion qui se transforme en embrassade générale, pendant que des enfants déchirent des drapeaux blancs et y mettent le feu ⁵.

1. Arch. nat. Dxl 18.

2. Cf. le Pacificateur, n° 36, 8 novembre 1792.

3. Arch. nat. F7 4606.

4. Cf. Pacificateur, n° 38, 13 novembre, et « récit exact de la fête civique célébrée, le 11 novembre, à Annonay, suivi d'un discours prononcé par le citoyen Pourret ». Annonay, imprimerie Agard in-4 12 p F. V

5 Arch. Ard. L 790. Procès-verbal de l'assemblée électorale, 18 novembre 1792 Un mois plus tard, le chant de la Marseillaise provoque un incident violent à l'assemblée administrative du Tanargue Le 20 décembre, les administrateurs du district soupaient chez le receveur Planche. Ils décident de terminer la soirée en chantant « l'hymne des vrais amis de la république. » « Arrivés au couplet où la divinité tutélaire de la patrie est invoquée, chacun se précipite à genoux. Gimbert, seul, reste immobile ; l'assemblée scandalisée l'invite à se conformer

L'enthousiasme, aussi bien chez les patriotes que dans le peuple, est factice. Les autorités surtout sont d'une prudence consommée ; elles approuvent du bout des lèvres, mais se cantonnent exclusivement dans leur rôle administratif et se bornent à faire appliquer passivement les décrets de la Convention.

Presque jamais, à la fin de 1792, le Coiron, le Mézenc et le Tanargue ¹ ne se permettent la moindre incursion dans le domaine politique. Le procureur général syndic lui-même, à l'ouverture de la session du conseil général du département, le 6 décembre, rompt avec tous les usages antérieurs. Il ne souffle mot dans son discours ni du roi, ni de la république, ni de la Convention, ni de la guerre, ni de la victoire de Jemmapes. C'est à peine s'il réédite le couplet habituel contre les réfractaires, les contre-révolutionnaires et les émigrés. Dans le programme qu'il soumet à l'assemblée, il n'est question que d'« animer l'agriculture, encourager le commerce et les arts, assurer à l'homme infirme ou délaissé des secours... ». A lire le procès-verbal de la session, on ne soupçonnerait pas que les administrateurs puissent avoir d'autres préoccupations que celles d'assurer la rentrée des impôts et la vente des biens nationaux, de restaurer les routes, de veiller à la sécurité publique, de subvenir aux subsistances et de soulager la misère des petites gens. Si, à la veille de la clôture de leurs opérations, ils songent à l'adresse obligatoire d'adhésion et de félicitations à la Convention ², ils refusent, malgré des sollicitations pressantes et réitérées, de s'occuper du procès du roi et de transmettre le moindre vœu à ce sujet à leurs représentants.

Toutes les autres administrations, les districts, les municipalités, les clubs, observent la même réserve. Le 19 novembre, l'assemblée électorale du département réunie à Tournon n'élève aucune objection au projet de faire juger Louis XVI par la Convention, mais

aux autres. Il s'y refuse et dit obstinément qu'il ne fera jamais un pareil acte que devant Dieu, et fait connaître à l'assemblée, par ce refus, qu'il cache, sous le respect de la souveraine divinité, un fanatisme outré !... L'assemblée déclare que Gimbert a mérité la censure de l'administration. Gimbert, le même jour, requiert l'insertion sur le registre de sa protestation indignée. « La censure que ces cannibales ont contre lui déclarée encourue n'est point déshonorante, n'étant point méritée. » L'excuse de ses collègues est que, « dans ce moment, le vin blanc mousseux fermentait dans leur cerveau. » Arch. Ard. L. 860. Procès-verbal de l'assemblée administrative du Tanargue du 21 décembre 1792.

1. Arch. Ard. L. 570, 736 et 860.

2. Arch. Ard. L. 109. Séances des 6 décembre 1792 et 5 janvier 1793.

elle s'interdit tout conseil, toute pression. Elle n'entend assumer aucune responsabilité et, pour tous les votes que ses députés auront à émettre, elle s'en rapporte à leur conscience et à leur patriotisme ¹. Seule, la société des Amis de la liberté et de l'égalité de Tournon, le 6 janvier 1793, envoie une adresse virulente à la Convention pour se plaindre du retard apporté à l'exécution du roi, « de ce monstre, pris teint du sang du peuple, le 10 août... Nos neveux s'étonneront qu'un pareil monstre ait trouvé des défenseurs... » ². Par contre, un patriote d'Antraigues, Mazon, fait imprimer une petite brochure pour servir à la défense de Louis XVI ³ et Chomel, procureur du roi devant le tribunal du Mézenc, dès le 16 octobre, écrit à Boissy d'Anglas qu'« il serait aussi inhumain qu'impolitique d'user d'une extrême sévérité... A mon avis, cet ex-roi est plus infortuné que coupable. » ⁴.

On sent que cette affaire du jugement du roi étonne et scandalise. N'ayant jamais prévu une pareille éventualité, l'opinion, de parti pris, affecte de s'en désintéresser. Mais, au fond, paysans et patriotes, en grande majorité, font des vœux pour la clémence et souhaitent secrètement un verdict d'humanité.

C'est bien ainsi, d'ailleurs, que les députés de l'Ardèche interprètent le silence de leurs concitoyens et, si tous déclarent Louis XVI coupable, tous, en définitive, s'efforcent de sauver la vie du roi. Boissy d'Anglas, Corenfustier, Garilhe, St-Martin ⁵ agissent en législateurs et non en juges. Ils prennent simplement une mesure de salut public et se prononcent pour le bannissement ou la réclusion. St-Prix, après la découverte des pièces de l'armoire secrète des Tuileries, a cédé à un mouvement de colère et d'indignation. Dans une lettre privée ⁶, il a laissé entendre sa résolution d'infliger au « tyran » une peine exemplaire, car « morte la bête, mort le venin », mais, après réflexion, il n'hésite plus à se ranger à l'opinion de Gamon et tous les deux votent la mort avec sursis jusqu'à la paix. Tous, même Gleizal qui a opiné pour la mort dans les vingt-quatre heures et re-

1. Arch. Ard. L 790. Procès-verbaux des 17 et 19 novembre 1792.

2. Arch. nat. DXL 18. Adresse du 6 janvier 1793.

3. Louis Mazon. Adresse à la Convention nationale sur le jugement de Louis XVI. Paris in-8, 16 p. F. V.

4. Arch. nat. F7 4606. Lettre de Chomel à Boissy d'Anglas, 16 octobre 1792.

5. Réimpression du Moniteur, T. 15 p. 211-212.

6. Lettre de St-Prix à Caroline du 21 novembre 1792, publiée dans la revue du Vivarais du 15 février 1904 par Humbert de Soubeyran de St-Prix.

fusé l'appel au peuple ¹, sont unanimes dans la question du sursis et cherchent à écarter une décision irrévocable ².

Nous avons peu de renseignements sur l'impression produite dans le pays par l'annonce de l'exécution du roi. Les procès-verbaux enregistrent sèchement la nouvelle sans aucun commentaire. « Le 28 janvier 1793, écrit Delichères, arrive du département un paquet, adressé au maire et au procureur de la commune, pour être ouvert en présence du conseil municipal. Je le convoque. Il nous annonçait l'exécution de Louis XVI. Il me prit un saisissement qui fut remarqué. L'assemblée se sépara de suite et je rentrai chez moi, en proie aux plus pénibles réflexions.... » ³. La correspondance de St-Martin et les notes de Léorat Picansel nous laissent entendre que, si « les bals n'ont jamais été aussi fréquents qu'à cette époque » ⁴, la nouvelle sinistre répand partout l'inquiétude et l'effroi. L'opinion, sans vouloir le laisser paraître, est terrifiée de la décision de la Convention et stupéfaite de son audace.

Aussi ne trouve-t-on que de rares adresses et adhésions des autorités et des sociétés populaires ⁵. Cette discrétion de mauvais augure préoccupe les députés. Ils craignent que leurs concitoyens ne comprennent pas la situation tragique de la Convention dans ces jours douloureux et ne désavouent son jugement. En de nombreuses lettres, ils parlent « des poignards qui brillaient sur nos têtes. » ⁶ « On nous menace, écrit St-Prix, de nous égorger à la porte de l'assemblée et nous n'avons voté les quatre appels nominaux pour ainsi dire que sous le couteau.... il n'est plus possible d'y tenir. » Il parle de quitter Paris, « si l'on me le permet. » ⁷ Et St-Martin ajoute : « Vous ne vous formez pas l'idée de l'état d'angoisse ou plutôt de stupeur où nous a réduits l'affaire du dernier roi des Français. Les papiers publics ne vous ont donné là-dessus que des relations très imparfaites et, pour la tranquillité de nos concitoyens, nous avons

1. Gleizal est le seul député de l'Ardèche qui refuse de soumettre le jugement de Louis XVI à la ratification du peuple réuni dans ses assemblées primaires. Plus tard, il défendra son opinion dans un ouvrage intitulé : *Coup d'œil sur la Révolution française*. Paris in-8. 47 p. F.V. p. 7 et 8.

2. Réimpression du *Moniteur* T. 15 p. 253.

3. Manuscrit de Delichères, p. 125.

4. *Annales d'Annonay* par Léorat Picansel.

5. La société populaire de Largentière, le 10 février, félicite la Convention d'avoir délivré le pays « du tyran royal ». Arch. Ard. L. 1052.

6. Lettre de St-Martin à Chomel le 24 janvier 1793.

7. Lettre de St Prix à Caroline du 21 janvier 1793.

cru devoir nous taire » ; mais, conclut-il, « il est bien essentiel que le jugement du ci-devant roi soit sanctionné par l'opinion publique. »

Les députés s'empressent de donner l'exemple d'une soumission sans réserve aux décrets de la Convention. « Vous savez, écrit St-Martin, que je n'étais pas pour la mort du tyran, que je voyais de grands dangers à porter sur une tête plus intéressante la prétention à la royauté, que d'autres raisons me faisaient adopter une mesure plus douce, mais la majorité de la Convention a pensé différemment et je dois croire m'être trompé. Je fais des vœux pour que cela soit. » ¹ « J'avais tort sans doute, dit de son côté Boissy d'Anglas, puisque la majorité de la Convention a pensé autrement. » ² Corenfustier déclare que l'accumulation sur sa tête de fonctions judiciaires et législatives « lui a paru monstrueuse », il n'a voulu prendre qu'une mesure de sûreté générale, mais il accepte la décision de la Convention et s'y soumet ³. Quelques semaines plus tard, tous les députés de l'Ardèche, dans « la lettre à nos commettants », reconnaissent qu'ils ont pu errer dans le jugement du ci-devant roi, mais que tous se sont ralliés aussitôt au sentiment de leurs collègues ⁴. Tous, au nom de l'intérêt public, demandent à leurs concitoyens de se serrer autour de la Convention et de lui faire confiance. C'est le seul moyen d'éviter l'anarchie et la guerre civile.

En fait, il n'y eut pas de protestation. Les contre-révolutionnaires n'osent pas élever la voix. Le décret du 4 décembre 1792 ⁵, qui prononce la peine de mort contre quiconque oserait proposer le rétablissement de la royauté, leur enlève tout moyen légal de manifester leurs sentiments. Les paysans sont trop prudents pour laisser deviner leurs convictions intimes. Mais, même de la part des patriotes, les adhésions furent rares. Nous n'avons trouvé qu'une lettre de Terras, administrateur du Mézenc, qui écrit, le 8 février 1793, à Boissy d'Anglas que « la mort de Louis Capet a eu l'assentiment presque général. » ⁶

1. Lettre de St-Martin du 24 janvier 1793.

2. Boissy d'Anglas. De notre situation présente et future, s.l. n. d. (1793), in 8, 12 p. Note 1 p. 1 et 2.

3. Lettre de Corenfustier à la société populaire de Largentière, s. d. Fonds Mazon. Chron. 18.

4. Les députés de l'Ardèche à leurs commettants. Paris, 14 avril 1793. Imprimerie nationale 12 p. B. A. Lettre signée par tous les députés de l'Ardèche, sauf Gleizal qui était en mission.

5. Réimpression du Moniteur T. 14 p. 656.

6. Arch. nat. F7 4 606.

Cette discrétion extrême, si elle dissimule mal quelques regrets, atteste, du moins, le prestige dont jouit encore la Convention. Elle semble avoir hérité du culte inconscient et superstitieux qu'on avait eu jusqu'alors pour le roi ou l'Assemblée nationale. La plus légère défiance apparaîtrait à tous comme un signe évident d'aristocratie. Les députés du département confirment les patriotes dans ces sentiments. St Martin, dès le mois d'octobre, explique à ses amis que la Convention est composée d'une grande majorité de braves gens un peu timides, mais animés du souci du bien public. La présence du « vertueux Roland » est une garantie contre les bandits qui rêvent de recommencer les massacres de septembre et de faire égorger l'Assemblée elle-même. Malheureusement, « Paris est plein de ces mauvais esprits qui veulent à toute force soumettre la Convention aux caprices de la multitude, » ¹ de « ces scélérats qui, par des pétitions insolentes, viennent, dans son propre sein, déshonorer la Convention. » ²

Les exaltations malades d'un Marat, les menées illégales de la commune, les intrigues et les embûches de la Montagne inquiètent vivement les représentants de l'Ardèche qui, par goût instinctif de la modération, suivent l'impulsion de leurs collègues Gamon et St Prix, déjà compromis avec les Girondins à la fin de la Législative.

Gleizal est un des plus ardents dans la lutte qu'ils mènent contre la députation de Paris. St Martin appelle Marat, « un fou sanguinaire, » « digne des Petites Maisons, » dont « l'élection déshonorerait à jamais le corps électoral de Paris. » ³ Tous combattent la popularité de mauvais aloi de Philippe Egalité, se défient des arrièrepensées de Robespierre, en attendant de dénoncer avec véhémence les visées des Jacobins à la dictature. ⁴ Ils s'indignent contre l'influence néfaste de la célèbre société. « Depuis longtemps, je ne vais plus aux Jacobins, écrit St Prix, où je ne pourrais me supporter, à cause de l'esprit de désorganisation et d'intolérance qui y règne. » Et il s'amuse de la naïveté de quelques volontaires de son département, qui se laissent prendre à leurs belles paroles, sans pénétrer leurs secrètes ambitions. Le 3 décembre, il parle encore « des li-

1. Lettre de St Martin à Th. Chomel du 10 octobre 1792.

2. Lettre à nos commettants.

3. Lettre de St Martin à Th. Chomel du 13 novembre.

4. Lettre à nos commettants. Cf) aussi le décret rendu contre Philippe Egalité le 16 décembre et rapporté le 19 du même mois. Réimpression du Moniteur T. 14. p. 768 et 796.

belles affreux dirigés contre nous.... », « de cette tourbe d'intrigants et de factieux qui nous entourent. ¹.... » Garilhe proteste contre ces « charlatans en patriotisme » qui « trompent le peuple pour lui ravir ses droits... Je vois, derrière le rideau, un Cromwell qui prépare à ma patrie le sort qu'éprouva l'Angleterre après la mort de Charles Stuart. ² » Chacun fait sienne la conclusion de St Martin qu'« une force armée, prise dans chaque département, est indispensable pour assurer notre indépendance et la parfaite liberté de nos opinions. » ³

C'est ainsi que tous les députés de l'Ardèche, sans s'identifier aux Girondins, les appuient énergiquement dans leur lutte contre la Montagne, lutte aux alternatives diverses, mais qui remonte aux premiers jours de la Convention et dont le procès du roi n'a été que l'épisode le plus significatif.

Sur ce terrain, l'accord est complet avec leurs compatriotes. Le département, les districts, les municipalités, les clubs, en de nombreuses adresses, assurent la Convention de leur fidélité et de leur dévouement, mais la supplient d'imposer silence aux factieux et de punir les instigateurs des odieux massacres de septembre.

Le couplet contre Marat, l'« agitateur et non l'ami du peuple » ⁴, et ses complices qui siègent sur les bancs de la Montagne, contre les propagateurs de l'anarchie et du désordre, devient le lieu commun que reprennent en chœur tous les discours et toutes les délibérations. « Comment, en effet, s'écrit Pourret, le 11 novembre, à Annonay, la Convention nationale pourrait-elle nous donner une constitution, si le Maratisme continuait ses ravages ? Comment faire des lois douces et modérées au sein du meurtre et de la terreur ? ⁵ »

Dans une lettre du 16 décembre 1792, la société des Amis de la liberté et de l'égalité d'Annonay déclare aux Jacobins de Paris qu'elle « n'a pu voir sans étonnement que des opinions atrocement perfides avaient été publiées par quelques-uns de vos membres..... Ne souffrez plus parmi vous ces motionnaires convulsifs qui ternissent votre gloire..... Nous vous les dénonçons comme des ennemis mille fois plus dangereux que les satellites d'outre-Rhin.... » ⁶ Le

1. Lettres de St Prix à Caroline des 12 novembre et 3 décembre 1792.

2. Garilhe. Son discours sur la peine à infliger à Louis XVI. Paris, imp. nat. s. d. in-8. 3 p. F. V.

3. Lettre de St Martin à Th. Chomel du 10 octobre 1792.

4. Procès-verbal de la société populaire d'Annonay du 28 octobre 1792.

5. Le Pacificateur, n° 39, du 15 novembre. Discours de Pourret à la fête civique d'Annonay, le 11 novembre.

6. Adresse du 16 décembre 1792 aux Jacobins de Paris. Rostaing p. 189-190.

Pacificateur, de son côté, attaque sans ménagement Marat et Robespierre et fait l'apologie de Roland. ¹ Dès le 16 octobre 1792, l'ardent patriote Chomel envisage l'opportunité de faire nommer par les assemblées électorales de nouveaux députés qui, pour pouvoir délibérer librement, siègeraient en dehors de Paris. ²

Le département, depuis plusieurs semaines, ne cesse d'offrir des troupes à la Convention. Le 5 janvier 1793, après avoir flétri la tyrannie qui « se reproduit sous une nouvelle forme et bien plus dangereuse, » il ajoute : « Les factieux remplissent les tribunes ; ils entreprennent de vous dicter des lois.... Parlez, législateurs, êtes-vous libres ? Courez-vous quelque danger ? Si telle est votre position, un bataillon de 800 hommes de ce département est prêt ; il vole vers vous, il n'attend que vos ordres.... Différer votre réponse serait le signal de la marche.... » ³

La Convention n'ose pas accepter ces concours compromettants, dont l'offre réitérée finit par exaspérer les Montagnards sans fortifier la situation des Girondins. Déjà, la Commune leur reproche avec aigreur de vouloir réduire Paris à un quatre-vingt troisième d'influence, et les accusations de fédéralisme se précisent contre leurs partisans.

Enhardis par l'irrésolution de leurs adversaires et soutenus par la populace, les Jacobins parlent et agissent en souverains. Une foule d'écrits et de journaux incendiaires s'acharnent contre les députés les plus marquants. Marat, sous prétexte d'accaparement, pousse au crime et au pillage et provoque à « l'assassinat des propriétaires, en cas de résistance ⁴ ». La commune de Paris dénonce Roland et ses amis aux fureurs populaires et l'oblige à donner sa démission. Elle a réussi, écrit St Martin, le 24 janvier, « à faire nommer un nouveau Comité de surveillance, entièrement composé de sa clique ⁵ ».

Les députés de l'Ardèche sont découragés. Ils n'ont plus foi dans leur mission. Ils sont écœurés de ce qu'ils voient et de ce qu'ils entendent. Ils soupirent après le moment où il leur sera donné « de quitter, pour toujours, le séjour de la plus profonde corruption où

1. Cf. n° 31 du 25 octobre et n° 34 du 3 novembre.

2. Arch. nat. F 74.606. Lettre de Chomel à Boissy d'Anglas du 16 octobre.

3. Arch. Ard. L 109. Adresse du conseil général du département du 5 janvier 1793. Le 13 janvier, le club d'Annonay invite encore le département à « envoyer une force imposante à Paris pour contenir les factieux. »

4. Lettre de St Prix à Caroline du 27 février 1793.

5. Lettre de St Martin à Th. Chomel.

l'on ne voit qu'égoïsme, que brigands, où le crime est encensé et la vertu persécutée ».¹

Le contre-coup de tous ces événements se fait rapidement sentir dans le pays. Les patriotes ne sont plus aussi désireux de conquérir les postes administratifs. Ils les abandonnent volontiers et sous les prétextes les plus futiles pour reprendre leur liberté et leur indépendance. Déjà, aux élections de novembre 1792, beaucoup d'anciens administrateurs du département ou des districts, qui jusqu'alors constituaient l'état-major du parti patriote, ont préféré, comme Delichères, se faire oublier dans leurs places de notaire ou de maire de leur commune². A présent, les industriels et les commerçants, pour sortir de l'administration, allèguent le souci de leurs propres affaires ou le désir de se consacrer exclusivement à la grave question des subsistances et du ravitaillement du pays³. Dans certains centres importants, comme aux Vans, on n'arrive même pas à constituer une municipalité, faute de candidats. Tous les élus, les uns après les autres, s'empressent de donner leur démission⁴. Les clubs eux-mêmes sont désertés, les séances s'espacent et sont de pure forme⁵. On est las de toutes ces vaines agitations. Si personne ne songe à mettre en cause la république ni même encore à incriminer la Convention, l'enthousiasme disparaît, la confiance s'évanouit.

Le pays, cependant, reste calme et tranquille⁶. De juillet 1792 à mars 1793, on ne signale aucune agitation politique sérieuse. Les plus grands crimes de lèse-révolution se bornent à quelques tail-lades infligées à d'inoffensifs arbres de la liberté⁷. Il semble que l'opposition n'existe plus. La mort du roi, en supprimant brutale-

1. Lettre de St Prix du 27 février. Cf) aussi lettre à nos commettants.

2. Manuscrit de Delichères p. 121.

3. Montgolfier, le 20 septembre 1792, déclare qu'il ne peut faire partie du directoire. Arch. Ard. L108. Sabathier, le 1^{er} janvier, opte pour le poste de juge de paix et Darnaud, le même jour, allègue des raisons de santé pour ne pas être appelé au directoire. Arch. Ard. L109.

4. Arch. Ard. L126. Procès-verbal du directoire du 8 février 1793.

5. Cf) procès-verbaux de la société populaire d'Annonay, au début de 1793, cités par Rostaing.

6. Cf) procès-verbaux du directoire. Arch. Ard. L125 et L126. Lettre de Grollier du 7 novembre 1792 publiée dans la Revue du Vivarais du 15 janvier 1905 par R. Tartary. Cf) aussi arch. nat. F 7 4606 diverses lettres adressées à Boissy d'Anglas par Puaux de Vallon, le 10 janvier 1793, par Thoulouze de Joyeuse, le 13 janvier, par Terras de Tournon, le 8 février 1793, qui toutes constatent la parfaite tranquillité du pays.

7. Arch. parlementaires T. 57 p. 598. Lettre du procureur général syndic de l'Ardèche du 8 janvier 1793, lue à la Convention à la séance du 23 janvier.

ment tout retour en arrière, a eu pour résultat de décider, sinon le peuple, du moins la petite bourgeoisie, les clubs, les patriotes et les autorités constituées à faire acte d'adhésion explicite à la république. Les aristocrates, eux-mêmes, se gardent bien de manifester leur hostilité.

S'il est quelques irréconciliables comme Perrochon, le chevalier de Melon et les frères Allier, ils se sont réfugiés, sous des noms d'emprunt, dans la montagne ou dans les villes, attendant l'occasion favorable pour reprendre la lutte. Les autres se terrent et ne font plus parler d'eux depuis l'affaire de Saillans. Les patriotes, les jugeant résignés, semblent les ignorer et ne les traitent plus en ennemis.

Au début de 1793, Delichères, lui-même, fait délivrer des certificats de civisme « à tous ceux à qui la loi en prescrivait le besoin, quoique la presque totalité fussent accusés d'aristocratie ou de fanatisme »¹. Un certain nombre, d'ailleurs, subissent l'attraction du parti vainqueur, s'accommodent de la situation, se font inscrire au club et, sans transition, quelques-uns vont ostensiblement rejoindre les patriotes les plus exubérants, par désir de tranquillité et par intérêt beaucoup plus que par conviction². Les plus compromis, qui ne peuvent espérer égarer l'opinion par une conversion trop opportune pour être sincère, réussissent à se faire oublier et, à part de rares exceptions, seuls, quelques jeunes étourdis vont, au delà des frontières, renforcer la petite armée de Condé.

La plupart des émigrés, d'ailleurs, savent jouer de l'influence de leurs amis ou de leurs agents pour acheter la complicité des autorités locales. Déjà, le 16 octobre 1792, le Coiron constate que « les considérations d'amitié et peut-être des inquiétudes pusillanimes sur le succès de nos armes arrêtent les dénonciations des municipalités ».³

Souvent les districts et le département ne sont pas dupes⁴, mais,

1. Manuscrit de Delichères, p. 126.

2. C'est la tactique de beaucoup de bourgeois à Annonay.

3. Arch. Ard. L 570. Discours du procureur syndic à l'assemblée administrative du Coiron. Le 28 novembre 1792, le ministre de l'intérieur se plaint au procureur syndic du Mézenc de la négligence coupable des municipalités à l'égard des émigrés Arch. nat. F 7 3.340.

4. Les lettres suspectes arrêtées leur en fournissent de nombreuses preuves. Arch. ard L 328 et L 638. Le 13 novembre 1792, l'assemblée électorale de Tournon reçoit une lettre, timbrée de Rochemaure et trouvée à Valence, adressée à M^{me} de Launay, à Turin, la prévenant de vite rentrer pour empêcher le séquestre de ses biens. Arch. Ard. L 790.

tout en protestant pour mettre à l'abri leur responsabilité et en menaçant de sévir contre les coupables, ils acceptent sans grande difficulté¹ les certificats de complaisance qui permettent aux titulaires, soit d'éviter l'inscription sur la liste des émigrés, soit d'engager une action en radiation². Les parents parviennent ainsi à écarter le séquestre des biens de leurs enfants et à se soustraire à l'obligation de contribuer à l'entretien et à la solde de deux volontaires par fils émigré³. D'autres s'empressent de liquider leurs biens ou de régler leurs procès par des arrangements à l'amiable. Les autorités du département et des districts, malgré les réclamations du ministre de l'intérieur⁴, n'interviennent que mollement pour empêcher « ces transactions frauduleuses ». A la fin mars 1793, elles prétendent ne pas savoir encore à compter de quelle date elles doivent appliquer la loi sur les émigrés⁵. En somme, durant l'hiver 1793, on ne constate plus cette animosité qui avait mis si longtemps aux prises, dans une lutte sans merci, aristocrates et patriotes du département.

II

Quant au paysan qui a toujours veillé à ne pas se compromettre dans les conflits politiques, il est revenu à son égoïsme et veut tout ignorer de la situation. Il s'occupe de ses intérêts matériels, envahit les biens communaux, usurpe les îles du Rhône et, sans souci des protestations des corps constitués, continue à mettre en coupe réglée les forêts domaniales des Chambons, de Mazan et de St-An-

1. Lettre de Mallevall, vice-procureur général syndic, à Michel, procureur syndic du Coiron, du 26 février 1793. Arch. Ard. L 594.

2. Les actions en radiation sont fréquentes et, jusqu'à la fin février 1793, le département les accueille facilement. Arch. Ard : L 125 et L 126. Cf) aussi Arch. nat. F 7 3340.

3. Le 17 mars 1793, L 126, le directoire fixe la somme à payer par les parents à 883 l. 18 s. par enfant émigré, et, en plus, la solde de deux hommes, à raison de 15 s. par jour pour chacun. Nicolas Dereboul, ancien député à la Législative, a 4 fils émigrés ; Firmin Beaul, de Bourg St-Andéol en a 5. Gaillard, de Desaignes, 5, mais il réussira, quelques jours plus tard, à en faire rayer 4. Arch. Ard. L 127 27 mai 1793.

4. Lettre de Roland du 23 novembre 1792. Arch. nat. F 7 3340.

5. Lettre du 27 mars 1793 du procureur général syndic au ministre de l'intérieur. Réponse du ministre le 13 avril. Arch. nat. F 7 3.340.

déol-de-Berg¹. L'autorité a beau placer les propriétés sous la sauvegarde de la loi et rendre les municipalités responsables des illégalités commises dans leur ressort, elle n'est pas obéie et, une fois de plus, elle s'avère incapable d'imposer par la force le respect de ses décisions. Cette faiblesse ne peut qu'encourager le désordre.

A la fin de janvier 1793, le canton de St-Pierreville, en particulier, est menacé d'une recrudescence soudaine de la Jacquerie². Par « une fausse et maligne interprétation des lois relatives à la suppression de la dime et des droits féodaux.... la plus grande partie des fermiers et des métayers de ce canton pense ou feint de penser que les dimes et rentes foncières, stipulées par les propriétaires dans les baux à ferme passés antérieurement à la promulgation de ces lois, sont également supprimées et qu'elle ne doit plus les payer. S'il y a quelques lois subséquentes qui ordonnent ce paiement, elles ne sont pas l'ouvrage du Corps législatif, mais bien celui du département, intéressé, disent-ils, à conserver les droits féodaux ». Ces propos trouvent facilement crédit auprès de ces « trop crédules villageois qui.... s'empressent de les répandre pour augmenter le nombre de leurs partisans ». Certains ne craignent pas d'ajouter que « maintenant tous les biens sont communs et que les fortunes doivent être égales ». La garde nationale est prête à faire cause commune avec les « malveillants » qui annoncent que 500 hommes de la montagne vont fondre sur St-Pierreville et le « livrer au pillage et au carnage »³.

Ces tentatives de Jacquerie s'apaisent assez facilement, mais les tendances égalitaires et communistes qu'elles révèlent ne sont pas sans inquiéter sérieusement la petite bourgeoisie qui peuple les administrations locales. Elles n'ont, cependant, aucun caractère

1. Plaintes de l'assemblée administrative du Tanargue, 14 novembre 1792, sur les ravages qui se commettent journellement au vu et su des autorités sans la moindre punition des coupables. Arch. Ard. L 860. Plaintes du Coiron le 19 octobre 1792, arch. Ard. L 570. Le 13 octobre 1792, Cruas dénonce quelques particuliers qui ont occupé les biens de l'abbaye. Arch. Ard. L 125. Le 30 octobre, Baix signale des violences commises contre les possesseurs des îles, L 108. Le 31 octobre, dévastation du domaine national de St Andéol-de-Berg. L 125, A tout instant, le directoire du département a à délibérer sur des réclamations de même nature.

2. Arch. Ard. L 126. Procès-verbal du directoire du 1^{er} février 1793 qui fait mention des lettres alarmantes de la municipalité et du juge de paix de St Pierre-ville du 31 janvier. Cf) aussi L 201. Lettre des administrateurs du département, du 28 janvier 1793, sur les attroupements de Gluiras, Marcols.

3. Rapport de Chabal et Cousin sur leur mission à St Pierreville du 1^{er} au 4 février. Arch. Ard. L 126, procès-verbal du 12 février.

politique et le paysan se plie aussi bien au régime républicain qu'à tout autre. Il s'y adapterait encore plus facilement, si la Révolution avait su résoudre, à son gré, les graves problèmes d'ordre économique et religieux qui, presque seuls, préoccupent les petites gens.

L'obligation de l'impôt, surtout, reste le cauchemar du cultivateur. Il avait rêvé d'un régime d'où serait bannie cette dure nécessité. Il continue à se plaindre de la progression et de la mauvaise répartition des charges publiques, mais, en fait, grâce à sa résistance passive et à la mauvaise volonté des municipalités, il a réussi momentanément à s'accommoder, à peu de frais, de ce mal nécessaire. Il paie le plus tard possible et en assignats, toujours plus dépréciés. Le 26 mars 1793, le procureur général syndic constate que « la confection des matrices de rôles ne s'opère pas. Le quart de l'année 1793 est écoulé et les contributions de 1792 ne sont pas encore en recouvrement. Celles de 1791 ne sont pas même entièrement acquittées... »¹. On retrouvera les mêmes plaintes, le 18 avril et le 2 septembre 1793.

La question des subsistances reste grave, moins peut-être pour le paysan qui s'est bien gardé de vendre sa récolte que pour l'artisan et l'ouvrier, souvent privés de tout travail rémunérateur. La récolte de 1792, s'il faut en croire les renseignements toujours pessimistes fournis par l'administration, a été mauvaise. C'est à peine si le pays a recueilli le tiers des grains qui lui sont indispensables. Les pommes de terre, à leur tour, ont souffert des pluies trop abondantes et les châtaignes n'ont pas donné le rendement espéré. Les marchés sont vides et le commerce est impuissant à ravitailler le pays.²

En septembre, le pain manque à Tournon et à Annonay. Le 22 septembre, le conseil général du département implore du gouvernement l'octroi immédiat de 20.000 quintaux de blé. En octobre, il en faut d'urgence 40.000 de plus.³ Le Coiron, à lui seul, a besoin de 25.000 quintaux. Le 16 octobre, il déclare sa situation critique, « s'il n'est promptement secouru par les approvisionnements faits par le pouvoir exécutif⁴ ». La population affamée menace de

1. Arch. Ard. L 126. Procès-verbal du 26 mars 1793.

2. Arch. Ard. L 103. Procès-verbal du conseil général des 18 septembre, 22 septembre et 7 octobre 1792. Compte rendu du directoire à l'assemblée administrative du département, le 6 décembre 1792.

3. Arch. Ard. L 103. Procès-verbaux du conseil général de septembre à novembre 1792.

4. Arch. Ard. L 570. Discours du procureur syndic le 16 octobre.

s'emparer de force des grains de la Haute-Loire déposés à Lavoulte.

L'Assemblée législative avait cru réaliser une répartition plus équitable des subsistances en prescrivant, le 16 septembre 1792, le recensement des grains dans toutes les communes¹. Les municipalités ne voient dans cette mesure qu'un prétexte pour étaler leurs besoins et réclamer des secours pressants, mais, pas une seule dans l'Ardèche, à la fin de février 1793, n'a encore mentionné le moindre excédent.²

Le département qui n'a pu obtenir un contingent sur les blés étrangers a reçu 150.000 livres de subsides.³ Dès le 8 octobre, il désigne deux commissaires pour en acheter en dehors. Il en nomme deux autres, le 8 décembre, et, le 23 janvier, il confie 110.000 livres à Astier et Lahondès qui partent pour la région de Mâcon.⁴

La difficulté est de faire voiturier les grains. Les routes sont impraticables et la destruction du pont de St-Just compromet nos relations avec le midi. D'ailleurs, les municipalités et les départements voisins gênent les transports et parfois les arrêtent complètement.⁵ Le 8 janvier, toutefois, les commissaires envoyés à Marseille annoncent qu'ils ont pu se procurer 227 charges de seigle. En février et en mars, les arrivages deviennent fréquents. Le 3 mars, le directoire établit des bureaux de vente à Andance, Tournon, Lavoulte, Baix, Montpezat, Joyeuse, les Vans et un peu plus tard à Privas. Les particuliers, munis d'un certificat établi par le conseil général de la commune, pourront s'en faire délivrer 280 livres au maximum, au prix courant de chacune de ces localités.⁶

Les prix, augmentés des frais de transport, sont très élevés et presque inabordables aux petites bourses. « Le pauvre, écrit Gleizal, au mois de mai 1793, ne se sustente plus que par les pommes de terre. Il lui est presque impossible de se procurer du pain, puisque le pain commun de seigle s'y vend 8 sols la livre de 16 onces... le bœuf... de 15 à 18 sols, » alors que « le plus beau pain ne se vend à Paris que 3 sols la livre ». ⁷

1. Réimpression du *Moniteur* T. 13 p. 721.

2. Arch. Ard. L 591. Lettre de Mallevall au procureur syndic de Coiron, 26 février 1793.

3. Lettre du ministre de l'intérieur du 30 octobre 1792. Procès-verbal du directoire du 30 novembre. Arch. Ard. L 125.

4. Arch. Ard. L 109 et L 126.

5. Compte rendu du directoire à l'assemblée administrative du département, le 6 décembre 1792. Arch. Ard. L 109.

6. Arch. Ard. L 126. Procès-verbaux du directoire de janvier à mars 1793.

7. Rapport de Gleizal à la Convention, cité par Aulard. Les actes du Comité de Salut public T. II. p. 109 110.

La misère est certaine. Il convient, toutefois, de ne pas prendre au pied de la lettre ces plaintes intéressées et ces réclamations habituelles. Si la condition des ouvriers et des artisans des villes est précaire, par suite du renchérissement considérable des denrées, les petites gens des campagnes ne semblent pas avoir un sort plus dur que les années précédentes. Le ravitaillement, tout en restant difficile, se fait à peu près normalement, avec l'appoint des blés achetés au dehors. La preuve en est dans l'embarras du département qui n'arrive pas à liquider les stocks d'orge qu'il a entreposés à Tournon, puis au Teil et à Baix, « où personne ne vient en prendre. » ¹

La question religieuse passionne davantage les esprits. Elle serait même beaucoup plus aiguë, si les décrets révolutionnaires étaient appliqués dans toute leur rigueur, mais, malgré quelques accès de zèle intermittent, les autorités locales ne demandent qu'à ignorer les infractions à la loi. Même après l'arrêté du département du 13 août 1792, qui suspend le paiement des pensions et traitements des réfractaires, beaucoup de non-conformistes, surtout dans le Mézenc et le Tanargue, continuent à bénéficier des ambiguïtés de rédaction de leur serment. Le 22 août ², le conseil général du département décide l'expulsion dans la huitaine des curés remplacés. Ils devront se retirer à quatre lieues, au moins, de leur ancienne paroisse et les nouveaux élus rejoindre immédiatement leur poste, sous peine de suppression de traitement. Il ne semble pas que ces nouvelles injonctions aient été mieux obéies que les précédentes.

La loi du 26 août était plus sévère. Les réfractaires étaient tenus de sortir du royaume dans le délai de quinze jours. ³ Ceux qui, après cette date, seraient rencontrés sur le territoire français seraient déportés à la Guyane. Il n'était prévu d'exception que pour les sexagénaires et les infirmes, qui devaient être internés dans une maison désignée par le département.

Les rigueurs de la loi effarouchent la timidité des administrateurs, qui s'efforcent de gagner du temps, sans toutefois se compromettre. Le 27 septembre, ⁴ ils blâment l'impatience des habitants de Bourg-St-Andéol, qui prétendent faire exécuter les décrets sans attendre leur envoi officiel. Ils laissent Mgr de Savine, président de

1. Arch. Ard. L 127. Procès-verbal du directoire du 20 mai 1793.

2. Arch. Ard. L 108.

3. Réimpression du Moniteur T. 13 p. 540.

4. Arch. Ard. L108.

l'administration départementale, plaider la cause de ses prêtres auprès des procureurs syndics des trois districts. L'évêque, à la faveur d'une argumentation captieuse et sophistique, prétend démontrer « que la loi du 26 août dernier n'a pas d'application dans ce département. ¹ » Cette interprétation inattendue surprend le district du Coiron qui, le 11 septembre, demande une règle de conduite au pouvoir exécutif par l'intermédiaire du département. C'est Savine, lui-même, qui, le 26 septembre, avec une longue lettre explicative, envoie au ministre la délibération du Coiron. ² Roland ne daigne pas répondre à l'évêque et s'adresse, le 6 octobre, au vice-procureur général syndic. Il déclare la conduite de Savine « infiniment répréhensible et sa qualité de président du département rend d'autant plus coupables ses intentions. Il a trahi la confiance du peuple et manqué à tous ses devoirs. » Il termine en invitant les administrateurs « à tenir la main à l'exécution littérale de la loi. ³ » Une nouvelle lettre du 20 octobre ⁴ prescrit d'arrêter les réfractaires sujets à la déportation.

La mise en demeure était formelle, mais les membres de l'administration étaient arrivés à la fin de leur mandat. L'assemblée électorale, qui aurait à renouveler tous les fonctionnaires du département, était convoquée pour le 11 novembre. ⁵ En attendant, ils évitent de prendre la moindre initiative et laissent à leurs successeurs la responsabilité de ces mesures odieuses qui répugnent à leur honnêteté naturelle et à leur conscience.

L'application de la loi, d'ailleurs, soulevait de graves difficultés. Le ministre de l'intérieur réclamait avec insistance le tableau des ecclésiastiques insoumis ; mais, pour établir cette liste avec justice et équité, il fallait, au préalable, porter un jugement sur la validité de chaque serment. Le 17 décembre, le département somme les districts de lui remettre immédiatement les procès-verbaux des diverses prestations de ⁶ serment. Malheureusement, les districts ne possédaient pas les renseignements demandés. Le Coiron avait bien,

1. Arch. nat. F19 403. Lettre du 5 septembre 1792.

2. Lettre de Savine au ministre de l'Intérieur. Privas, 26 septembre, et extraits du procès-verbal du Coiron du 11 Septembre. Arch. nat F 19 403.

3. Réponse de Roland du 6 octobre suivie trois jours plus tard des réponses aux questions relatives à l'exécution de la loi du 26 Août. Arch. nat. F19 403.

4. Ibidem. Lettre de Roland du 20 octobre.

5. Arch. Ard. L790.

6. Arch. Ard. L109. A la séance du 17 décembre, on fait lecture de la lettre de Roland du 10 décembre.

dès le 24 septembre, adressé une circulaire à toutes les municipalités de son ressort pour les requérir d'envoyer sous huitaine « un état nominatif de tous les ecclésiastiques qui sont dans le cas de la susdite loi. » ¹ Le Mézenc et le Tanargue avaient pris des mesures analogues. ² Mais les municipalités, qui ont pris l'habitude de ne pas s'inquiéter des exigences de l'autorité supérieure, opposent l'inertie la plus absolue à toutes les récriminations des districts et ne font aucune réponse à leurs lettres les plus urgentes. ³

Devant cette mauvaise volonté générale, le département et les districts n'ont d'autre ressource que de désigner un ou plusieurs commissaires par canton pour faire le relevé des textes des serments sur les registres municipaux ⁴. Mais, rares furent les commissaires qui purent mener leur enquête à bonne fin. Nous n'avons trouvé de procès-verbal de leurs opérations que pour les cantons des Vans, Largentière, Banne, Vallon et Joyeuse ⁵ et encore tous sont incomplets. Jamais le département n'a pu dresser une liste générale des prêtres passibles de la déportation.

Mais, si beaucoup d'insermentés profitent des restrictions de leur serment et continuent à exercer leur ministère presque dans les mêmes conditions que les années précédentes, il y a, néanmoins, dans les divers districts et surtout dans le Tanargue, un certain nombre de prêtres qui ont refusé tout serment, l'ont rétracté ou l'ont prêté avec des réserves très catégoriques qui le rendent nul. Ceux-là tombent évidemment sous le coup de la législation. Même restreinte à cette petite minorité, l'application de la loi reste en suspens.

Quelques-uns de ces réfractaires les plus compromis ont déjà quitté le pays, avant la promulgation des décrets. D'autres, pour éviter des mesures plus rigoureuses, se décident à mettre à profit les délais légaux pour passer la frontière. Mais, bien qu'il soit impossible d'en fixer le nombre, ce fut une infime minorité. La plu-

1. Arch. Ard. L 546. Procès-verbal du citoyen Aymard, 7 janvier 1793, relatif aux prêtres non sermentés, relatant les diverses délibérations du Coiron relatives à l'exécution de la loi du 26 août.

2. Arch. Ard. L 740 et L 862.

3. Ibidem L 546 et L 548 ; cf) aussi L 126. Séance du 6 avril 1793, plaintes des procureurs syndics du Mézenc et du Tanargue.

4. Embry, nommé le 4 janvier 1793 pour une mission de contrôle dans le Tanargue, requiert le directoire de nommer deux commissaires par canton pour prendre extraits des serments. Arch. Ard. L 545.

5. Fonds Mazon chr. 19, cf) aussi Arch. Ard. L 545, 862 et 969.

part restent dans leurs paroisses, se retirent dans leurs familles ou se réfugient dans les villes. Un certain nombre gagnent la montagne.

Les confins de la Lozère, de l'Ardèche et de la Haute-Loire ne tardent pas à regorger de prêtres non-conformistes. Dès le 18 septembre 1792, la municipalité de St-Pierre-Salèles dans la Haute-Loire dénonce l'incivisme de la municipalité d'Issarlès qui non-seulement maintient en fonctions son curé et ses vicaires réfractaires, mais, depuis quelques jours, donne asile à une dizaine de prêtres fanatiques ¹. Le 5 novembre, c'est le procureur général syndic de la Haute-Loire ² qui appelle l'attention du département de l'Ardèche sur les rassemblements de prêtres séditeux à Issarlès et dans les environs. Durant tout l'hiver de 1792-1793, il ne se passe presque pas de jour sans que les districts et le département ne soient prévenus que de nombreux curés insoumis fanatisent les paroisses du Béage, de Ste Eulalie, du Cros de Géorand ou les régions de la Vocance et de Lalouvesc ³. « Presque tous, écrit Gleizal au mois de mai ⁴, se sont transformés en mendiants et sont couverts de baillons pour émouvoir la sensibilité des gens crédules ». Ils sont reçus chez les paysans ou couchent dans les granges, les bergeries, les cabanes abandonnées. Ils profitent de la moindre accalmie pour réparaître au milieu de leurs paroissiens et leur apporter les secours de la religion.

L'autorité ne peut ignorer la présence de ces réfractaires avérés ni le lieu de leur résidence ; mais la difficulté est de les saisir. Malgré la prime de 100 livres ⁵ accordée à tout dénonciateur, les prêtres n'ont presque jamais à redouter la trahison. Les municipalités des campagnes, surtout dans la montagne, sont ordinairement complices et même celles qui ont à leur tête d'ardents patriotes jugent plus politique de fermer les yeux, pour ne pas alarmer le paysan et éviter des incidents sanglants ⁶.

1. Arch. Ard. L 548. Lettre du 18 septembre 1792.

2. Ibidem.

3. Délibérations du Tanargue, 20 octobre, 2 et 9 novembre L 548. Tableau des ecclésiastiques contre qui il a été lancé des mandats d'arrêt par le Mézenc L 853. Délibérations de municipalités du Coiron sur les réfractaires L 724 et et L 546 à 549.

4. Rapport fait à la Convention nationale par Claude Gleizal, cité par Aulard. Les actes du Comité de Salut public T. II p. 309-310.

5. Reimpr. du Moniteur T. 15 p. 451.

6. Gleizal destitué, le 6 mai 1793, Bienvenu, payeur général du département, qui protège les réfractaires, surtout le curé et le vicaire de St-Alban d'Ay. cf)

Lors des perquisitions, les gardes nationaux marchent à contre-cœur et sont les premiers à prévenir les intéressés. Les volontaires étrangers auraient moins de scrupules et seraient plus ardents dans cette chasse aux réfractaires, mais leurs déplacements sont vite connus et les paysans s'empressent d'alerter les prêtres en danger d'être surpris. C'est ainsi que les mesures les mieux concertées pour faire exécuter la loi restent presque toujours inopérantes.

Déjà, le 16 octobre 1792,¹ le Coiron constate mélancoliquement que les sept ecclésiastiques non-conformistes² dénoncés, le 12, par la municipalité d'Aubenas, ont subitement disparu. Le 24 octobre, il donne des ordres sévères pour faire arrêter les insoumis, Barbier, Tavernol, Bernard et surtout les trois frères Feuillade qui ont eu l'audace de signifier à l'administration par ministère d'huissier la rétractation de leur serment. Les nombreux procès-verbaux de perquisition, datés de la fin octobre et des premiers jours de novembre, prouvent le zèle de la gendarmerie, mais constatent que toutes les investigations les plus minutieuses ont été négatives.³

Le rapport d'Aymard sur les opérations du Coiron, en décembre et janvier, n'est pas plus optimiste. A toutes les demandes de renseignements, citadins et paysans répondent avec ensemble qu'ils ignorent la présence des réfractaires.⁴

Les directoires du département et des districts, qui tremblent d'être accusés de connivence avec les proscrits, organisent de véritables expéditions militaires pour mettre la main sur ces réfractaires insaisissables. Plus de cinquante perquisitions sont ordonnées, de décembre 1792 à mai 1793, dans le seul district du Tanargue, sans résultats appréciables.⁵ La plus importante est, sans conteste, celle du 27 février, qui a été préparée dans le plus grand secret pour surprendre les insermentés qui, au nombre d'une soixantaine, « s'étaient réfugiés dans les communes du Béage, Ste Eulalie, Issarlès, Gros de Géorand, La Chapelle Graillouse et Coucouron. » Le dé-

Arch. nat. A F 11 182. Parmi les citoyens réputés bons patriotes, choisis pour remplacer les officiers municipaux de St Alban d'Ay, complices des réfractaires, l'un d'eux, pendant les perquisitions, « aidait la mère du vicaire à sortir et à receler certains effets ». Arch. Ard. L. 791. Lettre du 18 avril 1793.

1. Arch. Ard. L 570. Discours du procureur syndic, le 16 Octobre 1792.

2. Ibidem. Le Coiron, le 12 octobre, reçoit la délibération du Conseil général de la commune d'Aubenas du même jour, dénonçant Pradal, Rouville, Champanhét, Delent, Barre, Martel et Bellot.

3. Arch. Ard. L 546, 547, 846, 969, 970.

4. Arch. Ard. L 546.

5. Arch. Ard. L 969, 970

partement de la Haute-Loire prêtait son concours et devait cerner les non-conformistes répandus dans les paroisses du Monestier, Fay-le-Froid, les Estables....

Tout le pays était couvert de plus de cinq pieds de neige. « Rien ne nous arrête, écrit Lespinasse, trois d'entre nous partent, suivis de 200 volontaires du 3^{me} bataillon. Nous prenons une route de traverse et nous arrivons sans être attendus à Ste Eulalie. Tout fuit à notre aspect. Les calotins grimpent la montagne, ils sont poursuivis. Quelques-uns sont arrêtés et traduits de suite aux prisons de Villeneuve-de-Berg. La recherche la plus minutieuse est faite dans chaque maison... Nous arrivons de nuit à Usclades et, avant le jour, nous partons pour Issarlès où nous opérâmes notre jonction avec les commissaires de la Haute-Loire, suivis de 600 gardes nationaux. La réunion se fit sur la placée d'Issarlès. Tous les habitants avaient pris la fuite ; il ne restait que quelques femmes...¹ »

A Issarlès, la petite armée révolutionnaire se divise en trois colonnes. L'une va opérer dans la Haute-Loire, l'autre dans la région de la Chapelle Graillouse et de Coucournon, la troisième explore les paroisses de Ste Eulalie et du Béage. Mais, si cette expédition sème partout la terreur, son butin n'est pas en proportion de l'effort déployé. Elle ne ramène que trois prisonniers : Ollier, curé du Cros de Géorand, Teyssier, curé commis de Ste Eulalie, et Evesque, curé de Malarce.²

Le 17 avril 1793³, Mallevall part avec 106 gardes nationaux pour se saisir du curé et du vicaire de St-Alban-d'Ay. Il ne peut s'emparer que de quelques papiers, livres et ornements sacerdotaux, trouvés à leur domicile.

Le 21 mai⁴, c'est Chapuis, greffier du tribunal d'Annonay, qui, à la tête d'une colonne de 178 hommes, doit, en passant par St-Marcel, Villevocance, Vocance, St-Julien, Lalouvesc et Satillieu, purger une région infestée de réfractaires. Partout les soldats et les gendarmes reçoivent la même réponse : les non-conformistes ont décampé le jour précédent ou le matin même. A Vocance, ils apprennent qu'un exprès, venant d'Annonay, a parcouru la veille toute la région pour prévenir les curés de l'expédition projetée. A Lalouvesc, le curé

1. « Exposé de la conduite des membres composant le directoire » de l'Ardèche, par Lespinasse. — imp. Guillet. Privas p. 3, 4 et 5.

2. Arch. Ard. L 546,

3. Arch. Ard. L 791. Mission de Mallevall à St-Alban.

4. Arch. Ard. L 328. Rapport de Chapuis.

et le vicaire n'ont disparu que depuis 10 heures du matin. Le bilan de l'expédition se solde par deux prisonniers, mais l'un d'eux s'échappe avant d'arriver à Annonay.

Gleizal n'est pas plus heureux en avril. Il a beau demander à la Convention de tripler la prime promise aux dénonciateurs, ¹ multiplier les visites domiciliaires et prendre un arrêté pour faire exécuter, dans les 24 heures, les réfractaires et leurs complices, ² la terreur n'est pas plus efficace que l'appât des récompenses et le résultat est à peu près nul.

C'est à peine si une quinzaine de réfractaires sont arrêtés. Quelques-uns réussissent à s'évader. Les autres, malgré les dispositions de la loi du 18 mars 1793, ³ trouvent des complicités à tous les degrés de l'administration. Les conseils généraux des communes leur délivrent des certificats de civisme ; les officiers municipaux se portent garants de leur patriotisme et le département n'est pas fâché de découvrir un bon prétexte à leur élargissement. Le 24 décembre 1792, le directoire fait remettre en liberté Chauchadis, d'Aubenas ; le 13 janvier, malgré l'opposition du procureur général syndic, il maintient son arrêté de libération de Monteil ⁴ qui, pourtant, n'a prêté qu'un serment restrictif ; le 2 mars, il rend à ses paroissiens le curé du Cros de Géorand, ⁵ arrêté trois jours auparavant. Parfois, les prisonniers ont recours à des médecins complaisants qui, en raison d'infirmités, vraies ou supposées, les déclarent intransportables. Le directoire leur reconnaît libéralement le droit de se prévaloir des exceptions prévues à la loi du 26 août. Par suite, ceux qui ne sont pas élargis obtiennent soit de rester en détention chez eux, soit de se retirer à Viviers. ⁶ Les autres sont oubliés en prison, et, en fait, la peine de déportation n'est pas appliquée.

Le 5 avril 1793, le maire et les officiers municipaux de Marseille écrivent à Chabal, procureur général syndic, que, depuis deux

1. Rapport fait à la Convention nationale par Claude Gleizal.

2. Arrêté de Gleizal et Servièrre du 3 avril 1793. Arch. nat., A FII 182 - 1497.

3. Réimpression du Moniteur T. 15 p. 736.

4. Arch. Ard. L126. Monteil avait été mis en liberté le 8 janvier, cf) L862. En février, il sera encore question de rapporter l'arrêté de libération ; cf) L328, lettre de Largentièrre adressée à Malleval le 8 février.

5. Arch. Ard. L126. Le procès-verbal du 2 mars 1793 déclare qu'« il sera provisoirement élargi, sauf à être statué sur la validité de son serment. »

6. L'assemblée administrative du département avait chargé, le 20 décembre 1792, Darnaud de trouver à Privas une maison pour les ecclésiastiques insermentés sexagénaires ou infirmes. Le 1^{er} janvier 1793, elle décide de les envoyer au grand séminaire de Viviers. Arch. Ard. L109.

mois, ils annoncent inutilement le départ prochain d'un navire pour Cayenne : ils ne voient arriver aucun réfractaire. ¹ Gleizal, dans son rapport à la Convention, ² se vante d'avoir fait expédier à la Guyane plusieurs insermentés, mais il semble bien qu'après son départ ces prêtres aient pu échapper à un sort aussi rigoureux. En tout cas, avant le mois de mai 1793, le département de l'Ardèche n'a appliqué, dans toute sa rigueur, la loi du 26 août qu'au seul curé de Joyeuse. Maisonneuve est victime de la haine implacable et de la vengeance féroce de Dussargues et Cousin qui, le 2 mars, décident le directoire à prendre un arrêté de déportation contre lui. En faisant appel au ministre de l'intérieur, ³ il pourra retarder l'exécution de la sentence, il ne l'empêchera pas. ⁴

Les sexagénaires, pour qui la loi était plus clément, profitent en assez grand nombre de la facilité de se rendre au grand séminaire de Viviers, pour y résider sous la surveillance de la municipalité et y vivre avec les pensions qui leur sont maintenues. Lespinasse nous assure qu'une trentaine s'y réfugièrent au cours de l'hiver. ⁵ Quant aux malades et infirmes, ils obtiennent presque tous de rester en surveillance chez eux, sous le contrôle du conseil général de la commune.

Mais, si la loi du 26 août 1792 ne modifie pas aussi profondément qu'on pourrait le croire la situation religieuse du département, si, grâce à la résistance passive des prêtres et des fidèles et à la complicité tacite de la majorité des patriotes, la plupart des curés, même non-conformistes, parviennent à se maintenir dans leurs paroisses, toutes ces tracasseries, ces poursuites, ces perquisitions, ces menaces alarment et irritent la grande masse de la population rurale.

III

Gleizal, toutefois, exagère lorsqu'il affirme que le fanatisme est la seule cause des maux et des secousses qu'éprouvent, par inter-

1. Arch. Ard. L547.

2. Aulard. Actes du Comité de Salut public T. II p. 309-310.

3. Arch. Ard. L126. Le 6 avril, le directoire est prévenu que le ministre de l'intérieur a reçu le mémoire du curé de Joyeuse contre l'arrêté qui le condamne à la déportation. Le 8 avril, le directoire écrit au ministre pour justifier son arrêté.

4. Arch. Ard. L970. Réquisition, datée du 25 avril 1793, de faire conduire au port de Bordeaux Maisonneuve, détenu à Villeneuve-de-Berg.

5. Lespinasse. Exposé de la Conduite du directoire p. 3

valle, les départements de l'Ardèche et de la Lozère. ¹ Ce fut vrai, plus d'une fois, dans le passé, mais en ce moment, plus encore que la loi du 26 août contre le clergé, l'application du décret du 24 février, relatif au recrutement de 300.000 hommes, suscite dans le pays une période de crise, d'agitation et de mécontentement qui achève de détacher le paysan de la Révolution.

Les arguments qu'on fait valoir pour justifier, aux yeux du cultivateur, une levée si importante ne le touchent pas. L'ennemi est loin et la guerre est pour lui amusement de prince qu'il ne comprend pas. La perspective de se voir arracher ses fils, pour les jeter sur des frontières qu'il ignore et pour un intérêt patriotique qui lui échappe, l'exaspère. Cette fois, il ne s'agit plus seulement d'une atteinte à ses sentiments intimes, ce sont ses intérêts matériels les plus chers qui sont en jeu. D'ailleurs, il a toujours eu l'armée en horreur et il ne s'est jamais soumis dans le passé, que contraint et forcé, à l'odieuse loi des milices. ²

Ce n'est pas cependant que, même sous l'ancien régime, le Vivarais n'ait fourni d'excellents soldats aux armées royales. Tous les régiments qui avaient tenu garnison dans les diverses villes de la province avaient toujours attiré un contingent notable ³ de jeunes gens du pays, séduits par le prestige de l'uniforme, le goût de l'imprévu et du danger, l'amour des risques et des aventures. Il y avait peu de villages où l'on ne comptât d'anciens soldats et sous-officiers, revenus après quinze ou vingt ans de service. La plupart, d'ailleurs, avaient donné l'exemple du courage et de la discipline. Résistants, débrouillards, d'une ténacité à toute épreuve, ils avaient obtenu l'estime de leurs chefs et la confiance de leurs compagnons d'armes.

Mais, il ne s'agissait là que de volontaires qui, le plus souvent, provenaient de la classe la plus pauvre et la moins estimée. À côté de manœuvres, de journaliers, d'ouvriers sans travail qui n'avaient aucun espoir de s'élever jamais à la propriété, on y rencontrait des recrues qui avaient reculé devant le dur labeur des champs ou que des raisons moins nobles avaient obligés à quitter leurs foyers. Plus d'une fois, c'était pour eux un moyen de se soustraire à des pour-

1. Rapport de Gleizal à la Convention.

2. Cf) les cahiers de paroisses qui, presque tous, réclament la suppression des milices, Arch. Ard. B 142.

3. Discours du procureur général syndic, le 25 mai 1793, à l'assemblée extraordinaire du 23-26 mai à Privas. Arch. Ard. L 112.

suites pour dettes, contrebande ou crime. Des vagabonds, sans feu ni lieu, des fils de famille, chassés de la maison paternelle pour mauvaise conduite ou paresse, trouvaient au régiment un refuge et même la facilité de se refaire une existence honorable. Mais la répugnance pour l'armée, et surtout pour l'enrôlement forcé, était générale parmi les habitants des campagnes.

Cette répugnance n'avait pas diminué depuis la Révolution. Si le paysan avait vu avec plaisir son droit consacré de porter les armes, d'avoir un fusil et de satisfaire ses goûts de liberté et ses instincts de braconnier, si même, au début, l'organisation des gardes nationales et les fédérations l'avaient amusé quelques semaines, en mettant un peu de variété dans la monotonie de son travail, ces palabres, prétextes à longues beuveries, ne pouvaient avoir qu'un temps. Il n'entendait ni aliéner son indépendance, ni sacrifier ses intérêts. Aussi, l'engouement pour la garde nationale n'avait-il pas survécu à la période d'enthousiasme des premiers temps de la Révolution. Depuis le printemps de 1790, dans la plupart des paroisses, elle n'existait plus que sur le papier. Les diverses tentatives de réorganisation, en 1791 et au début de 1792,¹ avaient complètement échoué. Même dans les villes et les bourgs importants, si l'état-major est nombreux et brillant, les soldats sont rares et ne se prêtent que de mauvaise grâce aux corvées, gardes et patrouilles.²

D'ailleurs, avant le 10 août 1792, seuls les citoyens actifs étaient tenus de s'inscrire dans la garde nationale et le paysan se gardait bien de revendiquer un honneur aussi onéreux.

C'est le décret du 11 juin 1791³ qui ouvre les rangs de l'armée à la garde nationale, en décidant que, dans chaque département, il sera fait une conscription libre dans la proportion d'un vingtième des gardes nationaux. Le 16 juin, la société populaire d'Annonay, pour faire preuve de zèle et de patriotisme, offre 24 hommes pour marcher aux frontières, en cas d'attaque. Pour subvenir aux frais d'équipement, on ouvre une souscription. Le maximum de 5.000 livres est rapidement dépassé. Quelques riches citoyens, comme Du-

1. L'Assemblée nationale avait réglé l'organisation de la garde nationale par le décret du 27 juillet 1791. Cf) réimpression du *Moniteur* T. 9 p. 245-246 ; 414-415 et 445-448. Le directoire du département s'occupait de cette réorganisation lorsque éclata la Jacquerie, à la fin du mois de mars 1792. Cf) arch. Ard. L570. Discours du procureur syndic, le 16 octobre 1792.

2. Cf) Les plaintes du procureur syndic du Coiron, le 30 juillet 1792. Arch. Ard L570.

3 Réimpression du *Moniteur* T. 8 p. 642 et 649.

ret, Montgolfier, Larosière, Thorenc, Tavernier, Dayme, s'inscrivent pour des sommes illimitées. Mignot souscrit 1.000 livres et promet de maintenir la place et les appointements des jeunes gens de sa maison qui se sont offerts à partir. ¹ Le 25 juin, à l'annonce de la fuite du roi, 15 volontaires se présentent. ² Le 7 juillet 1791, ³ le directoire du département fait la répartition par district du contingent de 350 hommes que l'Ardèche doit fournir et nomme des commissaires pour surveiller le recrutement. L'abondance des donsets des souscriptions rendit aisée la levée d'un effectif aussi limité.

Avec la déclaration de guerre et nos premiers échecs, la situation devient grave et la loi du 5-14 mai 1792 ⁴ réclame un chiffre beaucoup plus élevé de nouveaux soldats. L'Ardèche doit mettre sur pied deux bataillons de 800 hommes. Des registres sont ouverts dans toutes les municipalités pour recevoir les inscriptions. La proportion des volontaires est très inégale suivant les districts. Alors que le Coiron fournit 760 jeunes gens de bonne volonté, le Mézenc n'en présente que 514 et le Tanargue 270. ⁵ A côté de quelques bourgeois qui se laissent entraîner par l'enthousiasme patriotique et surtout par la perspective des grades d'officiers, qui leur étaient refusés sous l'ancien régime, la plupart des recrues sont des désœuvrés, des étrangers, des ouvriers qui sont attirés par la prime et les riches collectes faites spontanément dans les villes au profit des « défenseurs de la patrie. »

Leurs exigences, d'ailleurs, ne sont pas sans inquiéter les autorités. Le 11 juillet, ils déclarent qu'ils entendent être payés en numéraire et non en assignats. ⁶ « J'ai à faire, écrit, le 18 juillet, Bienvenu, payeur général du département, à une troupe indisciplinée et vis à vis de laquelle il y aurait tout à craindre, si on manquait de lui payer sa solde. » ⁷ Une fois dissipé le produit des allocations, beaucoup ne se feront pas scrupule d'abandonner leurs compagnons d'armes ; et, souvent, par la suite, le département et les districts de-

1. Procès-verbal, du 16 juin 1791, cité par Vaschalde. Les Volontaires de l'Ardèche, un vol. in-8 p 14.

2. Procès-verbal du 25 juin, cité par Rostaing p 160.

3. Arch. Ard. L121. Coiron : 117 Mézenc : 116, Tanargue : 117.

4. Réimpression du moniteur T. 12 p. 303 et 384.

5. Arch. Ard. L126. Séance du directoire du 6 mars 1793.

6. Fonds Mazon Chr. 13. Lettre de Murol, commandant le 2^e bataillon de volontaires, aux administrateurs du département, le 11 juillet 1792.

7. Lettre de Bienvenu à Garnier, payeur général de l'armée du Midi à Bourgoin, citée par Vaschalde. Les volontaires de l'Ardèche p. 110.

vront intervenir pour obliger les déserteurs à rejoindre leur corps ¹. Le 29 juin, le directoire nomme trois commissaires ² pour organiser les diverses compagnies, veiller à l'élection des officiers et sous-officiers et mettre sur pied les deux bataillons. ³ Formés dans les premiers jours de juillet, ils firent leurs premières armes contre les partisans de Saillans, assistèrent au siège de Lyon et se conduisirent honorablement devant l'ennemi.

Le 17 juillet, un nouveau décret demande encore 732 hommes au département, dont 500 pour le complément des bataillons nationaux et 232 pour l'armée de ligne. ⁴ Un arrêté du 14 août du directoire prescrit une réorganisation préliminaire de la garde nationale et décide que chaque paroisse devra prélever sur son effectif un certain nombre d'hommes d'au moins cinq pieds trois pouces qui, par canton ou groupe de cantons, formeront une compagnie de grenadiers. Ces diverses compagnies choisiront ensuite un homme sur deux pour la constitution du futur bataillon qui, pour cette raison, prendra le nom de « bataillon de grenadiers. »

Dans les campagnes, l'opération est laborieuse et le paysan réfractaire à l'enrôlement. Les clubs et les patriotes font une propagande active, mais peu efficace. A défaut de volontaires, on est obligé de fixer le contingent par canton et commune, en laissant aux municipalités le soin de désigner les recrues, soit par la voie du sort, soit par le scrutin. Les réclamations sont nombreuses. Tous les cantons se plaignent d'être surchargés et s'efforcent de rejeter le fardeau sur le voisin. Le 28 août, plusieurs citoyens du Pouzin font constater au département qu'ils ne sont pas inscrits, dans leur garde nationale, à la compagnie des grenadiers ; ils protestent donc contre l'obligation de participer au tirage au sort. D'autres qui, par glo-

1. Sur les déserteurs. Cf) Lettre de Murol au département, le 10 février 1793, sur les hommes qui ont quitté leur corps sans permission. Réponse du directoire, le 19 février. Arch. Ard. L 201. Lettre du département au ministre de la guerre du 11 mars, sur les désertions à l'armée de Custine. L 236 ; procès-verbal du directoire, le 30 mars, L 126 ; procès-verbal général d'administration du 6 juin et du 6 juillet, L110.

2. Bruyère, Gleizal et Dumonts. Arch. Ard. L 124

3. Le premier bataillon était à l'effectif de 725 hommes ; le 2^{me} de 668. Le premier part, le 28 juillet, pour Montpellier, puis est dirigé sur Briançon. Le 2^{me} est envoyé d'abord à Nîmes, puis à Carouge. Après le siège de Lyon, il sera affecté à l'armée des Pyrénées-Orientales, Cf) Vaschalde. Les Volontaires de l'Ardèche. p. 88 et 95.

4. Réimpression du Moniteur T. 13 p. 163 et procès-verbal du directoire du 14 août 1792. Arch. Ard. L 125.

riole, avaient brigué l'honneur de faire partie de cette compagnie d'élite exigent à présent que le choix porte sur tous les gardes nationaux qui ont la taille requise. ¹

Le directoire assouplit le règlement trop rigide qu'il avait fixé. Il réduit de 12 à 5 le chiffre des grenadiers de St-Vincent-de-Durfort. Il casse le scrutin de Lavoulte qui a désigné trois inaptes, mais il se contente de huit grenadiers au lieu de vingt-neuf. Il a à résoudre des difficultés analogues un peu partout, à St Fortunat, à Vals et à Annonay. ² Le 29 août, il autorise les hommes qui doivent marcher aux frontières à se faire remplacer, à condition de présenter des engagés de cinq pieds trois pouces. Les cantons utilisèrent cette faculté pour ouvrir un véritable marché de soldats et attirer, au moyen de riches souscriptions, des volontaires besogneux. L'effectif toutefois reste incomplet. Si le Coiron parvient à lever 300 gardes nationaux, le Tanargue n'en peut fournir que 137 et le Mézenc à peine une centaine. ³ Pour la première fois, devant le manque d'hommes de bonne volonté, quelques paysans ont été inscrits d'office et enrôlés, malgré eux, surtout dans les paroisses rurales où l'enthousiasme fait totalement défaut.

Le directoire avait convoqué les diverses compagnies pour le 28 août. Au dernier moment, le retard des commissaires du général Montesquiou qui avait réclamé le nouveau bataillon ne permet pas de procéder à leur organisation. Mais les grenadiers, qui ont dû abandonner les travaux des champs pour obéir à l'ordre de réquisition, s'impatiente ; les subsistances font défaut et la population qui doit les héberger se plaint de la surcharge qu'on lui impose. L'agitation s'accroît. Le département, pour éviter des excès, est obligé, le 29, de les envoyer en permission jusqu'au 5 septembre. ⁴

Mais, si, à Aubenas, le 12 septembre, les grenadiers du Coiron sont fidèles au nouveau rendez-vous, Jacomony, l'envoyé de Montesquiou, ne trouve personne à Joyeuse. Les conscrits du Tanargue, fatigués de l'attendre, sont rentrés chez eux. Le directoire les convoque à Tournon avec ceux du Mézenc pour le 14. Malheureusement, à Tournon, les esprits sont si surexcités, le mécontentement si violent que Jacomony, insulté et menacé, n'échappe à la fureur

1. Procès-verbal des 28 août du conseil général. Arch. Ard. L 108.

2. Arch. Ard. L 108. Procès-verbaux des 28, 29, 31 août, 7 et 11 septembre 1792.

3. Arch. Ard. L 126. Procès-verbal du directoire du 6 mars 1793.

4. Arch. Ard. L 108. Procès-verbal du 29 août.

des soldats, qui veulent « lui couper la tête, »¹ qu'en s'évadant au plus vite et en laissant aux commissaires du département le soin de grouper en bataillon des éléments aussi indisciplinés.

Enfin, le bataillon est formé ; mais, comme il n'est ni armé, ni équipé, ni entraîné, le général Montesquiou retire sa réquisition² et le département est obligé de pourvoir à sa subsistance jusqu'au mois d'octobre. A cette date, il est dirigé sur le camp de Paris,³ puis envoyé à l'armée de Custine. Son zèle patriotique et sa belle conduite à Mayence et à Cassel lui vaudront une attestation élogieuse du général Custine et une mention honorable de la Convention nationale.⁴

Le 3 novembre 1792, le conseil général du département prépare un nouveau bataillon de 8 compagnies de 80 hommes et une compagnie de grenadiers qui en comptera 89.⁵ Cette fois-ci, la levée est libre et le directoire blâmera le zèle intempestif de certaines municipalités, qui veulent faire tirer au sort des gardes nationaux qui n'ont aucune envie de s'engager.⁶ Mais, bien que les registres d'inscription restent ouverts dans toutes les communes, les listes de volontaires s'allongent lentement. Ni la crise économique qui pèse sur le pays, ni la pénurie des subsistances ne suffisent à faire germer de nombreuses vocations militaires. Le club d'Annonay, cependant, annonce, le 18 novembre,⁷ qu'il a déjà réuni une vingtaine de volontaires. Pour encourager les hésitants, on fait dans les centres des collectes très abondantes. La souscription de Tournon atteint 40.530 livres,⁸ sans compter les dons en nature destinés à

1. Lettre de Bienvenu à Garnier, payeur général de l'armée du midi, du 20 septembre 1792, citée par Vaschalde, p. 101-102.

2. Arch. Ard. L108. Procès-verbal du 15 septembre, citant la lettre de Montesquiou, 14 septembre 1792.

3. Arch. Ard. L 570. Cf) discours du procureur syndic du Coiron, le 16 octobre 1792

4. Arch. parlementaires T 59, séance de la Convention du 20 février 1793. Lettre du commandant du bataillon des grenadiers de l'Ardèche au général Custine. Ses soldats, qui ont une journée de loisirs par semaine, l'offrent « gratis et en forme de don patriotique aux travaux de Cassel. » Custine, le 13 février, envoie cette lettre à la Convention qui décrète mention honorable et inscription au bulletin du bataillon des grenadiers.

5. Arch. Ard. L 109. Les chefs de légions sont convoqués au chef-lieu de canton, le 11 novembre 1792.

6. Arch. Ard. L 201. Lettre du 8 février 1793 des administrateurs du département à la municipalité de Salelles.

7. Procès-verbal cité par Rostaing p. 192.

8. Archives de Tournon citées par Vaschalde. Les volontaires p. 113.

l'habillement et à l'équipement des futurs soldats. Le département, de son côté, s'engage à faire travailler les champs des défenseurs de la patrie et met des sommes importantes¹ à la disposition des familles nécessiteuses. Après trois mois de racolage, le bataillon est organisé, le 18 janvier, à Privas, mais son effectif reste inférieur de plus d'un tiers au contingent normal. A la revue de formation, il ne comptait encore que 455 hommes au lieu de 750.² Ce ne sera que le 6 mars 1793 qu'il atteindra le chiffre de 681.³

Aux volontaires désignés pour les frontières, il faut assimiler les gendarmes qu'on oblige à partir pour l'armée. Les vides sont de plus en plus nombreux, au début de 1793, et l'embarras du département chargé de les recruter est grand devant la rareté des candidats⁴.

Ce qui contribue le plus à rendre impopulaires ces levées successives de volontaires, c'est l'attitude hostile des divers bataillons étrangers qui stationnent dans le pays. A partir du mois d'août, plusieurs milliers de recrues de l'Ariège, des Landes, de la Haute-Garonne et 2 bataillons du 38^{me} régiment tiennent garnison dans l'Ardeche et leurs rapports avec les paysans sont très tendus. Mal nourris, mal logés, désœuvrés, ivrognes et pillards, ces soldats improvisés, souvent formés de la lie de la population, font preuve d'un grave esprit d'insubordination et d'indiscipline. A Annonay, le 16 septembre 1792, grisés par les récits des massacres de septembre à Paris, ils arrêtent et malmènent un groupe de prêtres, en route vers la frontière pour obéir à la loi du 26 août. Il fallut tout le prestige et l'énergie de Boissy d'Anglas et des diverses autorités de la ville pour éviter l'effusion du sang. Boissy d'Anglas et le président du tribunal faillirent même être victimes de la fureur irraisonnée de ces bandits⁵.

1. Arch. Ard. L108. Procès-verbal du 13 et 18 août 1792.

2. Cf. Vaschalde. Les volontaires p. 161. Le 13 février 1793, le directoire écrit encore à Albignac, lieutenant général, que le 3^e bataillon n'est pas encore complet. Arch. Ard. L 201.

3. Arch. Ard. L126. Séances des 18 janvier et 6 mars 1793.

4. Le département, vu la cherté de la vie, demande pour eux une augmentation de solde, le 12 mai 1793. L'enthousiasme militaire des gendarmes n'est pas de meilleur aloi que celui des volontaires. Les désertions sont très nombreuses. Le 3 mars 1793, le directoire se plaint au ministre de la guerre du peu de civisme des officiers de gendarmerie et demande le remplacement du lieutenant Chateauvieux. Arch. Ard. L 236.

5. Cf. Le Pacificateur n° 16 du 18 septembre 1792.

A Lavoulte, le 7 juin 1793, ils saccagent, de fond en comble, la belle et vieille chapelle du château des Ventadour. Ils lacèrent les tableaux à coups de sabre et de baïonnette, détériorent une ravissante corniche corinthienne, brisent des sculptures de grande valeur, s'acharnent contre les bas-reliefs et les armoiries et mutilent deux grandes statues de marbre et d'ivoire de Lévy Ventadour et de sa femme. Le 20 juin, ils déchireront même les bulletins de la Convention affichés par la municipalité, sous prétexte « qu'il y avait des choses désavantageuses à la république » ¹. Leur exaltation révolutionnaire, d'ailleurs, ne s'en prend pas seulement aux prêtres et aux monuments qui rappellent la féodalité, elle s'attaque encore plus volontiers à la population paisible des campagnes. Ils mettent en coupe réglée les propriétés privées, renversent les clôtures, pillent les maisons, saccagent les récoltes, volent les raisins et prétendent même interdire aux paysans l'accès de leurs vignes. Les discussions, les rixes, les voies de fait se multiplient.

Toutes les communautés réclament leur éloignement immédiat, si l'on veut éviter « la vindicte du peuple indigné. » Villeneuve-de-Berg, Les Vans, Largentière, Gravières, Bannes, Chambonas, à tout instant, en août et septembre, viennent sommer le département de les débarrasser de ces indésirables ². C'est une avalanche de plaintes et de pétitions menaçantes. Le département ne peut que transmettre ces doléances à l'autorité militaire et supplier le ministre de la guerre et les généraux de retirer, au plus tôt, ces garnisons propagatrices d'agitation et de désordre.

Telle est la situation quand, dans les premiers jours de mars, paraissent les décrets du 24 février 1793 ³, prescrivant la levée immédiate de 300.000 hommes. Le département voit son contingent fixé à 3.500 ⁴. Tout le monde est en état de réquisition, paysans aussi bien que bourgeois, pauvres comme riches, cultivateurs au même titre qu'artisans et ouvriers. Sans doute, le remplacement est

1. Archives de Lavoulte, citées par Mazon : revue du Vivarais du 15 août 1900.

2. Arch. Ard. L 108. Plaintes de Joyeuse, le 21 août ; de Gravières, le 22 ; de Villeneuve-de-Berg, le 31 août et le 4 septembre ; des Vans, de Chambonas, de Joyeuse, le 7 septembre. Plaintes générales de tout le midi, le 11 septembre. Mêmes réclamations en octobre et novembre. Les Vans, Bannes, Chambonas,.... reviennent à la charge, en décembre, auprès de l'Assemblée administrative du département.

3. Réimpression du Moniteur. Loi qui met les gardes nationales en état de réquisition permanente T. 15 p, 549. Loi sur la levée des 300.000 hommes T. 15 p. 550-552.

4. Arch. Ard. L 126. Procès-verbal du directoire du 6 mars 1793.

encore autorisé et la bourgeoisie des villes saura en profiter, mais, dans les campagnes, outre qu'il est difficile de trouver des hommes de bonne volonté, cette facilité devient absolument illusoire pour les petites gens. Jamais le paysan et l'artisan ne pourront faire face aux exigences considérablement accrues des rares volontaires qui se présentent.

Le département, qui prévoit les graves répercussions de cette mesure sur l'état d'esprit du pays, se lamente. Plus de 5000 jeunes gens, déclare-t-il, sont déjà sur les frontières ¹. Quatre bataillons ont été fournis, depuis quelques mois, par le Vivarais, sans compter les gendarmes et les nombreuses recrues faites par le 38^{me} régiment. Tous ceux qui étaient susceptibles de partir sont sous les armes. L'agriculture manque déjà de bras, au moment où les travaux des champs deviennent plus urgents. Les terres vont rester en friches, alors que la disette apparaît menaçante. Les administrateurs soulignent discrètement leurs inquiétudes, mais, si incontestés sont encore le prestige de la Convention et la majesté de la loi, qu'aucun corps constitué n'ose élever la moindre protestation.

Par souci de justice et d'équité et pour écarter tout soupçon de favoritisme ², les administrateurs, dans la répartition du contingent, tiennent compte à la fois du chiffre de la population et du nombre des soldats déjà fournis par chaque district aux quatre premiers bataillons. Leur arrêté du 6 mars fixe l'effectif demandé au Coiron à 604 hommes, celui du Mézenc à 1216 et celui du Tanargue à 1680³. Chaque directoire de district, assisté d'un ou de deux délégués du

1. L'exagération est manifeste, puisque le tableau des volontaires fournis par les divers districts, en 1792 et 1793, inséré au procès-verbal du 6 mars 1793 ne comprend que 2.762 hommes. Même en y ajoutant les engagés de 1791, les gendarmes et les recrues faites par les divers bataillons en garnison dans l'Ardèche, on reste loin de l'évaluation du département.

2. Les municipalités sont très susceptibles sur ce point. Dès le 10 mars, Lavoulte rappelle qu'elle a déjà levé 41 volontaires. Cf) Arch. de Lavoulte citées par Mazon, *Revue du Vivarais*, 15 août 1900.

3. Arch. Ard. L 126. Procès-verbal du directoire du 6 mars 1793. En ajoutant aux 2.762 gardes nationaux des quatre premiers bataillons les 3.500 qui lui sont réclamés par la loi du 24 février, le contingent du département s'élève à 6.262. Comme la population du Coiron est évaluée à 75.236, celle du Mézenc à 78.698 et celle du Tanargue 96.066, le Coiron doit fournir en tout 1885 hommes, le Mézenc 1771 et le Tanargue 2.406. Si on défalque de ces chiffres 1280 volontaires déjà recrutés dans le Coiron, 755 dans le Mézenc et 726 dans le Tanargue, il reste bien à lever 604 soldats dans le Coiron, 1216 dans le Mézenc et 1680 dans le Tanargue. Ce dernier district se trouvait surchargé, parce que les états de population avaient été fortement exagérés pour grossir son influence.

département fait la répartition par canton et commune, d'après les mêmes principes.

Les citoyens sont libres, pour former leur contingent, d'employer « le mode qu'ils trouveront le plus convenable à la pluralité des voix ». Quelques centres comme Lavoulte ¹, Aubenas ², Vals, Bourg-St-Montant ³, grâce à d'abondantes collectes, peuvent « acheter » des hommes de bonne volonté. La plupart des municipalités, devant la pénurie des volontaires, adoptent le tirage au sort ⁴. Quelques-unes, pour échapper aux surprises du hasard, préfèrent la voie du scrutin qui leur permet de rejeter la charge sur des adversaires politiques ⁵. C'est ainsi que, le 17 mars, Joyeuse, constatant qu'aucune recrue ne s'est présentée, désigne pour partir aux frontières huit citoyens appartenant tous à des familles réputées contre-révolutionnaires ⁶. Mais l'arme du scrutin était à deux tranchants et, dans les campagnes, les paysans s'en servent plus d'une fois au détriment des patriotes. Cette partialité ne pouvait qu'entretenir les rancunes, exciter les colères et fomenter des haines entre les divers éléments de la population.

La Convention semblait avoir prévu ces oppositions et ces difficultés. Ce fut pour les surmonter et pour hâter des opérations qu'elle jugeait indispensables au salut de la nation qu'elle envoie dans tous les départements des commissaires revêtus de son autorité dictatoriale. Ils avaient mission, dit le décret du 9 mars ⁷, d'éclairer « les citoyens sur les nouveaux dangers qui menaçaient la patrie. » Ils pouvaient « exiger de toutes les administrations constituées les comptes de leur administration, ... » « suspendre provisoirement de leurs fonctions et remplacer tous les administrateurs suspects ou défaillants, » Pour assurer le recrutement, rétablir l'or-

1. Arch. municipales citées par Mazon.

2. Manuscrit de Delichères p. 129.

3. Vals fournit 30 volontaires. Aubenas 18, Bourg-St-Montant 10. Ces derniers ont 1.150 livres à se partager. Privas donne 260 livres à chacun de ses trois volontaires. Arch. Ard. L 677.

4. Arch. Ard. L 677. Sur 50 communes mentionnées, une dizaine réunissent un chiffre suffisant de volontaires, une trentaine ont recours au tirage au sort et 4 ou 5 au scrutin.

5. Dans certaines localités, les paysans déclarent ouvertement qu'ils ne permettront pas à l'autorité d'employer la voie du sort pour désigner les recrues. Cf) pétition des volontaires de Lanarce et procès-verbal des commissaires du Tanargue, le 25 mars. Arch. Ard. L 126.

6. Arch. municipales de Joyeuse. Fonds Mazon F 12.

7. Réimpression du Moniteur T. 15 p. 663-664.

dre et briser tous les obstacles qui surgiraient, ils ont le droit « de prendre toutes les mesures qui leur paraîtront nécessaires », à charge seulement de faire passer à la Convention copie de leurs arrêtés. Jamais intendants de l'ancien régime n'avaient concentré dans leurs mains des pouvoirs aussi exorbitants.

En général, la Convention choisit, pour chaque région, des anciens administrateurs devenus députés, dans l'espoir que la connaissance du pays et leur prestige sur leurs compatriotes faciliteront leur tâche. Gleizal et Servièrre sont désignés pour la 15^{me} section, qui comprend l'Ardèche et la Lozère. Ils travailleront quelque temps ensemble, puis se sépareront. Servièrre consacrera la plus grande part de son activité à son département d'origine ; Gleizal s'occupera presque exclusivement de l'Ardèche et ne fera que de rares et courtes apparitions dans la Lozère¹.

Après un premier contact ² avec les directoires des deux départements, Servièrre et Gleizal prennent, dès le 3 avril, un long arrêté qui précise le but de leur mission et indique les moyens qu'ils mettront en œuvre pour répondre à la confiance de la Convention.

Ils approuvent les mesures prises par les administrateurs et rendent les municipalités responsables de l'exécution des décrets dans leurs communes. Le département et les districts suspendront les fonctionnaires et les officiers des gardes nationales qui, par désobéissance à la loi, mauvaises actions ou propos inciviques, seraient reconnus indignes de la confiance de leurs concitoyens. Les citoyens qui refuseront de déférer aux réquisitions seront déclarés traîtres à la patrie. Tout individu prévenu d'avoir empêché directement ou indirectement le recrutement sera arrêté sur le champ et traduit devant le tribunal révolutionnaire de Paris ou le tribunal criminel du département. En cas de rébellion, tous les habitants seront déclarés solidaires et les officiers municipaux, arrêtés et gardés comme otages. Enfin, ils stimulent le zèle et l'ardeur des patriotes contre les prêtres réfractaires et les émigrés, annulent tous les passeports délivrés avant le 29 février, et même pour les avoués, notaires et hommes de loi, tous les certificats de civisme antérieurs au premier avril. ³

1. Au sujet de la mission de Servièrre et Gleizal, cf) Arch. nat. AFII 182, dossier 1497-1499 ; AFII 418 ; C 251-252 et DII 14.

2. Servièrre et Gleizal arrivent à Privas le 21 Mars ; le 22, ils sont à Tournon ; le 25, à Joyeuse ; le 29, aux Vans ; le 30, à Villefort ; le 31, à Mende. Arch. Ard. L126.

3. Arch. nat. AFII 182 dos. 1497. Arrêté du 3 avril 1793.

Pendant plus d'un mois, toutes les autorités locales sont étroitement subordonnées aux commissaires de la Convention et tous leurs actes contrôlés par eux. Le 28 mars, ¹ le directoire de l'Ardèche avait mis en état de réquisition permanente les gardes nationales des cantons de Cheylard, de St Martin-de-Valamas et de St-Agrève. Le 1^{er} avril, ² sur l'initiative de Gleizal, il étend cette mesure à tout le département et prescrit la formation de deux compagnies soldées, composées exclusivement d'ardents patriotes, qui se rendront à Privas, pour être, avec le troisième bataillon, à la disposition de l'administration. Le 18 avril, ³ Gleizal leur adjoint 36 compagnies départementales, ⁴ une par canton, d'où seront exclus les prêtres et les nobles.

S'il fallait en croire les témoignages officiels, toutes ces précautions auraient produit rapidement d'heureux résultats. Dès le 26 mars, Boissy d'Anglas obtenait de la Convention une « mention honorable » pour le patriotisme des habitants de l'Ardèche, en annonçant que « le plus grand zèle pour le recrutement règne dans ce département ». Malgré la pauvreté du pays, « tout le monde se leva à la nouvelle que notre armée avait subi un échec... » « Les enrôlements y ont le plus grand succès » et « il n'y a pas de volontaire qui ne reçoive 3 à 400 livres de gratification avec son équipement. » ⁵

Le 23 mars, le directoire est plus modeste ; il se borne à déclarer que plusieurs communes ont fourni plus que leur contingent⁶. Gleizal, le 28 mars, embouche la trompette épique : « tous les hommes demandés à ce département seraient déjà en route..., si leur habillement ne mettait pas obstacle à leur départ. La plupart ont même menacé de partir avant qu'il leur soit fourni et on n'a pu arrêter leur zèle qu'en les assurant qu'ils partiraient tous dans la semaine avec leurs habits... Dans quelques municipalités, il a fallu employer la voie du sort pour désigner ceux qui devaient rester

1. Arch. Ard. L 201.

2. Ibidem. L 126. Procès-verbal du 1^{er} avril.

3. Ibidem. L 110. Procès-verbal du conseil général du département le 18 avril.

4. La formation de ces compagnies départementales soulève de graves difficultés à Lavoulte. Cf) Arch. de Lavoulte citées par Mazon. Arch. Ard. L 110. Lettre de la municipalité de Beauchastel du 3 mai, citée dans le procès-verbal du conseil général du 4 mai. Cf) aussi pour St-Félicien : Arch. Ard. L 110. Séance du 10 juin 1793.

5. Arch. parlementaires T. 60 p. 570. Séance du 26 mars.

6. Arch. Ard. L 126.

dans leurs foyers... »¹ A plusieurs reprises, en avril, il envoie encore au Comité de Salut Public des notes aussi optimistes. Il est vrai que, pour grossir le prétendu excédent de jeunes soldats et pour faire valoir l'ardeur patriotique de ses concitoyens, il brouille, dans un calcul complaisant et fantaisiste, les recrues levées en vertu de la loi du 24 février et les volontaires des divers bataillons formés en 1792 et 1793.²

La vérité est que, malgré toutes les mesures de coercition, le recrutement est lent et difficile.³ Le 20 avril, Gleizal est obligé de prendre un arrêté sévère pour contraindre St-Martin-de-Valamas à désigner immédiatement son contingent de 18 hommes.⁴ Le 22 avril, le département avoue que la loi du 24 février est bien loin d'être encore entièrement exécutée. Les districts du Mézenc et du Tanargue n'ont fourni qu'à peine le tiers de leur effectif. Le conseil général somme les diverses communes de se mettre en règle dans les 24 heures. Passé ce délai, la force publique ira contraindre les récalcitrants à faire leur devoir. Gleizal, toutefois, accorde un dernier sursis jusqu'au 10 mai. Le 29 mai, tous les intéressés n'avaient pas encore satisfait à la loi et le conseil général, une fois de plus, envoyait des ordres pressants à son commissaire dans le Mézenc pour terminer le recrutement.⁵

Les victimes du tirage au sort ou du scrutin se résignent difficilement, quoiqu'en dise Gleizal, à quitter leurs foyers pour rejoindre l'armée des Alpes. Beaucoup s'esquivent prudemment, gagnent la montagne et disparaissent, en laissant à leurs communautés le soin de les remplacer.⁶ Les autorités se lamentent, éclatent en invectives contre ces « lâches égoïstes », qui se sont soustraits à l'ap-

1. Arch. nat. C 251 dos 431. Lettre de Gleizal, de Joyeuse, le 28 mars. En marge : « mention honorable, insertion au bulletin du 9 avril. » Cf) aussi réimpression du Moniteur T 16 p. 95. La note insérée au Moniteur force encore les expressions de Gleizal. Il avait écrit : « Plusieurs communes ont fourni au-delà de leur contingent. » Le Moniteur imprime : « la majeure partie des communes... »

2. Rapport fait à la Convention par Gleizal.

3. Arch. Ard. L 677. Nombreux renseignements sur le contingent fourni par une cinquantaine de municipalités du Coiron.

4. Arch. Ard. L 110. Procès-verbal du conseil général du 20 avril.

5. Arch. Ard. L 110. Procès-verbaux des 22 avril et 29 mai 1793. En septembre 1793, le Mézenc avait encore à fournir 56 hommes pour compléter son effectif. Cf) Arch. Ard. L831. Etat des dépenses militaires.

6. Arch. de Joyeuse, 31 mars 1793. Fonds Mazon F 12.

pel de la patrie, et organisent sans grand succès de fréquentes battues dans les bois pour saisir ces nouveaux réfractaires.¹

Mais, les communes et les districts n'ont pas seulement à lever des hommes, il faut les habiller et les équiper.

Le directoire, le 17 mars, requiert tous les citoyens qui ont des armes, et surtout ceux « de la classe aisée », de les céder immédiatement, sous peine de 200 livres d'amende.² Pour suppléer aux fusils qui font défaut, on continue la fabrication des piques, malgré les réclamations du Tanargue, qui estime avec raison que c'est gaspiller sans profit les ressources de la nation.³ Le 10 mars, les administrateurs de ce district conviennent avec Becque de Montpezat de la livraison dans la huitaine de « 80 habits, 200 paires de souliers et, de chemises, autant qu'il pourra... » Le 12 mars, c'est Blachère, négociant à Largentière, qui est invité à fournir 500 chemises, 100 habits et 200 paires de souliers. Pour faciliter sa tâche, on l'autorise à forcer les tailleurs et cordonniers à travailler à ces effets, sous peine de contrainte par corps dans les 24 heures.⁴

Le 17 mars, le département prescrit l'inventaire des habits, vestes et culottes d'uniforme. Les cordonniers doivent remettre deux paires de souliers à chaque soldat et les chapeliers un chapeau neuf de 6 à 7 livres. Ils seront remboursés par le receveur du district, après examen et appréciation d'expert. Le 23, il demande aux municipalités d'envoyer, dans les trois jours, au district un état de la quantité de drap bleu et des habits confectionnés dont elle peuvent disposer.⁵ Convaincu de l'efficacité de ses arrêtés, le même jour, le directoire écrit au ministre de la guerre : « Tailleurs, cordonniers chapeliers, couturières, tout travaille pour l'équipement des volontaires, » et Gleizal ajoute, le 28 mars : « Nous avons vu dans les districts les tailleurs et les femmes se disputer l'honneur de travailler pour les volontaires. »⁶

1. Arch. Ard. L110. Procès-verbal du 6 juin 1793, signalant dans les bois de Bauzon et du Béage de nombreux soldats qui ont déserté de Grenoble. Procès-verbal du 9 juillet donnant des ordres pour faire cerner les bois de Vagnas et arrêter les déserteurs. Cf) aussi L236. Ordre du 10 septembre 1793 de faire conduire de brigade en brigade jusqu'à Serrières les recrues désignées par le sort.

2. Arch. Ard. L126.

3. Ibidem. L860. Procès-verbal du Tanargue, 12 décembre 1792.

4. Ibidem. L970. Réquisitions des administrateurs du Tanargue des 10 et 12 mars.

5. Arch. Ard. L126. Procès-verbaux des 17 et 23 mars.

6. Arch. Ard. L236 et Arch. nat. C251 dossier 431.

La réalité était moins belle. Le directoire est forcé d'avouer, au début d'avril, que la caisse des receveurs du Coiron et du Tanargue est vide. ¹ Aussi, les fabricants, négociants et entrepreneurs, qui devront attendre longtemps le paiement de leurs créances ou qui craignent de voir leurs fournitures taxées à trop bas prix, ne livrent-ils que parcimonieusement vêtements, souliers et chapeaux. Comme les cultivateurs, les commerçants cachent leurs marchandises. Ils se plaignent de manquer de cuir et de drap, La réquisition des matières premières est lente et ne donne pas les résultats espérés.

Le 19 mars, Lavoulte ne peut procurer à ses recrues ni vestes, ni culottes d'uniforme, ni guêtres. ² Presque toutes les communes font la même réponse et Gleizal, après avoir exalté l'émulation enthousiaste des divers corps de métier, est obligé de reconnaître, par son arrêté du 22 avril, ³ que la plupart des hommes de nouvelle levée ne peuvent rejoindre l'armée, faute d'équipement. Beaucoup en sont réduits à partir dans un accoutrement fort hétéroclite.

Ce dénûment est général. Le 3^{me} bataillon de l'Ardèche, formé depuis le 28 janvier, est toujours en haillons. Malgré les réclamations de Gleizal ⁴ et un décret de la Convention, rendu le 8 avril ⁵ sur les instances de Gamon, qui prescrit au ministre de pourvoir à l'habillement de ces volontaires, le directoire signalera encore, le 6 mai ⁶ et le 11 octobre⁷, l'état de nudité de ces malheureux soldats.

Les hommes, sans armes et sans uniforme, murmurent et menacent de désertir en masse. Leurs familles sont exaspérées par le spectacle de leurs privations et de leur misère. Le mécontentement se généralise et envahit toutes les classes de la société. Dans les campagnes, ce mécontentement prend des formes très variées. Si, d'ordinaire, le paysan reste passif, si les municipalités se bornent à ne

1. Arch. Ard. L 126. Procès-verbaux du directoire, 1 et 10 Avril. Lettres des commissaires dans le Coiron et le Tanargue.

2. Arch. de Lavoulte, citées par Mazon.

3. Arch. nat. AF. II 182

4. Arch. nat C352 (432). Lettre de Gleizal du 1er avril.

5. Réimpr. du Moniteur T. 16 p. 92.

6. Arch. Ard. L127. Le directoire dénonce l'incurie du ministre à la Convention.

7. Le 11 oct. 1793, le directoire recommandera encore les recrues qui partent pour Toulon à l'humanité du ministre de la guerre et le suppliera de leur faire délivrer les vêtements indispensables pour l'hiver. Cf. Ard. I. 236

pas répondre aux sommations de l'autorité, ¹ à mesure que la pression administrative devient plus forte, l'opposition tend, çà et là, à devenir active. Les menaces aux volontaires, les insultes aux administrateurs et aux commissaires, les taillades aux arbres de la liberté, le tumulte concerté pour empêcher la désignation et le départ des recrues, les bandes armées, les attroupements séditieux, au son du tocsin, indiquent une population frémissante. ²

Les aristocrates et les contre-révolutionnaires, voyant le parti à tirer de la situation, sortent de leurs retraites et reparaissent plus haineux que jamais. De concert avec quelques réfractaires, ils entretiennent l'agitation, sèment la discorde et poussent à la résistance. Le printemps de 1793, succédant à sept à huit mois d'accalmie, compte parmi les périodes les plus troublées de la Révolution. Un peu partout, on répand des nouvelles alarmantes sur le sort de nos armées et on colporte les propos les plus outrageants contre la Convention et tous les corps constitués. Dès le mois de mars, le bruit court d'une insurrection prochaine, en liaison avec la Haute-Loire et la Lozère. Le 3 avril, on arrête à Bollène deux contre-révolutionnaires de Comps et Vagnas qui cherchaient à acheter de la poudre à canon. Villeneuve-de-Berg, le 17 mars, ³ dénonce un complot pour forcer les prisons et délivrer les complices de Saillans, le jour de la foire du 22 mars. Les frères Allier sont signalés entre Villefort et Mende. Toute la région du Béage, d'Issarlès et de Ste Eulalie est en pleine effervescence et la révolte de Charrier, qui éclatera, quelques semaines plus tard, dans la Lozère, aura des ramifications et des sympathies dans toute la montagne et jusqu'à Bannes et aux Vans ³.

Le danger apparaît si imminent que le directoire de l'Ardèche convoque d'urgence l'assemblée administrative du département et réclame l'appui et l'assistance des commissaires de la Convention. Gleizal reçoit des lettres affolées de Dumonts, Cousin et Michel, délégués dans le district du Tanargue. ⁴ Aussitôt, il abandonne la Lozère à son collègue Servièrre et revient précipitamment à Privas. D'ac-

1) Arch. Ard. L126. Procès-verbal du directoire du 6 avril. Lettre des procureurs syndics du Mézenc et du Tanargue.

2. Arch. ard. L126. Procès-verbaux du directoire des 17 mars, 1, 7 et 10 avril.

3. Arch. Ard. L 126 .Procès-verbaux du directoire de mars et avril. Cf) encore Arch. Ard. L 110. Séance du conseil général du 8 avril et L 201. Correspondance du département.

4. Procès-verbal des commissaires de la Convention du 6 avril, inséré dans la délibération du directoire du 18 avril. Arch. Ard. L 126.

cord avec le directoire et le conseil d'administration, il s'empresse de prendre une série de mesures sévères pour réprimer l'audace des contre-révolutionnaires, intimider la population, terroriser les malintentionnés et étouffer les tentatives d'insurrection.

Le 10 avril, le département offre 1000 livres à qui procurera l'arrestation des frères Allier, de Perrochon et du chevalier de Melon. ¹ Le lendemain, Gleizal promet 600 livres « à qui amènera, mort ou vif, un des frères Allier » et le double pour les deux. Le directoire fait arrêter Becque, Cholvy et Bellin, pour entraves au recrutement, et Gleizal, Pascal et les deux frères Moutet pour fanatisme, propos inciviques et correspondance avec les émigrés. Le 13 avril, un arrêté commun ordonne le désarmement immédiat de tous les suspects et autorise tous « les corps administratifs, tribunaux, gendarmerie et garde nationale » à mettre provisoirement en état d'arrestation toutes les personnes qu'ils suspecteront d'être complices « de la contre-révolution. » ²

Le 6 avril, les administrateurs écrivent à leurs délégués à Joyeuse : « La guillotine a été réclamée, elle arrivera bientôt » ³. Ce n'était point une menace platonique. En avril, le tribunal criminel, jugeant révolutionnairement, prononce cinq condamnations à mort. Bellin est exécuté, le 22, sur la place publique de Privas pour avoir assisté en armes à la messe du réfractaire Ceysson et avoir menacé de son fusil plusieurs volontaires désignés par le sort ⁴. Le 25 avril, Gleizal annonce deux exécutions à Joyeuse ⁵ et deux autres, quelques jours plus tard, à Privas ⁶.

Cette répression énergique arrête toute velléité de résistance. Le peuple se résigne à l'obéissance, mais il se soumet à contre-cœur, en maudissant un régime qui, non content de comprimer ses sentiments religieux, lui enlève jusqu'à ses enfants. Les déserteurs, comme les insermentés, seront toujours sûrs de trouver un asile inviolable dans la montagne. Non seulement les catholiques fervents, mais la plupart des cultivateurs, beaucoup d'artisans et d'ou-

1. Arch. Ard. L 110. Procès-verbal du conseil général du 10 avril 1793. Cf. aussi réimpression du Moniteur T. 16 p. 283.

2. Arch. Ard. L 126. Procès-verbaux du directoire du mois d'avril. Cf. aussi L 201 et 547 et Arch. nat. AF 182.

3. Arch. Ard. L 201. Lettre du directoire du 6 avril à Cousin et Dumonts, à Joyeuse.

4. Arch. nat. DIII 14.

5. Arch. nat. AFII 182. Lettre de Gleizal au Comité de Salut Public, 25 avril.

6. Rapport fait à la Convention par Claude Gleizal.

vriers et la majorité de la bourgeoisie adoptent, de plus en plus, à l'égard du mouvement révolutionnaire, une attitude de neutralité hostile.

Désormais, les patriotes, de quelque nuance qu'ils se réclament, n'auront plus aucune influence sur la masse rurale. Repliée sur elle-même, mécontente et aigrie, elle assistera indifférente à leurs querelles et à leurs luttes et ne sera plus pour la Révolution qu'un poids lourd qui entravera sa marche, en attendant de la faire culbuter dans l'abîme.

Le contre-coup de cette désaffection populaire se fait sentir jusque dans les corps constitués. Le respect religieux dont on entourait la Convention s'effrite peu à peu. Les autorités départementales sont froissées de l'attitude de l'Assemblée à leur égard. Elles souffrent de voir qu'elle n'a pas eu confiance dans leur patriotisme pour la levée des 300.000 hommes. Elles ne lui pardonnent pas facilement d'avoir limité leur pouvoir, supprimé leur autonomie et ébranlé leur prestige en envoyant des commissaires ¹, qui, comme Gleizal, se conduisent en véritables proconsuls et leur imposent leurs vues, sans admettre la moindre discussion. Aussi ne constate-t-on plus ces protestations de loyalisme et de fidélité, si généreusement prodiguées jusqu'alors. Beaucoup de patriotes, dans leur for interne, reprochent déjà à la Convention, avec ses querelles intestines et ses divisions liberticides, sa faiblesse et sa lâcheté devant les éléments de désordre et d'anarchie.

A la fin avril, la « lettre à nos commettants » ², signée de l'entière députation de l'Ardèche, à l'exception de Gleizal, vient préciser ces inquiétudes et confirmer ces craintes. Sous une forme modérée, les députés mettent clairement en relief les dangers de la situation et l'audace des ambitieux qui veulent dominer la France entière. Pour eux, ils ont lutté, de leur mieux, contre les anarchistes qui prêchent, jusque dans la Convention, le meurtre et le pillage et veulent tout désorganiser et tout détruire. Avec tous les bons citoyens de l'Assemblée, ils ont réclamé avec insistance « un gouvernement, une constitution, des lois, la cessation des troubles... et la fin de toutes les calamités qui pèsent en ce moment sur la France. »

1. Arch. Ard. L112. Arrêté du 1^{er} juillet de l'assemblée extraordinaire de Privas du 29 juin au 1^{er} juillet 1793.

2. Les députés de l'Ardèche « à leurs commettants ». Paris, 14 avril 1793, 12 p. B. A.

En terminant, ils déclarent à leurs commettants qu'ils sont prêts à déposer leur mandat... « si nos principes sont différents des vôtres, si vous exigez de vos députés une autre conduite que celle que nous pouvons vous offrir. »

L'émotion est d'autant plus forte dans le pays que la nouvelle de l'acquittement de Marat et de son retour triomphal à la Convention ¹ suit de près la diffusion de ce manifeste. On sent, toutefois, un peu d'hésitation parmi les patriotes. Les administrateurs du département partagent les appréhensions de leurs représentants, mais ils n'osent pas signer une adhésion publique et collective. Ils ont peur de se compromettre, en prenant nettement parti pour les Girondins contre la commune de Paris et les Montagnards. Quelques-uns même, qui tiennent à assurer personnellement les députés de leur confiance, oublient prudemment de signer leurs lettres.² C'est le désarroi avant-coureur de la désagrégation.

C'est ainsi que les événements politiques, religieux et militaires, qui suivent la chute de la royauté, transforment et modifient profondément l'état d'esprit des diverses classes de la société. Si la période du mois d'août au mois de mars, malgré les vexations dirigées contre le clergé, a marqué une acceptation résignée et un ralliement continu et progressif à la république, dans un calme et une tranquillité relative, la période du mois de mars au mois de mai, avec la levée des 300.000 hommes et l'acuité des discussions à l'Assemblée, provoque une réaction très nette de la population rurale et laisse déjà entrevoir des symptômes de scission parmi les patriotes.

1. Reimpr. du Moniteur T. 16 p. 220-221.

2. Arch. nat. F 7 4606. — Lettre d'un ancien collègue, sans date, ni signature.

CHAPITRE XI

La Scission. Fédéralistes et Jacobins

1. Les divergences entre patriotes.

L'assemblée de Privas du 23-26 mai 1793. Les événements du 31 mai-2 juin. L'assemblée du 16-21 juin. L'assemblée du 29 juin-1^{er} juillet. Violentes discussions. La scission.

2. Les tentatives d'e fédéralisme.

Les événements de juillet. Inaction des modérés. L'acceptation de l'acte constitutionnel par les assemblées primaires. Les réserves. Suspension et arrestation des fédéralistes.

3. La lutte des factions et les représentants en mission.

Les modérés réussissent à se maintenir, grâce à l'appui de Rovère, Poultier et Boisset.

Leur offensive contre les Jacobins du département et du Tanargue. Destitution de Dumonts et de Teyssonnier par Boisset. Destitution des administrateurs du Tanargue par Reynaud. Le district à Jaujac.

Mission de Châteauneuf-Randon. Son conflit avec Reynaud.

Mission de Guyardin. Destitution des administrateurs du département. Vive agitation des Montagnards.

Le Comité de Salut public casse les arrêtés de destitution. Triomphe des Jacobins à la veille du 9 thermidor.

Les fissures qui, au début du mois de mai, commencent à apparaître à la surface du bloc patriote ne tarderont pas à s'élargir sous la pression des événements. Au cours des nombreuses assemblées extraordinaires que le département convoquera à Privas, les intérêts divergents, les rivalités personnelles et les blessures d'amour-propre contribueront, autant que la diversité des conceptions politiques, à dissocier et à désagréger le parti républicain et à l'écarteler en factions violemment hostiles qui se feront, désormais, une guerre sans trêve ni merci.

I

A la fin avril, le Comité de Salut public, en envoyant à tous les corps constitués « les vues présentées par le Gard et l'Hérault »¹ pour accroître la force combattive de la nation, les invitait à suivre

1. Réimpr. du Moniteur T. 16 p. 239-240.

l'exemple de ces deux départements et à mettre à la disposition de la république d'abondants secours en hommes et en argent. Désireux de répondre à cet appel, le conseil général de l'Ardèche, dans sa séance du 8 mai, prescrivait, pour le 23, la réunion d'une grande assemblée à Privas. Aux membres du conseil administratif devaient se joindre un représentant de chaque directoire et de chaque tribunal de district et un député de chacun des trente six cantons.¹

Dès l'ouverture de la session², des discussions ardentes et passionnées sur l'opportunité et l'importance de ces subsides exceptionnels révèlent des tendances diverses et opposées. Les uns, que leur fortune modeste met à l'abri des contributions onéreuses, pensent, avec la majorité des administrateurs, que l'Ardèche doit faire preuve de zèle et rivaliser en générosité avec les régions les plus favorisées. Mallevall et Lespinasse n'hésitent pas à proposer une levée de 10.000 hommes et le vote d'une imposition extraordinaire de dix millions³.

En face d'eux, la bourgeoisie industrielle et commerçante des villes d'Annonay, Tournon, Aubenas et Privas, qui impute à la mauvaise gestion du gouvernement le marasme des affaires, ne veut pas qu'on surcharge un pays aussi misérable que l'Ardèche, au profit et bénéfice d'autres provinces plus fortunées. Au nom de l'égalité, pour ne pas être victime d'un dévouement mal entendu, elle paraît décidée à ne fournir de nouvelles subventions qu'autant qu'une loi uniforme imposera le même fardeau à tous⁴. Elle est soutenue par les grands propriétaires, plus ou moins suspects d'aristocratie, et par les députés des campagnes, résolument hostiles à toute conscription nouvelle.

Savine, président de l'administration, essaie de concilier ces opinions divergentes et ces intérêts contradictoires. Il suggère l'idée d'une contribution modérée qui, au lieu d'aller s'engloutir dans les caisses toujours vides de l'État, resterait dans le département et servirait à armer et à équiper les 36 compagnies créées sur l'initiative

1. Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire des 23, 24, 25 et 26 mai 1793. Arch. Ard. L 112.

2. Le procès-verbal imprimé (Guillet, Privas s, d. 10 p. in 4. F. V.) porte 68 signatures alors qu'on en trouve seulement 57 dans le procès-verbal manuscrit.

3. Réponse du citoyen Pourret.... à un écrit qui a pour titre : « Exposé de la conduite des membres composant le directoire ». Impr. 24 p., sans nom d'imprimeur. Annonay, le 20 nivôse an II. F. V. p. 13.

4. Réponse de Pourret p. 14. Manuscrit de Delichères p. 133.

de Gleizal. ¹ On nomme une commission pour examiner ces diverses propositions.

A la suite de débats forts longs et très touffus, qui occupent toutes les séances des 24 et 25 mai, l'assemblée finit par se ranger à l'avis de son comité. Elle décide la levée d'un nouveau bataillon et d'une compagnie de canonniers dont la solde, l'armement et l'entretien seront assurés par une souscription volontaire des gens aisés. Si cette souscription n'a pas produit un million en huit jours, l'excédent sera fourni par un impôt forcé sur les riches, les négociants, les célibataires, « surtout parmi ceux dont le civisme ne s'est pas encore montré » ². Le lendemain, par souci d'équité et pour atteindre plus sûrement la « richesse », elle arrête une « contribution, à taux progressif, sur les fortunes excédant 100.000 livres ». Le bataillon sera recruté par inscription volontaire et tirage au sort. La voie du scrutin est formellement interdite, « car, au lieu de défenseurs, la patrie aurait à redouter ceux-là même qui vont s'armer pour elle » ³.

Pourret, qui a été le porte-parole de l'opposition au sein du comité et devant l'assemblée générale, revient vigoureusement à la charge. Il demande qu'il soit sursis à l'exécution de l'arrêté jusqu'au décret d'autorisation de la Convention. Il a, à ce sujet, une vive altercation avec les membres les plus en vue du directoire : Malleval, Chabal, Lespinasse et Dumonts ⁴. Les violences verbales, les allusions personnelles blessantes, qui, de part et d'autre, sont la monnaie courante de ce duel oratoire, devaient laisser de profonds ressentiments dans le cœur des principaux antagonistes et accentuer encore les rivalités et les rancunes des deux groupes qui viennent de s'affronter pour la première fois. ⁵

Partisans et adversaires, toutefois, se mettent un instant d'accord pour rédiger une adresse sévère à la Convention. Cette admonestation, en arrivant au moment des événements du 31 mai et du 2 juin, ne contribuera pas médiocrement à faire considérer par les vainqueurs du jour l'Ardèche et ses administrateurs comme suspects de fédéralisme et entachés d'hostilité à la Convention. « Pourquoi voyons-nous dans nos représentants une diversité d'opinions, des discussions continuelles, une tendance opiniâtre à la division?... Quoi ! dans le temps que le sang de nos frères coule sur les frontiè-

1. Discours de Savine, 23 mai 1793, impr, Guillet, Privas 4 p. in-4 F.V.

2. Procès-verbal de l'assemblée Séance du 25 mai.

3. Arrêté et Adresse aux citoyens de l'Ardèche, 26 mai 1793. Arch. Ard. L.112.

4. Réponse de Pourret, p. 13 et 14. Manuscrit de Delichères p. 133.

5. L'arrêté ne fut pas appliqué. Réponse de Pourret p. 14.

res, la Convention nationale ne serait occupée qu'à des dissensions particulières ! le crime triompherait, la vertu serait réduite au silence ! Avez-vous oublié vos serments ? Craignez-vous le poignard des assassins ? Nous vous l'avons déjà dit, parlez ... et nous sommes à vous ... Le peuple est debout et il aura bientôt dissipé les obstacles que l'on oppose au triomphe de la liberté »¹

Par leur diffusion dans le public, ces récriminations ont pour résultat de confirmer les craintes des patriotes et d'accroître les appréhensions qu'avait fait naître, quelques semaines plus tôt, la lettre des députés de l'Ardèche à leurs commettants. Elles font écho aux reproches et aux invectives des départements voisins et, à leur tour, suscitent de nombreuses adresses de municipalités et de sociétés populaires qui, toutes, à la fin du mois de mai et dans les premiers jours de juin, témoignent d'une irritation grandissante. « Vous connaissez bien peu notre souverain mépris pour tous les factieux, écrit Annonay à ses députés, si vous croyez que le jugement de Marat ait pu y porter la plus légère atteinte. Soyez fermes à votre poste, ne vous laissez pas influencer par les tribunes. Quatre-vingts départements au moins sont levés ; malheur à qui oserait toucher à la liberté de leurs représentants ! »² A Viviers, la commune et le club adressent encore d'ultimes supplications à la Convention : « Ce sont vos divisions, législateurs, qui ont conduit la république sur le penchant de sa ruine ... Votre réunion peut encore la sauver ... Nous vous en conjurons donc, représentants ... faites à la patrie le généreux sacrifice de vos animosités et de vos haines. » Le corps municipal de Tournon déclare, lui aussi, le 2 juin, que les passions et les discordes des représentants « tendent visiblement au désordre et à l'anarchie ... Rendez à la Convention cette dignité faute de laquelle elle ne peut inspirer le respect ... Abandonnez Paris ... » La société populaire, le même jour, « voue à l'exécration des générations présentes et futures l'infâme et sanguinaire Marat, tous ses auteurs et tous les partisans de l'anarchie. »³

Ils sentent que la colère bouillonne dans l'âme des patriotes contre la veulerie de la Convention, mais tous, néanmoins, restent ardemment fidèles aux conquêtes de la Révolution. Tous sont prêts à

1. Adresse à la Convention, 26 mai 1793. Arch. Ard. L112.

2. Adresse de la société populaire d'Annonay s. d. Arch. nat. F7 4606.

3. Adresses de la société républicaine de Viviers, du 28 mai 1793, des citoyens de Tournon, 2 juin 1793, de la Société de la liberté et de l'égalité de Tournon, 2 juin 1793, 55 signatures. Arch. nat. Dxl 18.

faire bloc contre les aristocrates et les contre-révolutionnaires, comme le prouve l'attitude de la nouvelle assemblée extraordinaire du 29 mai. A l'annonce de l'insurrection de la Lozère, elle décide à l'unanimité de déployer toutes les forces du département et de mettre en œuvre toutes les ressources du pays pour écraser les révoltés et réprimer l'audace des ennemis de la liberté.¹

C'est au milieu de cette agitation fébrile et de ces inquiétudes multiples que le bruit se répand de graves événements survenus à Paris, les 31 mai et 2 juin. Un coup de force a été perpétré contre la Convention ; l'Assemblée a été violée et un certain nombre de députés ont été mis en état d'arrestation, sous la pression et la menace de l'insurrection parisienne.

Les députés de l'Ardèche, qui, dans leur lettre du 14 avril², semblaient déjà redouter ce dénouement, devinrent l'anxiété de leurs commettants et s'ingénient à leur transmettre des renseignements précis. Comme les lettres sont arrêtées, lues et interceptées, Boissy d'Anglas utilise pour sa correspondance les marges mêmes du bulletin de la Convention du 3 juin. « La Convention n'a plus de liberté, écrit-il. Dimanche, on l'a forcée d'ordonner l'arrestation de plusieurs députés. Elle a été, jusqu'à neuf heures du soir, retenue dans le lieu de ses séances sans qu'aucun membre eût la faculté de sortir. Il y avait autour d'elle plus de 30.000 hommes armés et plus de 40 pièces de canon. Boissy a failli être égorgé par les sentinelles qui gardaient les portes... On lui a déchiré ses vêtements, on a porté la main sur lui et dirigé des baïonnettes sur sa poitrine. Un prétendu comité révolutionnaire s'est établi à Paris et veut gouverner la France : c'est *lui* qui opprime la Convention. » Le lendemain, il transmet de nouveaux détails par la même voie : « La majesté du peuple a été violée. Dimanche, nous avons délibéré sous la bouche de 163 canons... Arrestation de 32 ou 36 membres, sans preuve, sans avoir voulu les entendre... »³

1. Arch. Ard. L110 Cette assemblée comprend toutes les autorités de la Commune de Privas, les procureurs syndics du Coiron et du Tanargue, le capitaine de gendarmerie et l'ingénieur en chef du département. Lespinasse et Dubois sont envoyés à Lyon pour acheter 6 pièces de canon. Malleval à Valence pour demander des secours. Les 36 compagnies départementales sont mises en état de réquisition permanente. Les secours arrivèrent trop tard. Les révoltés étaient déjà écrasés. Cf.) Arch. nat. M668. Nombreuses pièces sur les mesures prises par le département de l'Ardèche et les districts du Coiron et du Tanargue au sujet de l'insurrection de la Lozère.

2. Lettre à nos commettants du 14 avril p. 10 et 11.

3. Arch. de l'Isère L 59. Note écrite par le citoyen Boissy d'Anglas... sur le Bulletin du 3 juin 1793. Copie certifiée par le citoyen Ravel, président, et Blanc, secrétaire des sections réunies d'Annonay.

St Prix, le 7 juin, ¹ en envoyant le « Compte rendu à nos commettants, » annonce un exposé des événements fait par la députation de l'Ardèche et confirme que « la représentation nationale emprisonnée, avilie, délibérant sous le poignard d'une faction audacieuse, n'existe plus. » ²

Ces nouvelles rapidement diffusées dans tous les centres provoquent une stupeur générale dans le parti patriote, aussitôt suivie d'une explosion de colère et d'indignation. La même question monte à toutes les lèvres : que faire ? Comment réagir dans une situation aussi désespérée ? On se consulte, on fait des plans. Des correspondances actives s'échangent entre municipalités, sociétés populaires et administrations diverses. ³

Le club d'Annonay, le 10 juin, interrompt ses séances et les sections de la ville s'érigent en permanence. L'agitation est très vive aussi à Tournon, Aubenas, Viviers, Privas, Largentière, Valon. De nombreuses députations poussent le directoire du département à prendre la direction du mouvement et à coordonner les efforts individuels de résistance à l'oppression. Des arrêtés incendiaires arrivent des départements voisins, qui prèchent la saisie des caisses publiques et l'organisation d'une armée de défense contre les factieux. Le Gard annonce que ses gardes nationaux sont en marche. Lyon presse l'Ardèche de se joindre à lui. Marseille menace les hésitants ⁴.

On conçoit l'embarras des administrateurs qui ne savent à quel parti se résoudre. Ce sont des indécis, des timides. Les Montagnards n'ont pas encore fait de recrues dans leurs rangs. Aucun ne songe à défendre les initiatives criminelles de la capitale et à approuver la mutilation de l'Assemblée. Tous déplorent la situation critique de la Convention, mais le souci de la légalité et surtout l'effroi des responsabilités glacent leur courage et paralysent leur activité. Aussi font-ils la sourde oreille à toutes les sollicitations du dehors et résistent-ils le plus possible aux injonctions des impatients. Le 11 juin ⁵, toutefois, devant la pression générale de l'opinion, ils rappellent d'urgence à leur poste les nombreux administrateurs en mission.

1. Lettre de St Prix citée par Mortimer Ternaux. Histoire de la Terreur T. 7 p. 569, 570, note.

2. Compte rendu p. 6. B N. Lb 41 671. 7p.

3. Lespinasse. Exposé de la conduite des membres composant le directoire. p. 6.

4. Réponse de Pourret p. 10. Delichères p. 133-134. Exposé de Lespinasse p. 8.

5. Procès-verbal du conseil d'administration. Arch. Ard. L. 110.

A la séance du 13, les avis sont partagés ¹. Si quelques-uns semblent résolus à suivre l'impulsion du Gard et des Bouches du Rhône, d'autres font remarquer que les plus ardents à réclamer des mesures violentes sont justement les membres les plus représentatifs de cette bourgeoisie industrielle et commerçante qui a énergiquement contrecarré les vues de l'administration à l'assemblée du 23-26 mai. Déjà, par antipathie contre leurs adversaires, certains penchent vers les Jacobins. Seul, toutefois, au dire de Lespinasse, Malleva, plus audacieux que ses collègues, aurait fait l'apologie de la journée du 31 mai et « demandé qu'il soit fait mention honorable de la conduite des Parisiens et déclaré qu'ils ont bien mérité de la patrie ² ». Cette motion intempestive soulève l'indignation de la majorité du conseil général. De violentes protestations éclatent ; on déserte la salle et la séance est levée.

Mais, déjà, la tactique de l'administration se dessine. Si ses convictions ne sont pas encore bien arrêtées, elle estime plus commode et plus sûr d'éviter de se prononcer. Sous prétexte d'information, mais, en réalité, pour gagner du temps, elle convoque, pour le 16 juin, une nouvelle assemblée extraordinaire qui adjoindra aux administrateurs les autorités de Privas, les officiers municipaux et le conseil général de la commune, les membres du tribunal criminel, le juge de paix et ses assesseurs ³.

Cette session qui met aux prises dans une discussion passionnée les partisans de l'action immédiate et ceux de la temporisation dure du 16 au 21 juin. Le directoire va se servir du tremplin de la légalité pour écarter toute mesure inconsidérée. Lespinasse, Malleva, Dumonts, Chabal, parleront beaucoup pour se dispenser d'agir ou pour suggérer à leurs collègues des décisions anodines qui n'engageront pas l'avenir. C'est ainsi que le comité formé sur leur initiative se borne, le 17, à proposer une adresse à la Convention et une nouvelle réunion, le 29 juin, qui comprendra des délégués de chaque district et un député par commune. ⁴

Pourret, juge au tribunal criminel, dénonce, comme un attentat à la souveraineté populaire, ces lâches conclusions et, à la suite d'un discours particulièrement véhément de Sabathier, de Vernoux,

1. On forme un comité pour recueillir des renseignements sur les événements du 31 mai et du 1^{er} juin. Il est à remarquer que, durant tout le mois de juin, les administrateurs confondent les événements du 2 juin avec ceux du 31 mai.

2. Exposé de Lespinasse p. 8.

3. Procès verbal de l'assemblée du 16-21 juin 1793. Arch. Ard. L112.

4. Ibidem.... Procès-verbal du 17 juin.

le projet du comité est repoussé, le 19 juin. ¹ Le directoire est en mauvaise posture au moment même où ses adversaires reçoivent de précieux renforts par l'arrivée d'une délégation de Tournon et d'Annonay ² et par l'adhésion de la ville d'Aubenas et du district du Coiron à la proposition de réunir les assemblées primaires. ³

C'est sur cette question des assemblées primaires que la bataille va reprendre, le 20 juin. Les commissaires d'Annonay et de Tournon, pour vaincre les dernières hésitations de la majorité, donnent lecture des diverses lettres des représentants de l'Ardèche à la Convention et du « compte rendu à nos commettants, » signé de l'entière députation du département. Ces déclarations autorisées qui confirment les nouvelles les plus pessimistes, ces appels au peuple pour le salut du pays produisent une sensation profonde sur l'assemblée. Les membres du directoire essaient de tenir tête à l'orage. Tout en prêchant l'union à la Convention, l'apaisement des esprits et la soumission aux lois, ils foncent vigoureusement sur leurs adversaires. L'exaltation est extrême. Les sarcasmes et les injures tiennent lieu d'arguments. Aux épithètes de « Maratistes, d'enragés et d'anarchistes, » répondent les qualificatifs « d'aristocrates, d'égoïstes, de contre-révolutionnaires. » ⁴ « Qui comptez-vous, s'écrie Dumonts, parmi ceux qui se déclarent hautement contre l'outrage fait à la Convention nationale...? Ce sont ceux qui, de tout temps, opposés aux progrès de la Révolution, s'en sont déclarés les vrais détracteurs.... Les provocateurs d'une anarchie universelle sont ceux qui vous proposeraient des mesures capables de vous éloigner du centre commun. » ⁵ Un député d'Annonay réplique que, puisque l'administration est infidèle à son mandat et trahit les intérêts qui lui sont confiés, « le peuple saura bien s'insurger lui-même. » ⁶

C'est alors que Chabal, pour ramener les esprits, jette prudemment du lest et reconnaît que la Convention a été violée et les députés arrêtés illégalement ; « mais, ajoute-t-il, par quelle voie le peuple doit-il exprimer son vœu à cet égard ? Est-ce en assemblées

1. Procès-verbal du conseil général du département du 19 juin. Arch. Ard. L 110.

2. Tournon envoie Debesses, maire, et Giraud, payeur général du département ; Annonay, Johannot et Delholme.

3. Délibération du 19 juin du directoire du Coiron réuni au conseil général de la commune d'Aubenas. Fonds Mazon. Chr. 18.

4. Cf) Exposé de Lespinasse p. 9 et 10.

5. Discours de Dumonts, le 20 juin 1793. Privas, impr. Guillet, in-4° 4 p. F. V.

6. Exposé de Lespinasse p. 9.

primaires, comme certaines personnes le demandent ?... Non, sans doute, citoyens, les administrateurs n'ont pas le droit de les convoquer. »¹ Il serait criminel de s'engager dans la voie de l'illégalité, avant d'avoir des renseignements plus précis sur les événements accomplis. Enfin, pour donner l'illusion à l'assemblée d'avoir fait quelque chose et accorder une satisfaction platonique à l'opposition, il se rallie, avec les autres membres du directoire, à une adresse² à la Convention, d'une sévérité qui confine à la menace et à l'injure. « Quelle est donc cette journée du 31 mai ? Le sanctuaire des lois profané !... Un certain nombre de nos représentants mis en état d'arrestation sans que le motif en soit connu ! Serait-ce l'ouvrage d'une horde scélérate que Paris renferme dans son sein ? Les citoyens de ce département demandent à grands cris de connaître ces faits ; ils attendent encore quelques jours, mais c'est avec le calme qui précède l'orage. »³

Ces habiles concessions verbales décident une majorité désarmée à ajourner toute décision jusqu'à la réunion du 29 juin. On restait ainsi dans la confusion et l'équivoque, mais, du moins, on évitait toute initiative compromettante. Le directoire avait atteint son but. Il avait gagné du temps.

Mais, son succès même achevait de scinder le parti républicain en deux fractions ennemies. Les partisans de la résistance se retirent fort dépités et humiliés de leur échec. Ils ne renoncent pas, néanmoins, à leur projet de venger la représentation nationale outragée et avilie. « Que de mouvements, que de peines, écrit Lespinasse, ne se donnèrent pas les aristocrates, les fédéralistes dans l'intervalle !. Combien de lettres circulaires furent adressées aux différentes municipalités et notamment de la part de ceux qui étaient à la tête des sections d'Annonay ! Enfin, avec quel empressement vit-on courir à cette assemblée ceux dont le civisme n'a jamais été un problème⁴. »

Leurs adversaires ne restent pas non plus inactifs. Convaincus maintenant que la balance penche du côté des Montagnards, ils acceptent nettement le fait accompli et mènent une vive campagne⁵, eux aussi, pour recruter des adhérents. Ils ont la satisfaction

1. Discours de Chabal, procureur syndic., le 20 juin, Impr. Guillet, in-4° 4 p. F. V.

2. Cette adresse avait été rédigée par Lespinasse. Cf) réponse de Pourret p. 8.

3. Adresse à la Convention nationale du 21 juin 1793. Arch. Ard. L 110.

4. Exposé de Lespinasse p. 10.

5. Avis aux sans-culottes par un citoyen de la Drôme. Fonds Mazon Chr. 18

de voir la société populaire de Bourg-St-Andéol se prononcer pour la Convention épurée ¹. Celle de St-Péray évolue dans le même sens. « C'est servir ceux qui veulent nous donner des fers, écrit Grangeon, le 20 juin, que de prétendre que la Convention n'est pas libre, d'autant mieux que ce sont les aristocrates qui le crient le plus fort. » ² Les événements, d'ailleurs, servent leur politique. Le 23 juin, une lettre de Garat annonce au département ³ que le projet de Constitution est à la veille d'être voté. Ce sera un excellent argument pour confondre ceux qui parlent sans cesse de l'impuissance de la Convention. ⁴ Le 24 et le 25, les délégués de 42 sociétés populaires tiennent une importante assemblée à Valence. ⁵ Ils se prononcent nettement pour la Convention et flétrissent, comme un crime de lèse-nation, toute tentative de soulèvement contre son autorité. Le rôle prépondérant joué à cette réunion par Gourgonnier et Ymonier de Bourg-St-Andéol assure à cette déclaration un grand retentissement dans le pays.

L'assemblée du 29 juin qui ne comprend pas moins de 350 membres ⁶ n'est qu'une réplique plus violente de celle du 20 juin. Le directoire, renforcé des délégués du district du Tanargue ⁷ et soutenu par la plupart des administrateurs du département, forme, avec quelques patriotes ardents, un groupe compact et résolu. Ils sont encore en minorité, mais ils ont pour eux le prestige de l'autorité et de la loi et surtout un programme précis.

Leurs adversaires, les administrateurs du Coiron et du Mézenc, les délégués des villes de Tournon, Annonay, Aubenas, Privas, Vernoux, Vallon, ⁸ la masse des députés des campagnes, ont, pour eux, le nombre, mais l'entente ne règne pas dans leurs rangs. Ils n'ont pas pu se concerter à l'avance, ils vont à la bataille en ordre

1. Fonds Mazon Chr. 19

2. Lettre de Grangeon, juge de paix à St-Péray. Fonds Mazon Chr. 18 Papiers Gleizal.

3. Arch. Ard. L 127. Procès-verbal du directoire du 23 juin.

4. Le 28 juin, Chabal écrit à Boissy d'Anglas pour demander « que la Convention se hâte d'envoyer la Constitution. Elle peut seule ramener la paix. » Arch. nat. F 7 4606.

5. Procès-verbal de l'assemblée de 42 sociétés populaires tenue à Valence. Valence, impr. Aurel 15 p. in-4. 26 juin 1.793 F. V.

6. Arch. Ard. L 112. Le procès-verbal manuscrit porte 335 signatures, mais il est probable que tous n'ont pas signé. Lespinasse parle de plus de 400 assistants.

7. Mémoire de Thoulouze au Comité de sûreté générale. s. d. 6 p. Arch. nat. D1 136.

8. Arch. Ard. L267. Procès-verbaux d'élection des délégués à l'assemblée de Privas.

dispersé, sans chef ni plan, et la plupart ne savent ni ce qu'ils veulent, ni ce qu'ils peuvent faire. Les paysans sont craintifs, timorés, et ces grandes questions politiques leur apparaissent bien lointaines et bien secondaires. D'autres, surtout parmi les patriotes du Coiron, sont inquiets du zèle intempestif que manifestent pour l'honneur de la représentation quelques aristocrates notoires qui soufflent la discorde, attisent les haines et cherchent à accaparer le mouvement de protestation. Patriotes avant tout, il commencent à redouter, en cas de succès, les exigences de leurs nouveaux alliés. Aussi leur ardeur combattive s'atténue-t-elle rapidement. ¹

A peine la séance est-elle ouverte que Bruyère, procureur syndic du Mézenc, et Champanhet, administrateur, réclament la nomination d'un bureau pour donner à la réunion le caractère d'une assemblée populaire délibérante. Le directoire dénonce cette manœuvre insidieuse, comme un empiètement sur ses droits et une atteinte à son autorité. La majorité est hésitante. Pour s'accorder le temps de la réflexion, elle renvoie la solution de cette difficulté après la vérification des pouvoirs, mais, malgré l'opposition de Chabal et de Dumonts, elle décide que les délégués de chaque district apprécieront eux-mêmes la validité des élections de leur ressort. ²

A la séance de l'après-midi, qui se prolonge jusqu'au lendemain matin, ³ l'assemblée passe outre aux éloquentes protestations de Bruyère et de Pourret. Elle écarte la motion de se constituer en assemblée populaire et reconnaît au président de l'administration le droit de diriger les débats. « Ce premier échec ne décourage pas les fédéralistes ; ils demandent l'établissement d'un comité central à l'exemple de Rhône-et-Loire, du Gard et des Bouches-du-Rhône. Cette proposition est encore combattue et rejetée avec horreur. » ⁴

La discussion du rapport du comité, le 1^{er} juillet, soulève des incidents d'une violence inouïe. Si les membres du directoire soutiennent des conclusions qu'ils ont inspirées, Pourret, Bruyère, Dubois et Téoulle, de Chomérac, les attaquent ⁵ avec véhémence et

1. Manuscrit de Delichères p. 133.

2. Exposé de Lespinnasse p. 11. « Les aristocrates, les fédéralistes crurent avoir triomphé, mais les patriotes ouvrent les yeux. »

3. Procès-verbal de l'assemblée du 29 juin-1^{er} juillet 1793. Arch. Ard. L112.

4. Exposé de Lespinnasse p. 11.

5. Un comité de 18 membres avait été nommé pour prendre connaissance de toutes les pièces relatives aux événements des 31 mai et 2 juin. Ce comité se borne à proposer un arrêté et une adresse à la Convention. Cf manuscrit de Delichères p. 134.

s'efforcent d'obtenir de l'auditoire un vote favorable à la convocation des assemblées primaires.

C'est l'occasion pour le vice-procureur général syndic, Dumonts, de reprendre avec plus d'âpreté son discours du 20 juin, qu'il renforce des arguments fournis par la déclaration des 42 sociétés populaires de Valence. S'il ne va pas jusqu'à affirmer avec elle que Paris a sauvé la république et la patrie, en exigeant l'arrestation des membres gangrenés qui paralysaient l'activité de l'Assemblée, il démontre que la Convention, depuis le 2 juin, a prouvé par d'excellentes mesures, comme l'emprunt forcé sur les riches, le partage des communaux et surtout le vote rapide de la Constitution, qu'elle travaille hardiment et dans le calme à la défense et à la prospérité du pays. Seuls, des aristocrates, des modérés, des égoïstes peuvent refuser de reconnaître la Convention régénérée. Il s'en prend habilement au clergé, rappelle la dime et les droits féodaux, attaque les fanatiques et les hypocrites, flagelle les hommes de loi, essaie de soulever la colère des paysans contre la « robinocratie » et de dresser les classes laborieuses et pauvres contre la riche bourgeoisie des villes industrielles et commerçantes.

« D'où sortent aujourd'hui ces écrits incendiaires qu'on cherche à répandre pour détruire et corrompre l'esprit public ? Sont-ce les campagnes qui demandent qu'une force armée soit dirigée sur Paris ?... que les assemblées primaires soient convoquées ? Non, citoyens, ce sont ceux qui, depuis quatre ans, regorgent par l'agiotage de la substance du peuple ..., Ils ont frémi de voir s'éteindre la source de leurs immenses profits, criminellement combinés avec les horreurs de la misère. » ¹

Mais, entraîné par sa fougue et son ressentiment, l'orateur dépasse le but. Les personnalités injurieuses dont il enrichit son éloquence, les diffamations dont il émaille son discours ² soulèvent bientôt des murmures, des interruptions, des protestations presque unanimes. Dubois, maire de Privas, se sentant visé, bondit à la tribune et, dans une réplique cinglante et vengeresse ³, provoque

1. Dumonts. Opinion prononcée à l'assemblée extraordinaire de Privas. Impr. s. l. n. d. ni nom d'imprimeur, 11 p. in 12 F. V. p. 4 et 5.

2. Ibidem. Note de la page 4. « Ici étaient des désignations plus particulières qui ont été supprimées ».

3. Cf) Chabal « A ses concitoyens » impr, 7 p. s. l. n. d. in 4 15 p. F. V. p. 1.

une telle émotion dans l'assistance que Dumonts est contraint de se rétracter, de faire des excuses et de déchirer son manuscrit ¹.

Les modérés, avec Téoulle de Chomérac, profitent de l'impression désastreuse de ce discours anarchiste pour sonner le ralliement de tous les honnêtes gens contre les « vociférations » de « ces prédicateurs de sang » ², bien dignes de leurs émules parisiens. Puis, ramenant le débat à la grave question de la représentation nationale, ils opposent aux affirmations des Montagnards le témoignage et l'autorité de leurs députés. « Ne laissez pas usurper, disent-ils, vos droits plus longtemps ; ne laissez pas l'exercice de la souveraineté nationale en de telles mains, sauvez la liberté, l'égalité sainte, l'unité et l'indivisibilité de la République. Sans elles, la France est perdue... » ³ Ils présentent ensuite « la nomenclature des départements qui se sont déclarés en rébellion ouverte contre la Convention ⁴ », ils demandent qu'on suive l'exemple de Nîmes, Lyon et Marseille, qu'on mette la main sur les établissements publics, que le peuple s'assemble pour nommer une nouvelle Convention, qui se réunira hors de Paris, hors de la contrainte des factieux et des scélérats.

La majorité paraissait ébranlée et prête à donner son adhésion à ces mesures illégales, quand Chabal agite de nouveau le spectre de la guerre civile imminente. Il effraie les paysans par le tableau des ruines effroyables qu'elle entraînerait et des lourdes responsabilités qu'encourraient ses auteurs. Seuls, des aristocrates et des contre-révolutionnaires pourraient trouver, dans leur haine pour la Révolution, le triste courage de déchaîner un pareil fléau sur le pays ⁵. D'ailleurs, il est trop tard. Si un soulèvement pouvait se concevoir, au début du mois de juin, il n'a plus de raison d'être avec la nouvelle Constitution. Il suffit de patienter quelques jours. Bientôt, les électeurs auront à se prononcer sur l'acte constitutionnel. A ce moment, le rôle de la Convention sera fini et l'élec-

1. Opinion de Dumonts p. 6 et 7 : note. « L'un d'eux vole à la tribune, la larme à l'œil, les sanglots dans la bouche et tâche d'apitoyer les âmes sensibles... Je succède à l'orateur larmoyant et je déchire l'écrit qui causait de si vives alarmes ».

2. Manuscrit de Delichères p. 134.

3. Compte rendu à nos commettants p. 6.

4. Exposé de Lespinasse p. 12.

5. Chabal. A ses concitoyens p. 1 et 2.

tion légale de nouveaux représentants terminera l'agitation actuelle ¹.

Le procès était gagné. Malgré leurs sympathies pour les modérés, les députés des campagnes refusent de s'engager dans la voie de la guerre et de l'insurrection pour une question politique, secondaire à leurs yeux, et l'assemblée, fatiguée de ces longues discussions, devant l'impossibilité pratique de prendre toute autre mesure, se résigne à accepter le projet du comité. Elle signe un arrêté qui témoigne encore de « l'indignation du peuple au sujet de l'attentat commis... sur la personne de ses représentants ». Elle réclame l'examen immédiat de l'acte constitutionnel par les assemblées primaires, ainsi que le jugement rapide des députés en état d'arrestation, mais elle spécifie que le tribunal qui aura à apprécier leur conduite devra siéger à 60 lieues au moins de la capitale. Si elle a vu avec satisfaction la Convention « retirer des mains de ses commissaires... des pouvoirs dictatoriaux dont ils n'eussent jamais dû être investis, elle ne peut s'empêcher de lui témoigner sa surprise que de semblables pouvoirs soient encore délégués à certains de ses membres ». Enfin, elle « demande avec instance le rapport de la loi relative à la fixation du maximum du prix des grains ² ».

La victoire de l'administration était complète. Le département de l'Ardèche, tout en protestant contre les journées du 31 mai et du 2 juin, restait fidèle à la légalité et reconnaissait la Convention comme le centre unique de ralliement de tous les Français.

II

Les diverses fractions du parti patriote ne se réunissent pourtant pas. La scission subsiste. Les modérés persistent à boudier la Convention épurée, mais leur élan est brisé. Ils restent dans une expectative hostile et se bornent à répandre à profusion la réponse de Boissy d'Anglas ³ au discours opportuniste de Dumonts du 20

1. Arch. Ard. L112. Procès-verbal du 1^{er} juillet, « L'assemblée considérant... que les mesures qui auraient pu être prises à l'époque de cette arrestation sont différentes de celles qui sont recommandées aujourd'hui par l'intérêt du peuple... ».

2. Arrêté du 1^{er} juillet. Arch. Ard. L 112.

3. Lettre écrite au citoyen Dumonts... par le citoyen Boissy député... à la Convention Nationale. Annonay, impr. Agard, 20 p. B. A. Cf) dénonciation de Chabot contre la députation de l'Ardèche, à la séance du 12 juillet. Réimpr. du Moniteur T. 17 p. 109.

juin. Pourret, qui a été l'un des principaux meneurs de l'opposition à Privas, est nommé, à son retour à Annonay, président des sections en permanence ¹. Mais, elles non plus n'agissent guère. Il fut bien question un instant d'expédier des renforts aux insurgés de Rhône-et-Loire, mais, à la réflexion, on comprit vite le danger qu'il y aurait à exposer la petite ville d'Annonay aux représailles des Jacobins. Au lieu de secours, 150 Annonéens jugèrent plus habile de se joindre à l'armée assiégeante, dans l'espoir de délivrer et de sauver leurs parents et amis qui avaient lié leur sort à la fortune de Lyon ².

A Tournon, les Montagnards pourront bien soupçonner Bruyère et Debesses d'avoir eu des entrevues suspectes avec des députés Marseillais et Girondins et leur reprocher d'avoir contrecarré en sous-main l'action de Carteaux, qui organise la résistance contre l'insurrection, il leur sera impossible de les inculper d'aucun acte caractérisé de fédéralisme ³. La même réserve, d'ailleurs, voile les sympathies girondines des autres villes comme Privas, Aubenas, Vallon et les Vans.

Les Jacobins, au contraire, sentant le succès de la Convention assuré, vont résolument de l'avant. Le directoire, pour se faire pardonner ses hésitations passées et les adresses équivoques auxquelles il a collaboré, favorise de son mieux l'activité de Carteaux et lève un millier d'hommes pour renforcer l'armée qui marche sur Lyon ⁴. D'accord avec l'Isère et la Drôme, il envoie des commissaires conciliateurs auprès des troupes du Gard et des Bouches-du-Rhône, pour les ramener au devoir et éviter l'effusion de sang. Dès le 13 juillet, les Marseillais évacuaient Orange et se repliaient sur Avignon. Le 14, les bataillons du Gard abandonnent la citadelle de Pont-Saint-Esprit et, le 15, Avignon est libéré ⁵.

Les menaces de guerre civile s'apaisent et le triomphe de la Montagne s'affirme. Pour achever la déroute des modérés et faire

1. Exposé de Lespinasse p. 13 et réponse de Pourret p. 14.

2. Rostaing. Les anciennes loges maçonniques et les clubs p. 209-210.

3. Exposé de Lespinasse p. 12 et procès-verbal du Conseil général d'administration du 19 juillet 1793 Arch. Ard. L116.

4. Arch. Ard. L127. Procès-verbal du directoire du 1^{er} août 1793. Cf) aussi L116, compte rendu du directoire à l'assemblée administrative du département, le 6 trimaire an II.

5. Procès-verbal des commissaires pacificateurs envoyés par les départements ... de la Drôme, de l'Isère et de l'Ardèche... Montélimar 1793. in-4 11 p. F. V. Cf) aussi lettre de Chabal à Gleizal, Privas, 19 juillet, Fonds Mazon, Chr. 18.

pression sur les électeurs, l'administration entoure d'un grand éclat la réception de l'acte constitutionnel. Le 13 juillet, toutes les autorités de Privas sont réunies sur la grande place. Le procureur général syndic, dans un discours grandiloquent, célèbre les mérites de « cet ouvrage sublime et immortel », qui va éteindre tous les dissentiments, salisfaire toutes les aspirations et ramener l'âge d'or dans le pays. Il donne ensuite connaissance à la foule de la nouvelle Constitution, de la proclamation de la Convention nationale aux Français et des décrets du 26 et du 27 juin sur la convocation des assemblées primaires. Toutes ces lectures sont coupées de décharges d'artillerie, interrompues d'acclamations et d'applaudissements et la cérémonie se termine par des feux de joie et l'illumination générale de la ville. Le directoire prescrit une impression rapide de ces diverses pièces et, dès le 16 juillet, les envoie à toutes les municipalités en fixant, au 21, la tenue des assemblées primaires ¹.

Les sections d'Annonay, sur l'initiative de Pourret, protestent contre cette hâte intempestive. Par leur arrêté du 18 juillet, elles reprennent l'idée de la formation d'un comité central de département. Aussitôt, elles expédient dans tous les cantons des exprès pour lancer le mot d'ordre aux électeurs. Elles leur demandent de surseoir à tout examen de l'acte constitutionnel et d'envoyer d'urgence des délégués à Aubenas, pour se concerter sur l'attitude à adopter à l'égard de la nouvelle constitution ².

C'était trop tard. Partout les messagers de Pourret reçoivent un accueil réservé, sinon hostile. Plusieurs même sont arrêtés et incarcérés ³. La tentative d'Annonay était trop manifestement vouée à l'échec pour éveiller le moindre écho sympathique.

La plupart des assemblées primaires eurent lieu au jour fixé, le 21 juillet. Quelques cantons, cependant, comme St-Félicien et St-Martin-de-Valamas, renvoient leur session au 24, tandis que Coucroun, Satillieu et Vernoux ne convoquent leurs électeurs que pour le dimanche suivant, 28 juillet.

1. Arch. Ard. L110 Procès-verbal du conseil général du département, 13 juillet 1793.

2. Arrêté des sections d'Annonay du 18 juillet Arch. Ard. L790 et Arch. nat. B11 2.

3. Lettre du directoire aux officiers municipaux de St-Pierreville du 22 juillet 1793. Ordre de faire traduire « Joubert, porteur de dépêches incendiaires » à Privas Arch. Ard. L201. Cf. aussi exposé de Lespinasse p. 13 et 14. Cf) encore Arch. nat. B11 2 et Arch. Ard. L110. Procès-verbal du conseil général d'administration du 22 juillet.

Les abstentions sont nombreuses. Sur une population de 289.000 habitants et 43.000 citoyens actifs, on devait compter avec le suffrage universel de 70 à 75.000 électeurs. Or, le chiffre des votants, dans l'ensemble des 36 cantons, ne dépasse guère 12.000 ¹. Les assemblées primaires avaient à se prononcer sur l'acte constitutionnel et à désigner un député chargé de porter le procès-verbal à Paris, le 10 août ². L'approbation pure et simple de la Constitution recueillit un peu plus de 11.000 voix et on recensa près de 1100 votes conditionnels. Quatre électeurs, seulement, osèrent refuser nettement leurs suffrages à l'œuvre de la Convention ³.

Mais, si dans la plupart des cantons l'acceptation est acquise à la presque unanimité et sans discussion, seule, l'assemblée primaire de la ville de Bourg-St-Andéol, endoctrinée par la société populaire, envoie une adhésion explicite et formelle aux journées du 31 mai et du 2 juin et félicite la Convention d'avoir sauvé la république en ces jours mémorables. Elle oblige son délégué à la réunion de Privas à répudier les restrictions insérées dans l'arrêté du 1^{er} juillet et à retirer sa signature de l'adresse à la Convention ⁴.

D'autres, au contraire, font des réserves plus ou moins graves ou exigent des modifications, parfois importantes, soit à la Constitution, soit aux lois votées les mois précédents. C'est ainsi que Vesseaux, Jaujac, Le Cheylard et St-Martin-de-Valamas demandent l'abrogation du décret du 7 mars 1793 qui, en prescrivant le partage égal entre les enfants, enlevait aux parents la libre disposition de leurs biens. Lavoulte et Rochemaure veulent un compte public des deniers du trésor et réclament des mesures sévères contre les dilapidateurs de la fortune nationale ⁵.

Le canton de St-Martin-de-Valamas soumet à une critique rigoureuse l'œuvre de l'Assemblée. Au point de vue religieux, il requiert l'abolition de la loi du divorce, la liberté indéfinie du culte romain et la restitution aux prêtres desservants des registres de

1. Arch. nat. B n 36. Les votants de 35 cantons sont au nombre de 11.933. Il faut y ajouter ceux du canton de St-Agrève qui ont accepté à l'unanimité l'acte constitutionnel, sans indication de chiffre.

2. Arch. nat. B n 2.

3. Arch. nat. B n 36. Aux 10.839 oui purs et simples, il faut ajouter ceux du canton de St-Agrève. Il y eut exactement 1090 votes conditionnels. Les quatre opposants proviennent 2 d'Annonay et 2 de Lamastre. Cf) Arch. nat. B n 2.

4. Lettre du Comité de correspondance et de surveillance de la société populaire... de Bourg-St-Andéol au président de la Convention nationale. Arch. nat. B n 2.

5. Procès-verbaux de ces divers cantons. Arch. nat. B n 2.

l'état civil. Avec Vesseaux, il déclare que l'affirmation solennelle que les ministres du culte sont salariés par la nation est une garantie insuffisante pour l'avenir. Il est indispensable que la Convention insère cet engagement dans l'acte constitutionnel. En vue de réaliser une meilleure gestion des finances, il préconise le retour au premier projet de Constitution, préparé par les Girondins, qui supprimait, comme inutiles et trop coûteuses, les administrations de district. D'accord avec le Cheylard, il proteste contre le bas prix du pain à Paris et trouve anormal le maintien des commissaires de la Convention et du pouvoir exécutif. Il se rencontre avec Lavoulte et Annonay pour solliciter la réunion immédiate ou très prochaine des assemblées primaires pour le renouvellement de tous les corps administratifs et l'élection d'une Assemblée législative. Enfin, il dénonce « le silence étrange que l'on garde sur les causes de l'arrestation des 32 députés ». Leur jugement immédiat s'impose, mais, conformément à l'arrêté du 1^{er} juillet, le tribunal qui aura à prononcer sur leur culpabilité ou leur innocence devra, comme l'Assemblée législative, tenir ses séances hors de Paris. Annonay avait présenté les mêmes revendications, mais en exigeant la libération préalable des députés incarcérés ¹.

Ces restrictions, pour symptomatiques qu'elles apparaissent, ne ralliaient, cependant, qu'un dixième des suffrages et la grande majorité des votants s'inclinait devant l'œuvre de la Convention.

Depuis quelque temps, on pouvait prévoir ce résultat. Aussi beaucoup d'opposants, flairant le vent, s'empressent-ils de rétracter leurs opinions antérieures. Dès le 11 juillet, Dumas ², membre du directoire du Coiron, envoie son adhésion aux journées du 31 mai et du 2 juin, en faisant remarquer qu'il a refusé sa signature à l'arrêté suspect de fédéralisme pris à Aubenas, le 19 juin.

Le 17, la municipalité d'Aubenas, qui avait encouragé des vellétés de résistance, souscrit aux décisions de l'assemblée de Privas du 1^{er} juillet ³. Le 21, les assemblées primaires de son canton protestent, avec celles de Lamastre et de Serrières ⁴, contre les suggestions

1. L'assemblée primaire de la haute-ville d'Annonay déclare que, si la convocation des assemblées primaires pour l'élection de nouveaux députés n'est pas faite le 1^{er} septembre, « le souverain se lèvera à cette époque pour l'exercice de ses droits ». Arch. nat. B II 2.

2. Lettre de Dumas du 11 juillet, signalée dans le procès-verbal du conseil général de l'Ardèche du 15 juillet. Arch. Ard. L 110.

3. Arch. Ard. L 110. Procès-verbal du 17 juillet.

4. Arch. nat. B II 2.

contre-révolutionnaires d'Annonay. Le 19, Pourret, lui-même, revient sur ses précédentes déclarations et, le 21 juillet, les sections d'Annonay terminent leur permanence et retirent leur arrêté du 18. Le 2 août, enfin, plusieurs citoyens d'Annonay, justement inquiets des visées attribuées à leur cité, viennent avec Ravel, Desfrancois, Thorenc, Fraisse et Rey assurer le directoire du département du civisme de leurs concitoyens¹. Les égarés, déclarent-ils, sont vite rentrés dans le devoir et les diverses assemblées primaires d'Annonay ont accepté, à l'unanimité, l'acte constitutionnel.

Le ralliement était général. Le calme et la tranquillité succédaient à l'agitation. Cette heureuse issue d'une crise douloureuse, en supprimant toute cause de division, allait, semble-t-il, insuffler une vigueur nouvelle au parti patriote et reconstituer son unité. Il n'en fut rien.

Les administrateurs du département : Chabal, Lespirasse, Mallevat, Dumonts, Marcou, Cousin, qui avaient été fort malmenés par Pourret, Bruyère, Sabatier et Dubois aux dernières assemblées extraordinaires, n'étaient pas d'humeur à laisser échapper l'occasion d'une vengeance éclatante². Ce serait en même temps, pensaient-ils, le moyen de se blanchir aux yeux de la Convention et de regagner sa confiance que de poursuivre vigoureusement les chefs de la faction adverse, qui avaient voulu les entraîner dans les voies du fédéralisme.

Au lieu de l'apaisement, c'est la lutte sans merci où toutes les armes sont bonnes. Chacun se défend avec la rage de la bête traquée et le vaincu ne courbe momentanément la tête que pour mieux mesurer son élan et foncer, avec une vigueur nouvelle, sur ses ennemis. Chaque parti n'a d'autre objectif que de déconsidérer ses adversaires, provoquer leur destitution et leur arrestation et, en cas d'évasion, les faire proscrire en les portant sur la liste des émigrés.

Dès le 19 juillet, le directoire suspend Bruyère de ses fonctions de procureur syndic du Mézenc et fait sanctionner son arrêté par le représentant Albitte. S'il allègue le prétexte de négligence dans l'exercice de ses fonctions, il retient surtout le grief d'incivisme. Le crime de Bruyère est d'avoir « paru des premiers dans les sections », d'avoir « crié aux assemblées primaires » et d'avoir

1. Réponse de Pourret p. 10 et procès-verbal du directoire, 2 août 1793. Arch. Ard. L 127.

2. Réponse de Pourret p. 23.

« cherché à fédéraliser la ville de Tournon », tout en contrariant les opérations de Carteaux ¹.

Quelques jours plus tard, le directoire obtient de Rovère et Poultier un mandat d'amener contre le président et le secrétaire des sections d'Annonay. Il charge aussitôt Bouzon de les faire arrêter et de mettre les scellés sur leurs papiers, mais Pourret et Bravais jugent plus prudent de laisser passer l'orage et se dérobent à toute investigation. Le département se venge de sa déconvenue, en faisant courir le bruit que les accusés se sont réfugiés à Lyon, et, sans souci des informations contraires et des délais prescrits par la loi, les inscrit sur la liste des émigrés ².

La même infortune advient à Sonnier, beau-frère de Pourret, pour avoir traité de Marat le président de l'assemblée de Privas ³. Les officiers municipaux de St-Fortunat, qui ont déserté l'assemblée primaire, lors de la lecture de l'acte constitutionnel, sont destitués de leurs fonctions et le curé et le vicaire voient leur traitement suspendu pour n'avoir point paru à l'assemblée ⁴. Debesses, maire de Tournon, est appréhendé et incarcéré ⁵. Sabathier et Peyrot, de Vernoux, malgré leurs rétractations opportunes, sont dénoncés comme suspects ⁶. Le maire de Privas, lui-même, n'échappe qu'avec peine aux foudres vengeresses du directoire ⁷.

III

Après un moment d'affolement à la fin juillet, les modérés se ressaisissent vite. Voyant que les représentants en mission ne semblent pas disposés à épouser les querelles et à servir les rancunes des administrateurs, ils affrontent résolument la lutte.

Dès le 14 août, une délégation de la société populaire d'Annonay obtenait, en faveur de Pourret, une réponse bienveillante de

1. Procès-verbal du conseil général du 19 juillet 1793. Arch. Ard. L110.

2. Réponse de Pourret p. 14, 16 et 17. Exposé de Lespinasse p. 13 et 14. Procès-verbal du directoire du 26 juillet. Arch. Ard. L 127. Lettres du directoire à Bouzon, 26 et 29 juillet. Arch. Ard. L 201.

3. Lettre du directoire aux représentants Rovère et Poultier, le 15 août 1793, pour leur faire passer les pièces concernant Sonnier. Arch. Ard. L 201.

4. Procès verbal du directoire du 31 juillet. Arch. Ard. L 127.

5. Réponse de Pourret p. 18 et exposé de Lespinasse p. 13.

6. Procès-verbal de la 4^e session du conseil général, 23 frimaire an II. Arch. Ard. L 116.

7. Chabal. A ses concitoyens p. 1 et 3.

Rovère et Poultier. Convoqué à Nîmes, au début de septembre, le président des sections d'Annonay plaide habilement sa cause et, par un exposé tendancieux des événements des mois de juin et juillet, réussit à rassurer les représentants sur ses sentiments patriotiques, tout en laissant planer de graves soupçons sur le civisme révolutionnaire de ses accusateurs. Le 7 septembre, il était renvoyé à ses fonctions et l'arrêté, au grand déplaisir de l'administration du département, était aussitôt enregistré au tribunal du Mézenc¹.

Bruyère, de son côté, inflige de pénibles surprises d'amour-propre à ses adversaires. Boisrayon, qui a été désigné pour le remplacer dans la charge de procureur syndic, refuse de supplanter un collègue qui n'a pas démérité² et Bouzon, en mission dans le Mézenc, ne trouve pas facilement de titulaire bienveillant. Fort de la confiance des administrateurs du district³ et des attestations élogieuses des clubs de Tournon et d'Annonay, Bruyère dénonce, lui aussi, aux délégués de la Convention les mesquineries et les basses vengeances du directoire et, le 5 septembre, Rovère et Poultier lèvent sa suspension et lui donnent l'ordre de rejoindre immédiatement son poste⁴.

Ce double camouflet, qui le déconsidère aux yeux de l'opinion, est très sensible au directoire. Il intervient aussitôt auprès des représentants et les supplie de revenir sur leur décision; mais, il a beau se prévaloir du témoignage des sociétés populaires les plus intransigeantes, il ne parvient pas à les circonvenir⁵. Dans son dépit, il pique leur susceptibilité et s'aliène leur sympathie, en prétendant les rappeler au respect de la loi. Furieux d'être éconduit, il les dénonce au Comité de Salut public et essaie, vainement d'ailleurs, d'opposer Albitte à Rovère et à Poultier. Il s'adresse encore au ministre de l'intérieur, à Couthon, à Maignet, à Châteauneuf-Randon et, le 19 septembre, à l'annonce de la mission de Boisset

1. Réponse de Pourret p. 19 et 20. Procès-verbal du directoire du 8 octobre. Arch. Ard. L. 128.

2. Lettre de Boisrayon à Bouzon de Quintenas, le 22 juillet 1793, citée dans le procès-verbal du conseil général du 23 juillet. Arch. Ard. L. 110. Bouzon est chargé de désigner quelqu'un de capable.

3. Pétition du Mézenc en faveur de Bruyère, n° 1705. Arch. Ard. 742.

4. Lettre de Bruyère du 11 septembre, avec copie de l'arrêté de Rovère et Poultier. Cf) procès-verbal du directoire du 16 septembre. Arch. Ard. L. 128.

5. Réponse de Pourret p. 20 et 21.

dans l'Ardèche, il s'empresse d'envoyer Lespinasse à sa rencontre pour l'intéresser à sa cause ¹.

Peine perdue, Bruyère ne sera plus troublé dans l'exercice de ses fonctions administratives et, devant les preuves formelles de la résidence ininterrompue de Pourret, le directoire, bon gré mal gré, est obligé, le 8 octobre, de le rayer de la liste des émigrés. Toutefois, il ne faudra pas moins d'un ordre formel de Boisset, le 30 octobre, et trois exprès de Pourret pour vaincre sa résistance passive et obtenir enfin, le 21 brumaire, l'enregistrement et l'expédition de ces divers arrêtés ².

La défaite du directoire était complète et ses adversaires triomphent sans retenue. Non contents de se disculper, ils passent résolument à l'offensive. Ils affichent sans pitié les moindres faiblesses de la vie publique et privée des administrateurs et les exagèrent jusqu'au scandale. Ils rappellent leur attitude équivoque du mois de juin, exhument leurs discours et relèvent d'un commentaire malveillant la moindre expression choquante à l'adresse de la Convention ³. Mais, surtout, ils mettent en relief les négligences de leur administration et le désordre de leurs papiers. Les délibérations les plus importantes ne sont pas consignées sur les registres. Plus de 200 pétitions sont en souffrance et, au 29 juin, l'enregistrement des arrêtés était suspendu depuis le 5 janvier. Les administrateurs sont plus empressés au cabaret et dans les tavernes qu'aux séances, plus disposés à célébrer les succès de la république dans l'orgie que dans la régularité au travail et la sévérité des mœurs ⁴.

1. Procès-verbaux du directoire, 16 et 19 septembre 1793. Arch. Ard. L128. Le 18 septembre, le directoire écrit à Boisset, pour protester contre « la méchanceté qui veut faire croire que l'administration néglige l'exécution des lois » et est « favorable au fédéralisme ». Arch. Ard. L 201.

2. Réponse de Pourret p. 20, 21, 22 et 23. Le directoire rappelle encore à Boisset les articles 6 et 7 de la loi du 16 août dans son procès-verbal du 19 brumaire an II. Arch. Ard. L 128. Cf) encore la lettre du directoire à Boisset du 21 brumaire pour demander qu'au moins Pourret n'exerce aucune fonction. Arch. L 201.

3. Cf) Réponse de Pourret p. 8, 9 et 11. Cf) encore Arch. nat. F7 3340. Lettre du directoire du 24^e jour du premier mois de l'an II contre les imputations de fédéralisme et d'esprit contre-révolutionnaire. Nouvelle lettre, du 9^e jour, au Comité de Salut public sur le même objet. Arch. Ard. L 201.

4. Réponse de Pourret p. 11 et 12. « Rarement, elles (les séances du directoire) s'ouvraient avant 11 heures du matin, quoique toujours elles se terminassent à l'heure du dîner... plus rarement encore on voyait des séances de relevée. » « Lespina-se et Mallevall, au lieu d'accélérer leurs travaux, passaient le jour et la nuit à des orgies indécentes... » Cf) aussi Dubois, maire de Privas. A ses concitoyens du département de l'Ardèche. impr. s. l. n. d. ni nom d'imprimeur, 12 p. in 4^e. F. V. p. 8. « Si l'on voulait trouver la plupart des administrateurs, c'était principalement dans les tavernes qu'il fallait les chercher. »

Les modérés ont un allié précieux dans la personne de Dubois, maire de Privas. Esprit mesquin et vaniteux, égoïste, vindicatif et haineux, il poursuivra sans répit ses adversaires et s'acharnera contre eux. Beau-frère de Boisset, ami de Tourrette, qui est le proche parent de Reynaud, il se servira habilement de ces liens de famille et les exploitera au service de ses rancunes. Pendant que Pourret s'attaque plus particulièrement à Lespinasse, ce « tambour du fanatisme et de l'aristocratie de Villeneuve-de-Berg » camouflé en Jacobin, cet ex-moine ivrogne « transformé en administrateur »¹, et à Malleval qui, lors de la levée des 300.000 hommes, laissait vendre les exemptions « au poids de l'or »², Dubois, lui, a juré la perte de Dumonts, qui l'a accusé de spéculations malhonnêtes à l'assemblée extraordinaire du 29 juin, et de Teyssonnier, son compétiteur à Privas. S'il rend Teyssonnier, secrétaire général du directoire, responsable de la mauvaise tenue des registres, il reproche à Dumonts de n'être jamais à son poste³ et d'avoir abusé de sa situation de délégué au recrutement dans le Tanargue, pour passer « des marchés onéreux pour la république et avantageux pour lui »⁴.

Avant même qu'il n'ait mis le pied dans le département, l'opinion de Boisset est faite sur la moralité des principaux membres du directoire. Le 2 octobre, il annonce à Gleizal qu'il va inaugurer sa mission dans l'Ardèche par « une petite destitution »⁵. Ni la délégation de Lespinasse, ni son exposé apologétique de l'œuvre du directoire ne pouvaient sauver ses collègues. Moins de cinq jours après l'arrivée de Boisset à Privas, paraissait l'arrêté de suspension de Dumonts et Teyssonnier⁶. Les accusés se dérobent par la fuite à une arrestation imminente et vont faire appel de la décision qui les frappe au Comité de Salut public et à la Convention. Cette attitude

1. Réponse de Pourret p. 11 et 12. « Il (Lespinasse) sait que j'ai censuré son intempérance et principalement l'habitude où il est de ne paraître en public que lorsqu'il est gorgé de vin ».

2. Ibidem...

3. Dubois. A ses concitoyens p. 8. En l'an VI, Gleizal reprochera à Boisset de n'avoir destitué Dumonts que « pour seconder le ressentiment de son beau-frère Dubois. » Réponse du citoyen Gleizal à un écrit... sur les opérations de l'assemblée électorale de l'Ardèche, 32 p. s. d. B.A. p. 12.

4. Lettre de Boisset au Comité de Salut public du 14 brumaire an II. Arch. nat. A Fu 185. Cf. aussi procès-verbal du directoire du Tanargue du 30 brumaire « Il est aussi prétendu que Dumonts fit acheter deux charges de bas de laine qui lui coûtèrent trois livres et qu'on fit payer 5 et 6 livres. » Arch. Ard. L 862.

5. Lettre de Boisset à Gleizal, le 2 octobre. Fonds Mazon Chr. 18.

6. Arrêté de Boisset, du 16 octobre, cité dans le procès-verbal du directoire du 18 octobre. Arch. Ard. L 128.

frondeuse n'était pas de nature à incliner à la clémence un représentant infatué de son pouvoir ¹. Il ne daigne même pas répondre au directoire qui s'efforce d'apaiser sa sévérité en invoquant les circonstances atténuantes.

Les amis et les complices de Dumonts sont à la veille d'être englobés dans la même disgrâce ², quand Boisset est obligé de quitter l'Ardèche pour l'Hérault. Ce départ ne leur procure qu'un sursis de courte durée, car, Dubois, assisté de Tourette, a réussi déjà à capter la confiance de Reynaud qui, à son tour, va se faire l'exécuteur des vengeances des modérés. Le 19 brumaire, en effet, les administrateurs du Tanargue, Thoulouze, Pavin et Meynier, ainsi que Cousin, du directoire du département, sont destitués, « à raison des dilapidations considérables qu'ils se sont permises sur les fonds de la république » ³. Tourrette et Gimbert ont mission de s'assurer de leurs personnes et de mettre les scellés sur leurs papiers.

Cet arrêté rigoureux, divulgué le 30 brumaire, fit sensation à Joyeuse, où les passions politiques restaient très vives et les partis très tranchés ⁴. Si les patriotes sont atterrés, les anciens partisans de Bournet applaudissent à une mesure qu'ils considèrent comme une juste revanche ⁵. La municipalité, exaspérée, se concerta aussitôt avec la société populaire pour empêcher l'exécution de cet ordre. Le comité de surveillance, poussé par Dussargues et Maignon, lance même un mandat d'arrêt contre les agents de Reynaud. S'il n'ose pas le faire exécuter ⁶, il soulève, du moins, une partie notable de

1. Boisset ne se déplaçait qu'escorté d'une troupe nombreuse de gendarmes et de soldats. Cf. les plaintes de Bouzon contre « ce prince d'ancien régime » dans ses lettres à Gleizal, 18 octobre, 8 et 19 novembre. Fonds Mazon. Chr. 18.

2. Lettre de Boisset à Gleizal du 6^e jour du 2^e mois de l'an II. « J'ai, en attendant mieux, destitué Dumonts.. » Fonds Mazon. Chr. 18.

3. Arrêté de Reynaud, du 19 brumaire, inséré dans le procès-verbal du directoire du Tanargue du 30 brumaire an II. Arch. Ard. L 862.

4. Quelques jours auparavant, le 22 brumaire, une émeute avait déjà failli éclater à Joyeuse, à l'annonce que la société populaire se disposait à tenir ses séances à l'église. On parle de couper la tête à ceux qui oseront se rallier à cette proposition sacrilège et plusieurs déclarèrent, le lendemain, que si le transfert avait eu lieu, les clubistes auraient été reçus à coups de fusil. Enquête de Chabal du 24 brumaire au 2 frimaire. Fonds Mazon. Chr. 19.

5. Thoulouze avait remplacé Bournet comme procureur syndic et l'avait poursuivi comme contre-révolutionnaire. Cf. sa lettre du 23 mai 1793 à Gleizal où il lui demande où en est le jugement du « fameux Bournet cadet ». Fonds Mazon, Chr. 20.

6. Lettre de Meynier à Gleizal du 4 frimaire : « Si le comité de surveillance trop pusillanime avait fait tout son devoir, comme il en avait eu l'idée, en le faisant séquestrer (Tourette)... tout cela ne serait pas arrivé ». Fonds Mazon, Chr. 21. Cf. aussi lettre de Pavin à Gleizal du 1^{er} frimaire. Fonds Mazon. Chr. 18.

la populace contre Tourrette et Gimbert et les contraint à fuir, au plus vite, sous les huées, les insultes et les menaces ¹. Enfin Thoulouze et Pavin qui avaient été appréhendés sont remis en liberté.

C'était un véritable défi porté à l'autorité du représentant. La vanité blessée du proconsul ne pouvait laisser un pareil affront impuni. La vengeance fut éclatante. Le 6 frimaire, Reynaud suspend la municipalité coupable et attribue ses pouvoirs au conseil général de la commune ; il supprime le comité de surveillance et ses agents confisquent les registres de la société populaire. Blachère, qui a donné l'ordre au capitaine de gendarmerie de relâcher les administrateurs, est décrété d'accusation, ainsi que Dussargues et Maigron, et la ville de Joyeuse paie de son titre de chef-lieu de district sa tentative d'insurrection. L'administration du Tanargue est transférée au bourg de Jaujac².

Cette décapitation de la principale forteresse jacobine de la région donnait toute sa signification au triomphe de la faction modérée. Quelques montagnards, comme Bouzon ³, sont découragés, abandonnent la lutte et cherchent à se ménager une autre situation. La plupart, cependant, ne veulent pas s'avouer vaincus et réagissent vigoureusement contre ces coups du sort.

Pendant que les administrateurs du Tanargue et le maire de Joyeuse ⁴, à l'exemple de Dumonts, se réfugient à Paris et font intervenir Gleizal et Couthon auprès de la Convention, leurs amis mènent une vive campagne dans le pays. Les clubs de Bourg-sur-Rhône, de Villeneuve-de-Berg, de Largentièrre multiplient les adresses en faveur des victimes de Boisset et de Reynaud et accusent les représentants de favoriser les ennemis de la république et de persécuter les patriotes ⁵. L'assemblée des 82 sociétés populaires réunies à Valence

1. Procès-verbal de Gimbert et Tourrette. Arch. nat. A FII 186.

2. Arrêté de Reynaud du 6 frimaire, cité dans le procès verbal du directoire du 12 frimaire. Arch. Ard. L 128. Cf) aussi rapport de Châteauneuf-Randon. Arch. nat. D1 1 36.

3. Lettres de Bouzon à Gleizal en frimaire et nivôse an II. Fonds Mazon, papiers Gleizal. Chr. 18 et 26. Procès-verbal du directoire du 5 pluviôse. Arch. Ard. L 129.

4. Délibération du conseil général de Joyeuse du 14 frimaire. Fonds Mazon. F 12.

5. Arch. nat. F 7 4606. Plaintes de Boisset contre les sociétés populaires. En brumaire et en nivôse, nombreuses dénonciations du Comité de surveillance de Bourg-sur-Rhône contre Boisset. Arch. Ard. L 1084, 1085, 1088. Cf) encore réponse de Pourret p. 23. Lettres de Bouzon à Gleizal traitant Boisset de despote et l'accusant de se laisser circonvenir. Fonds Mazon Chr. 18. Adresse de la société populaire de Largentièrre à la Convention du 20 octobre 1793. Arch. Ard. L 1052.

les 21 et 22 frimaire, dénonce l'Ardèche comme un foyer de modérantisme. « Les fédéralistes y dominent avec impudeur », tandis que « les patriotes gémissent sous le joug avilissant de l'oppression »². A l'instigation de Cousin, juge au tribunal militaire de Commune affranchie, une délégation de Valence vient solliciter des représentants Fouché, Albitte et Laporte l'envoi d'une mission patriotique dans l'Ardèche pour épurer les autorités et faire rendre justice aux Jacobins opprimés³. Cette agitation ne tarde pas à porter ses fruits. Boisset, déjà inquiet des attaques des sociétés populaires, se rend compte, au cours d'un voyage à Paris, des influences qui s'exercent en faveur de Dumonts auprès des principaux membres de la Convention. Comme il ne veut pas s'aliéner les sympathies de ses redoutables collègues, il s'empresse de déférer aux sollicitations de Gleizal et, le 5 frimaire, il rapporte les sanctions prises contre Dumonts⁴.

La prudence l'avait bien inspiré. Quelques jours plus tard, en effet, le Comité de Salut public, sans préavis, suspend les mesures de Reynaud⁵ contre Cousin et les administrateurs du Tanargue, et marque au représentant sa désapprobation et son mécontentement par le silence obstiné qu'il garde désormais à son endroit.⁶ En même temps, il confie à Châteauneuf-Randon le soin de veiller à l'application de cette décision provisoire et le charge d'une enquête approfondie sur cette affaire, en vue d'un jugement définitif.

Dans le courant de nivôse, Toulouze et Cousin arrivaient à Florac et transmettaient à Châteauneuf, avec les lettres du Comité,

1. Rapport du comité secret des 82 sociétés populaires, cité dans le « rapport... de la société populaire de Tournon, 30 pluviôse an III » 117 pages, Tournon. B A. p. 17-20.

2 Adresse de la société populaire de Valence en nivôse an II, citée dans le rapport... de Tournon, p. 20.

3. Arch. nat. A F n 87. Commission du 11 nivôse an II, donnée aux commissaires Guyon et Delau.

4. Arrêté du 5 frimaire, daté de Paris, cité dans le procès-verbal du conseil général de l'Ardèche du 12 frimaire. Arch. Ard. L 116. Malgré de nouvelles interventions du directoire, Boisset maintient la destitution de Teyssonnier. Lettre du directoire à Boisset du 17 frimaire. Arch. Ard. L 201.

5. Reynaud depuis quelque temps est inquiet. Le 19 frimaire, il écrit au Comité de Salut public : « J'ai tout lieu de croire que la Convention ne désavouera pas les mesures que j'ai prises et je ne crains pas de dire qu'elles sont nécessaires ». Arch. nat. A F n 186. Le 3 et le 17 nivôse, il insiste encore pour que la Convention ne se laisse pas séduire par les administrateurs du Tanargue qui cherchent à l'égarer.

6. Plaintes de Reynaud au sujet du silence du Comité, lettres du 14 nivôse et du 15 pluviôse. Arch. nat. AF n 186.

un long mémoire justificatif de leur conduite pour éclairer sa religion. Châteauneuf comprend aussitôt ce qu'en haut lieu on attend de sa perspicacité et de son zèle. Dès le lendemain, il envoie Cousin auprès du directoire de l'Ardèche, pour faire enregistrer l'arrêté du 23 frimaire, et il expédie copie des pièces diverses à Reynaud, en l'engageant à suivre l'exemple de Boisset ¹.

Mais Reynaud, moins diplomate, ne veut pas convenir de son erreur. Son amour-propre froissé se refuse à tout accommodement. Malgré une entrevue avec son collègue et une confrontation avec Thoulouze et Cousin, il maintient ses accusations. Châteauneuf revient, à plusieurs reprises, à la charge et essaie vainement de faire comprendre à Reynaud l'intérêt d'une concession opportune ².

Devant cette obstination, Châteauneuf se rend à Largentière, le 5 pluviôse, sollicite des renseignements auprès des sociétés populaires et des autorités compétentes, fait comparaître les dénonciateurs, les témoins et les accusés et, après plusieurs jours de débats contradictoires, par politique au moins autant que par conviction, il déclare que des intriguants ont surpris la bonne foi de son collègue et que les inculpés sont victimes des machinations criminelles de quelques misérables aristocrates, qui cherchent à avilir les patriotes ³. Thoulouze, Cousin, Meynier et Pavin sont donc renvoyés à leurs fonctions. Le district du Tanargue est rendu à Joyeuse ; la municipalité, la société populaire et le comité de surveillance de cette ville sont rétablis dans leurs droits. C'était un brillant succès pour les Jacobins. ⁴

Si élogieux, toutefois, que parût le témoignage de Châteauneuf, il ne semble pas qu'il ait suffi à retourner l'opinion en leur faveur et c'est précisément parce qu'ils sentent leur honorabilité encore discutée qu'ils ne se soucient guère de reprendre leurs fonctions. Thoulouze, « qui a été fortement vexé, écrit un de ses amis, » a don-

1. Arch. nat. Dr 1 36. Ce dossier ne comprend pas moins de 45 pièces relatives à la destitution des administrateurs du Tanargue et à des renseignements sur Thoulouze.

2. Rapport de Châteauneuf sur l'affaire des administrateurs du Tanargue. Arch. nat. Dr 1 36.

3. Toutes déclarent que les accusés « sont dans les vrais principes ». Lettre du directoire à Châteauneuf, le 12 pluviôse an II. Arch. Ard. L 211. Cf) rapport de Châteauneuf et sa correspondance avec le Comité.

4. Délibérations du conseil général de Joyeuse des 20 pluviôse an II, et 4 ventôse. Les frais de la mission de Dusserre, maire de Joyeuse, à Paris s'élèvent à 1.000 livres, Fonds Mazon, F 12.

5. Lettre de Tournaire à Gleizal du 2 ventôse. Fonds Mazon, papiers Gleizal, Chr. 20.

né sa démission. » Dès le 19 pluviôse, il quitte Largentière pour revenir à Paris briguer le siège de Gamon, exclu de la Convention. ¹ Cousin, absent depuis de longs mois, ne fait une courte apparition au directoire du département que pour réclamer un congé pour ses affaires ² et il décline la charge d'agent national du Tanargue « jusqu'à ce qu'on ait prononcé sur les dénonciations calomnieuses portées contre lui. » ³ Dumonts reste à Paris, où la recommandation de Gleizal lui ménage une place de secrétaire de Couthon. ⁴ Pavin abandonne toute fonction administrative pour réserver toute son activité civile au comité de surveillance de Joyeuse. ⁵ Seul, Meynier reparait au directoire du district.

Mais, avec la démission de Tourrette et Gimbert et la perte de nombreux papiers et registres, au cours des deux translations du district, ⁶ c'est toute l'administration du Tanargue qui est à réorganiser. Ce sera l'œuvre de Guyardin. ⁷ Dès les premiers jours de ventôse, il nomme de nouveaux administrateurs et se préoccupe de recueillir des renseignements sur la valeur morale et politique des divers fonctionnaires du pays. Modérés et Jacobins rivalisent de prévenances à son égard. Tout un réseau d'intrigues se noue autour de lui. Chacun s'efforce de l'accaparer pour faire pencher la balance de son côté.

Mais Guyardin est distant. S'il accueille les témoignages les plus opposés, il se garde de toute influence qui pourrait porter atteinte à son indépendance de jugement. Il observe, il examine et ne peut se défendre d'une impression fâcheuse. Il est surpris des fréquentes absences des divers administrateurs et choqué de leurs interventions inopportunes dans des objets qui ne sont pas de leur ressort. Le désordre de leurs archives et les lacunes de leurs registres révèlent de coupables négligences et leur goût pour les commissions lucratives paraît incompatible avec la pratique d'une saine administration. ⁸

1. Le 18 ventôse, Thoulouze se présente au Comité des décrets de la Convention pour remplacer Gamon. Il ne sera admis que le 24 fructidor. Arch. nat. D1 1 36.

2. Procès-verbal du directoire du 25 pluviôse. Arch. Ard. L 129.

3. Procès-verbal du directoire du Tanargue du 25 pluviôse. Arch. Ard. L 863.

4. Sur les opérations électorales du département de l'Ardèche de l'an VI. 23 p. s.l.n.d. B.A.p. 12 et 13.

5. Procès-verbal du directoire du Tanargue du 18 pluviôse. Arch. Ard. L 862.

6. Ibidem. 11 ventôse. L 863. Cf. aussi Arch. nat. D.IV bis 40.

7. Guyardin est à Tournon, le 17 pluviôse, et, le 22, à Privas. Procès-verbal du directoire du 22 pluviôse. Arch. Ard. L 129.

8. Dubois. A ses concitoyens p. 8. Diverses lettres de Guyardin au Comité de Salut public. Arch. nat. A Fu 190, 191, 193, 195....

Dès le 20 pluviôse, il écrit au Comité de Salut public : « Je crois apercevoir encore quelques intrigants et ambitieux, entre les mains desquels l'autorité est dangereuse... Je consulte l'opinion dans les sociétés populaires ». ¹

Les observations recueillies, au cours de nombreuses séances épuratives ², viennent confirmer ses premiers soupçons, préciser les accusations de Pourret, Dubois et Tourette et justifier, à ses yeux, les décisions de Boisset et de Reynaud. Le désintéressement des administrateurs est si peu à l'abri de la critique que le conseil général du département, malgré toutes ses sympathies, s'est vu dans l'obligation de refuser sa sanction à de multiples dépenses injustifiées, qui lui « paraissent devoir être bannies d'un régime républicain » ³. Les plaintes contre Mallevall, surtout, sont si explicites que Guyardin, dans le courant de ventôse, n'hésite plus à lancer un mandat d'arrêt contre lui.

Mallevall n'essaie même pas de se disculper. Il s'empresse de chercher un refuge auprès de Gleizal, protecteur-né de tous les Jacobins persécutés. Furieux, Guyardin le destitue, le 30 ventôse ⁴. En même temps, il profite de l'absence prolongée de Cousin, dont l'honorabilité est aussi fort suspecte, pour le remplacer dans le poste d'administrateur ⁵.

Les autres membres du directoire ne lui inspirent pas plus de confiance. Il ne pardonne pas à Lespinasse d'avoir surpris des dénonciations contre lui dans les sociétés populaires. Chabal ⁶ et Durepaire lui apparaissent, eux aussi, comme des brouillons perfides, qui ne cherchent qu'à exciter les passions et à propager le trou-

1. Lettre de Guyardin au Comité de Salut public. Arch. nat. AF II 190.

2. Proclamation de Guyardin du 1^{er} ventôse sur l'épuration à faire dans les trois jours. Arch. Ard. L 255. Résultats de l'épuration. Fonds Mazon. Chr. 19. Dénonciation du Cheylard contre Marcou et Mallevall, impr. s. l. n. d. 15 p., séance du 15 ventôse. Arch. nat. A D XVI 20.

3. Procès-verbal du conseil général du 9 frimaire, an II. Arch. Ard. L 116.

4. Procès-verbal du directoire du 30 ventôse an II. Arch. Ard. L 129.

5. Cousin avait été nommé, le 10 septembre 1793, commissaire provisoire des guerres. Procès-verbal du directoire du 13 sept. Arch. Ard. L 128. En brumaire, lorsqu'il est destitué par Reynaud, il était membre de la commission militaire de Lyon. Guyardin, dans sa lettre du 25 germinal, écrit en parlant de Cousin : « J'ai appris qu'antérieurement il avait déjà manqué de délicatesse, en exerçant les fonctions de commissaire des guerres, que Couthon et Laporte lui avaient confiées ». Arch. nat. A F II 193.

6. Chabal, à la suite du décret du 14 frimaire, avait vu son poste de procureur général syndic supprimé. Il avait été rappelé au directoire par les commissaires de Commune affranchie, Guyon et Delau, le 25 nivôse. Arch. Ard. L 129.

ble et l'anarchie. « Je les ai reconnus de bonne heure, écrit-il, le 25 germinal, et vous les ai dénoncés. J'allais les frapper, lorsque je me suis aperçu que je pouvais choquer une opinion dont ils avaient eu l'adresse perfide de s'entourer et je vous ai prévenus que je suspendais mes coups ». Mais il les surveille de près et attaque vivement leur défenseur et ami, le fédéraliste Gleizal, qui, en juin dernier, a voulu jeter dans la révolte et l'insurrection le département de l'Ardèche, en signant le « Compte-rendu à nos commettants ». Il compte, d'ailleurs, être bientôt en mesure de « mettre à leurs places des patriotes probes qui ne s'occuperont que de l'intérêt public sans ostentation et sans cupidité » ¹.

Le conflit entre l'administration et le représentant ne tarde pas à s'envenimer. La société populaire de Privas déclare que Durepaire a perdu sa confiance et le conseil général de la commune demande, le 28 germinal, l'inscription de Mallevall sur la liste des émigrés. Le département, qui a longtemps abusé de cette arme redoutable contre ses ennemis, est fort embarrassé. Pour gagner du temps, il consulte Guyardin qui, le 17 floréal, le somme d'appliquer la loi. Le directoire, qui, dans l'intervalle, a reçu de Paris des nouvelles rassurantes, brave, cette fois, l'autorité du représentant et, le 21 floréal, refuse de considérer, comme émigré, un patriote zélé comme Mallevall et il informe de sa décision le Comité de Salut public ². Le 25, il écrit à Durepaire de venir rejoindre son poste, sans avoir égard aux dénonciations dont il a été l'objet ³. Le directoire ne s'en tient pas là. Comme sa situation est difficile à Privas, au sein d'une population hostile, d'une société populaire et d'un comité de surveillance acquis à ses adversaires, il va reprendre pour la troisième fois, dans un but de représailles, un projet cher aux Jacobins de Bourg-sur-Rhône.

Il s'agit d'enlever l'administration du département à Privas pour la transporter à Bourg-St-Andéol. Déjà, Durepaire, avant sa nomination au directoire, avait intrigué sans résultat auprès de Boisset pour obtenir ce transfert. Une autre tentative avait eu lieu, quelques semaines plus tard, mais la manœuvre, dévoilée à temps

1. Lettre au Comité de Salut public. Arch. nat. A F II 193.

2. Le 3 floréal, le directoire renvoie la demande de Privas à son bureau de l'émigration. Arch. Ard. L 130. Le 7 floréal, il consulte Guyardin. Arch. Ard. L 211. La lettre de Guyardin du 17 floréal est citée dans le procès-verbal du directoire du 21 floréal. L 130. Le 22 floréal, le département écrit à ce sujet au Comité de Salut public. Arch. nat. F 7 3.340. Le 24 floréal, il prévient Gleizal. Arch. Ard. L 211.

3. Procès-verbal du directoire du 25 floréal. Arch. Ard. L 130.

par Lespinasse qui n'était pas du complot, avait été encore déjouée par l'intervention rapide de Dubois ¹.

En prairial, une véritable conspiration assez compliquée, s'il faut en croire le maire de Privas, se serait ourdie entre le directoire, l'accusateur public, l'ancien secrétaire général du département et le chef du 4^{me} bataillon de l'Ardèche, pour imposer cette translation, à la suite d'une émeute habilement provoquée. Les autorités de Privas, prévenues de « propos qui faisaient dresser les cheveux », tenus au cours d'un souper, le 8 prairial, par les conjurés, s'empressent de dénoncer à Guyardin le coup de force qui se prépare ².

Cette fois, le représentant n'hésite plus. Il lance un mandat d'arrêt contre Lespinasse, Durepaire, Chabal, Marcou et Teyssonnier, comme organisateurs de complot tendant à jeter la division dans le pays et à provoquer une guerre civile ³. Les inculpés se hâtent de disparaître et, suivant la tradition jacobine, vont rejoindre à Paris Dumonts, Mallevall, Cousin, Thoulouze et Blachère, et solliciter la protection de Gleizal, de Couthon et du Comité de Salut public. Seul Chabal reste dans le pays, pour faire agir ses amis et organiser la résistance dans les sociétés populaires ⁴.

L'agitation est très vive parmi les patriotes du département et nul doute que, si le peuple se fût intéressé à ces querelles de parti, la polémique n'eût dégénéré en rixes et bagarres et peut-être en guerre civile; mais le paysan, aussi bien que l'artisan, ne prête à ces diverses accusations et répliques qu'une oreille fort distraite. Il laisse les frères ennemis s'entre-déchirer à loisir et se préoccupe uniquement de ses intérêts matériels.

Les Montagnards englobent dans la même réprobation Guyardin et tous les modérés qui ont su capter sa confiance. Les comités de surveillance de Bourg-sur-Rhône, Villeneuve-de-Berg, Joyeuse, qui ont voué une haine furibonde à la société populaire de Privas, ⁵ ne pardonnent pas au représentant d'avoir, malgré leur opposition,

1. Dubois « A ses concitoyens » p. 7 et 8.

2. Délibération du conseil général de Privas, du 10 prairial, sur les dénonciations de l'aubergiste Daux. Fonds Mazon. Chr. 19. Dubois. A ses concitoyens p. 9.

3. Lettre de Guyardin au Comité de Salut public, 21 prairial. Arch. nat. A F n 195.

4. Lettre du frère de Chabal, de St Pierreville, le 22 prairial, sans adresse de destinataire, mais probablement envoyée à Payan, agent national de la commune de Paris. « Mon frère doit retarder son voyage de Paris ». Fonds Mazon Chr. 20.

5. Arrêté du comité de surveillance de Bourg-sur-Rhône du 23 floréal et adhésion de Joyeuse à cette dénonciation, le 30 floréal. Fonds Mazon. Chr. 20.

rendu à la liberté de nombreux suspects.¹ A maintes reprises, ils dénoncent avec aigreur ses tendances modérantistes. En floréal, les « maratistes » de Bourg-sur-Rhône se plaignent amèrement de ce que « l'aristocratie a surpris la religion de Guyardin ». ²

Le commandant du 4^{ème} bataillon de volontaires, Suchet, l'accuse de s'être « laissé circonvenir par les riches et les modérés » et de donner le spectacle scandaleux d'un délégué de la Convention qui réserve toutes ses faveurs aux fédéralistes, pendant qu'il poursuit avec la dernière rigueur les républicains les plus zélés. Villeneuve-de-Berg, le 1^{er} prairial, le rend responsable du « système de persécution » qui « s'est organisé, dans le département de l'Ardèche, contre les Jacobins..... Des communes fanatiques, des aristocrates que la terreur seule a rendu patriotes..... des sociétés populaires elles-mêmes..... oppriment les meilleurs Jacobins..... et brûlent de verser le sang des patriotes ».³

Après la destitution des administrateurs, tous les clubs d'inspiration montagnarde ⁴ prennent parti pour eux et pressent la Convention de leur rendre justice. Même les départements voisins interviennent en leur faveur. Le 4 messidor, Moureau, de la société populaire d'Avignon, parlant de l'Ardèche, déclare à Payan, agent national de la commune de Paris, qu'« il n'est que trop vrai que les fédéralistes contre-révolutionnaires y triomphent et que les montagnards y sont persécutés.... » « Il serait à souhaiter, ajoute-t-il, que le représentant égaré qui y a fait tant de mal eût été rappelé, comme on me l'annonce. » ⁵ Le même jour, la société populaire de Valence réclame, elle aussi, pour ce département un représentant plus énergique. ⁶ Couthon, enfin, à l'instigation de Dumonts, n'est pas tendre pour cette « section de la république appelée le département de l'Ardèche » et, à la séance du 5 messidor, il déclarera que

1. Protestation de Bourg sur Rhône, le 24 ventôse, contre la libération d'Ymonier. Arch. Ard. L1085. Nombreuses mises en liberté prescrites par Guyardin, les 12, 22, 27, 28, 29 germinal. Fonds Mazon. Chr. 19 et papiers du comité de Bourg-sur-Rhône. Arch. Ard. L1084 à L1087.

2. Lettre du 19 floréal au Comité de Sûreté générale. Ibidem L1085.

3. Lettre de Suchet du 3 prairial à l'agent national du Tanargue et adresse à la Convention de la société maratiste de Villeneuve-de-Berg. Fonds Mazon. Chr. 19.

4. Lettre de Chabal frère, du 21 prairial, annonçant des délibérations favorables de Lamastre et St Pierreville. Fonds Mazon. Chr. 20.

5. Fonds Mazon. Chr. 20. Le 9 messidor, Moureau écrit encore que « les choses vont assez mal dans l'Ardèche. » Ibidem.

6. Rapport fait au comité de correspondance de la société populaire de Valence le 4 messidor, cité dans le rapport de Tournon, du 30 pluviôse an III. p. 28-34.

le tribunal criminel de ce département ne comprend qu'un seul patriote : l'accusateur public, Marcou.¹

Toutes ces manifestations, jointes aux sollicitations des inculpés et de leurs protecteurs, n'ont pas de peine à contrebalancer auprès du Comité de Salut public les accusations assez vagues de Guyardin. Aussi, dès le 2 messidor, le Comité renvoyait-il à leurs fonctions Mallevall, Lespinasse, Chabal, Durepaire, Marcou et Teysonnier. Par le même arrêté, il rappelait Guyardin et chargeait Maignet d'aller épurer le département de l'Ardèche et de « fixer l'indemnité due aux patriotes qui ont été forcés de quitter leurs foyers. »² Le 18 messidor, il cassait le verdict de Reynaud et déclarait « notoires » le civisme et la probité de Cousin, Pavin, Meynier, Blachère et Thoulouze.³ Quelques jours plus tard, le 4 thermidor, Dumonts était nommé agent national du Tanargue.⁴ Enfin, le 8 fructidor, Méaulle annulait tous les mandats d'arrêt lancés contre eux.⁵

Guyardin a beau maintenir ses accusations et offrir de fournir les preuves « qu'ils sont faux patriotes et intrigants,⁶ » ses affirmations, comme celles de Reynaud, ne sauraient troubler le triomphe des Jacobins. « L'innocence, écrit la Société populaire de Villeneuve-de-Berg, s'est fait jour à travers les traits de la plus affreuse calomnie. »⁷

Les administrateurs, toutefois, ne mettent aucun empressement à rejoindre leur poste. Ils parcourent les sociétés populaires pour publier leur victoire et susciter de chaleureuses adresses de félicitations à la Convention et au Comité de Salut public⁸. Durepaire⁹, Cousin et Dussargues¹⁰ se rendent, en toute hâte, à Marseille auprès de Maignet pour conjurer toute intrigue de leurs adversaires. Ils lui

1. Réimpr. du Moniteur T. 21 p. 46.

2. Arrêté du 2 messidor, inséré dans le procès-verbal de la société populaire de Villeneuve-de Berg, 15 messidor an II, impr. 12 p. Valence. Arch. nat. ADxvi 20. Cf) aussi procès-verbal du directoire du 16 messidor. Arch. Ard. L 131.

3. Arrêté du 18 messidor. Arch. Ard. L 195.

4. Arch. nat. AFii 65

5. Arch. nat. AFii 87.

6. Lettre au Comité de Salut public du 19 messidor. Arch. nat. AFii 196.

7. Procès-verbal du 15 messidor, impr. 12 p. Arch. nat. ADxvi 20.

8. Dubois. A ses concitoyens p. 12. Adresses de Joyeuse du 28 messidor, Fonds Mazon F 12, du directoire du Tanargue, 28 messidor, Arch. Ard. L 864, de Villeneuve-de-Berg, le 15 messidor. Arch. nat. AD xvi 20.

9. Cf) sa lettre du 30 messidor à la société populaire de Valence, citée dans le rapport de Tournon du 30 brumaire an III, p. 35-37.

10. Arrêté de la société populaire de Joyeuse du 21 messidor. Fonds Mazon F 12.

demandent, s'il ne peut venir lui-même dans l'Ardèche, de désigner des commissaires pour rechercher les conspirateurs, mettre la terreur à l'ordre du jour et tirer une vengeance exemplaire des fédéralistes ¹.

C'est au tour des modérés de trembler. Leur situation est d'autant plus critique qu'on est aux plus mauvais jours de la Terreur et que l'inculpation de fédéraliste et surtout d'opresseur des patriotes peut rapidement conduire à l'échafaud.

Dès le début de thermidor, les délégués de Maignet sont dans le pays. La haine et la vengeance président à toutes leurs opérations. Les sociétés suspectes sont passées au crible de l'épuration. Les perquisitions et les arrestations se multiplient ². Tous ceux qui ont cherché à ruiner l'influence et le prestige des Jacobins sont proscrits ³. Dubois et Pinet sont incarcérés et renvoyés devant le tribunal révolutionnaire ⁴.

La panique et la terreur sont générales. Personne n'essaie plus de réagir. Les plus fougueux ennemis des Montagnards, tous ceux qui, depuis un an, ont mené contre eux une campagne acharnée à Privas, à Annonay, à Tournon, à Vernoux, au Cheylard, se terrent, rampent ou disparaissent.

La victoire des Jacobins semble incontestée, mais, moins que jamais, ils ont des appuis dans le pays et le résultat de toutes ces luttes fratricides est de briser définitivement le parti patriote en factions hostiles dont les haines irréductibles font le jeu des aristocrates et des contre-révolutionnaires.

1. Lettre de Cousin, du 4 thermidor an II, de Marseille, à la société populaire de Joyeuse. Fonds Mazon chr. 19.

2. Lettres diverses, envoyées par les commissaires de Maignet au comité de correspondance de la société populaire de Valence, datées des 10 et 12 thermidor, citées dans le rapport de Tournon, p. 37-44.

3. Le 3 thermidor, Joyeuse demande qu'on prenne sur les biens personnels de Tourrette pour régler les frais de translation du district à Jaujac. Fonds Mazon F 12.

4. Le comité de surveillance de Villeneuve-de-Berg produit une lettre, du 3 messidor, qui donnerait à entendre que Dubois a essayé de sauver Bournet fusillé à Lyon. Arch. Ard. L 1178.

Le Gouvernement révolutionnaire.

(Août 1793-Août 1794)

1. Son établissement dans le département.

La centralisation. Les représentants en mission. Les sociétés populaires. Leur organisation et leur recrutement. Les comités de surveillance. Leur formation et leur vitalité dans les villes et les campagnes.

2. La levée en masse.

Formation des divers bataillons temporaires ou permanents. Difficultés qu'elle soulève. Insoumis et déserteurs. Les réquisitions militaires. Mauvaise volonté générale.

3. Les subsistances et le maximum.

Désertion des marchés. Tentatives infructueuses d'achats à l'extérieur. Prospérité du commerce clandestin.

4. La répression.

Epuration des autorités. Petit nombre des exclusions. Lutte contre les royalistes et les émigrés. Séquestre et vente de leurs biens. Arrestation des suspects. Zèle très variable des comités. Les motifs de détention. La vie dans les maisons de réclusion. Le nombre des suspects.

5. La déchristianisation.

La persécution contre les réfractaires et les constitutionnels. Arrestations et condamnations. Abdication de Savine. Apostasies et déprêtrisations.

Pillage et fermeture des églises. Les oppositions. Suppression du culte. Culte de la Raison et de l'Etre suprême.

Le calendrier révolutionnaire. La lutte du décadi et du dimanche. Les noms révolutionnaires. L'état d'esprit au 9 thermidor.

La violence des polémiques entre Jacobins et modérés, les haines féroces qu'ils nourrissent les uns contre les autres n'empêchent pas, cependant, ces frères ennemis de rester fidèlement attachés aux idées patriotiques et de seconder de leur mieux l'établissement du gouvernement révolutionnaire.

Ce gouvernement, qui, par son caractère provisoire et exceptionnel, remonte au 10 août 1792, s'organise progressivement dans le courant de l'année 1793. Les Comités de Salut public et de Sûreté générale, le tribunal révolutionnaire, les nombreuses lois d'exception votées sous la pression des événements et des circonstances, les missions envoyées dans les divers départements pour assurer la liaison entre le pouvoir central et les autorités locales, constituent

déjà les organes essentiels et les principaux rouages du nouveau régime. Mais, c'est le décret du 10 octobre, complété par les dispositions du 14 frimaire ¹, qui en est la charte constitutive et en marque l'avènement officiel.

C'est, avant tout, un régime de lutte et de répression. « Le gouvernement révolutionnaire doit aux bons citoyens toute la protection nationale ; il ne doit aux ennemis du peuple que la mort ² ». Son but est de fonder la république et de contenir par la terreur les tentatives des malveillants, fédéralistes, aristocrates ou fanatiques et de mobiliser toutes les forces et toutes les ressources de la nation pour briser la coalition des souverains qui menace la liberté et l'indépendance du pays. Il a à résoudre de grosses difficultés qui proviennent de la pénurie des subsistances, de la levée en masse et des lourdes réquisitions qu'imposent l'entretien et le ravitaillement de l'armée.

I

La réalisation d'un programme aussi complexe n'est possible que par une centralisation très étroite qui supprime toute autonomie administrative. Aussi n'y a-t-il plus, désormais, qu'un seul centre de volonté : la Convention et son Comité de Salut public. Toute réunion, toute assemblée, tout congrès de corps constitués est impitoyablement proscrit ³ comme suspect de fédéralisme. Il ne subsiste qu'une poussière d'individus qui doivent se soumettre avec ponctualité aux prescriptions de l'autorité supérieure.

Le département perd son conseil général, son président et son procureur général syndic. Le 9 germinal ⁴, le Comité de Salut public rappelle encore à l'administration de l'Ardèche que l'ordre public n'est plus de sa compétence. Son activité est réduite aux seuls objets administratifs, son rôle se borne à enregistrer et à faire exécuter les arrêtés du représentant en mission. Aussi n'ose-t-elle plus prendre la moindre initiative, pas même fixer le prix de vente des grains achetés ⁵, sans en référer au délégué de la Convention.

Les procureurs de commune et les procureurs syndics deviennent, après épuration, les agents nationaux, chargés de requérir et

1. Réimpr. du Moniteur T. 18 p. 110 et 610 613.

2. Rapport de Robespierre du 5 nivôse an II. Réimpr. du Moniteur T. 19 p. 51. Mautouchet. Le gouvernement révolutionnaire. Paris. Cornely. 1912.

3. Décret du 14 frimaire an II.

4. Arch. Ard. L 130. Procès-verbal du département, 23 germinal an II.

5. Arch. Ard. L 129. Procès-verbal du 6 germinal.

de poursuivre l'application des lois « ainsi que de dénoncer les négligences..... et les infractions qui pourraient se commettre ». Les premiers sont subordonnés aux seconds qui correspondent directement, chaque décade, avec les Comités de Salut public et de Sécurité générale. Les communes, comme le département, continuent à s'occuper de l'administration courante, mais, dans chacune d'elles, l'exécution des mesures de sûreté générale et de salut public incombe au comité de surveillance¹. Ces comités sont, avec les sociétés populaires et les représentants en mission qui les contrôlent, les agents les plus actifs et les organes les plus vivants du gouvernement révolutionnaire.

L'Ardèche voit passer un grand nombre de représentants qui s'autorisent des termes de leur mandat pour intervenir dans ses affaires. Albitte, Rovère et Poulitier règlent les questions les plus urgentes au moment du fédéralisme. En nivôse, les délégués de la Convention à Commune affranchie envoient une commission² dans le pays, pour faire rendre justice aux patriotes opprimés et mettre la terreur à l'ordre du jour. Delbrel et la plupart des représentants auprès des armées des Alpes et des Pyrénées ne prescrivent guère que des réquisitions. Maignet, Meaulle, Reynaud et Châteauneuf-Randon prennent quelques arrêtés pour assurer le ravitaillement du pays, mais se préoccupent surtout des querelles intestines qui mettent aux prises montagnards et modérés.

Les vrais intermédiaires entre l'Ardèche et la Convention et les seuls qui exercent une influence durable dans la région sont Boisset³ et Guyardin⁴. Le dernier surtout, pendant près de six mois, sera le véritable administrateur du département. De pluviôse à la fin de messidor, il surveille l'esprit public, dirige les épurations, fonde des sociétés populaires, établit des comités de surveillance, poursuit les réfractaires et les déserteurs et joue vraiment dans l'Ardèche le rôle universel d'un intendant d'ancien régime.

Son action, comme d'ailleurs celle de Boisset et de Reynaud, s'exerce surtout dans le sens de la modération. Il tient tête aux co-

1. Section II du décret du 14 frimaire an II.

2. Arch. nat. A F II 87.

3. Boisset intervient surtout au cours de sa première mission, de la fin septembre 1793 à la fin brumaire. Rappelé à la Convention, il fut, de nouveau envoyé dans les départements méridionaux, à la fin frimaire, mais, au cours de cette nouvelle mission, il s'occupe peu des affaires du département.

4. Arch. nat. A F II 190 à 195. Cf) ses nombreux arrêtés et ses lettres au Comité de Salut public.

mités les plus fougueux, réprime les excès des Jacobins trop zélés, rend à la liberté beaucoup de suspects et, grâce à lui, malgré des rigueurs que les circonstances rendaient presque inévitables, le pays ne connaîtra pas, au même degré que d'autres régions, les horreurs et les excès qu'entraîne le régime de la Terreur.

Les sociétés populaires sont les héritières des clubs de 1791, qui n'ont survécu que dans quelques centres importants comme Tournon, Annonay, St-Péray, Bourg-St-Andéol, Aubenas.... L'argentière organise la sienne, le 1^{er} novembre 1792, ¹ et les Vans, en avril 1793. ² Joyeuse, Villeneuve-de-Berg, Viviers, Lamastre suivent leur exemple, au mois de septembre suivant ; mais, c'est surtout dans le courant de l'an II que, sous l'impulsion des représentants en mission, ces conventions au petit pied prennent une extension considérable. Le Mézenc qui n'en possédait encore que quatre, en nivôse, en compte déjà 13, à la fin de ventôse. ³

Il est difficile, néanmoins, de donner des chiffres précis pour l'ensemble du département. Vingt deux seulement ont laissé quelques papiers, et le plus souvent insignifiants, aux Archives de l'Ardèche, ⁴ mais les dossiers des suspects, les registres des comités de surveillance et la correspondance des agents nationaux ⁵ nous révèlent l'existence de 36 autres. Elles furent probablement plus nombreuses encore. Il est étonnant que nous n'ayons pas trouvé trace d'une seule dans les cantons de Satillieu, St-Félicien, Thueyts, Valgorge, Burzet, Coucouron, Montpezat et St-Etienne-de-Lugdarès, alors que divers documents nous en signalent dans de toutes petites localités comme St-Sernin, Pourchères, Seeautres, Chateaubourg, Cornas, Vion et Champagne.

Leur règlement est le plus souvent copié sur le registre d'une société voisine. C'est ainsi que les Vans et Joyeuse ont recours à l'expérience de Largentière ⁶, Lavilledieu ⁷ à celle de Villeneuve-de-Berg, Ruoms à celle de Joyeuse ⁸.... D'une manière générale, le président et le secrétaire sont renouvelables tous les quinze jours, mais,

1. Arch. Ard. L 1052. Délibérations de la société de Largentière.

2. Ibidem. Délibération du 18 avril 1793.

3. Arch. Ard. L 301. Lettre du Mézenc, sans date, mais de la fin de nivôse II et lettre du 27 ventôse.

4. Arch. Ard. L 1042 à 1068.

5. Cf) aussi Arch. nat., registre F1^a 548.

6. Arch. Ard. L 1052. Procès-verbaux du 18 avril et du 16 septembre 1793.

7. Arch. nat. D XL 18. Procès-verbal de formation du 20 floréal.

8. Fonds Mazon F 12. Séance de la société de Joyeuse du 10 messidor.

on voit, dans les rares procès-verbaux d'Annonay, de Largentièrre, de Villeneuve-de-Berg et de Joyeuse qui nous ont été conservés, que, presque toujours, les mêmes individus sont réélus à des intervalles très rapprochés.

Pour subvenir aux dépenses diverses : journaux, frais d'impression, correspondance, exprès, chaque nouvel adhérent verse une contribution variable avec les localités. Elle est de 3 livres à Annonay ¹, de 5 à Largentièrre. ² Souvent aussi, une redevance mensuelle de 5 à 10 sols ³ est exigée de tout sociétaire. Les amendes pourraient être encore une source de revenus, mais, pas plus que les cotisations, elles ne sont payées avec exactitude. Presque partout, les trésoriers se lamentent devant leur caisse vide et se plaignent de ne pouvoir boucler leur budget. ⁴ Aussi lésine-t-on sur le papier et l'éclairage. On fait appel à la générosité des riches et même des aristocrates qui, par crainte d'être déclarés suspects, s'exécutent de mauvaise grâce. Largentièrre, le 7 septembre, décide que, désormais, « les citoyens fortunés participeront seuls aux charges de la société. » Annonay consacre à l'aménagement de son local 3.000 livres ⁵ souscrites par les industriels et les commerçants. C'est une forme de l'emprunt forcé sur les riches, si en faveur à ce moment-là.

Le recrutement est presque aussi large que celui des anciens clubs. Sans doute, une sélection se fait naturellement au cours des événements. Beaucoup, qui désapprouvent les excès de la Révolution, se désaffectonnent peu à peu de la société et cessent de paraître aux séances. A ces épurations spontanées, il faut ajouter les épurations légales qui, en principe, écartent les nobles et les prêtres, les fédéralistes et les bourgeois égoïstes. Mais, malgré le zèle intéressé de quelques patriotes soupçonneux, la majorité, en général, n'est guère exigeante et un certain nombre de gentilshommes et d'aristocrates, qui voient dans leur inscription à la société populaire la garantie de leur repos et l'assurance de leur tranquillité, réussis-

1. Registres de la société d'Annonay, cités par Rostaing. Les anciennes loges maçonniques d'Annonay et les Clubs, p. 127.

2. Arch. Ard. L 1052. Délibération du 1^{er} novembre 1792. Elle est portée à 10 livres à la fin décembre.

3. A Largentièrre, la redevance de 10 sols est établie le 30 décembre 1792 ; elle est réduite à 5 sols, le 1^{er} septembre 1793. Arch. Ard. L 1052. A Joyeuse, elle est réclamée le 16 floréal. Fonds Mazon F 12.

4. Cf) Délibérations de Largentièrre, 7 février, 14 mars, 23 juin 1793.

5. Cf) Rostaing p. 283 Pétition de la société populaire du 9 pluviôse.

sent à s'y infiltrer et à s'y maintenir, surtout s'ils savent à propos dénouer les cordons de leur bourse.

Annonay, le 5 pluviôse, pour accueillir la candidature du ci-devant Morlas, découvre cet argument d'une logique subtile : « il résulte de divers actes qu'il n'a pas pris la qualité de noble ». Il n'est pas question, non plus, d'enquête, le 26 pluviôse, pour ouvrir les portes de la société à Laroque qui accompagne sa demande d'un don de chemises aux « braves sans-culottes. »¹ On n'est guère plus strict à Tournon, à Aubenas et à Privas. Aussi, au grand scandale des administrateurs du département et des Jacobins, les modérés gardent-ils le contrôle et la direction de la plupart de ces sociétés.² C'est ce qui explique qu'avec tant de gros mots et de menaces il y ait, en somme, si peu de mal. L'exagération de langage et de style, les métaphores ampoulées tiennent lieu de principes et de convictions et dispensent d'agir.

Un peu partout, d'ailleurs, les membres les plus violents sont des étrangers³ qui, sans attaches dans le pays, ne sont pas retenus par les liens toujours si puissants de famille, de relations et de services rendus.

Dans beaucoup de sociétés, les femmes sont admises. A Privas, elles prennent même une part active aux délibérations, abordent la tribune et prononcent des harangues enflammées. Mais, il est à croire que leur éloquence et leur patriotisme ne durent désarmer ni les critiques, ni les mauvais plaisants, puisque nous voyons la société déclarer suspect quiconque oserait blâmer leur attitude et les tourner en ridicule⁴. A Annonay⁵, on leur réserve une estrade spéciale et elles participent à toutes les fêtes civiques organisées par la société. A Largentière⁶, à Joyeuse, à Villeneuve-de-Berg, les femmes et

1. Morlas, capitaine de chasseurs corses, avait besoin de passeport pour revenir en Corse ; sa demande avait été refusée, le 2 pluviôse, parce que noble. Procès-verbaux de la société populaire, cités par Rostaing p. 250, 251, 252.

2. Nombreuses dénonciations, provenant surtout des sociétés de Bourg-sur-Rhône, Villeneuve-de-Berg et Joyeuse. Cf) Fonds Mazon chr. 20 et 21 et F. 12.

3. A Largentière, les membres les plus actifs sont Puaux de Vallon et Bouchard d'Aubenas, à Annonay, Kœnig, pasteur protestant, et Offand...

4. Arch. Ard. L 129. Procès-verbal de l'administration du département du 25 nivôse. Délibérations et arrêtés de la société populaire de Privas des 30 nivôse et 1^{er} pluviôse. Fonds Mazon chr. 20.

5. Rostaing p. 284. Séance du 27 pluviôse. Seuls sont exclus les enfants au dessous de sept ans.

6. Délibération du 10 mars. Réception le 15 octobre de la citoyenne Amblard.

les filles des aristocrates sont les plus assidues ¹ aux réunions. C'est une recommandation précieuse auprès des représentants et, parfois, le seul moyen d'éviter le danger de suspicion. En tout cas, ce témoignage de civisme est un argument que, dans leurs pétitions, ne manquent jamais de faire valoir les détenues qui réclament leur libération ².

A partir d'octobre 1793, dans la plupart des sociétés, le tutoiement égalitaire est de règle ³, ainsi que le port du bonnet phrygien ⁴. Largentièrre, cependant, autorise les femmes à remplacer cet attribut patriotique par la cocarde tricolore, à condition de la porter « à l'endroit le plus sensible qui est celui du cœur⁵ ». Joyeuse menace de la prison celles qui négligeraient d'arborer cet emblème de la liberté ⁶.

Les assemblées ont lieu plusieurs fois par semaine, sauf dans les communes rurales où elles sont presque toujours fixées au décadi, mais l'enthousiasme faiblit, le zèle devient languissant et l'assistance décroît rapidement. Les patriotes s'efforcent vainement de combattre cette indifférence criminelle. Au mois de mars 1794, le comité de surveillance de Largentièrre menace de déclarer suspect tout membre qui n'assistera pas, au moins une fois par décade, aux réunions, s'il est simple citoyen, et deux fois, s'il est fonctionnaire public ⁷. Joyeuse, le 24 floréal, inflige 10 sols d'amende aux absents mais, le 10 messidor, le bureau constate encore que la plupart des sociétaires sont plus assidus au cabaret que réguliers aux séances ⁸.

Dans les campagnes, la plupart des sociétés ne tiennent pas registre de leurs délibérations. Elles ne semblent prendre vie que dans certaines circonstances très rares, comme le passage du représentant en mission, la visite d'un commissaire du département ou du district, la plantation d'un arbre de la liberté et, aussitôt après, elles retombent en sommeil. En somme, on ne compte guère dans l'Ar-

1. Délibération de Joyeuse du 10 messidor. Fonds Mazon F 12.

2. Cf) Arch. Ard. L 1077, L 1088, L 1198....

3. A Largentièrre depuis le 12 septembre 1793. Arch. Ard. L 1052.

4. Largentièrre le rend obligatoire dès le 15 avril 1793. Les 2 et 3 mai, la société blâme ceux et celles qui ne l'ont pas. Cf) aussi Vesseaux, 28 pluviôse. Arch. Ard. L 1175.

5. Procès-verbal du 30 septembre 1793.

6. Procès-verbal de Joyeuse du 10 messidor. Fonds Mazon F 12.

7. Comité de surveillance de Largentièrre, 7 germinal. Fonds Mazon F 18.

8. Fonds Mazon F 12. Délibération des 24 floréal et 10 messidor.

dèche qu'une dizaine de sociétés vraiment actives et convaincues de l'importance de leur rôle : Annonay, Tournon, St-Péray, Ville-neuve-de-Berg, Privas, Joyeuse, Aubenas, Largentièrre, Viviers et Bourg-St-Andéol.

Les comités de surveillance sont beaucoup plus nombreux que les sociétés populaires. 77 ont laissé quelques registres, procès-verbaux ou extraits de correspondance aux Archives départementales ¹. Une cinquantaine d'autres nous sont connus grâce à des certificats de civisme ou à des états récapitulatifs, établis, en l'an III, par les comités de district. Il est probable, d'ailleurs, que l'existence d'un certain nombre nous a échappé.

Quelques-uns remontent aux premiers mois de 1793 et furent établis par les sociétés populaires pour la surveillance des étrangers ou le désarmement des nobles et aristocrates. Le plus ancien en date est celui de Largentièrre, créé le 10 février 1793 ². Au début, il ne comptait que neuf membres, mais, le 30 mai, le chiffre en fut porté à 15. A Annonay, le projet de formation d'un comité fut discuté à la séance du 9 avril. La société populaire décida d'en interdire l'accès non seulement aux officiers municipaux, mais encore à tous les notables du conseil général de la commune. 21 citoyens furent élus, le 9 mai, qui, à leur tour, choisirent dans leurs rangs 6 membres pour former une commission d'instruction ³. Chambonas organise le sien le 24 juin 1793 ⁴.

Le développement de ces comités ne fut rapide qu'en l'an II ⁵. Les anciens furent épurés ; quelques-uns, comme ceux de Joyeuse et de St-Marcel-d'Ardèche ⁶, complètement réorganisés avec des éléments nouveaux. Conformément à la loi, ils comptèrent, désormais, tous, 12 membres qui devaient être payés 3 livres par jour, mais cette rémunération ne fut pas organisée partout d'une manière uniforme. Ceux de St-Péray et de Tournon s'octroyèrent une indemnité supérieure au taux légal et, en l'an III, il sera question de pour-

1. Arch. Ard. L 1039 à 1188.

2. Délibérations de la société populaire de Largentièrre, 10 et 11 février 1793. Arch. Ard. L 1052. Les registres du comité de Largentièrre se trouvent au Fonds Mazon F 18.

3. Rostaing p. 203-205.

4. Fonds Mazon F 12. Il comprend 14 membres.

5. Boisset en fonde un certain nombre, au mois d'octobre, dont il nomme lui-même les titulaires. cf) St-Péray L 1152 ; Viviers L 1182.

6. Les comités de Joyeuse et de St-Marcel sont dissous : le premier par Reynaud, le 6 frimaire. Arch. Ard. L 128, le second par Guyardin, en Ventôse. L 1144.

suivre la restitution des sommes illégalement perçues ¹. A Annonay, les délégués, Guyon et Delau, attribuent 100 livres par mois sur les fonds des riches aux membres du comité ².

Si ces comités sont nombreux, ils ne sont réellement vivants que dans les centres importants où, presque toujours, ils épousent les querelles et les préjugés des sociétés dont ils sont issus. C'est ce qui explique que les modérés, en louvoyant habilement, parviennent à éviter des excès graves à Annonay, Tournon, Aubenas et Privas, alors que les violents terrorisent les petites villes de Joyeuse, St-Péray, Villeneuve-de-Berg et surtout Bourg-St-Andéol. Quelques-uns, redoutant les représailles de leurs victimes, supplient le représentant de prendre des mesures pour assurer leur protection ³. Ils établissent des « boîtes de dénonce » pour favoriser les délations anonymes et exigent le silence le plus absolu sur leurs décisions. Le 5 octobre 1793, Bourg-St-Andéol expulse de son sein et déclare suspect Babois-Gautier, qui a trahi le secret des arrestations projetées ⁴.

Dans les campagnes, ces comités n'existent guère que sur le papier. Pour se mettre en règle avec les ordres impératifs des représentants, les paysans consentent bien à nommer 12 de leurs concitoyens à ce poste de confiance, mais les élus, ignorant totalement les services qu'on attend d'eux, n'arrivent pas facilement à se persuader qu'ils constituent un des rouages essentiels du gouvernement révolutionnaire. Habitues à vivre en paix avec leurs voisins, à l'écart de l'agitation politique, ils songent à leurs intérêts matériels et se préoccupent fort peu des rivalités des patriotes. Aussi, une fois la formalité de l'élection accomplie, chacun juge sa corvée terminée et revient à ses affaires. Les comités les plus zélés, qui se croient obligés de consigner par écrit le résultat de leurs opérations, ne trouvent le plus souvent à noter que des renouvellements de bureau ⁵.

1. Arch. Ard. L 815. Arrêté du district du 19 ventôse, an III, pour obliger les membres du comité de surveillance de Tournon à verser dans la caisse du receveur tout ce qu'ils ont perçu au-delà de 3 livres par jour. Cf) aussi pour St-Péray. Arch. Ard. L 1152.

2) Arrêté de Guyon et Delau cité par Filhol. Histoire d'Annonay T III p. 173-174.

3. Arch. Ard. L1085. Lettre du comité de Bourg-St-Andéol à Boisset, le 17 septembre 1793.

4. Arch. Ard. L1084. Cf) aussi Largentière, le 2 décembre 1793. Fonds Mazon F 18. Lavoulte L1186. Viviers, le 11 octobre. L 1182.

5. Cf) Les papiers des divers comités du Coiron centralisés à Aubenas, en vendémiaire et brumaire an III. Arch. Ard. L1074.

Il n'est pas toujours facile, d'ailleurs, dans les petites localités de mettre la main sur un secrétaire assez expert pour rédiger un procès-verbal. A St-Marcel d'Ardèche tous les citoyens élus, le 26 ventôse, sont illettrés ¹. C'est sans doute une exception, mais la plupart des comités, et jusque dans des villes comme Aubenas ², comptent deux ou trois membres qui ne savent ni lire ni écrire.

Ce défaut d'instruction du paysan, aggravé le plus souvent par une négligence et une inertie calculée, était un obstacle insurmontable au fonctionnement normal de cette institution révolutionnaire. Les représentants en mission ne tardent pas à le comprendre. Déjà, dans beaucoup de villages, il leur est impossible de rencontrer un citoyen de bonne volonté qui soit à même de gérer honorablement la charge d'agent national ³. Comment, dès lors, découvriraient-ils dans chaque commune douze patriotes, distincts de la municipalité, qui puissent et veuillent assumer un rôle aussi délicat que celui qui est dévolu aux comités de surveillance ? Aussi Guyardin insiste-t-il, à plusieurs reprises, pour obtenir la réduction de ces comités à un seul par canton ou même par district ⁴.

Malgré les difficultés de leur recrutement, ces comités, comme les sociétés populaires, seront, durant tout le cours de l'an II, de précieux auxiliaires pour le pouvoir central. Ils veilleront à l'application des diverses lois révolutionnaires, développeront l'esprit patriotique et mèneront la lutte contre les émigrés, les suspects, les fanatiques et les déserteurs. Mais, au milieu de l'été 1793, les uns et les autres sont rares et encore incapables d'offrir à la Convention un appui efficace contre les ennemis intérieurs et extérieurs qui deviennent de plus en plus menaçants et agressifs.

II

De juillet à novembre 1793, ce sont les administrations locales et les représentants en mission qui, sous l'impulsion du Comité de salut public, ont la lourde tâche de préparer et d'organiser la levée

1. Arch. Ard. L1044.

2. A Aubenas, Violla et Vignal sont incapables d'apposer une signature sur le registre. Cf) L1074.

3. Guyardin, dans ses lettres au Comité de Salut public, se plaint sans cesse du manque de candidats. Arch. nat. AFII 193, 194, 195.

4. Arch. nat. AFII 195. Lettre de Guyardin du 10 prairial.

en masse, d'équiper, d'habiller et de nourrir les jeunes soldats avant leur départ pour la frontière.

Le 25 juillet, à l'annonce de l'insurrection de Lyon, Dubois Crancé requiert le directoire de l'Ardèche de lui envoyer, avant le 4 août, à Bourgoin, un renfort de 1.000 gardes nationaux. L'arrêté ne parvient à Privas que le 31 juillet. Les administrateurs, tout en signalant au représentant l'impossibilité matérielle pour ces hommes de se trouver, au jour fixé, au rendez-vous ¹, s'empressent de régler la répartition du contingent entre les diverses villes et chefs lieux de canton. ² Les communes purement rurales, trop occupées aux travaux des champs, sont dispensées de concourir à la formation de ce bataillon.

Selon l'usage, on ouvre dans les municipalités un registre d'inscription pour recevoir les noms des volontaires ; mais, si quelques centres, comme Joyeuse et Villeneuve-de-Berg, se distinguent par leur zèle et recrutent un chiffre notable de citoyens de bonne volonté, Aubenas, Tournon, Annonay ³ ne font pas preuve d'un grand enthousiasme. Il faut avoir recours à la réquisition et employer la voie du tirage au sort. A Satillieu, pas un seul garde national ne répond à la convocation et les officiers municipaux n'osent pas désigner d'office les 15 hommes qui leur sont réclamés. ⁴ A St-Marcel d'Ardèche, le mécontentement de la population provoque un commencement d'émeute, le 8 août. ⁵ Antraigues, Le Cheylard, Montpezat, Lamastre voudraient rejeter cette charge sur les communes voisines. Le directoire le leur interdit. Largentière, Desaignes protestent contre l'injustice et la partialité de la répartition. Privas oppose la force de l'inertie à toutes les sommations de l'autorité. ⁶ Il faut menacer la municipalité de proclamer la loi de la responsabilité et licencier les deux compagnies soldées qui étaient à la disposition du département pour la décider à former son contingent. ⁷

1. Arch. Ard. L 201. Lettre du directoire à Dubois Crancé, 31 juillet.

2 Arch. Ard. L127. Procès-verbal du directoire du 1^{er} août. Annonay doit fournir 150 hommes, Bourg-St-Andéol 100, Tournon 80. Les autres chefs lieux de canton de 10 à 25.

3. Arch. Ard. L 201. Transcription des lettres reçues et expédiées au mois d'août 1793, Procès-verbal du directoire du 6 août. Villeneuve-de-Berg a levé 28 volontaires, L 127.

4. Arch. Ard. L 742 et L 781.

5. Arch. Ard. L 127. Procès-verbal du directoire du 15 août 1793.

6. Arch. Ard. L 201. Nombreuses lettres reçues et expédiées par le département, Cf) lettres du 5, 6, 7, 8 et 10 août.

7. Arch. Ard. L 127. Procès-verbal du directoire du 4 août.

Enfin, le 10 août, le procureur général syndic écrit au ministre de la guerre que le bataillon est en marche, mais qu'« il ne faut pas compter d'en disposer, parce que la plupart sont des pères de famille qui peuvent sortir pour un coup de main, mais non pour aller aux frontières. »¹

Ce détachement est à peine parti que de nouvelles injonctions, plus impératives encore, s'abattent sur le département. Le 13 août, le représentant du peuple près l'armée des Pyrénées demande 397 hommes. Le 31 août, ce sont les commissaires de l'armée des Alpes qui prescrivent la levée d'un autre bataillon.² Le 8 septembre, les délégués de la Convention dans la Haute-Loire, sur le bruit que des bandes de rebelles ont apparu du côté de St-Etienne, mettent tous les citoyens de 18 à 36 ans en état de réquisition. En septembre et octobre, le directoire se voit réclamer encore 355 nouvelles recrues pour la cavalerie et 11 à 1200 gardes nationaux pour rétablir l'ordre en Lozère.³ Enfin, en novembre, trois autres bataillons sont imposés au département⁴, sans parler des volontaires envoyés par les sociétés populaires à la légion montagnarde qui se constitue à Marseille⁵.

Le directoire, façonné désormais à l'obéissance passive, ne réagit plus et, comme la loi du 23 août 1793 sur la levée en masse lui parvient le 7 septembre, il s'empresse, dès le lendemain, de satisfaire à toutes ces exigences. Il convoque à Joyeuse les 397 hommes de l'armée des Pyrénées.⁶ Il donne l'ordre à chaque district de diriger, avant le 15 septembre, 267 recrues de 18 à 25 ans sur Bourg-St-Andéol, pour former le bataillon de l'armée des Alpes qui se rendra ensuite à Aix. Tous les autres citoyens de 18 à 35 ans devront se rassembler immédiatement à Villeneuve-de-Berg, Lar-

1. Arch. Ard. L 201. Lettre du 10 août. Jaujac a désigné un père de famille de 6 enfants qui n'a d'autres ressources que ses bras, Lavoulte, un homme de 57 ans.

2. Arch. Ard. L 428 et 742. Cf) aussi L 427.

3. Procès-verbaux du directoire, 8 et 23 septembre et 8^{me} jour du 2^{me} mois de l'an II. Arch. Ard. L 128 et L 424.

4. Réimpr. du Moniteur T. 17 p. 603.

5. Mission de Bouzon, ex-vicaire épiscopal, pour visiter les sociétés populaires du département et les presser d'envoyer de nombreux volontaires à la légion. Arch. Ard. L 129. Procès-verbal du directoire du 17 nivôse. Annonay, Joyeuse, Largentière, Villeneuve-de-Berg, Bourg-St Andéol, Privas envoient chacune 2 ou 3 volontaires.

6. Arch. Ard. L 128, procès-verbaux, 8 et 18 septembre.

gentière et Tournon, où ils s'organiseront en compagnies avant de partir pour St-Etienne. Le département a soin de préciser, cette fois, que le service est personnel et qu'aucun remplacement ne saurait être envisagé.¹

La charge paraissait écrasante. Aussi les municipalités, inquiètes des mauvaises dispositions de leurs concitoyens, hésitent-elles à exécuter les arrêtés du directoire. Certaines réclament des délais que l'administration n'a pas le droit de consentir. D'autres ne parviennent pas à vaincre l'obstination et l'inertie du paysan.² A Ajoux,³ la jeunesse déclare qu'elle ne se soumettra à la réquisition qu'autant que le procureur de la commune, qui a moins de 35 ans, subira le sort commun. A St-Alban d'Ay, à St Julien, à Rochepaule, aucun soldat ne se présente. A Quintenas, les citoyens répondent bien à la convocation du maire, mais, lorsqu'il s'agit d'établir des distinctions entre la première et la deuxième classe, tous les jeunes gens de 18 à 25 ans se retirent, sauf 6 « qui ont déclaré, d'ailleurs, ne pas vouloir aller à Aix. » A St-Agrève, à St-Romain-le-Désert, à St-Martin-de-Valamas, ils abandonnent leur domicile et restent introuvables.⁴

Le 24 septembre, plusieurs cantons n'ont pas encore fourni un seul homme. Le 27, le directoire, pour dégager sa responsabilité, intime à tout citoyen visé par le décret du 23 août l'ordre formel de se rendre, dans les trois jours, au chef-lieu de son district. En cas de désobéissance, l'administration enverra une garnison dans les maisons des récalcitrants aux dépens de leurs pères, mères ou des administrateurs de leurs biens. Une amende de 100 livres sera infligée à tout maire, officier municipal, procureur de commune, notable ou secrétaire greffier, à raison de la défaillance de chacun de leurs fils, frères, beaux-frères, oncles ou neveux. La même peine frappera tout citoyen qui emploiera un domestique ou ouvrier de moins de 35 ans.⁵ Enfin, le 9 octobre, sous prétexte de détruire « la superstition de Lalouvesc », une expédition de gardes nationaux d'Annonay parcourt les communes de Lalouvesc, St-Pierre-

1. Arch. Ard. L 128. Arrêté du 8 septembre et procès-verbal du 13.

2. Arch. Ard. L 201. Lettres de septembre et octobre 1793.

3. Arch. Ard. L 236. Lettre du directoire au maire d'Ajoux, le 16 sept.

4. Arch. Ard. L 201, L 236 et L 751. Nombreuses lettres entre le département et le district du Mézenc. Cf) surtout, L 742, délibérations du directoire du Mézenc de septembre et octobre 1793.

5. Arch. Ard. L 128. Arrêtés du directoire du 27 sept. et du 5 oct.

les-Macchabées et St-Symphorien pour intimider les réfractaires à la loi du recrutement.¹

Grâce à ces mesures de coercition, Dumas peut venir prendre à Joyeuse, le 18 septembre, les 397 recrues destinées à l'armée des Pyrénées². Du 15 au 20 septembre, Dumonts, commissaire délégué, surveille à Bourg-St-Andéol la formation du 4^e bataillon. On comptait sur 800 hommes, 653 seulement répondent à l'appel³, le 21 septembre. Seul, le Coiron a fourni à temps son effectif. Le 19 septembre, le département écrit au Mézenc qu'il n'a « pu voir sans surprise la lenteur » qu'il met à exécuter les décrets⁴. L'opération est plus laborieuse encore dans le Tanargue et le retard plus considérable. Ce ne sera que six mois plus tard, dans la première décade de prairial⁵, que ce district sera en mesure de compléter son contingent.

Les autres citoyens disponibles de 18 à 35 ans s'organisent en compagnies, à la fin du mois de septembre et au début d'octobre, et partent pour St-Etienne par St-Agrève et St-Didier. Mais, avant même que tous soient arrivés à destination, leur présence devenait inutile, par suite de la disparition des rebelles. Devant la pénurie des subsistances et les plaintes des municipalités, l'autorité militaire les faisait rétrograder⁶. Vers le 20 octobre, la plupart étaient de retour dans leurs foyers, en même temps que les gardes nationaux qui avaient pris part au siège de Lyon. Désormais, les hommes de seconde levée seront laissés à leurs travaux.

Les jeunes gens de 18 à 25 ans, au contraire, restent à la disposition de l'armée. C'est dans leurs rangs que le directoire décide de prélever les 355 hommes de cavalerie à raison de 118 par district⁷. Mais, malgré les divers arrêtés du département, il faudra attendre le 22 nivôse pour que le détachement puisse se mettre en route

1. Ibidem. Procès-verbal du 9 octobre. Cf) aussi L 201. Lettre du directoire à Cros d'Avenas, le 5^{me} jour du 2^e mois de l'an II.

2. Arch. Ard. L 128. Procès-Verbal du 18 septembre.

3. Ibidem... L 416. Formation du 4^e bataillon. L 201. Lettre du directoire, le 11 septembre, aux représentants en mission à Marseille. L 128. Rapport de Dumonts le 27 septembre.

4. Arch. Ard. L 201. Cf) aussi L 236. Lettre du 16 brumaire.

5. Arch. Ard. L 882. Compte-rendu de l'agent national du Tanargue, première décade de prairial. Envoi de 200 hommes au 4^e bataillon.

6. Arch. Ard. L 128. Procès-verbal du directoire du 18 octobre. Cf) aussi L 111. Procès-verbal du conseil d'administration de l'Ardèche du 5 frimaire.

7. Arch. Ard. L 128 procès-verbaux, 23 septembre, 6 et 28 octobre.

pour Aix ¹. C'est encore parmi les éléments de première levée que le Coiron et le Tanargue choisissent chacun 500 hommes qui, par ordre de Delbrel, vont, avec le 3^e bataillon de la Drôme et la compagnie des canonniers de Privas, rétablir l'ordre en Lozère ².

Enfin, pour renforcer le contingent soumis à la réquisition, le directoire, le 13^e jour du 2^e mois, licencie toutes les compagnies de la garde nationale du département. Cette mesure facilite l'organisation, du 16 brumaire au 15 frimaire, des 5^e, 6^e et 7^e bataillons de l'Ardèche ³, mais aucun d'eux ne pourra être porté à l'effectif normal de 800 hommes et les vides ne seront jamais entièrement comblés. Comme les municipalités font des difficultés pour recevoir ces compagnies, la plupart, au fur et à mesure de leur formation, sont dirigées sur Montpellier, où Boisset, par arrêté du 22 nivôse ⁴, les constitue en légion Helvienne et les affecte à l'armée des Pyrénées Orientales.

En somme, ces diverses réquisitions, pour importantes qu'elles soient, n'intéressent qu'une petite minorité de citoyens. Il ne semble pas que l'Ardèche, de 1791 à 1795, ait fourni plus de 10 à 11.000 hommes aux armées de la Révolution. Ce n'était guère qu'une proportion de 4 % du total de la population du Vivarais et, à part un petit nombre de volontaires plus âgés, ils sont tous recrutés dans la classe des célibataires ou veufs sans enfants de 18 à 25 ans.

Mais le paysan qui, avant la Révolution, trouvait déjà insupportable le tirage de la milice ne comprend pas cette obligation odieuse de la conscription forcée. La Convention, les représentants en mission, le département, les sociétés populaires ont beau prendre des mesures pour venir en aide aux familles des défenseurs de la patrie et faire travailler leurs terres, le mécontentement est général ⁵.

Les recrues emploient tous les moyens imaginables pour se soustraire à l'enrôlement. Les uns, pour bénéficier des dispositions de la loi, se sont insinués, dès les premiers bruits de levée en masse,

1. Arch. Ard. L 436. Tous ne sont pas encore partis en prairial. Cf) Affiche imprimée de Guyardin du 2 prairial, envoyée à toutes les communes de l'Ardèche. Fonds Mazon chr. 20.

2. Procès verbal du 29 octobre. Arch. Ard. L 128.

3. Arch. Ard. L 570. Procès-verbal du conseil administratif du Coiron du 16 au 23 brumaire.

4. Lettre de Martin à Gleizal, du 23 nivôse. Fonds Mazon chr. 20.

5. Arch. Ard. L 128. Arrêté du département du 12 octobre 1793. Le 16 octobre, Joyeuse prélève 600 livres sur les plus forts contribuables pour distribuer aux familles des soldats. Fonds Mazon F 12.

dans les divers emplois de commis ou agents de l'administration¹. D'autres falsifient leur état civil et produisent de faux états de baptême, pour prouver qu'ils avaient atteint 25 ans avant le 23 août 1793. Beaucoup de jeunes gens, surtout dans la montagne, se réfugient dans la résistance passive et s'abstiennent de se présenter aux diverses convocations².

Plus nombreux encore sont les déserteurs qui ont saisi la première occasion favorable pour abandonner leurs compagnons d'armes et revenir à leurs travaux. Il suffit de parcourir les procès-verbaux de l'administration du département et des trois districts, ainsi que la correspondance des agents nationaux et des comités de surveillance, pour se rendre compte des vides produits dans les unités par ces nouveaux réfractaires³.

Dès le 10 septembre, le directoire leur impute les fréquents incendies qui éclatent dans les bois de Mazan et de Bauzon. Le même jour, il donne l'ordre d'arrêter et de conduire de brigade en brigade jusqu'à Serrières les déserteurs de l'armée de Lyon. Le 1^{er} octobre, le maire de Vernoux en signale une quinzaine⁴ dans la commune et, le 5 octobre, le Mézenc se plaint que la majeure partie des hommes des deux premiers détachements du Tanargue aient disparu avant leur arrivée à Tournon⁵. Le 20 octobre, dans son rapport sur les troubles de la région de Bannes, Dumonts écrit qu'il a reçu aux Vans la soumission de 105 déserteurs, à qui il a remis des ordres de route pour St-Didier⁶.

L'administration du 4^e bataillon de l'Ardèche envoie au département, le 1^{er} ventôse, l'état nominatif des « 87 lâches qui ont abandonné leurs compagnies ». L'effectif des trois bataillons formés en frimaire fond si vite, durant leur séjour dans la région de Montpellier, que Châteauneuf-Randon, le 1^{er} floréal, donne l'ordre de hâter

1. Lettre de Dulin, général de l'armée des Alpes, du 10 vendémiaire III, qui intime l'ordre à tous les employés, commis, agents et secrétaires des diverses administrations de 1^{re} levée de se rendre, dans la décade, au dépôt général. Arch. Ard. L 132. Procès-verbal du 21 vendémiaire.

2. Arch. Ard. L 882. Comptes décadaires de l'agent national du Tanargue, 30 germinal et 30 floréal, an II.

3. Arch. Ard. L 449, L 681, L 940.

4. Arch. Ard. L 128. Procès-verbaux du 10 sept. et du 1^{er} oct. 1793 et lettre du directoire le 10 septembre à la municipalité de Charmes : L. 236.

5. Lettre du département au Mézenc du 27^e jour du premier mois de l'an II, pour lui demander la liste nominative des déserteurs. L. 201.

6. Rapport de Dumonts. Fonds Mazon chr. 19. Lettre du directoire au Comité de Salut public le 9 brumaire, annonçant l'envoi du rapport de Dumonts. L. 201.

leur embrigadement et de les expédier à Carcassonne pour les soustraire à l'attraction du pays natal. Le mal ne fait qu'empirer en prairial ¹, malgré les sanctions sévères prises par les représentants du peuple et les diverses administrations locales.

Partout, on dénonce des attroupements de déserteurs, à Bannes, à Jalès, à Chambonas, aux Vans, à Aubenas, au Béage, à Issarlès ². L'ardent patriote Malignon, procureur de la commune de St-Sauveur de Cruzières, qui les poursuit avec vigueur est victime, le 2 floréal, de leur animosité et de leur vengeance ³. Il est abattu à coups de fusil à l'entrée du village et son cadavre est précipité dans un abîme insondable.

Les procès-verbaux de recherche et d'arrestation se multiplient. Le 30 germinal, en exécution des arrêtés de Guyardin, le département organise une expédition à la Souche avec quatre détachements qui capturent quelques voleurs et 4 ou 5 jeunes soldats insoumis ⁴. Une lettre d'un ami de Gleizal, Vigne, du 27 prairial, rend compte d'une autre opération du côté du Béage. Les troupes rentrent avec une trentaine de prisonniers, tant déserteurs que receleurs ⁵. Plus de soixante sont traduits devant le tribunal criminel dans le courant de prairial ⁶.

Cette chasse continue aussi active en messidor et thermidor, mais de moins en moins fructueuse. Les districts, en désespoir de cause, inscrivent ces déserteurs sur la liste des émigrés, confisquent leurs biens et séquestrent ceux de leurs parents ⁷. Mais, ni ces mesures brutales, ni plus tard les promesses d'amnistie ne les décideront à rejoindre leur corps. Jusqu'à la paix, ils pulluleront dans la montagne, à peu près assurés de l'impunité, car, de moins en moins, la force armée et la gendarmerie oseront s'y aventurer ⁸.

Mais, si les autorités locales s'avèrent incapables de ramener

1. Arch. Ard. L 129. Procès verbaux des 9 ventose, 12 floréal et 9 prairial. Cf) aussi compte rendu décadaire de l'agent national du Tanargue, 3^eme décade de prairial. Arch. Ard. L 882.

2. Cf) L 129, L 201, L 236, L 1 074. Délibérations du district du Tanargue des 3, 4 et 5 floréal. L 863.

3. Délibération de Bannes du 4 floréal, citée dans le procès-verbal de l'administration départementale du 19 floréal. L 130. Arrêté du département du 28 floréal, relatif à l'assassinaat de Malignon. Arch. nat. DIII 14.

4. Fonds Mazon chr. 19. Un de ces déserteurs qui cherche à s'enfuir est tué.

5. Lettre de Vigne à Gleizal. Fonds Mazon chr. 20.

6. Guyardin au Comité de Salut public, 29 prairial. Arch. nat. AF II 195.

7. Arch. Ard. L 131. Procès-verbaux des 27 messidor et 3 thermidor.

8. Comptes décadaires de l'an III. Arch. Ard. L 250. Liste des déserteurs L 449.

au devoir insoumis et déserteurs, elles ne réussissent guère mieux à résoudre les difficultés relatives à l'habillement, à l'équipement et à la subsistance de ces nombreuses compagnies ¹.

Les municipalités livrent quelques vieux fusils de chasse et quelques sabres provenant des citoyens désarmés. Largentière, toutefois, Villeneuve-de-Berg, Joyeuse et Privas, sous l'impulsion des sociétés populaires, prennent des arrêtés énergiques pour contraindre les tailleurs et cordonniers à confectionner rapidement les vêtements et souliers indispensables ². Les districts multiplient les réquisitions et opèrent de grands achats de drap et de cuir ³. De nivôse à floréal, le Mézenc ne paie pas moins de 100.000 livres aux divers négociants de Tournon et d'Annonay, alors qu'il ne verse que quelques milliers de livres aux communes ⁴. Ce sont surtout les soldats qui fournissent eux-mêmes les effets les plus nécessaires. En floréal an II, le Mézenc règle 54 états[qui intéressent plus de 2.000 réquisitionnaires pour une somme de 139.655 livres ⁵. La plupart des recrues, néanmoins, durent partir avec un uniforme incomplet et fort disparate et, presque toutes, sans armes ni équipement ⁶.

La question du ravitaillement était plus épineuse encore. Le paysan, qui déjà s'acquittait mal de ses impôts en assignats dépréciés, refuse de les payer en nature, et les municipalités, qui, en grande majorité, en 1794, n'ont pas encore établi leurs matrices de rôles de 1791, se font les complices de son inertie. ⁷ Le département a beau intervenir pour hâter le versement des grains imposés aux propriétaires terriens, toutes ses prescriptions restent lettre morte ou ne donnent que des résultats décevants.

Les représentants ont recours aux réquisitions, mais la mau-

1. Arch. Ard. L 882. Comptes décadaires du Tanargue sur l'impossibilité de fournir habillement et équipement. Cf L 201. Diverses lettres du département au district du Mézenc, en septembre et octobre. Cf) encore L 689, L 826, L 831.

2. Arch. Ard. L 455, 456, 947. Arrêté du Mézenc du 19 brumaire. L 745.

3. Arch. nat. F12 1468. État des cuirs dans le Mézenc.

4. Arch. Ard. L 830. Dépenses pour l'équipement des citoyens de 1^{re} réquisition du Mézenc.

5. Arch. Ard. L 830. 17 floréal.

6. Le 25 brumaire, le représentant Delbrel envoie de Montpellier au procureur syndic du Tanargue l'ordre de saisir tous les sabres et pistolets. Fonds Mazon F 12. Cf) encore Arch. Ard. L 236. Lettre du directoire au ministre de la guerre, du 11 octobre, pour le supplier de faire délivrer au 4^m bataillon des vêtements pour l'hiver.

7. Arrêtés du département du 8 germinal, L 129, du 3 messidor, L 131. Cf) aussi L 111, rapport des opérations du directoire pour 1793.

vaie volonté du cultivateur est tenace ; devant le prix dérisoire qu'on lui offre, il use de tous les subterfuges pour garder son bétail, son outillage et surtout le produit de sa récolte. Au début d'octobre, Delbrel demande des chevaux pour la cavalerie. Le département prescrit leur envoi au chef-lieu de district avec leur harnachement. Il ne dispense de la réquisition que les chevaux constamment occupés au labourage et les juments poulinières.¹ Les paysans se prévalent de l'exception pour n'expédier que des haridelles inutilisables. Delbrel en rend responsable le directoire et l'oblige à modifier son arrêté du 6 octobre. Chaque arrondissement de juge de paix sera tenu de livrer huit chevaux. S'il ne les trouve pas dans les communes de son ressort, il devra les acheter au dehors. Ils ne lui seront payés au taux fixé par les délégués qu'après réception, mais on refusera toute bête qui n'aurait pas la taille requise. Si on vient à découvrir dans les cantons qui n'auront pas complété leur contingent dans les huit jours des animaux en meilleur état que ceux qui auront été envoyés, ils seront confisqués sans indemnité au profit de la république. Si les propriétaires peuvent prouver qu'ils les ont offerts à la municipalité, la perte sera supportée par les officiers municipaux et la moitié de la valeur sera acquise au dénonciateur.²

Le 27 frimaire, les représentants de Commune affranchie réclamaient 225 bœufs et 75 vaches. Le directoire, tout en déclarant que le pays est incapable de les fournir, en fait cependant la répartition entre les districts. Le 2 floréal, Châteauneuf-Randon exige des charrettes³ pour les transports. Mais, ce sont surtout les demandes de foin, de paille et d'avoine qui se multiplient. Le 25 germinal, l'Ardèche est taxée à 6.000 quintaux de foin, 10.000 de paille et 76.000 boisseaux d'avoine. Le 12 thermidor, elle doit livrer 50.000 quintaux de foin, 25.000 de paille et 20.000 d'avoine ; en fructidor, 19.000 de foin, 3.765 de paille et 6.200 d'avoine.⁴

Inutile d'ajouter que, malgré les invitations du département et

1. Arrêté du département du 6 octobre 1793. L 128. Cf) lettres de Gleizal à Colin, juge de paix de Tournon, sur la levée des chevaux du 17^e jour du premier mois et réponse de Colin, le 15 octobre. Fonds Mazon. chr. 18.

2. Avertissement de Delbrel de Montpellier s. d. aux municipalités chefs-lieux d'arrondissement de juge de paix, inséré dans le procès-verbal du directoire du 15 brumaire. Fonds Mazon F 12. Ces chevaux seront payés à la fin ventôse de 200 à 500 l. Procès-verbal du département du 22 ventôse. L 129.

3. Arch. Ard. L 129 et 130. Procès-verbaux des 11 pluviôse et 12 floréal.

4. Ibidem L 130 et 131. 11 floréal et 25 thermidor. Arrêtés de la commission du commerce et de l'approvisionnement. L 195.

des districts « à déferer aux réquisitions sans calculer les besoins à venir » ¹ et le zèle plus extérieur que réel des sociétés populaires, ces livraisons restent en grande partie en souffrance. Il en est de même pour les pommes de terre, les châtaignes et surtout le blé. Le 14 novembre 1793, le Mézenc somme les communes de Champis et de St-Romain-de-Crussol de voiturer aussitôt l'une 100 sacs de blé, l'autre 50 au magasin militaire de Tournon. Le 21 novembre, c'est au tour de Lalouvesc, St-Pierre-les-Macchabées, St-Symphorien, Guillerand, Etables, St-Victor.... Le 6 nivôse, le district requiert d'urgence les communes voisines de lui expédier 600 quintaux de blé, mais, malgré l'envoi de la force armée à St-Jean-Roure, à St-Agrève, à Rochepaule, l'apport est insignifiant. ² Le 15 décembre, les bourgs et hameaux voisins de Tournon regorgent de troupes et il n'y a de vivres que pour huit jours. Le 14 nivôse, le préposé aux subsistances militaires, Bienvenu, se plaint que les réquisitions ne donnent rien et que le dénuement est absolu. Le 12 pluviôse, le magasin est vide et le district doit subvenir à l'entretien de plusieurs milliers de recrues. Devant l'impossibilité matérielle de leur procurer du pain, il demande le retour temporaire, mais immédiat, dans leurs foyers, des citoyens de première levée. ³

Les résultats de l'été 1794 ne sont pas plus satisfaisants. Le 5 frimaire an III, Delbrel écrit, de Narbonne, à Bienvenu que ses arrêtés relatifs aux subsistances sont « inexécutés d'une manière indécente et dans laquelle on serait tenté de soupçonner une affectation criminelle. » ⁴

III

Les subsistances militaires ne sont pas les seules à causer des alarmes, le ravitaillement de la population civile est un problème plus inquiétant encore pour les autorités locales et, jusqu'à la fin de la Convention, le département va se débattre au milieu de difficultés inextricables.

1. Arch. Ard. L 835. Arrêté du district du Mézenc de prairial.

2. Plaintes des représentants. Procès-verbaux du département de brumaire et frimaire. Arch. Ard. L 128. Procès-verbaux du Mézenc des 14 et 21 novembre, 30 frimaire, 6 nivôse et 12 pluviôse, L 743.

3. Arch. Ard. L 743. Nombreuses lettres de Bienvenu et délibérations du district sur les subsistances militaires. Procès-verbal du conseil général d'administration, 14, 17 et 18 frimaire. L 111.

4. Arch. Ard. L 133. Procès-verbal du 21 frimaire, an III, citant la lettre de Delbrel.

Le 4 août 1793, le directoire, devant la négligence des municipalités à satisfaire à la loi du maximum, prescrit de nouveau le recensement immédiat des grains et farines. Chaque semaine, les communes enverront au district un compte-rendu détaillé et précis de leurs opérations. Pour assurer le contrôle des déclarations, il désigne trois commissaires par canton, chargés de faire des visites domiciliaires. Désormais, les propriétaires seront rigoureusement astreints à obéir aux réquisitions. Ils ne pourront vendre leurs blés et farines que sur les marchés publics et ils ne devront en délivrer qu'aux boulangers et aux particuliers munis de certificats de leur municipalité. ¹

Mais, si impératif que soit l'arrêté du 4 août, il n'est pas mieux exécuté que les précédents. Le 8 octobre, le directoire n'a encore reçu de réponse que de 96 municipalités sur 340. Pas une seule n'avoue d'excédent, toutes déclarent un déficit que l'administration évalue pour l'ensemble du département « à 469.000 setiers. » La situation est d'autant plus grave que tous les greniers du dehors sont désormais fermés. Depuis la révolte du Lyonnais, pas un seul sac de blé n'est descendu de la Bourgogne et de la Franche-Comté, qui étaient les fournisseurs habituels du Vivarais. La Drôme et la Haute Loire, d'où il tirait encore quelques denrées viennent, à leur tour, de proscrire toute exportation. ²

Le pays, qui n'a jamais produit du blé pour plus de six mois, est donc réduit à ses seules ressources. Sans doute, la récolte de 1793 a été bonne ³, mais la difficulté est de décider le paysan à se dessaisir de ses grains. Depuis de longs mois déjà, il se défiait des assignats et ne s'était jamais résigné qu'à contre-cœur à céder son blé pour du papier. A présent, il se refuse ⁴ absolument à faire la moindre livraison au prix du maximum.

Au début, cependant, l'application de la loi du 4 mai provoque dans les localités qui avaient des réserves une diminution sensible du prix du pain. A Joyeuse, la municipalité, le 19 octobre 1793, abaisse le tarif du pain blanc à 4 sols la livre, au lieu de 9, et du

1. Arch. Ard. L 127. Arrêté du 4 août 1793.

2. Arch. Ard. L 236. Lettre du 8 octobre du département au ministre de l'intérieur.

3. Le département affirme, cependant, dans une lettre à Gleizal, le 12 fructidor an II, que la récolte ordinaire ne peut couvrir que le tiers des besoins, L 211.

4. Lettre du frère de Gleizal à Gleizal, le 14 octobre 1793. Fonds Mazon, chr. 18.

pain bis à 2 sols ¹ 6 deniers. Largentière, le 14 octobre, se contente de le réduire à ² 6 sols. L'opération se traduit par une perte considérable pour les villes qui avaient formé des greniers d'abondance. A Annonay, elle dépasse 8.700 livres. ³ Malheureusement les provisions s'épuisent vite et il est impossible de les reconstituer.

La désertion des marchés est générale. A la foire du 21 décembre 1793, aux Vans, il n'y avait ni grains, ni châtaignes, ni cochons gras ⁴. Tournon, Annonay, Privas, Aubenas, Joyeuse, Vernoux, Le Cheylard souffrent du même dénuement et assaillent le département de leurs doléances ⁵. Quelques cantons, comme St Péray et Vesseaux, dans l'espoir de détourner à leur profit la circulation des denrées, profitent de la loi du 14 août 1793 pour créer de nouveaux marchés dans leur sein. Le directoire les supprime, sans que la situation des anciens s'améliore ⁶. Ni les mesures de rigueur, ni les visites domiciliaires, ni les primes à la délation ne parviennent à briser la résistance passive du producteur. Rien ne peut le contraindre à ouvrir les cachettes où il a serré ses grains et à reprendre les échanges suspendus ⁷. Les ordres formels des représentants se heurtent à la même inertie. Boisset, le 12 nivôse, autorise les Vans à se pourvoir de blé à St-Alban et aux environs. L'arrêté porte qu'on n'a qu'à se présenter et à payer. Mais, malgré l'escorte de dragons qui accompagne les commissaires, les acheteurs doivent rentrer les mains vides ⁸.

Pour éviter les accaparements, dès le début de novembre, le directoire défend aux simples particuliers de s'approvisionner, pour plus d'un mois, même avec un bon de leur municipalité. Le 28 octobre, la société populaire d'Annonay limite à « une quarte par semaine » l'achat de blé autorisé pour une famille de cinq personnes ⁹.

1. Fonds Mazon F. 12. Délibération du conseil général des 18 août et 19 octobre 1793. Le 25 octobre, il est obligé de relever le prix du pain bis à 3 s. chez les boulangers et à 3 s. 6 d. dans les auberges.

2. Arch. Ard. L 1052.

3. Délibérations de la société populaire. Rostaing p. 278.

4. Arch. des Vans. Tallon. Histoire des Vans T. III p. 324-327.

5. Procès-verbaux du directoire L 128, du Mézenc L 743, du conseil général d'administration en frimaire L 111.

6. Arch. Ard. L 128, procès-verbal du 23 brumaire.

7. Lettre de Guyardin au Comité de Salut public du 10 prairial. « Des commissaires ont parcouru les communes et leurs recherches n'ont presque rien produit ; cependant, il existe sûrement des grains. Arch. nat. A F n 195. Lettre de Brun de Chassiers à Gleizal, le 16 nivôse. Fonds Mazon chr. 18.

8. Arch. des Vans, citées par Tallon T, III p. 330.

9. Arch. Ard. L 128. Foncer. Mémoire sur le haut-Vivaraïs. T II p. 169-170.

Un peu partout, on prescrit la confection d'une seule espèce de pain, « le pain de l'égalité ».

Ces diverses mesures n'empêchent pas le pain de manquer dans les principaux centres. Le 25 octobre 1793, Largentière ne possède plus un seul sac de farine ¹. Privas se trouve dans le même dénuement, le 2 novembre ². A Annonay, le 31 octobre, la société populaire donne l'ordre aux boulangers de ne cuire désormais du pain que pour les seuls indigents qui n'ont pas les moyens de se procurer des grains ³. Le 12 pluviôse, malgré ces restrictions, la ville n'a plus de vivres que pour deux jours ⁴. Aubenas, le 8 avril 1794, déclare que ses dernières réserves seront épuisées dans deux décades ⁵. A Beauregard, on rationne sévèrement les détenus. ⁶ A Viviers, le comité de surveillance se plaint que les prisonniers absorbent toutes les provisions ⁷. Le Coiron insiste auprès du département ⁸ pour qu'il oblige le Tanargue et le Mézenc à fournir les blés nécessaires à la subsistance de leurs suspects, incarcérés à Viviers et Bourg-St-Andéol.

La population s'inquiète et s'agite. Les communes rurales s'opposent au transport des grains hors de leur territoire ⁹. Le département envoie des lettres angoissées au ministère de l'intérieur. « La famine est prête à nous dévorer, si vous ne venez promptement à notre secours ». Il supplie Gleizal d'user de son crédit auprès de la Convention et du Comité de Salut public. Il fait appel à la commisération des représentants en mission. Le 27 nivôse, Lespinasse leur écrit : « Notre détresse est à son comble et déjà, dans nombre de communes, on est obligé de réduire les citoyens à une ration de pain bien modique. » ¹⁰ Le 26 octobre, Châteauneuf-Randon et

1. Arch. Ard. L 1052. Procès-verbal du « 4^e jour au 2^e mois de l'an II ».

2. Arch. Ard. L 128. Procès-verbal du directoire du 12^e jour du 2^e mois.

3. Rostaing p. 270. Cf) aussi Joyeuse le 20 novembre. Fonds Mazon F 12.

4. Arch. Ard. L 743. Délibération du Mézenc du 12 pluviôse.

5. Arch. Aubenas, citées par Volane. Aubenas p. 31.

6. « Rapport fait au nom de la commission de Tournon, le 30 pluviôse an III », sur les délations faites contre cette commune. impr. 117 p. Tournon p. 53. Cf) aussi Arch. Ard. L 111.

7. Arch. Ard. L 635. Lettre du comité de Viviers du 17 thermidor.

8. Arch. Ard. L 132. Procès-verbal du directoire du 10 fructidor II. Cf) aussi L 550. Lettre de Flauguergues, agent national du Coiron, au département, du 9 fructidor.

9. Nombreuses pétitions de particuliers du Mézenc qui voudraient faire voiturier à leur résidence les grains qu'ils possèdent dans diverses communes. Arch. Ard. L 743.

10. Arch. Ard. L 236, lettre du 8 octobre. L 211, lettre du 27 nivôse.

Maignet, émus de ces récriminations, consentent au directoire une cession de grains sur les greniers militaires de St-Agrève et St-Di-dier pour secourir les misères les plus urgentes ¹. Ce n'était qu'un palliatif bien passager.

En novembre, le directoire convoque à Privas une réunion générale des sociétés populaires du département, pour étudier ce grave problème des subsistances. Si les administrateurs ne se reconnaissent pas le droit, comme le leur suggère l'assemblée, de disposer de l'argent des caisses publiques, ils adhèrent, du moins, à la proposition de réaliser des emprunts et de solliciter des secours du gouvernement pour faire des achats dans les pays mieux pourvus ².

Trois commissaires : Durepaire, Salles et Meynot partent, à la fin brumaire, pour la Côte d'Or et l'Ain. Le succès semble d'abord favoriser l'entreprise. Le 12 nivôse, le département reçoit une lettre encourageante de Durepaire et il se hâte d'établir des greniers de réception et de distribution à Serrières, Tournon, Lavoulte, Baix, Le Teil et Bourg-St-Andéol. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. L'activité de Durepaire se heurte à la mauvaise volonté des corps administratifs de la Côte d'Or. Bien loin de faciliter sa mission, ils le renvoient avec dédain à se pourvoir sur les marchés, qui sont aussi peu approvisionnés que dans l'Ardèche. Durepaire se retourne alors du côté de la commission des subsistances créée par la Convention. Il se rend à Paris et, grâce à l'appui de Gleizal et Dumonts, il parvient à obtenir, le 17 nivôse, 30000 quintaux de blé à prendre sur le produit des réquisitions dans la Côte-d'Or. Le 2 pluviôse ³, on annonce que les grains sont prêts à St-Jean-de-Losne. Les commissaires Rochegude et Meynot partent avec 450000 livres ⁴ pour en prendre possession, pendant que les administrateurs en font la répartition entre les 3 districts.

Mais l'attente se prolonge et aucune barque ne descend le Rhône. Un mois et demi plus tard, le 30 ventôse, les commissaires sont de retour. Tous leurs efforts et toutes leurs sollicitations ont été inutiles. La Côte d'Or a refusé d'obtempérer à l'arrêté de la commission des subsistances. Au lieu de blé, Rochegude n'a pu

1. Procès-verbal du directoire. Arch. Ard. L 128 et Fonds Mazon chr. 18.

2. Arch. Ard. L 128, 27 brumaire. Le 10 février 1794, Aubenas a déjà réuni 40000 livres et 115000 le 10 mars pour acheter du blé. Volane p. 31.

3. Arch. Ard. L 129. Procès-verbaux, 12 et 28 nivôse, 6 et 13 pluviôse.

4. Procès-verbaux des 14 pluviôse L 129, 21 brumaire et 1^{er} frimaire III. L 133.

acheter que quelques charges de légumes ¹. L'Ardèche, le 1^{er} et le 12 germinal, dénonce avec indignation cet acte de désobéissance et d'insubordination au Comité de Salut public et le presse d'intervenir. Les besoins du pays sont extrêmes et ces 30.000 quintaux ne sont qu'un appoint très insuffisant contre la disette qui sévit cruellement ².

A la suite de nouveaux ordres, le département avait déjà emmagasiné 22.000 quintaux de ce blé si impatiemment attendu, quand brusquement, le 3 thermidor, la commission des subsistances, prenant prétexte de la récolte de 1794 et des nouvelles sources de ravitaillement ouvertes au Vivarais, annule le reste de la réquisition ³.

Le 16 germinal, en effet, elle avait autorisé l'Ardèche à prélever 25.000 quintaux et, quelques jours plus tard, 50.000 ⁴ sur les premiers 300.000 quintaux qui arriveraient dans les ports de la Méditerranée. Le 18 messidor, une lettre d'Arles prévient les administrateurs que les grains sont à leur disposition ⁵. Mais, comme pour la Côte d'Or, des difficultés de toute nature surgissent et, en brumaire an III, le département attendra encore la première livraison⁶. Il fut plus heureux avec l'arrêté du 21 fructidor ⁷ qui l'autorisait à acheter 6.000 quintaux aux entrepôts de Cette. Malgré la mauvaise volonté des voituriers, qui refusent de transporter les grains au prix du maximum, et un déchargement malencontreux à Beaucaire, ⁸ à la fin de frimaire, il peut disposer de la majeure partie de ces blés ⁹.

1. Cf) Lettres à la commission des subsistances les 2 et 11 ventôse. Arch. Ard. L 211. Le département, au lieu de blé, reçoit 3870 livres de savon dont personne ne veut. Cf) procès-verbaux des 26 nivôse, 21 et 25 et 28 pluviôse et 1^{er} germinal. Arch. Ard. L 129.

2. Ibidem. Cf) aussi L 211. Nombreuses lettres du département à Gleizal, en germinal et floréal, pour lui demander son appui.

3. Arch. Ard. L 195. Comptes-rendus du département, de messidor et thermidor.

4. Arch. Ard. L 211. Lettre de Gleizal au département, du 7 floréal, et lettre du département à Guyardin, le 28 prairial. Cf) aussi L 195.

5. Arch. Ard. L 131. Procès-verbal du 21 messidor.

6. A la fin de thermidor, le département n'a aucune nouvelle des commissaires qu'il a envoyés à Arles. Arch. Ard. L 195. Le 29 thermidor, il expose au représentant Meaulle la détresse des 3 districts. Arch. Ard. L 211. Rapport des commissaires envoyés à Arles, cité dans le procès-verbal du directoire du 17 brumaire III. Arch. Ard. L 133.

7. Transcription de l'arrêté, le 29 fructidor. Arch. Ard. L 132.

8. Lettre d'Astier et Vivien, commissaires du département, insérée dans le procès-verbal du 1^{er} frimaire. Lettre de Lespinasse, du 7 frimaire, annonçant le déchargement de 3000 quintaux, pour éviter l'avarie des grains. Protestation du département contre cette décision le 13 frimaire. Arch. Ard. L 133.

9. Une partie cependant avait été saisie par Avignon et Pont-St Esprit. Ar-

C'était à peine 30.000 quintaux que rapportaient au pays, en un an, les diverses interventions du département et des districts et leurs multiples démarches auprès des représentants et de la commission des subsistances. Ce faible secours n'aurait pas empêché la population de mourir de faim, si elle n'avait dû compter que sur la sollicitude de l'autorité administrative.

Aussi, chaque centre s'efforce-t-il de résoudre lui-même le problème de sa propre subsistance. Les sociétés populaires en font le principal sujet de leurs délibérations. Dans le registre d'Annonay, on ne relève pas moins de 50 arrêtés, en l'an II, qui touchent à cette grave question du ravitaillement. La société envoie des commissaires en Dauphiné qui, grâce à leurs relations personnelles et commerciales, réussissent à conclure un certain nombre de marchés. Les citoyens aisés, Mignot, Fournat, Duret, Peyron, consentent de fortes avances et, le plus souvent, la municipalité revend le blé à perte aux miséreux ¹.

Mais les assignats subissent une telle dépréciation et suscitent tant de préventions qu'il faut avoir recours à une autre monnaie. Peu à peu, on revient à l'usage du troc. On échange des produits industriels comme le papier, les étoffes, la soie ou des denrées comme le vin et l'huile contre du blé ².

Ce n'était encore là que des expédients bien précaires. Le véritable pourvoyeur du pays fut le commerce clandestin, en fraude de la loi. Devant le refus du cultivateur de céder ses denrées au prix du maximum et devant l'échec des réquisitions et des autres mesures de contrainte, il fallut bien se résoudre à subir ses exigences ³. Comme on ne trouve rien sur les marchés ni dans les magasins publics, on achète à domicile, dans les arrière-boutiques, sur les chemins. Les prix sont exorbitants, mais les revendeurs sont nombreux. La consommation a baissé et la marchandise ne manque pas. Il en vient même des provinces voisines. Un trafic très actif et fort rémunérateur pour les intermédiaires s'établit.

Les villes, qui avaient intérêt à acheter au prix du maximum,

rêté du représentant Debry du 16 pluviôse III, pour faire restituer ces grains. Arrêté inséré dans le procès-verbal du 18 pluviôse. L. 134.

1. Rostaing p. 270, note, et 273.

2. Joyeuse, le 9 nivôse, propose à Langogne, à Pradelles et au Puy du vin pour du blé. Fonds Mazon F 12.

3. Aubenas, le 8 avril 1794, un membre du conseil général déclare qu'il faut chercher le blé « où il est et au prix qu'il est ». Volane p. 32.

élèvent bien, au début, quelques protestations.¹ Les sociétés populaires prennent des arrêtés sévères ; les comités de surveillance fulminent contre cette cupidité égoïste et criminelle². Mais, ils ont beau déclarer suspect quiconque violerait « la loi bienfaisante du maximum, en vendant ou en achetant à un taux plus haut que celui fixé par la loi »³, la nécessité était la plus forte et ventre affamé se souciait peu de la légalité. D'ailleurs, non seulement les municipalités de campagne sont de connivence avec les paysans, mais les membres des sociétés populaires et des comités⁴, en dépit des anathèmes obligés contre les accapareurs, les affameurs et les riches égoïstes, sont les premiers, une fois à l'abri des regards indiscrets, à passer outre à la loi du maximum.

Les négociants condamnent le maximum parce qu'il supprime la liberté du commerce, les paysans parce qu'il les contraint à céder à vil prix leurs produits, les ouvriers et les artisans⁵ parce qu'il entraîne la pénurie, la disette et la famine. Tout le monde en souffre et tout le monde a intérêt à le violer, mais aussi tout le monde devient de plus en plus hostile au gouvernement qui l'a établi et aux patriotes qui le soutiennent.

Les autorités, qui se rendent compte de ce mécontentement général, s'efforcent de donner le change en accusant de cette perversion de l'esprit public les contre-révolutionnaires et les fanatiques. Elles confondent dans la même condamnation fédéralistes et aristocrates, modérés et émigrés, nobles et prêtres et elles mènent une vive campagne contre tous ces ennemis avoués ou secrets du gouvernement révolutionnaire.

IV

Le décret du 14 frimaire, en prescrivant une épuration géné-

1. Adresse d'Aubenas à la Convention, le 25 novembre 1793, citée par Volane Aubenas p. 30.

2. Le comité de Privas, le 19 octobre 1793, dénonce à Boisset les paysans qui vendent les porcs gras 100 livres le quintal, alors que le prix fixé est 47 livres. Arch. Ard. L 1129. St-Marcel se plaint en ventôse du commerce frauduleux des grains qui se fait la nuit. Arch. Ard. L 1145. Cf) aussi lettre de l'agent national du Tanargue du 29 prairial. Arch. Ard. L 887.

3. Société populaire d'Annonay. Rostaing p. 277-278.

4. Lettre du comité de Naves, le 30 messidor, à l'agent national du Tanargue. Il déclare nettement que le maximum est impossible et que. « si le prix du blé est effrayant, on est bien aise d'en trouver ». Arch. Ard. L 879.

5. Les journaliers, eux aussi, sont mécontents, car leurs salaires ont été taxés trop bas. Le 5 messidor, à Joyeuse, ils gagnent de 15 à 25 sols, par jour, s'ils sont nourris et de 35 à 55, non nourris. Fonds Mazon F 12.

rale de tous les fonctionnaires, mettait entre leurs mains une arme redoutable pour réduire à l'impuissance et écarter des postes administratifs les éléments suspects qui auraient pu s'y infiltrer.

Les membres du directoire, dans l'espoir que cette épuration se fera au détriment de leurs adversaires, pressent les divers représentants de se rendre dans le département. Lespinasse et Chabal, en frimaire et nivôse, assiègent de sollicitations Châteauneuf-Randon, qu'ils supposent mieux disposé pour les Jacobins que Boisset et Reynaud. À les entendre, l'opération est urgente ; toutes les administrations regorgent de fédéralistes, d'aristocrates et de royalistes. ¹,

Les premières épurations sont l'œuvre des conseils des districts ² et des communes, mais, de l'avis même de Guyardin, elles n'ont pas été sérieuses. « La condescendance et quelquefois la crainte ont dicté les suffrages » ³. Le contrôle de Guyon et Delau, en nivôse et pluviôse ⁴, a été plus minutieux et plus strict, mais leur mission était trop temporaire pour ce travail de longue haleine.

Aussi, dès son arrivée dans l'Ardèche, Guyardin prescrit-il l'épuration nominative de tous les titulaires des postes administratifs ⁵. Pour mieux connaître le sentiment de la population, il tient à présider, lui-même, les séances, dans un grand nombre de localités. Il ne se borne pas, d'ailleurs, à confier cette œuvre d'élimination aux membres des sociétés populaires, il fait appel à tous les témoignages et invite « tous les citoyens à s'expliquer sur tous les fonctionnaires publics » ⁶.

Malgré ces précautions, le résultat fut assez bénin. Soit que la population fût hostile aux Jacobins et favorable aux modérés, soit qu'elle se désintéressât de leurs rivalités, les exclusions furent rares.

Le 9 germinal, les Annonéens ont à se prononcer sur le civisme de 109 fonctionnaires de la commune, du district et du département. Ils s'abstiennent de porter un jugement sur 9 d'entre eux en alléguant leur incompétence. Un seul, l'ingénieur Périolas est « re-

1. Arch. Ard. L 211. Lettres des 12, 13 et 21 nivôse.

2. Dans le Mézenc, elles commencent le 7 nivôse. Arch. Ard. L 743.

3. Arch. nat. A F II 191. Lettre de Guyardin au Comité de Salut public, de Privas, le 13 ventôse.

4. Arch. nat. A F II 87. Procès verbaux du directoire, 23, 25 nivôse et 8 pluviôse. L 129. Lettre du Guyardin au Comité, 20 pluviôse. Arch. nat. A F II 190.

5. Proclamation de Guyardin, le 1 ventôse. Arch. Ard. L 255 et Fonds Mazon. Chr. 20.

6. Lettre de Guyardin du 13 ventôse, déjà citée.

jeté pour cause de négligence »¹. Le verdict des Vans, de Largen-tière, de Jaujac, d'Aubenas n'est pas plus rigoureux. La plupart des assemblées acceptent les listes existantes². Elles ne proposent que de rares modifications, presque toujours dictées par l'esprit de représailles. Si le Cheylard déclare l'accusateur public, Marcou, indigne de sa confiance, c'est pour le punir d'avoir dénoncé la commune comme un repaire de fédéralistes³. Privas, de son côté, ne pardonne pas à l'administrateur Durepaire⁴ ses intrigues pour obtenir le transfert à Bourg-St-Andéol du chef-lieu du département.

Il était, d'ailleurs, difficile de pourvoir aux postes vacants. Nul ne se souciait de briguer des charges, aussi absorbantes que dange-reuses, et tous ceux qui pouvaient arguer d'un prétexte d'incompa-tibilité s'empressaient d'abandonner leurs fonctions administrati-ves⁵. Le Tanargue, en quelques mois, verra se succéder 5 agents nationaux de district⁶. La désertion eût été plus générale encore, si beaucoup n'eussent été retenus par la crainte d'encourir la suspi-cion. Reynaud, le 23 novembre 1793, écrit au Comité de Salut pu-blic qu'il est plus facile de révoquer un fonctionnaire que de le rem-placer⁷. « Les vertus civiques semblent avoir fait divorce avec la li-berté ».

La lutte contre les royalistes aurait soulevé moins de scrupu-les, mais elle n'avait plus d'objet. Depuis l'échec de Saillans, aucun partisan de la monarchie n'ose lever la tête⁸. A défaut de royalis-tes militants à réprimer, il restait à appliquer les lois votées con-tre les émigrés et les suspects. Sur la dénonciation des communes et des districts, le directoire avait publié une première liste d'émi-

1. Registre de la société populaire. Procès-verbal d'épuration du 9 germinal publié par Rostaing p. 255-260.

2. Fonds Mazon. Chr. 19.

3. Arch. nat. A D xvi 20. Procès-verbal de la société populaire du Cheylard, du 15 ventôse.

4. Procès-verbal du directoire 25 floréal. Arch. Ard. L 130.

5. Dans le Coiron, presque tous les administrateurs optent pour d'autres fonctions. Arch. Ard. L 570. Procès-verbal du conseil administratif du 8 nivôse et du 21 ventôse. Il en est de même dans le Tanargue. L 862. Cf) aussi les efforts de Bouzon pour sortir du directoire. Ses lettres à Gleizal. Fonds Mazon chr. 18 et 20.

6. Compte décadaire du Tanargue, 30 germinal. Arch. Ard. L 882.

7. Lettre de Reynaud. Arch. nat. A Fii 186.

8. Cependant, Crégut et Moutet, anciens partisans de Saillans, sont pris et fusillés le 6 octobre 1793. Lettre de Lespinasse à Gleizal le 9 octobre. Fonds Ma-zon chr. 18. Le 22 fructidor, Dominique Allier est capturé sur les confins de l'Ar-dèche et du Gard. Cf) Lettres de Perrin au Comité de Salut public les 9, 10 et 11 septembre 1794. Arch. nat. A Fii 196. Lettre de la municipalité de Pont-Cèze au Tanargue, du 22 fructidor. Fonds Mazon chr. 21.

grés, le 22 avril 1793 ¹. Elle sera suivie de 7 suppléments, dont 6 seront imprimés avant la fin de l'an II ². S'il fallait en croire ces divers tableaux, l'Ardèche, avant le 9 thermidor, aurait vu partir pour l'étranger près de 380 personnes, mais les informations du département sont très sujettes à caution.

Outre que, sur la protestation des intéressés, une cinquantaine de noms sont rayés, au moins provisoirement, durant la même période, il n'est pas rare que le même individu soit porté sur la liste de 2 ou 3 districts. Une trentaine de nobles y figurent en raison des propriétés qu'ils possèdent dans le département, mais ils n'ont jamais résidé dans le pays. Souvent on inscrit, pêle-mêle, avec des royalistes, des suspects, des fédéralistes, des déserteurs ³ qui n'ont pas quitté la région ou qui servent dans les armées de la république. Sur près de 120 prêtres réfractaires, notés comme émigrés, plus des trois quarts n'ont jamais franchi la frontière. D'autres, comme Picansel, le curé d'Annonay, ne l'ont fait qu'en vertu de la loi du 26 août 1792. Il est vrai qu'en retour l'administration n'a pas soupçonné certaines émigrations que les municipalités complices avaient intérêt à ne pas dénoncer ⁴. En somme, il ne semble pas qu'il y ait eu dans l'Ardèche plus de 200 à 210 émigrés. La plupart sont des gentilshommes ou des jeunes gens qui, parfois, pour sauver leur vie menacée, mais, le plus souvent, par haine de la Révolution ou simplement par gloriole ou entraînement, sont allés rejoindre l'armée de Condé ⁵.

Les décrets prescrivaient la confiscation et la vente de leurs propriétés au profit de la nation et mettaient à la charge des parents la solde, l'entretien et l'habillement de deux soldats par fils émigré. Les autorités locales, malgré les sommations des districts et des représentants, ne font pas preuve de beaucoup d'empressement pour établir le séquestre de ces biens. Le 23 thermidor, la municipalité de Vals n'a encore envoyé aucun procès-verbal ⁶. Le 19 pluviôse,

1. Arch. Ard. L126.

2. Le 6^me supplément est daté du 18 ventôse an II et le 7^me du 6 brumaire an III. Placards imprimés. Impr. Guillet. Privas. Fonds Mazon. chr. 19.

3. Arch. Ard. L 638 et 639, L 794 et L 904.

4. Le 10 germinal, le département somme encore les communes de lui faire connaître les émigrés de leur ressort. Arch. Ard. L 129.

5. Dereboul, ex-législateur, de Bourg-St-Andéol, a 4 fils émigrés ; Beaud, de Bourg-St-Andéol, et Gaillard, de Desaignes, 5 ; Bouvier Cachard, de St-Péray, 3, la veuve Farconnet, de Tournon, 2.

6. Arch. Ard. L 641 et L 1171.

Lavoulte déclare qu'il n'y a pas lieu de saisir les biens de Tardy, vu qu'il a fait son possible pour empêcher son fils d'émigrer ¹. Thuetyts agit de même à l'égard de Teissier et de Durand, le 2 et le 6 nivôse ². Beaucoup de communes se dispensent de répondre ³.

Les parents, de leur côté, ont recours à toutes les ressources de la chicane pour échapper aux rigueurs de la loi. Le 30 fructidor, Bouvier Cachard, qui a trois fils émigrés, n'a encore rien versé pour les années 1792 et 1793. Il déclare au département que, ses biens étant séquestrés par application du décret du 17 frimaire, il n'a aucun fonds disponible ⁴.

Pour retarder l'ouverture des enchères, des amis complaisants produisent des baux à long terme, des ventes fictives, de multiples reconnaissances de dettes ⁵. A Annonay, un membre du tribunal du Mézenc, Chabert, est toujours en quête de prétextes pour faire différer les adjudications et, pendant plusieurs mois, pas une seule vente ne pourra avoir lieu ⁶. En thermidor, le Tanargue dénonce encore les coalitions de parents pour écarter les enchérisseurs et obtenir, à vil prix, le bail de ces propriétés ⁷. Les femmes des émigrés intentent des actions en séparation de biens. Quelques-unes profitent de la loi du divorce pour faire prononcer la dissolution de leur mariage et sauvegarder leur fortune ⁸. Les représentants en mission et les administrateurs se plaignent amèrement de ces actions dilatoires qui portent un grave préjudice à la nation.

Le Coiron, toutefois, parvient plus facilement à déjouer ces subterfuges et, vers la fin de l'an II, la progression des ventes est assez active dans son ressort. Alors qu'en floréal le produit des liquidations du Mézenc et du Tanargue ne s'élève encore qu'au chif-

1. Arch. Ard. L 1186. Procès-verbal du comité de surveillance.

2. Comité de Thuetyts. Fonds Mazon F 12.

3. Arch. Ard. L 128. Procès-verbal de l'administration. 21 frimaire.

4. Ibidem L 132. 30 fructidor Cf) aussi L 589. Le 19 germinal, le Coiron invite Malmazet à verser 1767 l. 16 s. Le 9 floréal, la veuve Farconnet demande à bénéficier de l'exception prévue. Arch. nat. D III 14.

5. Arch. nat. F IC III Ard. 6. 4 Vendémiaire III. Arch. Ard. L 129, 130 et 132. procès-verbaux des 23 et 25 ventôse, 10 et 16 germinal. Lettres de Boisset du 3 et 5 octobre 1793. Arch. nat., A FII 98. Plaintes du Coiron, au sujet des entraves que les parents des émigrés mettent à la vente de ces biens, 25 germinal. Arch. nat. D III 13.

6. Filhol. Histoire d'Annonay T III p. 203.

7. Arch. Ard. L 882. Compte rendu du Tanargue, 3^{me} décade de thermidor.

8. A Aubenas, en thermidor. Arch. Ard. L 1074, à Lavoulte, le 30 messidor. L 1186.

fre dérisoire de 143.000 livres pour le premier et 118.000 pour le second, le Coiron peut se vanter d'avoir fait rentrer, à lui seul, à cette date, plus d'un million dans les caisses de l'Etat ¹.

C'est encore dans le Coiron qu'on constate le zèle le plus ardent et parfois le plus intransigeant dans la lutte contre les suspects. La loi du 17 septembre 1793 englobait dans la même suspicion les partisans de la tyrannie et du fédéralisme, les fonctionnaires suspendus ou destitués, les ci-devant nobles et parents d'émigrés, et, enfin, tous ceux qui n'avaient pas obtenu de certificat de civisme ou qui ne pouvaient justifier de l'accomplissement de leurs devoirs civiques ².

C'était aux comités de surveillance que revenait le soin de les découvrir et de pourvoir à leur arrestation. Avec des motifs aussi vagues, pour peu que la loi fût exécutée avec rigueur, les listes risquaient de s'allonger indéfiniment. Mais l'activité des comités est fort variable. Dans le Mézenc, les dénonciations sont très rares. En frimaire, le district n'a pas encore reçu avis d'une seule réclusion ³. Le 13 germinal, Tournon ⁴ signale 16 détenus, dont 14 prêtres. Presque tous ont été incarcérés, en nivôse et pluviôse, par ordre des délégués Guyon et Delau. En thermidor, c'est à peine si les divers tableaux permettent d'identifier une soixantaine de suspects du haut Vivarais et près de la moitié sont des prêtres réfractaires.

La plupart des communes rurales, où les paysans tiennent à vivre en bonne harmonie avec leurs voisins, sont tout aussi modérées. A toutes les demandes d'information, les comités de surveillance répondent que les lois sont exécutées avec ponctualité, que la population est attachée aux idées nouvelles et qu'ils ne connaissent aucun ennemi de la Révolution ⁵. Le district du Coiron proteste, à maintes reprises, contre leur manque de vigilance et les prend parfois en flagrant délit de mensonge. St-Pierreville, qui n'avoue aucun suspect ⁶, a cependant trois de ses concitoyens en prison pour attroupement séditieux et crime de fanatisme ⁷.

1. Compte décadaire du département, 3^me décade de prairial. Arch. Ard. L 195. En frimaire an III, le produit des enchères pour l'ensemble du département dépasse 2 millions, dont près des deux tiers pour le Coiron. L 195.

2. Réimpr. du Moniteur T. 17 p. 680-681.

3. Arch. Ard. L 301.

4. Arch. Ard. L 1169. Ils appartiennent au canton de Tournon et de Lamas tre. St-Péray, de son côté, avoue 8 suspects qui, presque tous, sont élargis en pluviôse Arch. Ard. L 1152.

5. Plus de la moitié des comités de surveillance ne dénoncent personne.

6. Lettre du Comité de St-Pierreville du 9 germinal. Arch. Ard. L 1153.

7. Lettre de l'agent national du Coiron au comité de St-Pierreville, le 24 germinal. Arch. Ard. L 589.

Dans les villes du bas Vivarais, malgré le modérantisme souvent dénoncé de Privas et d'Aubenas ¹, les passions politiques sont plus vivaces et la lutte plus violente. Largentière, Villeneuve-de-Berg, Joyeuse et surtout Bourg-St-Andéol se distinguent par leur ardeur jacobine et leur acharnement à poursuivre les contre-révolutionnaires et les fanatiques.

A Largentière, du 5 au 18 septembre 1793, le comité déclare suspects une trentaine d'individus. Neuf sont internés au château pendant que leurs femmes et filles, au nombre de 12, restent en surveillance dans leurs maisons ; 8 autres sont laissés provisoirement en liberté ². Quelques jours plus tard, les patriotes étendaient encore leur sévérité sur 42 personnes du canton ³. Le 8 septembre, la société populaire dénonçait, comme une insulte à l'égalité, la réclusion des aristocrates dans les beaux appartements du château et invitait la municipalité à les enfermer dans la tour. Le 10 septembre, le maire rassurait les susceptibilités des sans-culottes et, le 17, il proscrivait toute communication avec le dehors ⁴. Peu à peu, toutefois, les idées d'humanité prévalent et un certain nombre de détenus achètent la sympathie du comité et leur élargissement par la cession gratuite de quelques sacs de blé aux miséreux de la commune ⁵. Au mois de mars 1794, la liste des suspects de Largentière est réduite à 12 noms ⁶.

Le comité de Villeneuve-de-Berg consigne, lui aussi, chez eux, une quarantaine d'adversaires politiques, avant de les envoyer à Viviers ⁷.

La municipalité de Joyeuse, à son tour, fait séquestrer au couvent de l'Oratoire, dès le 11 septembre, 21 aristocrates, « par provision et en attendant l'établissement d'un comité de surveillance ».

1. Jusqu'en germinal, le comité d'Aubenas ne décide que 4 arrestations. Arch. Ard. L 1077.

2. Arch. Ard. L 1052. Cf) aussi lettre du département à la municipalité de Largentière, le 8 septembre 1793. L 201.

3. Délibérations du comité de Largentière, Fonds Mazon F 18.

4. Délibérations de la société des 8.10 et 18 septembre. L 1052. De nouvelles dénonciations ont encore lieu les 9 et 10 octobre.

5. Le 4 novembre, la société envoie au comité une proposition de mise en liberté du citoyen St-Pierre ville qui a prêté 6 setiers de seigle à la Commune. L 1052.

6. Rapport du comité de surveillance, du 22 mars 1794, sur les motifs d'emprisonnement. Fonds Mazon F 18.

7. Listes des détenus à Viviers ou consignés chez eux, Arch. Ard. L 1180 et 1177. Du 3 thermidor an II au 6 brumaire an III, 19 suspects de Villeneuve-de-Berg sont élargis. Arch. Ard. L 635.

Une douzaine d'autres, surtout des femmes, sont internés dans leurs demeures. Plusieurs, cependant, parviennent à se justifier et sont remis en liberté. Le 20 septembre, quelques autres obtiennent l'autorisation de sortir pour vaquer à leurs affaires ¹. Après la destitution de la municipalité et du comité par Reynaud, le conseil général de la commune, le 20 frimaire, finit par les élargir. Il accorde même des certificats de civisme à ceux qui sont en détention chez eux ou à Viviers. Mais, le 7 pluviôse, après la suspension des arrêtés de Reynaud, Châteauneuf-Randon en fera réincarcérer un certain nombre ².

Le plus violent de tous ces comités, le plus intraitable, qui proteste contre toute velléité pacificatrice et qui prescrit le plus d'arrestations, est sans contredit celui de Bourg-St-Andéol. Le 17 septembre, il dénonce 30 individus et invite Boisset à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les braves patriotes de la société populaire et du comité « ne soient pas exposés au ressentiment des ennemis du bien public ». Le 30 septembre, il leur assigne pour prison l'église Sainte-Marie avec une garde de 10 sans-culottes. Parmi les détenus, il y a des gens de tout âge et de toute condition. Les nobles et les bourgeois voisinent avec des paysans, des artisans, des domestiques et des religieuses. À côté de vieillards de plus de 80 ans, comme Balzamette, on trouve des adolescents de 15 et 16 ans. Si le comité recule devant l'odieux de soumettre au régime commun deux religieuses de 85 et 91 ans, qui sont dans l'enfance, il n'hésite pourtant pas, le 21 floréal, à les maintenir en détention dans leur maison ³.

Pour empêcher ses victimes de correspondre avec le dehors, il leur enlève papier, plumes et écritaires. Il les condamne au secret le plus rigoureux et supprime toute visite des familles. Il cherche à les atteindre même dans leurs enfants, en refusant tout certificat de civisme aux soldats dont les parents sont en état d'arrestation ⁴. Le 28 ventôse, dans une lettre au Comité de Viviers, il proteste contre la trop grande latitude laissée aux incarcérés, « ces êtres aussi

1. Fonds Mazon F 12. Extraits des registres du comité et délibérations municipales.

2. Arrêté de Châteauneuf-Randon du 6 pluviôse. Fonds Mazon F 12

3. Délibérations du comité, 17, 30 septembre et 21 floréal. Arch. Ard. L 1084. Cf) aussi L 1087 et 1088.

4. Délibération du « 4^{me} jour de la 2^{me} décade du 2^{me} mois ». L 1084.

vils que méprisables », qui en profitent pour conspirer dans « leurs prisons trop agréables » et « cherchent à soustraire leurs biens aux sages et salutaires lois qui ordonnent qu'ils seront répartis aux patriotes indigents ¹ ».

Il répond grossièrement, le 23 brumaire, à Gourgonnier, l'ancien meneur de la société populaire, qui est intervenu en faveur de Challamel fils : « De quoi t'avises-tu d'être le mentor d'un comité que le patriotisme dirige, sans qu'il t'ait demandé de l'être ? ». Le 22 octobre, il dénonce à Couthon le représentant Boisset, qui a donné l'ordre d'élargir Charray et Nogier. Il regrette que de « pareils monstres ne soient pas encore tombés sous le tranchant du rasoir national ». Le 26 brumaire, il demande à Boisset de révoquer cet « arrêté que la perfidie et la bassesse ont extorqué à votre franchise ² ». Le 27 brumaire, il suspend encore la libération de ces deux prisonniers, sous prétexte qu'ils n'ont pas soldé complètement leurs frais de détention ³. Il faudra attendre le 22 nivôse pour qu'il se résigne enfin à déférer aux ordres réitérés et formels de Boisset. Le 19 floréal, il demande au comité de sûreté générale de prescrire la réincarcération d'une dizaine de suspects élargis par Boisset et Guyardin ⁴. Il ne veut pas entendre les détenus dans leurs moyens de justification ⁵. Il dénie même au district le droit de prendre connaissance de la liste des suspects ⁶ et il refuse longtemps ⁷ de communiquer aux intéressés les motifs de leur détention.

Ces motifs sont curieux à parcourir, quoiqu'ils ne varient guère d'un comité à l'autre. Balzamette fils partage avec Tauriers, Moreton et la plupart des gentilshommes de Bourg-St-Andéol cette note infamante : « est issu du sang méprisable de ci-devant noble ».

1. Lettre du comité du 28 ventôse. L 1085.

2. Lettre du 23 brumaire à Gourgonnier, du 22 octobre à Couthon. L 1085. Lettre à Boisset, du 30 octobre, dans laquelle il lui déclare qu'on a surpris sa religion. L 1084. Lettre du 26 brumaire à Boisset. L 1085.

3. Délibération du 27 brumaire. L 1084.

4. Registre de correspondance. L 1085.

5. Délibérations des 18, 19, et 24 octobre 1793. L 1084.

6. Le 13 thermidor, Flaugergues, agent national du Coiron, requiert encore le comité d'envoyer sa liste au district. L 1085. Le 16 brumaire an III, le comité d'Aubenas trouve dans la liste des prisonniers de Viviers 15 détenus de Bourg-St-Andéol, dont le district du Coiron ignorait l'arrestation. Arch. Ard. L 1074.

7. Nombreux refus opposés aux demandes des détenus en nivôse et pluviôse. L 1084. (cf) surtout la volumineuse correspondance des divers suspects et, en particulier, de Tauriers avec le comité. L 1088.

D'autres, comme Mercoyrol, sont reclus simplement pour avoir fréquenté des nobles. La sœur de Dereboul est coupable d'avoir habité chez son frère. Fressenel et Dereboul ont voté à l'Assemblée législative, « en faveur de La Fayette, contre les intérêts du peuple et contre la liberté ». Chaussi a « dit que La Fayette était un honnête homme ». Laurent a « applaudi à Vergniaud » ; d'autres ont calomnié Marat. Challamel a tourné en ridicule les opérations salutaires de la société populaire. ¹ Dayme a abandonné sans motif celle d'Annonay ².

Beaucoup ont gardé durant la Révolution « une neutralité constante qui fait douter de leur patriotisme ». Le fils de Dereboul, âgé de 16 ans, n'a donné aucune preuve de civisme ³. Louis Imbert a porté la cocarde tricolore à ses souliers et non à son chapeau. ⁴ Boissin a dit, il y a trois ans, que les membres de l'Assemblée nationale étaient des gueux et Lagueta crié : « à bas les bonnets rouges » ⁵. Le fanatisme, manifesté surtout par le refus d'assister à la messe des prêtres constitutionnels, est une des raisons le plus fréquemment invoquées. 17 religieuses ont refusé le serment du 11 nivôse ⁶. Clément, de Villeneuve-de-Berg, a vendu des chapelets ⁷. Une enfant de 14 ans, Agnès Boyer, d'Aubenas, a entretenu une correspondance secrète avec une tante ci-devant religieuse ⁸.

Le comité de Lamastre déclare ignorer les opinions des détenus de la commune incarcérés, en nivôse, par ordre de Guyon et Delau. Celui de Cornas écrit que Barjac a été assez politique pour cacher ses convictions, mais que sa femme n'a jamais aimé la Révolution ⁹.

Au début, les suspects restent en détention dans leurs communes, soit dans des couvents, soit dans des établissements confisqués à des contre-révolutionnaires, soit dans leurs propres demeures. Ce ne sera que le 9 octobre 1793 que le département, qui avait déjà désigné le séminaire de Viviers pour l'internement des réfractaires

1. Cahier des motifs de détention de Bourg St-Andéol. Arch. Ard. L 1089. Cf) aussi L 635, L 1096 et 1087..

2. Arch. Ard. L 635. Cf) aussi Filhol T. III p. 203, 204.

3. Bourg-St-Andéol. L 1089.

4. Comité du Teil, 22 messidor an II. Arch. Ard. L 1168.

5. Comité de St-Marcel, 22 brumaire et 18 ventôse. L 1144.

6. Bourg-St-Andéol. L 1084.

7. Villeneuve-de-Berg. L 1177.

8. Aubenas, 18 prairial, L 1075. Le Pouzin déclare, lui aussi, suspect un enfant de 14 ans, le fils Lacour. 23 thermidor. L 1125.

9. Comités de Lamastre et de Cornas. Fonds Mazon chr. 19.

sexagénaires ou infirmes, décidera d'y enfermer les citoyens dénoncés¹. Quelques jours plus tard, il ouvrait la maison de Beauregard, près de St-Péray, et, le 15 floréal, le couvent des religieuses de Ste-Marie, de Bourg-St-Andéol². L'affluence est si considérable qu'à Beauregard³ et à Viviers⁴ toutes les pièces sont occupées au début de floréal. A la fin de thermidor, Bourg-St-Andéol n'a plus de chambre disponible au premier étage. Il est obligé d'utiliser les appartements du rez de chaussée, dont le délabrement rend la surveillance très difficile⁵.

Le caractère de cette surveillance est en rapport étroit avec les sentiments du comité qui préside aux destinées de chaque maison de réclusion. Tatillonne et vexatoire à Bourg-St-Andéol, elle est plus tolérante à Beauregard, presque familiale à Viviers.

A Viviers, le séminaire est neuf, spacieux et bien aéré. Chaque prisonnier occupe une cellule particulière qu'il peut meubler à sa guise⁶. Les chambres ont leur entrée sur un vaste corridor qui sert de promenoir commun. On se visitait les uns les autres, des rapports de société s'établissaient et, le soir surtout, les fins causeurs ne manquaient jamais d'auditeurs bénévoles, pendant que les autres se groupaient autour des amateurs de musique ou des tables de jeu. Les prêtres, assure Filhol, dans son histoire d'Annonay, avaient la facilité, en prenant quelques précautions, de célébrer régulièrement la messe⁷.

Quelques prisonniers préparent, eux-mêmes, leur nourriture, mais la plupart reçoivent leurs repas soit de leurs familles ou de personnes dévouées qui les remplacent, soit des traiteurs de la ville. La porte du séminaire s'ouvre, de 10 heures à midi et de 5 à 7 heures du soir, pour le service des vivres. Les provisions leur sont remises, écrit le comité de Viviers, « au bas du grand escalier, sur une longue table qui ferme le passage. Trois hommes sont en surveillance : un à chaque bout de la table et un troisième pour vérifier les paquets. Les détenus ne voient d'autres personnes que celles

1. Procès-verbal du directoire, 9 octobre 1793. Arch. Ard. L 128.

2. Procès-verbal du 15 floréal. L 130.

3. Lettre de l'agent national du Mézenc, du 7 floréal, citée dans le procès-verbal du département du 15. L 130.

4. Le 6 germinal, Viviers ne comptait encore que 61 détenus. L 1184.

5. Lettre du comité de Bourg-St-Andéol du 27 thermidor. L 1085.

6. Procès-verbal du directoire du 9 octobre 1793. L 128.

7. Filhol, histoire d'Annonay. T. III. p. 259.

qui leur apportent les provisions et toujours en présence de la garde et des membres du comité. »¹ Sept gardiens sont en permanence, nuit et jour, au séminaire avec un fonctionnaire. Avant la séquestration de leurs biens, les prisonniers payaient régulièrement le service de garde, mais, à partir de prairial, beaucoup se trouvent sans ressources. Durant quelques semaines, Johannot, d'Annonay, consent à faire les avances, mais demande à être remboursé. Le comité est fort embarrassé et, devant le silence de la loi, le département n'ose pas prendre d'initiative. Maignet, sur qui on comptait pour régler cette difficulté², ne paraît pas dans le pays. Johannot, à la fin de thermidor, refuse d'être plus longtemps le bailleur de fonds de ses compagnons d'infortune et, depuis le 17 fructidor, personne, au grand désespoir du comité, ne veut plus solder les frais de réclusion³.

Le 17 thermidor, le séminaire de Viviers contient 146 détenus, dont 35 prêtres.⁴ Le 26, Bourg-St-Andéol, qui vient de libérer 17 cultivateurs, ne compte plus que 18 religieuses, 16 prêtres, 3 agriculteurs et un apothicaire.⁵ Beauregard ne fournit aucun chiffre, mais la maison ne devait pas héberger plus de 40 à 50 personnes. C'est donc un maximum de 240 à 250 prisonniers pour les trois maisons de détention. Mais les chiffres varient tous les jours. Si, en thermidor, Bourg-St-Andéol perd une vingtaine de pensionnaires,⁶ il en reçoit 33 autres, du 22 messidor au 25 fructidor.⁷

Beaucoup de comités finissent par se laisser attendrir et accordent à leurs victimes des certificats de civisme qui les libèrent de toute suspicion. » D'autres cèdent à des considérations d'humanité ou à des sollicitations influentes et permettent à leurs détenus de se retirer dans leurs familles, le plus souvent sous prétexte d'y suivre un régime imposé par leur santé ou leurs infirmités.⁹ L'application des décrets du 21 messidor et du 19 thermidor rend encore une tren-

1. Arch. Ard., L 635. Lettre du comité de Viviers du 17 thermidor an II.

2. Lettre du 17 thermidor.

3. Lettre du comité de Viviers du 20 fructidor. Arch. Ard. L 1182.

4. Lettre de Viviers du 17 thermidor.

5. Lettre du comité de Bourg-St-Andéol du 26 thermidor. Arch. Ard. L 635.

Le 18 brumaire III, 21 prêtres sont encore internés à Bourg St Andéol. L 634.

6 Application du décret du 21 messidor.

7. La plupart sont renvoyés de Viviers qui ne peut plus recevoir personne. Arch. Ard. L 1087.

8. Cf) surtout, Les Vans, Largentière, Lavoulte, Villeneuve-de-Berg, Joyeuse.

9. La sœur de Tauriers, après plusieurs demandes infructueuses, finit par obtenir du comité de Bourg-St-Andéol l'autorisation de rentrer chez elle, en pluviôse, L 1084. Le 21 ventôse, Guyardin permet à un certain nombre de détenus de Joyeuse de se retirer chez eux. Fonds Mazon F 12.

taine de cultivateurs à leurs travaux. ¹ De leur côté, les représentants Boisset, Reynaud et surtout Guyardin, du mois d'octobre à la fin de messidor, prescrivent une centaine d'élargissements. ² Par suite, il ne paraît pas exagéré d'évaluer à près de 200 le nombre des suspects qui, pour des motifs divers, ont, au cours de l'an II, bénéficié d'une mesure de faveur.

D'autre part, si les évasions sont rares à Viviers ³ où la vie est facile, elles sont assez fréquentes à Bourg-St-Andéol et le district du Mézenc en signale une quinzaine ⁴, en quelques mois, à Beauregard.

Toutes ces allées et venues rendent difficile l'établissement d'une liste générale. Toutefois, si l'on tient compte de ceux qui sont ou ont été en détention ou en surveillance dans leurs communes, si on évite d'additionner plusieurs fois ceux qui ont été libérés et incarcérés à diverses reprises et si on laisse de côté les évadés qui figurent déjà sur les listes des émigrés, on peut admettre, semble-t-il, un chiffre approximatif de 480 à 500 suspects pour l'ensemble du département, au cours de l'an II, dont le tiers, au moins, ont été dénoncés par les seuls comités de Bourg-St-Andéol, Joyeuse, Largentière et Villeneuve-de-Berg.

V

Les prêtres détiennent une place importante parmi ces suspects. Près d'une centaine ⁵ seront internés dans les diverses maisons de détention et, à mesure que la Révolution devient plus violente, on compte, parmi eux, un nombre croissant de constitutionnels.

La suspicion contre les réfractaires est plus ancienne et les peines qui les atteignent sont plus graves que celles qui visent les simples particuliers. Si la loi du 26 août 1792 les a rendus passibles de la déportation, le décret du 18 mars 1793 édicte contre tout prêtre déporté et rentré la peine de mort dans les 24 heures ⁶ et celui du 30 vendémiaire ⁷ étend ces rigueurs même aux constitutionnels et aux intrus dénoncés pour cause d'incivisme. Jusqu'en brumaire, toute-

1. Arch. Ard. L 321 et L 635.

2. Procès-verbaux de la plupart des comités de surveillance. Cf. aussi L 635.

3. Le comité de Viviers en signale cependant plusieurs. L 1182.

4. Arch. Ard. L 568.

5. Arch. Ard. L 634 et 635.

6. Réimpr. du Moniteur T. 15 p. 742.

7. Ibidem. T. 18 p. 184 185. Cf. art. XII et XV du décret.

fois, devant l'opposition très nette de la population et les répugnances de beaucoup de patriotes, le zèle des corps constitués se tempère de beaucoup de modération. On poursuit les insermentés sans conviction et les arrestations sont rares. A partir de frimaire, sous l'impulsion de Reynaud, de Châteauneuf-Randon et surtout de Guyardin, l'application de la loi est plus sévère et la plupart des réfractaires sont obligés d'abandonner leurs paroisses et de se cacher.

Quelques-uns même, sous l'aiguillon de la persécution, sentent leurs scrupules se réveiller et s'inquiètent des serments restrictifs qui leur avaient permis, jusqu'alors, de garder leurs postes. Dallemand, curé de St-Julien-Vocance, Céas et Blanc,¹ curé et vicaire de Pailharez, le curé de Borée et un certain nombre d'autres² somment les municipalités et les districts de consigner sur leurs registres leur rétractation générale de tout serment. Cette signification prend l'allure d'une bravade aux yeux de l'administration, qui les inscrit sur la liste des émigrés, fait vendre leurs biens et leur mobilier et prescrit des perquisitions minutieuses pour mettre la main sur eux.³

Pour ne pas compromettre les bons chrétiens qui leur offrent généreusement un asile, la plupart gagnent la montagne et élisent domicile dans les cabanes, les bergeries ou les granges abandonnées.⁴ Guyardin met en demeure les propriétaires de ces masures de déclarer si, oui ou non, ils entendent en conserver la propriété et, dans l'affirmative, les rend responsables de la présence de leurs hôtes occasionnels.⁵ La plupart ne répondent pas aux injonctions du représentant et continuent à monter une garde fidèle pour éventer les pièges tendus à leurs prêtres ou pénétrer le secret des expéditions projetées.⁶

Un jour, du côté de la Vocance, des bergères aperçoivent des gendarmes qui vont surprendre un réfractaire. Ne pouvant le préve-

1. La rétractation de Dallemand est du 22 avril 1793, mais elle ne fut dénoncée au district qu'en floréal an II. Arch. Ard. 853.

2. Arch. Ard. L 744. Cf) aussi les rétractations des curés de Rochepaule et de St-Félicien, un peu plus tard. Arch. Ard. L 748.

3. Nombreux procès-verbaux de perquisitions sans résultat. Fonds Mazon chr. 20 et 21.

4. Arch. nat. AF II 195. Lettre de Guyardin au Comité de Salut public du 10 prairial.

5. Arrêté de Guyardin, 14 messidor. Affiche imprimée. Fonds Mazon chr. 21.

6. Arch. nat. AF II 195. Lettre Guyardin du 26 prairial.

nir, elle se mettent à crier au loup ! au loup ! La population est alertée, elle reconnaît la nature du danger et le curé est sauvé. ¹ Souvent, d'ailleurs, la garde nationale marche à contre-cœur et les cas ne sont pas rares où le chef du détachement révolutionnaire favorise, lui-même, l'évasion du réfractaire qu'il est chargé d'arrêter. Si les traditions écrites et orales recueillies par Mollier ² à Villeneuve-de-Berg et par Filhol ³ dans la région d'Annonay sont difficiles à vérifier, elles sont trop nombreuses et trop précises pour n'être que le fruit de l'imagination populaire.

Toutefois, même dans les campagnes, l'appât des 30 deniers de Judas ⁴ ne pouvait manquer de solliciter la cupidité des dénonciateurs. La retraite de Dulau-Dallemand, curé de St-Julien-Vocance, fut trahie par un paysan qui lui avait porté son enfant à baptiser ⁵.

Dans la région du Mézenc, une douzaine de réfractaires furent arrêtés et conduits à Viviers ⁶ ou à Bourg-St-Andéol. La plupart, grâce à la complicité des fonctionnaires, réussissent à éviter le sort rigoureux auquel ils semblaient voués. Les administrateurs s'efforcent de trouver des circonstances atténuantes à des délits que les décrets punissaient de mort. Ils accueillent volontiers tous les témoignages affirmant que la loi n'a pas été publiée, que les inculpés ne sont pas dans le cas de déportation ou qu'ils se sont présentés dans les délais prescrits ⁷. Le tribunal criminel, lui-même, n'est pas inexorable ; il fait preuve d'une indulgence méritoire, en ne prononçant guère que des condamnations à la prison ou à la détention, peines qui, à ce moment là, pouvaient passer pour des certificats d'absolution et des brevets de salut. Plus d'une fois, ce modérantisme suscite les plaintes et les protestations de patriotes intransigeants ⁸. Châteauneuf-Randon sollicite du Comité de Salut public

1. Filhol. Histoire d'Annonay T. III p. 121.

2. Mollier. Recherches sur Villeneuve-de-Berg p. 333 à 336.

3. Filhol. Histoire d'Annonay T. III p. 122-123.

4. Le décret du 30 vendémiaire an II, art. XVIII, accordait une gratification de 100 livres à celui qui dénonçait un prêtre. Réimpr. du Moniteur T. 18 p. 185.

5. Filhol. T. III p. 232.

6. Pourchesse et Roche, ex-Jésuites d'Annonay, Perrotin, Chomel, Mallevall, Battendier, Hubert, Rouchouze, Rosier, Dallemand, Montblanc, Abrial. Cf) L634, L550 et L1169.

7. Arch. Ard. L195. Comptes décadaires de prairial, messidor et thermidor. Cf) aussi réponses des municipalités de Mayres, Pradons, Lagorce, Casteljau, etc.... Arch. Ard. L970.

8. Plaintes de l'accusateur public à Châteauneuf-Randon et arrêté de ce dernier, de Mende, le 19 ventôse. Fonds Mazon chr. 20.

une procédure plus expéditive et plus révolutionnaire que le jury, qui, « dans l'Ardèche, ... a absous de grands coupables. » ¹

Grâce à la destitution des administrateurs jacobins et au mandat d'arrêt décerné contre l'accusateur public, Marcou, le tribunal criminel de Privas est presque complètement inactif durant la période la plus critique de prairial et du début de messidor. Après la suspension de l'arrêté de Guyardin et la réintégration de Marcou ², jurés et juges font preuve d'une sévérité toute révolutionnaire. En messidor, les verdicts de déportation contre les réfractaires deviennent nombreux ³. Et, si quelques-uns, comme les frères Coing, parviennent à se soustraire à leur sort par la fuite, ⁴ plusieurs mourront durant le voyage ⁵ ou languiront de longs mois dans les prisons. A la même date, le tribunal envoie à la guillotine ⁶ 5 prêtres non-conformistes et 3 religieuses de Vernosc, qui avaient donné asile à l'un deux ⁶.

On essaya vainement de gagner du temps et de sauver ces malheureux. La haine de Marcou déjoua tous les plans. Il pressa l'arrivée de la guillotine et, le 18 thermidor, ⁷ bien qu'on connût, depuis deux jours, la chute de Robespierre, l'instrument sinistre accomplissait son œuvre de mort sur la place de Privas. Le père Rouville, les abbés Bac et Gardès, Dulau-Dallemand et Montblanc, les religieuses Madeleine Dumoulin, Jeanne Vincent et Marianne Senovert couronnaient par le martyre une vie de dévouement et de sacrifices ⁸.

1. Lettre de Châteauneuf-Randon, le 26 frimaire. Arch. nat. AFu 171.

2. Arrêté du Comité de Salut public du 2 messidor, cité dans le procès-verbal du département du 16 messidor. Arch. Ard. L131.

3. Parmi les déportés du département, on peut citer, en 1793, Maisonneuve, curé de Joyeuse, et Limouzin, de Charmes, et, en 1794, Jossouin, Desolmes, Meillier, Lafond et les deux frères Coing.

4. Les deux frères Coing, condamnés, le 27 messidor, à la déportation, s'évadent de Bourg-St-Andéol, au début de fructidor. Arch. Ard. L1085.

5. Meillier, aumônier des Ursulines de Boulieu, et Laborie, ancien curé de Boulieu, meurent à Bordeaux, (Filhol, T. III p. 200) ainsi que Desolmes. (Annuaire de l'Ardèche de 1857.)

6. Registre du greffe du tribunal de Privas, jugements des 7, 10, 22 et 27 messidor. Cf) aussi Arch. nat. D III 13 et 14. Extraits des jugements du tribunal criminel de l'Ardèche.

7. Au sujet de cette date du 18 thermidor, cf) l'article paru dans l'Ardèche républicaine du 1^{er} novembre 1891 par Nectoux.

8. Sur cette exécution, cf) Le père Rouville par Rousset. Brochure in-12. Privas 1888. Pièces justificatives et appendice. Cf) aussi Filhol T. III. p. 221-251.

Plus nombreux encore furent les prêtres du Vivarais ¹ exécutés dans les autres départements : à Nîmes, à Valence, à Mende, au Puy, à Montpellier, à Lyon, à Paris. Si, parmi eux, Claude Allier ² fut condamné, surtout, comme instigateur des complots de Saillans et de Charrier, tous les autres le furent pour fanatisme, refus de serment et continuation de leurs fonctions sacerdotales.

Le clergé constitutionnel du département ne connaîtra pas, au même degré, les rigueurs de la législation et la persécution ne fera pas de martyrs dans ses rangs. Depuis l'été 1793, toutefois, son crédit est bien diminué. La sécularisation de l'état civil, la suppression du costume ecclésiastique et l'exclusion du clergé des sociétés populaires et des comités de surveillance ont achevé de ruiner son prestige. La défiance et la suspicion rôdent autour de lui, et, dans le courant de l'an II, une vingtaine de ses membres seront dénoncés et incarcérés.

Dès le mois de novembre 1793, les patriotes font pression sur ces caractères faibles pour les amener à renoncer à leur ministère. Les administrateurs, appuyés par Gleizal ³, intriguent auprès de l'évêque du département pour le décider à donner à ses prêtres un bel exemple de patriotisme.

L'abdication de Gobel et la déprêtrisation de l'abbé de Pampebonne, ⁴ en piquant la vanité de Savine, triomphent de ses hésitations. Le 11 frimaire, il vient en grande pompe, devant le conseil général d'administration du département, faire abandon de ses fonctions d'évêque et de prêtre ; il renonce, « pour le présent et pour l'avenir, à tout traitement, salaire et pension.... ; il se dépouille avec bonheur de ses insignes d'autrefois,.... mitres, crosses et autres ornements, prix de l'ambition et de l'intrigue, parure de l'orgueil sans pouvoir, instruments de l'hypocrisie.... » ⁵

Ce discours ne vaut à l'évêque parjure que la pitié méprisante de ses anciens amis et le dégoût des honnêtes gens. Tout le monde se détourne de lui. Quelques semaines plus tard, sans ressources,

1. Cf) Claude Allier, Abeillon, du Grail, Michel, Montagne, Vernet, Chaussy, etc.

2. La Révolution en Lozère par Delon. Mende 1922 p. 436-446.

3. Cf) le discours de l'évêque où il déclare céder à l'invitation qui lui a été faite par le citoyen Gleizal, député à la Convention. Arch. Ard. L111.

4. Arch. Ard. L 111. 4^{me} session du conseil général d'administration. Le procès-verbal du 3 frimaire cite sa lettre d'abdication, datée de Paris, du 20 brumaire.

5. Arch. Ard. L 111. Procès-verbal du 11 frimaire.

criblé de dettes, il devait quitter son palais épiscopal et sa ville de Viviers. Il se réfugie à Annonay où Bollioud, son collègue à l'administration, lui offre une hospitalité compatissante.

Il fit même partie du conseil des notables, ¹ mais, mal vu des catholiques, tenu à l'écart par les Jacobins, sa situation devint bientôt intenable. Au début de floréal, on le trouve au collège de Tournon. Prévenu d'une arrestation imminente pour avoir favorisé la fuite d'un lieutenant de Précý, Bertrand de Prevenchères, ² il gagne en hâte le château familial de Savine, près d'Embrun, où, le 18 floréal, l'agent national du Mézenc, Bruyère, s'assurait de sa personne par ordre de Guyardin. ³ Transféré à Paris et traduit devant le tribunal révolutionnaire, il eût sans doute porté sa tête à l'échafaud, sans le généreux dévouement d'un de ses diocésains qui, employé dans les bureaux de Fouquier-Tinville, osa, au péril de sa vie, soustraire de son dossier les pièces accusatrices. ⁴ Il sera relâché, le 21 vendémiaire an III, ⁵ et ne reparaitra plus dans le département.

Son apostasie, néanmoins, fut contagieuse. A partir de frimaire, les déprêtrisations se précipitent. Bouzon, vicaire épiscopal, avait même devancé son évêque. Dès le 27 brumaire, il annonçait à Gleizal ⁶ sa renonciation à tout ministère ecclésiastique. Il se ménage une situation dans la légion montagnarde, en attendant la place plus avantageuse de commissaire des guerres. Son collègue Losne abdique, lui aussi, le 23 pluviôse. Les intrus et un certain nombre de constitutionnels marchent sur leurs traces. Quelques-uns ne se contentent pas de donner leur démission, ils anathématisent leur état, font des déclarations sectaires et haineuses et brûlent publiquement en grande pompe leurs titres d'ordination. ⁷

1. Cf) séance épurative d'Annonay du 9 germinal. Rostaing p. 255-260.

2. Une lettre perdue par l'émigré avait dénoncé Savine. Firmin Boissin. Le schisme constitutionnel dans l'Ardèche. Toulouse 1889. p. 44.

3. Fonds Mazon chr. 19. Arrêté de Guyardin, lettres de Bruyère, rapport sur l'arrestation de Savine, inventaire des papiers de l'évêque, lettres de Fouquier à Bruyère pour presser l'envoi des pièces du procès. Cf) aussi, Arch. Ard. L 766. Correspondance de l'agent national du Mézenc.

4. Lettres apologétiques p. 28 note.

5. Le 3 vendémiaire, an III, le département envoie un certificat de civisme à Savine. Le 30 vendémiaire, il lui accuse réception de sa lettre du 23 vendémiaire, annonçant son acquittement. Arch. Ard. L 202. Copie du jugement du tribunal révolutionnaire de Paris. L 635, Cf) aussi Arch. nat. F 10 III Ardèche 6.

6. Fonds Mazon chr. 18. Cf) encore lettre de Bouzon, datée de Perpignan le 20 prairial, pour prier Gleizal d'appuyer sa candidature à la place de commissaire des guerres, Fonds Mazon chr. 20.

7. Arch. Ard. L 544.

Parmi les simples jureurs, cependant, il en est beaucoup qui éprouvent des scrupules. La foi n'est pas éteinte dans leurs âmes et ils entendent rester fidèles à leurs convictions. Leur conscience se révolte devant un démenti aussi monstrueux jeté à toute leur vie sacerdotale. Aussi les voit-on cesser leurs fonctions, sans bruit ni scandale, et se retirer discrètement dans leurs familles. D'autres, tout en signifiant à l'autorité l'abandon de leur ministère, allèguent divers prétextes pour ne pas se dessaisir de leurs lettres de prêtrise : ils les recherchent, ils les ont égarées ou bien elles sont demeurées entre les mains des directeurs du séminaire ¹.

On sent que la plupart de ces démissions n'ont rien de spontané. Ce sont de pauvres malheureux, affolés par la crainte de paraître suspects et d'être privés de leur maigre pension. Le département fait justement remarquer à beaucoup de ces abdicataires que, pour jouir de cette pension, ils doivent renouveler leur déclaration, en ayant soin de spécifier qu'ils renoncent, désormais, à toute fonction ecclésiastique ².

Les Archives départementales ont conservé trace d'une soixantaine d'abdications : 35 pour le Coiron ³, 13 pour le Mézenc ⁴ et une quinzaine pour le Tanargue ⁵. Quelques-uns, comme Perbost, le curé évêque de St-Marcel-d'Ardèche, préviennent, en même temps, l'administration de leur résolution de convoler en justes noces ⁶. Le nombre en est très restreint. Dans le Mézenc, on signale un chanoine d'Annonay, Monneron, qui, à 55 ans, épouse une jeune fille de 21 ans et dont le mariage fut béni par son frère, ex-chanoine de Tournon ⁷. Desgaches, de Boulieu, épouse sa servante. Bérenguier, ancien vicaire de St-Péray, une veuve de Sauzet dans la Drôme ⁸. Savine eut le triste courage de féliciter ceux qui osaient ainsi s'af-

1. Almeyras de Brès, Faget de Casteljau. Arch. des Vans. Tallon T. III p. 263.

2. Arch. Ard. L 589. Nombreuses lettres de l'agent national du Coiron à divers prêtres. Pour avoir leur pension, ils doivent compléter leur démission par ces mots : « et abdiqné état et fonctions de prêtrise ».

3. Ibidem L 544.

4. Ibidem L 743, 744, 748.

5. Ibidem L 862, 863, 864, 882. Même des ministres protestants se croient obligés, au nom de l'égalité, de suivre cet exemple. Michel de Beauchastel, envoie une longue et emphatique déclaration pour abdiquer, lui aussi, l'exercice de son culte. Arch. Ard. L 544. Ravel d'Annonay fait brûler ses lettres apostoliques sur la place publique d'Annonay. Filhol T. III p. 189.

6. Lettre du 7 pluviôse an II. Arch. Ard. L 544.

7. Filhol T. III p. 191-192.

8. Firmin Boissin. Le schisme constitutionnel dans l'Ardèche p. 40 et 41.

franchir des préjugés ¹. Leur attitude suscite le mépris de la population sans leur attirer la sympathie des Jacobins. L'administration écrit qu'elle continue à surveiller attentivement « l'engeance méprisable » des prêtres « même déprêtrisés ² ».

Parallèlement à cette lutte contre le clergé, se développe l'hostilité contre l'idée religieuse qui aboutit à la désaffectation des églises et à la substitution au catholicisme de la religion de la Raison et de l'Être suprême.

Depuis le 1^{er} janvier 1793, l'Etat se borne à assurer le traitement des curés et vicaires. Toutes les autres dépenses restent à la charge des fidèles. Dès le mois d'octobre, le département se désintéresse du service religieux des paroisses privées de prêtres ³. Peu à peu, la défiance s'étend du clergé à la religion elle-même, que les autorités affectent de confondre avec le fanatisme. L'attribution à la nation du superflu des églises, la réduction des cloches, la suppression des signes extérieurs du culte, au nom de la liberté et de l'égalité ⁴, sont les principales manifestations de cette suspicion officielle.

Les campagnes accueillent assez mal ces diverses mesures. A la fin de 1793, la descente des cloches n'est encore réalisée que dans quelques rares communes. Du 20 au 29 brumaire, Chabal, commissaire du département, qui parcourt les cantons de Joyeuse, de Bannes et des Vans, constate une répugnance et une mauvaise volonté générale dans l'application des décrets ⁵. Personne ne veut prêter son concours à l'enlèvement des cloches, au renversement des croix, à la destruction des calvaires et à la démolition des chapelles, les uns, par délicatesse de conscience, les autres, par crainte des brimades anonymes dont les exécuteurs ne manqueraient pas

1. Filhol T. III p. 192.

2. Arch. Ard. L 589. Lettre du département du 14 germinal à l'agent national du Coiron.

3. Le décret du 1^{er} juillet 1793 avait décidé que les paroisses privées de curés seraient desservies par les vicaires épiscopaux. Le département s'en occupe en août et septembre. Cf) procès-verbaux des 2 et 5 août. L 125. A partir de la fin septembre, il n'en est plus question.

4. Châteauneuf-Randon, le 22 frimaire, donne même l'ordre de démolir les clochers ou au moins leurs flèches. Arch. nat. A Dxx C 75. A Joyeuse, il fut question de faire un simple toit à la place de la flèche. Fonds Mazon F 12. Cf) encore Filhol T. III p. 118. Sévère correction, infligée par les femmes, à un citoyen de St-Clair qui voulait abattre le clocher.

5. Rapport de Chabal. Arch. Ard. L 111. Séance du conseil général du département du 11 frimaire. Cf) aussi Fonds Mazon chr. 19.

d'être les victimes ¹. Lespinasse avoue, dans une lettre du 21 nivôse ², que, dans beaucoup de localités, les paysans montent la garde, jour et nuit, devant les croix de carrefours, prêts à faire un mauvais parti au téméraire qui s'aviserait d'y porter une main sacrilège. A Lalouvesc, des catholiques dévoués, prévoyant les ordres du district, prennent les devants, enlèvent, durant la nuit, la châsse qui renferme les reliques de St-François Régis et, à l'insu du maire, les cachent dans sa propre maison ³.

Malgré les efforts des fidèles et des prêtres pour soustraire les objets les plus précieux, ciboires, calices, ostensoirs, à la cupidité des patriotes, le pillage des églises se poursuit méthodiquement, sous l'impulsion des agents nationaux et des sociétés populaires. Si, le 29 frimaire, il n'est encore réalisé dans le Mézenc qu'à Annonay, Boulieu et Tournon⁴, le dépouillement s'accroît, en nivôse et pluviôse, avec l'appui du détachement révolutionnaire qui escorte dans leur mission les délégués Guyon et Delau ⁵. En ventôse et germinal, c'est par charretées qu'on voit à Tournon, Aubenas et Joyeuse le fer des croix, le bronze des cloches, le plomb des cercueils et surtout les vases sacrés en vermeil, or et argent ⁶, sans que les catholiques, terrorisés par les menaces des Jacobins, osent opposer à ces déprédations la moindre résistance.

Ce n'était qu'une étape pour arriver à la fermeture des églises. Malgré les pétitions des paysans pour le maintien du culte, « tout signe extérieur ôté » ⁷, les districts et les représentants en mission poussent les communes et les sociétés populaires à prendre l'initiative de la suppression de toute cérémonie religieuse. Boisset, Châteauneuf-Randon et Guyardin cèdent libéralement aux clubs et aux comités de surveillance l'usage des églises pour tenir leurs séances ⁸.

1. Arch. Ard. L 864. Procès-verbal du Tanargue, 4 messidor. Dévastation des propriétés de Meynier.

2. Arch. Ard. L 211. Lettre de Lespinasse à Châteauneuf-Randon.

3. Filhol T. III p. 122-123.

4. Arch. Ard. L 743. Procès-verbal du district du 29 frimaire.

5. Ibidem... procès-verbaux de nivôse et pluviôse.

6. Lettre de l'agent national du Coiron à celui du Mézenc, le 14 germinal. « L'argenterie arrive à foison ». Arch. Ard. L 589. Cf) aussi L 743, L 862, 863 et 882.

7. Pétition de St-Michel, le 10 ventôse an II. Arch. Ard. L 853.

8. Fonds Mazon chr. 20. Nombreux arrêtés de représentants en mission attribuant des églises aux sociétés populaires. Cf) procès-verbal de l'administration du 14 germinal. Arch. Ard. L 130. Quelques églises sont vendues, d'autres sont converties en magasins à fourrage ou en ateliers de salpêtre.

La difficulté était de vaincre les susceptibilités de la conscience populaire. A Joyeuse, cette décision provoque une véritable émeute. On parle de recevoir à coups de fusil les sociétaires qui oseraient se réunir dans l'église paroissiale et, malgré l'intervention du département et l'appui de la force armée, l'autorité doit battre en retraite devant l'attitude résolue de la population ¹.

S'il fallait en croire les affirmations des administrateurs, le culte public aurait cessé partout au début de 1794 ² ; mais, trop souvent leur zèle intéressé les porte à imaginer une réalité conforme à leurs désirs. Dans la montagne, on trouve des églises ouvertes jusqu'en germinal ³ et, devant le silence des municipalités, on ne saurait affirmer qu'elles aient été fermées partout, même dans la période la plus critique de la Terreur.

Des réactions violentes se produisent le 19 ventôse, dimanche 9 mars. Dans beaucoup de villages et jusque dans des centres importants, les catholiques reprennent possession de leurs églises et rétablissent l'exercice public du culte. A St-Pierreville, un attroupement considérable d'hommes, de femmes et d'enfants se réunit sur la place en criant : « nous voulons la messe ». Ils forcent la porte de l'église, mettent les cloches à la volée et une délégation vient prier le curé de célébrer la messe. Le curé refuse. Pour ne pas se compromettre, il exige une réquisition écrite de la municipalité. La foule envahit la maison commune. Le comité de surveillance envoie aussitôt l'agent national sommer le curé de déférer au vœu de la population et les offices ont lieu au milieu d'un concours extraordinaire de peuple ⁴. Les mêmes manifestations religieuses se renouvellent à Ucel, à St-Privas, à Fontbellon ⁵, à Aizac ⁶, à St-Michel-le-Rance, ⁷...

1. Rapport de Chabal du 23 au 29 brumaire. Fonds Mazon chr. 19. Lettre du Tanargue au département, du 22 brumaire, Arch. Ard. L 862. Cf) encore Recherches de Mollier sur Villeneuve de Berg p. 340.

2 Arch. Ard. L 130. Procès-verbal du 23 germinal. Lettre du Mézenc du 14 germinal. Lettre de Guyardin au Comité de Salut public. Arch. nat. A F II 193.

3. Lettre du curé d'Aizac, le 15 germinal. Fonds Mazon chr. 19. Compte décadaire du Tanargue du 30 germinal. Arch. Ard. L 882.

4. Lettre de l'agent national de St-Pierreville du 19 ventôse et délibération du comité de surveillance du même jour, Arch. Ard. L 1153. Lettre du 20 ventôse à l'agent national du Coiron. L 1154.

5. Comité de surveillance d'Aubenas, lettres des 20 et 21 ventôse. Arch. Ard. L 1077.

6. Fonds Mazon chr. 20. Cf) aussi procès-verbaux du Tanargue, 22 et 23 ventôse, Arch. Ard. L 863,

7. Procès-verbal du Mézenc, 21 ventôse. L 743.

A S.-Julien-La-Brousse, un détachement armé escorte le curé jusqu'au lieu du rassemblement où il doit dire la messe ¹.

Les pénitents, eux-mêmes, reprennent leurs costumes traditionnels et chantent leur office non-seulement dans les campagnes reculées, mais même dans les villes et jusque dans les chefs-lieux de district. A Aubenas ² et à Jaujac ³, de véritables confréries de béates et de « sœurs du chapelet » se forment spontanément par protestation contre l'impiété officielle ⁴. Les femmes et les jeunes filles affectent de porter ostensiblement à leur cou ou sur la poitrine des croix, médailles et autres insignes religieux ⁵. Un peu partout, on persiste à utiliser la cloche conservée pour sonner l'angélus ou pour appeler les fidèles à des réunions de piété. Les officiers municipaux, qui tremblent à la pensée d'être accusés de complicité, en sont réduits à couper la corde et à l'envoyer au-district ⁶.

Les administrateurs et les représentants en mission ont beau fulminer contre « le fanatisme qui relève la tête » et mettre les comités de surveillance en demeure de dénoncer les meneurs et les organisateurs, la plupart font la sourde oreille ou plaident les circonstances atténuantes ⁷.

La tentative de substituer au catholicisme le culte de la Raison, de l'Etre Suprême ou des saints laïques ne connaît pas un succès plus brillant et plus durable. Si, dans les villes, quelques patriotes, jaloux de se distinguer, s'empressent d'organiser la religion nouvelle, les autorités locales, plus pondérées, se résignent d'assez mauvaise grâce à la corvée imposée et le peuple, qui a le sens du ridicule, reste froid et goguenard devant ces mascarades.

Le cérémonial ne varie guère d'une ville à l'autre. La municipalité, la société populaire, le comité de surveillance, les divers fonc-

1. Rostaing p. 280. Procès-verbal du 10 mars 1794 de la société populaire d'Annonay.

2. Lettre d'Enjolras à Gleizal, le 16 fructidor. Fonds Mazon T 21. Délibérations du comité de surveillance d'Aubenas, 25 nivôse, 8 et 16 pluviôse. Arch. Ard. L 1074.

3. Procès-verbaux du Tanargue, 18 et 19 nivôse. Arch. Ard. L 862.

4. Rapport de Chabal du 23 au 29 Brumaire. Fonds Mazon chr. 19.

5. Comité d'Aubenas, le 26 germinal. Arch. Ard. L 1077. Arrêté du Tanargue du 27 floréal. L 836. Comité de Lavoulte, 30 messidor. L 1186. Comité de Joyeuse, 12 fructidor. Fonds Mazon F 12.

6. Lettre du Mézenc au Comité de Salut public, du 4 germinal. Arch. Ard. L 301. Comité de Lavoulte, 9 thermidor. L 1186.

7. Procès-verbal du comité de St-Pierre-ville, 19 au 30 ventôse. Arch. Ard. L 1153.

tionnaires, arborant des emblèmes révolutionnaires, précèdent la déesse qui s'avance majestueusement, escortée d'une longue théorie de femmes et jeunes filles vêtues de blanc avec rubans tricolores. Le cortège, encadré par la garde nationale qui forme la haie, se rend au temple de la Raison, à la Montagne, à l'arbre de la liberté, où de nombreux orateurs pulvérisent, une fois de plus, le fanatisme et célèbrent les mérites des grands hommes de la révolution : Marat, Châlier, Lepelletier¹.

Annonay, le 12 frimaire et le 30 nivôse², se contente d'une seule déesse, mais le midi, plus exubérant, veut une mythologie plus riche et un Olympe plus habité. Privas, le 20 nivôse, confie à trois citoyennes du chef-lieu l'honneur de personnifier la Raison, la Liberté et l'Égalité³. Le 20 pluviôse, les Vans, pour manifester avec plus d'originalité leur zèle patriotique, adjoindront à cette trinité démocratique une quatrième divinité : la Victoire⁴. Un banquet, un bal et une illumination générale ferment ordinairement le cycle des réjouissances. Les intéressés, d'ailleurs, jouent leur rôle sans enthousiasme, sous l'œil narquois de la population, et Delichères, qui a dû prononcer par ordre, le 29 frimaire⁵, le panégyrique de Marat, sera le premier, un an plus tard, à applaudir à la radiation de son discours sur les registres de la société populaire⁶.

Les municipalités de campagne ne prennent aucune initiative. Elles se bornent à décorer leur église du nom de temple de la Raison, vocable qu'elles effaceront, quelques mois plus tard, pour inscrire au frontispice de l'édifice : « le peuple français reconnaît l'existence d'un Être Suprême et l'immortalité de l'âme. »

Ce culte de l'Être Suprême qui, à partir de prairial,⁷ supplante celui de la Raison est inauguré avec une liturgie plus discrète à Pri-

1. Cf) Le compte rendu de ces fêtes, pour Annonay : Filhol T. III p. 157 et 179 et Rostaing p. 237-247 ; pour les Vans : Tallon T. III p. 310-311 ; pour Privas : Fonds Mazon ch. 20 ; pour Aubenas : Fonds Mazon chr. 18.

2. Filhol T. III p. 157 et Rostaing p. 243 et 245.

3. Ce sont les citoyennes Brémont, Planet et Benoît Lafeuille. Arch. de Privas. Fonds Mazon ch. 20.

4. Ce sont les citoyennes Colomb, André, Romieu et Plagnol. Arch. des Vans. Tallon T. III p. 310-311.

5. Délibération du conseil général d'Aubenas, du 22 frimaire. Fonds Mazon chr. 18.

6. Manuscrit de Delichères p. 172. « C'est bien fait et, quoique j'en sois l'auteur, j'y applaudis ».

7. Adresse du département à la Convention, du 9 prairial. Arch. Ard L 130.

vas et à Annonay, le 20 prairial ¹, à Villeneuve-de-Berg ² et à Joyeuse, le 26 messidor. ³ A St-Just ⁴, le comité note que, ce jour-là, les patriotes se sont rendus en procession à la Montagne et à l'arbre de la liberté, où « ils ont chanté tous les hymnes qu'ils ont pu se procurer. »

Le peuple reste indifférent à ces abstractions qui ne parlent ni à son imagination ni à son cœur. Il ne se plie pas davantage aux exigences du calendrier républicain et, malgré toutes les injonctions des autorités ⁵, le décadi continue à faire figure de parent pauvre à côté du dimanche. Meyras est la seule paroisse qui signale la translation des offices religieux au décadi. ⁶ Les paysans, ouvriers et artisans persistent à chômer le jour de repos traditionnel, et son rival n'a guère d'observateurs fidèles que les administrateurs, les fonctionnaires ⁷ et une poignée de patriotes zélés.

A Bourg-St-Andéol, en ventôse, le ci-devant dimanche est encore « célébré avec la même pompe que sous l'ancien régime » et les fêtes décadaires complètement méconnues. ⁸ Joyeuse, à maintes reprises, ⁹ dénonce la désertion des réunions civiques des 10, 20 et 30 de chaque mois et déplore l'affectation fanatique de la population de suspendre ses occupations le dimanche. Vesseyaux ¹⁰, le 10 thermidor, s'indigne de l'attitude des paysans qui se font gloire de travailler le décadi. A Laurac, on tourne en dérision les citoyens qui suivent les prescriptions du nouveau calendrier et on saccage les propriétés de Meynier, qui a concouru à l'arrêt du Tanargue du 27 floréal sur le respect du jour férié de la Révolution. ¹¹

Pour réagir contre ce mauvais esprit et contraindre la population à modifier ses habitudes, les patriotes essaient vainement des

1. Fonds Mazon chr. 20, Filhol. Histoire d'Annonay T. III p. 250-254.

2. Mollier. Recherches sur Villeneuve-de-Berg p. 344-345.

3. Arch. de Joyeuse. Fonds Mazon F 12.

4. Délibération du comité de St-Just le 20 prairial. arch. Ard. L 1142.

5. Arrêté de Reynaud du 4 frimaire. Fonds Mazon chr. 18.

6. Comité de surveillance de Meyras, 20 nivôse. Fonds Mazon F 12.

7. Beaucoup de comités se plaignent que même les fonctionnaires et les membres des sociétés populaires n'observent pas le décadi. Plaintes de Chambonas, le 10 floréal ; de St-Alban-en-Montagne, le 30 prairial ; de Beaulieu, le 12 messidor ; de Laurac, le 1^{er} messidor ; de la Chapelle Graillouse, etc... Fonds Mazon F 12.

8. Procès-verbal du comité du 9 ventose. Arch. Ard. L 1084.

9. Fonds Mazon F 12. Délibérations du comité, 30 prairial, 3 et 10 messidor, 10 fructidor.

10. Arch. Ard. L 1175. Procès verbal, 10 thermidor.

11. Procès-verbal du Tanargue, 4 messidor. Arch. Ard. L 864.

mesures de rigueur. Aubenas, le 10 germinal, assimile le repos dominical au délit de contre-révolution.¹ Vals prescrit, sous peine de suspicion, l'ouverture des boutiques, dimanches et fêtes, et leur fermeture, le décadi. Le 25 messidor, son comité inflige trois jours de prison à un artisan nommé Crest, quia interpellé grossièrement un voisin qui allait à ses affaires le dimanche.² Annonay décide de rayer du tableau de la société les ouvriers qui abandonneraient leurs ateliers ce jour-là et les patrons qui négligeraient de les occuper.³ Lavoulte, le 18 messidor, veut imposer aux fileuses le travail forcé du dimanche, mais ses arrêtés restent lettre morte, car, si les industriels laissent leurs fabriques ouvertes, les femmes et les jeunes filles refusent d'y paraître. Devant cette obstination, la société fait battre le tambour et intime l'ordre aux ouvrières de la commune et des villages voisins de se rendre sur le champ à leurs métiers, sous peine de 18 heures de prison. Mais, ni les menaces, ni même l'arrestation ne ramènent les coupables à de meilleurs sentiments.⁴ En revanche, le premier décadi de thermidor, le comité constate, une fois de plus, que, malgré la défense publiée la veille par le crieur public, les gens travaillent aux champs comme de coutume.⁵ Le mal est si général qu'il est impossible de parcourir un registre de société populaire ou de comité de surveillance sans y trouver à chaque page des plaintes analogues.

Cette lutte contre le dimanche absorbe, pendant plusieurs mois, une large part de l'activité des corps constitués. Le résultat est nul, tous les efforts viennent se briser devant l'inertie et la mauvaise volonté de la population.

La laïcisation des noms et vocables contrarie les mêmes habitudes et se heurte à la même indifférence. Dans les villes, toutefois, les municipalités, sur les instances des sociétés populaires, proscrivent toutes les dénominations de rues, de places et même d'individus qui exhalent un relent de fanatisme ou de contre-révolution. Bientôt, Annonay, Bourg-St-Andéol, Aubenas, Privas peuvent

1. Comité d'Aubenas, 10 germinal. Arch. Ard. L1077.

2. Comité de Vals, 11 et 25 messidor. Arch. Ard. L 1170.

3. Filhol. T. III p. 177-178. Arrêtés de la société populaire d'Annonay des 20 ventôse, 15 floréal, 17 floréal, 10 et 20 thermidor et 10 fructidor, cités par Rostaing p. 233-236.

4. Comité de Lavoulte, 18 messidor. Arch. Ard. L1186. Malgré plusieurs condamnations à la prison, 2 filages n'ont aucune ouvrière.

5. Ibidem... Délibération du 10 thermidor. Cf) aussi comité de Joyeuse ; Fonds Mazon F. 12. des Vans : Tallon T. III p. 312.

s'enorgueillir de leurs places de la Révolution, de la Montagne, de la Victoire, de la Liberté, de leurs rues Marat, Lepelletier, des Sans-culottes. ¹..... La société de Joyeuse, le 14 messidor, invite la citoyenne St-Sernin « à retrancher de son nom ce qui sonne mal aux oreilles d'un républicain. » ² Quelques patriotes montrent la voie, mais ne sont guère suivis. St-Amour, administrateur du Mézenc, devient Bel-Amour ³ et Rivoire, son collègue, se pare du prénom de Brutus ⁴, à l'exemple de Guyon qui a usurpé celui de Scévola. ⁵

Au début d'octobre 1793, le département reçoit la circulaire ⁶ du Comité de division sur les nouvelles appellations des localités. Les municipalités doivent, dans la décade, proposer des vocables plus en harmonie avec les idées du jour. L'enquête du directoire signale 173 noms de communes indésirables. ⁷ Plus de cent ont une consonnance trop cléricale et les autres comme Boucieu-le-Roi, Roiffieu, la Bastide relèvent du « style esclave » de l'ancien régime.

Toutes ces désignations suspectes furent-elles réellement modifiées ? Les documents ne permettent pas de l'affirmer. Nous n'avons trouvé dans les listes des districts et les diverses pièces officielles qu'une centaine de termes nouveaux. ⁸ Il est probable que beaucoup de municipalités, surtout dans la montagne, ne daignèrent pas répondre aux sommations du département ⁹.

La plupart ne se mettent pas l'esprit à la torture pour découvrir des appellations originales. Elles se bornent à amputer le nom de la commune de la syllabe initiale ou de la terminaison mal famée. ¹⁰ Quelques-unes ajoutent à l'ancien vocable épuré une précision géographique ou une désinence nouvelle. C'est ainsi que St-Victor perd son venin fanatique en se transformant en Victoral,

1. Cf) pour Annonay : Filhol T. III p. 155.

2. Délibération de Joyeuse du 14 messidor. Fonds Mazon F 12.

3. Arch. Ard. L743 et L748.

4. Ibidem. Cf) aussi lettre de Brutus Rivoire à la société de St-Péray, le 5 pluviôse, citée dans le rapport de Tournon du 30 pluviôse an III p. 45.

5. Divers arrêtés de Scévola Guyon et Delau. Arch. Ard. L 743.

6. Arch. nat. Div bis 2 registre. Circulaire du 30 septembre 1793.

7. Arch. Ard. L 346 et Arch. nat. Div bis 80.

8. Arch. nat. F² I 2 registre. Arch. Ard. L 345. Placard, 2 pages, 18 floréal. Délibération du Tanargue du 16 Nivôse. L 862.

9. Les districts se plaignent souvent du silence des communes. Cf) pour le Mézenc, Arch. Ard. L 815.

10. St-Basile devient Basile ; St-Etienne-de-Lugdarès, Lugdarès ; St-Jacques d'Atticieux, Atticieux ; St Jean-de-Muzols, Muzols, etc

St-Félicien en Félixval, St-Julien-Vocance en Vocansel, Boucieux-le-Roi en Boucieu-le-Doux, Roiffieux en Libreffeux. ¹

Il arrive parfois que le terme choisi a déjà été adopté par une autre bourgade, qu'il est trop long, prête à confusion ou ne plaît pas. On change encore. Il n'est pas rare de trouver 3 ou 4 désignations différentes ² pour une même commune ; et, comme dans les pièces officielles, on se fait volontiers scrupule de rappeler le précédent nom, les districts et le département, privés du fil d'Ariane, se perdent dans ce labyrinthe de vocables inconnus. Il devient impossible d'identifier les localités. Les méprises de la poste sont fréquentes et les affaires en souffrent.

Le peuple continue à s'en désintéresser ; il reste fidèle aux vieilles dénominations comme au dimanche. Jamais, en dehors des rapports officiels, ces nouveaux noms ne seront d'un usage courant et presque tous disparaîtront sans laisser de trace.

Mais toutes ces mesures odieuses ou mesquines exaspèrent la population. Elle est excédée des exigences de ce gouvernement qui la ruine par le maximum et les réquisitions, lui prend ses fils, emprisonne ses prêtres, ferme ses églises, bouleverse ses habitudes traditionnelles et prétend violenter l'intime de sa conscience. Terrorisée par les menaces qui pèsent sur elle, elle courbe la tête devant l'orage et se réfugie dans une absolue passivité, mais la lassitude est grande et le dégoût profond.

Les autorités ne se font pas illusion sur le sentiment populaire. Elles l'attribuent à l'ignorance et aux préjugés ³ et, durant l'hiver de 1794, beaucoup de sociétés populaires, pour relever l'esprit public, envoient des missions patriotiques dans les campagnes. ⁴ L'accueil fait à ces nouveaux apôtres et le succès de leur prédication découragent vite leur prosélytisme et leur éloquence.

Le paysan est saturé de discours vides et emphatiques ; il ne se laisse plus prendre à la piperie des mots. Il n'a de préférence ni pour la monarchie, ni pour la république ; il s'accommode de n'importe quel régime, mais, pour retrouver la paix, le calme et la

1. Cf) encore St-Cierge, Cireval, St-Christol, Christolet ; St-Cyr, Ciran ; St-Didier, Didival.

2. St-Alban-sous-Sampzon devient Trois-Eaux, Alban le-Gras, Chenvière-sous-Chassezac ; St-Genest-de-Bauzon ; Val-Salandre, Bauzon-sous-Salandre, Salandre ;

3. Lettres de Guyardin au Comité de Salut public. Arch. nat. AFII 191 à 196.

4. Registres des sociétés populaires, Largentièrre, Arch. Ard L1052 ; Joyeuse ' Fonds Mazon F12 ; Annonay. Rostaing etc ...

tranquillité, il est prêt, à la fin de l'an II, à accueillir avec satisfaction tout mouvement de réaction d'où qu'il vienne et quels qu'en soient les promoteurs.

CHAPITRE XIII

La réaction thermidorienne (Août 1794-Octobre 1795)

1. La lutte des partis.

Le 9 thermidor et l'opinion. Violente campagne des modérés contre les montagnards. Epurations de plus en plus sévères des autorités avec Serres et Debry. La persécution des patriotes. Les vengeances personnelles. Tentatives infructueuses d'apaisement.

2. La renaissance religieuse.

Libération des réfractaires. Relèvement des croix et des signes extérieurs du culte. Reprise du culte public et réouverture des églises. Intervention tumultueuse de la foule. Impuissance de l'autorité.

La loi du 11 prairial. L'abbé Vernet. Rétractations et réconciliations. Soumissions conditionnelles. La loi du 20 fructidor n'est pas appliquée. Les corps constitués n'osent pas intervenir.

3. La question des subsistances et la désertion.

Difficultés presque insurmontables pour ravitailler la population durant l'hiver 1794^b-1795. La suppression du maximum ranime le commerce, mais les prix sont exorbitants. Refus des assignats.

La désertion se généralise de plus en plus. Les excès des déserteurs. Repression impossible.

4. Les assemblées primaires et les élections de l'an IV.

L'agitation électorale. Acceptation de l'acte constitutionnel. Les décrets des 5 et 13 fructidor. Echec des Jacobins. Tous les élus sont des modérés ou des victimes de la Révolution. La situation politique au début de l'an IV.

La révolution du 9 thermidor ne fait qu'accentuer l'opposition et la haine des divers partis. Elle ranime les modérés, qui reprennent la lutte avec une vigueur nouvelle. Non contents de chasser les Montagnards de l'administration et de les déconsidérer dans l'opinion publique, ils réussissent par leurs intrigues auprès des représentants en mission à provoquer le désarmement, l'arrestation ou au moins l'expulsion et la mise en surveillance des plus compromis. Mais, leur victoire ne ramène pas plus la paix et la tranquillité entre les citoyens qu'elle ne résoud les graves difficultés qui agitent le pays. La question des subsistances est toujours aussi aiguë, la désertion devient une véritable épidémie et le sentiment religieux, que la Terreur avait comprimé momentanément, éclate avec plus de force que jamais, sans souci de la législation en vigueur.

I

La nouvelle des événements de thermidor se propage assez lentement. Alors que la fuite et l'arrestation du roi, en 1791, avaient été divulguées en moins de trois jours dans tout le département, la chute de Robespierre, qui allait transformer la mentalité du pays et imprimer une direction nouvelle à la Révolution, ne parvient que le 15 ou le 16 thermidor à la connaissance du Vivarais. Les premiers renseignements n'ont rien d'officiel. Ce sont des lettres privées ou des journaux qui dénoncent l'heureuse issue de la nouvelle « conspiration des triumvirs ». L'agent national d'Annonay, reçoit, le 2 août, une longue lettre de Gleizal, datée des 9 et 10 thermidor, qu'il communique aussitôt à la société populaire ¹. Privas ² est informé, le 3 au soir ou le 4, Aubenas ³, le 4, Joyeuse et Largentièrre, le 5 ⁴.

Personne, au début, ne semble prévoir les conséquences de ce coup d'Etat. Les corps constitués, habitués à s'incliner devant toutes les initiatives de la Convention, rédigent automatiquement les mêmes adresses, vagues et banales ⁵, que tout accident politique impose à leur loyalisme. Ils ne voient dans le drame du 9 thermidor qu'un changement de personnel gouvernemental, comme il s'en est produit si souvent depuis quelques années. C'est, pour eux, l'occasion de jurer une fois de plus, « en masse et avec enthousiasme, haine à la tyrannie et mort aux tyrans » ⁶ ; mais le gouvernement révolutionnaire leur paraît au-dessus de ces contingences. La Terreur reste si bien à l'ordre du jour que, dès le 5 août, Privas jette à l'échafaud 5 prêtres et 3 religieuses. Et cette sanglante holocauste, qui eût été impossible quelques jours plus tard, ne suscite ni trouble, ni protestation.

Pendant plusieurs semaines encore, districts et département si-

1. Société populaire d'Annonay. Séance du 15 thermidor (2 août). Rostaing-p. 289.

2. Procès verbal de l'administration centrale du 17 thermidor. Arch. Ard. L 131.

3. « Le 4 août, on reçoit la nouvelle que Robespierre avait été guillotiné. » Manuscrit de Delichères, p. 155.

4. Arch. Ard. L 1152. Société populaire de Largentièrre. Réponse, le 6 août, à une lettre de Dumonts reçue la veille. Joyeuse. Fonds Mazon F 12.

5. Adresse du département du 17 thermidor. Lettres d'adhésion de Lespinasse et Durepaire, 20 et 21 thermidor. Arch. Ard. I. 131. Adresses des sociétés d'Aubenas, 5 août, Delichères p. 155 ; de Largentièrre, 5 août, Arch. Ard. L 1152 ; de Joyeuse, 6 août, Fonds Mazon F 12.

6. Annonay, 30 thermidor. Rostaing p. 289-290.

gnaleront des abdications de prêtres ¹, des arrestations de suspects et des inscriptions sur la liste des émigrés ². Le dépouillement des églises se poursuivra avec le même zèle et les prescriptions du décadî resteront toujours aussi impérieuses ³.

A mesure toutefois que les détails sont mieux connus, l'impression se modifie et, très vite, la chute de Robespierre prend la valeur d'un symbole : la fin de la Terreur. Les délégués du représentant Maignet qui, depuis les premiers jours de thermidor, parcouraient le pays pour venger les patriotes opprimés et effrayaient tous les habitants par leurs jactances et leurs menaces disparaissent subitement du 18 au 20 thermidor ⁴. Les Montagnards perdent de leur assurance. Les administrateurs du département et du Tanargue, réintégrés dans leurs fonctions par le Comité de Salut public, qui publiaient leur triomphe dans les sociétés populaires, rentrent prudemment dans le silence. Les plus compromis, Mallevall et Durepaire, dès le 8 fructidor, font agréer par Méaulle leur démission ⁵. Leurs collègues et amis, qui se prévalaient de la protection de Couthon et de Payan, s'inquiètent à présent de ces relations compromettantes avec les vaincus de thermidor. Meynier, administrateur du Tanargue, leur correspondant attiré, tremble qu'on ne trouve dans leurs papiers ses lettres de félicitations. Il supplie Gleizal d'intervenir en sa faveur pour lui éviter tout désagrément ⁶. C'est au tour des Jacobins de se terrer et de courber la tête.

Leurs victimes, au contraire, dans les prisons de Beauregard, Viviers et Bourg-St-Andéol, accueillent avec satisfaction et commentent avec allégresse cette nouvelle révolution. Plusieurs prisonniers qui étaient sur le point d'être traduits devant la commission populaire d'Orange entrevoient déjà la perspective d'une libération prochaine. Partout, comme sur un mot d'ordre, se répand l'opinion que les détenus sont de bons patriotes, injustement opprimés par

1. Le 5 fructidor, abdication de Bonnaure, Boissel et, quelques jours plus tard, Valette. Délibérations du Tanargue. Arch. Ard. L 864.

2. Le 19 vendémiaire, Durand, de Thueyts ; le 2 brumaire, Tavernol, vicaire de Largentière, L 132-133.

3. Le 29 fructidor, le Tanargue se plaint que 12 communes n'ont encore rien envoyé. Arch. Ard. L 865.

4. Manuscrit de Delichères, p. 153-155.

5. Arch. Ard. L 132. Procès-verbal de l'administration du 19 fructidor : enregistrement de l'arrêté de Méaulle du 8 fructidor.

6. Fonds Mazon chr. T. 21. Lettre de Meynier à Gleizal du 25 thermidor.

la faction de Robespierre ¹. Les comités de surveillance, à leur tour, inclinent à la modération ². Celui de Privas sollicite et obtient la mise en liberté de Dubois et Pinet ³. Leur retour, qui coïncide avec la dénonciation et l'arrestation de leur plus mortel adversaire, l'administrateur Lespinasse ⁴, est un véritable triomphe et provoque une formidable manifestation populaire contre les administrateurs du département qui sont insultés et conspués à plaisir ⁵.

Dans les campagnes, si le peuple est plus lent à s'émouvoir, il éprouve, lui aussi, une impression de soulagement. Il n'est plus question de proscriptions en masse ni d'incarcérations imminentes et on n'a plus à craindre les mesquineries des tyranneaux de village.

L'état d'esprit est retourné. « Les rôles changent, écrit Delichères, l'aristocratie respire, s'exaspère et prend un ton menaçant » ⁶. Tous les mécontents se groupent autour de Dubois qui, depuis sa libération, ne rêve que vengeance et représailles. Pour accabler ses adversaires et achever de les perdre dans l'opinion publique, il publie, en fructidor, un pamphlet fort violent qui, pendant quelques semaines, va donner le ton et fournir des arguments à la polémique locale. Il prodigue aux administrateurs du département les épithètes de terroristes et d'anarchistes et s'attache à mettre en relief leurs relations avec Couthon et Payan. Il leur impute les forfaits les plus impardonnables. Ce sont eux qui, d'accord avec les délégués de Maignet, ont élaboré dans des conciliabules secrets ces listes de mort qui ont semé partout la crainte et l'effroi. Ce sont eux qui, avec la complicité des officiers, ont fait signer aux volontaires du 4^{me} bataillon de l'Ardèche ces multiples dénonciations calomnieuses qui allaient provoquer l'arrestation de plus de 80 citoyens inoffensifs. C'est Malleval qui déclarait que « 1500 têtes devaient tomber dans ce département » ; c'est Durepaire qui « menaçait de

1. Arch. Ard. L 132. Procès-verbal du département du 1^{er} fructidor. Nombreuses réclamations de parents d'émigrés ou de détenus. Cf) aussi Gleizal. Coup d'œil sur la Révolution française. Paris in-8°, 47 p. F. V. p. 22, note.

2. Tous les comités de surveillance délivrent, dès le mois de thermidor, de nombreux certificats de civisme. Cf) Fonds Mazon F 12.

3. L'arrêt de libération de Dubois et Pinet est du 13 thermidor. Cf) Mathiez, Revue des cours et conférences, 30 avril 1928, p. 118.

4. Arch. Ard. L 635. Le mandat d'arrêt contre Lespinasse est annulé le 8 fructidor. Arch. nat. AFII 87.

5. Chabal. « A ses concitoyens » impr. 7 p. s. l. n. d. F. V.

6. Manuscrit de Delichères, p. 155.

la guillotine quiconque oserait élever la voix contre le vertueux Couthon » ¹.

Ces bruits de proscription circulent dans toutes les villes et bourgades du pays. A Tournon, à Privas, à Joyeuse, à Largentière, dans toutes les conversations, depuis la fin de thermidor, il n'est question que d'arrestations et de massacres ². A Aubenas, on prétend que plus de 400 soi-disant aristocrates étaient à la veille d'être emprisonnés. « Plus de 60 citoyens de cette ville, ajoute-t-on, devaient être guillotiné » ³. A chacun on insinue qu'il était du nombre des victimes marquées pour l'échafaud. Les têtes se montent, les esprits s'irritent et l'indignation se généralise contre les Jacobins. Partout, on les rend responsables de tous les maux dont on a souffert durant la Terreur.

Les Montagnards, toutefois, ne veulent pas s'avouer vaincus et réagissent vigoureusement contre ces accusations infâmantes. Gleizal dénonce « l'aristocratie, qui s'est toujours attachée à faire tourner à son avantage les événements de la Révolution » et les modérés, « qui viennent à l'appui des aristocrates pour faire suspecter les patriotes de 1789 ». Il n'hésite pas à assimiler les uns et les autres aux terroristes. Leur but commun, déclare-t-il, est de rendre la liberté aux ennemis du peuple pour jeter dans les cachots les meilleurs citoyens ⁴. Le 9 thermidor, écrit le district du Tanargue, « a fait sortir le fanatisme de son tombeau et a atterré l'opinion publique ». « L'aristocratie accuse tous les patriotes ardents de complicité dans les complots des triumvirs pour leur faire perdre la confiance du peuple.... ». « Aussi adjure-t-il les républicains « de se méfier des faux patriotes » et de secouer « le modérantisme qui tue l'esprit public » ⁵.

L'administration du département défère le pamphlet de Dubois à l'accusateur public et somme son auteur de produire les préten-

1. Dubois. « A ses concitoyens du département de l'Ardèche », impr. s. l. n. d. 12 p. F. V.

2. Manuscrit de Delichères p. 155-156. Adresse de la société populaire de Privas du 10 vendémiaire III. Impr. in-4. 6 p. F. V. Procès-verbal du Tanargue, 6 fructidor. Arch. Ard. L 864.

3. Delichères p. 156.

4. Opinion de Gleizal; Séance du 9 fructidor, impr. nat. 8 p. Cf) p. 1 et 4. Arch. nat. ADXVIII^a 35.

5. Procès verbal du Tanargue du 15 fructidor. Arch. Ard. L869 et circulaire de l'agent national du 16 fructidor. Grand placard impr. Fonds Mazon chr. T. 21. Cf) encore compte-rendu de la 2^e et 3^e décade de fructidor. L832.

dues listes de proscription ¹. Quelques jours plus tard, Chabal, qui se sentait plus spécialement visé, publiait une réponse aussi acrimonieuse que le libelle incriminé ². Le 28 vendémiaire an III, Suchet et les officiers du 4^{me} bataillon de l'Ardèche viennent, eux aussi, protester au nom des volontaires contre les accusations du maire de Privas ³.

Cette polémique agite tout le département, de thermidor à frimaire. Les comités de surveillance, les sociétés populaires, les juges de paix recueillent partout des témoignages. Il n'est pas facile de dégager la vérité de tous ces racontars. Des nombreuses enquêtes faites à Villeneuve-de-Berg, à Aubenas, à Tournon, à Largentière et à Privas ⁴ il paraît bien résulter que, si tout le monde a entendu parler de ces listes de proscription ⁵, personne ne les a vues. Il est probable qu'elles n'ont jamais été rédigées, elles sont restées à l'état de simple menace ; mais il ne semble pas douteux que les Jacobins, d'accord avec les officiers du 4^{me} bataillon et les délégués de Maignet, aient souvent agité cette question dans leurs concilia-bules, surtout durant la première quinzaine de thermidor ⁶. Suchet, lui-même, dans son plaidoyer tardif et embarrassé, tout en protestant avec indignation contre les calomnies dont il est l'objet, est obligé de reconnaître qu'en germinal an II, le bataillon avait en effet préparé une liste de 62 individus inciviques où des nobles, des prêtres réfractaires et des parents d'émigrés voisinaient avec des fédéralistes et des modérés. Il avoue que cette liste a été envoyée à Guyardin par l'intermédiaire de la société populaire de Valence qui remercia le bataillon de son zèle patriotique ⁷.

1. Arch. Ard. L132. Séance du 30 fructidor 2.

2. Chabal « A ses concitoyens » impr. 7 p. s. l. n. d.

3. Lettre de Suchet transcrite au procès verbal du département du 9 brumaire III. L133.

4. Procès-verbal du Tanargue du 6 fructidor L864. Cf aussi enquêtes faites par les divers comités de surveillance. L 1076, 1077, 1121, 1177.

5. Arch. Ard. L211, Lettre des administrateurs au Comité de législation, le 28 messidor III. « Il n'a manqué que du temps et des occasions favorables aux terroristes de notre département pour en assassiner les citoyens qui... pouvaient mettre obstacle à l'ambition, tenter la cupidité ou provoquer l'envie de ces anthropophages. Des listes de proscription étaient répandues, des jugements étaient prêts. Il ne manquait plus qu'à y inscrire les noms des proscrits ; des fosses étaient ouvertes pour y placer leurs cadavres. Aux dimensions de ces tombeaux, on juge qu'ils devaient contenir des milliers de victimes... »

6. Rapport de la société populaire de Tournon, 30^e pluviôse III, 117 p. B.A.

7. Lettre de Suchet du 28 vendémiaire.

Malgré la publicité donnée à cette réponse par le département, l'opinion reste convaincue que la révolution du 9 thermidor a préservé le pays de graves dangers et la situation des administrateurs inféodés aux Jacobins est encore plus compromise. C'est en vain que, le 27 brumaire, ils rédigent un dernier plaidoyer pour justifier leur attitude durant la Terreur. Dans une adresse à la Convention qu'ils répandent à profusion dans toutes les communes, ils font valoir habilement la tranquillité et le calme dont a joui le département avant « la chute des triumvirs » et s'efforcent d'en rapporter le mérite à leur sage administration et à leurs principes de justice et d'humanité. » ¹

Le pays était trop prévenu contre eux pour vouloir les entendre. Il persiste à les juger sur les intentions qu'on leur prête, beaucoup plus que sur les résultats obtenus ².

Devant cette vague d'impopularité croissante, les administrateurs du département s'abstiennent désormais de toute initiative. Ils n'inscrivent plus guère de nouveaux citoyens sur la liste des émigrés ; ils se bornent à opposer une résistance passive à la plupart des demandes de radiation. ³ Leurs amis des comités de surveillance de Bourg-St-Andéol, Joyeuse et Villeneuve-de-Berg font, eux aussi, la sourde oreille aux réclamations des détenus. Ils ne cèdent qu'au dernier moment, mais la pression de l'opinion est trop forte et, si les libérations de prêtres réfractaires sont rares avant frimaire, les simples suspects bénéficient de plus en plus des nouvelles tendances à la modération. Le rythme des mises en liberté, encore lent en fructidor, se précipite dans les premiers mois de l'an III. Plus de 50 prisonniers sont rendus à leurs familles, le 13 vendémiaire, une vingtaine en brumaire ⁴ et 18 en frimaire ⁵. Les prisons se vident en nivôse ⁶.

1. Procès-verbal du 27 brumaire III. Arch. Ard. L133.

2. Adresse de la société populaire de Privas, du 10 frimaire, à la Convention pour protester contre les allégations du département, impr. 6 p. Fonds Mazon chron. T. 19.

3. Le 11 vendémiaire, le département s'oppose à la radiation de Dubesset, le 11 brumaire à celle de Verdier. Elles seront accordées le 7 et le 14 frimaire. Arch. Ard. L132, 133.

4. Arch. nat. F7 4552.

5. Comptes décadaires du Tanargue, 2^e décade de frimaire, L 882. Exécution de l'arrêt de Serres daté de Joyeuse du 19 frimaire.

6. Toutes les sociétés populaires, en brumaire, frimaire et nivôse, délivrent des certificats de civisme aux détenus et demandent leur libération. Fonds Mazon chr. T 21. Cf) aussi Delichères p. 163 et Arch. nat. F 7 4552.

Les suspects vont renforcer dans les villes et les campagnes les adversaires des Montagnards et accélérer le mouvement de réaction qui entraîne le pays. Partout les patriotes avancés perdent du terrain. S'ils détiennent encore l'autorité à Bourg-St-Andéol, Joyeuse, Villeneuve-de-Berg et Largentière, la réduction des comités de surveillance à un seul par district leur enlève leur dernier instrument de domination.

Vaincus dans leur polémique contre Dubois, en butte à la suspicion, à la rancune et à la haine, découragés, les administrateurs du département abandonnent la lutte. Après Cousin ¹ qui n'a pas osé reparaitre, après Mallevall et Durepaire qui ont donné leur démission, Chabal et Chabaud ² profitent des lois sur l'incompatibilité des charges pour opter pour leur profession de notaire. L'administration centrale est entièrement désorganisée, lorsque, le 24 frimaire, l'arrêté de Serres, représentant en mission, vient lui porter le coup de grâce.

Tous les anciens administrateurs, à l'exception de Gamon, tous les membres du tribunal criminel sont destitués et les modérés qui les ont combattus avec acharnement sont investis de leurs fonctions. ³ C'était un triomphe pour Dubois qui devenait le chef de l'administration départementale, en attendant le rétablissement du titre de procureur général syndic. ⁴ Les vaincus, toutefois, pour ne pas avoir l'air de paraître en accusés devant leurs ennemis, refusent de venir rendre compte de leur gestion et, malgré les arrêtés du département et les dénonciations aux représentants en mission, Dubois n'aura pas la satisfaction de jouir de l'humiliation de ses victimes. ⁵

Tous les patriotes qui avaient lié partie avec les Montagnards sont englobés dans la même disgrâce. Dès la fin frimaire, les épurations se poursuivent inexorables. Le 19, Serres renouvelle toutes les autorités locales de la Baume, Alban-sous-Sampzon, Bannes, les Vans, La-Champ-de-Fer, Largentière. Le 20 frimaire, il casse la municipalité de Joyeuse et révoque tous les membres du comité de sur-

1. Arch. Ard. L 132. Procès-verbal du département du 3 vendémiaire, citant la lettre de Cousin du 1 vendémiaire. Il a une mission de Jean Bon St André.

2. Procès-verbal du 16 et 17 brumaire. Arch. Ard. L 133.

3. Arrêté de Serres inséré dans le procès-verbal du département, 26 frimaire III. Arch. Ard. L 133.

4. Arrêté de Debry, du 11 floréal III, nommant Dubois procureur général syndic du département. Procès-verbal du 15 floréal. L 135.

5. Procès-verbaux des 15 nivôse, 29 ventôse et 17 fructidor. L 134, 136.

veillance. Le 21, c'est le tour des communes de Ribes, Laurac, Payzac, Berrias. ¹ A Aubenas, la société populaire, qui avait déjà expulsé de son sein, dès le mois de thermidor, les citoyens les plus compromis, élimine, en frimaire, les derniers éléments suspects de jacobinisme. L'administration du Coiron est entièrement transformée. ² Ceux qui ne sont pas destitués s'empresseant de donner leur démission. Le Mézenc remplace une vingtaine d'administrateurs, juges, agents nationaux ou officiers municipaux. Dans le Tanargue, où les partis étaient plus tranchés, de thermidor à nivôse, on ne compte pas moins de 160 titulaires suspendus de leurs fonctions, dont plus de 50 pour le seul canton de Joyeuse. ³ « Depuis le passage de Serres, écrit la nouvelle municipalité de cette ville à la Convention, le 8 nivôse, l'innocence lève les yeux et les ennemis de la révolution du 9 thermidor se cachent. » ⁴

Jamais, sous la Terreur, les représentants en mission n'avaient eu la main aussi lourde. C'est qu'alors l'opinion était indifférente ou même hostile à toute modification dans le personnel administratif. A partir de thermidor, elle devient de plus en plus sévère aux Jacobins et, à l'instigation des contre-révolutionnaires, elle voit partout des intrigants et des partisans de la tyrannie. Le 5 ventôse, le Tanargue a découvert que des malveillants ont réussi à tromper la vigilance des bons citoyens et se sont infiltrés dans l'administration du district, dans les municipalités et les sociétés populaires. Il presse le représentant Debry de venir « compléter l'œuvre de Serres et terrasser les restes impurs de la secte infernale qui voudrait renouveler ses horreurs. » ⁵

Désormais, on ne s'en prend plus seulement aux Jacobins et aux Montagnards. on écarte jusqu'aux républicains qui avaient souffert des vexations des patriotes exclusifs. A Aubenas, par exemple, Delichères et ses amis sont victimes des rancunes des aristocrates qui prennent prétexte de l'apologie de Marat pour les exclure de la société populaire. ⁶ A Bourg-St-Andéol, la nouvelle épuration, le 4 ventôse, est confiée à la sollicitude de Michel et de Dubois. Ils ont l'ordre de Debry et du département de comprimer les mal intentionnés,

1. Fonds Mazon chron. T. 21. Nombreux arrêtés de Serres.

2. Manuscrit de Delichères p. 163, 164.

3. Arch. nat. D m 13 et 14. Cf) aussi Fonds Mazon chr. T. 21.

4. Arch. de Joyeuse. Fonds Mazon F 12.

5. Arch. Ard. L 866. Procès-verbal du Tanargue du 4 ventôse.

6. Manuscrit de Delichères p. 172, 173.

d'extirper la tyrannie et « de faire régner les principes de justice et d'équité qui paraissent avoir été si longtemps méconnus dans cette commune. »¹ On peut se fier à leur zèle pour l'accomplissement strict de leur mission. Ils n'oublieront aucun de leurs ennemis.²

Toutes les administrations, toutes les municipalités, toutes les sociétés populaires sont rajeunies au goût du jour. A la fin de la 2^{me} décade de ventôse, le Tanargue peut annoncer que Debry a achevé l'épuration de l'administration du district, du comité de surveillance, du tribunal, des agents nationaux et des officiers de la garde nationale³.

On profite de ces transformations pour vider les lieux de réunion de tous les signes et vestiges de la faction de Robespierre. A l'exemple de la Convention qui expulse du Panthéon les cendres de Marat, on renverse, on brise, on foule aux pieds les bustes de tous les grands hommes démonétisés⁴. Une société qui tolérerait un souvenir de Marat, Lepelletier ou Chalier serait vite dénoncée et impitoyablement proscrite. Toutes les « montagnes » édifiées dans les locaux administratifs disparaissent. Annonay détruit ce symbole de la tyrannie, le 30 pluviôse, et supprime les acclamations d'usage au début et à la fin des séances. Les cris de « Vive la Montagne, vivent les Jacobins, vivent les sans-culottes » sont réputés séditeux⁵.

Le règlement des sociétés est expurgé, lui aussi, des « principes du jacobinisme ». On renonce au tutoiement égalitaire et au port du bonnet rouge⁶. La cocarde tricolore est encore obligatoire, mais, malgré la verte semonce de Debry qui prétend ne l'interdire qu'aux femmes de mauvaise vie et aux traîtres⁷, elle n'est plus guère une recommandation pour personne. Au marché des Vans, le 24 ventôse,

1. Arch. Ard. L 134. Proc-verb. du 5 ventôse. Ils rendent compte de leur mission, le 17 ventôse, et leurs frais sont réglés à 1.100 l. le 27 ventôse.

2. Delichères p. 171. Ils font arrêter 12 fonctionnaires destitués.

3. Arch. Ard. L 882. Comptes décadaires de l'agent national du Tanargue, 2^{me} décade de ventôse. Cf) aussi Arch. nat. D III 14 et Fonds Mazon Chron. T. 22. Réorganisation de 68 municipalités du bas Vivarais par Debry.

4. Arch. Joyeuse 2 ventôse. Fonds Mazon F 12, société populaire de Privas. Revue du Vivarais 15, 10. 1898 p. 442-444.

5. Rostaing p. 290. Il en est de même à Aubenas, le 20 ventôse, à Largentière, à Villeneuve de-Berg, ... à Joyeuse, le 8 ventôse.

6. A partir de prairial les noms révolutionnaires des communes sont de moins en moins employés. Cf) procès-verbaux du département, L 135 et aussi L 815.

7. Arrêté de Debry du 9 ventôse. Fonds Mazon chron. T. 21.

plus de 300 citoyens refusent de l'arborer et l'agent national n'ose pas intervenir par crainte d'une sédition ¹.

Désormais, le but essentiel assigné à l'activité des corps administratifs, c'est la lutte contre le terrorisme. « C'était un crime, écrit Delichères, que d'avoir été un patriote énergique. Aucun n'osait parler. Tous étaient comprimés. Ils tremblaient comme au commencement d'une contre-révolution et ils s'empressaient de se montrer modérés, de faire leur cour aux nouveaux dominateurs ² ».

Ces nouveaux dominateurs se font les chevaliers servants d'une morale de plus en plus sévère et exigeante. L'expulsion des Jacobins de l'administration peut bien les mettre dans l'impossibilité de nuire, elle n'empêche pas un retour offensif de la tyrannie et surtout elle ne répare pas les injustices du passé. Pour satisfaire aux règles d'une stricte équité, il reste à punir les hommes de sang et à tirer une réparation exemplaire de leurs crimes abominables.

Les émigrés qui rentrent de plus en plus nombreux ³, les victimes de la Terreur qui ont perdu leurs biens ou ont langué de longs mois dans les maisons de détention, les parents de ceux qui ont été massacrés à Lyon ou ont péri lors de la révolte de Saillans sont insatiables de vengeance et de représailles. Ils assiègent de leurs doléances les représentants en mission, réclament et obtiennent la révision des jugements criminels et poursuivent sans merci les anciens dénonciateurs ⁴.

Tous protestent contre la complaisance de la Convention à l'égard des terroristes et contre la timidité des tribunaux, qui hésitent à poursuivre les grands coupables ou ne leur infligent que des peines dérisoires ⁵. Quelques mois de prison à des bandits qui ont mérité la mort apparaissent à l'opinion comme une parodie de la justice. Les administrateurs, les juges de paix, les sociétés populaires font écho à ces doléances. En germinal et en floréal, l'agent national du Tanargue, dans tous ses rapports décadaires, déclare que l'impu-

1. Arch. Ard. L 894. Lettre de l'agent national des Vans au Tanargue, 24 ventôse. Cf. aussi L 882 : 3^me décade de ventôse.

2. Manuscrit de Delichères p. 158.

3. Arch. nat. F 7 4868 et 4869. Nombreuses radiations provisoires prononcées par les districts.

4. Arch. nat. DIII 14. Nombreuses dénonciations de la part des parents des victimes de la Terreur.

5. Les 1, 5, 20 et 25 prairial, Joyeuse dénonce les sourdes menées des terroristes. Fonds Mazon F 12.

nité des terroristes risque de provoquer des vengeances particulières¹. Dubesset, juge de paix de Lamastre, ne veut pas de pitié pour ces monstres². La société populaire de Privas, plus modérée, se borne à demander au moins le désarmement et l'arrestation des principaux meneurs³.

Debry, à son arrivée dans le département, est impressionné par ce concert général de plaintes et de réclamations. Il en conclut que « tout le pays est encore sous la Terreur »⁴. Il croit tenir une balance égale entre les diverses factions, en confondant dans les mêmes rigueurs réfractaires, aristocrates et terroristes ; mais, si les mesures qu'il prend contre les derniers sont rigoureusement appliquées par les corps administratifs, les autres, protégés par la population, les éludent facilement. Aussi, malgré son affectation d'impartialité, sa mission coïncide-t-elle avec les débuts d'une véritable persécution dont presque toutes les victimes sont des Jacobins⁵.

Dès le 7 ventôse, un arrêté prescrit d'enlever leurs armes aux intrigants et aux malintentionnés que désigne l'opinion publique. Le département et les districts exécutent, dans toute sa rigueur, ce désarmement dans les principaux centres du midi : à Aubenas, à Joyeuse, à Villeneuve-de-Berg, à Largentièrre et à Bourg-St-Andéol⁶.

Quelques patriotes protestent contre une mesure qu'ils considèrent comme illégale et dénoncent à la Convention les menées contre-révolutionnaires de Debry⁷. Leurs adversaires en profitent pour exaspérer les susceptibilités du représentant, très infatué de son pouvoir⁸. Debry refuse d'entendre leur justification et les plus

1. Arch. Ard. L 882. 3^{me} décade de floréal. Cf) aussi L 250. 1^{re} décade de prairial.

2. Arch. nat. F 77191.

3. Pétition de Privas de nivôse Arch. Ard. L 135. Adresse de St-Péray, du 20 nivôse, pour dénoncer les terroristes Grangeon et Bonnet. Fonds Mazon chron. T. 21.

4. Lettre de Debry à ses filles de Largentièrre, le 8 ventôse, publiée par Pingaud. Revue du Vivarais du 15 7-1898 p. 315.

5. Lettre de Dussargues à Gleizal du 18 floréal. Fonds Mazon ch. 22.

6. Fonds Mazon chron. T. 21 et 22. Nombreux arrêtés de Debry. Le 6 germinal, Joyeuse demande le désarmement de 63 habitants. Fonds Mazon F 12. A Largentièrre, le 12 prairial, on désarme 17 terroristes. Fonds Mazon chr. T. 19 et F 16. Delichères p. 186. Procès-verbaux du département L 134 et 135. Cf) aussi L 866

7. Protestations de Largentièrre le 30 prairial. Fonds Mazon F 16. Les protestataires seront destitués en messidor. Procès-verbal du département du 18 messidor. L. 135.

8. Arrêté de Debry, du 7 ventôse, relatif au refus des citoyens de remettre leurs armes. Arch. Ard. L 134.

compromis, comme Milly, Dussargues et Dusserre à Joyeuse, Amblard et Suchet à Largentière, le général Massol au Teil, Meynier à Aubenas, Ymonier à Bourg-St-Andéol, vont méditer en prison sur les vicissitudes de la Révolution. D'autres, comme Cousin, Lespinasse et Dumonts, sont exilés ou placés sous la surveillance tracassière et malveillante de leurs municipalités ¹.

La moindre difficulté, le moindre trouble au sujet du désarmement ou de l'arrestation des terroristes provoque de nouvelles répressions. Beaucoup, craignant pour leur vie et leur liberté, prennent le parti d'abandonner leurs foyers.

Ceux qui ne peuvent fuir sont à tout instant régautés d'aubades contre-révolutionnaires. Dans tout le midi, depuis floréal, on chante le « Réveil du peuple », agrémenté de couplets patois fort injurieux pour les Jacobins. On crie « à bas la Montagne, à bas les Robespieristes, mort aux Pierrots ! » On vient les conspuer sous leurs fenêtres et on brise leurs vitres à coups de pierres ².

Ces vexations prennent vite des allures inquiétantes pour la paix et la tranquillité publiques. Aux Vans, les attroupements de jeunes gens, jeunes filles, femmes et enfants sont presque quotidiens, au printemps de 1795. Le 18 germinal, une grave échauffourée se produit et les coups de bâton pleuvent sur les terroristes. Le 7 floréal, c'est une formidable manifestation contre les nouveaux suspects. Une jeune fille est traitée de « pierrote », souffletée et rouée de coups sur la place publique. Les délinquantes sont encore des femmes et des jeunes filles, qui s'en glorifient comme d'une action d'éclat. La municipalité sort en écharpe pour rétablir l'ordre et dissiper le rassemblement. Elle fait inutilement les trois sommations légales. Personne ne bouge. Les manifestantes vocifèrent de plus belle : « à bas les pierrots, à bas les Robespieristes, vive le bâton ! » Les officiers municipaux n'ont d'autre ressource que de dénoncer les perturbateurs au juge de paix qui, devant l'exaltation générale, n'ose pas entamer une procédure ³.

Le 22 floréal, la municipalité est saisie de nouvelles plaintes,

1. Fonds Mazon chr. T. 19 et F 12. Multitude de pièces sur le désarmement, l'arrestation et la mise en surveillance de nombreux terroristes. Cf) encore Fonds Mazon F 16 et procès-verbal du département de floréal à messidor. L 135.

2. Manuscrit de Delichères p. 182. Arch. Joyeuse, Largentière, les Vans. Délibérations du Tanargue L 866 et 870.

3. Arch. des Vans. Fonds Mazon chr. T. 19 et comptes décadaires de germinal et floréal du Tanargue. L 882.

Toutes les nuits, des troupes de jeunes gens, de jeunes filles et d'enfants courent les rues, heurtent les portes, chantent et mènent un tapage affreux qui empêche les citoyens paisibles de reposer. Le maire les mande à la maison commune avec leurs parents, leur reproche leur attitude provocatrice et leur fait défense de recommencer. Le procureur de la commune prêche le calme, la tolérance et l'union entre les citoyens. Un nommé Fabre l'interrompt sur un ton arrogant et persifleur et déclare qu'aucune loi n'interdit de chanter. La municipalité s'efforce vainement de le calmer. A bout de patience, le maire donne l'ordre de le saisir et de l'enfermer à la maison d'arrêt. Moutet fils, serrurier, intervient alors au nom de tous les manifestants. Si Fabre va en prison, tous iront lui tenir compagnie, car ils sont tous aussi coupables. Aussitôt jeunes gens et jeunes filles brandissent leurs bâtons et font une sortie tumultueuse en bafouant l'autorité impuissante ¹. Le 20 messidor, les mêmes officiers municipaux qui ne veulent pas servir les rancunes des aristocrates sont encore insultés par la populace, traités de bandits, de scélérats, de monstres et de buveurs de sang ².

Des scènes de violence de même nature se reproduisent fréquemment à Villeneuve-de-Berg, à Largentière et à Bourg-St-Andéol ³. Le 26 prairial, à Aubenas, l'administration du district a fort à faire pour empêcher le massacre des membres de la commission populaire d'Orange ⁴. Partout on chasse, on poursuit, on traque les suspects de terrorisme. Si on ne peut les atteindre eux-mêmes, on s'en prend à leurs propriétés. A tout instant, on dénonce des dégâts et des pillages commis contre les vergers, les jardins et les terres des acheteurs de biens nationaux. Les arbres de la liberté sont particulièrement visés ⁵. De messidor à fructidor, dans le seul district du Tanargue, on ne signale pas moins de 20 communes où ces arbres ont été tailladés et abattus .

1. Lettre de l'agent national des Vans au Tanargue, du 23 floréal. Arch. Ard. L 894. Lettre des administrateurs au Comité de Sûreté générale, le 6 prairial. Arch. Ard. L 211.

2. Lettre de Dubois et Michel, du 25 messidor. L 202.

3. Nombreux extraits d'archives municipales des principaux centres du bas Vivarais dans Mazon. *chron.* T. 19 et *comptes décadaires* du Tanargue. L 882.

4. Fonds Mazon chr. T. 22. Delichères p. 187.

5. Dans le Mézenc, on signale des arbres abattus à St Barthélemy-le-Meil, Arlebosc, Bozas, St-Martial, Borrée, Rochepaule, Montvert.... Arch. Ard. L 134, 135, 136.

6. Cf) procès-verbaux du Tanargue. L 866.

Le département et les districts ferment les yeux sur ces excès ou n'interviennent que mollement pour les réprimer. Souvent même, plutôt que de rechercher les coupables, on trouve plus simple de rejeter sur le compte des terroristes la responsabilité de tous les méfaits ¹.

Exaspérés par toutes ces vexations et ces injustices, les Montagnards pressent leur ami Gleizal d'intéresser la députation du département et la Convention à leur malheureux sort ². Aymard et Mamarot, de Villeneuve-de-Berg, n'osent pas revenir chez eux, de crainte d'être assassinés. « Voilà ce que l'on gagne à servir la Révolution, écrit Aymard, on applique la loi parce qu'on y est obligé, mais avec honnêteté, et un retour imprévu vous met à la merci de vos ennemis » ³. « On nous abreuve d'amertume, déclare Meynier, le 16 nivôse, l'on égare le peuple » ⁴.

Le général Massol qui, en 1792, commandait un bataillon de volontaires de l'Ardèche et qui, en 1793, s'est distingué au siège de Lyon a vu ses biens pillés, sa femme et sa fille insultées ; lui-même a été cassé de son grade, déclaré suspect et accusé de vol et de concussion. Il gémit dans les prisons de Valence et on menace de le traduire à Lyon pour y être jugé. Il supplie Gleizal en de nombreux mémoires de lui faire rendre justice. « Qu'au moins on ne le livre pas à la vengeance des Lyonnais où ses fonctions de président d'une commission militaire lui ont valu des ennemis mortels qui seraient trop heureux de le massacrer sans pitié ! » Cousin, Milly, Dussargues, Dumonts et une foule d'autres ont recours à l'obligeance et au dévouement de Gleizal ⁵.

Gleizal n'épargne ni son temps, ni sa peine, ni ses démarches auprès des divers comités et des représentants en mission, pour calmer les inquiétudes de ses amis et obtenir leur libération. Mais ses collègues de la députation de l'Ardèche ⁶ ne pardonnent pas facilement à leurs compatriotes leurs dénonciations perfides de 1793. Ils interviennent, toutefois, auprès de Debry ⁷ pour apaiser son res-

1. Cf) procès verbaux du département, 1^{er} floréal, L 134, 24 et 26 thermidor, L 136.

2. Fonds Mazon chron. T. 20, 21, 22. Papiers Gleizal.

3. Fonds Mazon chron. T. 21. Lettre d'Aymard à Gleizal, 9 brumaire an III.

4. Fonds Mazon chron. T. 22. Lettre de Meynier.

5. Fonds Mazon chr. T. 22. Nombreuses lettres et mémoires.

6. Delichères p. 214.

7. Fonds Mazon chr. T. 22. Lettre de Boissy d'Anglas, du 12 pluviôse, à Debry en faveur du Dussargues et Dusserre.

sentiment contre les anciens fonctionnaires destitués et se portent garants auprès de Goupilleau du patriotisme des Jacobins persécutés.

L'arrivée de Goupilleau dans le pays marque, en effet, un changement d'attitude à l'égard des anciens terroristes. Le nouveau représentant est bien décidé à réprimer les agissements des aristocrates et des contre-révolutionnaires. « Partout, écrit-il, on méprise la loi pour assouvir une réaction effrayante ¹ ». « Dans le midi, on y est totalement changé, on y dénonçait, et à juste titre, les égorgeurs du temps de Robespierre et on y est devenu égorgeur... » ². D'Avignon, il lance une proclamation énergique contre les vengeances arbitraires ³. Il entend réagir contre la suspicion dont les fonctionnaires de l'an II sont l'objet. Il les déclare patriotes excellents, refuse de les laisser désarmer et prescrit même la restitution de leurs armes à un certain nombre d'entre eux ⁴.

L'administration du département, à son tour, finit par s'effrayer de la rage populaire. D'accord avec Goupilleau, elle s'efforce d'endiguer ce mouvement d'opinion. N'osant pas le réprimer par la force, elle en est réduite à faire appel au sentiment chrétien de la population. Dans son adresse aux citoyens du 29 floréal ⁵, elle invoque l'exemple du Christ obéissant même à des puissances injustes. Elle demande aux réfractaires eux-mêmes d'user de leur influence sur les fidèles pour les incliner à la tolérance, à la modération, au pardon des injures. « J'intéresse, écrit à son tour l'agent national du Tanargue, au maintien de l'ordre toutes les passions... Je rappelle aux fanatiques que la vengeance est défendue par la morale religieuse plus encore que par les lois civiles... Je rappelle aux bons citoyens que, plus le règne des brigands a été atroce, plus ils doivent éviter de marcher sur leurs traces » ⁶. Ces tentatives d'apaisement ne trouvent pas d'appui dans le pays. L'opinion reste hostile à toute velléité de modération. Les sociétés populaires et les municipalités accueillent de mauvaise grâce les arrêtés de Goupilleau, refusent de les exécuter et dénoncent même le représentant à la Convention comme complice des terroristes ⁷.

1. Lettres intimes de Goupilleau en mission dans le midi. B. N. L b 41 5471. Lettre du 13 prairial.

2. Lettre de Goupilleau du 22 prairial. B. N. L b 41 5471.

3. Proclamation de Goupilleau et Debry, le 26 floréal. Arch. nat. A F II 197.

4. Cf) Delichères p. 185.

5. Arch. Ard. L 135.

6. Compte-rendu de la 3^e décade de prairial. Arch. Ard. L 882.

7. Adresse d'Aubenas à la Convention, le 27 prairial. Arch. nat. D III 13.

Aussi, malgré quelques proclamations vibrantes et quelques mises en liberté, son action est-elle inefficace ¹ Les animosités étaient trop vives pour faire entendre raison aux deux partis. Aussitôt qu'une faction se calme, l'autre s'applique à dominer. Les Jacobins n'ont pas renoncé à l'espoir d'un revirement qui leur rendra le pouvoir et l'autorité. Au moindre signe favorable, ils relèvent la tête et reparaissent la menace à la bouche.

« A l'arrivée de Goupilleau, écrit Delichères, les patriotes persécutés respirent et les persécuteurs sont hués de toute part. » ² Lors des événements de prairial, écrit le Tanargue, les terroristes manifestaient une joie et une satisfaction qui trahissaient leurs secrets desseins. ³ Les mesures prises contre les auteurs des massacres de Lyon et les compagnies de Jésus réveillent leurs espérances et, dans tout le département, à la nouvelle du décret du 12 messidor qui suspend le jugement des terroristes, leurs partisans redeviennent arrogants et agressifs. ⁴ En thermidor, ils font courir le bruit que la Convention va rétablir la Terreur. ⁵ Ils « annoncent qu'ils sont protégés. » ⁶ Au chant du Réveil du peuple ils opposent des hymnes à Marat et à la Montagne et ces chansons provocatrices se terminent toujours par des pugilats, des coups de fusil et parfois de véritables assassinats. ⁷

Le 15 thermidor, à Villeneuve-de-Berg, une rixe éclate dans un cabaret, provoquée par des terroristes qui veulent commencer la danse. La municipalité prescrit l'arrestation des agitateurs. Ils se réfugient sur les toits, d'où ils font pleuvoir une grêle de tuiles sur la garde nationale. Une nouvelle altercation a lieu le 22 thermidor. Un nommé Albitte, déjà sous le coup d'un mandat d'arrêt depuis le 2 germinal, parcourt la ville, escorté d'une troupe armée qui hurle

1. Le désarmement des terroristes continue. Cf) procès-verbal du Tanargue, 22 messidor, L 866. Le département prescrit encore, le 6 messidor, le désarmement à Serrières, à St-Jean-Chambre,... L 135.

2. Delichères p. 185.

3. 3^e décade de prairial. Arch. Ard. L 882. Cf) aussi L 250.

4. Delichères p. 189. Fonds Mazon chr. T. 22. Lettre de Malmazet, de Vals, à Gleizal, le 22 messidor.

5. Adresse du département aux citoyens, le 26 thermidor. L 136. Cf) aussi L 882, 2^e et 3^e décade de thermidor.

6. Compte décadaire du 30 thermidor. Arch. Ard. L 250.

7. Delichères p. 190. Cf) aussi Fonds Mazon chr. T. 19 et F. 12 et 16. Arch. des Vans, de Joyeuse, de Largentière. Cf) encore lettre des administrateurs du département à Boissy, 27 thermidor. Arch. Ard. L 211 et Arch. nat. F 1 c III Ard. 6.

à tous les carrefours : « Vive Robespierre, vive la queue de Robespierre ! » Quelques jours auparavant, il s'est vanté de faire trembler toute la commune. Sur le point d'être saisi, il se barricade chez lui et, lorsqu'on parvient à forcer sa porte, il a disparu. ¹ En fructidor, à Largentière, un officier municipal est victime de voies de fait en voulant rétablir l'ordre. ² A Bourg-St-Andéol, un autre reçoit un coup de sabre qui met sa vie en danger. A Annonay, l'autorité débordée est incapable de protéger les prisonniers de guerre. ³

Ces manifestations intempestives et ces excès exaspèrent l'opinion et achèvent de discréditer la Révolution. Dès le 5 prairial, à Aubenas, la foule parcourt les rues en criant : « crève la République, au diable la Convention ! » Aux Vans, le 23 messidor, en pleine société populaire, on applaudit avec enthousiasme la lecture d'un article de journal qui annonce que Condé vient de proclamer Louis XVIII. ⁴ Alors qu'avant le 9 thermidor tout le monde se disait républicain et patriote, il n'y a plus, à la fin de l'an III, pour arborer ces qualificatifs, que ceux que l'opinion flétrit du nom de terroristes. La réaction, si on en excepte quelques rares îlots de résistance, comme Viviers et Villeneuve-de-Berg, triomphe à peu près partout. Les contre-révolutionnaires donnent le ton et imposent leurs vues à l'administration qui, pour se maintenir, doit les ménager et parfois se mettre à leur remorque.

II

Cette réaction générale contre les principes de la Révolution et surtout contre les patriotes qui avaient incarné le gouvernement terroriste ne pouvait manquer d'avoir son contre-coup sur les manifestations de la vie catholique. Les Jacobins avaient eu beau disperser, proscrire et emprisonner le clergé réfractaire, ils avaient été impuissants à déraciner la foi et à étouffer les aspirations surnaturelles de la masse populaire.

1. Arch. de Villeneuve-de-Berg. Délibérations des 15, 16, 23, 24 thermidor. Fonds Mazon chron. T. 19 et Arch. Ard. L 613.

2. Arch. Ard. L 136. Procès-verbal du 30 fructidor.

3. Arch. nat. F 1 C III Ard. 6. 2 prisonniers de guerre ont été assassinés à Annonay.

4. Manuscrit de Delichères p. 183.

5. Fonds Mazon chron. T. 19. A la suite de cette manifestation séditieuse, la société populaire des Vans fut supprimée.

La chute de Robespierre ne provoque pas, cependant, une explosion soudaine du sentiment religieux. C'est lentement et par degrés que, jusqu'en ventôse, prêtres et fidèles prennent conscience des nouvelles possibilités qu'offrent à la religion les événements politiques. Au début, l'appréhension du lendemain glace encore tous les cœurs et arrête toutes les initiatives. Les lois révolutionnaires sont toujours en vigueur. Beaucoup de ministres du culte sont internés dans les maisons de détention. Les autres ne sortent que timidement de leurs retraites et redoutent encore les dénonciations.

Peu à peu, le calme et le répit dont on jouit depuis quelques semaines enhardissent les courages. Dans la montagne, les insermentés vont plus librement, reparaissent dans leurs paroisses et administrent les sacrements sans être tenus à autant de précautions. Dans les villes elles-mêmes, le culte privé s'entoure de moins de mystère.¹

La plupart des prêtres incarcérés comme suspects obtiennent des sociétés populaires et des municipalités des certificats de civisme² et, sous prétexte de maladie ou de pénurie des subsistances, voient s'ouvrir les portes de leur prison. En deux mois, du 19 frimaire au 18 pluviôse, le seul district du Tanargue rend à la liberté 18 réfractaires.³ Leur libération fournit de précieuses recrues au bataillon d'élite qui, au péril de sa vie, avait continué sous la Terreur son dangereux ministère.⁴ D'autres qui, sous la pression des circonstances, avaient été contraints d'abandonner l'exercice du culte reprennent leurs fonctions. Un certain nombre, enfin, dont le serment pouvait donner lieu à de fâcheuses interprétations, pourvoient à la tranquillité de leur conscience en précisant plus nettement leurs réserves ou en retirant tout serment. De fructidor à ventôse, le seul district du Mézenc dénonce onze prêtres qui ont signifié à l'administration leur rétractation.⁵ Le département, de son côté, ordonne

1. Filhol. Histoire d'Annonay T. 3 p. 262.

2. Nombreux extraits des registres des sociétés populaires du Tanargue. Fonds Mazon F 12.

3. Fonds Mazon chr. T. 19. Cf) aussi Arch. nat. F 7 4428 et 4552.

4. Ceux qui avaient été portés sur la liste des émigrés obtiennent leur radiation. Procès-verbaux du Tanargue, en germinal, floréal et prairial. Arch. Ard. L 866.

5. Ce sont Vaux et Chareyron, curé et vicaire de Roche-paule, Breuil, curé de Vion, Chaléat, Cros et Mallevall, curé et vicaires de St-Félicien, Céas et Blanc, curé et vicaire de Pailharez, Durafour, curé de St-Jeure, Blanc, vicaire de St-Prix, et Guironnet, curé de la Bâtie d'Andaure. Arch. Ard. L 853 et Arch. nat. F 7 4552.

à tout instant des poursuites judiciaires contre de nouveaux réfractaires ¹.

L'administration du Tanargue déplore cette perversion de l'esprit public. Dans tous ses rapports décadaires, l'agent national signale avec indignation l'activité des insermentés, la connivence de la population et l'inertie des patriotes. En frimaire, il déclare qu'« il est impossible de propager dans ce district les lumières de la raison tant que les réfractaires y résideront ² ».

Sous leur impulsion, en effet, les paysans, qui avaient assisté, la rage au cœur, à la profanation de leurs églises, à la descente des cloches et à la destruction de tous les signes extérieurs du culte, s'empressent de relever les croix abattues et de rétablir les calvaires et les chapelles vénérées. Le Tanargue a beau répandre à profusion dans les campagnes la lettre du Comité de Sûreté générale, du 12 frimaire, sur le maintien des fêtes décadaires, il est obligé de constater qu'elles sont de plus en plus désertées et que « les signes superstitieux » reparaissent de tous côtés. C'est pour faire valoir son zèle plus que pour rendre hommage à la vérité qu'il ajoute que les croix relevées sont aussitôt renversées de nouveau ³. En réalité, les gardarmes délégués à cette besogne périlleuse ne s'aventurent plus guère dans les paroisses de la montagne.

A mesure que les terroristes perdent du terrain, les catholiques deviennent plus entreprenants. Les épurations de frimaire et nivôse coïncident avec un réveil général du sentiment religieux. Le 2 nivôse, à Aubenas, tous les magasins et les boutiques sont fermés à l'occasion des fêtes de la Noël ⁴. On recommence à sonner l'angélus dans presque toutes les communes. « Il n'est plus question de décades tandis que les ci-devant dimanches et fêtes y sont chômés comme autrefois ⁵ ». Les réunions dans les églises et chapelles, pour la récitation du chapelet et la lecture en commun des prières de la messe, sont si nombreuses que l'administration régénérée du Tanargue prend, le 9 nivôse, un long arrêté pour protester contre ces assemblées illégales ⁶.

1. Chaussinand, de Gluiras, Haon, de Coucournon, Garilhe, de la Gorce, Moulin et Ollier, curé et vicaire de Thueyts. L 134, 135 et 882.

2. Comptes décadaires du Tanargue, 1^{re} décade de frimaire. L 882.

3. Ibidem. 2^{me} décade de nivôse.

4. Delichères p. 164

5. Comité de surveillance du Tanargue, registre de correspondance, lettre du 4 nivôse. Arch. Ard. L 1166. Le 5, il demande au district de faire fermer les ci-devant églises

6. Procès-verbal du 9 nivôse. Arch. Ard. L 864.

Debry, à son tour, « pour étouffer, dès leur naissance, ces germes oubliés de superstition », lance une proclamation sévère contre les fanatiques « qui réclament la liberté des cultes ¹ ». Il dénonce les ennemis du peuple qui, « devenus tout à coup dévots, relèvent nuitamment des croix, disent des psaumes aux vieilles femmes et chantent des messes de maîtres d'école ² ». Le 30 nivôse, il prescrit de nouvelles mesures contre les rassemblements provoqués par les prêtres et les religieuses ³.

Le décret du 3 ventôse, rendu sur le rapport de Boissy d'Anglas ⁴, bien qu'il ne prévoie aucun local officiel, ni pour le culte, ni pour le logement des ministres, et qu'il persiste à proscrire tout signe extérieur, est considéré comme un succès par les catholiques. « La loi sur la liberté des cultes, écrit le Tanargue, a été reçue avec enthousiasme par les habitants de ce district, ... mais le début de l'exécution fournit ici aux malveillants une occasion nouvelle de tourmenter l'opinion. » ⁵

Le 20 ventôse, à Aubenas, on commence à dire la messe publiquement dans quelques sanctuaires improvisés. La foule s'y porte en masse de la ville et des paroisses voisines. Les oratoires sont trop exigus pour accueillir une affluence aussi inattendue. Il faut ouvrir portes et fenêtres pour que les fidèles qui n'ont pu pénétrer à l'intérieur puissent suivre les cérémonies du dehors. Le 30 ventôse, pour satisfaire le peuple, Dalmas cède la grande salle de l'hôpital qui est encore insuffisante. Le 2 et le 5 germinal, dans plus de dix maisons différentes, on célèbre les offices, grand'messe et vêpres, et, au témoignage de Delichères, tout se passe fort tranquillement. Le 13 germinal, qui correspond au Jeudi-Saint, la population se presse plus nombreuse encore dans les diverses chapelles. Partout, on organise des reposoirs que des mains pieuses se plaisent à orner avec un luxe inouï. Argenterie, étoffes précieuses, candélabres, luminaire et verdure, tout est à profusion. Le soir, dans tous les oratoires, on chante en grande solennité le Stabat. ⁶ C'est vraiment, après une éclipse de 18 mois, une véritable résurrection du culte catholique.

1. Proclamation du 12 nivôse de Debry, insérée dans le procès-verbal du département du 18 nivôse. L 134.

2. Lettre de Debry du 16 nivôse au Comité de Salut public. Arch. nat. C 331 1490.

3. Arrêté de Debry du 30 nivôse. Le département en ordonne la réimpression, le 22 pluviôse. L 134.

4. Reimpression du Moniteur T. 23, p. 527, 528.

5. Comptes décadaires du Tanargue. L 882. 3^{me} décade de ventôse.

6. Manuscrit de Delichères p. 173, 174 et 176.

A Joyeuse, la municipalité tient à assister en corps à la messe qui se dit, le 25 ventôse, dans la maison du citoyen Lafcrest. ¹ A Annonay, « les saints Mystères, écrit l'abbé Fillhol, furent offerts ostensiblement, le dimanche des Rameaux, dans le culte Dumas, et tous les prêtres qui ne s'étaient pas encore montrés parurent en public, le Samedi-Saint ou le jour de Pâques, » ² pour préparer les fidèles à la communion pascale.

A la fin de floréal, le rétablissement du culte est à peu près général dans toutes les paroisses. Le Tanargue reconnaît l'impossibilité de corriger le peuple de ses habitudes religieuses et il propose, pour arrêter les progrès du fanatisme, de louer ou de vendre les églises. ³

Cette solution est envisagée sérieusement dans les villes par les fidèles eux-mêmes comme un moyen de rentrer dans la légalité et de ramener l'ordre, la tranquillité et la bonne harmonie entre les citoyens. A Annonay, dès la fin de germinal, quelques citoyens zélés qui ont acquis de la nation l'église de Tranchin, la rendent à l'exercice du culte. A Aubenas, le maire Teissier propose, le 20 ventôse, à la société populaire d'acheter l'église paroissiale et indique la procédure à suivre. On nomme un commissaire pour faire les démarches nécessaires auprès du district. ⁴

Dans les campagnes, le paysan ne s'embarrasse pas de scrupules légaux. Il veut ignorer de parti pris les restrictions du décret du 3 ventôse. Pour lui, il n'y a qu'un local propice au culte : c'est l'église et une résidence pour le curé : c'est le presbytère. Il ne songe pas à les acquérir à prix d'argent. Il ne s'agit que de les rendre à leur destination. Ce sont les femmes et les jeunes filles qui, d'ordinaire, prennent l'initiative de forcer la porte des églises et de ramener le curé au presbytère. Dans la plupart des communes, les municipalités ferment les yeux et l'ouverture des églises se fait sans bruit et sans agitation. Des scènes de violence et de désordre éclatent quand l'autorité, par souci de la légalité, essaie de s'y opposer.

Le 26 ventôse, à Gluiras, devant les tergiversations du maire

1. Arch. Joyeuse. Fonds Mazon F12.

2. Fillhol. Histoire d'Annonay T 3 p. 273. 274. Notes de Picansel. Fonds Mazon F2.

3. Comptes décadaires du Tanargue, 2^e décade de floréal. Arch. Ard. L882 Ct), aussi L250. Comptes rendus du département au Comité de Sûreté générale « Le culte s'exerce paisiblement dans la majeure partie des églises, dont les femmes se sont emparées ». 2^e décade de prairial.

4 Fillhol T. 3 p. 274 de Delichères p. 173.

qui craint de se compromettre, un attroupement armé de 30 personnes envahit la maison commune et enlève les vases sacrés et les ornements sacerdotaux pour permettre au curé de célébrer la messe.¹ A Burzet, les patriotes qui tentent de résister à l'entraînement populaire sont accueillis à coups de fusil.² A Antraigues, « une cinquantaine de fanatiques, écrit la municipalité, le 14 germinal, les uns armés de fusils, les autres portant de grosses bouteilles de vin, ont été au devant du nommé Bossi, ci-devant curé ... et l'ont introduit dans le bourg en triomphe ainsi que dans la ci-devant église et dans la maison ci-devant curiale ... »³.

Le 18 germinal, les femmes et les jeunes filles des Vans viennent sommer la municipalité de rouvrir immédiatement l'église. Le maire donne lecture de la loi du 3 ventôse et essaie vainement de démontrer à la foule l'illégalité de ses réclamations. C'était une considération de peu de poids pour les manifestantes. Elles pénètrent par effraction dans l'église, renversent les cuves de salpêtre et jettent à la rue tous les ustensiles de l'atelier national. Le procureur de la commune a grand peine à empêcher la détérioration du matériel.⁴ Quelques semaines plus tard, ce sont encore les femmes qui occupent de vive force le presbytère et obligent les institutrices des petites écoles à vider les lieux.⁵

Le 9 floréal, à Flaviac, elles s'emparent du presbytère, enlèvent les registres, saccagent les meubles de la société populaire et installent à sa place le curé Blachère. Le 30, elles viennent encore insulter les officiers municipaux à la maison commune et menacent de leur faire un mauvais parti.⁶ La même scène se renouvelle à Gravières, le 4 prairial. Les femmes prennent à la mairie les clefs de l'église et y conduisent triomphalement l'abbé Laganier, ci-devant vicaire. « L'attroupement était nombreux, écrit, le lendemain, l'agent national, les femmes étaient furieuses et il eût été dangereux de s'opposer à leurs entreprises. »⁷ A Malbosq, les officiers municipaux font mieux que de ne pas s'y opposer. Le 17 messidor,

1 Arch. nat. Dm 14.

2 Delichères p. 174 et Mazon chron. T. 19.

3 Lettre de la municipalité, transcrite au procès-verbal du département du 12 floréal. Arch. Ard. L135.

4. Arch. des Vans Fonds Mazon chron. T. 19.

5. Lettre de l'agent national des Vans, du 18 messidor, au Tanargue. Arch. Ard. L 894.

6. Procès-verbal du département du 22 prairial. L 135.

7. Lettre de l'agent national de Gravières au Tanargue, le 4 prairial. L 894.

au moment où la foule chasse la municipalité du presbytère, déménage ses papiers et y transporte les meubles du prieur Maigron, ils abandonnent le maire à ses protestations impuissantes et vont rejoindre leurs femmes qui sont à la tête des manifestants. ¹

Le département n'ose pas sévir. Il se borne, le 29 floréal, à publier une adresse à ses concitoyens pour les rappeler au respect de la légalité. Il supplie ses administrés de ne pas devancer la loi et de ne pas provoquer de rassemblements pour occuper les églises. « Vous avez sans doute le droit de jouir de la liberté des cultes, il vous est assuré. Auriez-vous des réclamations à faire à cet égard ? présentez-les à vos administrateurs... mais attendez en paix qu'il soit fait droit à vos demandes. » ²

Ils n'y songent guère et l'agitation est d'autant plus vive que les polémiques entre constitutionnels et insermentés ont repris de plus belle. ³ Au début le renouveau religieux n'avait guère profité qu'aux réfractaires, mais, depuis ventôse, les assermentés, à leur tour, se préoccupent de reconstituer leur Eglise. Souvent, dans une même paroisse ⁴, on voit surgir deux cultes rivaux qui s'anathématisent l'un l'autre. Si les constitutionnels reprochent aux réfractaires de favoriser la réaction politique et de recruter leurs partisans surtout parmi les aristocrates, les émigrés et les contre-révolutionnaires, les insermentés excommunient leurs adversaires comme schismatiques censurés par l'Eglise. Ils contestent la validité de leurs pouvoirs de juridiction et défendent, sous peine de faute grave, aux fidèles d'avoir recours à leur ministère. Ils obligent les époux qui ont contracté mariage devant un constitutionnel à se représenter devant un prêtre fidèle pour recevoir de nouveau la bénédiction nuptiale. ⁵

Les patriotes s'en indignent. « Vous ne sauriez croire, écrit Malmazet, de Vals, à Gleizal, le 15 floréal, à quel point les réfractaires poussent l'audace.... Aujourd'hui, les fidèles ne peuvent plus être

1. Lettre du maire de Malbosc et procès-verbal du Tanargue du 17 messidor. Arrêté du Tanargue du 27 messidor. Cf) aussi rapport de Desarcis, du 5 thermidor, favorable aux inculpés. Arch. Ard. L 866.

2. Adresse du département. Arch. Ard. L 135. Le 6 prairial, le département écrit au Comité de Sûreté générale qu'il ne prend pas au sérieux la dénonciation faite par le procureur syndic du Coiron. On ne saurait assimiler l'effervescence de quelques femmes à une nouvelle Vendée. Arch. Ard. L 211.

3. Cf) L 882, 3me décade de ventôse et 1^{re} de prairial.

4. En particulier à Laurac, à Prades, à Montréal, à la Blachère, etc.... Cf) L 135, L 866. et Fonds Mazon chron. T. 19.

5. Delichères p. 177.

admis en paradis s'ils entendent la messe d'un assermenté, s'ils ne brûlent tout ce qu'ils ont acheté des dépouilles des églises et... s'ils ne paient la rente qui était due au ci-devant seigneur. Voilà, cher concitoyen, quel est l'esprit de cette contrée et cet esprit est toléré et approuvé par les patriotes de nouvelle date. »¹

A son arrivée dans le pays, Goupilleau, qui partage les rancunes des Jacobins, s'efforce de réagir contre cette tolérance illégale. Il déplore la faiblesse qu'on a eue de mettre en liberté cette « peste publique ». Il fait un crime aux réfractaires d'inquiéter la conscience des acquéreurs de biens nationaux et de dénoncer comme un concubinage le mariage des prêtres. Il leur reproche d'encourager la désertion et de favoriser les troubles par leurs prédications incendiaires et les craintes qu'ils inspirent au confessionnal.²

Le décret du 12 floréal,³ qui renouvelle contre les prêtres déportés et rentrés les sévérités passées, lui fournit une arme redoutable. Il en prescrit l'exécution rigoureuse. A Privas et à Aubenas, il impose à l'autorité des perquisitions minutieuses. Il donne l'ordre à l'accusateur public de faire arrêter tous les réfractaires et de les traduire devant le tribunal criminel.⁴ Pendant quelques jours, une atmosphère de persécution pèse sur le pays. Toute la force armée est sur pied, la gendarmerie bat les chemins, fouille les bois et visite les maisons suspectes. Les exaltés applaudissent à ces mesures énergiques, mais les fidèles, qui veillent sur leurs pasteurs, les préviennent à temps du mouvement des troupes et leur ménagent toujours un asile inviolable. Le seul résultat de cet accès terroriste est d'exaspérer la population qui menace de se venger sur les patriotes. A Aubenas, les femmes furieuses parcourent en bandes la ville, insultent les prétendus Jacobins et parlent de massacrer les dénonciateurs.⁵

La surexcitation et la colère prennent de telles proportions que les administrations locales et les sociétés populaires s'empressent de protester contre ces nouvelles vexations. La pétition d'Aubenas

1. Fonds Mazon chron. T. 22.

2. Arch. nat. A FII 189 1570. Lettre de Goupilleau au Comité de Surêté générale. Aubenas 21 prairial. Cf) aussi sa lettre du 6 prairial. B. N. L b 41 5471.

3. Réimpr. du Moniteur T 24 p. 362-365.

4. Arch. Ard. Lettre de Goupilleau du 19 prairial à l'accusateur public. Le 21 prairial, le département fixe la maison de Ste-Marie à Bourg-sur-Rhône pour lieu de réclusion des réfractaires. L 135.

5. Delichères p. 186.

du 27 prairial, rédigée à la hâte, ne porte pas moins de 160 signatures et beaucoup de citoyens font suivre leur nom de la mention « avec toute leur famille. » Elle accuse Goupilleau d'avoir outrepassé ses pouvoirs et violé les décrets de la Convention. Le département, qui craint lui aussi de perdre la confiance populaire, adhère à la pétition et dénonce, de son côté, les arrêtés d'inspiration terroriste du nouveau représentant.¹

Les ordres de Goupilleau, que personne ne se soucie plus d'exécuter, restent lettre morte et les réfractaires vont plus librement que jamais. La loi du 11 prairial, d'ailleurs, apparaissait à tous comme une nouvelle étape dans la voie de l'apaisement. La question des églises, qui, depuis quelques semaines, passionnait l'opinion, semblait à la veille d'être résolue. La Convention offrait la libre disposition de ces édifices aux ministres du culte, sous la seule condition d'une déclaration de soumission aux lois de la République, et le Comité de législation, le 29 prairial, pour atténuer de légitimes susceptibilités, précisait que cet acte de soumission n'avait aucun rapport avec les anciens serments et que la Constitution civile n'était plus une loi de la république.²

Les défiances, cependant, subsistaient dans le clergé. Beaucoup ne croyaient pas possible une attitude conciliante envers un gouvernement qui n'avait abrogé aucune des lois de persécution ; et la perspective de partager l'usage des églises avec les autres confessions soulevait de graves difficultés.³

C'est alors qu'apparaît dans le département l'abbé Vernet qui va jouer un grand rôle dans cette restauration religieuse et être le véritable chef du clergé vivarois jusqu'au Concordat. Originaire de Villeneuve-de-Berg, Vernet était entré dans la société de St-Sulpice et, en 1790, il était directeur au grand séminaire de Toulouse. La Révolution le ramena dans sa famille où, jusqu'en 1793, il s'efforça, par son exemple et ses conseils, de maintenir les prêtres du bas Vivarais dans la saine orthodoxie. La persécution l'obligea à fuir. Il se retira à Lyon où il connut l'arrestation et la prison. La réaction

1. Arch. nat. DIII 13 et procès-verbal du département, du 27 prairial. Arch. Ard. L 135.

2. Lettre insérée au procès-verbal du département, du 10 messidor. Arch. Ard. L 135.

3. Devant la demande des protestants de St Vincent de Durfort et de Pranles de se servir de l'église paroissiale pour l'exercice de leur culte, le département, le 12 fructidor, craignant des troubles, écrit au Comité de législation pour solliciter une ligne de conduite. Arch. Ard. L 136.

thermidorienne lui rendit la liberté et, le 19 mars, Mgr d'Aviau, devenu administrateur du diocèse de Viviers, qui avait apprécié sa prudence et son zèle, lui envoyait de Rome des pouvoirs de vicaire général.¹

Sous le nom de Montal, Vernet entretenait déjà une active correspondance avec les prêtres fidèles et les pieux laïques du pays. Dès le mois de mai, il envoie une lettre circulaire au clergé du diocèse pour annoncer sa mission et faire connaître la visite générale qu'il va entreprendre. Il invite tous ses confrères à paraître devant lui, les insermentés pour recevoir des pouvoirs réguliers, les autres pour obtenir le pardon et la réconciliation avec l'Eglise, s'ils ont le repentir sincère de leurs faiblesses². Vernet poursuivait, jusque dans les derniers replis de la conscience, les défaillances du clergé. Il obligeait à la rétractation non seulement les jureurs qui avaient prêté un serment pur et simple, mais même les habiles qui avaient su conserver leur situation par des restrictions plus ou moins précises³.

Le 29 juillet, il publie deux circulaires sur les règles à observer pour les rétractations et les réconciliations de « nos frères qui ont failli dans le diocèse de Viviers »⁴. Il exigeait du pénitent un aveu détaillé de toutes les erreurs où il avait pu tomber. Cette déclaration était lue publiquement dans le culte le plus important de la ville où résidait le prêtre et dans les diverses paroisses où il avait exercé quelque ministère. Vernet imposait ensuite une pénitence, plus ou moins longue, suivant la gravité de la faute. Le coupable se soumettait à la suspense et s'abstenait de toute fonction ecclésiastique, avant d'avoir été absous de la censure. Il s'écoulait parfois encore de longs mois avant que Vernet jugeât prudent de rendre au prêtre réconcilié ses pouvoirs d'ordre et surtout ses pouvoirs de juridiction. S'il accordait toujours le pardon à un repentir sincère, Vernet ne voulait même pas laisser espérer qu'on pût jamais rétablir dans leurs fonctions ceux qui avaient donné le scandale d'une apostasie ou d'une union illégitime. Il se bornait à les admettre à la communion laïque.

Cette sévérité ne manqua pas, en plusieurs circonstances, de soulever d'amères critiques et même de violentes colères⁵.

1. Vie de Mgr d'Aviau par Lyonnet T. 1 p. 636-638.

2. Vie de M. Vernet par Dabert. 1 vol. in-8., 1848 p. 62, 63, et 75, 76.

3. Vie de Mgr d'Aviau p. 638 et 650.

4. Vie de M. Vernet p. 97. Cf) aussi papiers de Vernet. Fonds Mazon F 36.

5. Cf) Vie de Vernet par Dabert p. 113, 114.

Les rétractations, néanmoins, qui avaient déjà afflué au début de l'an III, se multiplient, au cours de l'été de 1795. Il n'est pas possible d'en déterminer le nombre. On a renoncé à les signifier à l'autorité civile et ce n'est que par exception que les documents officiels en font mention. Mais Delichères, à tout instant, signale des prêtres de la région d'Aubenas qui retirent leurs serments et font pénitence ¹. Vernet, dans sa circulaire du 1^{er} novembre 1795, déclare qu'il a trouvé un empressement presque général, de la part de ceux qui avaient failli, à reconnaître leurs erreurs et à en faire un aven solennel ². Dans ses lettres à Mgr d'Aviau, il écrit que ses confrères se soumettent, comme des enfants, à tout ce qu'il exige d'eux. « A voir leur empressement, on dirait que je leur distribue de votre part des bénéfices.... tandis que, par le fait, je ne leur accorde que des titres à de nouvelles persécutions et proscriptions » ³. Malgré la lenteur prudente de Vernet, de l'an III à l'an V, il ne prononcera pas moins de 125 réhabilitations de prêtres de l'ancien diocèse de Viviers ⁴. Elles ne seront pas rares non plus dans les paroisses qui relèvent des diocèses de Valence et Vienne ⁵.

Vernet est habilement secondé dans cette tâche difficile par l'abbé de Besses, ancien vicaire général de Savigne. ⁶ Sa conciliation, son accueil toujours aimable corrigeait auprès de ses confrères ce qu'avait parfois de distant l'aspect froid et réservé de Vernet. Mieux que Vernet, il sait allier à la fermeté une bonté souriante qui touche le cœur et conquiert de prime abord la confiance. Très pieux et très zélé, il avait refusé de prêter un serment qu'il considérait comme schismatique et son exemple avait retenu beaucoup de prêtres dans le devoir. Il avait cru, cependant, pouvoir donner son adhésion au serment de liberté et d'égalité que le souverain Pontife n'avait point condamné. Il sera le premier à accepter la pénitence imposée et à se soumettre à la rétractation. Peu de temps après, avec l'approbation de Mgr. d'Aviau, Vernet lui délèguait une partie de ses pouvoirs. Il sera, avec Vernet et Monicault qui s'occupe du haut Vi-

1. Delichères p. 193-197 et 198.

2. Vie de Vernet par Dabert p. 78.

3. Lyonnet T. 1 p. 638.

4. Vie de Vernet par Dabert p. 111.

5. « Six prêtres de la ville (d'Annonay) furent réconciliés de cette manière ».

Cf) Filhol. Histoire d'Annonay T 3 p. 268-270.

6. Boissin. Le schisme constitutionnel dans l'Ardèche p. 49, 50.

7. Lyonnet T. 1 p. 638, 639 et 650.

varais, un des ouvriers les plus actifs de la restauration religieuse dans l'Ardèche.

Cette réorganisation et cette épuration du clergé était un travail de longue haleine qui devra se poursuivre jusqu'après le Concordat. Une œuvre plus immédiate s'imposait en ce mois de juin 1795 : c'était de prescrire aux prêtres fidèles la conduite à tenir au sujet de la loi du 11 prairial. Sur cette grave question, Vernet semble avoir hésité et perdu un temps précieux. Le 26 juin 1795, ¹ il défend de faire la soumission demandée, même avec restriction, avant qu'il ait donné l'autorisation et prescrit une formule. Beaucoup estimèrent que c'était une faute qui laissait le champ libre aux constitutionnels.

Il est probable que la décision de Vernet fut surtout dictée par le souci d'éviter une scission néfaste, que présageaient les défiances du clergé et des fidèles. Si, en effet, dans le Mézenc et le Coiron, on paraît disposé à la soumission, dans le district du Tanargue, beaucoup de catholiques, endoctrinés par les contre-révolutionnaires, sont nettement hostiles à tout acte qui aurait la moindre apparence d'un nouveau serment. Dans le clergé lui-même il s'est formé, surtout parmi les prêtres rentrés d'émigration, un parti très actif, composé d'hommes intègres et austères, mais intransigeants et bornés, qui ne veulent pas entendre parler d'un accommodement avec la république. Ce sont les « zelanti » qui déjà accusent les modérés de pactiser avec la Révolution. ²

Vernet, au cours de ses pérégrinations, s'efforce de combattre l'influence de ces exaltés, de réprimer leur zèle intempestif et de dissiper les préjugés qu'ils ont répandus dans le peuple. A la fin de thermidor, il juge le moment venu d'agir. Il convoque à Aubenas, pour le 6 fructidor, tous les prêtres de la région. ³ Il réfute les insinuations perfides des zelanti et donne l'ordre de se conformer à la loi du 11 prairial, en imposant à tous une formule de soumission identique, restrictive à l'ordre civil. ⁴

1. Vie de Vernet p. 90.

2. Circulaire de Vernet du 23 août 1795, citée par l'abbé Dabert dans la vie de Vernet p. 92. Cf) aussi comptes décadaires du Tanargue. 3^{me} décade de messidor. L 8-2. Quelques-uns « cherchent à persuader que la cause de la religion et celle de la royauté sont inséparables. »

3. Delichères p. 193.

4. Fonds Mazon chron. T. 22. « Considérant qu'en me conformant à la loi du 11 prairial, il n'en peut résulter aucune nécessité de communiquer spirituellement et d'avoir des temples communs, soit avec des prêtres qui ont adopté la

Trois jours après la réunion d'Aubenas, le 26 août, il était à Joyeuse, donnant le signal et l'exemple de la soumission. Aussitôt les portes de l'église s'ouvrent, Vernet monte à l'autel, puis en chaire, au milieu d'un concours extraordinaire de peuple. Le lendemain, il écrivait à Avias, curé de Jaujac : « Hâtez-vous de faire votre soumission. Je l'ai faite ici hier matin, tout s'est passé à merveille. On m'a remis les clefs de l'église, j'ai chanté solennellement la messe et prêché. Jugez si la cérémonie a dû être attendrissante après ce qui s'est passé » ¹.

Dès la fin août, les déclarations sont nombreuses et l'autorité, en général, ferme les yeux sur des réserves qu'aucune loi ne proscriit. La municipalité d'Aubenas, toutefois, craint de se compromettre ². Les femmes profitent du passage de Chazal, le nouveau représentant en mission dans le midi, pour faire une démarche auprès de lui. Chazal accueille favorablement leur pétition et leur promet d'autoriser à son retour la formule de soumission. On s'empresse de remettre l'église en état, on fait des quêtes pour restaurer le sanctuaire et tout le monde a à cœur d'y participer ³.

Il semble que le passé ne soit plus qu'un mauvais rêve, quand, le 28 fructidor, arrive un nouveau décret de la Convention qui défend toute restriction et interdit même aux réfractaires l'exercice du culte privé. Une peine de 1.000 livres d'amende est prévue à la première infraction et 6 mois de prison en cas de récidive ⁴. Chazal, de retour à Aubenas le 20, ne put tenir sa promesse. La population est consternée, l'anxiété étreint tous les cœurs. On se croirait subitement revenu aux plus mauvais jours de la Terreur.

Ce n'était, cependant, qu'une fausse alerte. Malgré toutes les prescriptions de la loi, Chazal feint d'ignorer la présence des réfractaires ⁵ et la loi du 20 fructidor va rejoindre dans l'oubli les arrêtés de Goupilleau. Les autres décrets contre le clergé n'ont pas plus de succès. Le 7 vendémiaire an IV, une nouvelle loi prescrivait

soi-disant Constitution civile du clergé, soit avec les ministres d'un autre culte... je déclare que, sous la réserve expresse de tout ce qui concerne la foi, la morale, la discipline et la hiérarchie de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, je vis soumis aux lois de la république. » Cf) vie de Vernet p. 92, note.

1. Fonds Mazon F 36.

2. Delichères p. 197 et Fonds Mazon chr. T. 22.

3. Delichères p. 204.

4. Réimpr. du Moniteur T. 25 p. 684. Delichères p. 205.

5. Le 19 vendémiaire, il est dénoncé à la Convention pour ce motif. Réimpr. du Moniteur T. 26 p. 187.

une adhésion explicite au dogme de la souveraineté du peuple. Le défaut de serment entraînait pour les ministres du culte l'emprisonnement d'abord et ensuite 10 ans de gêne. La rétractation était punie du bannissement à perpétuité et le culte privé était interdit une fois de plus. Enfin, le 1 brumaire au IV, dans un dernier râle d'agonie, la Convention exceptait de l'amnistie les prêtres déportés ou sujets à la déportation et maintenait contre eux toutes les lois de 1792 et 1793 ¹.

La difficulté était de les faire appliquer. Depuis longtemps déjà, la Convention a perdu tout prestige dans le pays : l'autorité, elle-même, affecte d'ignorer ses décrets. Ces mesures de rigueur peuvent bien contrarier l'activité des réfractaires et supprimer les cérémonies extérieures du culte dans les grands centres, elles ferment peu d'églises dans la montagne et les paroisses rurales. Souvent même leur promulgation coïncide avec la restauration du culte public.

A Joyeuse, le 1^{er} brumaire, les femmes et les jeunes filles, au nombre de plus de 300, envahissent la salle des délibérations de la municipalité et, « au nom de l'article IV du titre dernier de l'acte constitutionnel, viennent réclamer le libre exercice du culte catholique, apostolique et romain ». Elles demandent, en conséquence, à employer les prêtres qu'il leur plaira, sans qu'ils soient « tenus de faire aucune soumission ». Elles déclarent « qu'elles feront célébrer la messe, après-demain dimanche, ainsi que les autres offices... » « Si l'on y met quelque opposition, elles useront du droit de la liberté des cultes et de la souveraineté du peuple » et, avant de se retirer, elles requièrent la municipalité de dresser procès-verbal de leurs revendications. Elles tiennent parole et nul ne songe à les inquiéter ².

Presque partout, l'initiative de l'ouverture des églises vient de la population, qui force la main aux prêtres hésitants. Les membres de la municipalité esquissent une timide protestation, pour mettre leur responsabilité à couvert, et, après ce geste tout platonique, on les trouve au premier rang des fidèles qui assistent pieusement aux offices ¹. Les officiers municipaux des Vans écrivent, le 5 vendémiaire, qu'« il n'est pas en leur pouvoir de faire exécuter les lois relatives aux cultes... Celle du 20 fructidor est encore sans exécution et nous ne pouvons vous dissimuler notre embarras... La cloche qui reste dans la commune est employée pour prévenir les citoyens de l'exercice du culte catholique, malgré toutes nos défenses ² ».

1. Réimpr. du Moniteur T. 26, p. 72, 79 et 333.

2. Arch. Joyeuse. Fonds Mazon F 12.

III

L'administration ne réussit pas mieux, d'ailleurs, à résoudre les difficultés relatives aux subsistances et elle est absolument impuissante à arrêter les progrès de la désertion au cours de l'an III.

Malgré l'appui des représentants en mission, le ravitaillement normal de la population devient de jour en jour un problème plus insoluble. Même en tenant compte de restrictions sévères, 50 à 60.000 quintaux de blé ³ sont absolument indispensables au pays pour attendre la prochaine récolte. Debry, le 18 nivôse ⁴, autorise le département à prendre 15.000 quintaux aux greniers de Nice. Il oblige les municipalités d'Avignon et de Pont-St-Esprit à restituer à l'Ardèche les grains qu'elles s'étaient induement appropriés, quelques mois auparavant ⁵. Le 16 pluviôse, il met encore, à titre de prêt, 50.000 livres à la disposition de l'administration pour acheter du blé, mais on ne peut compter sur le jeu régulier du commerce. Les 8 principaux négociants de la région, convoqués à Privas, le 22 nivôse, refusent, malgré une avance de 300.000 livres qui leur est proposée, de se livrer à des spéculations qui leur paraissent vouées à la faillite ⁶.

La rigueur et la durée exceptionnelle de l'hiver 1794-1795 et les abondantes chutes de neige rendent, d'ailleurs, tout transport impossible ⁷. La détresse dans beaucoup de communes est poignante. La délibération de Lavoulte, du 4 pluviôse, est édifiante à cet égard. « Par devant les officiers municipaux de Lavoulte se sont présentés plus de 120 habitants, tous lesquels ont dit que, depuis plus d'un mois, les neiges et les glaces les empêchent de sortir de leurs maisons pour se procurer des subsistances, que les grands froids ont gelé le peu de pommes de terre et de châtaignes qu'ils avaient, qu'ils se trouvent par là réduits à mourir de faim, que la majeure partie d'eux n'ont pas mangé de pain depuis trois semaines, que la désola-

1. Notes de l'abbé Mallevall, curé de Macheville, publiées par Tartary dans la revue du Vivarais du 15 avril 1902.

2. Arch. des Vans. Lettre du 5 vendémiaire IV. Fonds Mazon chr. T. 19.

3. Procès-verbal de l'assemblée des négociants à Privas, le 22 nivôse III. Arch. Ard. L 134. Séance du département du 24 nivôse.

4. Lettre de Debry du 18 nivôse, procès-verbal du département du 25. L 134.

5. Arrêté de Debry du 16 pluviôse. (cf) proc. verb. du 18 pluviôse L 134.

6. Procès-verbal du département du 24 nivôse L 134.

7. Delichères p. 165. « La neige commence à tomber le 5 nivôse et continue le 1^{er} pluviôse, jusqu'au 18. Les courriers ont manqué pendant vingt jours ».

tion est à son comble..... ». L'agent national reconnaît que « l'exposé qui vient de lui être fait n'est que trop vrai.... » et la municipalité, dans l'impossibilité de recourir à l'administration du district, prend sur elle de puiser dans le magasin national de Lavoulte et de céder aux affamés 15 quintaux d'orge, à raison de 60 livres le quintal. Deux jours après, 60 autres citoyens qui n'ont point participé aux dernières distributions envahissent, à leur tour, le bureau des subsistances et menacent de s'emparer des grains de vive force, si on ne vient à leur aide. Le maire, pour éviter une émeute et empêcher le pillage, se résigne à une nouvelle répartition ¹.

Le 22 pluviôse, Bourg-St-Andéol a épuisé toutes ses réserves et, chaque jour, 300 familles, au moins, viennent assiéger la maison commune en demandant du pain ². Le 25, Valvignères, dans son procès-verbal de recensement, signale plus de 200 ménages entièrement dépourvus de tout approvisionnement. C'est à peine si on peut trouver dans la commune 4 ou 5 maisons qui aient leur subsistance assurée jusqu'à la récolte. Le 27 germinal, Chomérac sollicite un acompte sur les grains qui lui reviennent. Il n'a du pain que pour la journée. Aubenas, Tournon, Annonay, Privas, Allissas, Le Teil..., manifestent les mêmes inquiétudes et réclament tous des secours urgents ³.

La suppression de maximum facilite le retour à la liberté du commerce. Dès la fin pluviôse, lorsque les chemins redeviennent praticables, les denrées reparaissent. Le marché d'Aubenas du 26 a retrouvé un courant régulier d'affaires ⁴. Bientôt le blé et les autres céréales abondent : le 13 floréal, près de 50.000 quintaux ont été achetés au dehors, grâce aux avances de l'Etat et aux souscriptions des particuliers ⁵ ; mais, chaque jour, les prix battent des records nouveaux. Les petites gens souffrent et se plaignent. Chacun cherche à convertir ses assignats en marchandises. Tout le monde est commerçant et la succession des intermédiaires précipite la hausse générale. « Du matin au soir, écrit Delichères, le prix varie

1. Arch. de la Voulte citées par Mazon. Revue du Vivarais du 15-8-1900, p. 352-353.

2. Arch. de Bourg-St-Andéol. Fonds Mazon chr. T. 19, et Arch. Ard. L 894.

3. Procès-verbal du département, 27 germinal. Arch. Ard. L134. Cf) aussi Fonds Mazon Chron. T. 19.

4. Delichères p. 168.

5. Lettre des commissaires chargés des achats. Procès-verbal du 13 floréal. L135. Le 14 vendémiaire IV, Téoule et Ducros ont acheté à Marseille pour plus de 630.000 livres de grains divers. L136.

et s'accroît.... On n'ose acheter et, quand tout est renchéri, on se repent. Ceux qui se laissent séduire par l'appât d'un gain apparent et revendent s'aperçoivent avec stupeur, quand ils veulent employer de nouveau leurs assignats, qu'ils ne peuvent plus, avec une plus grande masse de papier, obtenir la même quantité de marchandises » ¹.

« Les souliers ici, écrit Mazon, le 20 messidor, à son retour de Paris, n'ont pas de prix fixe. Les uns disent qu'ils valent 80 livres, les autres 100, ceux-ci 200, ceux-là 300. La raison de cette incertitude et de cette variété dépend du degré de mépris que chacun a pour les assignats. En général, les assignats sont beaucoup plus avilis, plus discrédités dans notre département que dans aucun de ceux où nous avons passé. Presque tous les marchés se font en numéraire. Il est beaucoup de villages, aux environs d'Antraigues, où l'on ne veut absolument plus d'assignats » ². A Aubenas, en pluviôse, un louis d'or valait 400 livres, il en vaut 800, en messidor, et plus de 4000, en nivôse an IV. Le setier de blé passe de 400 livres, en nivôse an III, à 200, à la fin de pluviôse, 400 en ventôse, 600 en germinal, 800 en prairial, 1200, en messidor, 3000, en brumaire an IV, et près de 6000, deux mois plus tard ³.

C'est en plein été, au moment d'une récolte exceptionnellement abondante ⁴, que les prix explorent avec une rapidité vertigineuse des sommets insoupçonnés. Avec une paire de bœufs, on paie un domaine acheté avant la Révolution. Paysans, bourgeois et acquéreurs de biens nationaux profitent de l'aubaine pour se libérer à bon compte de leurs dettes à l'égard de l'Etat et des particuliers. Les propriétaires qui ont conclu des baux à cheptel se plaignent d'être gravement lésés. Le département cite le cas d'une étable, estimée 2218 livres, en 1787, qui vaut, le 25 ventôse an II, plus de 27.600 livres ⁵. Légalement, le fermier peut vendre presque tout le

1. Delichères p. 229-230.

2. Fonds Mazon chron. T. 22. Lettre de Mazon d'Antraigues, beau-frère de Gleizal, du 20 messidor III.

3. Delichères donne de nombreux renseignements sur la progression des prix à Aubenas, aux divers mois de l'an III et de l'an IV. Cf) aussi les notes d'Espic et Teissier d'Aubenas, publiées par Vaschalde dans ses « Notes sur le Vivarais » in 8, 1873. F. V.

4. Fonds Mazon chron. T. 22. Lettre de Pontonnier de Thueyts à Gleizal du 21 messidor III.

5. Arch. nat. Dm. 14. Cf) Arch. Ard. L211. Lettre du département, 25 ventôse, au Comité de législation.

bétail et rendre l'exploitation impossible. Un fermage qui, en 1790, correspondait à la valeur de 100 setiers de blé ne permet même plus à présent d'en acquérir deux ¹.

La loi du 15 germinal sur les baux à cheptel et celle du 2 thermidor sur le paiement partiel en grains atténuent ces injustices, mais rien ne vient remédier à la ruine des petits rentiers. Beaucoup de vieilles gens, qui vivaient parcimonieusement d'un petit revenu péniblement acquis, se débattent dans la plus noire misère. Le sort de l'artisan et de l'ouvrier est presque aussi désastreux. Le prix des journées de travail n'a suivi que de loin la progression des denrées, et le chômage est de plus en plus fréquent. « On ne bâtit plus, constate Delichères, on ne fait plus d'amélioration, la terre, elle-même, n'est plus travaillée comme auparavant » ². Il n'est pas jusqu'aux gendarmes qui ne soient dans l'impossibilité d'entretenir leurs chevaux et de subsister eux-mêmes avec leur maigre solde ³. Les fonctionnaires, à leur tour, et les commis négligent leur travail ou désertent en masse l'administration qui ne leur assure plus les moyens de vivre honorablement ⁴.

Le mécontentement est général. Chacun murmure contre la république, crie contre les patriotes et maudit un régime qui affame le pays. Les plus ardents à incriminer le gouvernement, ce sont les réquisitionnaires. Exposés à toutes les rigueurs de la mauvaise saison, mal nourris, mal habillés, ils sont astreints à des déplacements pénibles et à de lourds travaux. En cas de blessure ou de maladie, ils ne trouvent pas dans les hôpitaux les soins indispensables et, lorsque leur santé est délabrée et qu'ils sont incapables de gagner leur vie, on les renvoie sans secours dans leurs familles. Tels sont, du moins, les prétextes qu'ils allèguent pour se soustraire aux dangers de la guerre, rentrer dans leurs foyers et refuser de rejoindre leurs régiments ⁵.

1. Fonds Mazon chron. T. 22. Lettre de Malmazet à Gleizal, 25 floréal.

2. Delichères p. 195.

3. Ils demandent, au moins, à recevoir en nature le pain, la viande et le fourrage. Procès-verbal du département, 5 ventôse, 15 floréal et 14 prairial L134-135.

4. En prairial, les ingénieurs se plaignent de recevoir 13 livres par jour, alors qu'un maçon est payé 30 livres. L135. Les commis, après plusieurs demandes infructueuses, obtiennent enfin, en fructidor III et en brumaire IV, d'être payés en grains. L136. Les cantonniers refusent de continuer leur service. 12 thermidor. L136.

5. Delichères p. 205. Lettre de l'agent national de Payzac au Tanargue, en pluviose L894. Cf) aussi les nombreux rapports du capitaine de gendarmerie Brunel. Arch. Ard. L449.

Cette plaie de la désertion, déjà si grave en 1794, dépeuple les armées, au cours de l'an III, et toutes les communes de l'Ardèche regorgent d'insoumis ¹. « Toutes nos routes de traverse, écrit le procureur syndic du Mézenc, le 9 messidor, sont pratiquées par des auxiliaires qui abandonnent leurs corps en troupe et avec leurs armes ». Les soldats suivent leur bataillon jusqu'à proximité du pays natal et profitent de la première occasion favorable pour gagner la montagne. Le général Perrin, qui commande les troupes des Pyrénées Orientales qui se dirigent sur l'Italie, constate qu'à chaque étape les rangs sont plus clairsemés. « Si le mal persiste, il n'amènera que bien peu d'hommes à destination » ². Un détachement de 400 recrues perd la moitié de son effectif dans le court trajet du Puy à Joyeuse ³. Dès le 28 floréal, Kellermann déclare que la désertion sévit d'une manière particulièrement intense dans les bataillons de l'Ardèche. « Si cela continue, il n'y aura plus aux drapeaux que les officiers » ⁴. Tous les généraux pressent les divers corps constitués de prendre des dispositions énergiques pour contraindre les fugitifs à rentrer dans le devoir.

L'administration multiplie les arrêtés et les sommations, ⁵ mais le succès ne récompense guère sa bonne volonté. « Les volontaires, écrit le Tanargue, en pluviôse, refusent de rejoindre leurs régiments. Je les ai menacés, tout a été inutile. » ⁶ Les paysans les protègent et les municipalités sont plus ou moins complices. Elles plaident les circonstances atténuantes et cherchent à endormir l'autorité supérieure. « Les uns sont dans le plus triste état, écrit Largentière, les autres ont promis de se mettre en route, quelques-uns sont déjà partis, les autres sont en fuite. » ⁷ Beaucoup n'osent pas les dénoncer, elles redoutent leur vengeance et ces appréhensions ne sont pas toujours illusoires. Forts de leur nombre et de l'appui

1. Proclamation des représentants du peuple près l'armée des Pyrénées Orientales aux défenseurs de la patrie absents de leur corps et aux jeunes gens de la première réquisition qui n'ont pas satisfait à la loi. Procès-verbal du département du 10 floréal. L135. Cf) aussi L882, 3^{me} décade de nivôse et L250, volumineuse correspondance au sujet des déserteurs. Cf) encore Arch. nat. F1 CIII Ardèche 6.

2. Arch. Ard. L449.

3. Comptes décadaires du Tanargue, 1^{re} décade de vendémiaire III. L882

4. Lettre transcrite au procès-verbal du département du 8 prairial. L135. Nouvelle lettre de Kellermann, le 17 prairial. L202.

5. Arrêtés et circulaires du département, 11 floréal, 20 messidor, 6 thermidor et 26 fructidor. L134, 135, 136.

6. Comptes rendus du Tanargue. L882.

7. Arch. Ard. L449.

qu'ils trouvent auprès des contre-révolutionnaires, les déserteurs constituent de nombreuses bandes qui coupent les arbres de la liberté, arrachent les cocardes nationales, malmènent les protestants et assassinent même les républicains. ¹ « Tous les jours, écrit le capitaine Brunel, le 28 floréal, les gendarmes sont insultés... il est urgent de leur donner les moyens de repousser la force par la force. » ²

A Fay-le-Froid, le 12 messidor, ils ont assailli le juge de paix et mis à mal plusieurs particuliers. Ils n'étaient pas moins de 500 et, si une vingtaine seulement portaient des fusils, la plupart des autres avaient des pistolets à la ceinture. Le 13 messidor, par crainte de représailles, St-Agrève supplie le département de retirer les troupes et de faire rétrograder les gendarmes. ³

L'administration est impuissante à rétablir l'ordre et à faire respecter la loi. Elle ne peut pas compter sur les gardes nationaux qui, le plus souvent, fraternisent avec les déserteurs. ⁴ Un bataillon, au moins, de troupes aguerries serait nécessaire et elle n'a à sa disposition que quelques brigades de gendarmerie. ⁵

Depuis le début de messidor, les malheureux gendarmes, sous le commandement du capitaine Brunel, n'ont pas un instant de répit. Sans cesse sur pied, ils parcourent en tout sens les divers cantons du département. Mais partout, aussi bien à Annonay, à Vernoux, à St-Agrève, à St-Félicien qu'à Largentière, à Thueyts et à Coucouron, les rapports de Brunel signalent les mêmes incidents, les mêmes violences et le même insuccès. Toutes les recherches, toutes les perquisitions sont inutiles. les déserteurs, toujours prévenus à temps, se jouent de la force publique. ⁶

1. Le 28 germinal, à Issarlès, les gendarmes ont été obligés de fuir. L 882. Comptes décadaires du département, Arch. nat. F 1 c III Ard. 6. 2^e décade de messidor. Cf) encore lettre du Coiron au département, annonçant que Pierre Souche de Mézillac, déserteur, est la terreur de la contrée : proc. verb. du 7 prairial. L 135. Le maire de Devesset, le 5 vendémiaire IV, se plaint des forfaits commis journellement par les déserteurs : proc. verb. 17 vendémiaire. L 136.

2. Arch. Ard. 449. Rapport de Brunel du 8 messidor. « Le nombre des déserteurs s'accroît tous les jours... ils inspirent l'effroi aux municipalités par leur audace et leur licence... ils ont déclaré la guerre aux gendarmes... qui sont toujours exposés à être assassinés. »

3. Arch. Ard. L 449. Rapport de Brunel du 16 messidor.

4. Arch. nat. F 1 c III Ardèche 6. 2^e décade de fructidor.

5. Le 9 germinal, le département demande au moins 12 nouvelles brigades de gendarmerie. L 134.

6. Arch. Ard. L 449.

« Notre mission, écrit Brunel, le 28 messidor, de Bourg-St Andéol, n'a pas produit grand effet, malgré tout le zèle et toute l'activité déployée.... Notre arrivée est toujours annoncée et les coupables disparaissent.... Il faudrait des forces permanentes pour les surveiller continuellement... Deux jours d'absence les dérobent à nos poursuites. » Les officiers municipaux sont toujours absents ou en voyage. « Le canton de Largentière, dit le rapport du 8 thermidor, renferme un nombre considérable de déserteurs que les municipalités redoutent... Elles déclarent qu'ils sont partis, lorsqu'elles sont assurées qu'ils sont dans les communes avoisinantes, occupés à faire la moisson et dans la ferme intention de ne pas rejoindre... « Je n'ai pas été plus heureux, gémit-il encore le 18 thermidor, dans les cantons de Coucouron et de Montpezat. » ¹

Si, par hasard, on arrive à saisir quelques insoumis, leurs complices surviennent en armes, tirent sur les gendarmes et n'hésitent pas à les massacrer pour délivrer les prisonniers. ²

L'amnistie du 11 thermidor n'améliore pas la situation, mais l'administration en profite pour suspendre toute poursuite et toute recherche. Elle donne l'ordre au commandant de gendarmerie de rentrer et de renvoyer ses brigades dans leurs résidences respectives ³. A la fin de l'an III, malgré les lettres comminatoires des généraux et des représentants en mission, les déserteurs, soutenus par les réfractaires, les émigrés et les contre-révolutionnaires, sont les rois incontestés de la montagne et la terreur des patriotes.

IV

Les assemblées primaires, tenues, le 20 fructidor, pour l'acceptation de l'acte constitutionnel, subissent le contre-coup de cette agitation et de ces désordres. Le peuple des campagnes, occupé aux travaux des champs, n'y paraît guère. Il laisse le champ libre à la bourgeoisie et à sa clientèle. Les abstentions sont très nombreuses. Si Bourg-St-Andéol groupe 199 votants sur 750 inscrits et la première section d'Aubenas 100 sur 569, à Antraigues, il ne se présente que 61 citoyens sur 1300 qui sont convoqués, 58 sur 750

1. Arch. Ard. L 449. Rapports des 28 messidor, 8 et 18 thermidor.

2. Procès-verbaux du département, 8, 14 floréal, 9 messidor, L 135 ; du Tarnargue, 16 fructidor, L 866 ; rapports de Brunel de messidor et thermidor. L 449.

3. Proc. verb. 20 thermidor L 136. Lettre du département à Brunel 1^{er} fructidor. L 202.

dans la première section du Cheylard et 28 dans la seconde sur plus de 700¹.

Le « tableau de dépouillement et recensement du vœu des assemblées primaires »² signale 8.414 votants dans l'Ardèche sur plus de 60.000 citoyens ayant le droit de suffrage, mais ce chiffre ne présente pas grande garantie de certitude. On a accueilli les procès-verbaux des assemblées scissionnaires non autorisées³ des cantons de St Pierreville et Vernoux : on a compté comme présents les 1.950 inscrits du canton de Thueyts et de la seconde section de Chomérac ; enfin, on a suppléé aux lacunes de rédaction du procès-verbal de Vallon, en fixant à 680 le nombre des suffrages exprimés. Il est vrai qu'en retour la troisième section de Joyeuse et l'assemblée de Jaujac annoncent un assentiment unanime, sans citer aucun chiffre, et il n'est pas fait mention des assemblées de St-Etienne-de-Lugdarès, Serrières, Tournon, Vesseaux et première section d'Annonay. A ne tenir compte que des procès-verbaux qui indiquent le nombre des inscrits et des votants, on constate qu'un peu moins du septième des électeurs ont pris au sérieux cette consultation populaire⁴.

Malgré le petit nombre des assistants, ces assemblées, où s'affrontaient des Jacobins impénitents, des modérés, des ralliés et des contre-révolutionnaires ardents, furent parfois très bouleuses. A Vernoux, les royalistes sont en majorité. De tous côtés, retentissent les cris de « Vive le Roi, à bas la République ! » Les patriotes injuriés et insultés abandonnent la place et se réunissent en plein champ. La même scène se reproduit à St-Pierreville. Les contre-révolutionnaires pénètrent bruyamment dans la salle en brandissant des armes, menacent et malmènent leurs adversaires qui prennent la fuite. A St-Fortunat, ce sont les Robespierristes qu'on accuse de fomenter des troubles. Une trentaine de factieux se sont groupés autour de Milhot, terroriste désarmé, et refusent de se disperser. A Largentière, de violentes bagarres éclatent. Plusieurs citoyens sont blessés. Le département envoie des troupes, prescrit une enquête et ordonne le désarmement et l'arrestation des terroristes. Les républicains se plaignent à la Convention et rejettent la

1. Arch. nat. B n 36.

2. Arch. Ard. L 278.

3. Arch. Ard. L 136. Procès-verbal du département, 22 fructidor.

4. Arch. nat. B n 36.

responsabilité de tous les désordres « sur l'intrigue de quelques nobles et autres malintentionnés qui ont égaré le peuple ». ¹

L'acceptation de la constitution fut votée, d'après les chiffres publiés au tableau du dépouillement, par 7.860 contre 547. Il n'y eut que trois assemblées primaires : celles de St-Pierre-ville, de Bannes et de Burzet pour la refuser, mais Valgorge et la 2^{me} de Largentièrre ne donnèrent qu'une adhésion provisoire ². Presque partout, les décisions furent prises à l'unanimité. Mais, si l'acte constitutionnel réunit une forte majorité, un certain nombre d'assemblées exigent la modification de certains articles et réclament des garanties économiques et religieuses.

La 3^{me} et la 5^{me} section de Joyeuse, la 2^{me} de Largentièrre, celles de Burzet et d'Antraigues demandent le rapport de la loi du 17 nivôse sur les donations et successions, « sans quoi, déclare Largentièrre, il n'y aura, dans 30 ans, dans le pays que des mendiants. » ³ Elles sollicitent en outre l'établissement de collèges et de séminaires, « tant pour l'éducation de la jeunesse que pour faire des ministres du culte catholique que l'assemblée se réserve de suivre et de faire suivre à sa postérité. » La 5^{me} de Joyeuse précise que, sans cet établissement, « nous nous trouverons bientôt sans religion et par conséquent sans mœurs. » La 2^{me} section de Largentièrre entend « que le culte catholique jouisse enfin de cette liberté qui nous est promise depuis si longtemps, » et Burzet, à l'unanimité, revendique « le libre exercice du culte et, par suite, la suppression des lois qui peuvent l'entraver et même l'anéantir ». L'assemblée d'Antraigues soumet à une critique très serrée l'acte constitutionnel. Elle veut modifier les articles 52 et 95, maintenir le droit de veto au pouvoir exécutif et supprimer les articles 132 et 135. A partir de l'an V, la réduction du Corps législatif à 300 membres d'au moins 40 ans s'impose, « car avant il n'est pas possible d'avoir l'expérience et la sa-

1. Arch. nat. BII 36. Adresse des dissidents de Vernoux à la Convention, plaintes des républicains de St-Pierre-ville, de St-Fortunat. Lettre de Meynier de Largentièrre à la Convention. Cf) aussi procès-verbal du département du 30 fructidor. Arch. Ard. L136. Dans le nord du département, les assemblées sont calmes. Lettre de Ducluzeau, de Vanosc, à Gleizal, le 1^{er} vendémiaire IV. Fonds Mazon. Chr T22.

2. Arch. Ard. L268.

3. Arch. nat. BII 36. Déjà de nombreuses pétitions avaient demandé la modification de la loi du 17 nivôse, ou, au moins, la suppression de son effet rétroactif. Cf) Arch. nat. DIII 14. Colombier le Vieux le 1^{er} pluviôse, Largentièrre le 24 floréal, Meyras le 10 prairial, Ozon le 15 ventôse, Pâzaz le 28 pluviôse.... Cf) aussi Arch. nat. ADXVIII a 35. Opinion de Gleizal sur le rapport de la loi du 17 nivôse.

gesse nécessaire. » Avec St-Pierreville, elle réclame pour les citoyens le droit de ne donner aux députés que des pouvoirs strictement limités. Avec la 5^{me} de Joyeuse, elle trouve que les législateurs se réservent une trop grande quantité de blé pour leur traitement, alors qu'on limite à cinq quintaux la part de l'agriculteur.¹

La plupart des assemblées ne font pas mention des décrets des 5 et 13 fructidor sur l'entrée au Corps législatif des deux tiers des conventionnels. Quinze seulement sur 49 s'en préoccupent. Elles réunissent 2010 votants, parmi lesquels 509 les acceptent et 1499 les refusent. Ces décrets n'obtiennent la majorité que dans les quatre assemblées de Viviers, de St-Agrève, de la 2^{me} section du Cheylard et la première de Largentière. Ils sont repoussés à l'unanimité par la 3^{me} de Joyeuse, la 2^{me} de Largentière, la 2^{me} de Bourg-St-Andéol, celles d'Antraigues, de St-Martin-de-Valamas, de Vernoux et de Burzet et à la majorité par la 1^{re} du Cheylard, la 1^{re} et la 4^{me} de Joyeuse, et celle de St-Pierreville. Le décret des deux tiers, écrit cette dernière assemblée, est « un attentat à la souveraineté du peuple » et il est « urgent de retirer aux conventionnels des pouvoirs dont certains ont si étrangement abusé. » Elle insiste même pour qu'« aucun des membres actuels de la Convention ne puisse être réélu. »²

Cette méfiance à l'égard de la Convention, qui aurait été beaucoup plus générale,³ si le temps avait permis aux électeurs de se concerter, est un crime aux yeux des patriotes. Ils accusent les royalistes et les prêtres insermentés de cette perversion de l'esprit public. « Si le peuple de nos cantons, écrit Meynier, n'était pas égaré par les réfractaires et autres malintentionnés, l'acceptation aurait été unanime. »⁴

Le choix des électeurs est encore plus caractéristique de l'état d'esprit du pays. Rares sont les cantons qui gardent leur confiance aux démocrates de l'an II. La plupart nomment des modérés et des aristocrates, plus ou moins ralliés à la république, mais le district du Tanargue envoie à l'assemblée électorale une forte proportion de royalistes notoires. On voit reparaître des noms qu'on ne connaissait plus depuis 1791 et même 1789. Ce sont des hommes comme de Comte, d'Indy, de Gigord, d'Autheville, Lombard de

1. Arch. nat. BII 36.

2. Arch. Ard. L258 et Arch. nat. BII 36.

3. Arch. Ard. L882. Comptes décadaires du Tanargue, 2^{me} et 3^{me} décade de fructidor.

4. Arch. nat. BII 36.

Quincieux, Monteil de Corsas, Madier de Montjau, Rouchon, Viguié, Chateaufieux..., qui vont jouer les premiers rôles à l'assemblée du 20 vendémiaire à Privas ¹.

Elle devait comprendre 247 membres. Quelques-uns ne parurent pas. Le scrutin le plus élevé ne mentionne que 218 votants ². L'assemblée fut très orageuse. Les électeurs du Tanargue, très hostiles aux patriotes, circonviennent les électeurs modérés des Boutières et dirigent tout à leur gré. Un certain nombre de républicains jugèrent prudent de ne pas se montrer. « Mon beau-frère, écrit Gleizal, dont le seul crime était d'être mon parent », en fut chassé à coups de pierres et des coups de feu furent tirés sur les électeurs de Serrières. « Cependant, il restait encore dans l'assemblée 36 républicains qui donnèrent constamment leur voix à St Martin et à leur frère et ami Gleizal ³ ». Le plan des royalistes était de ne tenir aucun compte des décrets des 5 et 13 fructidor et de procéder à une élection libre de tous les députés du département. La nouvelle de la défaite des sections de Paris, le 13 vendémiaire, qui parvint à Privas le 21, modifia leurs dispositions et les décida à se conformer à la légalité ⁴.

Le 23 vendémiaire, on nomme les cinq conventionnels qui doivent rester au Corps législatif. Tous les élus sont des députés du département, Girondins ou Thermidoriens, qui ont combattu la Montagne, se sont cachés ou ont été emprisonnés sous la Terreur : Gamon, Corenfustier, Boissy d'Anglas, St-Prix et Garilhe. Ils recueillent une forte majorité ⁵. Seuls, quelques intransigeants jacobins et contre-révolutionnaires leur refusent leur confiance.

Gleizal n'est pas réélu. On ne voulut pas lui tenir compte des nombreux services que, même sous la Terreur, il avait rendus à ses concitoyens. Les électeurs ne lui pardonnent pas sa volte-face du mois de juin 1793, son ralliement à la Montagne et son activité jacobine de l'an II. St-Martin, malgré sa modération, est victime du même ostracisme, mais la réputation terroriste de son beau-frère, Blachère de la Prade ⁶, le desservit plus encore que son républi-

1. Arch. nat. C 480. Procès-verbal de l'assemblée électorale de Privas.

2. Ibidem.

3. Réponse du citoyen Gleizal. Bibl. Nat. L b 42 1871 32 p. s. d. p. 16.

4. Delichères p. 215.

5. Arch. nat. C. 480. Sur 218 votants, ils obtiennent : Gamon 194 voix ; Corenfustier 193 ; Boissy 191 ; St-Prix 180 ; Garilhe 154.

6. Delichères p. 218. St-Martin siégera cependant au conseil des 500 pour avoir été porté sur la liste supplémentaire de la Côte-d'Or et de la Somme.

canisme auprès des électeurs du Tanargue. Quant à Thoulouze, qui s'était lancé si ardemment dans les luttes politiques en 1792 et 1793, il avait accumulé trop de rancunes et trop de haines pour qu'on songeât à le conserver au Corps législatif. On ne le considère même plus comme député de l'Ardèche depuis la réintégration de Gamon¹. Aucun des trois ne fut même inscrit sur la liste supplétive du département².

Pour le tiers libre, les choix sont encore plus caractéristiques. On désigne deux suspects qui, sous la Terreur, ont été portés sur la liste des émigrés : Henri Rouchon, de Largentière³, et Madier de Montjau, de Bourg-St-Andéol. Ni l'un ni l'autre, d'ailleurs, ne font ouvertement profession de foi royaliste. Ce sont des ralliés de fraîche date et dont les convictions ne sont pas encore bien arrêtées.⁴

Madier de Montjau ne fut élu qu'au second tour par une petite majorité, en compétition avec Dubois, procureur général syndic du département, qui, pendant longtemps, avait été le chef le plus ardent de la réaction thermidorienne dans le pays. Dubois a l'appui des modérés et rallie même à sa candidature quelques patriciens avancés qu'il a énergiquement combattus jadis, mais les royalistes et les contre-révolutionnaires lui font grief d'avoir parlé et agi en patriote et les catholiques ne sauraient oublier ses manifestations irréligieuses. Il sera même exclu de l'administration départementale, ainsi d'ailleurs que Bollioud qui a contre lui d'être protestant et d'avoir, lors des prestations de serment, publié quelques libelles contre les réfractaires.⁶

Tous les autres élus : juge au tribunal de cassation, haut juré, administrateurs du département, membres du tribunal civil et du tribunal criminel sont, eux aussi, des anciens fédéralistes, des modérés ou des nobles. Seul, Duval, très populaire dans les Boutières,

1. Delichères p. 215.

2. Les élus sont : Larivière, Bailleul, Le Sage, Anguis, Clauzel, Guyardin, Perret, Pierret, Courtois, Serres, Rovère, Cadroy, Marbos et Rouget. Le nombre de voix recueillies oscille de 169 à 115. Arch. nat. C 480.

3. Le mandat d'arrêt qui avait été lancé contre Rouchon, le 28 nivôse II, par le comité de surveillance de Largentière fut annulé, le 19 frimaire III, par Serres. Fonds Mazon chron. T. 21

4. Le 13 brumaire an V, Madier de Montjau, inscrit sur la liste des émigrés, demande une commission pour l'en tirer. Réimpr. Moniteur T. 28 p. 476.

5. Rouchon est élu par 120 voix sur 209 votants et Madier par 111 sur 206.

6. Delichères p. 218. « On a écarté Dubois parce que, disait-on, il avait bu dans un calice dans un repas public. »

a été maintenu à son poste de président du tribunal criminel.¹ Parmi les nouveaux juges, on ne compte pas moins de quatre anciens députés à la Législative : Dereboul, Bastide, Vacher et Dalmas. C'est donc tout un personnel nouveau qui, en 1795 comme en 1792, arrive aux affaires. La plupart ont déjà joué un rôle avant le 10 août et se sont éclipsés durant la période du gouvernement révolutionnaire.

En somme, depuis le 9 thermidor an II, la réaction est générale. Le vernis démocratique des trois dernières années éclate et s'effrite de toute part. Il n'y a plus, à vrai dire, d'esprit républicain. L'étiquette de patriote n'est plus une recommandation. Les hommes de l'an II sont chassés de presque tous les postes administratifs et ce sont leurs adversaires, souvent leurs victimes, qui héritent de leurs fonctions. Les patriotes modérés eux-mêmes, s'ils conservent encore une certaine influence dans les centres importants, sont éliminés de plus en plus dans les cantons ruraux, au profit de ralliés de la dernière heure et parfois même de royalistes notoires.

Mais, pas plus en 1795 qu'en 1792, le véritable peuple n'est intervenu. S'il a favorisé la réaction et soutenu ceux qui se présentent comme les défenseurs de sa foi et de ses prêtres, il a laissé faire les bourgeois. Pourvu qu'on ne touche pas aux conquêtes économiques de la Révolution et qu'on ne réveille pas les souvenirs odieux de la dime et des droits féodaux, il se mêle peu, sauf dans le Tanargue, aux rivalités des partis et continue à se désintéresser de l'administration générale et de la politique.

1. Delichères p. 218.

CONCLUSION

Le bilan de la Révolution et l'opinion des diverses classes de la société.

A la veille de la Révolution, le Vivarais avait fait un beau rêve de réformes heureuses et bienfaisantes qui devaient réprimer les abus, vivifier l'agriculture, l'industrie et le commerce et satisfaire aux légitimes aspirations de toutes les classes de la société. Malgré la diversité des besoins et l'inégalité des conditions, l'accord paraissait complet, à la fin de 1788, entre les ordres sur les doléances à présenter à l'Assemblée de la nation.

Tous, à la réunion de Privas, avaient adhéré aux transformations politiques et administratives réclamées par la noblesse et la bourgeoisie. Tous demandaient, avec une réforme radicale des États de Languedoc et de Vivarais, une nouvelle constitution qui, en garantissant les droits imprescriptibles de l'homme et du citoyen, éliminerait le favoritisme, préparerait la refonte du code civil et criminel et assurerait une plus juste et plus équitable répartition des charges. Tous les cahiers des paroisses aussi bien que ceux des sénéchaussées d'Annonay et de Villeneuve-de-Berg avaient inscrit, en tête de leurs revendications, le rapprochement de la justice des justiciables, la diminution des impôts, la suppression de la gabelle et de la milice, l'amélioration des voies de communication et une meilleure distribution des biens et des revenus du clergé. Les masses rurales soupiraient après la disparition totale de la dîme et des droits féodaux ; mais, sur les conseils prudents et avisés de Boissy d'Anglas, pour ne pas rompre l'harmonie entre les ordres et pour ménager les susceptibilités des privilégiés, elles n'avaient pas osé exprimer ouvertement ce vœu qui leur tenait tant à cœur.

La Révolution s'était appliquée à réaliser ce programme. Non contente de libérer le Vivarais de son étroite sujétion au Languedoc et de modifier de fond en comble l'administration, elle avait fondé la liberté et l'égalité civile et remis à la nation tout le pouvoir politique. Elle avait réformé la justice en la séparant de l'administration et l'avait confiée à des juges élus. Le régime fiscal avait

été transformé et chacun, désormais, devait contribuer aux charges publiques dans la mesure de ses moyens et facultés. Les entraves qui ligotaient l'activité industrielle et commerciale avaient été desserrées par la liberté du travail et la suppression des douanes et péages. Mais, surtout, le nouveau régime avait libéré la terre et comblé les vœux les plus ardents du cultivateur en démolissant les dernières assises d'une féodalité millénaire. La dîme tant exercée et les droits seigneuriaux, aussi bien réels que personnels, n'étaient plus qu'un mauvais souvenir.

La vente de biens nationaux, enfin, avait apaisé les convoitises des bourgeois et des paysans enrichis pour les immenses domaines de l'Eglise et des émigrés. La liquidation du patrimoine des émigrés, toutefois, n'avait pas donné dans le Vivarais de brillants résultats. Devant l'opposition habilement calculée des parents et amis des fugitifs, devant la complicité sournoise des autorités locales et les scrupules des candidats à la propriété, fort peu de ces biens avaient été soumis au feu des enchères avant la fin de l'an III. Les patriotes même qui s'étaient portés acquéreurs, surtout dans le Tanargue, sont souvent obligés, dès le début de l'an IV, d'abandonner leurs acquisitions devant la violence de la réaction qui s'acharne contre eux. L'aliénation des propriétés ecclésiastiques n'avait pas soulevé les mêmes difficultés. Même des nobles, des aristocrates, d'excellents catholiques et jusqu'à des prêtres qui refuseront le serment n'avaient pas hésité à participer à cette liquidation. Mais c'étaient surtout les fermiers du clergé, les grands industriels d'Annonay et d'Aubenas et les riches négociants de Tournon, Privas et Bourg-St-Andéol qui avaient accaparé les immeubles urbains et les domaines ruraux. Les petits paysans, cependant, et même les artisans et les ouvriers agricoles, avaient profité dans certaines communes du morcellement de ces propriétés par les municipalités soumissionnaires ou les sociétés d'achat pour acquérir quelques parcelles qui leur avaient permis d'arrondir leurs modiques exploitations.

Tous ces avantages sont indiscutables et il n'est personne dans la bourgeoisie et le peuple qui désire voir remettre en question ces conquêtes de la Révolution. Personne, cependant, dans le Vivarais n'est satisfait. La nouvelle Constitution n'a pas réussi à donner la prospérité économique attendue, elle a lésé les intérêts des uns, heurté les sentiments intimes des autres, froissé les consciences et mécontenté, à des degrés divers, toutes les catégories de citoyens. A la fin de l'an III, le pays, qui ne considère que ses difficultés ac-

tuelles, se croit plus malheureux qu'il ne l'a jamais été. Chacun rejette sur le gouvernement la responsabilité de ses déceptions, de ses souffrances, de ses pertes et de la décadence générale de la production et des échanges. Sans méconnaître l'utilité des réformes accomplies, il trouve la contre-partie trop forte, la note à payer trop élevée. Le passif, à son avis, submerge l'actif et le bilan des six dernières années lui apparaît comme nettement déficitaire.

Cette appréciation sévère des résultats de la Révolution indique un revirement complet de l'opinion et une évolution radicale des diverses classes de la société dans le Vivarais depuis 1789.

Le clergé vivarois avait accueilli, avec autant d'enthousiasme que le tiers état, la réunion des Etats-Généraux. Il attendait des transformations annoncées une amélioration notable de sa condition. Hypnotisé par la promesse d'un traitement fixe et avantageux, il ne s'était guère inquiété des premières lois religieuses. Ce fut la Constitution civile qui, en provoquant un grave conflit de conscience, arrêta son élan patriotique et brisa son unité. Si les constitutionnels, non sans quelques appréhensions, restent encore fidèles aux idées de liberté et d'égalité, les réfractaires, qui constituent la grande majorité de ce clergé, tout en se tenant, en général, à l'écart de l'agitation contre-révolutionnaire, ne pardonnent pas au pouvoir établi les vexations et les injustices dont ils sont les victimes. Au début de l'an IV, ils n'entrevoient pas encore la fin de leurs déboires. Ils ont perdu aussi bien leur maigre portion congrue de l'ancien régime que la modique pension que leur avait octroyée l'Assemblée constituante. La plupart sont sans ressources, sans famille qui puisse les recueillir. Il doivent attendre leur pain quotidien de la seule générosité des fidèles et le paysan qui a recours à leur ministère lésine souvent pour subvenir à leurs besoins.

Le clergé constitutionnel se débat, lui aussi, dans de graves difficultés depuis 1793. Sa situation officielle et son traitement n'ont pas survécu à la crise irrégulière de l'an II. Sous la Terreur, il a connu la suspicion et parfois la prison. Une vingtaine de ses membres ont été incarcérés à Viviers, à Bourg-St-Andéol ou à Beau-regard. La persécution a eu pour résultat d'ouvrir les yeux à un certain nombre de ces conformistes qui, à la suite de leurs rétractations, sont allés rejoindre la masse des insermentés, dont ils partagent le sort misérable et épousent les rancunes à l'égard des patriotes. Même ceux qui n'ont pas répudié les principes de la Révolution ont abandonné le parti jacobin et inclinent à la réaction.

Les évènements ont profondément modifié l'esprit de ce clergé. Il n'envisage plus les rapports de l'Eglise et de l'Etat du même œil qu'en 1789. Sous l'ancienne monarchie, les évêques et dignitaires, qui dépendaient du pouvoir civil pour la collation des bénéfices, étaient presque tous imbus des doctrines gallicanes. Les curés du Vivarais, eux mêmes, les cahiers du clergé d'Annonay et de Ville-neuve-de-Berg en font foi, partageaient le sentiment général de défiance à l'égard des empiètements de la cour romaine. Les légistes de l'Assemblée constituante avaient voulu exploiter ces tendances pour créer une Eglise nationale, pratiquement indépendante du Souverain Pontife. Il s'étaient efforcés en même temps, de relâcher les faibles liens qui unissaient encore le clergé paroissial à ses chefs hiérarchiques. Dans leur pensée, la désignation des curés par les électeurs devait les transformer en fonctionnaires beaucoup plus étroitement rattachés à l'Etat, qui les payerait, qu'à leurs évêques qui n'auraient plus sur eux aucune autorité effective.

L'échec de la Constitution civile et la réaction qu'elle suscite dans le clergé réfractaire entraînent des résultats diamétralement opposés. La dépossession des évêques fidèles, l'émigration forcée du plus grand nombre les porte à se rapprocher du pape et à faire appel à son magistère suprême. Le bas clergé, à son tour, devant le danger de schisme et d'hérésie, s'habitue à regarder du côté de Rome, qui encourage sa résistance. Ce sont les brefs et les condamnations de Pie VI qui insensiblement enlèvent tout crédit à la parole et à l'exemple de Savine après son serment. Lorsque le calme revient, tous les insermentés attendent la ligne de conduite et le mot d'ordre de Mgr d'Aviau, qui a reçu du Souverain Pontife les pouvoirs dont s'est dépouillé l'évêque constitutionnel par son abdication.

A la fin de 1795, c'est l'abbé Vernet, délégué et vicaire général de Mgr d'Aviau, qui est le chef incontesté du diocèse. Il prescrit des rétractations, impose des pénitences canoniques, confère ou retire des pouvoirs, transfère les curés d'une paroisse à l'autre, avec une liberté et une autorité dont les anciens évêques n'avaient pas l'idée.

Et ainsi, la création d'une Eglise nationale n'a abouti qu'à donner à ce clergé, naguère gallican, une allure déjà ultramontaine. En voulant faire table rase du passé, elle a supprimé tous les usages, toutes les habitudes qui limitaient les pouvoirs du haut clergé. L'impossibilité de maintenir la pratique de l'élection a rendu les

évêques seuls dispensateurs des nominations et, par suite, maîtres absolus des prêtres de leurs diocèse.

Cette évolution n'apparaît pas encore clairement, dans l'Ardèche, à la fin de 1795. Ce ne sera qu'avec le Concordat qu'on pourra apprécier le service que la centralisation révolutionnaire a rendu à l'autorité épiscopale. En attendant, le clergé du Vivarais, dans sa grande majorité, a horreur de ce régime qui l'a ruiné et persécuté, qui a désorganisé l'Eglise et essayé d'arracher aux âmes la foi et les espérances surnaturelles.

La noblesse, surtout dans le bas Vivarais, a précédé le clergé dans sa haine pour la Révolution. Dès le printemps de 1789, les exigences du tiers avaient alarmé ses intérêts. Le pillage des châteaux, les excès de la Jacquerie et la suppression des droits féodaux lui révèlent dans toute son ampleur le danger que les idées patriotes font courir à sa situation. Si, durant l'hiver 1790, elle semble prendre momentanément son parti des réformes, l'état d'esprit de l'Assemblée nationale, qui abolit la distinction des ordres, anéantit tous les privilèges et affaiblit l'autorité royale, la rejette définitivement dans l'opposition. Avec une fraction de la bourgeoisie, elle profitera, dans le midi, de l'émotion suscitée parmi les catholiques par les troubles de Nîmes et d'Uzès pour organiser les deux premiers camps de Jalès et adopter une attitude de plus en plus contre-révolutionnaire. Beaucoup de gentilshommes encore seront compromis dans l'insurrection de Saillans et obligés de quitter le pays pour assurer leur sécurité. Les autres se terrent et disparaissent sous la Terreur.

Durant la période thermidorienne, ils appuient le mouvement de réaction contre tous les patriotes, de quelque nuance qu'ils se réclament. Ils essaient aussi de reconquérir la confiance des classes rurales, mais les paysans restent sur la réserve et l'influence de la noblesse, déjà fort ébranlée au XVIII^e siècle, ne se relèvera pas des atteintes que lui a portées la destruction du régime féodal. Elle ne pourra conserver un peu de crédit que par une alliance étroite avec la bourgeoisie conservatrice et le clergé.

La bourgeoisie a été le principal bénéficiaire des réformes. Sa compétence dans les affaires lui a permis de jouer un rôle de premier plan dans la nouvelle organisation du pays et, depuis 1790, elle s'est arrogé le monopole des fonctions administratives et judiciaires. La petite bourgeoisie surtout reste fidèle à l'idéal révolutionnaire et c'est dans ses rangs que le parti jacobin continue à recruter ses plus fidèles adeptes,

La Constitution civile du clergé, toutefois, les préoccupations politiques et, plus encore, les difficultés économiques excitent un vif mécontentement dans les hautes classes de cette bourgeoisie. Les industriels d'Annonay et d'Aubenas imputent la perte de leurs débouchés et le ralentissement de la production aux troubles, à l'agitation des factions et à la guerre, et les négociants de Privas et de Tournon reprochent à la loi du maximum d'avoir porté un coup mortel aux transactions commerciales. Mais, si, dans le district du Tanargue, une partie de la bourgeoisie passe nettement à la contre-révolution et devient l'élément le plus actif du mouvement royaliste, la majorité, surtout dans le Mézenc et le Coiron, malgré ses inquiétudes, adopte, par instinct de conservation, une tactique plus habile. Continuant à s'affubler des oripeaux du patriotisme, elle défend énergiquement ses positions, s'empare des sociétés populaires et mène une vigoureuse campagne, qui connaît parfois de brillants succès, contre les Jacobins et les Montagnards. En définitive, si la Révolution a divisé la bourgeoisie en plusieurs clans ennemis, elle a, dans l'ensemble, merveilleusement servi ses ambitions politiques, et notablement renforcé sa situation économique et sociale.

Ce sont les bourgeois, en effet, qui dans le Vivarais, comme ailleurs, malgré la crise des affaires, ont accaparé, pour une très large part, les domaines de l'Eglise et se sont enrichis dans d'habiles spéculations sur la revente par parcelles des biens nationaux ou sur les fournitures militaires aux bataillons en formation. Mais, précisément parce qu'ils possèdent la fortune, ils se défient des tendances égalitaires de certains patriotes. C'est ce souci égoïste qui rapproche les diverses nuances de la haute et moyenne bourgeoisie pour former les cadres du parti conservateur, hostile à tout bouleversement social. Quelques-uns de ces bourgeois penchent vers la royauté, d'autres continuent à se dire républicains, mais tous sont prêts à s'accommoder de n'importe quel gouvernement qui servira leurs intérêts. Si les avances de la noblesse, qui a besoin de leur appui, flattent leur vanité, ils n'hésitent pas, de leur côté, à exploiter les mauvais souvenirs de la Révolution pour se concilier les sympathies du clergé et profiter de son ascendant sur les populations rurales.

L'artisan et l'ouvrier n'ont rien gagné à la Révolution. Le chômage dans la soierie et les autres industries textiles a été si fréquent que la production, de l'avis des districts du Mézenc et du Tanargue, n'atteint pas, en 1795, le cinquième de la fabrication de 1789. Les

salaires, déjà insuffisants à la fin de l'ancien régime, n'ont suivi que de fort loin la progression du prix de la vie. On s'explique, dès lors, que ce soient les ouvriers de l'industrie qui aient le plus souffert de la pénurie et de la cherté des denrées alimentaires. Souvent ils n'ont dû qu'à la charité publique de pouvoir subsister, eux et leurs familles, et, à la fin de l'an III, leur sort reste précaire et misérable.

Le paysan a été moins éprouvé. La destruction de l'ancien régime et la disparition de la dîme et des droits féodaux l'ont débarrassé d'une foule de parasites qui minaient son activité et épuisaient sa substance. Mais, absorbé par le souci de ses intérêts matériels, il s'est désintéressé de la politique. Depuis les élections de 1790, il a déserté en masse les assemblées primaires. Royaliste par habitude plus que par conviction, il s'est déclaré républicain lorsque la république a été proclamée, mais ni les contre-révolutionnaires du second camp de Jalès, ni les royalistes de l'équipée de Saillans, ni les modérés de 1793 dans leur lutte contre les Jacobins n'ont pu le décider à s'immiscer dans leurs querelles.

Il a été déçu, cependant, par la Révolution. Au lieu de la suppression attendue de toute obligation fiscale, il constate avec effroi l'augmentation rapide des impôts. Il regimbe contre ces réquisitions trop fréquentes et mal payées qui lui enlèvent son bétail et une partie de sa récolte. C'est contraint et forcé qu'il s'est soumis à la loi du maximum, qu'il considère comme une spoliation et un vol. Il ne juge pas avec moins de sévérité la dépréciation des assignats. Il ne réfléchit pas qu'il les a acquis, lui aussi, à très bas prix et qu'il s'en est servi pour se libérer de ses dettes, acheter des biens nationaux et s'acquitter à bon compte de ses impôts. Il ne veut voir que la différence entre leur valeur nominale et leur valeur réelle.

La Constitution civile du clergé, les mesures antichrétiennes de la Convention, l'obligation du service militaire et les levées forcées de 1793 et 1794, en troublant ses habitudes et en bouleversant sa vie, ont achevé d'exaspérer le paysan ardéchois fort attaché à sa religion et à ses prêtres et qui a toujours eu la milice en horreur. Aussi n'a-t-il fourni qu'un bien faible contingent de volontaires aux divers bataillons et c'est parmi les réquisitionnaires ruraux que s'est recrutée la grande masse des déserteurs qui, comme les prêtres proscrits, ont toujours été assurés de trouver, dans les montagnes du Tanargue et des Boutières, un refuge inviolable et une protection efficace contre toutes les investigations de la gendarmerie.

Si ce paysan n'est pas allé jusqu'à la révolte ouverte, il a favorisé de son mieux la réaction thermidorienne et, durant toute la

Révolution, il a contrecarré par une inertie et une passivité calculée l'application de toutes les mesures qui froissaient ses sentiments ou inquiétaient ses intérêts. Plus d'une fois, par son attitude menaçante, il a contraint les autorités locales à tempérer la rigueur des diverses lois religieuses, économiques et militaires.

Cette hostilité tenace contre le gouvernement révolutionnaire ne lui fait pas, cependant, oublier le bénéfice des réformes. A aucun prix, il ne voudrait entendre parler d'un retour en arrière. Le moindre rappel inconsideré des droits féodaux et de la dime éveille sa méfiance et excite aussitôt ses appréhensions. Lui aussi, comme la bourgeoisie, s'il proteste contre les charges du nouveau régime, est devenu un conservateur des avantages qu'il lui a apportés comme don de joyeux avènement.

En un mot, à la fin de 1795, dans l'Ardèche, chacun juge les événements révolutionnaires d'après leur répercussion sur sa condition matérielle et morale. C'est ce qui explique que si la petite bourgeoisie, les protestants et les anciens volontaires des armées de la république restent fidèles à l'idéal démocratique, la noblesse, le clergé, le paysan et une fraction notable de la bourgeoisie s'en détournent de plus en plus.

Cette évolution des diverses classes de la société est moins apparente dans le nord du département, où les excès ont été plus rares, que dans le bas Vivarais et surtout dans les cantons de religion mixte, où les passions religieuses et politiques ont toujours été plus vivaces.

Dans l'ensemble, le pays est fatigué de l'agitation convulsive des dernières années. Il se soucie peu de la liberté politique et il s'alarme vite d'une poussée égalitaire qui risquerait de porter atteinte aux situations acquises. Avant tout, il aspire à un gouvernement assez fort pour ne pas être tracassier et assez impartial pour garantir les conquêtes de la Révolution, concilier les diverses opinions, assurer la liberté religieuse et faire oublier les divisions qui ont mis si longtemps en péril la paix et la tranquillité des citoyens.

Vu le 13 nov. 1929 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

A. DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Le Recteur de l'Académie de Paris

CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE

Instruments bibliographiques.....	p. VII
Documents manuscrits et imprimés.....	p. VIII
Ouvrages.....	p. XXIV

CHAPITRE PREMIER

Le Vivarais à la veille de la Révolution

I. — L'état économique.....	2
II. — L'administration.....	13
III. — L'état social.....	23

CHAPITRE II

La convocation des Etats-Généraux dans le Vivarais

I. — L'opinion du Vivarais et les Etats-Généraux.....	49
II. — L'assemblée des trois ordres à Annonay.....	53
III. — Les revendications du Vivarais.....	56
IV. — L'assemblée des trois ordres à Privas.....	63

CHAPITRE III

La campagne électorale. Les assemblées des paroisses

I. — L'évolution des trois ordres et les tendances diverses au sein de chaque ordre.....	72
II. — Les assemblées des paroisses et l'élection des délégués....	80
III. — Les cahiers des paroisses.....	82

CHAPITRE IV

Les assemblées de sénéchaussées

I. — La tenue des assemblées.....	91
II. — L'élection des députés.....	98
III. — Les cahiers.....	107

CHAPITRE V

La liquidation de l'ancien régime

I. — Répercussions dans le Vivarais des premiers débats aux Etats- Généraux et à l'Assemblée nationale.....	118
II. — La grande peur.....	126
III. — La Jacquerie et la lutte contre le régime féodal.....	135
IV. — Les Comités permanents.....	143
V. — Les gardes nationales.....	147

CHAPITRE VI

L'organisation du nouveau régime

I. — Les municipalités.....	156
II. — La formation du département.....	161
III. — La mise en activité du département.....	174

CHAPITRE VII

Les premières oppositions politiques et religieuses
Les camps de Jalès (mai 1790-mars 1791)

I. — Insubordination des villes et des campagnes.....	196
II. — Le premier camp de Jalès.....	209
III. — Le second camp de Jalès.....	233

CHAPITRE VIII

La Constitution civile du clergé

A) <i>Le serment</i>	253
I. — Le clergé et les premières lois religieuses.....	254

II. — L'obligation du serment et l'opinion.....	259
III. — Hésitations et perplexités du clergé.....	262
IV. — Difficulté de préciser le chiffre des serments légaux.....	270
V. — Les résultats en octobre 1791.....	277

B) L'Eglise constitutionnelle et l'opinion

I. — Troubles provoqués par la promulgation de la Constitution civile et les prestations de serment.....	279
II. — Retards successifs apportés par le département et les districts au remplacement des réfractaires.....	283
III. — Installation des intrus.....	286
IV. — Les éléments de l'Eglise constitutionnelle.....	296
V. — Tentative d'organisation d'une Eglise libre.....	305

CHAPITRE IX

Les luttes politiques et sociales (Juin 1791-Juillet 1792)

I. — Les sociétés populaires.....	313
II. — Les élections de 1791.....	318
III. — L'anarchie.....	325
IV. — L'agitation contre-révolutionnaire.....	339
V. — La Jacquerie de 1792.....	341
VI. — L'affaire de Saillans.....	354

CHAPITRE X

Le ralliement à la république et les difficultés religieuses et militaires (Août-1792-Mai 1793)

I. — Formation d'un parti républicain.....	373
II. — Difficultés économiques et religieuses.....	393
III. — Les diverses levées militaires.....	404

CHAPITRE XI

La Scission. Fédéralistes et Jacobins

I. — Les divergences entre patriotes.....	424
II. — Les tentatives de fédéralisme.....	437
III. — La lutte des factions et les représentants en mission.....	443

CHAPITRE XII

Le Gouvernement révolutionnaire (Août 1793-Août 1794)

I. — Son établissement dans le département.....	459
II. — La levée en masse.....	467
III. — Les subsistances et le maximum.....	477
IV. — La répression. Epuration des autorités. Les suspects.....	484
V. — La déchristianisation.....	496

CHAPITRE XIII

La réaction thermidorienne (Août 1794-Octobre 1795)

I. — La lutte des partis.....	514
II. — La renaissance religieuse.....	530
III. — La question des subsistances et la désertion.....	544
IV. — Les assemblées primaires et les élections de l'an IV.....	550

CONCLUSION

Le bilan de la Révolution et l'opinion des diverses classes de la société.....	557
--	-----

